BORDEAUX MÉTROPOLE	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE**	***Délibération***
	Séance publique du 27 octobre 2017	***N° 2017-633***

Convocation du 20 octobre 2017
Aujourd'hui vendredi 27 octobre 2017 à 09h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la Salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de Bordeaux Métropole.

ETAIENT PRESENTS :

M. Alain JUPPE, M. Alain ANZIANI, Mme Dominique IRIART, M. Christophe DUPRAT, Mme Virginie CALMELS, Mme Christine BOST, M. Michel LABARDIN, M. Patrick BOBET, M. Jean-François EGRON, M. Franck RAYNAL, M. Jacques MANGON, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, Mme Anne-Lise JACQUET, Mme Claude MELLIER, Mme Agnès VERSEPUY, M. Michel DUCHENE, Mme Brigitte TERRAZA, M. Jean TOUZEAU, Mme Anne WALRYCK, M. Dominique ALCALA, M. Max COLES, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, Mme Véronique FERREIRA, M. Michel HERITIE, Mme Andréa KISS, M. Jean-Jacques PUYOBRAU, M. Kévin SUBRENAT, M. Alain TURBY, M. Jean-Pierre TURON, M. Michel VERNEJOUL, Mme Josiane ZAMBON, Mme Emmanuelle AJON, M. Erick AOUIZERATE, Mme Cécile BARRIERE, Mme Léna BEAULIEU, Mme Maribel BERNARD, Mme Odile BLEIN, M. Jean-Jacques BONNIN, Mme Isabelle BOUDINEAU, M. Jacques BOUTEYRE, Mme Marie-Christine BOUTHEAU, M. Nicolas BRUGERE, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, M. Alain CAZABONNE, M. Didier CAZABONNE, M. Gérard CHAUSSET, Mme Brigitte COLLET, M. Jacques COLOMBIER, Mme Emmanuelle CUNY, M. Jean-Louis DAVID, M. Yohan DAVID, Mme Michèle DELAUNAY, M. Arnaud DELLU, Mme Laurence DESSERTINE, M. Gérard DUBOS, M. Vincent FELTESSE, M. Marik FETOUH, M. Nicolas FLORIAN, Mme Florence FORZY-RAFFARD, M. Philippe FRAILE MARTIN, M. Guillaume GARRIGUES, M. Max GUICHARD, M. Jacques GUICHOUX, M. Jean-Pierre GUYOMARC'H, M. Daniel HICKEL, M. Pierre HURMIC, Mme Martine JARDINE, M. Franck JOANDET, M. Bernard JUNCA, M. Bernard LE ROUX, Mme Anne-Marie LEMAIRE, Mme Zeineb LOUNICI, Mme Emilie MACERON-CAZENAVE, M. Eric MARTIN, M. Thierry MILLET, M. Jacques PADIE, Mme Christine PEYRE, Mme Arielle PIAZZA, Mme Dominique POUSTYNNIKOFF, M. Benoît RAUTUREAU, Mme Marie RECALDE, Mme Karine ROUX-LABAT, M. Alain SILVESTRE, Mme Gladys THIEBAULT, Mme Anne-Marie TOURNEPICHE, M. Serge TOURNERIE, Mme Elisabeth TOUTON, M. Thierry TRIJOULET.

EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION:

M. Patrick PUJOL à Mme Anne-Marie LEMAIRE
M. Guillaume BOURROUILH-PAREGE à Mme Brigitte TERRAZA
Mme Anne BREZILLON à Mme Emmanuelle CUNY
Mme Anne-Marie CAZALET à Mme Maribel BERNARD
Mme Chantal CHABBAT à M. Jean-Jacques BONNIN
Mme Solène CHAZAL à Mme Elisabeth TOUTON
Mme Nathalie DELATTRE à M. Yohan DAVID
M. Stéphan DELAUX à M. Didier CAZABONNE
Mme Michèle FAORO à M. Jean TOUZEAU
M. Jean-Claude FEUGAS à M. Max GUICHARD
Mme Magali FRONZES à M. Nicolas BRUGERE
Mme Conchita LACUEY à M. Jean-Jacques PUYOBRAU
M. Pierre LOTHAIRE à Mme Karine ROUX-LABAT
M. Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM à Mme Brigitte COLLET
M. Michel POIGNONEC à M. Benoît RAUTUREAU
M. Fabien ROBERT à M. Jacques MANGON
Mme Marie-Hélène VILLANOVE à Mme Arielle PIAZZA

PROCURATION(S) EN COURS DE SEANCE :

Mme Christine BOST à Mme Véronique FERREIRA à partir de 11h33
M. Michel HERITIE à Mme DE FRANCOIS à partir de 11h42
M. Alain TURBY à M. Franck RAYNAL à partir de 12h07
Mme Anne WALRYCK à M. Dominique ALCALA jusqu'à 10h15
Mme Isabelle BOUDINEAU à M. Arnaud DELLU à partir de 10h30 et jusqu'à 11h30
M. Yohan DAVID à M. Marik FETOUH à partir de 12h10
Mme Nathalie DELATTRE à M. Yohan DAVID jusqu'à 12h10 et à Mme Cécile BARRIERE à partir de 12h10
M. Gérard DUBOS à M. Thierry TRIJOULET à partir de 12h08
Mme Florence FORZY-RAFFARD à M. Philippe FRAILE MARTIN jusqu'à 11h15
M. Pierre HURMIC à Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE jusqu'à 10h50
M. Thierry MILLET à Mme Christine PEYRE à partir de 10h31
M. Guillaume GARRIGUES à Mme Dominique IRIART à partir de 10h35
M. Alain CAZABONNE à M. Daniel HICKEL à partir de 11h55
Mme Anne-Lise JACQUET à M. Kevin SUBRENAT à partir de 11h45
Mme Emilie MARCERON-CAZENAVE à M. Eric MARTIN à partir de 12h05
M. Alain SYLVESTRE à Mme Zeineb LOUNICI à partir de 11h56
Mme Anne-Marie TOURNEPICHE à M. Serge TOURNERIE à partir de 12h35

EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE :

LA SEANCE EST OUVERTE

BORDEAUX MÉTROPOLE	**Conseil du 27 octobre 2017**	***Délibération***
	Direction générale Mobilité **Direction des infrastructures et des déplacements**	***N° 2017-633***

Parcs de stationnement et fourrière - Rapports annuels des délégataires et bilan d'activités de la régie pour l'exercice 2016 - Information
Présentation du rapport annuel de Bordeaux Métropole portant sur l'activité 2016 des services publics Parcs de stationnement et fourrière

Monsieur Michel LABARDIN présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

Suite au transfert au 1er janvier 2016 de deux contrats de délégation de service public de stationnement de la ville de Bordeaux vers la Métropole intéressant les parcs de stationnement situés place des Grands Hommes, cours Victor Hugo, cours Alsace Lorraine et allées de Chartres et Bristol, dont la propriété a également été transférée, l'exploitation des parcs de stationnement métropolitains est assurée par cinq opérateurs selon deux modes de gestion :

- la gestion directe avec la régie Parcub Bordeaux Métropole, régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- la gestion par voie de délégation de service public, de type concessif, aux exploitants BP3000, SNC (Société en nom collectif) des Grands Hommes et Central Parcs ; et de type affermage avec la Société des grands garages et parkings de Bordeaux (SGGPB).

La gestion du service public fourrière est assurée par la régie métropolitaine Parcub Bordeaux Métropole.

Conformément à l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, les délégataires ont communiqué un rapport annuel portant sur l'activité 2016 des parcs de stationnement délégués. En application de l'article L1411-3 du Code des collectivités territoriales, ces rapports, ainsi que le bilan d'activités 2016 de la régie Parcub Bordeaux Métropole sont annexés à la présente délibération.

Un rapport annuel établi par les services de Bordeaux Métropole, annexé à la présente délibération, portant examen de l'activité des services publics stationnement et fourrière sur l'année 2016 vous est soumis.

I. LES CINQ EXPLOITANTS

I.1 – La régie Parcub Bordeaux Métropole

La régie Parcub a été créée en date du 5 avril 2004 et son activité a commencé le 1er mai de la même année.

Dotée de la personnalité morale, elle assure la mission d'exploitation de 21 parcs de stationnement publics (17 de propriété Bordeaux Métropole et 4 de propriété Parcub), dont 3 nouveaux à Bègles Sècheries (406 places), Beaujon à Bordeaux (92 places) et IDDAC au Bouscat (82 places). Il ne reste plus qu'un parc provisoire, Descas (282 places) depuis la fermeture de Deschamps (220 places).

Depuis le 1er janvier 2011, après modification de ses statuts par la Métropole, la régie Parcub assure la gestion du service de la fourrière, sous forme de Service public administratif (SPA),
D'une façon générale, la régie peut exercer toute autre activité annexe se rapportant au stationnement ou correspondant à des services offerts aux usagers de tout espace de stationnement sur le périmètre de Bordeaux métropole. Par ailleurs, en vertu de ses statuts, elle peut assurer la gestion de parcs relais du réseau transport en commun de la Métropole.

I.2 – La société BP3000

La société BP3000 est délégataire suivant contrat de concession du 26 juin 2000 ayant pour échéance le 31 décembre 2042, soit une durée de 41,5 années. Les modalités prévoyaient la rénovation du parc de stationnement situé place Tourny ainsi que la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement situés place Jean Jaurès, place de la Bourse, place Salinières et enfin place André Meunier.

En décembre 2016, l'avenant n°5 du contrat a acté le changement d'actionnaire de la société BP3000. Urbis Park a ainsi cédé ses actions à la nouvelle société Urbis Park Infrastructures détenues à 90% par le groupe Caisse d'épargne Banque populaire et à 10% par Transdev stationnement.

Les prestations d'exploitation des parcs continuent d'être confiées par BP3000 à la société Urbis Park Services, fililale de Transdev stationnement suite à cession concomitante de ses actions par Urbis Park.

I.3 – La société Central Parcs

De type concessif, avec une durée de 35 ans à compter de la mise en service de l'ouvrage, le contrat de délégation de service public a débuté le 17 février 1989, il prendra fin le 9 février 2026.
Ce contrat porte sur la réalisation et l'exploitation du parc situé place Camille Jullian.

La Sarl (Société à responsabilité limitée) Central parcs est une filiale de Vinci Construction.
Les prestations d'exploitation du parc sont assurées par la société Indigo Park (groupe Infra Park), par contrat de prestations de services avec la société Central Parcs.

I.4 – La SNC des Grands Hommes

Par traité de concession du 14 juin 1988, la ville de Bordeaux a délégué à la Société en nom collectif Parc des Grands Hommes, filiale de Indigo Infra France (groupe Infra Park), la construction et l'exploitation du parc de stationnement de 454 places (dont 44 places hors champ de la DSP (Délégation de service public), prises à bail par la chambre régionale des comptes) sur 6 niveaux, place des Grands Hommes, pour une durée de 33 ans. Avec le passage en Métropole, la ville de Bordeaux a acté, par délibération n°2015/299 du 15 juillet 2015, le transfert à Bordeaux Métropole de la propriété et de la convention relative au parc de stationnement des Grands Hommes, lequel a été approuvé par délibération concordante du Conseil de Bordeaux Métropole.

I.5 – La Société des grands garages et parkings de Bordeaux (SGGPB)

La ville de Bordeaux a confié par contrat d'affermage le 15 mars 2013, l'exploitation et l'entretien de trois sites de stationnement à la SGGPB. Il s'agit des sites Victor Hugo (700 places sur 7 niveaux), allées de Chartres et de Bristol (395 places en surface et 12 emplacements pour des cars de tourisme) et 9 cours Alsace Lorraine (parkings abonnés de 128 places). De même que pour le parc des Grands Hommes, le contrat a été transféré à la Métropole au 1er janvier 2016. Le contrat a fait l'objet d'un avenant prolongeant la durée d'exploitation d'un an jusqu'au 31 mars 2017.

II. LES CARACTERISTIQUES DES PARCS AU 31/12/2016

Parcub exploite un total de 9 091 places, dont 252 sont accessibles en fonction parc-relais, en lien avec Transports de Bordeaux Métropole (TBM). La régie a mis en service 405 places à Bègles Sècheries, 92 places sur le parc Beaujon à Bordeaux et 82 sur le site de l'Iddac au Bouscat. Le parc provisoire « Deschamps » a été fermé à la demande du propriétaire du foncier, l'établissement Euratlantique, dans le cadre des aménagements à engager sur le secteur.

Le patrimoine remis en exploitation par la Métropole à Parcub s'est accru de 1 645 places avec l'intégration des parcs confiés aux anciens délégataires de la ville de Bordeaux.

Le parc des Grands Hommes compte 410 places, les parcs exploités par la SGGPB 1 235 places, les parcs délégués à BP3000 3 355 places, en grande majorité sur les deux parcs de l'hypercentre (le parking double, Bourse-Jaurès, avec une capacité totale de 1 661 véhicules légers, et Tourny, avec 957 places). Le parc Camille Jullian exploité par Central parcs est à ce jour en capacité d'accueillir 338 véhicules légers.

	Nombre de parcs	**Capacités 2016**			
		Véhicules légers	dont P.M.R. (Personne à mobilité réduite)	Places motos	Places vélos
Parcub	21	9 091 au total	174	222	551
BP3000	5	3 355	67	101	157
Central Parcs	1	338	7	-	-
SGGPB	3	1 235	9	21	40
Grands Hommes	1	410	10	-	-
Total	**31**	**14 429**	**267**	**344**	**748**

III. LES PRINCIPAUX RESULTATS 2016

En 2016, la fréquentation des parkings de la Métropole a légèrement continué d'augmenter de +0,4% mais de façon plus modérée par rapport à 2015 alors que dans le même temps le nombre d'abonnés diminuaient. Cela est dû à des causes particulières (fermeture de Chartres pendant l'eurofoot, sinistre sur Salinières, travaux sur Victor Hugo) compensées toutefois par une bonne attractivité commerciale et touristique.

2016	Fréquentation «horaire»			Fréquentation abonnés : résidents + non R.		
	2015	**2016**	**%16/15**	**2015**	**2016**	**%16/15**
Parcub	2 378 061	**2 420 251**	**+1,8%**	**5 968**	**6 313**	**+5,8%**
BP3000	1 264 884	**1 263 248**	**-0,1%**	**2 624**	**2 630**	**+0,2%**
Central Parcs	143 346	**158 546**	**+10,6%**	**199**	**193**	**-3%**
Grands Hommes	262 770	**276 129**	**+5,1%**	**238**	**234**	**-1,7%**
SGGPB	357 636	**307 990**	**-13,9%**	**13 768**	**12 284**	**-10,8%**
Total	4 406 697	**4 426 164**	**+0,4%**	**22 797**	**21 654**	**-5%**

3.1 Fréquentation horaire des parkings de Bordeaux Métropole en 2016

Au global, l'activité 2016 des exploitants des parcs de stationnement de Bordeaux Métropole est en progression pour la cinquième année consécutive. On compte ainsi un nombre global de 4,5 millions d'usagers horaires. Les situations sont contrastées suivant les exploitants :

- **Parcub** : avec une offre de plus de 9 000 places dévolues au stationnement la régie a enregistré 2,4 millions d'entrées, soit 42 190 de mieux qu'en 2015 (+1,8%).

  En 2016, la fréquentation augmente en particulier sur les parcs proches du centre historique, Pey Berland (+3,6%), Gambetta (+8,9%) République (+4,9%), Cité Mondiale (+22,5%) et Victoire (+11,8%).

- **BP3000** : avec 1 263 248 entrées en 2016, la fréquentation des parkings BP3000 est stable après une progression de quatre années consécutives. Les mesures de sécurité pendant les évènements de l'euro, de la fête du vin ou encore l'incendie du transformateur EDF dans le parking Salinières, ont impacté les résultats qui par ailleurs demeurent à un niveau élevé. L'excellente implantation des parkings Bourse, Jaurès, Tourny et Salinières leur permet de bénéficier pleinement de l'activité commerciale et touristique de l'hypercentre.

  Meunier poursuit son développement, entre-autre, avec une clientèle liée à la gare, mais conserve une forte marge de progression.

- **Central parcs** : le parc Camille Jullian a connu un progrès de 10,6% de la fréquentation horaire après une hausse de 8,9% en 2015, soit plus de 158 000 entrées, 15 200 de mieux qu'en 2015, soit un niveau équivalent du maximum de l'activité, en 2012, avant la fermeture de la rue de la cour des aides. Les jalonnements mis en place début 2015, les efforts réalisés par le délégataire pour améliorer le sentiment

de sécurité en réduisant la présence de squatteurs, et, surtout, l'attrait pour une position au cœur des commerces du centre-ville ont participé à la réussite de ce parc.

3.2 Abonnements des parkings de Bordeaux Métropole

L'évolution de la mobilité sur l'agglomération de Bordeaux a des conséquences doubles et complémentaires en termes d'abonnements dans les parkings :

- d'une part, en luttant contre les flux pendulaires des Heures de pointe du matin (HPM) et Heures de pointe du soir (HPS), elle entraine la baisse du nombre d'abonnements des non résidents dans le centre des agglomérations : les usagers de ce type sont notamment encouragés à parquer leurs véhicules dans les parcs relais de périphérie, et à emprunter les transports en commun ;
- d'autre part, en augmentant les périmètres de voirie à stationnement payant dans les secteurs centraux, elle entraine le report d'une partie du stationnement des résidents de la surface vers les ouvrages, en particulier lorsqu'il s'agit de zones très contraintes, ou de foyers à plusieurs véhicules.

Ce double phénomène est enregistré sur Bordeaux Métropole, depuis plusieurs années déjà, avec une baisse des recettes des exploitants : en effet, le tarif des abonnements des résidents étant sensiblement inférieur à celui des abonnements des usagers pendulaires (du simple au double, par exemple, pour la DSP BP3000).

Nombre moyen d'abonnés 2016	abonnés "résidents"			abonnés "non résidents"			total abonnés		
exploitant	2015	2016	%16/15	2015	2016	%16/15	2015	2016	%16/15
Parcub Bordeaux Métropole	1 928	**2 286**	+18,6%	4 040	**4 027**	-0,3%	5 968	6 313	+5,8%
BP3000 Urbis Park Services	1 658	**1 693**	+2,1%	966	**937**	-3,0%	2 624	2 630	+0,2%
Central Parcs, Indigo, CJullian	94	**103**	+9,6%	105	**90**	-14,3%	199	193	-3,0%
Indigo, Grands hommes	0	**0**	-	238	**234**	-1,7%	238	234	-1,7%
SGGPB (travaux Hugo)	4367	**4317**	-1,1%	9401	**7967**	-15,3%	13 768	12 284	-10,8%
Nombre moyen d'abonnés tous parcs confondus	8 047	**8 399**	+4,4%	14 750	**13 255**	-10,1%	22 797	**21 654**	-5,0%

- **Diminution du nombre d'abonnés pendulaires :**

Les résultats de l'exercice 2016 affichent un recul assez net du nombre d'abonnés pendulaires de -10,1% après une précédente baisse de -2,5% en 2015. Pour chaque exploitant métropolitain, la moyenne d'abonnés non-résidents baisse sur 2016 : faiblement pour Parcub (-0,3%), Grands Hommes (-1,7%) et BP3000 (-3%) ; plus fortement pour Central parcs (-14,3%) et SGGPB (- 15,3% essentiellement du fait des travaux sur Victor Hugo).

- **Augmentation du nombre d'abonnés résidents :**

La poursuite de la politique de stationnement réglementé à l'intérieur des cours semble avoir bénéficié à Parcub qui progresse de +18,6% pour atteindre près des 2 300 résidents. BP300 et Central Parcs poursuivent leur croissance (respectivement +2,1 et +9,6%).

Concernant SGGPB, les travaux de Victor Hugo n'ont pas permis de proposer de nouveaux abonnements (baisse de -1,1%). Enfin, Grands Hommes, le contrat ne prévoit pas d'abonnement spécifique pour les résidents.

IV. ACTIVITE DE CONTRÔLE DE LA PART DU DELEGANT

Avec la transformation en Métropole, l'activité « stationnement » de notre établissement a été conforté au sein de la Direction générale mobilité par le transfert de nouveaux ouvrages et de la gestion des contrats SGGPB et Grands Hommes.

Bordeaux Métropole poursuit, d'une part, le suivi d'exploitation mensuel (indicateurs de fréquentations) et d'autre part, les démarches qualités, qui ont été élargies aux nouveaux délégataires, soit 31 sites concernés en 2016. Ces procédures sont basées sur deux actions complémentaires, avec, d'une part, des procédures d'autocontrôles assurées par les exploitants eux mêmes, et, d'autre part, des visites aléatoires des équipements.

A travers ces plans qualité, il s'agit pour le délégant de mettre en place une synergie avec les exploitants en s'appuyant sur leur volonté de profiter de ces contrôles pour progresser et améliorer leur prestation en faveur des usagers. Le nombre de contrôle effectués en régie en 2016 s'est élevé à 72.

Pour BP3000 : 24 contrôles ont permis de noter la bonne tenue des parcs, avec toutefois des problèmes de dégradations dues au vandalisme les soirées de fin de semaine difficiles à gérer pour l'exploitant. A signaler la baisse du nombre de réclamations constatées en 2016 (baisse des vols).

Pour Central parcs : six contrôles bimestriels réalisés sur Camille Jullian durant cette année 2016 ont permis de noter la bonne tenue globale du parc et les efforts réalisés en matière de propreté et de sécurité avec la mise en place de rondes nocturnes dans le prolongement des actions initiées en 2015. Toutefois, le nombre de réclamations est en hausse en lien avec des dégradations ou dysfonctionnements des systèmes de paiement ou de péage.

Pour Parcub : près de 40 contrôles réalisés en 2016 ont permis de maintenir un suivi des actions correctives. La régie continue de s'impliquer dans une politique d'entretien régulière, la planification des travaux de peinture en interne permettant de préserver l'aspect homogène et bien entretenu, qui avait déjà été relevé les années passées, malgré l'état de vétusté variable des ouvrages, en fonction de leur âge et de quelques problèmes d'infiltration d'humidité rencontrés. Les éclairages sont progressivement renouvelés par des leds, 16 sites en 2016, améliorant le sentiment de sécurité. Les réclamations ont progressé essentiellement du fait de dysfonctionnement des péages.

Pour Grands Hommes : le premier semestre a été consacré à un audit et un suivi d'état des lieux, en lien avec l'Association syndicale libre (ASL) qui gère le marché et la galerie commerciale. Un seul contrôle qualité a donc pu être mis en œuvre au deuxième semestre et a permis de vérifier la bonne tenue de l'ouvrage mais la nécessité de renforcer la coordination avec l'exploitation de la galerie.

Pour SGGPB : l'essentiel de l'activité a concerné les états des lieux du patrimoine, le suivi des maintenances et la réalisation des travaux avant le transfert des parcs à la régie Parcub en avril 2017. Il n'y a donc pas eu de contrôle qualité comparable aux autres exploitants en 2016. Ils sont réalisés à partir de 2017.

V- LA POLITIQUE DE STATIONNEMENT

2016 a été une année riche en évènements avec notamment :

- une application de la tarification au quart d'heure favorable aux usagers avec une baisse globale des tarifs (hormis le forfait soirée) sans impact sur la fréquentation contrairement aux autres agglomérations françaises ;
- le transfert de la ville de Bordeaux vers Bordeaux Métropole des délégations de service public de la Société des grands garages et parkings de Bordeaux et du parking des Grands hommes au 1er janvier 2016 ;
- la définition de la nouvelle stratégie métropolitaine des mobilités votée par le Conseil de Bordeaux Métropole en janvier 2016, intégrant un axe stationnement. Elle vise notamment une meilleure articulation entre stationnement de surface et en ouvrage, ainsi que la prise en compte des technologies numériques dans la mobilité ;
- la mise en place d'un observatoire du stationnement en tant qu'instance de débat ouverte à la société civile qui a traité de la dépénalisation du stationnement essentiellement ;

- l'approbation du PLU 3.1 (Plan local d'urbanisme) actualisant le précédent PDU (Plan de déplacements urbains) datant de 2000.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, de prendre acte du rapport annuel de la Métropole portant sur l'activité 2016 des services publics parcs de stationnement et fourrière

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées – Communication effectuée.

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 27 octobre 2017

REÇU EN PRÉFECTURE LE : **10 NOVEMBRE 2017** **PUBLIÉ LE :** **10 NOVEMBRE 2017**	Pour expédition conforme, le Vice-président, Monsieur Michel LABARDIN

Bordeaux Métropole

. Direction générale mobilités

Direction des infrastructures et des déplacements
Centre stationnement et nouveaux usages de l'automobile

. Direction du contrôle de gestion

Rapport d'activités Stationnement 2016

SOMMAIRE

Edito 3

1-Repères sur l’activité stationnement en 2016 6

2-Synthèse de l'activité des exploitants Bordeaux Métropole 27

3-Analyses économiques et financières 32

4-Activité stationnement de Bordeaux Métropole 79

5-Avis de Bordeaux Métropole 103

6-Annexes 104

2016 Edito

Dans le contexte global de la révolution numérique et de la « mobilité 2.0 », avec l'usage généralisé de l'internet mobile et des Technologies de l'information et de la communication (TIC), le secteur des déplacements voit apparaître de nouveaux acteurs qui pourraient, à terme, conduire à repenser une partie du stationnement urbain : les applications relatives aux Systèmes de transport intelligent (STI) devraient en particulier générer un foisonnement de l'offre, en permettant la mutualisation de places disponibles dans les parkings de résidences privées.

Les acteurs institutionnels du stationnement restent cependant fermement implantés à l'échelle des collectivités territoriales, et ils représentent encore la très large majorité de l'activité du stationnement en ouvrage. Ceci est particulièrement vrai dans la Métropole de Bordeaux : en effet, loin de marquer le pas, les exploitants des 31 principaux sites de compétence métropolitaine ont vu leur activité 2016 battre des records. Ce succès cache une double dynamique.

D'une part, la fréquentation horaire des parkings continue d'augmenter, comme cela a été le cas durant les exercices écoulés, mais cette progression semble s'apaiser (à +0,4% au global, contre +2,8% à fin 2015)). Ce résultat est cependant à prendre en compte avec pondération, car des facteurs particuliers ont influé sur l'activité 2016, par exemple pour la société BP3000 (sinistre de Salinières) ou pour la Société des grands garages parkings de Bordeaux (SGGPB) (Eurofoot sur Chartres, travaux sur Hugo). Dans la réalité, le trafic pendulaire continue à diminuer grâce aux effets de la politique de mobilité durable : la fréquentation des parcs relais a par exemple augmenté de 2,5% en 2016. Cette baisse ne contrebalance cependant pas les nouveaux flux de véhicules générés intra boulevards par l'attractivité de Bordeaux Métropole, à travers le foisonnement économique, touristique et commercial et les grands évènements portés par la ville centre.

Ce nombre d'entrées horaires 2016 sans précédent dans les parkings de Bordeaux Métropole est également à rapprocher des mesures particulières adoptées par la ville de Bordeaux sur voirie, dès le début d'année 2016, avec l'extension des zones de stationnement payant et surtout la création d'un tarif horaire en hypercentre à 2,50€, supérieur à celui pratiqué dans les parkings du secteur : ces dispositions ont induit un report d'une partie du stationnement de surface vers les ouvrages.

Bordeaux Métropole, entrées horaires 2016	nombre total de parcs	total de places 2016	entrées horaires 2015	entrées horaires 2016	horaires 2016-15	% horaires 2016/2015
BP3000 (sinistre Salinières)	5	3 355	1 264 884	1 263 248	-1 636	-0,1%
Central parcs C. Jullian	1	338	143 346	158 546	+15 200	+10,6%
SNC des Grands hommes	1	410	262 770	276 129	+13 359	+5,1%
SGGPB (travaux Hugo, Eurofoot Chartres)	3	1 235	357 636	307 990	-49 646	-13,9%
Total des 4 DSP	10	5 338	2 028 636	2 005 913	-22 723	-1,1%
Parcub Bordeaux Métropole	21	9 091	2 378 061	2 420 251	+42 190	+1,8%
Total des 4 DSP+régie	31	14 429	4 406 697	4 426 164	+19 467	+0,4%

Stationnement Bordeaux Métropole, fréquentation horaire 2016

D'autre part, sur le plan financier, le passage à la tarification au quart d'heure, au 1er janvier 2016, a généré une augmentation sensible des durées de stationnement dans les parkings de Bordeaux Métropole, donc des recettes horaires des exploitants. En effet, à l'occasion de ce chantier phare du pôle mobilité, l'attention toute particulière apportée à la mise en œuvre de la « loi à la consommation » a permis de créer une synergie « gagnant-gagnant » dans les ouvrages : ainsi, l'application de ces tarifs a non seulement représenté une réelle économie pour les usagers, par rapport à l'ancienne tarification à l'heure, mais elle a également eu pour conséquence une hausse globale des tickets moyens de +6,5% pour les exploitants de la Métropole, grâce à l'extension des durées moyennes.

Bordeaux Métropole, ticket horaires moyen 2016 (rapports d'activité des exploitants)	TM ticket moyen global 2015 TTC	TM ticket moyen global 2016 TTC	TM ticket moyen global 2016-2015	ticket horaire moyen TTC 2016-2015 %
BP3000	6,6 €	7,3 €	+0,7€	+10,5%
Central parcs C. Jullian	8,1 €	8,8 €	+0,8€	+9,5%
SNC des Grands hommes	5,6 €	5,9 €	+0,3€	+5,2%
SGGPB (travaux Hugo, Eurofoot Chartres)	5,7 €	5,9 €	+0,2€	+3,1%
Moyenne des 4 DSP	6,5 €	7,0 €	+0,5€	+7,4%
Parcub Bordeaux Métropole	4,0 €	4,2 €	+0,2€	+5,1%
Moyennec des 4 DSP+régie	5,3 €	5,6 €	+0,3€	+6,5%

Stationnement Bordeaux Métropole, moyenne des tickets horaire TTC 2016

Enfin, l'exercice passé aura été, pour Bordeaux Métropole, une période de renforcement de l'offre de stationnement, avec un total de 14 429 places, sur 31 parkings publics, soit 6 sites de plus qu'à fin 2015. Ce nombre prend en compte tout d'abord la construction, par la régie Parcub Bordeaux Métropole, de 579 places dans les parkings Bègles Sècheries, Nicolas Beaujon, et Iddac, indépendamment de la fermeture des 282 places du parc provisoire Deschamps. Il intègre ensuite le transfert par la ville de Bordeaux à la Métropole des 4 parcs Victor Hugo, Alsace Lorraine et allées de Chartres exploités par la Société délégataire des grands garages parkings de Bordeaux (SGGPB), ainsi que le parc des Grands Hommes gérés par voie de concession par la SNC des Grands Hommes représentant respectivement 1235 et 410 places de stationnement. :, ainsi

Sur ce dernier point, le transfert de compétence de la ville de Bordeaux à la Métropole a représenté un intense travail pour nos équipes, tant sur le plan administratif (analyse des comptes, rédaction des actes et préparation, également, de la remise de 3 des 4 parcs à Parcub Bordeaux Métropole au1er avril 2017) que technique (travaux d'audit d'état des lieux et de réhabilitation des sites en lien avec le délégataire mais aussi sous maîtrise d'ouvrage propre). Ces travaux indispensables ont nécessité la neutralisation du stationnement horaire dans le parc Victor Hugo, à compter d'octobre 2016.

Autre point essentiel dans la politique de stationnement, enfin : la maîtrise des finances étant un paramètre incontournable de la gestion des collectivités locales, les services de Bordeaux Métropole portent un regard précis sur les comptes de la régie Parcub Bordeaux Métropole, comme sur ceux des quatre délégations de service public de stationnement (DSP) de 2016 : BP3000, Central parcs, SNC des Grands Hommeset SGGPB. L'analyse comptable réalisée par la direction du contrôle de gestion est, à ce niveau, tout à fait incontournable, et vient s'associer au travail mené par le pôle mobilité sur le suivi technique et financier de l'exploitation des parcs. Cette analyse économique et financière de nos exploitants figure en troisième partie du présent bilan.

1- REPERES SUR L'ACTIVITE STATIONNEMENT EN 2016

1.1 Faits marquants 2016

- **Tous exploitants :** Parcub Bordeaux Métropole, BP3000, Central parcs, SNC des Grands Hommes, Société des grands garages parkings de Bordeaux (SGGPB) : au 1er janvier, mise en œuvre de la tarification au quart d'heure sans augmentation des tarifs horaires diurnes.
  -contractualisation des contrôles qualité sur site à la société Aximum, et formation personnels et habilitation auprès des exploitants (décembre 2016).
  -vote en Conseil de Bordeaux Métropole d'une stratégie globale de mobilité intégrant un volet stationnement (janvier 2016)
- **Parcub Bordeaux Métropole** : conseils d'administration les 16/2, 05/04, 30/06, 06/07, 04/10, 15/11 et 06/12
  -ouverture de Bègles Sècheries (406 places) le 22 mars, et mise en service d'Iddac (82 places) et de Nicolas Beaujon (92 places) en octobre et novembre, après fermeture du site provisoire Deschamps, mi-octobre.
  -décision d'acquisition de 115 places sur le parking Marie Brizard.
  -travaux du parc Paludate Saint Jean, qui sera ouvert le 1er mars 2017.
  -attribution du marché de travaux du parking Arena de Floirac
  -lancement du concours de maîtrise d'œuvre pour le parking Grand Parc (356 places).
  -protocole d'accord de sortie du parking Jardins de l'Ars avec l'EPA Euratlatique.
  -changement du nom de la régie qui devient Parcub Bordeaux Métropole
  -mesures en faveur des résidents : augmentation du quota à 50% pour les parkings Cité mondiale et Pey-Berland (40% pour les autres parcs de l'hypercentre) et passage du périmètre d'éligibilité à 1000m de rayon autour de Porte de Bordeaux, Front du Médoc (niveau -1), Pessac centre et Mérignac centre.
  -autorisation d'occupation temporaire en vue de l'implantation d'armoires Orange ou SFR de télécommunication.
- **SGGPB** : transfert à titre gratuit des parcs Victor Hugo, Allées de Chartres et Alsace Lorraine par la ville de Bordeaux à la Métropole et reprise du contrat de délégation de service public, conclu avec la SGGPB et portant sur ces parcs, par la Métropole à compter du 1er janvier 2016.
  -cession des actions de la SGGPB détenues par la ville de Bordeaux à la Métropole, le 9 novembre 2016.
  -prolongation du contrat de délégation de service public d'un an d'un an portant son échéance au 31 mars 2017.
  -restrictions d'accès sur le parking Allées de Chartres durant l'Eurofoot en juin.
  -lancement des travaux de mise en conformité du parking Victor Hugo par la SGGPB et de reprise d'étanchéité de la terrasse par Bordeaux Métropole (avec l'assistance à la maîtrise d'ouvrage de la Direction des bâtiments) au second semestre.
  -mise en place de la procédure administrative et technique en vue du transfert des trois parkings et de leur personnel à la régie Parcub Bordeaux Métropole au 1er avril 2017.
- **BP3000** : cession des actions de la société délégataire BP3000, effective au 20 décembre, par la société Urbis Park à la société Urbis park infrastructures (UPI) détenue à 90% par le groupe BPCE et à 10% par la société Transdev Stationnement.
  -cession des actions de la société prestataire de services du délégataire Urbis park services (UPS) par la société Urbis Park à Transdev Stationnement.
  -contrôles contradictoires de Bourse et Tourny le 15 mai, de Jaurès le 26 mai, de Salinières le 20 octobre et de Meunier le 25 novembre.
- **Central parcs** : contrôle contradictoire du parc Camille Jullian , le 19 juillet.
- **SNC des Grands Hommes** : transfert à titre gratuit du parc des Grands Hommes par la ville de Bordeaux à la Métropole et reprise du contrat de délégation de service public, conclu avec la Société en nom collectif (SNC) des Grands Hommes et portant sur ce parc, par Bordeaux Métropole à compter du 1er janvier 2016.

-contrôle contradictoire du parking des Grands hommes, le 8 novembre.

1.2 Généralités sur l'activité stationnement dans Bordeaux Métropole en 2016

1.2.1 Une politique de stationnement en synergie avec exploitants et acteurs locaux

La réduction de la part modale de la voiture dans l'occupation de la voirie s'est imposée en toute logique pour permettre de libérer les périmètres indispensables au développement de modes de déplacements durables. En effet, il n'est plus possible aujourd'hui de répondre aux besoins en stationnement par des projets consommateurs d'emprise en surface : dans un souci d'économie générale des parkings et de promotion d'une mobilité durable, les parcs publics et privés, ainsi que les parcs de rabattement et parcs relais situés en périphérie, doivent fournir des réponses adaptées, en ouvrage ou en enclos, sur terrasse, ou mixtes, par le biais de divisions en volume. La gestion du stationnement est ainsi devenue un outil incontournable de la politique des déplacements, pour favoriser les modes alternatifs et limiter les flux pendulaires.

De plus, la densification de l'habitat le long des axes existants, recherchée dans les plans locaux d'urbanisme (PLU), ne va pas sans poser de nouvelles questions sur la mutualisation du stationnement, sur les moyens de financement des nouveaux ouvrages et sur les outils à développer en matière de montage d'opérations.

Sur le plan des réalisations, de nouvelles solutions sont en cours de développement sur les nouveaux sites comme sur les parcs existants, axées sur l'optimisation du foisonnement et sur la mutualisation des espaces. Délégataires et délégants agissent ensemble, dans le cadre des opportunités offertes par chaque contrat. Il y a lieu de développer, en particulier, des zones de mise à disposition de véhicules en temps partagé, des aires de covoiturage, de lavage, de rechargement électrique, mais aussi des zones facilement accessibles et sécurisées pour les deux roues, motorisés et vélos.

1.2.1.1 La politique de stationnement sur la Métropole de Bordeaux

La réflexion sur la politique du stationnement a pour objectif d'offrir à notre Métropole un cadre global cohérent avec la démarche de développement durable, en s'appuyant sur le potentiel patrimonial et les ressources locales. Le PLU3.1, approuvé par délibération du Conseil de la Bordeaux Métropole le 16 décembre 2016, intègre la révision du Plan des déplacements urbains (PDU), qui comprend le Programme d'orientations et d'actions (POA) mobilité. Ce document encadre en particulier une politique de stationnement optimisée de manière à réduire la dépendance vis-à-vis de l'automobile et à libérer les espaces publics du stationnement parasite. Enfin, le PLU3.1 intègre également les questions du stationnement en relation avec le Plan local de l'habitat (PLH) et avec l'activité économique, dans le contexte général de croissance de notre agglomération.

Concrètement, l'année 2016 a permis de prolonger les orientations et plan d'actions pour mettre en œuvre une politique de stationnement, en articulant la gestion du stationnement de surface (qui demeure de compétence communale sur Bordeaux Métropole) et le stationnement en ouvrage, qui relève de la Métropole. Les paragraphes ci-dessous intègrent donc des informations relatives à ces deux types de collectivités, qui tentent d'agir en synergie sur le stationnement. Plusieurs leviers sont à leur disposition :

- **Assurer une tarification au quart d'heure attractive**

La loi sur la consommation du 17 mars 2014, appliquée au 1er janvier 2016 dans les parkings de Bordeaux Métropole, a permis d'offrir des tarifs dans les parkings réellement attractifs. Cette mesure a permis aux automobilistes de payer une durée de stationnement plus proche

du temps réel de stationnement, par rapport au système préexistant qui prévoyait le paiement entier de toute heure commencée. Elle a eu pour conséquence un allongement sensible de la durée moyenne de stationnement, donc du ticket moyen, ce qui, au final, a permis aux exploitants de la Métropole de ne pas pâtir d'une mesure qui avait pu leur sembler, à priori, défavorable àl'équilibre financier.

- **Intensifier les moyens de contrôle en ouvrage et sur voirie**

Les gestionnaires du stationnement ont récemment généralisé l'utilisation des nouvelles technologies relatives aux systèmes de péage, comme, par exemple, les lecteurs automatisés de plaques d'immatriculation, le paiement sans contact, et le traitement des données dématérialisés. Ces investissements ont permis, à la fois, de simplifier, d'accélérer et de sécuriser les procédures de paiement et de contrôle, pour l'exploitant comme pour l'usager, en ouvrage comme en surface.

Les parkings de la Métropole, qui proposent maintenant ce type d'équipements, disposent donc désormais d'un contrôle rapide et fiable de la durée des stationnements horaires et de la validité des abonnements. Les nouveaux péageurs permettent aussi un suivi très large des paramètres de fréquentation, et les services de la Métropole continuent à rationaliser et à harmoniser le retour régulier de ce type de données de la part des exploitants (cf. § 4).

Sur voirie, de compétence communale, des améliorations ont été obtenues, grâce, en particulier, à l'utilisation combinée des lecteurs de plaques minéralogiques et des terminaux mobiles : ces derniers sont en lien sans fil permanent avec les bases de données qui traitent, en temps réel, les règlements auxquels les usagers procèdent de plus en plus via les applications de paiement dématérialisé. Les Agents de surveillance de la voie publique (ASVP) des communes, utilisent ces équipements embarqués sur leurs véhicules de service, voitures ou deux roues.

Des efforts ont également été réalisés en matière de ressources humaines. Par exemple, pour la ville de Bordeaux, 19 agents supplémentaires ont été recrutés en 2016, portant le nombre d'ASVP de 28 à 47 (+42%, mais la zone payante a également été étendue). Ceux-ci ont relevé 280 000 infractions en 2016, comme en 2015, pour un nombre de places payantes augmenté de 50% sur la même période : cela signifie que le taux de respect du stationnement payant s'est grandement amélioré. Effectivement, d'après les enquêtes réalisées deux fois par an par la Police municipale, on estime que ce taux de respect est passé, entre 2015 et 2016, de 50% à 65% dans l'hypercentre, et de 60% à 85% dans les autres secteurs payants.

- **Etendre les zones règlementées sur voirie**

La Police municipale signale également que, fin 2016, la commune comptait 21700 places payantes en surface, sur les 56400 emplacements licites recensés sur voirie ; elle précise que, « entre 2016 et 2017, la ville de bordeaux aura créé 17000 nouvelles places payantes, portant ainsi leur nombre à près de 30000 ».
L'extension du stationnement intra boulevards permet aux résidents de disposer d'emplacements à distance raisonnable de leur domicile, et avec des tarifs d'abonnements maîtrisés (15€ par mois sur Bordeaux). Ces dispositions permettent d'éviter l'existence de « poches » de véhicules qui, dans les quartiers à stationnement non régulé, sclérosent la mobilité et saturent la voirie, avec :
-d'une part, des véhicules pendulaires stationnés pour la journée à proximité des lignes structurantes de transport en commun,
-d'autre part, des voitures de conducteurs qui souhaitent éviter de payer des abonnements ; il s'agit souvent de seconds véhicules, ou de véhicules destinés à une utilisation très ponctuelle, qui restent plusieurs jours immobiles.

Le report progressif d'une partie de ces véhicules vers l'extérieur des boulevards conduit les mairies limitrophes à étudier à leur tour le passage au stationnement payant pour certains quartiers.

- **Affiner les règles d'obtention de l'abonnement « résident »**

Pour rester en cohérence avec la politique de mobilité durable et s'adapter aux capacités limitées du domaine public de voirie, un seul tarif préférentiel de type « résident » peut être autorisé par foyer fiscal pour le stationnement sur voirie. Cependant, la ville de Bordeaux a souhaité prendre en compte la question de certains résidents possédant plusieurs véhicules en étudiant l'opportunité d'un « macaron glissant » : cet abonnement peut donc être reporté d'un véhicule à l'autre, sous réserve qu'un seul soit présent sur la zone de référence à un temps donné. Ce dispositif a été mis en service en juillet 2017.
L'augmentation sensible des périmètres d'éligibilité des résidents en ouvrage a également été étudiée, par exemple pour permettre l'affectation de la réserve de stationnement de certains ouvrages situés dans des zones sous fréquentées, pour l'accueil du second véhicule de ces ménages. La régie a été particulièrement active à ce sujet.
De plus, une autre expérimentation a été initiée en collaboration étroite entre les services de Bordeaux Métropole et ceux de la ville de Bordeaux. Une solution permettant à chaque abonné résident possédant une entrée de garage de stationner sur sa dépression charretière a, en effet, été testé sur le quartier Bordeaux centre dès 2016, puis sur celui de Nansouty au premier trimestre 2017. Les conclusions de cette initiative seront restituées fin 2017.

- **Adapter les tarifs sur voirie et en ouvrage**

Au 1er janvier 2016, la ville de Bordeaux a augmenté le tarif horaire de stationnement sur voirie, le portant de 2,30€ à 2,50€ sur sa zone « rouge », située essentiellement en hypercentre (et de 1,70€ à 1,80€ en zone « verte »), donc à un niveau supérieur à celui de nos parkings du secteur, dont le tarif horaire maximal habituel est resté à 2,40€ à la même date : cette inversion du rapport pratiqué jusqu'à fin 2015 est conforme aux prescriptions du volet mobilité du PLU3.1 métropolitain, et a pour but d'encourager le report du stationnement vers les sites en ouvrage, qui disposent d'importantes réserves de capacité d'accueil.

Tarif 1ere heure parking type en hypercentre 2016			tarif 1ère heure sur VOIRIE
Métropole	juin-15	juin-16	
Bordeaux	**2,40 €**	**2,40 €**	**2,50 €**
Brest	**1,60 €**	**1,80 €**	**1,50 €**
Dijon	**1,60 €**	**1,80 €**	**1,80 €**
Montpellier	**2,30 €**	**2,30 €**	**2,00 €**
Nantes	**2,50 €**	**2,60 €**	**2,20 €**
Rennes	**2,00 €**	**2,00 €**	**2,00 €**
Strasbourg	**2,40 €**	**2,40 €**	**2,10 €**
Toulouse	**2,70 €**	**2,70 €**	**1,50 €**
Tours	**1,80 €**	**1,80 €**	**1,70 €**

Ce n'était pas le cas jusqu'à fin 2015 : comme dans tous les grandes métropoles françaises, les tarifs des deux premières heures en ouvrage étaient supérieurs à ceux sur voirie ; cet écart traduisait des différences importantes entre ces deux types d'offre, s'agissant en particulier des coûts d'exploitation et de sécurisation des parkings. Pour les usagers, ce surcoût dans les parkings bâtis était donc relativement bien compris, dans la mesure où le service proposé dans ce type d'établissement répondait à des attentes supplémentaires en termes d'accueil, de surveillance, et de sécurité. Pour la première heure de stationnement, les parkings les plus fréquentés du secteur hypercentre affichaient un tarif à 2,40€, alors que la première heure sur voirie coûtait 2,20€. Le tableau joint montre que ce type de hiérarchie se prolonge dans la plupart des autres grands EPCI français.

Cette différence tarifaire en faveur du stationnement en surface pouvait cependant avoir pour effet d'encourager certains usagers à rechercher systématiquement des places sur voirie, alors que le but recherché, en termes de mobilité, est justement de redonner de la fluidité au réseau viaire saturé, en créant un réflexe de stationnement en ouvrage, en particulier pour des durées de parking pouvant excéder deux heures. C'est la synergie entre le PLU3.1 de Bordeaux Métropole et la volonté politique de la ville de Bordeaux qui a permis d'optimiser ce paramètre : il sera intéressant d'essayer de cerner les effets de cette inversion en termes de transfert d'un part du stationnement vers les ouvrages.

- **Encourager la rotation des véhicules en zone de chalandise**

En favorisant la rotation du stationnement de courte durée dans les zones commerçantes, la gestion coordonnée des offres de stationnement sur voirie et hors voirie constitue donc, à son niveau, un des facteurs de la santé économique des hypercentres.

La mise en œuvre de nouveaux moyens de contrôle, évoquée plus haut, a également permis d'améliorer sensiblement ce paramètre, grâce aux progrès sensibles réalisés cette dernière décennie en matière de verbalisation numérique : la fréquence de vérification des paiements et la rapidité d'exécution des procès-verbaux ont été optimisés. Par exemple, la ville de bordeaux a enregistré, entre 2015 et 2016, une progression du taux de rotation par place et par jour de 1,5 à 3 dans l'hypercentre (+50%) et de 1 à 1,5 dans les secteurs plus résidentiels (+30%).

La création du Forfait post stationnement (FPS), qui sera finalement actée au 1er janvier 2018, dans le cadre de la « dépénalisation du stationnement », devrait encore fluidifier cette situation. Si l'on s'en réfère aux expériences de ce type déjà menées à l'échelle européenne, ce dispositif va encore améliorer la rotation en surface, donc la disponibilité de places, ainsi que le report du stationnement de longue durée vers les ouvrages, grâce à la création d'une troisième heure de stationnement sur voirie au coût dissuasif, à 35€ pour la zone à 2,50€ la première heure, et à 30€ pour celle à 1,80€.

- **Développer le covoiturage**

Alors que la plupart des moyens d'action sur le stationnement vu ci-dessus concernent plus généralement l'incitation au report du stationnement de surface vers le stationnement en ouvrage, d'autres mesures consistent à limiter l'afflux de véhicules vers les villes centres, dont les tissus sont saturés. La création de parcs de rabattement par Bordeaux Métropole, en lien avec la gestion des transports publics ou avec celle du stationnement, est un premier outil dans ce sens dont l'efficacité est vérifiée.
Une autre initiative, consiste à dédier des emplacements de stationnement pour la création d'aires de covoiturage sur le domaine public pour des déplacements quotidiens ou plus ponctuels. Cette démarche, qui rencontre un certain succès le long des axes de déplacement structurants, doit être étendue à l'ensemble des communes de la Métropole, de façon à obtenir un maillage, et une augmentation progressive du nombre de covoitureurs. Elle a été confiée à nos services et le bilan 2016 figure au §4.

D'autres mesures incitatives au covoiturage sont gérées par la DID, comme, par exemple, une expérimentation menée avenue Marcel Dassault, à Mérignac, qui a nécessité l'obtention d'une autorisation ministérielle : elle a permis l'ouverture à la circulation des véhicules en covoiturage d'une voie de bus à basse fréquence, associée à la création d'un dispositif de signalisation particulier. Un retour d'expérience sera réalisé fin 2017.

- **Mettre à disposition des systèmes de rechargement électrique**

Les exploitants des parkings de Bordeaux Métropole mettent des bornes de rechargement électriques à disposition des usagers possédant ce type de véhicules. A ce jour, le nombre de branchements est relativement réduit, et les rechargements restent gratuits.

Cependant, la France semble maintenant s'orienter vers l'abandon progressif des moteurs à explosion fonctionnant avec des énergies fossiles : il est important de faire le point sur les enjeux de ces nouvelles perspectives. En effet, l'extension large des systèmes groupés de rechargement suppose de réévaluer les ouvrages du point de vue des aspects réglementaires et techniques, concernant essentiellement la sécurité incendie. En son état de développement actuel, la technologie des batteries nécessite, en effet, le respect de contraintes particulières dans les parkings qui sont généralement non largement ventilés ou non sprinklés comme les nôtres. Ce dossier pourra avoir des conséquences importantes en termes d'investissements financiers.

En 2016, 12 stations de rechargement sont accessibles sur le domaine public routier. Deux autres stations seront ouvertes à Bruges et à Blanquefort en 2017. L'utilisation de ces bornes reste gratuite, de façon à favoriser le développement de la mobilité électrique.

1.2.1.2 Sécurité et accueil : un équilibre entre moyens humains et technologiques

La sécurité des usagers et celle des ouvrages est un objectif essentiel de la gestion du stationnement dans les parcs, a fortiori dans une métropole touristique comme celle de Bordeaux qui aura accueilli plus de 6 millions de visiteurs en 2016 (ce nombre a plus que triplé depuis l'année 2000).

Il y a donc lieu de poursuivre le développement de la centralisation des moyens de surveillance et de communication, dans le strict respect de la loi informatique et liberté, sans perdre de vue le rôle fondamental des moyens humains en la matière, dont la présence apporte un ressenti très sécurisant, dans un contexte où les usagers peuvent parfois avoir une sensation d'isolement, en particulier sur des horaires avant et après les Heures de pointe du matin (HPM) et du soir (HPS).

Sur ces thèmes contractuels, les services publics accompagnent les exploitants, ces derniers conservant leurs compétences spécifiques en la matière.

- **Optimisation des systèmes de télégestion des parkings**

Dans les périodes contractuelles durant lesquelles le personnel d'exploitation n'est pas présent à l'accueil, ou bien lorsque les parkings sont conçus pour fonctionner en télésurveillance permanente, les systèmes de télé-opération mis en place par les exploitants prennent la relève. Ce sont des Postes centraux (PC), situés localement mais aussi parfois au niveau national, qui assurent la surveillance du fonctionnement et l'interface avec les usagers. Ils disposent de l'ensemble des informations et des alarmes relatives à la détection incendie, à l'alimentation électrique, à l'interphonie et à la vidéo, ainsi qu'aux systèmes de contrôle d'accès et de péage, d'ascenseurs, de ventilation et de pompes de relevage.

- **Rationalisation des « parcours client »**

Dans les sites de stationnement, l'optimisation du « parcours client » doit apporter, à chacune des phases de déplacements de l'usager, toutes les garanties sur le plan de la sécurité et de la disponibilité des services, mais également en termes d'ergonomie, en assurant, par exemple, un fonctionnement optimisé des systèmes de télé-opération (interphonie et vidéo efficientes, large panel de moyens de paiement…), mais encore une bonne formation des personnels, ou une optimisation de la signalétique pour des usagers d'origines linguistiques les plus diverses.

En matière de systèmes de péage, l'investissement de nos exploitants a été remarquable, avec l'extension de l'implantation des lecteurs automatisés de plaques minéralogiques, et du « paiement sans contact ». Ces dispositifs sont particulièrement ergonomiques, pour les usagers horaires comme pour les abonnés, puisqu'ils prennent en charge, de façon autonome et simplifiée, toutes les formalités d'entrée et sortie et apportent aussi des éléments objectifs en matière de durée du stationnement, ce qui permet d'éviter les litiges éventuels.

La maintenance de l'ensemble des technologies mises en œuvre est essentielle ; elle doit constituer une priorité pour les gestionnaires de parcs, de façon à préserver en permanence le niveau de prestation : ceci est fondamental en ce qui concerne l'accessibilité des Personnes à mobilité réduite (PMR), qui dépend parfois intégralement du fonctionnement des ascenseurs. Les plans de management de la qualité menés par nos services suivent la réactivité des opérateurs en la matière.

- **Centralisation des données**

Par ailleurs, les dernières générations de péageurs que l'on retrouve sur les derniers parkings créés par la régie en 2015 et 2016, mais aussi sur l'ensemble des parcs des quatre délégataires, qui ont procédé à une modernisation générale de leurs équipements, permettent de recueillir et de croiser les paramètres de chaque usager. Les exploitants fournissent des synthèses à la Métropole sous forme de Relevés mensuels d'exploitation (RME) : ces documents, que le service circulation et stationnement a souhaité harmoniser à l'ensemble des 31 parcs métropolitains, permettront, dans la durée, de mieux appréhender l'évolution du stationnement hors voirie.

- **Développement des outils de communication**

A l'ère de la généralisation de l'utilisation des moyens de communication individuels portables, des marges de progression existent pour généraliser l'utilisation des systèmes à l'intérieur des parkings enterrés, dans lesquels la propagation des ondes radiotéléphoniques est naturellement interrompue. Prioritairement, il s'agit de permettre aux moyens de secours de conserver un contact permanent entre les Postes centraux (PC) généralement installés en surface, et les équipes intervenant dans les niveaux au contact du sinistre ou à la recherche d'usagers. Mais il y a lieu, également, de permettre à la clientèle de ce type d'ouvrage de continuer à utiliser les appareils numériques personnels depuis les niveaux afin de téléphoner, mais aussi d'acquérir des informations spécifiques, procéder à des réclamations, ou régler le stationnement, par exemple.

Plus largement, le pôle mobilité a pris la mesure du foisonnement d'outils numériques dont l'utilisation pourra s'inscrire dans la gestion des déplacements sur le territoire de notre collectivité. L'optimisation de ces outils permettra d'étoffer la complémentarité entre les politiques de mobilité et de stationnement, avec, par exemple, la réservation anticipée de places pour les visiteurs, le guidage vers les places libres, ou la mise en place d'une politique tarifaire en faveur des usagers du covoiturage sur les emprises de stationnement public. La Métropole accompagne ainsi l'émergence d'applications mobiles qui combinent l'offre de mise en relation des usagers du covoiturage dans un modèle intermodal, en lien avec le réseau de transport en commun : une expérimentation a été lancée en 2016 sur le parc-relais de La Buttinière visant à la fois à dé-saturer la capacité du parc-relais, mais aussi à améliorer le rabattement vers le réseau de tram et à augmenter le taux d'occupation des véhicules.

- **Intervention de la Police dans les parkings**

Enfin, en termes de sécurité, l'ouverture des parkings aux forces de l'ordre a pu se prolonger cette année, même si la réactivité des services de police était surtout axée sur les questions relatives au plan Vigipirate. C'est le Service stationnement de Bordeaux Métropole qui, en 2015, avait souhaité mettre en présence des représentants des gestionnaires de parkings des Polices nationale et municipale et des services sociaux, de façon à mettre en place une synergie entre les différents interlocuteurs. Il s'agissait en particulier de mieux cibler les paramètres d'intervention dans les parkings, que ce soit dans le cas d'infractions manifestes (stationnement abusif sur des places pour Personnes à mobilité réduite PMR, par exemple) ou, plus fréquemment, pour éviter la présence de squatteurs dont la présence est très prégnante à certaines périodes. De leur côté, les exploitants ont accordé une attention particulière à répondre rapidement aux demandes des forces de l'ordre en cas de délits, notamment pour l'exploitation des bandes vidéo enregistrées dans les ouvrages.

1.2.2 Situation du stationnement sur la Métropole de Bordeaux en 2016

1.2.2.1 Typologie des parkings

Les parcs de stationnement publics sont payants et leur accès est contrôlé. On distingue deux types de configuration :

- **les parcs de surface :** aire de stationnement à l'air libre ou parcs en enclos, au niveau de la voirie.
- **les parcs en ouvrage :** aire de stationnement construite dans un immeuble bâti, pouvant inclure une partie en élévation à l'air libre, une partie enterrée ou bien une solution mixte.

A fin 2016, sur les 63 parkings présents sur le territoire de la Métropole (en prenant en compte chacun des 5 parkings desservant l'aéroport de Mérignac ainsi que les 21 parcs relais), près d'un quart sont des équipements de surface. Mais si l'on considère seulement les 31 parkings affectés spécifiquement au stationnement, ils sont tous en ouvrage, excepté trois d'entre eux exploités par Parcub Bordeaux Métropole: Croix de Seguey, Descas et Iddac. Ce type de construction représente des coûts importants, tant en matière d'investissement que de fonctionnement.

1.2.2.2 Typologie des usagers du stationnement hors voirie

La population utilisatrice des parkings se segmente en trois grandes catégories d'usagers ; on qualifie souvent ceux de la première «d'usagers **horaires»,** par opposition aux **«abonnés»** qui constituent l'essentiel des deux derniers morphotypes :

- **les visiteurs** : il s'agit d'usagers ponctuels, pour une durée moyenne inférieure à 2,5 heures, des chalands, des touristes ou des professionnels, qui souhaitent disposer d'un stationnement à proximité assez immédiate de leur lieu d'achat, de visite ou de rendez-vous.
- **les pendulaires** : ce sont généralement des usagers réguliers, qui stationnent généralement chaque jour, pour des fonctions d'ordre professionnel, ce qui représente une forte demande entre les deux heures de pointe : Heure de pointe du matin (HPM) et du soir (HPS). La mobilité durable prévoit une alternative à ces flux qui constituent l'essentiel de la congestion du trafic dans les axes de circulation menant aux centres villes, en proposant des parcs de rabattement vers les stations de transport en commun situées en périphérie.
- **les résidents :** dans cette catégorie, on recense d'une part **les résidents actifs**, qui utilisent leur véhicule de manière quotidienne et dont la demande en stationnement se situe essentiellement sur les horaires de nuit et de fin de semaine. On considère d'autre

part **les résidents sédentaires**, qui utilisent ces voitures de façon plus irrégulière ; leur besoin concerne des périodes d'immobilité de longue durée, souvent de plusieurs jours.

1.2.2.3 Offre 2016 des opérateurs sur le territoire de Bordeaux Métropole

Abréviations relatives au tableau ci-contre :
BM = Bordeaux Métropole
BP3000= société délégataire BP3000 (prestataire Urbis park)
CP= société délégataire Central parc (prestataire Indigo park)
GH= société délégataire Grands hommes (prestataire Indigo park)
SGGPB = Société des grands garages parkings de Bordeaux
PBM = Parcub Bordeaux Métropole

Bordeaux Métropole 2016 nombre et type de parking	Total places VL	dont places PMR	dont places VL électrique	2 roues à moteur	Places vélo
21 parcs PBM (dont 252 places P+R)	9091	174	71	222	551
10 parcs en DSP (BP3000, GH, SGGPB, CP)	5338	93	22	122	197
total 31 parcs en DSP BM + régie	14429	267	93	344	748
21 parcs relais P+R (hors 252 P+R Parcub)	5465	141	38	547	149
Total =21régie+10DSP et 21P+R	19894	408	131	891	897
11 autres parkings hors DSP BM et régie	10591	138	0	160	200
Total offre 42 parkings (HorsP+R)	25020	405	93	504	948
2016 tous exploitants 63 sites	30485	546	131	1051	1097

Stationnement sur la Métropole de Bordeaux, répartition des places

A fin 2016, tous types d'exploitants confondus, les principaux parkings publics payants situés sur le territoire de Bordeaux Métropole peuvent accueillir près de 30500 voitures : ce bilan présente donc un solde légèrement supérieur à celui de fin 2015. Ce résultat provient essentiellement des actions opérées par la régie métropolitaine Parcub Bordeaux Métropole (les diverses ouvertures et fermetures de sites sont précisées au §1.3.1 relatif à la régie), de la fermeture du site Armagnac à mi 2016 (430 places qui étaient gérées par EFFIA, en convention avec SNCF), et d'une actualisation du nombre de places en parcs relais.

Les 52 sites exploités spécifiquement en lien avec le service public de Bordeaux Métropole représentent schématiquement 4/6^{e} du potentiel global, soit pratiquement 20150 places: ce nombre prend en compte, d'une part, les 14 429 places gérées par les DSP Stationnement de Bordeaux Métropole et la régie Parcub Bordeaux Métropole, mais également les 5717 places gérées par la DSP Transports de Bordeaux Métropole (TBM) en parcs relais (P+R). Il est en effet intéressant d'intégrer le potentiel de ces parcs de rabattement au décompte global, pour mémoire, dans la mesure où cette donnée affine la capacité d'accueil réelle de la Métropole en véhicules pendulaires. Certaines collectivités territoriales envisagent également la mutualisation d'une partie de ces parcs relais durant les périodes nocturnes, à destination des usagers résidant autour, mais cette opportunité est tributaire des paramètres contractuels des conventions de gestion de ces sites.

Ces nombres recouvrent donc des gestions diversifiées ; les tableaux ci-dessous présentent la répartition des places en fonction du type d'exploitation, avec :

-celles liées au service public de stationnement - régie Parcub Bordeaux Métropole
-celles liées au service public de stationnement - DSP de Bordeaux Métropole
-celles liées au service public des transports de la Métropole, dans les parcs relais, pour info
-celles situées dans des parkings non liés à la Métropole : aéroport, centre hospitalier, autres

- **Parcs exploités par la régie Parcub Bordeaux Métropole (PARCUB)**

2016, parkings fin décembre	Mise en service	Exploitant	Total places VL	Dont places PMR	Dont places VL électrique	Places 2 roues à moteur	Total places vélo
Gambetta	1981	PARCUB	480	10	4	27	98
Pey Berland/St Christoly	1984	PARCUB	660	20	4	30	30
République	1980	PARCUB	412	8	3	0	0
Cité mondiale	1992	PARCUB	849	15	4	0	0
Front du Médoc	1977	PARCUB	1059	12	8	57	69
Victoire	1984	PARCUB	473	9	2	10	60
Centre commercial Mériadeck	1980	PARCUB	1285	32	4	38	32
Bonnac	2009	PARCUB	174	4	2	0	6
Lhote	2004	PARCUB	111	3	1	4	48
Saint Jean	1990	PARCUB	542	12	10	0	0
Huit mai 45	1979	PARCUB	696	10	4	26	40
Porte de Bordeaux	1992	PARCUB	724	6	6	0	56
Bergonié	2002	PARCUB	66	0	0	0	0
Croix de Seguey	2003	PARCUB	51	2	0	0	0
Barrière du Médoc	1974	PARCUB	138	3	0	0	0
Mérignac centre	1985	PARCUB	289	6	3	14	32
Pessac centre	1985	PARCUB	345	6	6	10	28
Descas	2014	PARCUB	158	4	0	0	0
Bègles Sècheries	2016	PARCUB	405	8	8	6	32
Beaujon	2016	PARCUB	92	2	2	0	20
Iddac	2016	PARCUB	82	2	0	0	0
21 parkings régie Parcub Bordeaux Métropole	à fin 2016	PARCUB	9091	174	71	222	551

A fin 2016, la régie offre un total de 9091 places, soit près de 188 places de plus qu'à fin 2015, après la fermeture du parc provisoire Deschamps, et la mise en service du parking de 405 places Bègles Sècheries et de deux parcs liés à la création de la ligne D de tram, les sites Nicolas Beaujon et Iddac, d'une capacité respective de 92 et de 82 emplacements.

- **Parcs exploités en DSP pour Bordeaux Métropole : BP3000, SGGPB, SNC des Grands Hommes et Central Parcs**

2016, parkings fin décembre	Mise en service	Exploitant 2016	Total places VL	Dont places PMR	Dont places VL électrique	Places 2 roues à moteur	Total places vélo
Bourse	2003	BP3000-Urbis park	693	14	2	24	30
Jaurès	2004	BP3000-Urbis park	968	18	2	30	20
Tourny	1974	BP3000-Urbis park	957	20	2	11	15
André Meunier	2012	BP3000-Urbis park	330	7	9	20	30
Salinières	2003	BP3000-Urbis park	407	8	1	16	62
Camille Julian	1991	Central parcs-Indigo	338	7	0	0	0
Grands hommes	1989	SNC des Grands Hommes-Indigo	410	10	0	0	0
Victor Hugo	1978	SGGPB	712	5	4	21	40
Alsace Lorraine	1983	SGGPB	128	0	0	0	0
Allées de Chartres	2005	SGGPB	395	4	2	0	0
10 parkings en 4 DSP	à fin 2016	4 délégataires	5338	93	22	122	197

En 2016, Bordeaux Métropole offre en moyenne 5338 places gérées dans le cadre de 4 délégations de service public (ces contrats sont détaillés au §1.3 et dans les annexes):
-société BP3000, avec 3355 places exploitées par le prestataire Urbis park services,
-société Central parcs (filiale Vinci Construction), avec les 338 places de Camille Jullian, exploitées par le prestataire Indigo Park,
-société des Grands Hommes, pour les 410 places du parking Place des Grands hommes, exploitées par le prestataire Indigo Park
-SGGPB, avec 1235 places VL (Véhicule léger) réparties en trois sites (le nombre de places accessibles de ce contrat fait l'objet d'une réévaluation pour être porté à 2%)

- **Parcs relais liés à la DSP transports TBM, pour mémoire**

2016 20 P+R DSP TBM	Année mise en service	Total places VL	Dont places PMR	Dont places VL électrique	Places 2 roues à moteur	Total places vélo
Arlac	**2008**	**395**	**9**	**6**	**32**	**0**

Arts et métiers	**2004**	**594**	**12**	**10**	**50**	**0**
Bougnard	**2004**	**187**	**10**	**0**	**48**	**0**
Brandenburg	**2009**	**206**	**6**	**0**	**20**	**0**
Buttinière	**2004**	**603**	**16**	**8**	**52**	**0**
Dravemont Floirac	**2007**	**46**	**6**	**0**	**40**	**0**
Galin	**2003**	**399**	**8**	**0**	**36**	**0**
La Gardette 1	**2008**	**242**	**5**	**0**	**36**	**15**
La Gardette 2 (abonnés)	**2008**	**151**	**4**	**0**	**0**	**14**
Lauriers	**2003**	**190**	**4**	**0**	**40**	**0**
Les Aubiers	**2008**	**246**	**5**	**0**	**40**	**0**
Quatre Chemins	**2008**	**398**	**8**	**4**	**38**	**0**
Ravesies Le Bouscat	**2008**	**369**	**9**	**2**	**26**	**0**
Stalingrad	**2004**	**250**	**6**	**0**	**20**	**0**
Unitec	**2004**	**249**	**5**	**0**	**54**	**0**
Rostand Le Haillan	**2015**	**203**	**5**	**4**	**5**	**20**
Les Pins	**2015**	**216**	**7**	**4**	**10**	**20**
Gare Pessac Alouette	**2015**	**215**	**4**	**0**	**0**	**20**
Gare de Bègles	**2015**	**196**	**4**	**0**	**0**	**20**
Gare Blanquefort	**2016**	**215**	**4**	**0**	**0**	**20**
Bruges (abonnés)	**2016**	**196**	**4**	**0**	**0**	**20**
total 20 parcs relais	**à fin 2016**	**5766**	**141**	**38**	**547**	**149**

Ces 20 sites, si l'on prend en compte ensemble les deux composantes de La Gardette, représentent 5 766 emplacements pour véhicules légers, auxquelles il y a lieu d'ajouter 252 places de parcs relais abonnés gérées par Parcub Bordeaux Métropole, en convention avec TBM, dans les parkings Porte de Bordeaux, Mérignac centre et Pessac centre. Le total général de places en parcs relais est donc de 5717 places P+R pour ces 23 sites, au 31 décembre 2016.

- **Parkings non liés à la Métropole :**

Cette dernière catégorie intègre les deux ouvrages de droit privé que Q-park a ouverts au public dans le centre de Bordeaux (un millier de places en tout), et qui constituent, pour 2016, l'essentiel de l'offre non institutionnelle. D'autres projets seront formalisés en 2017, avec, par exemple, les parcs Interparking de la Cité du vin et celui du Mégarama de Bordeaux Bastide.

Mais, dans les faits, le développement de la « web-économie » génère la montée en puissance d'une offre privée plus difficile à cerner, souvent basée sur la mutualisation de quelques places disponibles sur de nombreux parkings de résidences, et accessibles grâce à des applications téléphoniques. Dans l'avenir, il sera intéressant d'estimer le potentiel réel de cette diversification du stationnement hors voirie qui reste, pour le moment, marginale.

2016, parkings fin décembre	Mise en service	Exploitant	Total places VL	Dont places PMR	Dont places VL électrique	Places 2 roues à moteur	Total places vélo
CHU Groupe hospitalier Pellegrin	2012	Indigo	2320	57	0	100	140
Aéroport P Express	2008	Indigo	125	2	0	0	0
Aéroport P0 Confort	2008	Indigo	341	3	0	0	0
Aéroport P1 Proxi	2016	Indigo	375	0	0	0	0
Aéroport P2 Flexi	2008	Indigo	3377	25	0	0	0
Aéroport P4 Longue durée	2008	Indigo	2527	10	0	0	0
Capucins	1999	GERAUD	270	6	0	20	10
Leroy	2010	EFFIA	137	3	0	12	0
120 rue de Bègles	2014	SGGPB	63	2	0	0	0
Quai des marques	2005	Q-park	621	23	0	10	50
Clemenceau	2014	Q-park	435	7	0	18	0
11 parkings hors DSP BM et Parcub Bordeaux Métropole	à fin 2016	11 parcs hors DSP BM et Parcub Bordeaux Métropole	10591	138	0	160	200

Les autres établissements font, dans leur grande majorité, l'objet de conventions passées par Aéroport de Bordeaux (avec Indigo), par le Centre hospitalier universitaire (CHU) Pellegrin (avec Indigo), par la ville de Bordeaux (pour le parking adossé au marché des Capucins) et par la SNCF (avec EFFIA). Concernant la fermeture de deux des trois sites EFFIA préexistants à l'est de la gare Saint-Jean en 2015 (les parcs Belcier et Armagnac), elle a été nécessaire dans le cadre de l'Opération d'intérêt national (OIN) Euratlantique et de l'extension de la gare LGV (Ligne à grande vitesse) : il ne reste à fin 2016 que le parc Leroy.

Cependant, dans ce secteur stratégique situé au sud-est de la gare Saint Jean, l'offre sur va être très sensiblement augmentée grâce à la construction de parkings jusqu'en 2020 ; deux ouvrages construits en 2016 seront ouverts au premier semestre 2017 :
-le parking Paludate - Saint Jean, par Parcub Bordeaux Métropole, 566 places en silo de 3 étages
-le parking Belcier - Saint Jean P3, par Indigo, 879 places sur 7 niveaux (un P4 suivra début 2018).

1.2.2.4 Situation des tarifs du stationnement sur Bordeaux Métropole en 2016

A compter du 1er janvier 2016, le coût de l'heure de stationnement sur voirie étant passée de 2,20€ à 2,50€ dans le secteur le plus central de la ville de Bordeaux, et, simultanément, celui de la première heure dans les principaux ouvrages de Bordeaux Métropole ne dépassant toujours pas les 2,40€, les parkings bâtis ont donc gagné en attractivité, ce qui répond à l'une des attentes de la politique de mobilité durable.

- **Mise en œuvre de la tarification au quart d'heure par Bordeaux Métropole**

Dans les parkings de sa compétence, la Métropole de Bordeaux est parvenue à mettre en place une tarification au quart d'heure, appliquée au 1er janvier 2016, sans augmentation significative des tarifs horaires journaliers : le coût réel du stationnement diurne a, en fait, globalement diminué par rapport à 2015. Ce succès, au bénéfice des usagers, constitue une application fine de la loi n°2014-344 du 17 Mars 2014 relative à la consommation, qui proposait que les consommateurs payent un prix plus en adéquation avec le temps de stationnement réellement consommé, grâce à une facturation par quart d'heure, et non plus à l'heure indivisible.

BP3000	année	maxi nuit	1/4h jour	1/2h jour	1h jour	2h jour	4h jour	10h jour	24h
Bourse	2015	4	1,1	1,1	2,4	5,6	10	21,1	25,1
	2016	6	0,6	1,2	2,4	6	10	20	21,1
	%2016/2015	+50%	-45%	+9%	+0%	+7%	+0%	-5%	-16%
Jaurès	2015	4	1,1	1,1	2,4	5,6	10	21,1	25,1
	2016	6	0,6	1,2	2,4	6	10	20	21,1
	%2016/2015	+50%	-45%	+9%		+7%	+0%	-5%	-16%
Tourny	2015	4	1,1	1,1	2,5	5,6	10	21,1	25,1
	2016	6	0,6	1,2	2,4	6	10	20	21,1
	%2016/2015	+50%	-45%	+9%	-4%	+7%	+0%	-5%	-16%
Meunier	2015	4	1,1	1,1	2	3,6	6,1	12	16
	2016	6	0,5	1	2	3,6	6	12	12
	%2016/2015	+50%	-55%	-9%	+0%	+0%	-2%	+0%	-25%
Salinières	2015	4	1,1	1,1	2	3,6	6,1	12	16
	2016	6	0,5	1	2	3,6	6	12	12
	%2016/2015	+50%	-55%	-9%	+0%	+0%	-2%	+0%	-25%
Central Parcs	année	maxi nuit	1/4h jour	1/2h jour	1h jour	2h jour	4h jour	10h jour	24h
Camille Jullian	2015	6,1	2,6	2,6	2,6	5,7	9,9	19	19
	2016	7,8	1,2	2,4	2,9	6,3	9,8	13,4	26,8
	%2016/2015	+28%	-54%	-8%	+12%	+12%	-1%	-29%	+41%
SNC des Grands Hommes	année	maxi nuit	1/4h jour	1/2h jour	1h jour	2h jour	4h jour	10h jour	24h
Grands hommes	2015	2,7	0	0	1,7	4	8	14,8	19
	2016	4,5	0,6	1,2	1,9	4,4	7,9	18,2	23,5
	%2016/2015	+67%	#DIV/0!	#DIV/0!	+12%	+10%	-1%	+23%	+24%
SGGPB	année	maxi nuit	1/4h jour	1/2h jour	1h jour	2h jour	4h jour	10h jour	24h
Victor Hugo	2015	3,5	0	0	2	4	8	13	16,5
	2016	5	0,6	1,2	2,2	4,2	7,8	13	18
	%2016/2015	+43%	#DIV/0!	#DIV/0!	+10%	+5%	-3%	+0%	+9%
Allées de Chartres	2015	3,5	0	0	2	4	8	13	16,5
	2016	5	0,6	1,2	2,2	4,2	7,8	13	18
	%2016/2015	+43%	#DIV/0!	#DIV/0!	+10%	+5%	-3%	+0%	+9%

4 DSP, exemples de tarifs 2016 au 1/4 d'heure, par rapport aux tarifs 2015 à l'heure

Parcub Bordeaux Métropole	année	maxi nuit	1/4h jour	1/2h jour	1h jour	2h jour	4h jour	10h jour	24h
Gambetta	2015	3,5	2,4	2,4	2,4	4,8	8,6	19	19
	2016	5	0,6	1,2	2,4	5,2	9,3	19	19
	%2016/2015	+43%	-75%	-50%	+0%	+8%	+8%	+0%	+0%
République	2015	3,5	2,4	2,4	2,4	4,8	8,6	19	19
	2016	5	0,6	1,2	2,4	5,2	9,3	19	19
	%2016/2015	+43%	-75%	-50%	+0%	+8%	+8%	+0%	+0%
Victoire	2015	3,5	2,4	2,4	2,4	4,8	8,6	19	19
	2016	5	0,6	1,2	2,4	5,2	9,3	19	19
	%2016/2015	+43%	-75%	-50%	+0%	+8%	+8%	+0%	+0%
Pey Berland	2015	3,5	2,4	2,4	2,4	4,8	8,6	19	19
	2016	5	0,6	1,2	2,4	5,2	9,3	19	19
	%2016/2015	+43%	-75%	-50%	+0%	+8%	+8%	+0%	+0%
Cité mondiale	2015	3,5	2,4	2,4	2,4	4,8	8,6	19	19
	2016	5	0,6	1,2	2,4	5,2	9,3	19	19
	%2016/2015	+43%	-75%	-50%	+0%	+8%	+8%	+0%	+0%
Porte de Bordeaux	2015	3,5	2	2	2	4	7,2	19	19
	2016	5	0,6	1,2	2	4,1	7,3	18	18
	%2016/2015	+43%	-70%	-40%	+0%	+2%	+1%	-5%	-5%
Huit mai 45	2015	3,5	2	2	2	4	7,2	19	19
	2016	5	0,6	1,2	2	4,1	7,3	18	18
	%2016/2015	+43%	-70%	-40%	+0%	+2%	+1%	-5%	-5%
Mérignac Centre	2015	3	0	0	0	1	3	11	15
	2016	3	0	0	0	3	7	8	8
	%2016/2015	+0%	+0%	+0%	+0%	+200%	+133%	-27%	-47%
Pessac Centre	2015	3	0	0	0	1	3	8	8
	2016	3	0	0	0	3	7	8	8
	%2016/2015	+0%	+0%	+0%	+0%	+200%	+133%	+0%	+0%
Barrière du Médoc	2015	3	0	0	1	2	4	12	15
	2016	3	0,4	0,7	1,3	2,5	4,9	8	8
	%2016/2015	+0%	+0%	+0%	+30%	+25%	+23%	-33%	-47%
C.C.Mériadeck	2015	3,5	0	0	0	2,4	7,2	19	19
	2016	5	0	0	0	2,6	7,6	19	19
	%2016/2015	+43%	+0%	+0%	+0%	+8%	+6%	+0%	+0%
Saint Jean	2015	non	2	4	7	10	12	18	23
	2016	non	2	4	7	9,9	12,3	20	23
	%2016/2015	-	+0%	+0%	+0%	-1%	+3%	+11%	+0%

Régie Parcub Bordeaux Métropole, exemples de tarifs 2016 au 1/4 d'heure, par rapport aux tarifs 2015 à l'heure

Concernant les tarifs de nuit, en 2015, ils faisaient l'objet d'un forfait de nuit généralement entre 20 heures et 8 heures. Leur montant était peu élevé : cependant leur application, de plein droit dès la première minute, constituait un objet régulier de réclamation de la part d'usagers quittant les parcs vite après 20 heures. Au 1er janvier 2016, les tarifs de nuit ont donc été créés avec une progressivité par quart d'heure sur la première heure, et plafonnés à des montants adaptés (colonne « maxi nuit » du tableau joint).

- **Comparaison de tarifs ttc types des principaux parkings, par exploitant**

Dans les tableaux ci-dessous, le symbole ''-'' signifie que le tarif n'est pas pratiqué.

Ces tarifs types sont présentés par rapport à l'implantation géographique ou à la fonction du parking, ce qui permet de constater la cohérence des offres.

a-tarifs types, parkings de desserte du secteur à contrôle d'accès de l'hypercentre

Exploitant 2016	tarifs types fin 2016, parkings du secteur à contrôle d'accès de l'hypercentre	5691 places VL	2016 tarif horaire < 1/4h	2016 tarif horaire < 1/2h	2016 tarif horaire <1h	tarif VOIRIE secteur du park <1h	2016 tarif horaire <4h	2016 tarif horaire <10h	2016 tarif horaire <24h	2016 forfait nuit unique	2016 abonné au mois résident	2016 abonné 7/7 mois Non résident
Urbis park	Bourse	693	0,60	1,20	2,40	2,50	10,00	20,30	27,50	6,10	80,10	160,20
Urbis park	Jaurès	968	0,60	1,20	2,40	2,50	10,00	20,30	27,50	6,10	80,10	160,20
Urbis park	Tourny	957	0,60	1,20	2,40	2,50	10,00	20,30	27,50	6,10	83,40	166,70
Indigo	Camille Julian	338	1,20	2,40	2,70	2,50	9,90	19,00	26,80	7,80	120,00	155,00
Indigo	Grands hommes	410	0,60	1,20	1,70	2,50	7,60	16,60	23,50	4,50	-	115,00
PARCUB	Gambetta	480	0,60	1,20	2,40	2,50	9,30	19,00	19,00	5,00	73,17	121,09
PARCUB	Pey Berland/St Christoly	660	0,60	1,20	2,40	2,50	9,30	19,00	19,00	5,00	73,17	121,09
PARCUB	Victoire	473	0,60	1,20	2,40	2,50	9,30	19,00	19,00	5,00	62,43	102,30
SGGPB	Victor Hugo	712	0,60	1,20	2,20	2,50	7,80	13,00	18,00	5,00	68,00	80,00

Ces niveaux de tarifs sont adaptés à des usagers qui privilégient généralement la proximité comme premier critère de choix. Ils correspondent bien à l'énorme attractivité exercée par le centre historique de Bordeaux depuis son classement à l'Unesco, la ville trustant aussi chaque année les premières places aux palmarès des destinations touristiques. L'heure de stationnement en ouvrage dans ce secteur coûte généralement 2,40€, soit un tarif inférieur à celui d'une heure sur voirie (2,50€) pratiqué dans l'hypercentre de Bordeaux depuis le 1er janvier 2016. Auparavant, les tarifs en ouvrage étaient plus chers que ceux sur voirie (2,40€ contre 2,20€ par exemple, en 2015), ce qui répondait à une logique en termes d'offre et d'investissement, puisque les parkings bâtis représentent des engagements financiers importants (coûts de construction et d'amortissement, ressources humaines fixes…), et qu'ils proposent aussi des services spécifiques. Cette inversion a été orchestrée entre Bordeaux Métropole et la ville de Bordeaux, dans la logique des prescriptions du plan de déplacements urbains, pour renforcer l'attractivité des parkings de façon à libérer l'espace public de voirie à destination de tous types de déplacements, piétons et cyclistes en particulier, à fluidifier le stationnement de surface et améliorer la bonne rotation sur les places qui desservent les commerces de cette zone extrêmement fréquentée. Seuls deux parkings plus enclavés que les autres affichent des tarifs différents, pour des raisons contractuelles et historiques : celui de Camille Jullian (2,70€) et celui des Grands hommes (1,70€).

Sur le plan des abonnements destinés aux clients non-résidents, par contre, deux niveaux tarifaires se détachent clairement : un premier, autour de 150€ dans le secteur Bourse - Intendance, autour duquel se concentre la partie la plus attractive de la ville, et un second, à

moins de 120€ : ce groupe-là, essentiellement constitué par les parcs de Parcub Bordeaux Métropole, montre la volonté de la régie de retenir les prestations à un niveau plus accessible. Enfin, le niveau de l'abonnement pendulaire du parc Victor Hugo, particulièrement bas (80€) sera revu par Parcub Bordeaux Métropole qui l'aura en gestion à partir d'avril 2017.

b-tarifs types, parkings situés sur les cours et dans Mériadeck

Exploitant 2016	tarifs types fin 2016, parkings des Cours et de Mériadeck	6138 places VL	2016 tarif horaire < 1/4h	2016 tarif horaire < 1/2h	2016 tarif horaire <1h	tarif VOIRIE secteur du park <1h	2016 tarif horaire <4h	2016 tarif horaire <10h	2016 tarif horaire <24h	2016 forfait nuit unique	2016 abonné au mois résident	2016 abonné 7/7 mois Non résident
Urbis park	André Meunier	330	0,50	1,00	2,00	1,80	6,10	12,20	18,30	6,10	53,30	102,20
Urbis park	Salinières	407	0,50	1,00	2,00	1,80	6,10	12,20	18,30	6,10	53,30	102,20
PARCUB	République	412	0,60	1,20	2,40	2,50	9,30	19,00	19,00	5,00	73,17	121,09
PARCUB	Cité mondiale	849	0,60	1,20	2,40	2,50	9,30	19,00	19,00	5,00	59,36	107,10
PARCUB	Front du Médoc	1059	0,60	1,20	2,40	2,50	9,30	19,00	19,00	5,00	59,36	107,10
PARCUB	Centre commercial Mériadeck	1285	0,00	0,00	0,00	2,50	7,60	19,00	19,00	5,00	51,17	121,09
PARCUB	Huit mai 45	696	0,60	1,20	2,00	1,80	7,30	16,90	18,00	5,00	56,80	96,04
Q-park	Clemenceau	435	0,70	1,40	2,80	2,50	11,60	25,00	30,00	-	-	166,00
SGGPB	Allées de Chartres	395	0,60	1,20	2,20	2,50	7,80	13,00	18,00	5,00	50,00	85,00
GERAUD	Capucins	270	0,90	1,80	2,00	1,80	6,00	11,50	18,00	-	-	75,00

Les ouvrages situés à moins de 500 mètres des cours proposent des tarifs de 1,80€ à 2,40€ pour une heure de stationnement : ceux-ci s'échelonnent en fonction de l'attractivité des quartiers concernés, souvent liée à leur proximité de la zone en contrôle d'accès. La gratuité de la première heure offerte sur le parking Mériadeck correspond à une convention passée entre le centre commercial et Parcub Bordeaux Métropole.

Ce parking présente aussi un tarif résident à 51,17€, la régie ayant cherché à renforcer l'attractivité de cet ouvrage qui possède une importante réserve de capacité en dehors des heures de chalandise. Les tarifs résidents des autres parcs du tableau sont généralement homogènes, et très accessibles, à moins de 60€, de façon à attirer fortement ces abonnés qui assurent un remplissage nocturne des ouvrages et autorisent un fort taux de mutualisation (les places qu'ils libèrent durant la journée peuvent accueillir des usagers horaires).

Par contre, en fonction des quartiers, on constate une forte disparité dans les abonnements à destination des non-résidents, une catégorie d'usagers en diminution sensible depuis une dizaine d'années.

c-tarifs types, parcs en contact avec les lignes de tram, y compris la ligne D en travaux

Pour mémoire, les places offertes dans les 20 parcs relais TBM (Transports Bordeaux Métropole) de 2016 (dont la liste est présentée dans la partie précédente) sont comptabilisés dans le nombre d'emplacements noté dans ce tableau. Ils accueillent tous les usagers souhaitant basculer vers les lignes structurantes du tram, à un tarif unique de 4,50€ en 2016, quel que soit le nombre de passagers du véhicule : ces derniers disposent alors d'un titre de transport aller-retour par le tram.

Exploitant 2016	tarifs types fin 2016, parcs en contact avec les lignes de Tram	10788 places (avec les P+R)	2016 tarif horaire < 1/4h	2016 tarif horaire < 1/2h	2016 tarif horaire <1h	tarif VOIRIE secteur du park <1h	2016 tarif horaire <4h	2016 tarif horaire <10h	2016 tarif horaire <24h	2016 forfait nuit unique	2016 abonné au mois résident	2016 abonné 7/7 mois Non résident
PARCUB	Gare Saint-Jean	542	2,00	4,00	7,00	1,80	12,30	19,00	23,00	-	-	146,40
PARCUB	Descas	158	0,00	0,40	1,39	1,80	7,30	9,00	9,00	-	15	35
PARCUB	Porte de Bordeaux	724	0,60	1,20	2,00	1,80	7,30	16,90	18,00	5,00	56,80	96,04
PARCUB	Mérignac centre	289	0,00	0,00	0,00	0,00	7,00	8,00	8,00	3,00	39,61	60,55
PARCUB	Pessac Centre	345	0,00	0,00	0,00	0,00	7,00	8,00	8,00	3,00	39,61	60,55
PARCUB	Beaujon (ligne D)	92	0,60	1,20	2,40	1,80	9,30	19,00	19,00	5,00	72,00	96,00
PARCUB	Iddac (ligne D) Le Bouscat	82	0,60	0,90	1,50	0,00	6,10	15,70	17,00		45,00	60,00
Indigo	CHU Groupe hospitalier Pellegrin	2320	0	0	1,5	0,00	6,6	14,6	14,6	-	-	-
Q-park	Quai des marques	621	0,60	1,20	2,40	1,80	10,00	22,00	24,00	-	-	104,00

Par ailleurs, neuf parcs de stationnement sont également présents à proximité des axes de tram. Plus spécifiquement, suite à une convention signée avec la Métropole, Parcub Bordeaux Métropole a mis 252 places à disposition des abonnés TBM, qui peuvent les utiliser en tant que parc-relais. Ces emplacements sont uniformément répartis entre trois parkings : Porte de Bordeaux, Pessac centre et Mérignac centre.

En outre, et pour information, la régie a aussi passé des conventions avec les communes accueillant ces deux derniers sites, de façon à offrir la gratuité de la première heure de stationnement, le but étant d'éviter la saturation sur voirie.

d-tarifs parkings de desserte de l'aéroport de Bordeaux Mérignac

Exploitant 2016	tarifs types fin 2016, parkings aéroport	6745 places VL	2016 tarif horaire < 1/4h	2016 tarif horaire < 1/2h	2016 tarif horaire <1h	tarif VOIRIE secteur du park <1h	2016 tarif horaire <4h	2016 tarif horaire <10h	2016 tarif horaire <24h	2016 forfait nuit unique	2016 abonné au mois résident	2016 abonné 7/7 mois Non résident
Indigo	Aéroport P Express	125	2,00	3,00	6,00	0,00	24,00	60,00	132,00	-	-	-
Indigo	Aéroport P0 Confort	341	4,00	4,50	5,50	0,00	12,40	14,80	17,00	-	-	-
Indigo	Aéroport P1 Proxi	375	4,00	4,50	5,50	0,00	12,40	14,50	16,00			
Indigo	Aéroport P2 Flexi	3377	0,00	0,00	4,50	0,00	9,30	11,70	13,00	-	-	-
Indigo	Aéroport P4 Longue durée	2527	23,00	23,10	23,30	0,00	24,50	26,90	28,00	-	-	-

La société Indigo gère ces parkings de surface en convention avec la société Aéroport de Bordeaux : les tarifs de stationnement sont fixés de manière très fine en fonction de la distance entre la zone d'accès des véhicules à moteur et les sites d'embarquement. Le parking P4 n'est conseillé aux usagers qu'au-delà de 4 jours de stationnement.

e-tarifs types d'autres secteurs

2016, parkings d'autres secteurs	405 places VL	2016 tarif horaire < 1/4h	2016 tarif horaire < 1/2h	2016 tarif horaire <1h	tarif VOIRIE secteur du park <1h	2016 tarif horaire <4h	2016 tarif horaire <10h	2016 tarif horaire <24h	2016 forfait nuit unique	2016 abonné au mois résident	2016 abonné 7/7 mois Non résident
Bègles, Les Sècheries	405	0,40	0,70	1,30	0,00	4,90	8,00	8,00	3,00	39,61	60,55

Ce parking de Bègles aurait pu être classé avec les sites gérés par Parcub Bordeaux Métropole dans la zone « périphérie », qui désigne schématiquement ceux qui sont implantés dans les communes adjacentes à Bordeaux. La régie a mis ce parking en service en mars 2016, de façon à proposer une réponse mutualisée à une partie des besoins en stationnement de l'opération de création de la Zone d'aménagement concerté (ZAC), et montrant là son dynamisme et sa capacité d'adaptation.

- **Positionnement des tarifs d'abonnements de Bordeaux Métropole**

Les abonnements n'ont pas été concernés par la loi sur la consommation. Ils restent cependant encadrés par les conventions liant la Métropole aux exploitants. Comme par le passé, leur augmentation est donc très limitée, si on la compare à l'augmentation du coût de l'immobilier enregistrée sur la Métropole : en 2016, BP3000 propose ainsi un tarif mensuel résident à peine au-dessus de 80€ dans la zone la plus prisée de Bordeaux ; la régie Parcub Bordeaux Métropole offre, pour sa part, des abonnements de 10% à 15% plus bas, poursuivant ainsi ses efforts d'attractivité envers les riverains. En complément des tarifs mensuels d'abonnements figurant dans les autres tableaux, celui-ci liste des parkings spécifiquement réservés aux abonnés.

Exploitant 2016	tarifs types fin2016, parkings réservé aux abonnés	total: 881 places VL	2016 tarif horaire < 1/4h	2016 tarif horaire < 1/2h	2016 tarif horaire <1h	tarif VOIRIE secteur du park <1h	2016 tarif horaire <4h	2016 tarif horaire <10h	2016 tarif horaire <24h	2016 forfait nuit unique	2016 abonné au mois résident	2016 abonné 7/7 mois Non résident
SGGPB	Alsace Lorraine	128	Abonnés	Abonnés	Abonnés	2,50	Abonnés	Abonnés	Abonnés	Abonnés	85,00	-
PARCUB	Bonnac	174	Abonnés	Abonnés	Abonnés	2,50	Abonnés	Abonnés	Abonnés	Abonnés	73,17	121,09
PARCUB	Lhote	111	Abonnés	Abonnés	Abonnés	2,50	Abonnés	Abonnés	Abonnés	Abonnés	73,17	-
PARCUB	Bergonié	66	Abonnés	Abonnés	Abonnés	1,80	Abonnés	Abonnés	Abonnés	Abonnés	56,80	96,04
PARCUB	Croix de Seguey	51	Abonnés	Abonnés	Abonnés	1,80	Abonnés	Abonnés	Abonnés	Abonnés	56,80	96,04
SGGPB	120 rue de Bègles	63	Abonnés	Abonnés	Abonnés	2,50	Abonnés	Abonnés	Abonnés	Abonnés	-	90,00
EFFIA Stationnement	Leroy	137	Abonnés	Abonnés	Abonnés	1,80	Abonnés	Abonnés	Abonnés	Abonnés	80,00	80,00
TBM	Parc-Relais La Gardette 2 (abonnés) Bassens	151	Abonnés	Abonnés	Abonnés	0,00	Abonnés	Abonnés	-	-	-	-

Comparativement aux prestations résidents en ouvrage, le coût d'un abonnement sur voirie, de compétence communale, est très attractif pour les résidents, à 15€ par mois, mais le nombre de places disponibles reste restreint, en particulier durant la période diurne, et dans les zones centrales. Cependant, avec la réduction du stationnement irrégulier et le report d'une partie du stationnement horaire vers les ouvrages, les résidents sur voirie parviennent généralement à trouver aisément des places non seulement hors période diurne, mais également en journée grâce à l'extension du stationnement payant entre cours et boulevards.

1.3 Les opérateurs du stationnement liés à Bordeaux Métropole en 2016

La suite de ce document ne concerne que les parcs sous compétence spécifique de Bordeaux Métropole en délégation de service public et les parcs gérés par la régie Parcub Bordeaux Métropole.

Le stationnement est un facteur déterminant en matière d'aménagement du territoire institutionnel, et un paramètre incontournable dans tous les projets urbains actuels. En complément de la gestion du domaine public de la voirie, la circulaire 68.427 du 18 septembre 1968 conférait aux communautés urbaines, devenues « métropoles » par

décret au 1er janvier 2015 dans le cadre de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM), toute compétence en matière de gestion et d'exploitation des parcs de stationnement hors voirie.

Depuis le 1er janvier 2016, Bordeaux Métropole assure ainsi la fonction de délégant sur deux contrats de délégation de service public supplémentaires, qui liaient anciennement la ville de Bordeaux avec :
-d'une part, la sociétéSNC des Grands Hommes, et les 410 places du parking Place des grands hommes
-d'autre part, la Société des grands garages parkings de Bordeaux (SGGPB), agissant en tant que délégataire de 1235 places réparties sur 3 sites : Victor Hugo, Allées de Chartres (proposant aussi 12 emplacements pour autocars), et Alsace Lorraine. Ce décompte intervient avant les travaux réalisés, à partir du dernier trimestre 2016, sur le parking Victor Hugo : à l'issue son offre VL aura baissé d'une quinzaine de places, pour se situer à moins de 700, pour permettre la création de 14 places accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant (soit 2% minimum du total, conformément au décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006). Concernant SGGPB, il est à noter les 3 sites seront remis en gestion à la régie Parcub Bordeaux Métropole à l'échéance du contrat d'affermage, soit au 1er avril 2017.

Ce potentiel vient renforcer l'offre des deux délégataires « historiques » de Bordeaux Métropole, portant le nombre total de places en DSP à 5338 :
-BP3000, avec 3355 places réparties sur les parcs Bourse, Jaurès, Tourny, Meunier et Salinières
-Central parcs, avec les 338 places du parking Camille Jullian, exploité par Indigo

Enfin, la régie Parcub Bordeaux Métropole assure toujours la majeure partie de l'offre de stationnement parc public surBordeaux Métropole, avec 9091 places VL réparties en 21 parcs à fin 2016 : ce nombre intègre à la fois la fermeture des 282 places du parc provisoire Deschamps et la création de 579 places supplémentaires sur les sites de Bègles Sècheries, Nicolas Beaujon, et Iddac.

A la fin 2016, l'offre spécifique de stationnement regroupant les DSP de Bordeaux Métropole et la régie Parcub Bordeaux Métropole est de 31 parcs pour une capacité totale de 14429 places VL et 12 places pour autocars. Sur ce nombre, 267 emplacements sont réservés aux PMR, et 93 sont équipés de dispositifs de recharge électrique. Enfin, la capacité d'accueil pour les 2 roues est de 344 deux-roues motorisés et de 748 pour les vélos.

1.3.1 La régie Parcub Bordeaux Métropole

- **Le principal exploitant de stationnement sur Bordeaux Métropole**

Avec un potentiel de près de 9100 places de stationnement à fin 2016, la régie Parcub Bordeaux Métropole reste le plus gros exploitant de stationnement hors voirie de tout le territoire métropolitain. Créée le 5 avril 2004, elle a commencé son activité le 1er mai suivant. Cette régie possède personnalité morale et autonomie financière ; à fin 2016, elle assure la mission d'exploitation de 22 équipements, soit 21 parkings plus un local souterrain exclusivement dévolu aux vélos (ce dernier devra fermer fin 2017, pour permettre la réalisation du projet urbain de la place Gambetta : la régie prévoit le report des emplacements destinés aux cyclistes dans le parking Gambetta, situé place des Martyrs de la Résistance).

Parcub Bordeaux Métropole peut participer, en synergie avec Bordeaux Métropole, à la construction ou à l'achat de tout ou partie de parcs de stationnement. La régie s'implique ainsi dans les opérations d'urbanisme dont certaines engagent la Métropole pour la décennie: Euratlantique, ZAC (Zone d'aménagement concerté) de Bègles, Quai Deschamps, Quais de Floirac, Parkings de compensation sur la ligne D. Elle accompagne la Métropole

dans ses études de stationnement comme sur les projets Carreire, Nansouty, Grand parc. D'une façon générale, la régie peut exercer toute autre activité annexe se rapportant au stationnement ou correspondant à des services offerts aux usagers de tout espace de stationnement dans le périmètre de notre EPCI (Etablissement public de coopération intercommunale).

- **Une grande réactivité, pour une activité protéiforme**

En plus de son implication dans de nombreux dossiers urbains, la régie a aussi permis à Bordeaux Métropole de trouver des solutions sur trois dossiers importants :
- en complément des parcs relais (P+R) du réseau TBM (parcs de stationnement dédiés aux automobilistes utilisant les transports en commun), il a été réservé 252 places de stationnement dans trois parkings de la régie (Pessac centre, Mérignac centre et Porte de Bordeaux), de façon à accueillir des abonnés du réseau de transport en commun de Bordeaux Métropole sur des points stratégiques.
- suite à une décision de 2011, le dynamisme de la régie a également pu s'exprimer à travers la création, en 2013, de 600 places de fourrière sur les parcs Front du médoc, 8 mai 45 et Porte de Bordeaux. Depuis cette date, ce service est géré sous forme de Service public administratif (SPA), par distinction avec l'ensemble des autres activités stationnement de la régie, gérées en Service public Industriel et commercial (SPIC).
-enfin, pour permettre l'application de la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, du 7 août 2015, dite « loi Macron », la régie a rapidement créé un parking de type « gare routière » qui peut accueillir 6 autocars de ligne en simultané. Pour y parvenir, Parcub Bordeaux Métropole a modifié, avec l'aide des équipes techniques de la Métropole (cf. §4), la configuration du parking provisoire Descas, qu'elle gère dans le cadre du projet EPA Euratlantique, et qui est situé à 400 mètres de la gare Saint Jean. Avec 45 bus quotidiens dès le premier mois, en juillet, le nombre de rotations est monté jusqu'à près de 70 par jour, à la fin de l'année 2016.

- **De nombreuses réalisations en cours**

Au cours de l'exercice 2016, Parcub Bordeaux Métropole a procédé à la fermeture du parking provisoire Deschamps, et a mis en service plusieurs sites :

-les 406 places du parc Sècheries, au cœur de la ZAC de Bègles.
-les 82 places d'Iddac, en parc de compensation de surface, à proximité des travaux de la ligne D au Bouscat.
-de même que les 92 places de Nicolas Beaujon**.** De façon à conserver une parfaite équité pour tous les usagers, la régie organisera un tirage au sort pour attribuer les 69 abonnements, sur 170 demandes enregistrées dans le périmètre concerné.

A cela viendront s'ajouter les 566 places du parking Paludate Saint jean, ouvert le 1er mars 2017. Plusieurs autres opérations d'importance seront développées en parallèle, avec en particulier :
-la construction du parking Arena à Floirac qui desservira, en 2018, la future Grande salle de spectacle en construction rive droite, au débouché du futur pont qui reliera le boulevard Jean Jacques Bosc et les quais de Floirac.
-la participation à la réalisation de 115 places sur le parking Marie Brizard.
-la réalisation des 356 places du parking Grand Parc

- **Une autonomie tarifaire, sous couvert de la Métropole**

En la matière, les décisions sont soumises au conseil d'administration de la régie, dont la plupart des représentants sont des élus de Bordeaux Métropole. Dans ce cadre, les tarifs sont fixés dans le respect du Plan des déplacements urbains (PDU). Depuis 2011, ils font l'objet d'une présentation préalable en commission transport et déplacements de Bordeaux Métropole.

En plus de l'application de la tarification par quart d'heure au 1er janvier 2016, la régie a mis en place, ces dernières années, plusieurs tarifs à destination de « niches » d'abonnés résidents, de façon à accroître son attractivité et encourager la mobilité durable :
-tarifs « petits rouleurs » : au 1er janvier 2017, on compte 261 abonnements de ce type, soit 19% du nombre des résidents inscrits sur les 8 parkings de l'hypercentre qui pratiquent ce tarif depuis 3 ans.
-tarif « voitures écologiques » : ce tarif créé en janvier 2013 sur 7 sites, propose des abonnements moitié prix à destination des résidents propriétaires de véhicules spécifiques (électriques, hybrides, fonctionnant à l'éthanol ou au GNV (Gaz naturel pour véhicules), ou de véhicules inférieurs à 3 mètres de long émettant moins de 120 grammes de CO_2). Ce type de véhicule étant peu répandu, à fin 2016, la régie comptait 47 abonnés de ce type.

1.3.2 Quatre délégations de service public de stationnement au 1er janvier 2016

Concernant les multiples changements intervenus durant l'exercice 2016, des précisions d'ordre administratif et technique sont apportées au §4 du présent rapport. Pour la partie ci-dessous, on considère le nom du délégataire en vigueur à fin 2016.

- **DSP BP3000**

Ce contrat de délégation de service public, de type concessif, d'une durée de 41,5 années, a débuté le 26 juin 2000, et il prendra fin le 31 décembre 2042. Depuis le 20 décembre 2016, la société délégataire BP3000 est détenue à 100% par la société Urbis Park Infrastructures (UPI) composée à 90% par le groupe Banque populaire - Caisse d'épargne (BPCE) et à 10% par la société Transdev stationnement. De même, la société Urbis Park Services, prestataire de services du délégataire, est détenue à 100% par la société Transdev Stationnement.

Ce contrat recouvre la réalisation de quatre parcs de stationnement, respectivement situés place Jean Jaurès, place de la Bourse, place des Salinières et place André Meunier dit « Mureine », et la rénovation du parc existant au préalable place Tourny. L'ensemble de ces équipements est situé sur la commune de Bordeaux, dans les secteurs centre et hypercentre, ce qui représente l'exploitation d'un total de plus de 3350 places VL.

DSP Central parcs De type concessif, ce contrat de délégation de service public, d'une durée de 35 ans, a débuté le 17 février 1989, et il prendra fin en 2026. Ce contrat prévoyait la réalisation et l'exploitation du parc situé place Camille Jullian.

Cette délégation est confiée à la Société Central Parcs, filiale de Vinci construction, laquelle a confié la gestion du parc à Indigo Park via un contrat de prestation de service. L'ouvrage compte 338 emplacements, dont 7 places PMR.

- **DSP des Grands hommes**

Ce contrat de concession, conclu avec la société SNC des Grands Hommes, filiale de Indigo, a été transféré par la ville de Bordeaux à Bordeaux Métropole au 1er janvier 2016 ; il date du 14 juin 1988, et son échéance est fixée au 13 juin 2021. Il encadrait la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement de 6 niveaux enterrés, comptant 454 places : 410 places publiques et 44 places privées hors délégation de service public, ces dernières étant affectées à la Chambre régionale des comptes (CRC).La gestion du parc a été confiée par le délégataire à Indigo park, également filiale du groupe Indigo.

Ce parking fait partie d'un ouvrage complexe dénommé initialement « marché des Grands hommes », et occupant toute la partie centrale de la place des Grands Hommes. Ce

bâtiment est géré par une Association syndicale libre (ASL) dénommée « Association syndicale du marché des Grands hommes ».

- **DSP Société des grands garages parkings de Bordeaux (SGGPB)**

Le contrat d'affermage initial, daté du 15 mars 2013, liait la ville de Bordeaux et SGGPB pour une durée de trois ans, confiant au délégataire l'exploitation, la gestion ainsi que l'entretien de trois sites de stationnement public de proximité de la ville de Bordeaux. Il a fait l'objet de trois avenants successifs, permettant en particulier la substitution de Bordeaux Métropole en tant que délégant, à compter du 1er janvier 2016, dans le cadre d'une délégation de service public. Ces trois parkings sont situés :
-allées de Chartres et de Bristol : ce site est destiné à tous types d'usagers. Il possède une capacité totale de 395 places pour véhicules légers (VL), mais peut également accueillir 12 cars de tourisme, sur des emplacements idéalement situés, à proximité du cœur de ville.
-cours Victor Hugo : ce parc de stationnement en ouvrage, compte près de 700 places VL, réparties de façon mixte, avec un niveau en sous-sol possédant ses accès propres, une partie également autonome, constituée du rez de chaussée et de l'entresol, ainsi que de quatre niveaux supérieurs largement ventilés, accessibles à la fois depuis le côté sud, cours Victor Hugo, et depuis la façade nord du Palais des sports, côté cours Alsace Lorraine.
-cours Alsace Lorraine : ce parking enterré est réservé aux abonnés résidents. Il offre un total de 128 VL, dont 4 places bénéficient d'un droit perpétuel de jouissance au profit du Syndic de copropriété de l'immeuble situé 9, cours Alsace-Lorraine.

Lors de la mise en œuvre des tarifs 2016, l'objectif du délégant était de mettre en place une politique tarifaire cohérente s'agissant des trois sites ci-dessus, tout en garantissant le respect des contraintes particulières de service public imposées par l'exploitation d'équipements publics municipaux contigus à ces sites : résidence municipale pour personnes âgées s'agissant du garage Alsace-Lorraine, palais des sports s'agissant du parking Victor Hugo et organisation de manifestations publiques sur la place des Quinconces s'agissant du parc de stationnement sis allées de Chartres/Bristol.

- **Des tarifs contractuels et approuvés en conseil de Bordeaux Métropole**

En application des contrats de délégation de service publics conclus, les délégataires peuvent proposés une révision tarifaire, , au plus un fois par an en ce qui concerne BP3000, Central Parcs et Grands Hommes : les tarifs ainsi proposés doivent être soumis au conseil de la Métropole pour approbation. Concernant BP3000, dont la date contractuelle de révision tarifaire est au 1er avril de chaque année, la tarification au quart d'heure étant intervenue au 1er janvier 2016, il a été convenu qu'aucune augmentation des tarifs horaires ne serait appliquée au 1er avril 2016.

2 STATIONNEMENT 2016 : BILAN DES EXPLOITANTS

Les cinq exploitants du stationnement de Bordeaux Métropole ont produit chacun leur rapport d'activité respectif, relatif à l'exercice 2016. Ces bilans de la régie et des quatre délégataires, rendent comptent, de façon très détaillée, de l'analyse faite par chaque exploitant sur son activité durant la période concernée. Ils sont joints en annexe au présent document. Concernant cette seconde partie de notre rapport d'activité délégant 2016, elle présente plus une analyse transverse de ces bilans.

2.1 Fréquentation horaire des parkings de Bordeaux Métropole en 2016

Dans la lignée des cinq exercices précédents, 2016 reste une année de progression de la fréquentation dans les parkings en ouvrage, portant le nombre d'entrées horaires à un niveau très élevé, indépendamment de la baisse de trafic pendulaire induite par les effets bénéfiques de la politique de mobilité durable. La dynamique économique que connait Bordeaux continue en effet de générer des flux qui assurent un bon remplissage des ouvrages intra boulevards, tous exploitants confondus (des réserves de capacité existent cependant dans les parcs).

Ce phénomène est renforcé par le report d'une partie du stationnement de surface, l'objectif étant de capter le stationnement de durée supérieure à deux heures. Ce transfert du stationnement de longue durée vers les ouvrages est à encourager, et devrait s'accélérer avec la mise en œuvre du forfait post stationnement (FPS) au 1er janvier 2018.

Bordeaux Métropole, entrées horaires 2016	nombre total de parcs	total de places 2016	entrées horaires 2015	entrées horaires 2016	horaires 2016-15	% horaires 2016/2015	Remarques
BP3000	5	3 355	1 264 884	1 263 248	-1 636	-0,1%	incendie Salinières, Vigipirate, etc
Central parcs C. Jullian	1	338	143 346	158 546	+15 200	+10,6%	
Indigo Grands hommes	1	410	262 770	276 129	+13 359	+5,1%	
SGGPB	3	1 235	357 636	307 990	-49 646	-13,9%	travaux Hugo, Eurofoot Chartres
Total des 4 DSP	10	5 338	2 028 636	2 005 913	-22 723	-1,1%	
Parcub Bordeaux Métropole	21	9 091	2 378 061	2 420 251	+42 190	+1,8%	
Total des 4 DSP+régie	31	14 429	4 406 697	4 426 164	+19 467	+0,4%	

Stationnement Bordeaux Métropole, fréquentation horaire 2016

Les variations de ce tableau sont un raccourci de l'activité stationnement de l'année 2016, mais elles ne rendent pas compte de certains évènements qui ont diminué sensiblement l'activité ponctuelle de plusieurs sites (les rapports d'activité des exploitants, figurant en annexe, détaillent les résultats de chaque parking).

Ainsi, afin de mieux appréhender ces fréquentations, il y a lieu de signaler, pour **BP3000**, le plan Vigipirate qui a impacté les résultats de Tourny, Bourse et Jaurès, ainsi que de l'incendie du 26 janvier 2016 (généré dans le transformateur EDF, indépendamment de toute responsabilité de la part d'Urbis park) qui a nécessité la fermeture complète de Salinières durant les mois de février et mars.

Cela concerne également **SGGPB** puisque leur recul de fréquentation est à considérer en prenant en compte, à la fois la fermeture du parc Allées de Chartres (-77% d'entrées en juin et -37% en juillet) nécessitée par la sécurité de la ''fanzone'' implantée aux Quinconces durant l'Eurofoot, et par les importants travaux entrepris simultanément par le délégataire et par le délégant sur Victor Hugo (-82% d'entrées horaires sur le dernier trimestre 2016).

En neutralisant les aspects négatifs de ces évènements sur le nombre d'entrées horaires dans les parkings impactés, on obtiendrait, pour le total des 4 DSP entre 2015 et 2016, une progression globale de +0,1%, ce qui confirme l'apaisement de la hausse de fréquentation dans les parkings de l'hypercentre, phénomène qui va s'accentuant, d'après les premiers résultats enregistrés en 2017.

Par ailleurs, le parking Camille Jullian, géré par Indigo Park pour le compte du délégataire **Central parcs**, a profité pleinement de l'ouverture de la nouvelle zone commerciale Sainte Catherine qui est relativement proche. Ce parc a donc poursuivi le redressement enregistré en 2015 (avec +8,9% d'entrées de plus qu'en 2014), et il a, en 2016, pratiquement retrouvé son niveau de fréquentation de 2012 (à 2% près), antérieurement à la neutralisation de l'itinéraire d'accès au parc depuis les quais, via le quartier Saint Pierre.

Indigo Park, gère aussi le parking Grands hommes, pour le compte du délégataire SNC des Grands Hommes: ce site voit sa fréquentation horaire progresser de 5,1%, ce qui est normal dans ce quartier particulièrement contraint.

Concernant **Parcub Bordeaux Métropole,** la régie insiste, dans son rapport d'activité joint, sur les précautions à prendre dans l'analyse des variations de fréquentation entre 2015 et 2016, du fait des multiples créations et fermetures de sites. Nonobstant, la bonne attractivité de ces parcs, enregistrée en 2015, se confirme en 2016, en particulier pour les ouvrages situés à proximité du centre historique : Pey Berland (+3,6%), Gambetta (+8,9%), République (+4,9%), Cité mondiale (+22,5%) et Victoire (+11,8%).

Enfin, bien qu'ils ne soient pas rattachés à une DSP stationnement, puisqu'ils sont exploités par Keolis dans le cadre de la DSP transports, la fréquentation des **parcs relais TBM** constitue un paramètre important de la gestion du stationnement à l'échelle de la Métropole, en lien direct avec la politique de mobilité durable. Les 5717 places en P+R (5465 sur 21 P+R TBM +252 sur 3 sites de Parcub Bordeaux Métropole) ont accueilli 1 479 642 véhicules en 2016, ce qui représente une hausse de 2,5% par rapport aux 1 443 359 entrées de 2015.

Schématiquement, cela porte le nombre d'usagers journaliers des 41 sites exploités par Bordeaux Métropole (parcs de stationnement et P+R) à un total de 5 905 806, soit une progression de 1% par rapport à 2015.

2.2 Ticket horaire moyen dans les parkings de Bordeaux Métropole en 2016

Le ticket horaire moyen fait le rapport entre les recettes (leur montant est détaillé par l'exploitant) et le nombre d'entrées, concernant les usagers horaires (sans tenir compte des abonnés donc). Alors que les exploitants expérimentent parfois des offres commerciales particulières pour s'adapter aux nouveaux paramètres de la mobilité, il serait intéressant d'étudier les durées moyennes de stationnement horaire, moins liées aux variations tarifaires. Cependant, les systèmes de péage de nos parkings ne permettent pas tous d'enregistrer ce type de donnée : le ticket moyen reste donc, avec toutes les précautions qui s'imposent, un indicateur pertinent des variations du comportement des automobilistes vis-à-vis du stationnement.

Comme évoqué par ailleurs, le passage à la tarification au quart d'heure dans les ouvrages, au 1er janvier 2016, en permettant aux usagers de payer un tarif horaire plus en rapport avec le temps réel passé en stationnement, semble avoir eu pour effet une augmentation des durées de stationnement, ce qui a eu une répercussion favorable sur les recettes horaires des exploitants (analysées au §3 sur l'activité financière). L'augmentation du ticket moyen (TM), enregistrée chez tous nos exploitants, de +3,1% à +10,5%, traduit bien ce mouvement, avec, schématiquement, une moyenne des hausses des tickets horaires à +6,5%.

Bordeaux Métropole, ticket horaire moyen 2016 (rapports d'activité des exploitants)	TM ticket moyen global 2015 TTC	TM ticket moyen global 2016 TTC	ticket moyen global TTC 2016-2015	ticket horaire moyen TTC 2016%2015
BP3000	6,6 €	7,3 €	+0,7€	+10,5%
Central parcs C. Jullian	8,1 €	8,8 €	+0,8€	+9,5%
Indigo Grands hommes	5,6 €	5,9 €	+0,3€	+5,2%
SGGPB (impact travaux Hugo, Eurofoot)	5,7 €	5,9 €	+0,2€	+3,1%
Moyenne des 4 DSP	6,5 €	7,0 €	+0,5€	+7,4%
Parcub	4,0 €	4,2 €	+0,2€	+5,1%
Moyenne des 4 DSP+régie	5,3 €	5,6 €	+0,3€	+6,5%

Stationnement Bordeaux Métropole, moyenne des tickets horaires TTC 2016

Le ticket moyen de **Parcub Bordeaux Métropole** semble sensiblement inférieur à celui des autres exploitants, mais cela traduit en fait la grande diversité d'ouvrages gérés par la régie (avec, par exemple, les deux arrêts minutes de Saint Jean), d'autant que, pour certains d'entre eux (Mériadeck, Mérignac centre, Pessac centre, Barrière du Médoc) des conventions spécifiques ont été passées avec les communes ou les centres commerciaux adjacents pour proposer des périodes de gratuité sur les premiers quarts d'heures.

Concernant les DSP, **BP3000** enregistre la plus grande variation avec plus de 10% d'augmentation ; ce sont les résultats du parking André Meunier qui portent ce résultat : en effet, suite à la fermeture des parkings EFFIA situés dans le périmètre de l'EPA Euratlantique, un nombre conséquent d'usagers de la gare SNCF Saint Jean s'est reporté sur ce parc situé à 500 mètres seulement et qui, à cette occasion, a bénéficié d'un jalonnement spécifique « Meunier Saint Jean » de la part de la Métropole. ; avec cette clientèle, qui parque souvent son véhicule pour la journée, le parc Meunier a vu sa durée moyenne de stationnement passer à 7 heures 24 minutes (+27% par rapport à 2015). Le taux d'occupation de cet ouvrage, mis en service fin 2012, augmente chaque année : à 47%, il traduit l'importante réserve de capacité du site ; il sera intéressant d'observer l'évolution de ces résultats durant les exercices à venir, avec l'ouverture des parkings Belcier Indigo P3 et Parcub Paludate Saint Jean, mais aussi, plus tard, avec la réalisation du Transport en commun en site propre (TCSP) prévu cours de la Marne.

Pour **Central parcs**, le parking Camille Jullian, géré par le prestataire Indigo Park, affiche aussi une forte progression de son ticket moyen (+9,5%). Ce parc a pratiquement retrouvé son niveau de clientèle horaire de 2012 (à 2% près), grâce, en particulier, à son implantation privilégiée pour desservir la zone commerciale des Allées Sainte Catherine inaugurée fin 2015, La durée moyenne de stationnement horaire est de 2 heures 53 minutes, soit un ticket moyen de 8,72€ TTC. Les recettes horaires progressent au final de 21%. Au titre de 2016, et pour la cinquième année consécutive, Central parcs rembourse le prêt consenti par la Métropole pour la construction du parking.

Concernant le parking des Grands hommes, la durée du stationnement augmente également, et se situe à plus de 3 heures ; avec une variation du ticket horaire moyen de +5,2%.

Enfin, pour **SGGPB**, indépendamment des restrictions d'accès qui ont dû être actées, au cours de l'exercice écoulé, pour les usagers horaires, le ticket horaire moyen a augmenté de +3,1% ; ce paramètre concerné deux sites : Victor Hugo, où la durée moyenne de stationnement est de 2 heures et quart (+6% par rapport à 2015) et Allées de Chartres, à plus de 3 heures et demie (+0%).

2.3 Fréquentation des abonnés des parkings de Bordeaux Métropole (DSP et régie)

En termes d'abonnements dans les parkings, depuis une décennie, la pression urbaine et la politique de mobilité durable ont des conséquences doubles et complémentaires :
-d'une part, le nombre d'entreprises dans l'hypercentre a sensiblement baissé : beaucoup d'entre elles se sont délocalisées vers la périphérie (emprise et accessibilité améliorées, pression fiscale moindre) ou vers les nouvelles ZAC (Bassin à flot, Euratlantique…). Le nombre d'abonnements des non-résidents diminue sensiblement dans le centre des agglomérations. Le report d'une partie des flux de véhicules pendulaires des heures de pointe vers les transports en commun accentue cette tendance baissière.
-d'autre part, avec l'augmentation des périmètres de stationnement payant sur voirie intra boulevards, une partie du stationnement des résidents se transfère de la surface vers les ouvrages, en particulier lorsqu'il s'agit de zones très contraintes, ou de foyers à plusieurs véhicules.

Depuis plusieurs années déjà, ce double phénomène transparaît dans les statistiques d'abonnement des parkings de Bordeaux Métropole. La baisse du nombre de pendulaires et la hausse du nombre de résidents se traduit, pour les exploitants, par une baisse des recettes d'abonnements : en effet, le tarif des abonnements des résidents étant sensiblement inférieur à celui des abonnements des usagers pendulaires (du simple au double, par exemple, pour la DSP BP3000), le manque à gagner augmente sensiblement à chaque nouveau départ d'abonné pendulaire.

Nombre moyen d'abonnés 2016	abonnés "résidents"			abonnés "non résidents"			total abonnés		
exploitant	2015	2016	%16/15	2015	2016	%16/15	2015	2016	%16/15
Parcub Bordeaux Métropole	1 928	**2 286**	+18,6%	4 040	**4 027**	-0,3%	5 968	6 313	+5,8%
BP3000 Urbis Park Services	1 658	**1 693**	+2,1%	966	**937**	-3,0%	2 624	2 630	+0,2%
Central Parcs, Indigo, CJullian	94	**103**	+9,6%	105	**90**	-14,3%	199	193	-3,0%
Indigo, Grands hommes	0	**0**	-	238	**234**	-1,7%	238	234	-1,7%
SGGPB (travaux Hugo)	4367	**4317**	-1,1%	9401	**7967**	-15,3%	13 768	12 284	-10,8%
Nombre moyen d'abonnés tous parcs confondus	8 047	**8 399**	+4,4%	14 750	**13 255**	-10,1%	22 797	**21 654**	-5,0%

Globalement, le recul des abonnés non-résidents est très marqué cette année (-10%, par rapport à 2015, alors qu'il n'était que de -2,5% cette année-là). Il se poursuit en particulier chez **Central parcs** (-14,3%), comme depuis cinq ans : les difficultés d'accès à Camille Jullian en heure de pointe sont certainement handicapantes à ce niveau.

Ce repli est également marqué chez **SGGPB** (-15,3%) : les travaux de mise aux normes « incendie » et de reprise d'étanchéité de la terrasse ont sans doute réduit considérablement l'attractivité de Victor Hugo qui compte 344 pendulaires (-103, soit 16% de moins qu'en 2015) pour 180 résidents à fin 2016. Sur Allées de Chartres (4/5^{e} de pendulaires sur près de 400 abonnés), la baisse globale n'est que de 2%. Sur Alsace Lorraine, qui n'accueille que des résidents, les abonnements résiliés en 2016 n'ont pas été renouvelés dans l'attente de travaux au niveau inférieur.

Abonnés 2016	résidents				non-résidents			
parkings	2015	2016	-	%	2015	2016	-	%
Tourny	281	318	+37	+13,2%	543	512	-31	-5,7%
Bourse Jaurès	843	899	+56	+6,6%	407	408	+1	+0,2%
Meunier	119	157	+38	+31,9%	7	8	+1	+14,3%
Salinières	416	388	-28	-6,7%	10	10	+0	+0,0%
BP3000	1 659	1 762	+103	+6,2%	967	938	-29	-3,0%

A -3% de non-résidents, la baisse est plus modérée pour **BP3000**. Chaque parking géré par le prestataire Urbis park services présente ses spécificités : Salinières, qui compte 425 résidents pour seulement 10 pendulaires, perd 7% de ses abonnés à cause de la fermeture de février et mars 2016 ; Meunier enregistre 33% de résidents supplémentaires, portant ce nombre à 157 (pour 8 non-résidents) ; Tourny, parc à vocation plutôt « horaire », bénéficie de sa centralité, et, avec 512 abonnés pendulaires (-5,7%) et 318 résidents (+13,2%), son nombre global d'abonnés augmente de 1% ; enfin, le complexe Bourse – Jaurès, profite de son accessibilité depuis les quais, et de sa grande capacité d'accueil, et enregistre 899 résidents (+6,6%), le nombre de pendulaires restant stable (408).

Pour la SNC des Grands Hommes aussi, la baisse est modérée, avec 234 pendulaires (-1,7%) sur Grands hommes ; ce parc ne pratique pas de tarif résidents.

Pour **Parcub Bordeaux Métropole**, par contre, l'année 2016 se résume par une stabilisation du nombre de non-résidents (alors que la régie a perdu 31% de ce type d'abonnés depuis sa création en 2004), et surtout par une augmentation importante du nombre de résidents, qui passe de 1928 à 2286 (+18,6% par rapport à 2015), tous parcs confondus. Ce résultat provient de l'ouverture des parkings Bègles Sècheries, Iddac et Beaujon, qui totalisent 337

nouveaux résidents depuis leur ouverture en cours d'année 2016. Ce type de demande est importante, en particulier le long de la future ligne D de tramway : pour Beaujon, par exemple, il a fallu procéder à un tirage au sort sur 170 demandes, pour les 69 des 92 places dévolues à l'abonnement.

3 ANALYSE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU STATIONNEMENT 2016

3.1 Analyse économique et financière de la régie Parcub 2016

3.1.1 Résumé

La Cub, devenue Bordeaux Métropole au 1er janvier 2015, a décidé, par délibération n°2004/0225 du 5 avril 2004, de mettre en place une régie communautaire d'exploitation de parcs de stationnement. La régie « Parcub », qui est dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale, *« assure la mission d'exploitation de l'ensemble des parcs de stationnements publics de Bordeaux Métropole à l'exception de ceux faisant l'objet d'une délégation de service public »* (article 1er des statuts de Parcub).

Au 31 décembre 2016, Parcub gérait 21 parkings représentant une capacité de 9 208 places. Le chiffre d'affaires 2016 progresse de 4,94 % grâce notamment à la progression de la fréquentation horaire. Le chiffre d'affaires est également constitué de refacturations du Service public industriel et commercial (SPIC) stationnement vers le Service public administratif (SPA) de la fourrière afin de constater l'utilisation de 3 parkings de stationnement pour les besoins de l'activité fourrière ainsi que la mutualisation d'une partie du personnel.

La section de fonctionnement dégage un résultat positif de 1 316 K€ avec un excédent de fonctionnement reporté de 4 428 K€. Quant à la section d'investissement, le résultat de l'année 2016 s'établit à – 3 278 K€ avec un excédent d'investissement reporté de 11 234 K€.

Par sa capacité d'autofinancement, Parcub Bordeaux Métropole tend à assurer la couverture de ses dotations aux amortissements. Le niveau de trésorerie s'établit à plus de 18,2 M€ au 31 décembre 2016.
La capacité de la régie à investir doit être exploitée, tout en respectant l'équilibre budgétaire.

Depuis le 1er janvier 2011, la gestion de la fourrière a été transférée à Parcub Bordeaux Métropole, conformément à la délibération communautaire n°2010/0855 du 26 novembre 2010. Une comptabilité spécifique est tenue pour le SPA-Fourrière, en application de l'instruction M14, alors que le Service Public Industriel et Commercial (SPIC) des Stationnements suit la M4.

Globalement, l'année 2016 a été marqué par la comptabilisation d'une reprise de provision pour dépréciation de créances clients de 249 K€ ayant engendré un résultat de la section d'exploitation de 317 K€.

3.1.2 PREAMBULE :

La Communauté Urbaine de Bordeaux, devenue Bordeaux Métropole à compter du 1er janvier 2015, a décidé, par délibération n°2004/0225 du 5 avril 2004, de mettre en place une régie communautaire d'exploitation de parcs de stationnement. La régie« Parcub Bordeaux Métropole, qui est dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale, « assure la mission d'exploitation de l'ensemble des parcs de stationnements publics de Bordeaux Métropole à l'exception de ceux faisant l'objet d'une délégation de service public » (article 1er des statuts de Parcub Bordeaux Métropole).

Depuis le 1er janvier 2011, la gestion de la fourrière (Service public administratif) a été transférée à Parcub Bordeaux Métropole, conformément à la délibération communautaire n°2010/0855 du 26 novembre 2010.
Parcub Bordeaux Métropole est donc devenu un établissement public à double visage, exerçant une activité industrielle et commerciale de stationnement (SPIC) ainsi qu'une activité de gestion du service public administratif de la fourrière (SPA).

Au 31 décembre 2016, Parcub Bordeaux Métropole gérait 21 parkings représentant une capacité de 9 208 places.
Depuis sa création, Parcub Bordeaux Métropole a accru son activité en cohérence avec l'élargissement de son objet social :

- acquisition du 1er niveau **du parking Bonnac** en octobre 2009,

- prise en charge de la **gestion de la fourrière** automobile sur La Cub à compter de janvier 2011,

- signature d'une convention de partenariat PARCUB/AQUITANIS fin 2012, pour la construction par Parcub Bordeaux Métropole du **parking Bègles Sécheries** (406 places). Ce parc a été mis en **exploitation le 22 février 2016**, il s'agit de la première opération réalisée par PARCUB en maîtrise d'ouvrage,

- des mandats ont été confiés à la régie pour la construction de parkings dans le cadre de la ligne D du tramway dont le **parking Beaujon,** qui a été livré **fin novembre 2016,**

- convention en décembre 2013 pour la gestion du parking de surface provisoire quai **Deschamps** sur emprise foncière de l'EPA Bordeaux Euratlantique, dont **l'exploitation a pris fin le 15 octobre 2016,**

- convention avec l'EPA Bordeaux Euraltantique pour la gestion du **parking château Descas** pour une capacité de 220 places,

- convention PARCUB / BORDEAUX METROPOLE pour la construction et l'exploitation d'un **parking de 960 places Quai de Floirac** attenant à la future Grande Salle de Spectacle, **livraison prévue début 2018**,

- réalisation du **parking transitoire de surface IDDAC** situé sur la commune du Bouscat **mis en exploitation en novembre 2016,**
- lancement du concours de maitrise d'œuvre sur le **parking Grand Parc** d'une capacité d'environ 356 places,

- décision d'acquisition de 115 places sur **le parking Marie Brizard** pour restituer des places de surface dans le cadre de la ligne D du tramway.

Ainsi, à fin 2016, Parcub est engagé juridiquement pour construire 4 nouveaux parkings sur la période 2017 / 2018 (Parc de la Grande Salle de Spectacle, Paludate, Amédée Saint Germain et Grand Parc).

A noter : A date de rédaction du rapport, le parking Paludate St Jean réalisé en maîtrise d'ouvrage de Parcub Bordeaux Métropole, d'une capacité de 566 places a été mis en service le 1er mars 2017.
Parcub Bordeaux Métropole a également repris 3 parkings jusque-là gérés par la Société des Grands Garages et Parkings de Bordeaux (SGGPB) dans le cadre d'une délégation de service public (DSP).

3.1.3 Le Service public industriel et commercial : le stationnement

1. Le compte de résultat de la régie Parcub Bodeaux Métropole : l'exploitation de l'activité stationnement

Comparatif compte de résultat					
En K€	**2014**	**2015**	**2016**	***En K€***	***En %***
Produits courants non financiers	***15 486***	***15 394***	***16 093***	***699***	***4,54%***
Impôts et taxes reçues	0	0	0	*0*	*0,00%*
Dotations et subventions reçues	0	0	0	*0*	*0,00%*
Produits de services	13 810	14 048	14 742	*694*	*4,94%*
Autres produits	1 676	1 346	1 351	*5*	*0,36%*
Transferts de charges	0	0	0	*0*	*0,00%*
Charges courantes non financières	***14 228***	***15 653***	***14 996***	***-657***	***-4,20%***
Traitements, salaires, charges sociales	5 932	6 493	6 229	*-264*	*-4,07%*
Achats et charges externes	3 544	3 286	3 630	*344*	*10,46%*
Dotations aux amortissements et provisions	3 437	4 192	3 718	*-474*	*-11,30%*
Autres charges	1 316	1 682	1 419	*-263*	*-15,62%*
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**1 258**	**-259**	**1 097**	***1 356***	***-523,86%***
Produits courants financiers	11	5	14	*9*	*163,65%*
Charges courantes financières	0	0	0	*0*	*0,00%*
RESULTAT COURANT FINANCIER	**11**	**5**	**14**	***9***	***163,65%***
RESULTAT COURANT	**1 269**	**-254**	**1 111**	***1 365***	***-538,26%***
Produits exceptionnels	762	642	579	*-63*	*-9,88%*
Charges exceptionnels	21	68	374	*306*	*449,52%*
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**741**	**574**	**205**	***-369***	***-64,31%***
IMPÔTS SUR LES BENEFICES	675	0	0	*0*	*0,00%*
Résultat Net	***1 335***	***321***	***1 316***	***995***	***310,08%***

Le chiffre d'affaires 2016 (produits de services) de Parcub Bordeaux Métropole augmente de + 4.94 % en passant de 14 048 K€ en 2015 à 14 742 K€ en 2016.

En €	2014	2015	2016	Var en €	Var en %
Décomposition du chiffre d'affaires :	**13 809 778**	**14 048 207**	**14 742 095**	**693 888**	**4,94%**
* Abonnés	5 721 799	5 454 662	5 753 067	298 405	5,47%
* Horaires	7 462 925	7 996 233	8 552 629	556 396	6,96%
* Refacturation de charges à la fourrière	519 424	384 939	417 918	32 979	8,57%
* Remboursement de charges trentenaires	105 630	179 230	12 536	-166 695	-93,01%
* Remboursement formation		33 143	5 946	-27 198	-82,06%
= Produits de services	**13 809 778**	**14 048 207**	**14 742 095**	**693 888**	**4,94%**

Les recettes horaires augmentent de 6.96% par rapport à 2015 et s'expliquent par l'augmentation de la fréquentation notamment sur les parcs de l'hypercentre ainsi que par l'augmentation de l'activité horaire du parking Saint-Jean.
La tarification au quart d'heure s'applique depuis le 1 janvier 2016 et ses impacts se mesurent donc sur les résultats 2016.
La mesure de l'impact du changement de tarification avec le passage au quart d'heure n'a pas été étudiée faute de production de ces informations.

Les recettes abonnées augmentent de + 5,47% alors même que les tarifs des abonnements n'ont pas été réévalués.
Le nombre d'abonnés résidents n'a cessé d'augmenter depuis la création de la régie et repart à la hausse après 2 années de stagnation.
Au 31 décembre 2016, 352 nouveaux abonnements ont été souscrits par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'explique par la mise en service des parkings Bègles les Sécheries, IDDAC et Beaujon qui comptabilisaient 337 abonnés au 31 décembre 2016.
Le nombre d'abonnés résidents représente un tiers du total des abonnés.
Les abonnés non-résidents (permanents), y compris les conventions longue durée ou amodiations, baissent régulièrement depuis 12 ans. Cependant il est important de signaler que la baisse entre 2015 et 2016 est la plus faible constatée depuis la création de la régie soit – 0.3% par rapport à 2015 (à périmètre constant).

A noter l'existence de recettes de refacturations de charges au service public administratif de la fourrière : pour 2016 le montant de refacturation atteint 418 K€ soit une augmentation de 34 K€ par rapport à 2015 (384 K€), le détail de cette refacturation est analysé au niveau du Service Public Administratif de la Fourrière.

Les **autres produits** sont stables +0,36% en passant de 1 346 K€ en 2015 à 1 351 K€ en 2016. Ces autres produits sont essentiellement constitués de la redevance perçue au titre de « l'une heure trente de gratuité » sur le parc Mériadeck, de la reprise de provision pour grosses réparations et de remboursements de frais.

Ainsi, **les produits courants d'exploitation** augmentent globalement de + 699 K€ (soit + 4,54%) entre 2015 et 2016.

Concernant les **charges courantes non financières**, elles diminuent de - 657 K€ soit – 4,2%. Cette variation s'explique par :

Les charges de personnel de la régie diminuent de – 264 K€ soit – 4,07 %.
Cette baisse s'explique pour 167 K€, par le remboursement de 428 K€ correspondant aux indemnités journalières liées aux absences pour longue maladie dont le solde atteignait 261 K€ en 2015, pour 49 K€ par la baisse du montant de l'intéressement et pour 36 K€ par la baisse des cotisations URSSAF (Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales).

Les achats et charges externes augmentent quant à eux de 344 K€, soit + 10,46 % entre 2015 et 2016.
Cette hausse s'explique principalement par l'effet cumulé des variations suivantes :
L'augmentation du poste Maintenance automatisme et informatique de 146 K€, du poste assurances diverses pour 126 K€ et du poste honoraires pour 109 K€. Ces hausses sont à rapprocher de l'augmentation de l'activité en termes de nouveaux programmes.
De plus, une augmentation du poste intérimaire de 142 K€ est à souligner, celle-ci s'explique principalement par l'augmentation de l'activité et le remplacement des arrêts longue maladie qui ont généré des remboursements d'indemnités journalières (Cf. charges de personnel).
La baisse des postes électricité pour 59 K€, petit équipement électrique et électronique pour 27 K€, location de matériel pour 22 K€ et maintenance matériel industriel pour 66 K€. La baisse du poste électricité est la conséquence directe du remplacement de la première tranche des équipements d'éclairage.

Les variations des postes d'entretien et de maintenance comprennent les grosses réparations et sont à mettre en regard avec les variations du compte 781 « reprise de

provision pour grosses réparations ». En effet, leur variation n'a pas de réel impact sur le résultat de la régie puisque les années nécessitant de lourdes charges d'entretien et réparation, le niveau de reprise de provisions est également important afin de compenser l'augmentation de ces charges.

Les autres charges, qui sont plus précisément les impôts et taxes, passent de 1 682 K€ en 2015 à 1 419 K€ en 2016. Ceci représente une baisse de 263 K€ (- 15,62%) s'expliquant par la régularisation de la CFE au titre des années 2011 à 2014 pour 289 K€ sur l'exercice 2015.

Les dotations aux amortissements et provisions passent de 4 192 K€ en 2015 à 3 718 K€ en 2016, soit une baisse de - 474 K€ (- 11,3 %). Cette diminution se décompose en + 60 K€ de dotations aux amortissements *(1)* et - 534 K€ de dotation aux provisions pour grosses réparations *(2)*.

(1) : Le niveau des dotations aux amortissements s'élève à 3 468 K€ pour 2016.

Calcul Taux d'Obsolescence			
En €	*2014*	*2015*	*2016*
Comptes 28 - Cumul des amortissements	87 975 622	91 365 958	94 824 553
Valeur Brute des Immobilisations	164 238 008	169 157 615	176 583 151
Taux d'obsolescence	53,57%	54,01%	53,70%

Le taux d'obsolescence des immobilisations atteint 53,7% ce qui signifie qu'en moyenne les parcs de stationnements gérés par Parcub Bordeaux Métropole, sont amortis pour plus de la moitié.

(2) : La provision pour grosses réparations s'établit à 1 486 K€ au 31/12/2016, niveau supérieur qu'en N-1 en prévision d'importants travaux de mise en conformité au titre de l'accessibilité des ERP aux personnes à mobilité réduite.

Au cours des dernières années, la provision pour grosses réparations évolue de la façon suivante :

PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS				
En K€	*Transferts activité à Parcub*	*2014*	*2015*	*2016*
PROVISIONS PR GROSSES REPARATIONS	**889**	**805**	**1 417**	**1 486**
+ Dotation pour grosses réparations		136	784	250
- Reprise pour grosses réparations		-441	-172	-180
Variation nette Dotation/Reprise		**-305**	**612**	**70**

Comme le mentionne le tableau ci-dessus, le niveau des dotations et des reprises de la Provision pour grosses réparations (PGR) peut varier de façon significative d'une année à l'autre et ainsi impacter mécaniquement le résultat dégagé par la régie.
En l'espèce, les écritures relatives à la PGR ont dégradé le résultat de 70 K€ pour 2016.
Cette PGR a pour but de piloter le programme d'entretien, de maintenance et de réhabilitation des parcs de stationnement de la régie.
Le niveau de la PGR doit être cohérent avec le plan de renouvellement qui n'a pas été transmis.

Au final, l'exercice 2016 dégage un résultat courant non financier de 1 111 K€, bien plus important que celui de l'année dernière principalement lié à l'effet de la provision pour grosses réparations PGR et à la baisse des charges de personnel.

Le résultat financier reste faible à hauteur de 14 K€ et est essentiellement constitué de produits financiers (rappel : Parcub Bordeaux Métropole n'a aucun emprunt).
Le résultat exceptionnel atteint 205 K€ soit une baisse de 369 K€ par rapport à 2015. Il est composé de la quote-part des subventions d'investissement virées au résultat pour un montant de 540 K€ et 373 K€ de charges exceptionnelles (340 K€ de charges exceptionnelles sur opérations de gestion correspondant en grande partie à une régularisation de la taxe professionnelle sur 2014 et de 33 K€ de titres annulés sur exercices antérieurs).

Enfin, l'exercice 2016 est marqué par l'absence de charge d'Impôt sur les Société (IS) car Parcub Bordeaux Métropole a bénéficié d'un crédit d'impôt au titre du CICE pour un montant de 202 K€.
Pour autant, les lignes concernant ces deux natures d'impôt devraient apparaitre distinctement dans les comptes.

2. Quelques indicateurs financiers

Cette partie consiste à analyser quelques indicateurs financiers visant à s'assurer de l'équilibre budgétaire de la régie Parcub Bordeaux Métropole, du suivi de la chaîne de l'épargne et des ratios liés à l'investissement au cours des cinq dernières années.

2.1. L'équilibre budgétaire

D'après la vue d'ensemble du compte administratif de la régie Parcub Stationnement, **l'équilibre budgétaire** est assuré à hauteur de 11 980 K€ avec un solde de la section d'exploitation de 5 671 K€ et un solde de la section d'investissement de 6 308 K€.

2.2. La chaîne de l'épargne

L'**Epargne Brute** (EB, calculée ci-après), est un indicateur permettant d'évaluer la capacité de la régie à voter son budget en équilibre. Elle se calcule en prenant les recettes réelles de fonctionnement retraitées (des éléments ayant un caractère exceptionnel) moins les dépenses réelles de fonctionnement retraitées. Le taux d'EB qui en est déduit, traduit l'information suivante : "*au titre de l'année 2016, la régie Parcub est à même d'épargner sur son cycle de fonctionnement 28,19% de ses recettes courantes*".

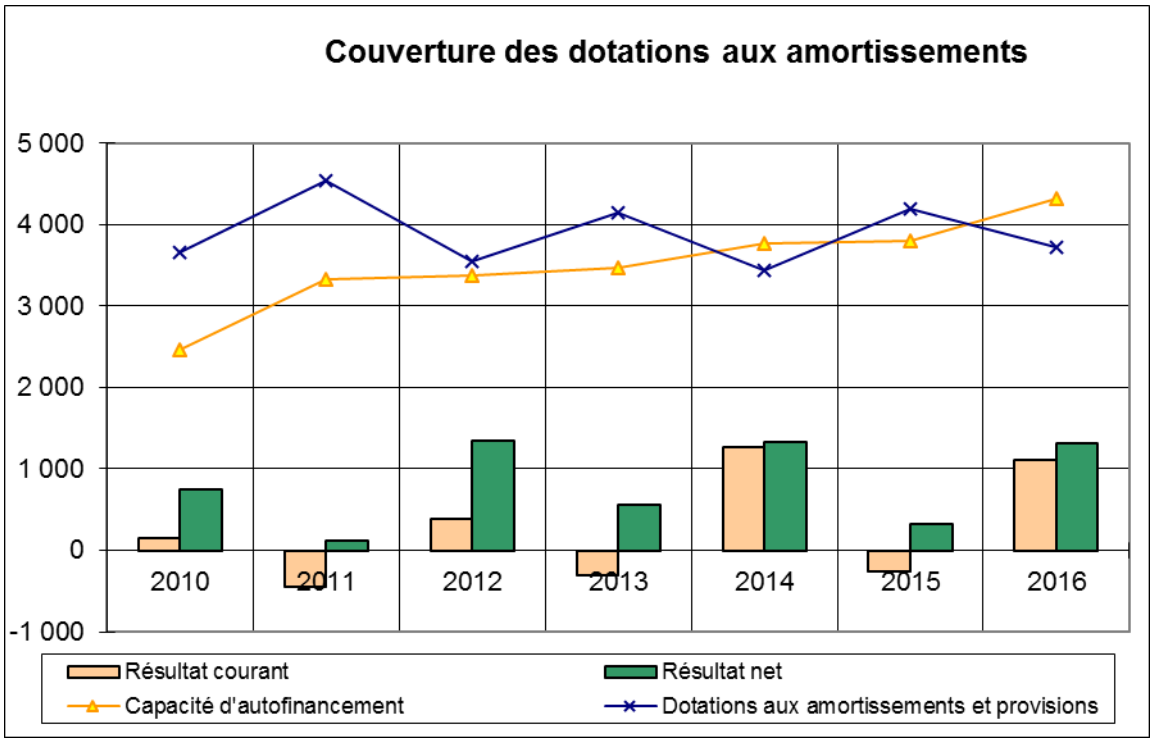
L'analyse de l'Epargne de Gestion et l'Epargne Nette n'est pas significative dans la mesure où Parcub n'est pas endetté et n'a contracté aucun emprunt.

Ainsi, l'Epargne Brute dégagée constitue, avec les autres ressources d'investissement et l'emprunt, les modes de financement d'un programme d'investissement qui peut devenir de plus en plus significatif dans les années à venir.

En €	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes réelles de fonctionnement RETRAITEES =	**14 311 966**	**15 262 005**	**15 734 195**	**15 634 076**	**16 501 691**
Progression	*-0,94%*	*6,64%*	*3,09%*	*-0,64%*	*5,55%*
Recettes réelles de fonctionnement RETRAITEES (hors opérations d'ordre)=	14 329 984	15 318 623	15 929 238	15 734 742	16 537 894
- # 7718 aut. Opé excep s/ opé gest°	-7 444	-56 618	-195 043	-100 638	-31 089
- # 773 mandats annulés	-10 574	0	0	-28	-5 113
- # 774 Subvention exception					
- # 775 Produits de cession d'actifs	0	0	0	0	0
En €					
Dépenses réelles de fonctionnement RETRAITEES :	**10 934 282**	**11 753 012**	**12 143 632**	**11 865 932**	**11 850 217**
Progression	*-0,33%*	*7,49%*	*3,32%*	*-2,29%*	*-0,13%*
Dépenses réelles de fonctionnement (hors opérations d'ordre)	10 957 551	11 853 653	12 165 005	11 933 989	12 223 754
- # 6718 Autres charges except sur opérations de gestion	-21 676	-98 564	-21 372	-68 057	-340 262
- # 673 titres annulés	-1 593	-2 077	0	0	-33 275
EPARGNE BRUTE RETRAITEE	**3 377 684**	**3 508 993**	**3 590 563**	**3 768 144**	**4 651 474**
TAUX D'EPARGNE BRUTE	**23,60%**	**22,99%**	**22,82%**	**24,10%**	**28,19%**
Dotations aux amortissements	**3 522 533**	**3 466 596**	**3 300 790**	**3 407 865**	**3 468 326**
EPARGNE BRUTE APRES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	**-144 849**	**42 397**	**289 773**	**360 280**	**1 183 148**
Tx EB = 7 % --> Zone Rouge : Très Préoccupant					
Tx EB = 10 % --> Zone Orange : Zone d'alerte					
Tx EB = 12 % et + --> Zone verte : Satisfaisant					

Cependant la structure financière de Parcub Bordeaux Métropole met en avant que la régie doit porter de lourds investissements nécessitant des amortissements. Chaque année, Parcub Bordeaux Métropole doit absorber une dotation aux amortissements d'environ 3,4 M€. Cela est cohérent avec la nature de l'activité de parcs de stationnement.

Le graphique ci-dessous démontre que Parcub Bordeaux Métropole tend à pouvoir assurer la **couverture de ses dotations aux amortissements** depuis 2010, notamment grâce à sa capacité d'autofinancement (CAF).



Structurellement, si Parcub Bordeaux Métropole emprunte pour réaliser des investissements, l'Epargne Brute risque d'être insuffisante.

Toutefois, le Plan à moyen terme (PMT) de la régie Parcub Bordeaux Métropole devrait mettre en évidence une CAF suffisante pour couvrir le volume de ses investissements, le PMT n'ayant pas été fourni à date de rédaction du rapport.

2.3. Ratios liés aux investissements

Parcub Bordeaux Métropole a terminé son programme de réhabilitation mais continue à améliorer le confort de ses parcs de stationnement (création d'ascenseurs, reprise de l'éclairage…).

A compter de 2012, Parcub Bordeaux Métropole s'engage dans une phase de développement en s'impliquant dans des projets de construction de nouveaux parcs de stationnements (Bègles sècheries, OIN Euratlantique, Grande Salle de Spectacle, Grand Parc/Bordeaux Nord, Iddac…).

BILAN Parcub			
ACTIF En K€	*2014*	*2015*	*2016*
Immobilisations incorporelles nets	60	41	108
Immobilisations corporelles nets	**76 202**	**77 750**	**81 651**
Terrains	623	623	1 292
Constructions	71 363	68 836	66 321
Réseaux et installations de voiries et réseaux divers	3 462	3 151	2 901
Immobilisations corporelles en cours	524	4 936	10 893
Autres immobilisations corporelles	230	205	243
Immobilisations financières			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**76 262**	**77 792**	**81 759**
Stocks	186	144	145
Créances	3 048	4 356	7 515
Valeurs mobilières de placement	0	0	0
Disponibilités	20 090	19 711	18 188
Autres actifs circulant		65	50
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**23 323**	**24 276**	**25 898**
Comptes de régularisations	32	7	7
TOTAL ACTIF	***99 618***	***102 074***	***107 663***

BILAN Parcub			
PASSIF En K€	*2014*	*2015*	*2016*
TOTAL FONDS PROPRES	**92 525**	**92 306**	**93 432**
Dotations	0	0	0
Fonds globalisés	0	0	0
Réserves	0	0	0
Différences sur réalisations d'immos	0	0	0
Report à nouveau	2 771	4 107	4 428
Résultat de l'exercice	1 335	321	1 316
Subventions transférables	11 697	11 157	10 967
Subventions non transférables			0
Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	76 722	76 722	76 722
Autres fonds propres	0	0	0
PROVISIONS PR RISQUES ET CHAI	**805**	**1 417**	**1 486**
Dettes financières à long terme	0	0	0
Dettes à court terme	**6 231**	**7 609**	**12 627**
Fournisseurs	982	2 193	2 123
Autres dettes à court terme	5 250	5 416	10 504
TOTAL DETTES	**6 232**	**7 609**	**12 627**
Comptes de régularisations	56	742	118
TOTAL PASSIF	***99 618***	***102 074***	***107 663***

Les dépenses d'investissement de 2016 s'élèvent à 11 656 K€, dont 10 936 K€ de dépenses d'équipement qui se décomposent principalement de la façon suivante :

- 6 974 K€ d'immobilisation en cours : il s'agit principalement de la construction et des installations du projet Bègles Sècheries et du parc Paludate,
- 2 483 K€ relatif au projet de parcs de la ligne D (le parc Beaujon),
- 1 274 K€ d'immobilisations corporelles, dont 670 K€ pour l'acquisition du terrain Paludate, 301 K€ correspondant principalement aux travaux d'optimisation d'éclairage et 203 K€ de matériel de péage.

La section d'investissement dégage un résultat déficitaire de – 3 278 K€ au titre de l'année 2016, ce qui porte l'excédent des investissements reportés à 7 957 K€ au 1er janvier 2017.

On note également que la **trésorerie est toujours importante et pèse 18,2 M€** au 31 décembre 2016. La baisse de cette trésorerie de 1 523 K€ par rapport au 31/12/2015 provient des investissements de l'année en partie couvert par la Capacité d'Autofinancement de la régie qui s'élève au titre de l'année 2016 à 4 314 K€.

D'après les **indicateurs financiers** ci-dessous, liés aux investissements et au financement de ces derniers, la régie Parcub Bordeaux Métropole a, au cours des 2 dernières années augmenté ses investissements de manière conséquente puisque son effort d'investissement est en effet passé de 34% en 2015 à 66% en 2016.

L'année 2016 est marqué par un effort prononcé en matière d'investissements d'où un ratio « Effort d'investissement » qui atteint 66 %.

Structure de financement - Levier de financement							
En K€	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
Dépenses d'équipement + dép de fonct non réccurrentes retraitées	**1 339 184**	**1 511 807**	**694 390**	**1 240 139**	**1 102 430**	**5 299 459**	**10 936 192**
Utilisation du fonds de roulement : levier de financement	**2 466 538**	**3 477 016**	**3 377 684**	**3 508 993**	**3 590 563**	**3 768 144**	**5 001 474**
Epargne brute (autofinacement)	2 466 538	3 477 016	3 377 684	3 508 993	3 590 563	3 768 144	4 651 474
Endettement net (dette nlle - K de la dette remb)	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'invest (FCTVA, SUBV équipement, TLE…)	0	0	0	0	0	0	350 000
Recettes de fonctionnement non réccurrentes retraitées	0	0	0	0	0	0	0
Ecart doit correspondre à la variation du Fonds de Roulement	**1 127 354**	**1 965 209**	**2 683 294**	**2 268 853**	**2 488 133**	**-1 531 315**	**-5 934 718**
Effort d'investissement = Invest hors dette / Recettes réelles de fonct	**10%**	**10%**	**5%**	**8%**	**7%**	**34%**	**66%**
Taux d'autofinancement = Epargne Brute / Invest hors dettes	**184%**	**230%**	**486%**	**283%**	**326%**	**71%**	**43%**

En effet, le tableau ci-dessus peut-être illustré de la façon suivante : "*pour 2016, les 10 936 K€ d'investissements ont été financés par l'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement de 4 651 K€, par 0 K€ d'endettement net et par 350 K€ de recettes d'investissements (subvention d'équipement …)*". Le delta vient s'imputer sur les excédents reportés des années passées.
La capacité de la régie à investir est effectivement exploitée, tout en respectant l'équilibre budgétaire : la section de fonctionnement doit être en mesure de dégager une Epargne Brute suffisante pour rembourser le capital de la dette et donc d'avoir une épargne nette positive (Principe d'Equilibre).

3.1.4 Le Service public administratif : la fourrière

Depuis le 1er janvier 2011, la gestion de la fourrière (Service public administratif) a été transférée à Parcub Bordeaux Métropole, conformément à la délibération communautaire n°2010/0855 du 26 novembre 2010.

L'année 2011 et 2012 ont été des années de transition puisque la gestion en configuration définitive n'a été effective qu'à compter du 1er novembre 2012. En effet, cette nouvelle gestion s'appuie sur l'utilisation des parkings Front du Médoc, 8 mai 1945 et Porte de Bordeaux ainsi qu'un site extérieur. Ainsi, l'année 2013 a été le premier exercice avec une exploitation en configuration définitive. Les exercices 2013, 2014 et 2015 sont donc comparables, exception faite de la capacité du parking du 8 mai 45 qui a été accrue pour les besoins du fonctionnement de la fourrière courant 2014.

En terme financier, ce transfert de gestion s'est traduit par la mise en place par la Communauté urbaine de Bordeaux d'une dotation initiale de 1 225 K€ sous forme d'avance remboursable au profit de la régie (versée en 2011), afin de financer les investissements de 1er établissement.
Depuis 2011, la régie Parcub Bordeaux Métropole a reversé 356 K€ en 2012 au titre de l'excédent 2011 et 69 K€ en 2014 au titre de l'excédent 2013.

Pour chaque service (SPIC et SPA), une comptabilité spécifique est tenue, selon l'instruction comptable M4 pour le SPIC et M14 pour le SPA, service de la fourrière.
Il va de soit qu'un certain nombre de moyens humains et matériels sont mutualisés afin d'optimiser les coûts d'exploitation de chaque service. La délibération Parcub du 1er mai 2010 reprend l'ensemble des règles applicables en matière de comptabilité analytique.

1. Le compte de résultat de la régie Parcub Fourrière

Au titre de l'année 2016, le compte de résultat du SPA Parcub - Fourrière s'établit comme suit :

Compte de résultat - Parcub Fourrière					
	2014	**2015**	**2016**	**Variation en K€**	**Var en %**
Produits courants non financiers	***2 607***	***2 426***	***3 030***	***604***	***24,91%***
Impôts et taxes reçues	0	0		0	0%
Dotations et subventions reçues	0	0		0	0%
Produits de services	2 607	2 426	2 781	355	15%
Autres produits	0	0	249	249	0%
Transferts de charges	0	0		0	0%
Charges courantes non financières	***2 138***	***2 633***	***2 694***	***60***	***2,29%***
Traitements, salaires, charges sociales	138	139	167	29	20,67%
Achats et charges externes	1 945	1 950	2 066	116	5,93%
Participations et interventions	0	0		0	0%
Dotations aux amortissements et provisions	48	524	144	-380	-73%
Autres charges	7	20	316	296	1464%
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**469**	**-208**	**336**	**544**	**-262%**
Produits courants financiers				0	0%
Charges courantes financières				0	0%
RESULTAT COURANT FINANCIER	**0**	**0**	**0**	**0**	**0%**
RESULTAT COURANT	**469**	**-208**	**336**	**544**	**-262%**
Produits exceptionnels	2	1		-1	-100%
Charges exceptionnels	156	69	19	-50	-72%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-154**	**-68**	**-19**	**49**	**-72%**
IMPÔTS SUR LES BENEFICES					
Résultat Net	***315***	***-276***	***317***	***594***	***-215%***
Nombre entrées de véhicules	14 858	14 031	15 641	1 610	11,47%
CA moyen par nombre d'entrées	175	173	178	5	2,85%

Le résultat de la section de fonctionnement du SPA fourrière s'élève à 317 K€ au 31 décembre 2016.

Le chiffre d'affaires du service public de la fourrière s'élève à 3 030 K€, soit une hausse de 24,91 % par rapport à l'année 2015 ; cette augmentation s'explique par l'effet combiné de la hausse du nombre d'entrées de véhicules de + 11,47 % avec la hausse du chiffre d'affaires moyen par entrée +2,85% ainsi que par la reprise de provisions pour créances douteuses de 249 K€.
Pour rappel, une dotation de 411 K€ pour créances douteuses a eu lieu en 2015.

Le tableau ci-dessous présente le détail des produits de services :

Compte de résultat - Parcub Fourrière					
	2014	2015	2016	Variation en K€	Var en %
Transactions payées	13	13	15	2	17,87%
Frais de transports	1 642	1 503	1 655	152	10,14%
Expertises	29	26	45	19	72,98%
Frais de gardiennage	296	298	304	6	2,07%
Férailles et casses	295	376	307	-69	-18,42%
Ventes aux domaines	96	121	57	-64	-52,75%
Total	2 372	2 336	2 383	47	2,01%
Total Chiffre d'Affaires	2 607	2 426	2 781	355	14,65%
Part du chiffre d'affaires analysés	91%	96%	86%	0	-11,03%

Les charges courantes non financières sont quasi stables puisqu'elles passent de 2 633 K€ en 2015 à 2 694 en 2016 soit une augmentation de 2,29%.

La charge la plus significative correspond à la prestation de service transport qui pèse presque 50 % dans les charges d'exploitation ; cette charge évolue en cohérence avec le niveau d'activité.

Les refacturations de charges du SPIC au SPA continuent à augmenter en passant de 462 K€ en 2015 à 478 K€ en 2016, soit + 16 K€.

Le détail des variations sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	VARIATION
Charges réparties	117 455	116 090	146 470	156 895	10 425
Service technique	1 616	1 688	1 811	1 739	-72
Finances	10 760	12 184	12 836	9 507	-3 329
Salaires FM	94 503	107 300	99 291	126 393	27 102
Lavages	4 667	49 453	48 496	48 606	110
Exploitation	5 446	5 249	5 753	6 026	273
Intervention	8 018	8 174	8 343	9 160	817
Direction	19 751	19 594	20 719	21 050	331
RH+Marchés	8 545	8 727	12 392	7 083	-5 309
Fournitures magasin	1 701	1 161	1 161	2 371	1 210
Timbres Poste	10 200	19 185	19 185	4 048	-15 137
Assurances	5 950	6 403	6 655	7 021	366
TOTAL HT	288 611	355 209	383 114	399 899	
TVA 19,6% puis 20%	56 568	71 042	76 623	79 980	
TOTAL TTC	345 178	426 251	459 737	479 879	
SPA - Compte 62878 Refacturation Charges SPIC T	345 178	426 826	461 927	477 689	
SPIC - Compte 7087 Remboursement de frais HT	288 611	355 209	384 939	417 918	
ECART en HT	0	0	1 825	18 019	

Les charges à répartir augmentent de + 10 K€ et correspondent à la refacturation de l'eau, l'électricité, la sous traitance, l'entretien des constructions, la maintenance, frais de télécommunications et taxes foncières.

La réciprocité des refacturations entre le SPA et le SPIC a été vérifiée de façon satisfaisante. Le personnel mutualisé représente 230 K€ en 2016 (somme des cellules orangées).

Analyse de la cohérence des charges de personnel :

Du fait de la mutualisation de certains postes et de refacturation entre le SPIC et la SPA, les charges de personnel sont dispersées :

En €	2011	2012	2013	2014	2015	2016
012 Charges de personnel (interim + salaire)	375 191	305 753	196 398	216 981	234 223	229 381
Charges de personnel non facturées en 2012 mais en 2013 en except		92 488				
Part du personnel refacturation # 62878			195 305	212 370	209 642	229 564
TOTAL Charges de personnel =	**375 191**	**398 240**	**391 703**	**429 351**	**443 865**	**458 945**
Total dépenses de fonctionnement hors éléments exceptionnels	1 514 694	1 668 830	2 213 262	2 138 471	2 633 482	2 693 705
Charge de personnel / Total des dépenses de fonctionnement retraitées	24,77%	23,86%	17,70%	20,08%	16,85%	17,04%

Légère augmentation des charges de personnel du fait de nombreux arrêts de travail compensés par des prêts de personnel du SPIC d'où une augmentation de refacturation.

2. Les investissements de la régie Parcub Fourrière

BILAN Parcub - Fourrière						
ACTIF En K€	*2011*	*2012*	*2013*	*2014*	*2015*	*2016*
Immobilisations incorporelles nets	6	6	35	32	2	
Immobilisations corporelles nets	**741**	**1 354**	**1 702**	**1 733**	**1 653**	**1 578**
Terrains		334	329	322	315	311
Constructions	335	506	577	562	545	529
Réseaux et installations de voiries et réseaux divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Autres immobilisations corporelles	406	513	796	849	792	738
Immobilisations financières	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**747**	**1 360**	**1 737**	**1 765**	**1 655**	**1 578**
Stocks						
Créances	448	486	657	842	445	578
Valeurs mobilières de placement						
Disponibilités	901	528	182	235	641	454
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**1 349**	**1 014**	**839**	**1 077**	**1 086**	**1 032**
Comptes de régularisations						
TOTAL ACTIF	*2 096*	*2 374*	*2 577*	*2 842*	*2 741*	*2 610*

BILAN Parcub - Fourrière						
PASSIF En K€	*2011*	*2012*	*2013*	*2014*	*2015*	*2016*
TOTAL FONDS PROPRES	**1 700**	**1 840**	**1 943**	**2 259**	**1 982**	**2 299**
Dotations	1 225	1 225	1 225	1 225	1 225	1 225
Fonds globalisés						
Réserves			460	512	540	540
Différences sur réalisations d'immos						
Report à nouveau		475	154	206	493	217
Résultat de l'exercice	475	140	104	315	-276	317
Subventions transférables						
Subventions non transférables						
Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant						
Autres fonds propres						
PROVISIONS PR RISQUES ET CHARGES				**0**	**0**	**0**
Dettes financières à long terme				**0**	**0**	**0**
Dettes à court terme	**396**	**534**	**633**	**582**	**759**	**310**
Fournisseurs	345	473	167	445	757	294
Autres dettes à court terme	51	61	466	137	2	16
TOTAL DETTES	**396**	**534**	**633**	**582**	**759**	**310**
Comptes de régularisations	0	0		1	0	1
TOTAL PASSIF	*2 096*	*2 374*	*2 577*	*2 842*	*2 741*	*2 610*

Il n'y a eu pratiquement aucune dépense d'investissement au titre de l'année 2016 (3 K€).

Les investissements réalisés de 2011 à 2014 ont été financées pour partie par la dotation de 1 225 K€ versée par la Communauté urbaine de Bordeaux en 2011, sous forme d'avance remboursable par la régie et par autofinancement du SPA Fourrière.

La section d'investissement dégage un résultat positif de 78 K€ au titre de l'année 2016, auquel s'ajoute l'excédent de la section d'investissement reporté de + 109 K€.

Enfin, l'équilibre budgétaire est assuré pour 2016 avec un excédent de 317 K€, celui –ci s'explique en partie par la reprise de provisions pour créances douteuses (+249 K€) compensée par la dotation de 63 K€ pour 2016, soit un impact résultat de +186 K€.

Depuis la reprise du service en 2011, si les dépréciations de créances douteuses avaient été comptabilisées chaque année, et non en intégralité en 2015, le résultat aurait été en moyenne positif de 150 K€ par an.

3.2 Analyse économique et financière de la DSP BP3000

1. Résumé

BP3000 gère 5 parcs de stationnement dans le centre-ville de Bordeaux dont la politique tarifaire est décidée par délibération métropolitaine. La tarification au quart d'heure a nécessité la mise en place de nouvelles grilles dont l'impact est entier sur l'exercice 2016.
Par ailleurs, le fait marquant de l'exercice est le changement d'actionnariat de cette délégation le 20 décembre 2016. BP 3000 a été cédée à Urbis Park Infrastructures, elle-même filiale de Transdev Stationnement pour 10% et de Mirova pour 90%(groupe Caisse d'Epargne).
Les indicateurs financiers sont à la hausse par rapport à l'exercice précédent, notamment en raison de la baisse des frais financiers sur emprunt, ce dernier a été remboursé dans le cadre du changement d'actionnariat. La dette est constituée d'un emprunt groupe Urbis Park Infrastructures.
Le comparatif de plan d'affaires prévisionnel avec le réalisé en cumulé depuis le début de la délégation met en exergue un retard sur le résultat d'exploitation de plus de 50%.

2. Préambule

2.1 Historique du contrat

L'objet de la concession « BP 3000 » est d'assurer la réalisation et l'exploitation de quatre nouveaux parcs de stationnement situés sur les places de Bourse, J. Jaurès, Salinière et André Meunier ainsi que la réhabilitation et l'exploitation du parc Tourny.
La convention de concession a été notifiée le 29 juin 2000 pour une durée de 42 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2042).
Le délégataire est chargé de la réalisation et du financement de l'ensemble des travaux relatifs aux parcs de stationnement tels que la construction, le renouvellement, la rénovation, les grosses réparations et l'entretien courant.

Depuis le début de cette délégation, 5 avenants ont été signés :

- Avenant 1 signé le 27 décembre 2006 : il reprend le protocole d'accord traduisant la fin du contentieux opposant La Cub, devenue Bordeaux Métropole au 1er janvier 2015, à son délégataire BP 3000. Il porte notamment sur la prise en compte de la nouvelle composition du capital de BP3000, une indemnisation des travaux supplémentaires, la compensation de pertes d'exploitation, la modification du nombre de places, modification de la grille tarifaire, principe de révision quinquennale…

- Avenant 2 signé le 22 octobre 2010 a pour objet de définir les conditions techniques et financières de la réalisation du parc André Meunier, d'entériner le plan management qualité et la charte graphique et de valider la grille tarifaire et ses conditions d'actualisation.

- Avenant 3 signé le 28 décembre 2015 a pour objet la modification des tarifs initiaux et de la grille tarifaire de référence dans le cadre du passage à la tarification au quart d'heure. Cette réglementation est entrée en vigueur au 1er juillet 2015 et a été adoptée en conseil de la Métropole le 18 décembre 2015.

En revanche, elle ne s'est appliquée à la société BP3000 qu'à compter du 1er janvier 2016.

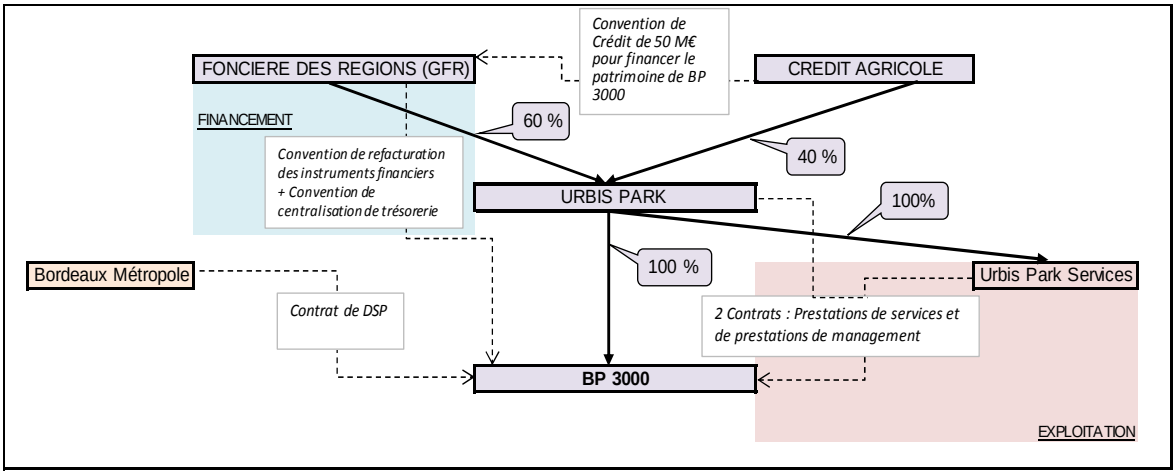
- Avenant 4 signé le 25 mars 2016 a pour objet d'autoriser la mise en œuvre d'un projet d'évolution de l'actionnariat du Délégataire et la conclusion d'un contrat de prestations de services. Il intègre également l'ajustement apporté à la garantie contractuelle octroyée par Urbis Park à Bordeaux Métropole.
  Cet avenant validé au conseil métropolitain de décembre 2015 n'a pas été mis en œuvre dans son intégralité ; courant 2016, le délégataire a informé Bordeaux Métropole de la modification du projet de cession des actions d'Urbis Park dans le cadre d'un nouveau projet avec Transdev, complémentaire au premier : ce qui a donné lieu à un avenant n°5 (ci-dessous).

- Avenant 5 signé le 9 décembre 2016 a pour objet de permettre la mise en œuvre d'un projet complémentaire d'évolution du capital social de Urbis Park Infrastructures, future maison mère du délégataire et de Urbis Park Services, prestataire de services du délégataire ainsi que les ajustements induits sur le projet de contrat de prestations de services approuvés. Par ailleurs, celui-ci intègre la modification apportée à la garantie contractuelle octroyée par Urbis Park à Bordeaux Métropole.

2.2 Actionnariat

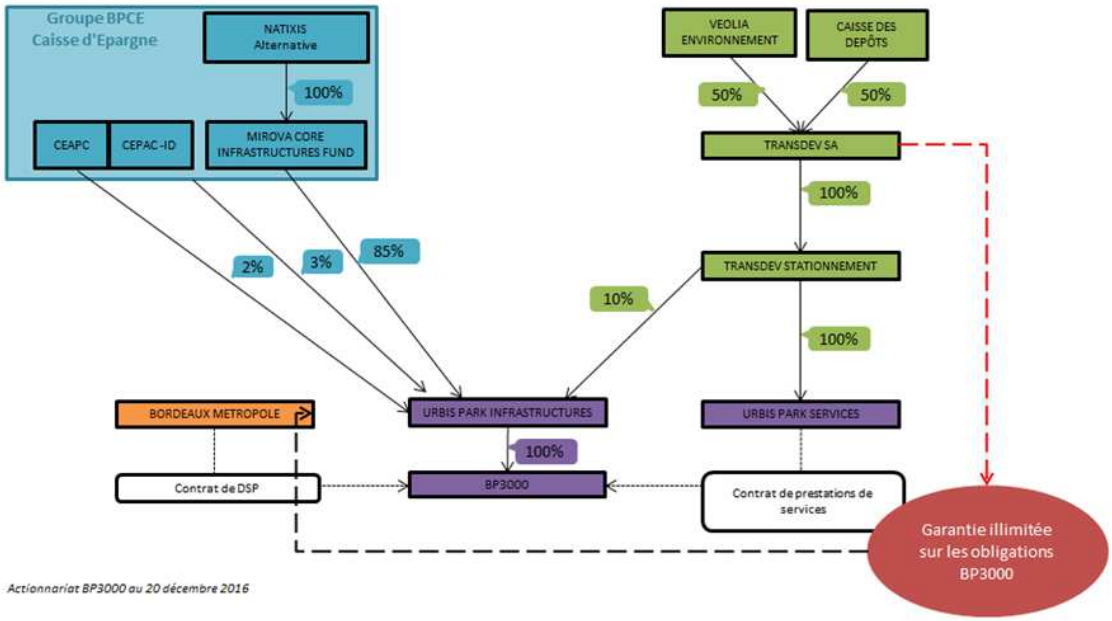
Pour mémoire, au cours de l'année 2006, la société BP3000 a changé d'actionnaire ; le groupe Fayat a cédé ses actions à la société Parcs GFR, ayant changé de dénomination en 2010 pour Urbis Park.

Au 31 décembre 2015, l'actionnariat de la société BP 3000 et les liens contractuels inter-filiales se présentaient de la façon suivante : (l'avenant 4 n'a pas été mis en œuvre au 31 décembre 2015).



Actionnariat et relation contractuelle 2006-2015

Au 31 décembre 2016, tant les actionnaires que les liens contractuels ont été modifiés et sont désormais comme suit :



Ainsi la société dédiée BP3000 a été cédée à Urbis Park infrastructures (100%), cette dernière étant détenue à hauteur de 10% par Transdev Stationnement et à 90% par le groupe BPCE Caisse d'Epargne composé de Mirova, CEPAC-ID et CEAPC.
Concomitamment, Urbis Park Services a été cédée à Transdev Stationnement (100%).

2.3 Contrôles financiers

Les sources d'informations utilisées dans cette analyse sont le rapport annuel d'activité 2016 transmis par le délégataire, ainsi que les bilan, compte de résultat, annexe des comptes sociaux, liasse fiscale, balance générale de l'exercice clos au 31 décembre.

Le rapport qui suit a pour objectif de présenter une analyse synthétique de la situation financière de la société BP 3000 pour l'année 2016 à travers l'analyse de son compte de résultat analytique, l'analyse de la structure globale du bilan et une analyse comparative des données financières réalisées par rapport au compte d'exploitation prévisionnel de la concession démontrant l'évolution de l'économie globale du contrat.

3. Analyse des comptes au titre de l'année 2016

3.1 Le compte de résultat

Il s'agit de la présentation du compte de résultat correspondant à la liasse fiscale. Elle diffère de la présentation analytique du délégataire.
La principale différence porte sur le poste « transfert de charges » :

- La liasse fiscale inclut tant ceux d'exploitation que ceux liés aux remboursements d'assurance pour sinistres.
- Le compte de résultat analytique, quant à lui, inclut dans le chiffre d'affaires les remboursements liés aux sinistres du parc Salinière (142 K€ sur 201 K€). Ceux liés à l'exploitation sont inclus dans le poste « impôts et taxes », car relatifs à un dégrèvement de taxe foncière (238 K€ sur 265 K€).

En €	2014	2015	2016	Var 2016/2015 en €	Var 2016/2015 en %
Chiffre d'affaires	**9 669 656**	**10 295 502**	**10 712 185**	*416 683*	*4,05%*
Reprises de provisions pour risques et charges	10 000	5 000	0	*-5 000*	*-100,00%*
Transferts de charges	213 069	23 725	466 279	*442 554*	*1865,36%*
Produits divers de gestion courante		16	11	*-6*	*-34,58%*
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**9 892 725**	**10 324 243**	**11 178 475**	*854 231*	*8,27%*
Autres Achats et charges externes	**2 834 370**	**2 820 189**	**2 979 488**	*159 299*	*5,65%*
Impôts et taxes	**703 849**	**670 719**	**698 757**	*28 038*	*4,18%*
Salaires et charges sociales	**0**	**0**	**0**	*0*	
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE ou EBITDA)	**6 354 507**	**6 833 335**	**7 500 230**	*666 895*	*9,76%*
Dotations et Provisions	**1 964 169**	**2 011 311**	**2 048 649**	*37 337*	*1,86%*
Autres charges (#65)	2 236 113	2 236 116	2 235 840	*-276*	*-0,01%*
dont amort. caducité		*2 186 032*	*2 185 756*	*-277*	*-0,01%*
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**7 738 500**	**7 738 335**	**7 962 733**	*224 398*	*2,90%*
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 154 225**	**2 585 908**	**3 215 742**	*629 834*	*24,36%*
RESULTAT FINANCIER	**-1 323 948**	**-1 251 790**	**-962 142**	*289 648*	*-23,14%*
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**131 655**	**400 745**	**370 314**	*-30 431*	*-7,59%*
Participation	0				
IS	0	132 646	270 652	*138 006*	*104,04%*
Résultat net	**961 932**	**1 602 217**	**2 353 262**	*751 045*	*46,88%*

Ainsi le compte de résultat analytique, présentation préférentielle dans ce présent rapport afin de se rapprocher du compte rendu technique et financier du délégataire, est le suivant et est commenté ci-après.

En K€	2013	2014	2015	2016	Var 2016/2015 en €	Var 2016/2015 en %
Recettes abonnements	2 404	2 467	2 659	2 723	65	2,43%
Recettes horaires	6 643	7 020	7 429	7 743	313	4,22%
Recettes amodiations	80	93	109	141	32	29,10%
Total recettes parking	**9 127**	**9 580**	**10 197**	**10 607**	**410**	**4,02%**
Recettes publicité	44	32	56	34	-22	-39,16%
Recettes charges amodiations	18	22	22	25	3	14,11%
Prestations hors groupe	0	0	0	0	0	
Recettes horodateurs voiries	0	9	0	0	0	
Locations diverses	48	32	38	63	25	66,67%
Produits des activités annexes	0	-5	-17	-17	1	-3,69%
Autres recettes	**111**	**90**	**99**	**105**	**7**	**7,03%**
Chiffre d'affaires	**9 238**	**9 670**	**10 296**	**10 712**	**417**	**4,05%**
Reprises de provisions pour risques et charges	2 299	10	5	0	-5	-100,00%
Transferts de charges	2 581	213	24	201	177	745,68%
Produits divers de gestion courante	0		0	0	0	-34,58%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**14 118**	**9 893**	**10 324**	**10 913**	**589**	**5,70%**
Part Abonnements dans le Chiffre d'affaires	26%	26%	26%	25%	0	-1,55%
Part Horaires dans le Chiffre d'affaires	72%	73%	72%	72%	0	0,16%
Charges de gestion des parcs	**1 204**	**864**	**729**	**851**	**122**	**16,74%**
Impôts et taxes	**2 962**	**704**	**671**	**433**	**-238**	**-35,44%**
Charges de personnel	**1 744**	**1 668**	**1 783**	**1 885**	**102**	**5,72%**
Charges indirectes de gestion courantes	**285**	**352**	**358**	**294**	**-64**	**-17,88%**
Total Charges d'exploitation hors amortissements	**6 195**	**3 588**	**3 541**	**3 463**	**-78**	**-2,20%**
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE ou EBITDA)	**7 923**	**6 305**	**6 784**	**7 450**	**666**	**9,82%**
Dotations aux amortissements (y.c caducité)	3 465	3 506	3 558	3 513	-45	-1,25%
Dotations pour charges à répartir	19	19	19	101	82	430,90%
Dotations aux provisions pour risques et charges	145	5	0	0	0	
Dotations aux provisions pour grosses réparations	613	621	621	621	0	0,00%
Dotations aux provisions pour renouvellement	238					
					0	
Dotations et Provisions	**4 480**	**4 151**	**4 197**	**4 234**	**37**	**0,88%**
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**10 675**	**7 738**	**7 738**	**7 697**	**-41**	**-0,53%**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**3 443**	**2 154**	**2 586**	**3 215**	**629**	**24,33%**
produits financiers	0	0	0	22	22	4367,46%
charges financières	2 439	1 324	1 252	984	-268	-21,40%
RESULTAT FINANCIER	**-2 439**	**-1 324**	**-1 252**	**-962**	**290**	**-23,14%**
produits exceptionnels	83	325	372	370	-2	-0,41%
charges exceptionnelles	122	193	-29	0	29	-100,00%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-39**	**132**	**401**	**370**	**-30**	**-7,59%**
Participation	0	0				
IS	0	0	133	271	138	104,04%
Résultat net	**965**	**962**	**1 602**	**2 353**	**750**	**46,83%**

3.1.1 Les produits d'exploitation

Les tableaux ci-après sont présentés de manière analytique comme dans le compte rendu du délégataire afin de faciliter les repérages. Les écarts éventuels par rapport à la comptabilité générale sont expliqués.

Les produits d'exploitation se composent principalement du chiffre d'affaires qui comprend les recettes de stationnement horaire (72%) et d'abonnement (25%) ainsi que les recettes dites d'amodiations pour les locations longues durées et plus accessoirement des autres recettes. En tout, Urbis Park met à disposition de la clientèle un total de 3 346 places, comme prévu au contrat.
En outre, les produits d'exploitation tiennent compte des reprises de provisions éventuelles, des transferts de charges et à la marge des produits divers de gestion courante.

Zoom sur les produits d'exploitation analytique de 2013 à 2016 :

En K€	2013	2014	2015	2016	Var 2016/2015 en €	Var 2016/2015 en %
Recettes abonnements	2 404	2 467	2 659	2 723	*65*	*2,43%*
Recettes horaires	6 643	7 020	7 429	7 743	*313*	*4,22%*
Recettes amodiations	80	93	109	141	*32*	*29,10%*
Total recettes parking	**9 127**	**9 580**	**10 197**	**10 607**	***410***	***4,02%***
Recettes publicité	44	32	56	34	*-22*	*-39,16%*
Recettes charges amodiations	18	22	22	25	*3*	*14,11%*
Prestations hors groupe	0	0	0	0	*0*	*#DIV/0!*
Recettes horodateurs voiries	0	9	0	0	*0*	*#DIV/0!*
Locations diverses	48	32	38	63	*25*	*66,67%*
Produits des activités annexes	0	-5	-17	-17	*1*	*-3,69%*
Autres recettes	**111**	**90**	**99**	**105**	***7***	***7,03%***
Chiffre d'affaires	**9 238**	**9 670**	**10 296**	**10 712**	***417***	***4,05%***
Reprises de provisions pour risques et charges	2 299	10	5	0	*-5*	*-100,00%*
Transferts de charges	2 581	213	24	201	*177*	*745,68%*
Produits divers de gestion courante	0		0	0	*0*	*-34,58%*
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**14 118**	**9 893**	**10 324**	**10 913**	***589***	***5,70%***
Part Abonnements dans le Chiffre d'affaires	26%	26%	26%	25%	*0*	*-1,55%*
Part Horaires dans le Chiffre d'affaires	72%	73%	72%	72%	*0*	*0,16%*

Les produits d'exploitation de la société BP 3000 au titre de l'année 2016, s'élèvent à 10 913 K€ contre 10 324 K€ pour 2015. L'augmentation est de presque 6%.
Cette augmentation s'explique tant par l'importance du poste « transfert de charges » à hauteur de 201 K€ (contre 24 K€ en 2015) en rapport aux remboursements d'assurances sur sinistre, que de l'augmentation des recettes parking (+410 K€ ou +4%). En effet, l'incendie qui a eu lieu dans le parc Salinière en janvier a fait l'objet d'un remboursement par les assurances (142 K€).

Les produits d'exploitation augmentent sensiblement (environ + 500 K€) chaque année depuis 2013 et ont dépassé la barre de 10 M€.
Pour mémoire, l'année 2013 avait été atypique avec environ 4,8 M€ de produits non récurrents dont 2,3 M€ de provisions pour litige sur la taxe foncière et 2,6 M€ de transferts de charges, majoritairement constitués de garantie de passif pour la taxe foncière. Ainsi les produits d'exploitation retraités atteignaient 9 M€.

Le chiffre d'affaires s'élève pour l'exercice 2016 à 10,7 M€ et devient le plus élevé depuis 2009.

Il augmente de 4% en comparaison à 2015 grâce notamment à la hausse des recettes horaires de 4,2% et de la hausse des recettes « abonnés » de 2,4 %. Quant aux recettes d'amodiations, elles augmentent de 29% mais comme elles ne pèsent dans le chiffre d'affaires que pour un peu plus de 1%, elles ne sont pas analysées. En effet, contractuellement les places dites d'amodiation sont autorisées au maximum pour 262 places dont 176 sont réparties de manière fixe par la collectivité.

Les chiffres du présent tableau coïncident avec ceux de la balance générale. En revanche, les tableaux qui présentent l'évolution des recettes horaires au sein du rapport annuel, émanent des remontées mensuelles des services d'exploitation. Ils diffèrent de la comptabilité générale en raison d'écarts dit de « cut-off » non pris en compte mensuellement.

Les sources d'écart sont principalement pour les recettes horaires des pré vendus, et pour les abonnements des corrections rétroactives d'annulation de contrat avec remboursement.
Ainsi dans la présente analyse seules les données issues de la balance générale et rapprochés du compte de résultat analytique sont retenues.

Le détail de chiffre d'affaires est analysé ci-après :

Le **chiffre d'affaires « horaire » ou "recettes horaires"** (en hausse de 4,2 %) est exclusivement influencé par les deux composantes de prix, ici la tarification et le volume appelé la fréquentation.
Les recettes horaires ont varié globalement de 4,2% Vs 2015. Par parcs de stationnements, elles ont évolué pour Bourse/Jaurès de + 4,2 %, pour Tourny de + 2,8 %, pour Salinière (cause incendie fermeture 70 jours) -10,6 % et pour Meunier + 56,4 %.

La tarification **:**
À compter de l'exercice 2016, la tarification aux quarts d'heures s'applique dans le respect de l'avenant n°3, c'est donc le premier exercice de plein impact de cette modification tarifaire.

Concernant la grille horaire diurne, le passage à la tarification au ¼ d'heure a entrainé des augmentations du tarif sur 4 tranches horaires, ce qui vient compenser par le volume les baisses tarifaires octroyées sur les autres tranches nouvellement créées.

En revanche, le tarif « nuit tranquille » est passé de 4€ à 6€ TTC sur l'ensemble des parcs, conférant une augmentation de 50%. Toutefois, l'usager n'est pas lésé car une tarification progressive a également été mise en place sur les 3 premières tranches horaires de la première heure. Le tarif nuit s'applique marginalement, car la fréquentation concerne particulièrement des abonnés.

La fréquentation :
L'année 2016 s'est traduite par des fréquentations très erratiques d'un parc à l'autre, en moyenne sur l'ensemble des parcs la fréquentation a été stable comparativement à 2015.

Les caractéristiques majeures de l'année 2016 ont été les suivantes :

- L'incendie au parc Salinière en janvier 2016 a engendré une perte d'environ 12 000 visiteurs horaires, puisqu'il n'a pu rouvrir au public que début avril 2016,
- Les parcs de l'hypercentre (Tourny et Bourse/Jaurès) continuent de bénéficier d'un emplacement central et sont très attractifs d'un point de vue touristique, attractivité commerciale, animations et festivités (fête du fleuve/vin, Hermione, Épicuriales, fête de la musique…) ce qui assure un bon taux de fréquentation,
- Le passage à la tarification au quart d'heure n'a pas eu d'impact négatif sur la fréquentation des ouvrages,
- Le parc Meunier est tributaire des modifications alentour, mais sa fréquentation est en hausse malgré tout (+26% Vs 2015),
- L'événement « Euro 2016 » a fortement animé le centre-ville et a eu des retombées positives sur la fréquentation des parcs situés à proximité de la « fan zone »,
- Enfin, le développement touristique de la ville et particulièrement la distinction « Best European Destination » profite au stationnement.

Le **chiffre d'affaires "abonnés"** progresse de + 2,4 %. Il est la résultante du nombre d'abonnés au tarif en vigueur.
Globalement sur tous les parcs, le nombre d'abonnés a augmenté de 2% pour les résidents (avec l'incidence du sinistre sur Salinière) et a diminué de 3% pour les non-résidents.

Les abonnements évoluent de manière différenciée selon les parcs, à savoir de + 0,7 % en moyenne sur les parcs Bourse/Jaurès, Salinière et Meunier et de +1% en moyenne sur Tourny.
La tendance observée depuis 2013 sur les parcs de Bourse et de Tourny relative à la perte des abonnés non-résidents perdure. De nombreux professionnels quittent le centre-ville au profit des zones d'affaires plus excentrées.

La proportion d'abonnés par nombre de places proposées évolue à la hausse, ainsi 81% des places disponibles sur les 5 parcs représentent de l'abonnement en 2016 contre 78% en 2015. Le parc Salinière est le parc des abonnés par excellence avec 98% des places qui leur sont réservées.

La politique tarifaire de BP 3000 reste très avantageuse pour les résidents avec une réduction de 50 % minimum sur le tarif non résident.

Par parcs de stationnements, les recettes « abonnés » ont varié de + 4,3 % pour Bourse/Jaurès, + 0,5 % pour Tourny, -25 % pour Salinière (causé par l'incendie) et + 30,5 % pour Meunier.

En conclusion sur le chiffre d'affaires notamment, l'augmentation est due principalement à la montée en puissance des horaires sur les parcs de Meunier, Bourse et Jaurès ainsi que des abonnements plus conséquents. La clientèle horaire a cru de 3,9%, celle des abonnés de pratiquement 1% sur l'ensemble des parcs, bien que celui de Salinière ait été fermé 2 mois en raison de l'incendie.

Les amodiations sont en progression (+24 places Vs 2015).

3.1.2 Les charges d'exploitation

Ce sont celles du compte de résultat analytique qui sont analysées.

En K€	2013	2014	2015	2016	Var 2016/2015 en €	Var 2016/2015 en %
Charges de gestion des parcs	**1 204**	**864**	**729**	**851**	*122*	*16,74%*
Impôts et taxes	**2 962**	**704**	**671**	**433**	*-238*	*-35,44%*
Charges de personnel	**1 744**	**1 668**	**1 783**	**1 885**	*102*	*5,72%*
Charges indirectes de gestion courantes	**285**	**352**	**358**	**294**	*-64*	*-17,88%*
Total Charges d'exploitation hors amortissements	**6 195**	**3 588**	**3 541**	**3 463**	*-78*	*-2,20%*
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE ou EBITDA)	**7 923**	**6 305**	**6 784**	**7 450**	*666*	*9,82%*
Dotations aux amortissements (y.c caducité)	3 465	3 506	3 558	3 513	*-45*	*-1,25%*
Dotations pour charges à répartir	19	19	19	101	*82*	*430,90%*
Dotations aux provisions pour risques et charges	145	5	0	0	*0*	
Dotations aux provisions pour grosses réparations	613	621	621	621	*0*	*0,00%*
Dotations aux provisions pour renouvellement	238					
					0	
Dotations et Provisions	**4 480**	**4 151**	**4 197**	**4 234**	*37*	*0,88%*
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**10 675**	**7 738**	**7 738**	**7 697**	*-41*	*-0,53%*

Les charges d'exploitation diminuent de 0,53% (soit 41 K€) autrement dit elles demeurent stables depuis 2014. L'exercice 2013 avait été atypique, les charges retraitées se seraient élevées à 7,2 M€, ce qui est dans l'épure des autres années.

Les **charges d'exploitation hors amortissements** ont quant à elles diminué de 2,2%.

- La rubrique « impôts et taxes » dans le compte de résultat ci-dessus montre une évolution de -35%, ce poste est diminué des transferts de charges d'exploitation pour 265 K€ relatif au dégrèvement de taxe foncière, hormis cet impact il aurait augmenté de 4% par rapport à 2015. Les services fiscaux ont accepté de prendre en compte les nouvelles surfaces métrées et d'appliquer un abattement de 10% sur la valeur locative de l'ensemble des parcs. Le dégrèvement porte sur les années 2012 à 2015.

- Les charges de gestion des parcs s'accroissent de presque 17%, ce sont notamment les entretiens des immeubles qui en sont la cause passant de 71 K€ à 220 K€. En effet, l'incendie dans le parc Salinière a entrainé des dépenses plus conséquentes dues aux réparations sur ce parc et sur les parcs de proximité liées au report de fréquentation. Un accroissement du coût de la maintenance est relevé en 2016.

- Les charges de personnel pour 1 885 K€ (Vs 1783 K€ en 2015) regroupent les services extérieurs, qui sont à 87% des prestations groupe et correspondent :

  - au coût de gestion évalués à 9 % du chiffre d'affaires (920 K€) selon deux conventions signées entre BP 3000 et la société Urbis Park Service (UPS).

	2014	2015	2016
Services extérieurs - Prestations groupe	860 595	922 000	920 000
Chiffre d'affaires	9 669 656	10 295 502	10 712 185
Taux moyen de rémunération de prestation de services	**8,90%**	**8,96%**	**8,59%**
	-3,62%	0,62%	-4,10%

- au personnel de la société rattaché à la société Urbis Park Service et refacturé à BP 3000 (727 K€).

CHARGES DE PERSONNEL	2014	2015	2016
Personnel URBIS PARK SERVICES (personnel UPS + Intérim géré par UPS)	517 702	644 150	726 815
# 621 Personnel intérimaire	-4 890	0	0
611 - Services extérieurs Prestations (Nettoyage et Intérim directement géré par BP3000)	280 823	214 878	212 727
TOTAL Personnel d'exploitation	**793 635**	**859 029**	**939 542**

Les charges (relatives au personnel c'est-à-dire refacturation d'Urbis Park Service, intérim et nettoyage…) ont continué à augmenter en 2016, à l'instar de 2015 alors qu'elles avaient une tendance à la diminution de 2010 à 2014.

Le délégataire explique cette hausse par un accroissement d'activité ayant généré le recrutement de personnels en CDD et d'intérimaires.
Une part non négligeable du coût de ce poste est lié à un calcul théorique, qui se traduit par la refacturation à BP 3000 or les dépenses sur l'exercice 2016 sont relativement « flat » sans augmentation ou diminution. Une régularisation à la baisse au titre de 2016 aura lieu sur l'exercice 2017.

Ainsi, l'ensemble des postes constitués de refacturation interne au groupe s'élève autour de 15 % du chiffre d'affaires ou 20 % des charges d'exploitation.

Le poste « **dotation aux amortissements et provisions** » s'accroit de presque 1% parce que les charges à répartir augmentent de 82 K€. Ces charges à répartir concernent la partie non amortie des frais de montage de la convention de crédit suite à son remboursement anticipé en décembre 2016. Ce poste demeure stable sur les autres rubriques qui le composent.

- La **charge d'amortissement** regroupe les amortissements industriels (pour les biens de retour renouvelables) constatés à hauteur de 1,2 M€ en 2016 ainsi que les amortissements dits de « caducité » (pour les biens de retour non renouvelables) qui sont passés en « autres charges » à hauteur de 2,2 M€.

Le poste des dotations aux amortissements se stabilise ainsi autour de 3,5 M€ par an depuis la livraison du dernier parc de stationnement de la DSP (Parc André Meunier fin 2012).

- La **provision pour grosse réparation** qui correspond à la provision pour grosses réparations et grande visite est constituée à hauteur de 621 K€, à l'instar des années précédentes. Selon les dispositions contractuelles elle s'établit à 0,75% du montant brut du gros œuvre. Le gros œuvre au 31 décembre 2016 est de 81 M€ ; la provision s'élèverait donc à 614 K€, soit 7K€ de trop provisionnés.
- **La provision pour gros entretien et renouvellement,** selon les dispositions du contrat, se calculerait à hauteur de 1,5% du montant de la valeur brute du matériel renouvelable. Au 31 décembre 2016, la valeur brute s'élèverait à 18,3 M€ d'où une provision théorique de 274 K€. Aucune provision n'a été constatée

au titre de l'année 2016. En revanche, le cumul de provision constaté au compte 156000- provision pour renouvellement s'élève à 1,9 M€, ce qui représente 10,6% du montant brut des immobilisations renouvelables. Les dépenses de renouvellement quant à elles étaient prévues au plan en 2016 à 480 K€ selon le fichier détaillé par parcs de stationnement fourni par le délégataire. Le compte rendu annuel justifie des dépenses pour 367 K€. Le cumul de dépenses enregistré en « maintenance et entretien » depuis 2006 s'élève à 3,9 M€.

Il est préconisé qu'un point particulier devra être fait dans les 2 années à venir avec la participation du service comptable du délégataire afin de remettre à plat les provisions, leur montant, leur enregistrement comptable et de les comparer aux prévisions du plan d'affaires annexé au contrat. La difficulté réside dans la reconstitution de l'historique puisqu'il y a eu changement d'actionnaires dans les premières années du contrat.

En conclusion, les charges d'exploitation restent relativement stables avec une légère augmentation des charges de gestion de parcs en lien avec l'incendie de Salinière, et des charges de personnel refacturées à la hausse qui donneraient lieu à régularisation sur l'exercice 2017.

3.1.3 Le résultat financier

En €	2014	2015	2016	Var 2016/2015 en €	Var 2016/2015 en %
produits financiers	52	496	22 166	*21 670*	*4367,46%*
charges financières	1 324 000	1 252 286	984 308	*-267 978*	*-21,40%*
RESULTAT FINANCIER	**-1 323 948**	**-1 251 790**	**-962 142**	***289 648***	***-23,14%***

Quant aux charges financières, ces dernières sont constituées d'intérêts d'emprunt et de frais de refacturation d'instruments financiers (tel que de la couverture de taux).

Pour mémoire, la société Urbis Park s'était portée caution de BP3000 au profit des banques prêteuses de la dette d'un montant de 50 M€ contractée en 2006 auprès de la banque Calyon. Cet emprunt a été remboursé en décembre 2016 dans le cadre du changement d'actionnaires.

C'est également la maison mère "Urbis Park" qui pilotait l'endettement de la société BP 3000 à travers une convention de refacturation des frais de couverture.

Depuis 2012 Urbis Park avait décidé de rompre un certain nombre d'instrument de couverture afin de profiter de l'environnement de taux de cette période, particulièrement favorable. Ainsi la baisse des taux profitait à sa filiale BP3000. Cette restructuration de taux au moyen de SWAP[1] a permis une baisse progressive des charges financières.

[1] Produit dérivé financier

En € Charges financières	2014	2015	2016	Var 2016/2015 en €	Var 2016/2015 en %
Intérêts Financiers	438 360	352 990	77 643	-275 347	-78,00%
Intérêts bancaires	12 887	12 886	12 851	-35	-0,27%
Instruments financiers	639 807	869 031	893 813	24 782	2,85%
Intérêts bancaires	**1 091 054**	**1 234 907**	**984 308**	**-250 600**	**-20,29%**
Intérêts des emprunts groupe	**50 220**	**17 379**	**0**	**-17 379**	**-100,00%**
Soulte	**182 727**	**0**		**0**	**#DIV/0!**
TOTAL CHARGES FINANCIERES	**1 324 001**	**1 252 286**	**984 308**	**-267 978**	**-21,40%**

Au cours de l'année 2016, l'emprunt ayant été remboursé aucune restructuration ou renégociation de couverture de taux n'a été engagée.

3.1.4 Le résultat exceptionnel

En €	2014	2015	2016	Var 2016/2015 en €	Var 2016/2015 en %
produits exceptionnels	324 770	371 855	370 314	-1 541	-0,41%
charges exceptionnelles	193 115	-28 890	0	28 890	-100,00%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**131 655**	**400 745**	**370 314**	**-30 431**	**-7,59%**

Le résultat exceptionnel se compose essentiellement des produits, à savoir la quote-part de subvention virée au résultat (370 K€) au titre de l'année 2016. Cette subvention s'amortit au même rythme que les immobilisations financées.

Les charges exceptionnelles sont nulles, ce qui s'explique par la reprise de provision sur intérêts de contentieux fiscal (Taxe Foncière) enregistrée initialement en charges pour 33 K€.

La société BP 3000 a comptabilisée un IS de 270 k€. Pour mémoire, les déficits reportables sont limités à 1M€ par an, majoré de 50% de la fraction du bénéfice supérieur à ce plafond. L'impôt société au titre de 2015 s'élevait à 133 K€.

3.2 La structure globale du bilan

Actif en €	2013	2014	2015	2016
Immobilisations incorporelles brutes	12 013	12 013	15 294	36 956
Amortissements Immos Incorpo	-12 013	-12 013	-12 748	-18 395
Immobilisations incorporelles nettes	**0**	**0**	**2 546**	**18 562**
Immobilisations corporelles brutes	99 162 245	99 502 380	99 987 311	100 347 765
Amortissements immos corpo	-10 119 496	-11 054 481	-12 425 302	-13 746 899
Immobilisations corporelles nettes	**89 042 749**	**88 447 899**	**87 562 009**	**86 600 866**
Immobilisations financières	**1 245**	**1 297**	**1 297**	**1 297**
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**89 043 994**	**88 449 196**	**87 565 852**	**86 620 724**
Clients et comptes rattachés	506 377	566 255	559 339	543 031
Autres créances	372 653	236 304	68 508	3 188 223
Disponibilités	632 678	972 592	662 000	1 304 189
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**1 511 709**	**1 775 151**	**1 289 847**	**5 035 444**
Charges constatées d'avance	113 423	99 363	79 800	65 402
frais d'émission d'emprunt à étaler	138 542	119 542	100 594	0
TOTAL ACTIF	**90 807 667**	**90 443 252**	**89 036 093**	**91 721 570**

Le bilan de BP 3000 dans sa partie haute de l'actif est stable. À compter de 2013, tous les parcs de la délégation ont été construits (le dernier, André Meunier a été livré en novembre 2012).
Ainsi, le patrimoine de la DSP BP3000 s'élève à 100 M€ au 31 décembre 2016.

[Pour Mémoire :
*Le coût global du parc André Meunier s'est élevé à **8 816 K€** selon le fichier des immobilisations au 31 décembre 2013 (les dernières factures du parc Meunier ont été intégrées aux comptes 2013).*
*Force est de constater que le coût réel de ce parc a été bien inférieur au coût présenté dans l'annexe 6 de l'avenant 2 qui s'élevait à **11 819 K€** (en €uros de 2010).*
*Rappelons qu'au cours de l'année 2011, il a été pris en compte l'impact de l'avenant 2 au niveau du poste subvention d'investissements qui augmente de **1,2 M€** (en €uros de 2010). En effet, les conditions financières de la réalisation du parc André Meunier avaient été révisées dans l'avenant 2 au travers d'une actualisation des coûts de construction (+ 2 M€) et la rétrocession des intérêts financiers perçus au titre du placement de la contribution forfaitaire dédiée au parc André Meunier (- 0,8 M€). Ainsi, l'avenant 2 prévoyait le règlement par la communauté urbaine de 1 169 K€ (en €uros de 2010) pour l'actualisation des coûts de construction du parc André Meunier.]*

Le total des amortissements industriels pour les biens de retour renouvelables s'élève à 13,7 M€. A ces amortissements viennent s'ajouter les amortissements de caducité ou provision pour reconstitution du capital investi qui eux portent sur les biens de retour non renouvelables. Cette provision inscrite au passif du bilan est de 25,7 M€ à la clôture des comptes 2016.

Le poste « autres créances » est très élevé en 2016 (3,2 M€ Vs 0,69 M€ en 2015) car il est constitué :
- du compte courant UPI à hauteur de 2,6 M€ en lieu et place de l'emprunt,
- de l'acompte d'impôt société pour 0,29 M€,
- du dégrèvement de taxe foncière à recevoir pour 0,27 M€
- et enfin de produits d'assurance à recevoir sur sinistres pour 0,21 M€.

Les disponibilités se sont élevées à la clôture des comptes à 1,3 M€, soit le double de l'exercice précédent.
Le changement d'actionnariat intervenu en fin d'année a permis d'apurer les créances et les dettes, ainsi la trésorerie s'est vue augmenter.

Trésorerie Nette en €	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
Fonds de roulement (FRNG)	-1 886 208	-49 085	-169 203	4 719 551
Besoin en fonds de roulement (BFR)	-2 518 887	-1 021 676	-831 204	3 415 362
Trésorerie nette	632 679	972 591	662 001	1 304 189

Cette hausse est à relier avec la présentation du bilan modifiée de par le changement d'actionnaires et les inversions créances / dettes notamment sur les comptes courant.

Passif en €	2013	2014	2015	2016
Capital social	8 384 688	8 384 688	8 384 688	8 384 688
Prime d'émission	16 265 522	16 265 522	16 265 522	0
Report à nouveau	-20 003 264	-19 038 074	-18 076 141	-208 402
Résultat de l'exercice	965 190	961 933	1 602 217	2 353 262
Subvention d'investissements	11 840 431	11 840 431	11 840 431	11 840 431
Quote part de subvention	-1 286 575	-1 476 852	-1 846 980	-2 217 109
CAPITAUX PROPRES	**16 165 992**	**16 937 648**	**18 169 737**	**20 152 871**
AUTRES FONDS PROPRES : Avances conditionnées (caducité)	19 200 115	21 386 147	23 572 179	25 757 935
Provisions pour risques	10 000	5 000	0	0
Provisions pour charges	7 495 105	8 115 700	8 736 508	9 357 316
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**7 505 105**	**8 120 700**	**8 736 508**	**9 357 316**
Emprunts et dettes établ.	35 668 053	34 792 815	33 917 590	0
Emprunts et dettes financières	99 435	90 970	73 880	33 386 168
Avances et acomptes	5 040	9 828	5 040	5 040
Dettes fournisseurs	351 934	1 064 330	1 169 094	193 821
Dettes fiscales et sociales	2 979 071	702 275	196 608	111 271
Dettes/Immobilisations	61 872	47 802	88 309	5 761
Autres dettes	6 649 356	4 572 190	382 438	19 643
TOTAL DETTES	**45 814 762**	**41 280 210**	**35 832 959**	**33 721 704**
Produits constatés d'avance	2 121 694	2 718 546	2 724 711	2 731 744
TOTAL PASSIF	**90 807 668**	**90 443 251**	**89 036 094**	**91 721 570**

Au passif du bilan, l'emprunt Calyon est soldé pour 33 M€. La dette constitue un emprunt groupe repris par UPI et inscrit en « emprunt et dette financière ».

Le poste « autres dettes » qui était constitué principalement de compte courant (377 K€ en 2015) a fortement diminué au profit du compte courant mandataire (2,6 M€) en créances.

Avant le changement d'actionnaires la filiale BP3000 avait une dette envers la maison mère, désormais le compte courant positionné à l'actif s'assimile à de la trésorerie, cela signifie que BP3000 a dégagé suffisamment de « cash » pour aider la maison mère, BP3000 a donc une créance.

D'autre part, les provisions pour charges qui regroupent les provisions pour grosses réparations et grandes visites (GRGV) ainsi que les provisions pour gros entretien et renouvellement (GER) atteignent 9,4 M€ en 2016 contre 8,7 M€ l'année précédente.

Article 10 et 11 du contrat de délégation et ses annexes 8 et 9 au contrat traitant du renouvellement et des grosses réparations

En K€	2011	2012	2013	2014	2015	2016	*Commentaire*
# 156 Provision pour Renouvellement	1 474	1 694	1 932	1 932	1 932	1 932	*D'après l'annexe des comptes, la provision pour renouvellement est égale à la différence entre le cout estimé de remplacement et le coût d'achat du bien. Elle est calculée sur la base de 1,5% de la valeur brute des biens renouvelables (métariel)--> Méthode héritée de l'actionnaire d'origine Fayat.*
# 6561 Dotation renouvellement	212	221	238			0	
Reprise Renouvellement							
# 1572 Provision pour grosses réparations	4 374	4 950	5 563	6 183	6 804	7 425	*La PGR est constituée lorsque le cahier des charges prescrit de remettre le bien en bon état à la fin de la concession. Cette provision correspond à l'estimation du coût de remise en état afférent. Elle est calculée annuellement sur la base de 0,75% de la valeur brute du gros oeuvre conformément au contrat de DSP (Annexe 8 : Programme prévisionnel de travaux d'entretien et de réparation).*
# 68121 Dotation PGR		576	613	621	621	621	
Reprise PGR							
TOTAL Provision pr Renouvellement et PGR	**5 848**	**6 644**	**7 495**	**8 116**	**8 737**	**9 357**	

En tout état de cause, il apparait d'un point de vue financier que la méthode de provisionnement utilisée est purement théorique (1,5% de la valeur brute des matériels à renouveler pour la provision GER) à hauteur pour l'exercice 2016 de 274 K€ au titre du GER. Or la dotation pour renouvellement n'est pas passée depuis 2014 et le solde cumulé de la provision atteint 1,9 M€.

Quant aux provisions pour GRGV, la méthode de provisionnement utilisée est également théorique. Elle est fixée à 0,75% de la valeur brute du gros œuvre. Ce dernier ressort à 81,8 M€ ainsi la provision serait pour l'exercice 2016 de 614 K€. Elle a été enregistrée dans les comptes à hauteur de 621 K€.

En effet, il semble que le délégataire dote automatiquement les provisions sans jamais les reprendre (lorsque des travaux d'entretien sont effectués), ce qui a pour effet d'augmenter la provision sans aucune cohérence avec le plan de renouvellement. Dans le cadre des travaux d'analyse, ce point n'a pas fait l'objet de questionnement particulier et sera approfondi l'année prochaine.

A compter de 2014, un suivi des travaux effectués dans le cadre du plan GER a été introduit dans le rapport annuel de BP 3000, il en ressort des dépenses depuis le début du contrat à hauteur de 4,5 M€ :

En K€	GER 2000 à 2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total au 31/12/2016
Programme de travaux réalisés	1 735	153	361	531	903	431	367	4 481

En conclusion, des équilibres actif / passif modifiés du fait du changement d'actionnaires avec une légère hausse des capitaux propres, une trésorerie à la hausse, des dettes fournisseurs apurées et des créances très augmentées du fait d'un compte courant à l'actif. Il est également préconisé d'auditer plus avant les méthodes de comptabilisation des GER afin de comprendre clairement quels sont les enjeux et de valider le respect de l'équilibre du contrat.

4. Comparaison par rapport au prévisionnel

Le prévisionnel annexé au contrat ne suit pas la même logique de présentation que le compte de résultat analytique réel. Ainsi le réel de l'année correspond au découpage de la liasse fiscale afin d'être comparé au prévisionnel.

en K € comparatif compte de résultat	2016 prévu	2016 réel	variation	var en %
produits d'exploitation	**12 442**	**11 178**	***- 1 264***	***-10,2%***
charges d'exploitation	**7 653**	**7 963**	***310***	***4,0%***
achats et charges externes	1 428	2 979	*1 551*	*108,6%*
impôts et taxes	1 546	699	*- 847*	*-54,8%*
charges de personnel	1 448	-	*- 1 448*	*-100,0%*
DAP	534	2 049	*1 515*	*283,6%*
autres charges (amort de caducité)	2 697	2 236	*- 461*	
résultat d'exploitation	**4 789**	**3 216**	***- 1 573***	***-32,9%***
produits financiers	-	22	*22*	
charges financières	2 426	984	*- 1 442*	*-59,4%*
produits exceptionnels	-	370	*370*	
charges exceptionnelles	-	-	*-*	
IS	805	271	*- 535*	*-66,4%*
Résultat net	**1 558**	**2 353**	***796***	***51,1%***

Pour l'année 2016, le compte prévisionnel mentionne un résultat positif de 1 558 K€ alors que le résultat net réalisé s'élève à 2 353 K€, soit un écart de + 796 K€. C'est la deuxième année consécutive que le réel excède le prévisionnel.

Les principaux écarts proviennent des produits exceptionnels (+370 K€) non prévus au plan d'affaires, mais surtout de la très forte diminution des charges financières (- 1 442 K€) en raison des renégociations de taux successives et de la mise en place de la couverture de taux. Au total, ce sont 1 800 K€ environ de produits financiers et exceptionnels qui viennent contre balancer la perte sur résultat d'exploitation de 1 573 K€, laissant un excédent de 239 K€ environ. Ce à quoi l'économie d'impôt société de l'ordre de 535 K€ vient s'ajouter pour dégager un excédent de presque 800 K€ par rapport au prévisionnel.

Dans le détail, l'écart défavorable sur le résultat d'exploitation de – 1 573 K€ réside au niveau des dotations aux amortissements et provisions qui s'élèvent en 2016 à 2 M€ alors qu'ils devaient être de 0,5 M€ dans le plan d'affaires initial de la convention. Comme cela a été noté les années précédentes, les immobilisations brutes et plus précisément le coût des travaux inscrits à l'actif du bilan sont supérieures de 24 M€ au montant inscrit au prévisionnel (réel = 100 M€ contre un prévisionnel = 76 M€ avenant 2), ce qui entraîne des dotations aux amortissements bien supérieurs et donc détériore le résultat net.
De plus, le contrat initial prévoyait des charges de personnel au niveau de la société BP 3000 alors qu'en réalité le personnel d'exploitation dépend de la société Urbis Park Services qui refacture sa prestation (charges externes) à la société BP 3000 à travers un contrat de prestation de services.

D'après le tableau ci-dessous, on compare sur 17 années (2000 à 2016) les écarts entre le réalisé et le prévisionnel cumulé :

Compte de résultat	CUMUL PREVU 2000 à 2016	CUMUL REEL 2000 à 2016	Variation	Var en %
	K EUR	K EUR	K EUR	%
Produits d'exploitation	**117 894**	**113 868**	**-4 025**	**-3,41%**
Charges d'exploitation	**-74 765**	**-95 382**	**-20 617**	**27,58%**
Achats et charges externes	**-15 055**	**-32 633**	-17 578	116,76%
Impôts et Taxes	**-9 165**	**-6 547**	2 617	-28,56%
Charges de personnel	**-13 534**	**-1 958**	11 577	-85,54%
DAP	**-34 064**	**-49 854**	-15 790	46,35%
Autres charges	**-2 947**	**-4 390**	-1 443	
Résultat d'exploitation	**43 129**	**18 487**	**-24 643**	**-57,14%**
Produits financiers	**0**	**1 044**	**1 044**	
Charges financières	**-39 579**	**-35 681**	**3 898**	**-9,85%**
Produits exceptionnels	**0**	**3 700**	**3 700**	
Charges exceptionnels	**0**	**-1 262**	**-1 262**	
IS	**-1 776**	**-407**	**1 369**	
Résultat Net	***1 774***	***-14 120***	***-15 894***	

Les produits d'exploitation cumulés sont en léger retard par rapport au prévisionnel de 3,4% ce qui correspond à 4 M€ alors que les charges d'exploitation sont supérieures aux prévisions pour un peu moins de 21 M€ (15,7 M€ issus des dotations aux amortissements, 17,6 M€ de charges externes supplémentaires) ; soit un retard de l'économie globale du contrat sur le résultat net de presque 16 M€.

En conclusion :
BP3000 présente toujours un retard conséquent du réalisé comparativement aux attendus du contrat et plus particulièrement au regard du plan d'affaires.
La tarification au quart d'heure va sans doute permettre d'accroitre le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation semblent de par leur stabilité d'être maitrisées ce qui permettra hors tout incident (Salinières 2016) de diminuer l'écart sur le résultat d'exploitation. Le remboursement d'emprunt permet de baisser considérablement les charges financières (suppression de couverture de taux).

3.3 Analyse économique et financière de la DSP Central Parc

En résumé :

Le chiffre d'affaires 2016 de la concession "parc de stationnement Camille Jullian" s'élève à 1 346 K€, marque un net redressement et dépasse le niveau de chiffre d'affaires de 2012.
L'essentiel de ce redressement s'explique par la fin des travaux de la rue de la ferme de Richemont (2014) et par la mise en place d'un jalonnement dynamique (2015), rendu indispensable suite à la mise en place d'un contrôle d'accès au niveau de la rue de la Cour des aides (courant 2013).

L'ouverture de la « Promenade Sainte Catherine » intervenue début octobre 2015 a contribué à la hausse de la fréquentation du parking en journée sur le dernier trimestre 2015 et sur l'année pleine pour 2016.
Ainsi la fréquentation a augmenté de + 10,60 % ; la hausse tarifaire relative à l'année 2016 se résume en l'application de la tarification au quart d'heure pour les horaires jours, mais aussi en l'augmentation du forfait nuit de + 1,30 € et à une stabilité des tarifs pour les abonnements.

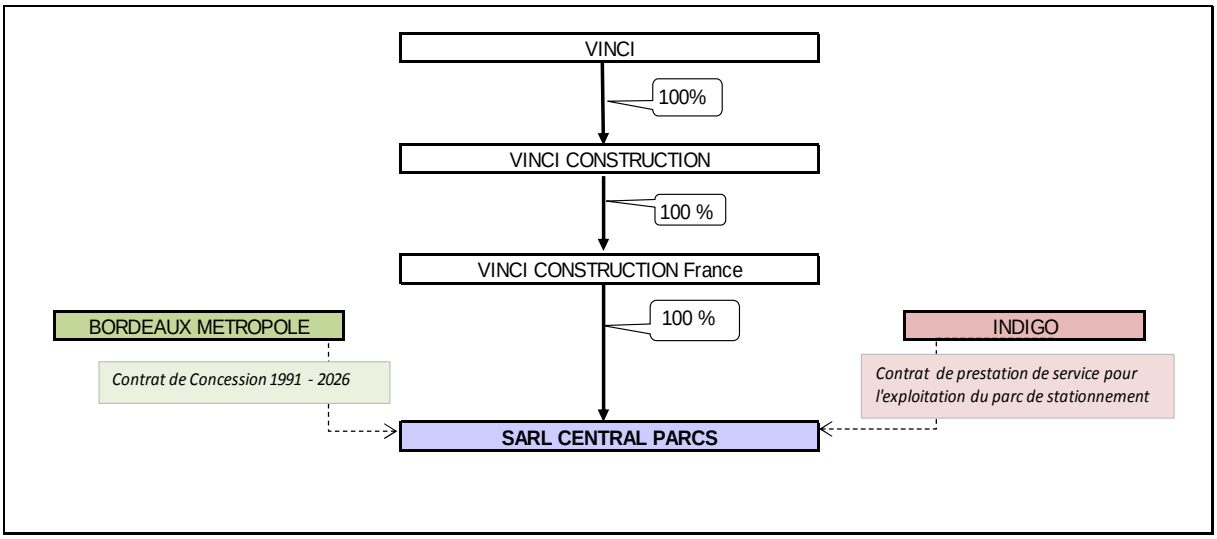
Les charges d'exploitation sont relativement maîtrisées mais il est difficile de pouvoir les diminuer du fait du financement par crédit-bail (dont le loyer augmente chaque année de + 3%) et de la présence d'une convention de prestation de service signée entre le délégataire Central Parcs et l'exploitant Vinci Park/Indigo dont la rémunération est assise sur une part fixe et une part variable en fonction du niveau de recettes.
Cette délégation laisse peu de marge de manœuvre en terme de pilotage.

Le résultat net de l'exercice 2016 se solde par un bénéfice de + 113 K€. Ce résultat et le report à nouveau de 160 k€ ont été intégralement distribués à l'associé unique : Vinci construction France.

3.3.1 Préambule

Le contrat « Parc de stationnement Camille Jullian » à Bordeaux est un contrat de concession.
La réalisation et le financement de l'ensemble des travaux, à savoir, la construction, le renouvellement et la rénovation des immobilisations, les grosses réparations et l'entretien courant, sont à la charge du concessionnaire.
D'une durée de 35 ans, il a pris effet le 3 décembre 1991 et se termine en 2026.
A l'expiration normale de la concession, Bordeaux Métropole entrera en jouissance de la totalité des constructions édifiées, des installations et aménagements sans aucune indemnité à verser.
Pour mémoire, il est rappelé que des efforts ont été consentis par Bordeaux Métropole notamment avec la prise en charge de travaux par l'intermédiaire d'un prêt.
Au cours de l'année 2007, le Groupe Chantiers Modernes, en tant que principal actionnaire, a recapitalisé les fonds propres et a apporté la garantie financière du groupe vis-à-vis du prêt consenti par Bordeaux Métropole, prévu dans l'avenant n°6 contractualisé en 2007.
L'environnement actionnarial de Central Parcs a légèrement été modifié au cours de l'année 2011. La société Chantiers Modernes a été absorbée dans la cadre d'une fusion par sa société mère : Vinci Construction France. Afin de préserver les intérêts de Bordeaux Métropole, la garantie financière est dorénavant prise en charge par Vinci Construction France, conformément au courrier d'attestation du transfert de responsabilité du 27 avril 2012.

Au 31 décembre 2016, l'actionnariat de la société Central Parcs se présente de la façon suivante :



3.3.2 Présentation du compte de résultat synthétique 2016

ETUDE DU COMPTE DE RESULTAT 2016 en €uros			PARC ST PROJET/CAMILLE JULLIAN				
	2016	2015	2014	2013	2012	var en € 2016/2015	var en % 2016/2015
Produits Exploitation							
production vendue/CA	1 346 000	1 186 067	1 071 720	1 099 914	1 222 674	159 933	13,48%
reprises sur amort et prov		589				-589	-100,00%
autres produits			107	1 132	137		
Total Produits d'exploitation	**1 346 000**	**1 186 656**	**1 071 827**	**1 101 046**	**1 222 811**	**159 344**	**13,43%**
Charges d'exploitation							
autres achats et charges externes	848 332	849 691	809 862	789 267	805 352	-1 359	-0,16%
impôts taxes et versements	65 132	60 455	58 990	60 093	47 501	4 677	7,74%
dot amort sur immobilisations	11 611	12 694	16 420	17 498	18 398	-1 083	-8,53%
autres charges	97 336	64 843	52 850	54 589	77 588	32 493	50,11%
Total charges d'exploitation	**1 022 411**	**987 683**	**938 122**	**921 447**	**948 839**	**34 728**	**3,52%**
RESULTAT EXPLOITATION	**323 589**	**198 973**	**133 705**	**179 599**	**273 972**	**124 616**	**62,6%**
produits financiers	-	223	887	711	1 981	-223	-100,0%
charges financières	119 810	119 810	119 810	119 810	119 810	0	0,0%
RESULTAT FINANCIER	**- 119 810**	**- 119 587**	**- 118 923**	**- 119 099**	**- 117 829**	**-223**	**0,2%**
RESULTAT COURANT	**203 779**	**79 386**	**14 782**	**60 500**	**156 143**	**124 393**	**156,7%**
Produits Exceptionnels						**0**	**#DIV/0!**
Autres produits except s/ opé de gestion	20 802	18 144	19 291	20 987	86 202	2 658	14,6%
Charges Exceptionnelles						0	**#DIV/0!**
dotations except amort et prov	101 487	102 211	101 487	101 487	101 487	-724	-0,71%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**- 80 685**	**- 84 067**	**- 82 196**	**- 80 500**	**- 15 285**	**3 382**	**-4,02%**
IS	9 915		1		47 044	9 915	#DIV/0!
Total Produits	**1 366 802**	**1 205 023**	**1 092 005**	**1 122 744**	**1 310 994**	**161 779**	**13,43%**
Total Charges	**1 253 623**	**1 209 704**	**1 159 420**	**1 142 744**	**1 217 180**	**43 919**	**3,63%**
Résultat Net	**113 179**	**- 4 681**	**- 67 415**	**- 20 000**	**93 814**	**117 860**	**-2517,84%**
Résultat net / Chiffre d'affaires	8,41%	-0,39%	-6,29%	-1,82%	7,67%	8,80%	-2230,55%

Le **chiffre d'affaires** 2016 s'élève à 1 346 K€ et augmente de + 13,48 % par rapport à 2015, soit + 160 K€.

En €	2016	2015	2014	2013	2012	var en € 2016/2015	var en % 2016/2015
Recettes horaires	1 161 584	951 696	816 656	876 171	985 696	209 888	22,05%
Recettes abonnements	215 956	231 932	219 881	229 829	217 561	-15 976	-6,89%
Publicité	3 694	3 738	15 589	13 281	17 566	-44	-1,18%
Régularisation CA sur exercice antérieur	- 35 234	- 709	19 701	- 18 234	1 987	-34 525	4869,53%
TOTAL Chiffre d'Affaires	**1 346 000**	**1 186 657**	**1 071 827**	**1 101 047**	**1 222 810**	**159 343**	**13,43%**

En fréquentation	2016	2015	2014	2013	2012	var en € 2016/2015	var en % 2016/2015
Fréquentation Horaires	158 546	143 346	131 648	143 413	162 623	15 200	10,60%
Fréquentation Abonnés	2 318	2 389	2 205	2 378	2 256	-71	-2,97%
	160 864	**145 735**	**133 853**	**145 791**	**164 879**	**15 129**	**10,38%**

L'essentielle de la hausse entre 2016 et 2015 s'explique par la fin des travaux de la rue de la ferme de Richemont (2014) et par la mise en place d'un jalonnement dynamique (2015), rendu indispensable suite à la mise en place d'un contrôle d'accès au niveau de la rue de la Cour des aides (courant 2013).
L'ouverture de la « Promenade Sainte Catherine » intervenue début octobre 2015 a bénéficié à la fréquentation du parking en journée sur le dernier trimestre 2015 et sur l'année pleine pour 2016.

Ainsi, le niveau des recettes 2016 est supérieur aux recettes de 2012 ; quant à la fréquentation 2016, elle est pratiquement comparable à celle de 2012.

Trois paramètres influent sur le chiffre d'affaires :

- les tarifs :

Par délibération n°2015-779 du 18 décembre 2015 et par avenant n°8 en date du 28 décembre 2015, la grille tarifaire de référence ainsi que les modalités de révision des tarifs ont été actualisées afin de prendre en compte la mise en place de la tarification au quart d'heure imposée par la loi consommation n°2014-344 du 17 mars 2014.
Cette tarification au quart d'heure est applicable aux usagers à compter du 1er janvier 2016.
Il n'y a donc eu aucune révision tarifaire supplémentaire fin 2015.
Les modifications des tarifs pour l'année 2016 se résument en l'application de la tarification au quart d'heure pour les horaires jours (Cf. comparatif dans le rapport du délégataire), le passage du forfait nuit de 6,50 € en 2015 à 7,8 € en 2016 et à une stabilité des tarifs pour les abonnements (résidents ou non résidents).

- la fréquentation :

Augmentation de la fréquentation horaire de + 10,60 % et baisse de la fréquentation des abonnés de - 2,97 % (qui revient au niveau de 2013 mais dont la tendance sur les 8 dernières années était à la baisse).

- la durée moyenne de stationnement vient influencer le niveau de recette horaire.

Enfin, le taux d'occupation moyen du parc augmente légèrement par rapport à l'année dernière, autour de 54 % (N-1 = 51 %).

	2016	2015	2014	2013	2012
Nbre Total de places	338	338	338	338	338
Abonnés (en moyenne)	193	199	184	198	195
Dt abonnés résidents	73	73	73	75	75
Entrées clients horaires (moyenne mensuelle)	13 212	11 945	10 970	11 951	13 551
Répartition de l'occupation "Horaires"	71%	72%	68%	78%	78%
Répartition de l'occupation "Abonnés"	29%	28%	32%	22%	22%
Taux d'occupation moyen du parc sur 24h	54%	51%	49%	53%	53%
Ticket moyen de stationnement horaire	8,81 €	8,00 €	7,47 €	7,30 €	7,20 €

Les **charges d'exploitation** augmentent de + 3,52 % en 2016 par rapport à 2015.

En €	2016	2015	2014	2013	2012	var en € 2016/2015	var en % 2016/2015
Sous traitance secondaire		-	-	- 5 000	7 914		
Achat consomma	700	1 846	290	246	289	-1 146	-62,09%
Prestations Ext.							
Redevance CB Immob	440 817	427 978	415 513	403 410	392 588	12 839	3,00%
Loyer et charges contru	315 636	314 065	312 976	309 496	303 790	1 570	0,50%
Entretien	48 269	55 101	37 045	37 045	44 203	-6 832	-12,40%
Assurances	- 1 016	4 173	4 517	3 102	5 093	-5 189	-124,35%
Honoraires	813	-	-	238	244	813	
Pub					1 623		
Transport		-	-	24			
Services bancaires	13 454	17 812	15 380	19 100	20 205	-4 358	-24,47%
Divers	29 659	28 715	24 141	21 605	29 404	944	3,29%
Impôts et taxes	65 132	60 455	58 990	60 094	47 501	4 677	7,74%
Dotation d'exploitation	11 611	12 694	16 420	17 498	18 398	-1 082	-8,53%
Autres charges	97 336	64 843	52 850	54 590	77 588	32 492	50,11%
Total charges d'exploitation	**1 022 411**	**987 683**	**938 123**	**921 449**	**948 838**	**34 728**	**3,52%**

Les variations les plus significatives concernent :

- le loyer de crédit-bail qui augmente chaque année de + 3 %, soit +13 K€ pour 2016 (comme chaque année depuis que le contrat a été renégocié),
- le poste d'entretien baisse légèrement après avoir augmenté l'année dernière du fait de la mise en conformité du site au regard de la loi de consommation relative à l'accessibilité PMR,
- les assurances ont fait l'objet de reprises de provisions de 2014 et 2015,
- les autres charges augmentent de 32 K€, comprenant notamment la part variable (en fonction du niveau de recettes) du contrat de prestations de services qui passe de 42 K€ en 2015 à 70,9 K€ en 2016.

Ce crédit-bail constitue également la charge d'exploitation la plus significative : 441 K€ pour 2016.

En €	2013	2014	2015	2016
# 612 Redevance de crédit bail immobilier	403 410	415 513	427 978	440 817
% de hausse	2,76%	3,00%	3,00%	3,00%
Total Charges Directes	856 253	866 230	911 362	960 039
Part du Crédit Bail / Total des charges directe	47%	48%	47%	46%

En effet, la part des charges relatives au crédit-bail s'élève à 46 %, représente une part significative, ce qui laisse peu de marges de manœuvre sur le pilotage des charges d'exploitation.

L'autre poste le plus significatif concerne la redevance de prestations de services IndigoPark (part fixe et part variable) qui pèse 36 % dans le total des charges d'exploitation.
Les charges de personnel (incluses dans la redevance de prestations de services) s'élèvent à 220 K€ pour l'année 2016, soit 23 % des charges directes.

Au final, le **résultat d'exploitation** est en hausse et s'établit à 324 K€ à fin 2016.

Le **résultat financier** est devenu fortement déficitaire depuis 2012 car Central Parcs rembourse l'emprunt accordé par Bordeaux Métropole : les intérêts d'emprunt s'élèvent à 120 K€ par an durant 15 ans.

Le résultat exceptionnel se décompose de la façon suivante :

- 21 K€ de produits exceptionnels,
- 101,5 K€ de dotation exceptionnelle pour amortissement de caducité (cf. provision pour charges ci-dessous).

Enfin, le résultat net comptable après Impôt sur les Sociétés s'établit à + 113 K€ en 2016 contre - 5 K€ l'année précédente.

3.3.3 Présentation du bilan 2016

ETUDE DU BILAN 2016 en €uros	2016	2015	2014	2 013	var 2016/2015	var 2016/2015
	Net	*Net*	*Net*	*Net*	*en €*	*en %*
ACTIF IMMOBILISE						
Autres immo corporelles	145 777	10 144	22 838	39 258	135 633	1337,08%
Autres immo financières	1 783 654	1 783 654	1 783 654	1 783 653	0	0,00%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**1 929 431**	**1 793 798**	**1 806 492**	**1 822 911**	**135 633**	**7,56%**
ACTIF CIRCULANT						
Avances et acomptes versés						
Créances clients et comptes	79 443	117 902	42 042	36 618	-38 459	-32,62%
Autres créances	381 601	255 961	563 942	528 537	125 640	49,09%
Disponibilitées	0	0	0	0	0	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**461 044**	**373 863**	**605 984**	**565 155**	**87 181**	**23,32%**
TOTAL ACTIF	**2 390 475**	**2 167 661**	**2 412 476**	**2 388 066**	**222 814**	**10,28%**
CAPITAUX PROPRES						
Capital social	9 814	9 814	9 814	9 814	0	0,00%
reserve légale	981	981	981	981	0	0,00%
Prime d'émission	739	739	739	739	0	0,00%
Report à nouveau	160 348	165 028	232 445	252 446	-4 680	-2,84%
Résultat de l'exercice	113 178	-4 680	-67 417	-20 000	117 858	-2518,33%
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**285 060**	**171 882**	**176 562**	**243 980**	**113 178**	**65,85%**
PROV RISQUES & CHARGES						
Provisions pour charges	768 779	667 291	565 804	464 316	101 488	15,21%
TOTAL PROVISIONS	**768 779**	**667 291**	**565 804**	**464 316**	**101 488**	**15,21%**
DETTES						
Emprunts et dettes auprès étab.crédit	930 763	995 347	1 235 238	305 741	-64 584	-6,49%
Emprunts et dettes fin divers				1 149 571	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	250 757	252 109	379 309	197 549	-1 352	-0,54%
Dettes fiscales et sociales	65 925	22 016	35 525	7 946	43 909	199,44%
Dettes sur immobilisations						
Autres dettes	89 190	59 015	20 037	18 963	30 175	51,13%
TOTAL DETTES	**1 336 635**	**1 328 487**	**1 670 109**	**1 679 770**	**8 148**	**0,61%**
TOTAL PASSIF	**2 390 474**	**2 167 660**	**2 412 475**	**2 388 066**	**222 814**	**10,28%**

L'actif du bilan

Les immobilisations corporelles nettes augmentent de 136 K€ entre 2015 et 2016 ; en effet, en juin 2016, le parc Camille Jullian a été doté d'un nouveau matériel de péage incluant la lecture de plaque minéralogique, l'acceptation de tous type de moyens de paiements, la gestion en temps réel des incidents d'exploitation…

L'**actif immobilisé** représente 81 % du total du bilan ; il est constitué essentiellement du dépôt de garantie versé dans le cadre du crédit-bail immobilier pour 1 784 K€ correspondant au montant à verser pour la levée de l'option du crédit-bail à l'issue du contrat : il se décompose en 1 326 K€ de fonds reçus de Bordeaux Métropole et le reste (457 K€) venant de fonds propres de la société.
En parallèle, le passif comprend 769 K€ de provisions pour caducité basées sur l'autofinancement de ce dépôt de garantie (récupération des capitaux investis par le délégataire) :

- fonds apportés par la société = 457 K€ / 35 années du contrat = **13 067 €** de dotation par an,
- prêt CUB remboursable sur 15 ans à partir de 2012 et jusqu'au terme du contrat en 2026 = 1 326 K€ / 15 = **88 420 €** de dotation par an.
A compter de 2012, les provisions pour charges sont dotées chaque année de 101 487 € (dotation exceptionnelle de caducité).

L'**actif circulant**, essentiellement constitué de créances de compte courant groupe et associés, s'améliore de + 111 K€ pour atteindre 301 K€ au 31/12/2016.

La **trésorerie** de la société Central Parcs, apparaît comme étant négative au niveau du bilan en regardant uniquement les comptes bancaires. Cependant, cette société a un compte courant positif avec sa maison mère : cela signifie que Central Parcs détient une créance vis à vis de son groupe.
Pour information, voici l'évolution du compte courant groupe tout au long du contrat :

EN K€	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000
Compte courant financier	301	190	496	443	401	177	66	293	-33	-130	-1238	-1238	-1184	-1403	-1537	-1432	-1311

Ce dernier a longtemps été déficitaire jusqu'à la recapitalisation de la société en 2007. A compter de 2009, ce compte courant est positif. Sa rémunération est fixée dans une convention de compte courant d'associé signée en janvier 2008 et avenantée en 2012.

Le tableau ci-dessous traduit les raisons de l'évolution de la trésorerie de 2016 par rapport à 2015.

Ainsi, la trésorerie (comprenant les comptes bancaires, les valeurs mobilières de placements et les comptes courant groupe) passe de 167 K€ en 2015 à 254 K€ en 2016, soit une hausse de + 87 K€.

Revue analytique de la trésorerie nette

	31/12/2015	*31/12/2016*	*Var K€*	*Var %*
Trésorerie (bque et VMP)	- 22 721	- 46 557	- *23 836*	*105%*
Compte Courant ou dette financière envers les actionnaires	189 794	301 015	*111 221*	*59%*
Total	***167 073***	***254 458***	***87 385***	***52%***

Explication de la variation de Trésorerie Nette	
Encours clients	38 459
CCA-PCA	
Débiteurs divers	- 125 640
Stocks	
Participation	
Acquisitions d'immobilsations	- 147 244
Cession d'immobilisations	
Dettes fournisseurs	- 1 352
Personnel et org sociaux	
Etat	43 909
IS	
Créditeurs divers	30 175
Emprunts	22 801
Distribution de dividendes	
Augmentation de capital	
Subvention investissement	
CAF de la période	226 276
Total	**87 384**
Variation réelle	**87 385**
Ecart	***-*** ***1***

Calcul de la CAF 2016	
Résultat net	113 178
+ DAP	113 098
- RAP	
- Produits de cession	
+ VNC éléments d'actifs cédés	
- Quote part de subv	
CAF	**226 276**

€ --> NS : non recherché

Cette augmentation de + 87 K€ de trésorerie s'explique par une capacité d'autofinancement de 226 k€, amoindrie par l'acquisition d'un nouveau matériel de péage pour 147 K€,

Le passif du bilan

Pour mémoire et conformément à l'engagement des actionnaires, la société Central Parcs a fait l'objet en 2007 d'une recapitalisation de ses fonds propres par la société mère Chantiers Modernes. La structure du bilan s'est ainsi bien améliorée ; l'apurement du compte débiteur « report à nouveau » a permis au concessionnaire de retrouver une situation nette positive.

En €	2006	2 007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Evolution des capitaux propres											
Capital social	7 626	9 814	9 814	9 814	9 814	9 814	9 814	9 814	9 814	9 814	9 814
Réserve légale				981	981	981	981	981	981	981	981
Prime d'émission		739	739	739	739	739	739	739	739	739	739
Report à nouveau	-997 215		64 096	95 994	96 026	96 099	158 632	252 446	232 445	165 028	160 348
Résultat	87 705	64 096	32 880	103 128	61 411	62 532	93 814	-20 000	-67 417	-4 680	113 178
Capitaux propres (ou situation nette)	**-901 884**	**74 649**	**107 529**	**210 656**	**168 971**	**170 165**	**263 980**	**243 980**	**176 562**	**171 882**	**285 060**
Dividendes distribuées				103 096	61 338	0	0	0	0	0	273 526
				Ok PV d'AG du 30/04/2010	Ok PV d'AG du 8/04/2011	Mis en report à nouveau	Mis en report à nouveau	Mis en report à nouveau	Mis en report à nouveau	Mis en report à nouveau	Ok décision de l'associé unique du 15/05/2017

[Pour mémoire, en 2009 et 2010, les résultats dégagés étaient aussitôt remontés au groupe par l'intermédiaire de distribution de dividendes, alors même que les capitaux propres sont à peine reconstitués].
A compter de 2011, le résultat dégagé par cette société est affecté en report à nouveau et vient ainsi renforcer les capitaux propres ; cette structure a ainsi pu faire face au remboursement de la première échéance du prêt de Bordeaux Métropole.

L'exercice 2016 s'est soldée par un bénéfice de + 113 K€. Ce résultat et le report à nouveau de 160 k€ ont été intégralement distribués à l'associé unique : Vinci construction France.

L'endettement se répartit comme suit :
- une trésorerie négative de 47 K€,
- Les dettes à court terme représentent 24 % des dettes d'exploitation en 2016 et sont en légère hausse par rapport à celles de 2015 qui représentaient 21% des dettes d'exploitation.
- un endettement financier qui s'élèvent à 884 K€ en 2016 baisse de 88 K€ traduisant le remboursement du prêt Bordeaux Métropole de 1 326 K€.
[Pour mémoire, un prêt a été octroyé par Bordeaux Métropole au concessionnaire au début du contrat dont le remboursement a débuté à compter de 2012. L'annuité de remboursement est de 208 K€ par an, durant 15 ans et ce, jusqu'à la fin de la convention (2026)].

Rappel : afin de préserver les intérêts de Bordeaux Métropole, une garantie financière sur ce prêt a été obtenue en fin d'année 2007 du groupe Chantiers Modernes. Cette société, ayant été absorbée courant 2011 par Vinci Construction France, un courrier attestant du transfert de responsabilité a été établi par le Président de Vinci Construction France.

3.4 Analyse économique et financière de la Délégation de Service Public SNC des Grands Hommes

En résumé :

Par traité de concession du 14 juin 1988, la ville de Bordeaux, puis Bordeaux Métropole, a délégué à la SNC Parking des Grands Hommes, la construction et l'exploitation du parc de stationnement de la Place des Grands Hommes pour une durée de 33 ans.

L'année 2016 a été marquée par la mise en application de l'avenant 9 (transfert du présent contrat de la ville de Bordeaux à Bordeaux Métropole) et l'avenant 10 (la tarification au quart d'heure).

Conformément à l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, le délégataire a l'obligation de remettre à l'autorité délégante un rapport annuel sur la base duquel est issue la présente analyse.

Le chiffre d'affaires de l'année 2016 s'élève à 1 804 k€ et progresse de +4% en raison d'un ticket moyen horaire en hausse (+5,36%) et de l'augmentation de la fréquentation horaire dont une partie s'explique par la suppression de la demie heure gratuite dans le cadre de l'application de la tarification au quart d'heure.
Les charges d'exploitation diminuent de -2% grâce à la baisse des frais de personnel liée à une nouvelle organisation (clé de répartition et nouvelle affectation) mise en place par le délégataire.
Pour mémoire et conformément au contrat, le délégataire ne verse plus de redevance variable à la Ville, puis Bordeaux Métropole, depuis 2005.

Le résultat net de l'exercice 2016 de la SNC (Société en nom collectif) du parc des Grands Hommes se solde par un bénéfice de 920 k€, distribué en intégralité aux associés.

3.4.1 Préambule

Contexte

Par traité de concession du 14 juin 1988, la ville de Bordeaux, puis Bordeaux Métropole, a délégué à la SNC Parking des Grands Hommes, l'exploitation du parc de stationnement de la Place des Grands Hommes.

Un élargissement de la compétence parc de stationnement depuis la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 devenue « Parcs et Aires de stationnement » a affirmé la compétence de la Métropole en la matière, codifiée à l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

Dans ce contexte de métropolisation, la ville de Bordeaux a acté, par délibération n°D-2015/299 du 15 juillet 2015, le transfert à Bordeaux Métropole de la propriété et de la convention relatives au parc de stationnement des Grands Hommes.

En conséquence, **l'avenant 9** à la Convention formalise la substitution de la Métropole de Bordeaux à la ville de Bordeaux au sein du contrat de délégation, approuvé par délibération du conseil métropolitain en date du 25 septembre 2015, avec prise d'effet au 1er janvier 2016.

La Loi Consommation du 17 mars 2014 n°2014-344, dite loi Hamon, a instauré un changement de la tarification des stationnements en établissant un paiement de la redevance de stationnement au quart d'heure. En effet, l'article 113-7 de la loi prévoit que « tout exploitant de parc de stationnement affecté à un usage public applique au consommateur, pour le stationnement d'une durée inférieure à douze heures et payés à la durée, une tarification par pas de quinze minutes au plus ». Ainsi, **l'avenant n°10** au contrat de concession met en œuvre la tarification au quart d'heure, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 14 décembre 2015, avec prise d'effet au 1er janvier 2016.

Conformément à l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, le délégataire a l'obligation de remettre à l'autorité délégante un rapport annuel sur la base duquel est issue la présente analyse.

Présentation générale

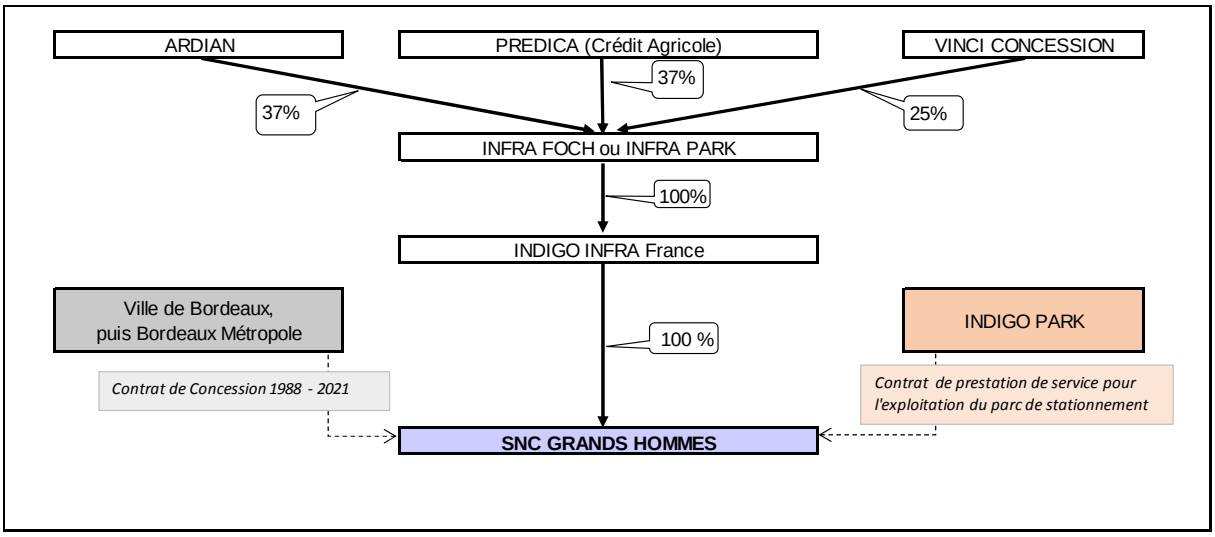
La capacité totale de l'ouvrage est de 454 emplacements, répartis sur 6 niveaux en sous-sol, dont 410 places publiques et 44 places privées. 10 places sont réservées aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Localement, la responsabilité de l'exploitation est assurée par une personne assistée de 3 agents, sous le contrôle d'un responsable de district et sous la supervision du Directeur de Secteur et du Directeur Régional. En outre, l'équipe du parc bénéficie des compétences et de l'assistance des moyens déployés par Indigo Park à Bordeaux.

Les services fonctionnels du siège, basés à La Défense, assurent le suivi et le contrôle de l'exploitation, les relations avec l'autorité délégante, la gestion administrative et financière de la délégation.

Environnement actionnarial

Au 31 décembre 2016, l'actionnariat de la SNC des Grands Hommes se présente de la façon suivante :



3.4.2 Présentation du compte de résultat synthétique 2016

En €	2012	2013	2014	2015	2016
PRODUITS D'EXPLOITATION	**1 589 064**	**1 633 091**	**1 771 794**	**1 712 841**	**1 804 391**
Chiffres d'affaires	1 588 003	1 630 814	1 763 981	1 712 520	1 804 126
Subventions d'exploitation	0	0	0	0	0
Autres produits	1 061	2 277	7 813	321	265
CHARGES D'EXPLOITATION	**887 022**	**891 639**	**913 507**	**895 680**	**878 657**
Achats non stockés	0	0	0	0	0
Charges externes	610 724	581 532	594 396	564 312	527 235
Impôts et taxes	83 787	88 789	87 804	90 143	95 113
Redevances aux collectivités locales					
Rémunération du personnel					
Charges sociales					
Dotations aux amortissements et provisions	191 553	218 177	230 630	238 695	247 826
Autres charges	958	3 141	677	2 530	8 483
RESULTAT D'EXPLOITATION	**702 042**	**741 452**	**858 287**	**817 161**	**925 734**
Produits financiers	248	248	161	104	55
Charges financières	11 294	9 233	7 534	4 583	1 052
RESULTAT FINANCIER	**-11 046**	**-8 985**	**-7 373**	**-4 479**	**-997**
RCAI	**690 996**	**732 467**	**850 914**	**812 682**	**924 737**
Produits exceptionnels	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles	90 928	0	0	0	4 842
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-90 928**	**0**	**0**	**0**	**-4 842**
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Impôts sur les sociétés	0	0	0	0	0
RESULTAT NET	**600 068**	**732 467**	**850 914**	**812 682**	**919 895**
Source : Liasse fiscale ou comptes sociaux					

Chiffre d'affaires

L'évolution de la fréquentation

	2016	2015	2014	2013	Variation %
Nbre de sorties horaires payantes	276 129	262 770	272 471	259 226	5,08%
Nbre de sorties horaires gratuites	20 275	49 334	51 098	45 494	-58,90%
Nbre de sorties horaires	**296 404**	**312 104**	**323 569**	**304 720**	**-5,03%**
Nbre d'abonnés	**2 804**	**2 853**	**2 851**	**2 780**	**-1,72%**
Nombre d'amodiations	**441**	**455**	**456**	**438**	**-3,08%**
CA TTC Horaire	**1 628 000**	**1 473 585**	**1 494 593**	**1 440 634**	**10,48%**
CA TTC Abonnés	**325 366**	**331 653**	**320 972**	**293 473**	**-1,90%**
CA TTC Locations	**6 000**	**6 000**	**6 500**	**6 000**	**0,00%**
CA TTC Divers	**154 925**	**212 702**	**215 833**	**140 391**	**-27,16%**
Ticket moyen annuel	**5,9 € TTC**	**5,6 € TTC**	**5,5 € TTC**	**5,6 € TTC**	**5,36%**

La fréquentation horaire payante est en hausse de 5,08% par rapport à 2015 (276 129 visiteurs en 2016 contre 262 770 sur 2015). Parallèlement, le nombre de visiteurs ayant bénéficié d'une gratuité horaire a baissé de façon très significative (20 275 visiteurs en 2016 contre 49 334 sur 2015). Cette baisse s'explique par la suppression de la demi-heure gratuite en janvier 2016 dans le cadre de l'application de la tarification au quart d'heure (avenant n°10) au contrat de concession.

Le ticket moyen horaire s'élève à 5,9 euros TTC en 2016, soit une augmentation de 5,36% par rapport à 2015.

Sur la même période, le nombre d'abonnements facturés est en légère baisse et fait apparaître une moyenne de 234 abonnés en 2016 contre 238 en 2014.

Les recettes collectées en 2016

Selon les données statistiques (fournies en annexe 1 du rapport du délégataire), l'exploitation du stationnement payant a généré une recette globale collectée de 2 114 291 euros TTC en 2016, en hausse de 4,5% par rapport à l'exercice 2015 (2 023 940 euros TTC).

Les recettes collectées se décomposent comme suit :

En € TTC	2016	2015	2014	2013	Variation
Chiffre d'affaires horaire	1 628 000	1 473 585	1 494 593	1 440 638	10,5%
Chiffre d'affaires abonnés	325 366	331 653	320 972	293 466	-1,9%
Chiffre d'affaires divers	160 925	218 702	222 333	146 387	-26,4%
Total recettes (chiffre d'affaires TTC)	**2 114 291**	**2 023 940**	**2 037 898**	**1 880 491**	4,5%

Répartition du chiffre d'affaires

La hausse de 4,5% de la recette globale collectée en 2016 résulte principalement de la combinaison des 3 effets suivants :

- Un chiffre d'affaires horaire en hausse de 10,5%, avec une hausse de 5,08% du nombre de sorties horaires payantes sur 2016, l'application de la tarification au quart d'heure et une hausse du ticket moyen horaire (+5,36%) ;

- Un chiffre d'affaires abonnés en baisse de -1,9%, avec une baisse de -1,72% du nombre d'abonnements facturés sur 2016 ;

- Un chiffre d'affaires « divers » en baisse de 26,4%. Sont principalement enregistrés dans cette catégorie de recettes diverses :
  - Le tarif attractif « nuit », qui continue de séduire une clientèle désireuse de passer sa soirée en centre-ville ;
  - Des tarifs préférentiels, tels que ceux mis en œuvre dès août 2012 avec les principaux hôtels de centre-ville et ayant remporté un grand succès auprès des hôteliers et de leurs clients sur l'année 2016 ;
  - Le « paiement par carte à décompte rechargeable », mis en place pour satisfaire la demande des clients les plus fidèles et leur permettant de rentrer et sortir sans passer par les caisses automatiques.

  On notera que ces recettes diverses sont majoritairement comptabilisées en « chiffre d'affaires horaire » dans le compte de résultat de la délégation de service public présenté ci-après, de sorte que le chiffre d'affaires horaire y apparaît en hausse de 10,5% et le « chiffre d'affaires annexe » en baisse de 26,4%, soit en réunissant les deux une hausse du chiffre d'affaires de 5,71%, augmentation cohérente avec celle des comptes de la délégation (+ 4,9%).

Les comptes de la délégation

En K€ HT	2016	2015	2014	2013	Variations 2016/2015
Chiffre d'affaires horaire	1 466	1 398	1 425	1 312	4,9%
Chiffre d'affaires abonnés	269	274	265	245	-1,7%
Chiffre d'affaires annexe	58	54	60	62	7,4%
Total chiffre d'affaires	**1 793**	**1 725**	**1 750**	**1 619**	3,9%
Autres Produits	11	9	9	9	19,9%
Total produits d'exploitation	**1 804**	**1 735**	**1 759**	**1 628**	4,0%
Frais de personnel	-226	-267	-268	-272	-15,1%
Entretien - Maintenance	-30	-28	-36	-31	9,2%
Fluides	-36	-35	-38	-40	0,6%
Frais de télécommunication	-4	-5	-4	-4	-15,5%
Frais administratifs et commerciaux	-11	-14	-17	-18	-24,8%
Assurances	-12	-13	-9	-13	-7,9%
Charges de copropriété	-37	-34	-44	-42	10,2%
Impôts & taxes	-110	-103	-100	-99	6,9%
Charges courantes et de gros entretien	-11	-2	-1	-2	459,5%
Frais généraux siège et région (9% du CA)	-162	-152	-157	-143	6,8%
Total charges d'exploitation	**-639**	**-652**	**-674**	**-664**	-2,0%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	**1 165**	**1 083**	**1 085**	**964**	7,6%
Amortissements et provisions d'exploitation	-250	-245	-236	-224	2,2%
Résultat d'exploitation (EBIT)	**915**	**839**	**849**	**740**	9,2%
Frais financiers	-68	-87	-90	-86	-21,9%
Résultat Net avant impôt du Parc des GH	**847**	**752**	**759**	**654**	12,8%

Source : Rapport annuel - Comptes de la délégation

Après avoir analysé les produits d'exploitation de la délégation qui s'élèvent à 1 804 k€, les charges d'exploitation vont être passées en revue afin de mettre en évidence les principaux postes et principales variations.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 639 k€ et diminuent de - 2 % par rapport à 2015.
Cette baisse s'explique essentiellement par la diminution des frais de personnel de – 41 k€ (soit – 15 %) : d'après le délégataire, *« l'évolution à la baisse des frais de personnel fait suite à une nouvelle organisation mise en place, une nouvelle clé de répartition qui a été mise en place afin de tenir compte des nouvelles affectations de personnels (encadrement, équipe technique, personnel d'exploitation, télé-opération, équipe mobile d'intervention, équipe d'entretien des ouvrages, équipe technique) »*.

Ces charges d'exploitation se répartissent en 3 catégories :

1/ Les charges directes
Il s'agit des charges directement affectables au contrat et à l'ouvrage c'est-à-dire le personnel, frais d'entretien de maintenance et de réparation, l'énergie, fonctionnement administratif et commerciaux, les impôts et taxes et les charges de gros entretien.

2/ Les charges calculées
Il s'agit de la quote-part annuelle d'amortissement liée à l'investissement.
En l'espèce, la construction du parc a été financé par contrat de crédit-bail qui s'est terminé en 2004 ; dès lors, la levée d'option fait l'objet d'amortissement dans les comptes de la délégation et jusqu'à la fin du contrat.

3/ Les charges indirectes

Il s'agit des frais communs nécessaires à plusieurs ouvrages ou contrats et mutualisés au sein de sociétés prestataires du même groupe. La répartition de ces frais est formalisée dans un contrat-cadre de prestation de services.

Il s'agit :

- des frais de structure ou frais généraux siège et région[2] dont la clé de répartition repose sur le chiffre d'affaires de chaque filiale (8,95% du chiffre d'affaires),
- des polices d'assurances (même clé de répartition : le chiffre d'affaires),
- des charges financières qui représentent le coût de financement : un pourcentage de 5,5% de la valeur non amortie ; ce taux est représentatif du coût des capitaux engagés par le groupe Indigo.

Ces frais financiers figurent dans les comptes de la délégation mais ne sont pas comptabilisés dans comptes sociaux de la SNC des Grands Hommes.

Pour mémoire : Pas d'imposition à l'Impôt sur les Sociétés (IS) au niveau de la SNC car cet impôt est à la charge de l'associé (en l'espèce, Indigo Infra France).

Compte-tenu de la hausse des produits d'exploitation (+4%) et de la baisse des charges d'exploitation (-2%), l'Excédent Brut d'Exploitation s'améliore de 7,6% de 2016 à 2015.

Pour mémoire et conformément aux termes du traité de concession du 14 juin 1988, le délégataire ne verse plus de redevance variable à la Ville depuis 2005, mais continue de payer la redevance annuelle pour occupation du domaine public (152 euros HT) durant toute la durée de la concession (33 ans).

[2] Conformément à la note financière jointe en annexe du compte rendu financier du délégataire, les frais de structure couvrent les services dits communs correspondant aux services administratifs et fonctionnels du groupe Indigo répartis géographiquement entre le siège social à Puteaux et les Directions Régionales. Ainsi, concernant l'exercice 2016, l'affectation des frais de structure correspond à 8.95% du chiffre d'affaires prévisionnel du contrat de délégation de service public. Ces frais de structure sont répartis sur la ligne frais de pilotage et d'encadrement région (2.2%) et sur la ligne frais généraux siège (6.75%). Par ailleurs, la ligne frais généraux siège comprend également une redevance liée à la plateforme digitale (site internet et application mobile) de 0.1% du CA prévisionnel.

3.4.3 Présentation du bilan 2016

En €	2013	2014	2015	2016
ACTIF	**1 769 172**	**1 591 646**	**1 396 753**	**1 217 564**
Immobilisations Incorporelles (Net)	1 631 239	1 441 728	1 253 852	1 054 001
Immobilisations Corporelles (Net)	0	0	0	
Immobilisations financières (Net)	0	0	0	
Actif immobilisé	**1 631 239**	**1 441 728**	**1 253 852**	**1 054 001**
Stocks	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Créances clients	54 714	48 869	51 177	53 537
Autres créances	31 294	39 891	34 352	63 222
Valeurs Mobilières de Placements	0	0	0	0
Disponibilités	51 925	61 158	57 372	46 804
Charges constatées d'avance		0		
Actif circulant	**137 933**	**149 918**	**142 901**	**163 563**
Charges à répartir				
PASSIF	**1 769 172**	**1 591 648**	**1 396 754**	**1 217 563**
Capital	7 625	7 625	7 625	7 625
Réserve légale				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	732 466	456 158	812 681	919 893
Capitaux propres	**740 091**	**463 783**	**820 306**	**927 518**
Provisions pour risques et charges	**0**	**0**	**0**	**0**
Dettes financières	0	0	0	0
Dettes d'exploitation	1 001 730	1 103 907	557 264	259 334
Produits constatés d'avance	27 351	23 958	19 184	30 710
Total dettes	**1 029 081**	**1 127 865**	**576 448**	**290 045**
Contrôle	*0*	*2*	*1*	*-1*
FRNG	-891 148	-977 945	-433 546	-126 483
BFR	-943 073	-1 039 105	-490 919	-173 286
Variation du BFR	235 804	-96 032	548 186	317 633
Trésorerie	51 925	61 160	57 373	46 803

L'actif du bilan au 31 décembre 2016 s'élève à 1 218 k€ dont 1 054 k€ d'actif immobilisé.

L'actif immobilisé est essentiellement constitué du montant de la levée d'option (montant net au 31/12/2016 de 660 k€), activée au terme du contrat de crédit-bail (2004) qui a financé la construction du parc. Cette levée d'option est amortie jusqu'à la fin du contrat de concession. Le solde de l'actif immobilisé (394 k€) concerne le matériel et outillages ainsi que des agencements, des aménagements et installations, qualifiés de biens de retour renouvelables.

L'actif circulant se compose essentiellement de créances clients (54 k€), d'autres créances pour 63 k€ et 47 k€ de disponibilités (trésorerie).

Le passif du bilan, du même montant que l'actif se compose de capitaux propres de 928 k€ au 31/12/2016 et de dettes d'exploitation pour 290 k€.

D'après le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 7 mars 2017, la SNC du parc des Grands Hommes a décidé d'affecter le bénéfice de 919 893 € au crédit du compte courant de chacun des associés (distribution de dividendes : 911 k€ pour Indigo Infra France et 9 k€ à l'associé SOGARAM).

Les dettes d'exploitation (259 k€) correspondent essentiellement aux comptes courant de moins d'un an crédit sociétés groupe (172 k€), à la taxe sur le chiffre d'affaires et à la TVA collectée et à une FNP liée à la vidéosurveillance.

Enfin, la structure financière de la société est satisfaisante puisqu'elle présente :

- un Fonds de Roulement de -126 k€, (capitaux propres et emprunt LT – actif immobilisé) qui tend à diminuer plus on se rapproche du terme du contrat (car de moins en moins d'investissements et distribution immédiate des résultats dégagés annuellement).
- un Besoin en Fonds de Roulement toujours négatif, à hauteur de (-173 k€), ce BFR négatif devient une ressource de financement générée par le court terme d'exploitation, ce qui contribue à améliorer la trésorerie de la SNC.
- un Solde net de trésorerie de 47 k€.

3.5 Analyse économique et financière de la Délégation de Service Public SGGPB

En résumé :

Par convention d'Affermage en date du 15 mars 2013, la ville de Bordeaux, puis Bordeaux Métropole, a délégué à la Société d'Economie Mixte Société des Grands Garages et Parkings de Bordeaux (S.G.G.P.B.), en tant que fermier de la délégation de service public (« DSP ») l'exploitation de sites de Stationnement de proximité (Allées de Chartres/Bristol, Victor Hugo et Cours Alsace Lorraine) du 1er avril 2013 au 31 mars 2016.
L'année 2016 a été marquée par la mise en application de l'avenant 1 (transfert du présent contrat de la ville de Bordeaux à Bordeaux Métropole), de l'avenant 2 (la tarification au quart d'heure) et par l'avenant 3 qui vient prolonger le contrat d'une année.

Conformément à l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, le délégataire a l'obligation de remettre à l'autorité délégante un rapport annuel sur la base duquel est issue la présente analyse.
Le chiffre d'affaires de l'année 2016 s'élève à 2 269 k€ et diminue de -12,8% en raison d'importants travaux sur Victor Hugo, de la fermeture du parc Allées de Chartres durant l'Euro de football et de la fermeture du niveau -5 du parc Alsace Lorraine.
Les charges d'exploitation ont quant à elles fortement augmentées du fait des travaux sur Victor Hugo ; ces charges ont été compensées par une provision pour gros travaux constituée à cet effet.
La redevance (fixe et variable) 2016 versée à Bordeaux Métropole, s'est élevée à 1 138k€.
Le résultat de la DSP avant impôt au titre de l'année 2016 est de 14 k€, contre 153 k€ en 2015.

3.5.1 Préambule

Le Conseil Municipal du 25 février 2013 s'est prononcé en faveur du renouvellement de la Société des Grands Garages et Parkings de Bordeaux (S.G.G.P.B.), en tant que fermier de la Délégation de service public (« DSP ») avec la ville de Bordeaux, dans le cadre d'un contrat d'affermage allant du 1er avril 2013 au 31 mars 2016.

Cette société a ainsi en charge l'exploitation des parkings Victor Hugo, Alsace Lorraine et du parc de stationnement de proximité des Allées de Chartres et Bristol.

Un élargissement de la compétence parc de stationnement depuis la loi MAPTAM (Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) du 27 janvier 2014 devenue « Parcs et Aires de stationnement » a affirmé la compétence de la Métropole en la matière, codifiée à l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.
Dans ce contexte de métropolisation, la ville de Bordeaux a acté, par délibération n°D-2015/299 du 15 juillet 2015, le transfert à Bordeaux Métropole de la propriété et de la convention relatives aux parcs de stationnement Allées de Chartres, cours Victor Hugo et cours d'Alsace-et-Lorraine.
En conséquence, l'**avenant n°1** à la convention formalise la substitution de la Métropole de Bordeaux à la ville de Bordeaux au sein du contrat de délégation, approuvé par délibération du conseil métropolitain en date du 25 septembre 2015, avec prise d'effet au 1er janvier 2016.

La Loi Consommation du 17 mars 2014 n°2014-344, dite loi Hamon, a instauré un changement de la tarification des stationnements en établissant un paiement de la redevance de stationnement au quart d'heure. En effet, l'article 113-7 de la loi prévoit que « tout exploitant de parc de stationnement affecté à un usage public applique au consommateur, pour le stationnement d'une durée inférieure à douze heures et payés à la durée, une tarification par pas de quinze minutes au plus ». Ainsi, l'**avenant n°2** au contrat d'affermage met en œuvre la tarification au quart d'heure, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 14 décembre 2015, avec prise d'effet au 1er janvier 2016.

La délibération n°2016-127 du 25 mars 2016, vient acter la cession à Bordeaux Métropole de l'intégralité des actions de la Société des grands garages et parkings de Bordeaux (SGGPB) détenues par la ville de Bordeaux, à la valeur nominale.

Ensuite, par un **avenant n° 3**, le Conseil Métropolitain du 25 mars 2016 est venu acter la prolongation d'une année du contrat d'affermage, tout en déterminant les travaux restant à réaliser par le Fermier et préciser les aspects financiers particuliers durant la période de prolongation, se terminant le 31 mars 2017.

La SGGPB est une société d'économie mixte détenue à 65,14% par la Bordeaux Métropole, suivi par la SEM Bordeaux métropole aménagement (BMA) à 27,35% du capital.

Enfin, par délibération du 27 janvier 2017, il a été arrêté le principe d'une remise en régie des parcs de stationnement Victor Hugo, Alsace Lorraine et Allées de Chartres, situés sur la commune de Bordeaux, à l'échéance du contrat d'affermage, soit à compter du 1er avril 2017, auprès de la Régie Parcub Bordeaux Métropole. Conformément à cette délibération, les modalités et conditions de reprise et d'exploitation des parcs concernés ont été prévues dans le cadre d'un protocole tripartite de fin de contrat d'affermage entre le délégataire sortant, Bordeaux Métropole et la régie Parcub Bordeaux Métropole ainsi que la remise en affectation des parcs à la régie, selon la délibération n°2017-124 du 17 mars 2017.

Conformément à l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, le délégataire a l'obligation de remettre à l'autorité délégante un rapport annuel sur la base duquel est issue la présente analyse.

3.5.2 Présentation du compte de résultat synthétique 2016 de la DSP SGGPB

En € HT	2014	2015	2016	Δ 2015-2016
Recettes Victor Hugo	1 453 126	1 523 572	1 328 981	-12,8%
Recettes Alsace Lorraine	101 391	99 132	88 167	-11,1%
Recettes Chartres	973 577	980 340	851 645	-13,1%
Total recettes des 3 parcs	**2 528 094**	**2 603 044**	**2 268 793**	**-12,8%**
Total transfert de charges des 3 parcs	**0**	**0**	**2 584**	
Charges d'exploitation Victor Hugo	569 651	610 028	1 288 570	111,2%
Charges d'exploitation Alsace Lorraine	85 457	76 119	87 464	14,9%
Charges d'exploitation Chartres	193 746	196 351	196 852	0,3%
Total charges d'exploitation des 3 parcs	**848 854**	**882 498**	**1 572 886**	**78,2%**
Dotation aux provisions pour renouvellement immos V. Hugo	72 000	72 000	199 780	177,5%
Dotation aux provisions pour renouvellement immos A. Lorrain	4 000	4 000	1 000	-75,0%
Dotation aux provisions pour renouvellement immos Chartres	72 000	72 000	18 000	-75,0%
Total dotat° aux provisions renouvellement immos	**148 000**	**148 000**	**218 780**	**47,8%**
Reprise de provisions gros travaux sur Victor Hugo	**10 026**	**4 892**	**662 135**	**13435,1%**
Redevance Victor Hugo	723 205	786 215	611 084	-22,3%
Redevance Alsace Lorraine	21 000	21 000	21 000	0,0%
Redevance Chartres	610 360	617 306	506 316	-18,0%
Total redevances versées à la Ville	**1 354 565**	**1 424 521**	**1 138 400**	**-20,1%**
Dont redevance fixe	*1 001 000*	*1 001 000*	*1 001 002*	*0,0%*
Dont redevance variable	*353 565*	*423 521*	*137 398*	*-67,6%*
Total produits exceptionnels des 3 parcs	**0**	**0**	**10 277**	
Résultat avant IS Victor Hugo	98 296	60 221	-101 012	-267,7%
Résultat avant IS Alsace Lorraine	-9 066	-1 987	-21 297	971,8%
Résultat avant IS Chartres	97 471	94 683	136 032	43,7%
Total résultat avant IS des 3 parcs	**186 701**	**152 917**	**13 723**	**-91,0%**

Les recettes issues des 3 parkings sont en baisse de -12,8% (2 269 k€ en 2016 contre 2 603 k€ en 2015) :

- -13,1% sur les Allées de Chartres (en raison de la fermeture pendant l'Euro de football en juin et juillet 2016),
- -12,8% sur Victor Hugo (en raison d'importants travaux),
- -11,1% sur Alsace Lorraine, (en raison de la fermeture du niveau -5).

Ces recettes regroupent essentiellement 2 segments d'activités, dont les évolutions sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires « clientèle abonnée » (34% du chiffre d'affaires total).
  Ce dernier est en baisse de -15,01% entre 2015 et 2016, du fait d'une diminution globale du nombre d'abonnés de -8,15% (-14,6% pour Victor Hugo, +1,99% pour Chartres et -14,29% pour Alsace Lorraine).
  Les abonnements du 1er étage à la terrasse de Victor Hugo ont été réduits pendant la fermeture pour travaux du sous-sol et les travaux de flocage, soit une baisse de 83 abonnements.
  La diminution des abonnés sur Alsace Lorraine s'explique par la fermeture du niveau -5.

- Le chiffre d'affaires « clientèle horaire » (66 % du chiffre d'affaires total).
  Celui-ci diminue de -11,25%, compte-tenu de la baisse de la fréquentation de -13,88% (-15,02% pour Victor Hugo et -11,78% pour Chartres).

Parmi les charges associées à la DSP, on notera :

- des charges d'exploitation en très forte augmentation (1 572 k€ en 2016 contre 882 k€ en 2015). Ces charges incluent notamment la réalisation de nombreux travaux sur le parking Victor Hugo.
  Conformément à l'article 3.5 et l'annexe 1 de l'avenant n°3, les travaux à la charge du Fermier ont été financés par la provision pour gros travaux et sur le résultat de la délégation.
  Par exception, ces travaux, de par leur nature de charges d'exploitation, ne donnent pas lieu à amortissement.

  Récapitulatif des travaux Victor Hugo :

Intitulé des travaux	**Travaux Prévus (Annexe 1 Avenant 3)**	**Travaux Réalisés**
	Travaux à la charge du fermier 2016-2017	**2016-2017**
Renouvellement des installations électriques, courants forts et courants faibles	160 000 €	727 843 €
Protection contre l'incendie des strcutures - Flocage	1 040 000 €	513 606 €
Etudes / Contrôles	44 000 €	70 216 €
Gros entretien (Reprises gardres corps, portes CF, …)		44 865 €
TOTAL	**1 244 000 €**	**1 356 530 €**
		Dont 696 k€ au 31/12/2016
	Soit + 112 530 € (+9%)	

  En retraitant ces travaux des charges d'exploitation, elles passent globalement de 882 k€ en 2015 à 877 k€ en 2016, soit une certaine stabilité.

- Notons que le montant de redevance (fixe et variable) versée à Bordeaux Métropole dans le cadre de la DSP (1 138 k€ en 2016 contre 1 425 k€ en 2015), a diminué en raison de la baisse d'activité sur Victor Hugo causée par les travaux et de la baisse d'activité sur Allées de Chartres causée par la fermeture du parc pendant l'Euro de football.

- L'année 2016 est également marquée par une dotation aux provisions complémentaires afin de mettre en cohérence le niveau de la provision avec le montant des travaux.
  Cette provision a également été reprise à hauteur des travaux engagés au 31 décembre 2016.

En €	**31/12/2015**	**Dotations**	**Reprises**	**31/12/2016**
Provision Renouvellement immobilisations	0			0
Provision pour grosses réparations	20 142	1 590		21 732
Provision pour gros travaux	1 058 000	217 190	662 135	613 055
TOTAL PROVISION POUR CHARGES	**1 078 142**	**218 780**	**662 135**	**634 787**
		# 681	# 781	*0*

Il ressort de ces principaux éléments un résultat de la DSP avant impôts de 14 k€ en 2016, contre 153 k€ en 2015.

4- ACTIVITE STATIONNEMENT DE BORDEAUX METROPOLE EN 2016

4.1 Ressources humaines en charge du stationnement de la Métropole

4.1.1 Métropolisation et mutualisation des services au 1er janvier 2016

Suite à la loi du 27 janvier 2014, relative à la Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM), la mutualisation des moyens de Bordeaux Métropole et de ceux des communes a conduit au 1er janvier 2016, à la mise en place d'un nouvel organigramme métropolitain. Sur le plan du stationnement, les compétences spécifiques de la Métropole ont été confiées au Service circulation et stationnement (SCS) de la Direction des infrastructures et des déplacements (DID), au sein de la Direction générale mobilités (DGM). Dans ce cadre, l'ancien Centre stationnement et mobilité alternatives (CSMA) est devenu le Centre stationnement et nouveaux usages de l'automobile (CSNUA). A cette occasion, le CSNUA a conservé les compétences sur le stationnement en ouvrage, mais il a également intégré la responsabilité des projets relatifs aux aires de covoiturage, à l'autopartage, aux aires de livraison et aux bornes de rechargement électrique.

4.1.2 Suivi de l'activité stationnement au sein du CSNUA

Les thématiques du Centre stationnement et nouveaux usages de l'automobile sont suivies par trois agents, sous la responsabilité du chef de centre : un chargé de projet stationnement et covoiturage, un chef de projet transport de marchandises et autopartage, et un chargé de suivi des contrats.

Sur le plan de l'activité stationnement, les missions consistent globalement à assurer l'accompagnent administratif et technique de l'exploitation des parkings de Bordeaux Métropole, (31 sites en 2016, dont 21 sont en régie, et 10 en DSP).

Une attention toute particulière est accordée au contrôle qualité. Historiquement, les missions de contrôle, élaborées initialement dans le cadre du plan qualité de la seule DSP BP3000, ont été progressivement étendues à la DSP Central parcs dès 2011, puis à la régie Parcub Bordeaux Métropole en 2012, et enfin aux deux nouveaux délégataires, SGGPB et SNC des Grands Hommes à partir de 2016, ce qui donne une lecture globale du service public du stationnement en ouvrage dans Bordeaux Métropole. Cela a également renforcé la dynamique entre les exploitants et la Métropole, tout en harmonisant le traitement des cinq intervenants de la Métropole. Ce travail se prolonge sur le plan des échanges de données, avec la mise à disposition, par les exploitants, d'un Relevé mensuel d'exploitation (RME) pour chaque parking.

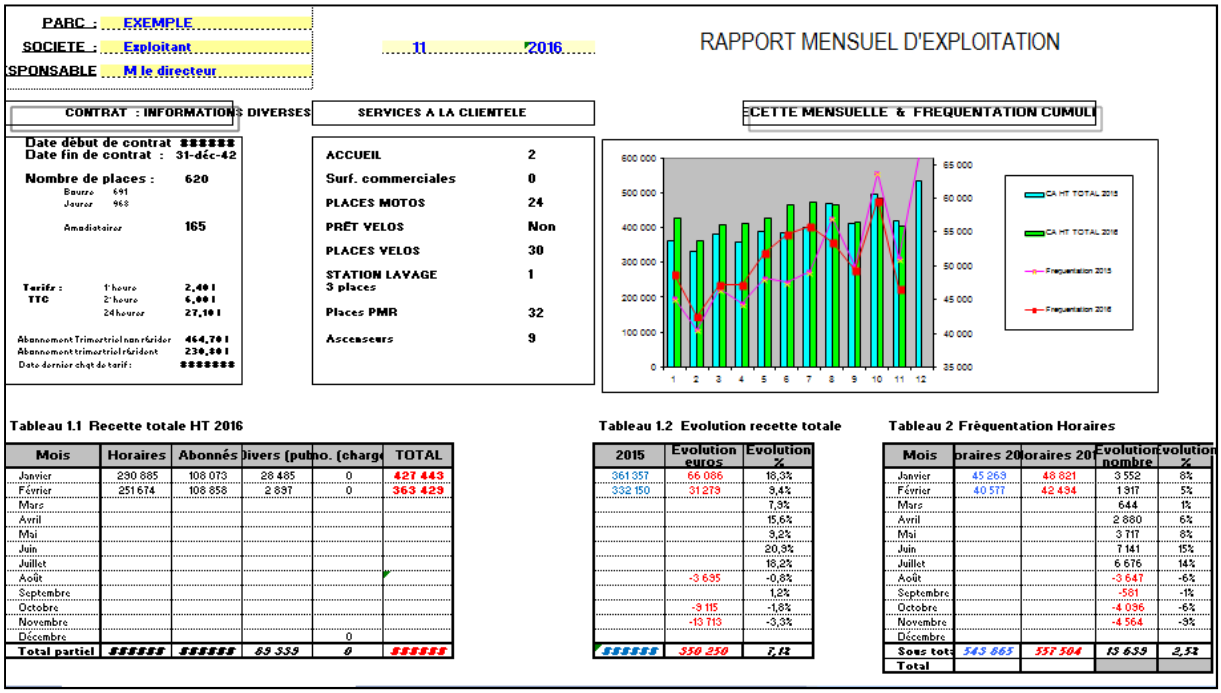
En 2016, en plus de ces tâches habituelles de contrôle de la qualité de service, le Centre stationnement et nouveaux usages de l'automobile (CNSUA) a essentiellement axé ses missions sur deux dossiers : d'une part, le suivi des effets de la tarification au quart d'heure ; d'autre part le transfert des parcs de la ville de Bordeaux vers notre établissement public, dont la mise à disposition a été opérée au 1er janvier. Cette dernière tâche a nécessité un intense travail transverse de la Métropole, tant sur le plan administratif, avec les directions financière et juridique, que technique, avec les directions du foncier et des bâtiments métropolitains.

Les principaux résultats obtenus sur ces champs et sur les activités annexes peuvent être résumés comme suit.

4.2 Outils de contrôle de l'exploitation des parkings de la Métropole

4.2.1 Relevés mensuels d'exploitation harmonisés à tous les exploitants

En sa qualité de délégant, Bordeaux Métropole a toute légitimité pour obtenir de la part des délégataires toute information sur l'exploitation du service public de stationnement qui leur a été confié. Hormis les rapports annuels remis par les exploitants, et qui figurent en annexe au présent document, la principale source régulière d'information est constituée par les Relevés mensuels d'exploitation (RME) : les gestionnaires métropolitains fournissent ainsi chaque mois, une série de données par parc.



PARC : EXEMPLE
SOCIETE : Exploitant — 11 — 2016
SPONSABLE : M le directeur

RAPPORT MENSUEL D'EXPLOITATION

CONTRAT : INFORMATIONS DIVERSES

Date début de contrat : ######
Date fin de contrat : 31-déc-42

Nombre de places : 620
Bourse 691
Jaunes 968
Amodiataires 165

Tarifs : TTC
1 heure 2,40 €
2 heure 6,00 €
24 heures 27,10 €

Abonnement Trimestriel non résident 464,70 €
Abonnement trimestriel résident 230,80 €
Date dernier chgt de tarif : #######

SERVICES A LA CLIENTELE

ACCUEIL	2
Surf. commerciales	0
PLACES MOTOS	24
PRÊT VELOS	Non
PLACES VELOS	30
STATION LAVAGE 3 places	1
Places PMR	32
Ascenseurs	9

RECETTE MENSUELLE & FREQUENTATION CUMULE

Tableau 1.1 Recette totale HT 2016

Mois	Horaires	Abonnés	Divers (pub	no. (charg	TOTAL
Janvier	290 885	108 073	28 485	0	427 443
Février	251 674	108 858	2 837	0	363 423
Mars					
Avril					
Mai					
Juin					
Juillet					
Août					
Septembre					
Octobre					
Novembre					
Décembre				0	
Total partiel	######	######	69 359	0	######

Tableau 1.2 Evolution recette totale

2015	Evolution euros	Evolution %
361 357	66 086	18,3%
332 150	31 279	9,4%
		7,9%
		15,6%
		3,2%
		20,3%
		18,2%
	-3 635	-0,8%
		1,2%
	-3 115	-1,8%
	-13 113	-3,3%
######	350 250	7,12

Tableau 2 Fréquentation Horaires

Mois	oraires 20	oraires 20	Evolution nombre	Evolution %
Janvier	45 269	48 821	3 552	8%
Février	40 577	42 434	1 917	5%
Mars			644	1%
Avril			2 880	6%
Mai			3 717	8%
Juin			7 141	15%
Juillet			6 676	14%
Août			-3 647	-6%
Septembre			-581	-1%
Octobre			-4 096	-6%
Novembre			-4 564	-9%
Décembre				
Sous tot	545 865	557 504	15 639	2,52
Total				

Tableau 2.2 Historique recettes Horaires HT

Mois	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution %
Janvier	214 394	216 193	238 579	258 734	290 885	12%
Février						11%
Mars						6%
Avril						13%
Mai						11%
Juin						21%
Juillet						22%
Août						-1%
Septembre						1%
Octobre						-3%
Novembre						-5%
Décembre						
Sous total	######	######	######	######	######	7,83
Total	######	######	4 311 547	######		

Tableau 2 Ticket Moyen HT

Mois	2015	2016	Evolution %
Janvier	5,72	5,96	4%
Février			6%
Mars			5%
Avril			6%
Mai			3%
Juin			10%
Juillet			7%
Août			6%
Septembre			2%
Octobre			4%
Novembre			5%
Décembre			
Moyenne	5,69	6,17	8%

Tableau 2 Recettes Abonnements HT

Mois	2015	2016	Evolution %
Janvier			6%
Février			7%
Mars			6%
Avril			6%
Mai			3%
Juin			5%
Juillet			7%
Août			4%
Septembre			3%
Octobre			1%
Novembre			2%
Décembre			
Sous tot	1 157 801	######	4,52
T			

Tableau 3.2 Détail Abonnés véhicules résidents / non résidents

	2015			2016			
	Résidents	Non Rés.	TOTAL	Résidents	Non Rés.	TOTAL	Evolution %
Janvier	817	334	1 211	868	413	1 281	6%
Février	817	400	1 217	881	409	1 290	6%
Mars							6%
Avril							6%
Mai							6%
Juin							4%
Juillet							6%
Août							2%
Septembre							2%
Octobre							0%
Novembre							3%
Décembre							
Moyenne	843	467	1248	888	467	1902	4%

Tableau 3 Dont Ab. motos

Mois	2015	2016
Janvier	26	24
Février	24	28
Mars	24	31
Avril	28	34
Mai	28	34
Juin	26	33
Juillet	26	33
Août	24	34
Septembre	26	32
Octobre	26	33
Novembre	24	32
Décembre	26	
Moyenne	26	32

Tableau 4 Recettes diverses et publicitaires

Mois	2015	2016
Janvier	625	28 485
Février		
Mars		
Avril		
Mai		
Juin		
Juillet		
Août		
Septembre		
Octobre		
Novembre		
Décembre		
Sous tot	11 111	22 222
Total		

Tableau 4.1 Taux de rotation : nbre horaires / place dans le mois

	JOUR 8-20h			NUIT 20-8h		
	2015	2016	Evolution %	2015	2016	Evolution %
Janvier	45	50	11%	25	32	28%
Février	50	55	10%	30	33	10%
Mars						
Avril						
Mai						
Juin						
Juillet						
Août						
Septembre						
Octobre						
Novembre						
Décembre						
	98	105		55	65	

Tableau 4.2 Taux d'occupation / 1500 PLACES

	JOUR 8-20h			NUIT 20-8h		
	2015	2016	Evolution %	2015	2016	Evolution %
Janvier	43	50	22%	22	28	27%
Février	52	58	12%	32	35	9%
Mars						
Avril						
Mai						
Juin						
Juillet						
Août						
Septembre						
Octobre						
Novembre						
Décembre						
	101	118		54	63	

Sont concernées, les fréquentations horaires et abonnés (résidents, non-résidents et deux roues motorisés), les recettes (horaires, abonnés, divers et amodiations); enfin, deux

nouveaux paramètres sont en cours d'intégration (les taux de rotation et d'occupation). Ces paramètres sont demandés, à minima, pour l'exercice en cours et pour l'exercice précédent, de façon à ce que le tableur puisse mettre les mettre en perspective en calculant automatiquement les variations d'une année à l'autre et les tickets moyens correspondants.

Ces documents ont été mis au point par le CSNUA en synergie avec les exploitants. L'harmonisation de ces documents à tous les parcs s'est faite progressivement, et devrait être achevée courant 2017. A terme, ce rendu homogène devrait permettre d'objectiver l'analyse du stationnement hors voirie de la Métropole, et constituer un bon outil de gestion de la politique de mobilité.

4.2.2 Tableau de synthèse du suivi réglementaire des parcs

Domaine		**Parc : parking Bordeaux métropole**		Actualisation 12/02/2016	
Électricité	**Objet**	**Référence**	**Périodicité**	**Dernier contrôle**	**Prochain contrôle**
Établissements soumis au Code du travail	Ensemble des installations	Code du Travail art. R 4226-16 à 18 du 26/12/11 Art. R 123-43 du CCH Règlement de sécurité/art. EL 19 § 3 Normes NFC 15-100 et 15-211	1 an	12/10/2015	12/10/2016
ERP	Parcs de stationnement couverts: ensemble des installations électriques	Art PS 32A 09/05/06 modifié	5 ans par organisme agréé	30/10/2012	30/12/2017
Incendie	**Objet**	**Référence**	**Périodicité**	**Dernier contrôle**	**Prochain contrôle**
ERP: parcs des stationnement couverts	Installations de désenfumage mécanique, systèmes d'alarme, de détection et de sécurité incendie, moyens de lutte contre l'incendie, dispositifs d'obturation coupe feu	Art PS32A 09/05/06	A la mise en service par organisme agréé 1 an par technicien qualifié 5 ans par organisme agréé	17/03/2016	17/03/2017
	Extincteurs automatiques à eau de type Sprinkler :	ERP art. MS 73 et PE 4 Règle R1 de l'APSAD	1an/3ans 6 mois	16/11/2015	16/11/2016
	Extincteurs portatifs ou sur roues	ERP art. MS 73 et PE 4	1 an	15/01/2016	15/01/2017
	Installations de désenfumage ou Équipements d'alarme et d'alerte	ERP art. DF10 et PE 4	1an/3ans	15/02/2016	15/02/2017
	Installations de détection automatique	ERP art. MS 73 et PE 4 - Règle R7 de L'APSAD	1an/6mois	16/11/2015	16/11/2016
	Systèmes de sécurité incendie	Arrêté du 21-12-1993	1an/3ans	30/12/2015	30/12/2016
	Portes et portails automatiques	Arrêté du 21-12-1993	6 mois	sans objet	sans objet
Ascenseurs	**Objet**	**Référence**	**Périodicité**	**Dernier contrôle**	**Prochain contrôle**
	Contrôles techniques périodiques	CCH R 125-2-4 / Arrêté du 18/11/2004 modifié	5 ans	30/10/2012	30/12/2017
	Établissements soumis au Code du travail : vérification générale périodique obligatoire	DdR R 4224-17-1 / Arrêté du 29/12/2010 Circulaire du 21/01/2011	1 an		
		Règlement de sécurité incendie ERP du 25-06-1980 Art. AS9, PO1 GE8 et GE9 et PS 24 CCH, art. R 122-16 et R 123-43	5 ans (ce n'est pas le même que 2 cases plus haut)	30/10/2012	30/12/2017
Commission de sécurité	**Objet**	**Référence**	**Périodicité**	**Dernier contrôle**	**Prochain contrôle**
	Ensemble des installations pour un parc entre 250 et 1000 places de stationnement	Art PS 33 09/05/06	5 ans	30/10/2012	30/12/2017
Climatisation	**Objet**	**Référence**	**Périodicité**	**Dernier contrôle**	**Prochain contrôle**
	Systèmes de climatisation et pompes à chaleur réversibles d'une puissance frigorifique utile de plus de 12 kW	Code de l'Environnement : art. R224-59-1 à R224-59-11 et arrêté du 16-04-2010 Et D.2010-349 du 31/03/2010	5 ans	sans objet	sans objet

Exemple de tableau de synthèse du suivi réglementaire

En 2013, en procédant à l'audit quinquennal contractuel avec les délégataires, le centre stationnement a pris la mesure de la complexité du système réglementaire qui encadre la sécurité et l'exploitation des parkings bâtis ; ces derniers répondent en effet à des normes croisées, issues principalement du Code du travail, de la réglementation des Etablissements recevant du public (ERP) et du Code de l'environnement. Pour permettre d'harmoniser et de mieux appréhender les démarches de chaque exploitant métropolitain sur ses parcs, nos services ont donc souhaité développer un document de synthèse reprenant, par site,

l'intégralité du suivi périodique réglementaire. Ce tableau répertorie ainsi dates clés, références, et réserves éventuelles relatives aux commissions de sécurité et aux visites de maintenance périodique pour chacun des principaux organes : électricité, défense incendie, ascenseurs et climatisation. Il doit être fourni par les gestionnaires de sites une fois par an. L'harmonisation de ce document à l'intégralité des parkings de la Métropole devrait être achevée en 2017.

4.2.3 Grilles de contrôle qualité des parkings de Bordeaux Métropole

Le service circulation et stationnement assure le suivi du « plan qualité » mis en place, au fil des ans, avec l'ensemble des exploitants. Ce processus de surveillance de la qualité sur chaque parking est basé sur deux actions complémentaires :
-d'une part, les gestionnaires de sites procèdent, en interne, à des autocontrôles dont ils transmettent le résultat sous forme de tableau mensuel à la Métropole
-d'autre part, des contrôleurs missionnés par la Métropole visitent les parkings de manière aléatoire et informent les exploitants des anomalies constatées ou non. Le cas échéant, des pénalités sont appliquées selon des caractéristiques de chaque contrat.

Un nouveau dispositif a été acté fin 2016, dans le cadre d'un marché passé avec Aximum. Selon les termes de cette convention, la société procède à huit contrôles mensuels (un peu moins d'une centaine par an), alternant les parkings de la régie et ceux des délégataires. Les nouveaux contrôleurs procèdent par un relevé très large des anomalies, qui font généralement l'objet d'une photo datée : ces clichés permettent de mieux cibler la réactivité de l'exploitant pour pallier les défauts signalés. De même, le contrôleur procède à une contrevisite, généralement après 72 heures, lorsqu'il s'agit de problèmes présentant une gêne particulière (accès PMR interrompu, par exemple, présence de graffitis…).

Cependant, durant l'année 2016 les visites sur sites ont été assurés, comme pour les exercices précédents, par des agents du PC circulation (ce dernier est intégré au Service circulation et stationnement de la Direction des infrastructures de déplacements). Le rythme de visite avait été revu par le passé, de façon à mieux équilibrer le temps consacré à l'évaluation de chaque exploitant, en régie ou en DSP, par-delà les différences intrinsèques dues aux spécificités statutaires et contractuelles. Au final, le nombre de contrôles effectués en 2016 par les contrôleurs se monte à 72, chiffre globalement équivalent à celui des années précédentes. Dans ce décompte figurent les contrôles contradictoires auxquels il y a lieu de procéder une fois par an (cf. §1, sur les faits marquants). Les trois parcs de SGGPB ne seront par contre concernés par les visites qu'à partir de 2017, dans la mesure où, en 2016, ils ont fait l'objet de contrôles d'état des lieux et d'audits spécifiques (donnant lieu, pour Victor Hugo, à d'importants travaux).

Les grilles de compte rendu des anomalies sont inchangées ; elles sont articulées autour de 15 indicateurs principaux, classés en quatre chapitres : service aux usagers, entretien des parcs, maintenance des équipements et protection-prévention. Au final, les contrôleurs peuvent noter jusqu'à un total de plus de 80 points pour chaque parking. Le centre stationnement adresse ensuite systématiquement aux exploitants un courrier de synthèse avec, par ouvrage, avec les grilles et photos correspondantes et des remarques complémentaires pour mettre les contrôles en perspective ou, le cas échéant, souligner certaines questions prioritaires.

A travers ces plans qualité, il s'agit pour le délégant de mettre en place une synergie avec les exploitants en s'appuyant sur leur volonté de profiter de ces contrôles pour progresser et améliorer leur prestation en faveur des usagers, ces derniers sanctionnant la qualité de service à travers la fréquentation des sites et les réclamations.

Données Parking
Mis en service : **1er avril 2003**
Capacité totale du parc: **407 places V.L, sur 4 niveaux**
dont **8 places PMR, et 1 place V.L électrique,**
Plus 62 places Vélos, et 16 places **2 roues motorisés**

Exemple de Contrôle PMQ
Plan management de la qualité

2e semestre 2015
DID, Centre stationnement

	Indicate	Contrôles et PMQ BP3000	Nbre	le 09/09/2015	Contradictoire 2015, le 25/11/2015
	PMQ	**Pilotage qualité: réception données de**		**Données mois précédent** **oui***	**Données mois précédent** **oui***
Service aux usagers	PMQ	**Poste de contrôle: accueil, présence**		**Disponibilité d'un agent sur site lors du**	**Disponibilité d'un agent sur site lors du contrôle**
	2a	¨ (7/14h 14/22h) présence au premier passage		oui* ~~non*~~ heure: 08h20	oui* ~~non*~~ heure: 08h15
	PMQ	**Conformité et présence de l'information**		**Tarif+règlement intérieur >95% temps (400€)**	**Tarif+règlement intérieur >95% temps (400€)**
	3a	¨ présence panneaux affichage tarifs	2	oui* ~~non*~~ date: heure:	oui* ~~non*~~ date: heure:
	3b	¨ présence panneau règlement intérieur	1	oui* ~~non*~~ date: heure:	oui* ~~non*~~ date: heure:
	3c	¨ (si absent en 2a 2b) présence après au moins 1h		oui* non* date: heure:	oui* non* date: heure:
	3d	¨ signalisation entrée gabarit maximum (panne	1	oui* ~~non*~~ **barre de gabarit située dans le**	oui* ~~non*~~ **barre de gabarit située dans le**
	3 f	¨ signalisation entrée vélos interdits		oui* ~~non*~~	oui* ~~non*~~
	3g	¨ panneaux indicateurs de sortie	1	oui* ~~non*~~	oui* ~~non*~~
	PMQ	**Traitement des réclamations mois**		**Suivi des réclamations usagers (pas de**	**Suivi des réclamations usagers (pas de**
	4a	¨ nombre de réclamations et d'anomalies		réclamations: 2 anomalies:	Réclamations: 4 anomalies:
Entretien des parcs	PMQ	**Espace d'accueil: état de propreté**		**Notation hebdomadaire de 0 à 4>90% (400€)**	**Notation hebdomadaire de 0 à 4>90% (400€)**
	5a	¨ état et propreté des accès, graffitis (cf photos)…		nombre photos: et date:	nombre photos: et date:
	5b	¨ état et propreté de la réception: sols, murs, mobili			
	5c	¨ divers: musique d'ambiance dans le parcs, …			
	PMQ	**Intérieur du parc et autres locaux:**		**Notation hebdomadaire de 0 à 4>90% (400€)**	**Notation hebdomadaire de 0 à 4>90% (400€)**
	6a	¨ état et propreté des escaliers			bien entretenu, y compris issues de secours
	6b	¨ état et propreté des ascenseurs			
	6c	¨ fonctionnement des sanitaires	1	Sanitaires sales, pas de papiers, manque cache lumière	Sanitaires vandalisés le 18/11 et vol du mécanisme de chasse : WC fermés
	6d	¨ état et propreté des sols et murs des sanitaires			6 plaques de plafond à remettre en place
	6e	¨ équipement (électrique, mobilier…) des sanitaires			
	6k	¨ état et propreté équipements		porte coulissante toujours ouverte	porte coulissante toujours ouverte
Maintenance des équipements	PMQ	**Fonctionnement Ascenseurs**	3	**1 ascenseur PMR groupe1, 100% en fonction**	**1 ascenseur PMR groupe1, 100% en fonction**
	7a	¨ nombre de cabines d'ascenseur HS		nombre HS: 0 date:	nombre HS: 0 date:
	7b	¨ accès PMR toujours garanti?		oui* ~~non*~~ date:	oui* ~~non*~~ date:
	7c	¨ vérification après au moins 72 heures: réparé?		oui* non* date:	oui* non* date:
	7d	¨ état et propreté		vitres étoilées au -1 (photo)	manque cache et globe ascenseur PMR
	7e	¨ éclairage ascenseurs		nombre HS: 0	nombre HS: 0
	PMQ	**Système vidéo de surveillance**		**Disponibilité système de vidéo surveillance**	**Disponibilité système de vidéo surveillance**
	8a	¨ nombre de caméras	16		
	8b	¨ caméras hors service		nombre HS: 0	nombre HS: 0
	8c	¨ nombre de moniteurs	2		
	8d	¨ moniteurs hors service		nombre HS: 0	nombre HS: 0
	8e	¨ vérification après au moins 48 heures: réparé?		oui* non* date:	oui* non* date:
	PMQ	**Disponibilité caisses automatiques**	2	**Fonctionnement des caisses: pannes >48h**	**Fonctionnement des caisses: pannes >48h**
	9a	¨ nombre caisses automatiques Hors service		nombre HS: 1 photo date:	nombre HS: 0 date:
	9c	¨ boîtiers ouvre porte par badgeage		nombre HS: 0	nombre HS: 0
	PMQ	**Disponibilité valideurs et barrières**		**Fonctionnement barrières: pannes >48h**	**Fonctionnement barrières: pannes >48h (150€)**
	10a	¨ valideurs d'entrée	3	nombre HS: 0 heure:	nombre HS: 0 heure:
	10b	¨ barrières d'entrée	3	nombre HS: 0 date: heure:	nombre HS: 0 date: heure:
	10d	¨ valideurs de sortie	1	nombre HS: 0 date:	nombre HS: 0 date:
	10e	¨ barrières de sortie	1	nombre HS: 0 date:	nombre HS: 0 date:
	10 f	¨ vérification après au moins 48 heures: réparé?		oui* non* date: heure:	oui* non* date: heure:
	PMQ	**Disponibilité système de recharge**	1	**95% fonctionnement borne : pannes >48h**	**95% fonctionnement borne : pannes >48h**
	11a	¨ fonctionnement chargeur VL électrique		nombre HS: 0 date: heure:	nombre HS: 0 date: heure:
	PMQ	**État des systèmes d'éclairage**		**Total de lampes non HS>90% (900€)**	**Total de lampes non HS>90% (900€)**
	12a	¨ intérieur niveaux: nombre de néons HS par niveau		**1: 0 /127 2: 3/104 3: 0/104**	**1: 0 /127 2: 0 /104 3: 0/104**
	12b	¨ suite niveaux, ou autre type (leds, lampes, etc.)		**4: 0 /104 5: 0/104 Total: 3/543**	**4: 0 /104 5: 0/104 Total: 0 /543**
	12c	¨ suite niveaux, ou autre type (leds, lampes, etc.)		nombre HS: 4 dans escalier accueil	nombre HS: 4 dans escalier accueil
	12e	¨ Rappel: éclairage dans les ascenseurs (ligne7e)		nombre HS: 0	nombre HS: 0
Protection et prévention	PMQ	**Conformité de l'affichage de sécurité**		**Plans +balises vers évacuations de secours**	**Plans +balises vers évacuations de secours**
	13a	¨ nombre de plans d'évacuation	15	Pas d'anomalie relevée	Pas d'anomalie relevée
	13b	¨ nombre BAES vers sortie de secours	43	nombre HS: 0	nombre HS: 0
	PMQ	**Disponibilité, localisation équipements**		**Total extincteurs+bacs+interphones>95%**	**Total extincteurs+bacs+interphones>95%**
	14a	¨ nombre bacs à sable	10	Pas d'anomalie relevée	Pas d'anomalie relevée
	14b	¨ présence 1 seau ou 1 pelle par bac à sable		manque 2 seaux au -1	
	14c	¨ état et propreté des bacs			
	14d	¨ nombre extincteurs	40	Pas d'anomalie relevée	Pas d'anomalie relevée
	14e	¨ accessibilité des extincteurs		vitre cassée extincteur 38 au -2	vitre cassée extincteur 38 au -2 et manque extincteur (remplacé)
	14 f	¨ interphones	14	Pas d'anomalie relevée	Pas d'anomalie relevée
	14g	¨ temps de réponse à un appel		5 sec Borne d'appel : accueil	3 sec Borne d'appel : accueil
Bilan		**Disposition des extincteurs: disposition 1/ 15**		**Vitre cassée extincteur 38 au -2**	**Bon niveau de propreté, y compris dans les issues de secours**
		Contrôle contradictoire 2014, le 24/11/2014, avec MM Mesnage et Mercé		**Manque 2 seaux au -1 + bacs rempli de cartons au -1**	**Manque 2 seaux au -1 + bacs rempli de cartons au -1**
		Contrôle contradictoire 2015, le 25/11/2015, avec MM Mesnage et Mercé		**4 globes hs dans l'escalier niveau accueil + caisse hs**	**4 globes HS, l'escalier niveau accueil : nécessite une nacelle**
				Câble apparent dans ascenseur (gauche) suite au vol du haut parleur	**Les sanitaires sont HS, La cuvette a été vandalisée et le dispositif mécanique volé. Revoir en totalité, les plaques au plafond**
				Présence de plusieurs squatteurs (issue de secours) dans le parking, présence de	**Pas de squatteurs dans le parking**

Type de grille de contrôle d'un parc de stationnement

4.3 Suivi de l'activité stationnement de Bordeaux Métropole effectué en 2016

4.3.1 Suivi de l'activité de Parcub Bordeaux Métropole au titre de 2016

4.3.1.1 Plan qualité de la régie en 2016

Dans le cadre de l'harmonisation de la démarche qualité à tous les exploitants du stationnement de Bordeaux Métropole, le système de double contrôle est en service chez Parcub Bordeaux Métropole depuis 2012.

Les responsables de parkings de la régie procèdent donc tout d'abord à des autocontrôles mensuels basés sur les 15 indicateurs de base classés en 5 thèmes (management de la qualité, services aux usagers, entretien des parcs, maintenance des équipements, protection et prévention). Les résultats sont adressés au même rythme à la direction des infrastructures et des déplacements, accompagnés d'une analyse des statistiques présentées.

Les contrôles aléatoires de Bordeaux Métropole sont également menés sur les parkings, sur un rythme semestriel, chaque site étant visité deux fois par an. Sur l'ensemble des points relevés, Parcub Bordeaux Métropole a fourni en 2016, en plus de l'analyse mensuelle en autocontrôle, un mémorandum tenu à jour bi-annuellement, présentant les réponses mises en œuvre face aux anomalies, et mettre en perspective les solutions apportées. Cet outil permet d'avoir un bon suivi dans le temps, et donne une idée de la réactivité de l'exploitant. La régie procède à une programmation qui a prouvé son efficacité, à court (urgence), moyen ou plus long terme (confort) en lien avec le Plan à moyen terme.

L'exercice 2016 de Parcub Bordeaux Métropole, dans le prolongement des précédents, a montré que la régie continue de s'impliquer dans une politique d'entretien régulière et judicieuse des ouvrages : la planification des travaux de peinture en interne a permis de préserver l'aspect homogène, propre et bien entretenu, qui avait déjà été relevé les années passées, malgré l'état de vétusté variable des ouvrages, en fonction de leur âge et surtout des problèmes d'infiltration éventuels. Sur ces problèmes d'humidité, la régie a testé, sur Gambetta, un nouveau procédé de traitement de l'étanchéité depuis l'intérieur : ce procédé devrait pouvoir être mis en œuvre sur les sites présentant le même type de symptômes, Saint Jean, Pey Berland, Cité mondiale…

La régie a également fourni au service stationnement les validations de ses agendas de mise en accessibilité, consécutifs à la loi Handicap du 11 février 2005 : ces décisions préfectorales sont datées du 2 septembre 2015 et du 17 février 2016. Concernant les postes de créations d'ascenseurs, qui constituent les investissements les plus conséquents, l'année 2016 a permis d'avancer sur les opérations préalables en vue des travaux sur Front du Médoc et sur République : ces nouveaux équipements seront achevés à l'été 2017. Celui destiné à équiper le parc 8 mai 45 et déboucher sur la dalle Mériadeck, nécessite une mise au point plus longue, en lien avec la Commission d'aménagement de la ville de Bordeaux. De plus, les ascenseurs des parcs de stationnement de Cité mondiale, Pessac centre et Mérignac centre ont fait l'objet de rénovations.

Enfin, une campagne d'optimisation de l'éclairage et des consommations électriques a été lancée : Parcub Bordeaux Métropole a procédé à une première tranche de travaux de généralisation des équipements à LED qui, en 2016, a concerné 12 sites, pour un investissement de près d'un million d'euros. Pareillement, la régie a entrepris un plan général de sécurisation des trappes de l'ensemble des pompes de relevage des eaux d'exhaure qui s'achèvera en 2017.

4.3.1.2 Réclamations Parcub Bordeaux Métropole en 2016

Tous les usagers de Parcub Bordeaux Métropole peuvent déposer une réclamation soit :
-via le numéro du standard de la régie, 05 56 99 50 00,
-soit sur l'adresse internet contact@parcub.com .
-soit en s'adressant directement aux agents postés en salle de contrôle, qui sont tous habilités à enregistrer une réclamation dans le système de Gestion électronique des documents (GED)
La régie s'est engagée à répondre dans un délai maximum de six jours.

- **Adressées à la régie**

Avec près de 9100 places exploitées en régie en 2016 (dont 613 hors fourrière et 252 en P+R) Parcub Bordeaux Métropole a accueilli 2 420 251 usagers horaires et comptabilisait une moyenne de 6313 abonnés. En rapport à ces données, le nombre global de réclamations est très réduit : on en compte moins de 0,9 pour 10 000 entrées, avec 154 insatisfactions et 60 anomalies, soit un total de 214 enregistrements pour 2016, comme en 2015.

Il a été noté une augmentation de 60% du nombre d'insatisfactions relatives au péage : il faut mettre ce chiffre en rapport avec l'augmentation sensible du nombre d'usagers utilisant le paiement par carte. Par ailleurs, certaines réclamations sont intervenues ponctuellement suite à des problèmes générés par les délais de connexion à certains centres de traitement des paiements par cartes.

Parcub	**Insatisfactions**							Total par mois	**Anomalies**							Total par mois	**2016**
Code :	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**		**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**		**Total**
Janvier					5		8	**13**	4					5	1	**10**	**23**
Février							9	**9**						1		**1**	**10**
Mars					11		4	**15**	5		1				1	**7**	**22**
Avril					14		22	**36**	2		3					**5**	**41**
Mai					1		2	**3**	2							**2**	**5**
Juin					1		14	**15**			1			1	1	**3**	**18**
Juillet							4	**4**	1		4		2	1	5	**13**	**17**
Août					9		6	**15**	2		1			1	1	**5**	**20**
Septembre					6		7	**13**							3	**3**	**16**
Octobre					3		10	**13**			1				2	**3**	**16**
Novembre					3		4	**7**						1	4	**5**	**12**
Décembre					3		8	**11**			1				2	**3**	**14**
total 2016	**0**	**0**	**0**	**0**	**56**	**0**	**98**	**154**	**16**	**0**	**12**	**0**	**2**	**10**	**20**	**60**	**214**

Légende	Code	**Insatisfactions**		Code	**Anomalies**	
	1	Qualité d'ambiance		1	Effractions, vandalisme	
	2	Qualité personnel		2	Vol de véhicule – agressions	
	3	Fonction équipement		3	Retombée barrière, porte garage	
	4	Signalétique		4	Nuisances diverses chantiers	
	5	Péage caisse ou CB		5	Infiltrations plafonds	
	6	Pb sur facture abonnés		6	Chutes piétons, sols glissant	
	7	Divers : tarifs, accès, surface…		7	Divers	

Sont également prises en compte les remarques relatives aux difficultés rencontrées sur les trois parkings « mixtes », qui comptent chacun plus de 80 places fonctionnant en « parc relais »: la mise en place d'un système de traitement automatisé permettra de différencier les usagers classiques et les véhicules en parc relais. Cependant la mise au point technique et logicielle entre ces appareils issus de constructeurs différents ne devrait aboutir que début 2018.

- **Adressées à la Métropole**

La Direction des infrastructures et des déplacements (DID) assure l'enregistrement, le traitement (en relation avec les exploitants) de chaque réclamation lui parvenant en provenance des usagers ou des élus.

Concernant Parcub Bordeaux Métropole, en 2016, 14 usagers ont adressé des courriers à Bordeaux Métropole : ces derniers ont été traités par le Service circulation et stationnement. La plupart concernent des contestations suite à des mises en fourrière : ce type de réclamation ne relève pas de la régie, qui ne fait qu'accueillir les véhicules en dépôt ; les pétitionnaires ont donc été redirigés vers le service verbalisateur, la Police municipale de Bordeaux, ou bien vers l'officier du ministère public en charge du dossier d'infraction.

-08/02/2016 : Mériadeck, imprécisions sur plage de fonctionnement de l'ascenseur
-22/02/2016 : résiliation de 11 contrats longue durée arrivés à terme
-20/04/2016 : contestation suite à la mise en fourrière d'un véhicule PMR
-13/06/2016 : contestation suite à une mise en fourrière
-14/06/2016 : contestation suite à une mise en fourrière
-16/06/2016 : contestation suite à une mise en fourrière
-17/06/2016 : contestation suite à une mise en fourrière
-11/07/2016 : contestation suite à une mise en fourrière
-12/07/2016 : contestation suite à une mise en fourrière
-18/07/2016 : contestation suite à une mise en fourrière
-16/08/2016 : contestation suite à une mise en fourrière
-13/10/2016 : demande de renseignements sur les tarifs du futur parking Marie Brizard
-21/11/2016 : contestation suite à une mise en fourrière
-25/09/2016 : Descas, remarques sur mauvais état abri voyageurs parking autocars
-24/12/2016 : remarques sur le comportement d'un conducteur de camion fourrière

4.3.2 Suivi de la DSP BP3000 au titre de 2016

4.3.2.1 Contrôle qualité de BP3000

Au cours de l'exercice 2016, chaque parking BP3000 aura fait l'objet de 6 contrôles aléatoires, sur un rythme bimestriel, dont un contrôle contradictoire contractuel, effectué en présence du responsable qualité du prestataire Urbis park services. Ces contrôles ont eu lieu le 15 mai sur Bourse et Tourny, le 26 mai sur Jaurès, le 20 octobre sur Salinières et le 25 novembre sur Meunier.

Les contrôles ont permis de noter la bonne tenue des parcs, grâce, en particulier, aux travaux de peinture qui étaient nécessaires sur les niveaux supérieurs de Bourse et Jaurès, et aux efforts de rénovation réalisés sur les zones de passage des piétons (peintures, changement des luminaires). Dans l'ensemble ces ouvrages présentent un aspect haut de gamme et convivial. Cependant, la reprise des peintures et des revêtements de sols usagés demandée par le délégant en lien avec le plan de maintenance « gros entretien et renouvellements » (PGER, cf. §3), ne sera actée qu'en 2017 (au premier trimestre pour Bourse et Jaurès, et au troisième pour Salinières).

Plus largement, les travaux d'optimisation de la centralisation des systèmes de télésurveillance sur le Poste central (PC) de Bourse n'ont pas été parachevés. La mise en service de ces nouveaux moyens techniques débutée en 2015, concerne l'ensemble des informations et des alarmes relatives à la détection incendie, à l'alimentation électrique, à l'interphonie et à la vidéo, ainsi qu'aux systèmes de contrôle d'accès et de péage, d'ascenseurs, de ventilation et de pompes de relevage (cf. §1).

4.3.2.2 Pénalités 2016 appliquées en lien avec la DSP BP3000

Le Plan de management de la qualité (PMQ) de la DSP BP3000 prévoit la mise en place de pénalités éventuelles. Au titre de l'année 2016, BP3000 s'est vu appliquer 14400€ de pénalités, avant actualisation par la formule indiciaire prévue au contrat.

Ces pénalités sont en rapport avec l'indicateur 2 qui concerne la présence des agents à l'accueil : en effet, durant toute l'année 2016, les liasses rendant compte de l'autocontrôle qualité, fournies chaque mois au délégant par BP3000, montrent que seuls les parkings Bourse et Tourny ont proposé des plages de présence de personnel conformes aux attentes de la DSP (annexe 8, présence de personnel 24H/24 dans les parcs Bourse et Tourny). Comme rappelé dans chaque courrier PMQ adressé par Bordeaux Métropole à UPS, les horaires déclarés chaque mois pour Jaurès, Meunier et Salinières, sont, en l'état du contrat, en anomalie :
-Jaurès : présence déclarée de 12 à 19H ou de 19 à 5H /présence contractuelle 24H/24
-Meunier : présence déclarée de 8 à 16H /présence contractuelle de 7 à 20H00
-Salinières : présence déclarée de 9 à 16H /présence contractuelle de 7 à 22H00
Chaque mois de 2016, 3 anomalies ont donc été constituées, soit 36 pénalités à 400€.

4.3.2.3 Enquête satisfaction

La DSP prévoit aussi qu'une enquête de satisfaction soit réalisée annuellement auprès des usagers. Cette action, que le prestataire Urbis park services a menée pour la première fois en 2012 sur Bourse-Jaurès et sur Tourny, a été étendue à l'ensemble des parkings, en octobre et novembre 2013.

Pour 2016, l'étude est réalisée par l'institut BVA, sur un panel de 838 usagers, avec 590 clients occasionnels (70% du panel) et 248 abonnés (40%). Plusieurs faits sont à noter :
-**sur la mobilité** : sur ces 838 répondants, 15% disent utiliser les vélos Vcub, ce qui marque une progression par rapport aux 13% de 2015. 30% des utilisateurs le font une à plusieurs fois par semaine (19% en 2015). Il sera intéressant de suivre ces paramètres dans les années ultérieures. Par ailleurs, les parkings BP3000 offrent tous des places gratuites pour les vélos, de même que ceux de Parcub Bordeaux Métropole.
-sur la satisfaction globale : 94% des usagers (96% des occasionnels et 90% des abonnés) s'affirment satisfaits de la prestation proposée dans le parking où ils sont interviewés (91% en 2015).
-sur la satisfaction détaillée : 87% du panel est satisfait par la propreté globale et 93% par le sentiment de sécurité dans les parcs (en léger retrait par rapport aux 95% de 2015, et 91% par l'éclairage (89% en 2015), ce qui peut faire suite à la généralisation des tubes à LED.
-ascenseurs : par contre 14% des usagers restent peu satisfaits du fonctionnement des ascenseurs, comme en 2015, malgré l'absence de panne handicapante en 2016 (20% des usagers en 2014): ce paramètre est important, et les délais de réparation par les ascensoristes restent parfois trop longs. Cependant, il s'agit d'équipements sensibles, qui font souvent l'objet de vandalisme ; or, même si la plupart des ascenseurs des parcs BP3000 sont doublés, « en duplex », les interruptions de service sont mal ressenties par les usagers qui ne veulent pas perdre de temps en attente.

-sur de nouvelles prestations : comme les années passées, les sondés semblent peu enthousiastes pour des offres de type plans guides, prêt de vélos ou de parapluies, de station de lavage payant : en effet, plus de 55%, s'affirment peu intéressés par ces possibilités de mise en place, et jusqu'à 73% pour les dispositifs de recharge pour véhicule électrique (72% en 2015). Même la mise à disposition de cartes de fidélité est en recul, à 45% d'usagers plutôt intéressés (58% en 2015).

4.3.2.4 Innovation technologique

Sur le plan de l'innovation, la mise en place de plusieurs nouveautés a débuté en 2014 et, selon le prestataire Urbis park services, elles semblent confirmer leur succès auprès des usagers :
-les nouveaux modes de paiement dématérialisé, avec la technologie « Near field communication » (NFC) de paiement sans contact, dont la mise en place s'est achevée sur Tourny en mars 2015,
-le système Urbis mobile de paiement en voirie et dans les parkings (30 000 clients étaient abonnés à ce service au 31 décembre 2016 (soit près de 2,5 fois plus qu'à fin 2015),
-ou encore le paiement des abonnements en ligne via le site « urbispark.fr »
-enfin, plusieurs médias existent à l'écoute des usagers : le numéro Cristal 09 70 60 99 55 (609 appels en 2016), les « QR code », des codes-barres à flasher apposés sur les caisses automatiques (pour remplir un questionnaire de satisfaction en ligne), ainsi que le site en ligne bordeaux.maison-stationnement@transdev.com (245 mails reçus en 2016). Le délégataire fait en sorte de répondre à toute demande dans un délai maximum de 72 heures. A cela s'ajoutent les réclamations enregistrées dans les guichets d'accueil des parkings, ou celles expédiées au délégant (cf. § réclamations).

4.3.2.5 Démarche BP3000 OHSAS 18001 pour 2016

(Norme d'origine britanique: Occupational health and safety assessment series)
D'après les informations recueillies auprès du délégataire, les actions menées au titre de ce processus ont été, en 2016 :

- **Formation du personnel :**

- Formation sécurité « Equipe de première intervention » : effectifs de Salinières, Tourny et Bourse.
-Formation de « Gestion des situations à risques » : Chefs de parc, effectifs de Tourny et Bourse.
-Le « ¼ h sécurité » a été pérennisé : il se réalise via des réunions trimestrielles organisées par les Chefs de parcs.
-Le Chef de service accentue la formation auprès des Chefs de parcs.

- **Accidents du travail**

Le CHSCT diffuse les comptes rendus de ses actions, et promeut la sécurité par des précisions apportées régulièrement aux procédures existantes.
Un accident du travail est à déplorer, un agent ayant chuté en regagnant son véhicule à la fin de sa vacation.

- **Qualité de l'air**

L'entreprise de maintenance multi technique Cofely vérifie périodiquement tous les postes d'accueil et locaux de vie afin de s'assurer des conditions de travail des collaborateurs.

- **Bien-être au travail**

L'ensemble du personnel a reçu :
-un livret collaborateur comprenant toutes les spécificités et caractéristiques de notre société (organisation du travail, mutuelle, avantages sociaux etc..).

-des courriers d'information réguliers sur le développement de la société et les évolutions des accord salariaux.

La politique de promotion favorisant les évolutions de carrières du personnel interne est maintenue et s'accentue. Des renforts sont systématiquement mis en place, parfois avec des sociétés spécialisées extérieures, pour faciliter la tâche des agents lors des périodes de fortes affluences.

4.3.2.6 Réclamations BP3000 en 2016

- **Adressées au délégataire**

BP3000 (prestataire Urbis park services) considère comme anomalie toute remarque relative à un défaut du service normal (pannes d'ordre technique), toutes les autres questions constituant des réclamations (tarifs, effractions, accrochages, etc.).

Récapitulatif réclamations et anomalies 2016								
BP3000 2016	**2015**		**2016**		**2016-2015**		**2016 % 2015**	
	Anom.	**Récl.**	**Anom.**	**Récl.**	**Anom.**	**Récl.**	**Anom.**	**Récl.**
Bourse-Jaurès	3	26	**0**	**19**	-3	-7	**-100%**	**-27%**
Tourny	1	96	**0**	**47**	-1	-49	**-100%**	**-51%**
Meunier	0	1	**0**	**0**	+0	-1	**+0%**	**+0%**
Salinières	2	9	**0**	**4**	-2	-5	**-100%**	**-56%**
Total BP3000	**6**	**132**	**0**	**70**	**-6**	**-62**	**-100%**	**-47%**

BP3000 (prestataire Urbis park services) compte, pour 2016, 70 réclamations sur un total de 1 263 248 entrées horaires (et une moyenne de 2630 abonnés) à fin 2016, soit un ratio de 0,6 requête pour 10 000 entrées, soit moitié moins qu'en 2015.

Bourse, Jaurès et Tourny, enregistrent des baisses très sensibles des réclamations, et aucun disfonctionnement du type anomalie n'a été noté en 2016 : cela tient certainement au fait que les actes de vandalisme connus en 2015 ne se sont pas renouvelés.

Meunier n'a donné lieu à aucune réclamation, malgré l'augmentation sensible du nombre d'usagers horaires. Au titre de l'année 2016, aucune anomalie spécifique n'a été enregistrée sur ce site.

Enfin, sur Salinières on note aussi une baisse importante de ce paramètre (-56%), malgré le sinistre de début d'année et les transferts d'abonnés qui ont dû être réalisés.

- **Par appels au numéro Cristal 0970 60 99 55**

Urbis park services a reçu 609 appels au numéro Cristal en 2016, dont l'objet se répartit comme suit :
-51 % de demandes d'informations (tarifs, horaires, etc.)
-36% d'incidents de paiement (modalités, demandes remboursement)
-3% d'incidents de parking
-2% de problèmes de connexion via internet
-9% de demande de résiliation

- **Par courriels au site « servicesclients@urbispark.fr »**

169 courriels ont été reçus en 2016. Le délégataire signale la répartition suivante :
-20 : problèmes de badges (blocage, dysfonctionnements, etc…)
-46 : informations diverses,
-36 : problèmes de paiement (remboursement, facturation, ticket perdu…)
-11 : site internet
-15 : résiliations
-8 : Urbismobile (système de paiement dématérialisé)
-2 : prospections
-29 : recrutement
-2 : divers

Une seconde adresse internet a été créée à l'issue du changement d'actionnaire de BP3000 : **bordeaux.maison-stationnement@transdev.com** .Le délégataire n'a pas été à même de fournir la répartition détaillée de ces demandes.

- **Adressées au délégant**

Au titre de l'année 2016, le délégant n'a été saisi pour aucune réclamation (une seule en 2014 comme en 2015).

4.3.3 Suivi de la DSP Central parcs au titre de 2016

4.3.3.1 Plan qualité de Central parcs en 2016

Six contrôles bimestriels auront été réalisés sur Camille Jullian durant cette année 2016, y compris le contrôle contradictoire qui a eu lieu le 19 juillet. Ce dernier a permis de noter la bonne tenue globale du parc et les efforts réalisés en matière de propreté.

Les contrôles ont permis de montrer que, au cours de l'année 2016, certaines réponses ont été apportées, sur des questions particulières :
-la cabine unique d'ascenseur, changée en 2014, ne semble pas avoir posé de problème
-l'insécurité générée par la présence de squatteurs a été globalement apaisée, grâce à la mise en place de rondes nocturnes, et au recours ponctuel aux forces de l'ordre.
-le portique d'entrée, très rouillé, a été rénové
-des problèmes d'étanchéité de certaines portes coupe-feu ont été identifiées que l'exploitant a signalé avoir traités.

Certains points restent cependant à améliorer :
-les peintures des niveaux -1 et -2 sont déjà assez dégradées.
-la vidéo surveillance repose sur seulement quatre caméras, même si le dispositif actuel est conforme au contrat du début des années 90.
-les montants des volets roulants ont subi des dégradations. L'exploitant a répondu que ces équipements ne sont plus utilisés au niveau national dans les parcs Indigo : ils ont donc mis au point une procédure de consignation.

Pour sa part, le délégataire a procédé, en 2016, au changement des pompes de relevage et surtout à des travaux d'amélioration des systèmes de péage : le système Abacus Blue Line a été mis en place. A cette occasion, la sortie a été restructurée en une piste unique équipée d'un double système de péageur, ce qui donne une sécurité supplémentaire en cas de panne. Ces dispositifs intègrent la lecture automatisée des plaques minéralogiques, la généralisation des moyens de paiement et le paiement sans contact, le lecteur QR code, et la gestion en temps réel des incidents d'exploitation. Tous les systèmes sont centralisés en

télégestion sur le PC Indigo situé sur le parking Grands hommes (ou, selon l'horaire, sur le Centre national de télé-opération d'Indigo, en région parisienne).

4.3.3.2 Réclamations Central parcs en 2016

Sur le plan des réclamations, les usagers disposent toujours d'un cahier de réclamations à l'accueil, mais ils saisissent généralement le gestionnaire via un numéro azur 810 26 3000 (30 appels à ce numéro pour Camille Jullian en 2016), ou sur le site internet : clients@vincipark.com

- **Adressées au délégataire numéro Azur 0810 26 3000**

En 2016, le numéro Azur d'Indigo, 810 26 3000, qui reçoit 24h/24 les appels pour des équipements situés dans la France entière, a reçu 72 réclamations concernant Central parcs : ce nombre est à rapporter aux 158 546 entrées horaires de 2016, et à une moyenne de 199 abonnés (soit un ratio de l'ordre de 5 pour 10 000).

D'après le classement du délégataire, cela représente 140 % d'appels en plus qu'en 2015 : on compte ainsi 41 appels relatifs à des incidents (dysfonctionnements, dégradations, sinistres), ce qui constitue une augmentation des dysfonctionnements de 83% par rapport aux 19 de 2015, un grand nombre étant liés à une phase d'adaptation aux nouveaux systèmes de péage.

Central parcs 2016, synthèse des appels au Numéro Azur 0810 26 3000							
Réclamations	**Renseignements**			**Incidents**			Appels
Camille Jullian	**Renseignement ou tarifs**	**Gestion abonnements**	**Coordonnées ou contact**	**Dysfonction-nements**	**Dégradation ou Sinistre**	**Autres**	**Total appels**
Détail 2016	**21**	**8**	**2**	**33**	**8**	**0**	**72**
Total 2016	**31 renseignements en 2016,**			**41 incidents en 2016**			**appels 2016**
% 2016/2015	**+133%**	**+700%**	**+100%**	**+83%**	**+700%**	**+0%**	**+140%**
Détail 2015	**9**	**1**	**1**	**18**	**1**	**0**	**30**
Total 2015	11 renseignements (-80%)			19 incidents 2015 (-44%)			appels 2015
% 2015/2014	-50,00%	-96,30%	-90,91%	-45,45%	0,00%	0	-300%
Détail 2014	**18**	**27**	**11**	**33**	**1**	**0**	**90**
Total 2014	56 renseignements (+27%)			34 incidents 2014 (+26%)			appels 2014
% 2014/2013	-14,30%	80,00%	37,50%	26,90%	0,00%	0,00%	soit+26,8%
Détail 2013	**21**	**15**	**8**	**26**	**1**	**0**	**71**
Total 2013	44 renseignements			27 incidents 2013			appels 2013
%2013/2012	en 2013: -41%			en 2013: -33%			soit -35,5%
Total 2012	**37**	**18**	**20**	**32**	**3**	**0**	**110**
%2012/2011	en 2012: +41,5%			en 2012: -10,2%			appels 2012

- **Adressées au délégant Bordeaux Métropole**

Enfin, s'agissant de Central parcs, le délégant métropolitain n'a pas reçu de réclamations pour l'année 2016.

4.3.4 Suivi de la DSP des Grands hommes au titre de 2016

4.3.4.1 Audit et plan qualité pour Grands hommes en 2016

La DSP liant la SNC des Grands Hommes et Bordeaux Métropole concerne la gestion du parking des Grands hommes, construit en 1989, d'une capacité de 410 places, dont 10 places PMR. Le contrat n'intégrait pas l'accueil de deux-roues motorisés ou non.

Dans le contexte particulier du transfert de compétence de délégant de la ville de Bordeaux à Bordeaux Métropole (cf. §4.6 pour la gestion administrative du transfert), au 1er janvier 2016, le parking Grands hommes a fait l'objet d'une évaluation particulière. La gestion de la sécurité de cet ouvrage est assez particulière du fait de sa conception initiale, d'un seul bloc dans le bâtiment du marché des Grands hommes, classé Etablissement recevant du public (ERP) de type M. Cet ensemble est géré par une Association syndicale libre (ASL du marché des Grands hommes) dont le PC sécurité centralise, historiquement, les organes d'alarme incendie des établissements commerciaux mais également ceux du parking.

Plusieurs réunions d'état des lieux ont été réalisées dès 2015, conjointement entre les services de la Métropole, ceux de la ville de Bordeaux et le délégataire. La Métropole a également missionné un audit spécifique qui a débuté en décembre 2015 pour s'achever au premier semestre 2016 ; il a été attribué au bureau d'étude Verdi.

Nos services ont également exploité les prescriptions de la commission sécurité du 8 juin 2015 : celle-ci a émis un avis favorable à l'exploitation de ce parc de stationnement. Elle l'a cependant assorti de certaines prescriptions.

Depuis le début de l'exercice 2016, la Métropole s'est donc attachée à relancer le délégataire et le conseil d'administration de l'ASL, pour que soient actées des avancées :
-sur le plan de la division en volume, entre les parties relevant de la DSP stationnement et celles demeurant à charge de l'ASL, en accordant une attention toute particulière à l'affectation des cages d'escalier et à celle du fût central existant en partie médiane de l'ouvrage; la ville avait anciennement dévolu celui-ci à l'archivage : cette activité étant incompatible avec la sécurité incendie, ce volume a été désaffecté. Dans la nouvelle configuration, il ne participe pas des volumes dédiés au stationnement et reste donc géré par la ville de Bordeaux.
-sur le plan de la sécurité : le délégataire doit appliquer strictement les prescriptions de la commission de sécurité de 2015. S'agissant des dispositifs incendie mais aussi des réseaux d'alimentation, il y a lieu, selon les cas, d'assurer la séparation, la rationalisation et la coordination du nouveau dispositif avec le centre commercial des Grands hommes.

La procédure de plan qualité des parcs de stationnement de Bordeaux Métropole a été étendue à cet ouvrage. Un premier contrôle contradictoire a été effectué le 8 novembre 2016, qui a permis de relancer les points ci-dessus. Des avancées spécifiques doivent être obtenues en 2017 : elles feront l'objet d'une synthèse lors du prochain rapport d'activité. A compter de janvier 2017, ce parking est visité à un rythme bimestriel, comme c'est le cas pour tous les ouvrages de la Métropole gérés en DSP.

4.3.4.2 Réclamations pour Grands hommes en 2016

Sur le plan des réclamations, les usagers peuvent saisir le délégataire via le numéro azur national 810 26 3000 ou sur le site internet clients@vincipark.com

- **Adressées au délégataire numéro Azur 0810 26 3000**

En 2016, le numéro Azur d'Indigo, 810 26 3000, qui reçoit 24h/24 les appels pour des équipements situés dans la France entière, a reçu 38 réclamations concernant Indigo Grands hommes : ce nombre est à rapporter aux 276 129 entrées horaires de 2016, et à une moyenne de 238 abonnés (soit un ratio de l'ordre de 1,3 pour 10 000).

Indigo Grands hommes, synthèse des appels au numéro Azur 0810 26 3000

Réclamations	Renseignements			Incidents			Appels
Grands hommes	**Renseignement ou tarifs**	**Gestion abonnements**	**Coordonnées ou contact**	**Dysfonction-nements**	**Dégradation ou Sinistre**	**Autres**	**Total appels**
Détail 2016	**8**	**3**	**2**	**26**	**5**	**0**	**44**
Total 2016	**13 renseignements**			**31 incidents**			**appels 2016**
% 2016/2015	100,00%	_	-33,33%	85,71%	_	_	soit + 210 %
Détail 2015	**4**	**0**	**3**	**14**	**0**	**0**	**21**
Total 2015	**7 renseignements**			**14 incidents**			**appels 2015**

- **Adressées au délégant Bordeaux Métropole**

Bordeaux Métropole n'a reçu aucune réclamation en 2016 concernant le parking Grands hommes.

4.3.5 Suivi de l'exploitation de SGGPB au titre de 2016

4.3.5.1 Plan qualité de SGGPB en 2016

A l'occasion du transfert de compétence à Bordeaux Métropole au 1er janvier 2016 (l'aspect administratif du dossier est traité dans la partie suivante), le nouveau propriétaire a procédé à plusieurs visites contradictoires d'état des lieux, et a commandité un audit technique au bureau d'étude Verdi, de façon à évaluer les travaux à réaliser sur chaque site afférant à la DSP Société des grands garages parkings de Bordeaux.

Ce contrat intègre la gestion de trois parkings aux spécificités très marquées :
-**Victor Hugo**, qui date de 1959, est classé Etablissement recevant du public (ERP), qui est adossé au Palais des sports ; il desservait initialement une halle de marché, gérée par la ville de Bordeaux, qui a changé d'affectation : un projet de transformation en salle de sports est en cours dès 2016, et devrait s'achever en 2018. Ce parking est prévu pour accueillir 21 deux-roues motorisés, 40 vélos et, à la date du transfert, il comprend 712 emplacements VL, dont quatre sont équipés de bornes électriques et 5 sont aux normes PMR : concernant ce dernier chiffre, la création d'un nombre de places PMR à hauteur des 2% du total, conformément à la légalité, a été intégré aux travaux entrepris dès 2016.
-**Allées de Chartres**, a été créé en 2005, et est classé Installation ouverte au public (IOP) : ce parking en enclos, situé à proximité immédiate de l'esplanade des Quinconces, compte 395 places VL (dont 4 pour PMR) ainsi que 12 emplacements pour autocars. Une mise à niveau du nombre de places PMR a été demandé au délégataire, dans le cadre de la loi Handicap de 2005.
-**Alsace Lorraine**, est un parking enterré de 5 niveaux doubles, et surplombé par une Résidence de personnes âgées (RPA) gérée par Logévie et le Centre communal d'action sociale (CCAS) de la ville de Bordeaux. Il offre 128 places de stationnement mais n'accueille que des abonnés. Suite à une demande d'avis de la Métropole sur le classement de cet ouvrage, les services communaux en charge des Commissions de sécurité (CS) ont conclu qu'il ne s'agit pas d'un ERP. Il n'est donc pas concerné par la loi Handicap.

Cette délégation de service public est un contrat d'affermage de 3 ans, dont l'antériorité liait SGGPB et la ville de Bordeaux depuis le 1er avril 2013 ; il était donc prévu pour arriver à terme au 31 mars 2016, indépendamment de la prise de compétence du nouveau délégataire, Bordeaux Métropole, intervenue au 1er janvier 2016. Suite aux différents audits, et pour des raisons ayant trait à l'historique des contrats successifs et à la durée réduite de la convention, délégataire et délégant ont été conduits à assurer la maîtrise d'ouvrage de certains travaux spécifiques.

- **Travaux sous maîtrise d'ouvrage de l'exploitant SGGPB**

La dernière commission de sécurité, antérieure au transfert de DSP, ayant émis un avis défavorable, les gestionnaires du contrat avaient acté la fermeture du sous-sol du parking Victor Hugo dans l'attente de travaux de mise aux normes.

En 2016, SGGPB a missionné le bureau d'étude Betem, par le biais d'un marché de travaux de près de 1,3 millions d'euros HT pour assurer la maîtrise d'œuvre des travaux de sécurité et de mise aux normes de ce parking, et sous certification du bureau de contrôle Socotec.

Dans ce cadre, Betem était également chargé par SGGPB de procéder, d'une part, à une étude de structure de l'ensemble des niveaux du parking, d'autre part, à la mise au point de l'agenda d'accessibilité (Ad'Ap) en application de la loi Handicap de 2005, sur les trois sites.

Ces travaux n'ont pu être tous achevés avant le 31 mars 2017, nouveau terme du contrat d'affermage, après sa prolongation maximale d'un an par délibération du Conseil de Métropole datée du 25 mars 2016. Au 1er avril 2017, les trois ouvrages ont été remis en gestion à Parcub Bordeaux Métropole, qui reprend les obligations antérieures du délégataire SGGPB. Un protocole tripartite antre SGGPB, Bordeaux Métropole et Parcub Bordeaux Métropole a été signé afin de gérer la fin du contrat et garantir la continuité du service public. L'ensemble de ces opérations intervenues en 2017 seront développées dans le prochain rapport d'activité.

- **Travaux sous maîtrise d'ouvrage du délégant**

Lorsque Bordeaux Métropole est devenue propriétaire, au 1er janvier 2016, des parkings de la DSP SGGPB, la maintenance de la structure des ouvrages lui est échue de plein droit, tel que prescrit dans le contrat d'affermage liant antérieurement la ville de Bordeaux et SGGPB. La Métropole a donc assuré le financement des travaux de structure qui incombent au délégant sur Victor Hugo (étanchéité toiture, renforcement structure…) pour un montant total de 1,5 millions d'euros HT.

Dans ce cadre, la Direction des infrastructures et des déplacements a bénéficié de l'Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et des marchés de la Direction des bâtiments (DB). La DB a assuré la conduite d'opération des projets suivants, en s'appuyant sur ses ressources propres :

a- sur **Victor Hugo**:
- sous maîtrise d'œuvre du bureau d'étude Egis : reprise du complexe d'étanchéité de la toiture terrasse circulable, avec les entreprises BTPS (étanchéité), Pépériot (asphalte) et Gallego (avaloirs d'eaux pluviales) pour un montant de 1,130 millions d'euros HT.
-sous maîtrise d'œuvre de la DB (avec assistance du bureau d'étude Vivalto) : renforcement de structure des poteaux du niveau 1, dont le degré coupe-feu a été porté à 90 minutes (CF1h30) pour faire suite aux conclusions de l'étude de structure menée par Betem pour SGGPB ; ces travaux, d'un montant global de 208k€ HT, ont été confiés à SPIE Batignolles (Maçonnerie), et ont nécessité l'intervention de Gallego (dévoiement du réseau d'eaux pluviales) et de Medina (adaptation de la serrurerie).
-sous maîtrise d'œuvre de la DB, désamiantage pour un montant de 74k€ HT.

b-sur A**lsace Lorraine et Victor Hugo:**
-audit de structure et programmation, dans le cadre d'un marché d'étude de la société Verdi, pour un montant de 22k€ HT

4.3.5.2 Réclamations de SGGPB en 2016

Sur le plan des réclamations, les usagers ont la possibilité d'enregistrer leurs remarques à l'accueil des parkings ou bien en contactant le délégant.

- **Enregistrées par le délégataire SGGPB**

En 2016, 26 incidents ont fait l'objet d'un signalement sur le parking Victor Hugo, 2 sur Alsace Lorraine et 18 Allées de Chartres, souvent suite à des incivilités ou des actes de vandalisme.

- **Adressées au délégant**

Concernant la convention SGGPB, le délégant a reçu deux réclamations durant l'année 2016 :
-24/01/2016 : problèmes de péageurs en sortie du parking Allées de Chartres
-25/01/2016 : problèmes de péageurs en sortie du parking Allées de Chartres

4.4 Suivi des redevances contractuelles

4.4.1 Paiements relatifs à la DSP SGGPB

En 2016, SGGPB s'est acquittée d'une redevance de 1 138 398€ HT qui se décompose, selon le contrat, en une part fixe de 1 M€ HT, d'une part variable indexée sur le chiffre d'affaire de 137 398€ ainsi que d'une redevance d'occupation du domaine public de 1000€ HT.

4.4.2 Paiements relatifs à la DSP Central parcs

- **Remboursement du prêt à Bordeaux Métropole**

Le concessionnaire a procédé pour la cinquième fois au remboursement contractuel du prêt initial consenti par Bordeaux Métropole. Rappelons que la garantie de ce prêt, initialement assurée par Chantiers Modernes, a fait l'objet d'une reprise par Vinci Construction France.

Les 15 échéances s'échelonnent de 2012 à 2026 : en 2016, la cinquième échéance de 208 230€ a été réglée le 31 décembre, ventilée de manière fixe en 88 420€ pour le capital et 119 810€ pour les intérêts. Au 1er janvier 2016, le délégataire doit encore s'acquitter de 11 annuités de 208 230€ chacune.

2016 : état des paiements entre Central parcs et Bordeaux Métropole effectués durant l'année		
Au titre du prêt de **1 326 306,00 €**	Paiement **par Central parcs à la Métropole** : remboursement du prêt -en 15 annuités au total, de fin 2012 à 2026 -montant par annuité : 208 230€ -au 1er janvier 2017, il reste 10 annuités à régler	**208 230€** réglés le 31/12/2016 (annuité n°5 du prêt)
Au titre de l'avenant 4 (cf. ci-après)	Paiement **par la Métropole à Central parcs** : -au titre de l'avenant 4 -pour 2015, paiement de 18144,40€	**20 801,86€** réglés par mandat du 22/11/2016

- **Application de l'avenant 4**

En 2014, le délégant a procédé à la « compensation pour perte de recettes », au titre de l'avenant 4, signé le 23 décembre 1999. Cette modification du contrat était consécutive à la suppression de 6 places de stationnement pour permettre à Central parcs de procéder à la création d'un nouveau dispositif de ventilation : le système originel avait été supprimé par Bordeaux Métropole de façon à faciliter la réalisation d'immeubles d'habitation en surface. En 2016, au titre de l'avenant 4 pour 2015, Bordeaux Métropole s'est acquitté de 20801,86€ le 22 novembre 2016.

- **Redevances réglées par Central parcs en 2016**

Le délégataire Central parcs, doit s'acquitter annuellement de redevances de trois ordres, qui sont détaillées ci-après, en lien avec l'occupation du domaine public, le contrôle et la publicité.

Redevances DSP Central parcs réglées en 2016	
Article 3.7 de la convention : 1%	16 574,80 €
Article 4.6 de la convention : 1%	13 812,33 €
Article 3.8 de la convention : 5%	184,69 €
TOTAL REDEVANCE 2016	30 571,82 €

CENTRAL PARCS	Redevances liées à la DSP		
DSOp10 art 3,7 Modifié AVT2p3	1-**Redevances n°1A et 1B pour occupation du domaine public** (à payer avant le 60e jour de chaque trimestre)		
DSOp10 art 3,7 Modifié AVT2p3 art 3,7	Redevance n°**1A**	4 fois par an	1% de toutes les recettes TTC
DSOp10 art 3,7 Modifié AVT2p3	Redevance n°**1B**	4 fois par an	100% recettes HT des abonnements nuit (hors charges d'exploitation)
DSPp14, Art4.6, dernier §	2-**Redevance n°2 au titre du contrôle du parc,** tel que défini à l'art4.6 (à payer avant le 60e jour de chaque trimestre)		
DSPp14, art4.6, et art3.7,AVT2p3	Redevance n°**2**	4 fois par an	1% toutes recettes TTC (idem 1A)
DSPp11	3-**Redevance n°3 pour PUBLICITE** (à payer avant la fin du 1er trimestre de l'année +1)		
DSPp11, Art2.10	Redevance n°**3**	1 fois par an	5% du net Pub de l'année passée

Structuration des 3 types de redevances dues par Central parcs

4.4.3 Redevances contrat BP3000

D'après l'article 12.1 de l'avenant 1, le délégataire est concerné par deux redevances :

Paiements par Urbis park	**Redevances annuelles DSP BP3000**	**exercice 2016**
Réf : article 12-1	1-Redevance n°1 pour l'occupation du domaine public, au titre de 2016	**50 077€** réglés le 24 mars 2016
Réf : article 12-1	2-Redevance n°2, prévue à compter de 2016, si le CA est supérieur à 11 434k€	Non acté en 2016, car CA inférieur

-la première, que le délégataire verse chaque année depuis 2007, d'un montant non actualisable de 50 077€, au titre de l'occupation du domaine public. Elle a été réglée le 12 mars 2017 pour 2016.

-la seconde correspond à la levée de l'aléa relatif au niveau prévisionnel d'activité, qui justifiait la participation du délégant jusqu'à fin 2015. Elle se monte à 5,1% des recettes HT comptabilisées sur les exercices à venir, mais est due à compter du 1er janvier de l'année 2016 pour autant que le chiffre d'affaires du délégataire soit supérieur à 11 433 676€HT (cf. partie 3 sur le compte de résultat). Or, le chiffre d'affaire total 2016 se monte à 10 712k€, montant qui ne relève donc pas, cette année de l'application de la redevance de 5%

4.5 Dossiers en lien avec les dispositifs administratifs et légaux au 1er janvier 2016

4.5.1 Evaluation de la tarification au quart d'heure dans les parkings

D'après l'article L. 113-7 de la Loi sur la consommation du 17 mars 2014, tout exploitant de parc de stationnement affecté à un usage public applique au consommateur, pour les stationnements d'une durée inférieure à douze heures et payés à la durée, une tarification par pas de quinze minutes au plus. Bordeaux Métropole a apporté une attention toute particulière à la mise au point des tarifs au quart d'heure. L'objectif était double : d'une part, permettre aux usagers d'être réellement gagnants par rapport au coût du stationnement horaire ; d'autre part, de ne pas remettre en cause l'équilibre économique contractuel des délégations.

La négociation entre la Direction générale mobilité et les exploitants a permis la création de tarifs respectant bien l'esprit de la loi avec une baisse ou un maintien de la quasi-totalité des tarifs. Au final, les statistiques centralisées par le CSNUA en 2016 montrent en effet que, non seulement, les nouveaux tarifs n'ont pas causé de rupture de fréquentations sur des plages horaires particulières, mais aussi que ce dispositif semble avoir généré un allongement des durées moyennes de stationnement horaire. Les craintes de certains délégataires sur de possibles changements du comportement client ou de potentiels affaissement des fréquentations se sont donc avérées infondées : en résumé, comme cela est signalé par ailleurs (§2), après un an de tarification au quart d'heure, tous les exploitants de Bordeaux Métropole ont vu leur ticket moyen augmenter, de 3% et jusqu'à plus de 10%.

4.5.2 Transfert des DSP ville de Bordeaux à Bordeaux Métropole au 01/01/2016

- **Principe de transfert des parkings dans le patrimoine de la Métropole**

Par délibérations concordantes du 15 juillet 2015, modifiée par délibération du 6 mars 2017 du conseil municipal de la ville de Bordeaux, et du 25 septembre 2015 modifiée par délibération du 17 mars 2017 du conseil de la Métropole, il a été acté le transfert par la ville de Bordeaux à la Métropole, en pleine propriété et à titre gratuit, des parkings Grands Hommes, Victor Hugo, Allées de Chartres et Alsace Lorraine.

Suivant la mise à disposition des parcs à compter du 1er janvier 2016, et une fois constitution des dossiers fonciers nécessaires, le transfert a été formalisé sur l'année 2017 par des procès-verbaux de transfert en date du 31 mars 2017 ; la phase de publication des actes administratifs de transfert de propriété a été enclenchée en suivant.

- **Reprise des contrats de DSP intéressant les parcs transférés**

La mise à disposition de ces parcs à compter du 1er janvier 2016 a emporté reprise, à cette même date, des contrats de DSP existants avec la SGGPB et la SNC des Grands Hommes par la Métropole. La substitution de la Métropole au titre de délégant a été formalisée au sein de ces contrats par voie d'avenant (avenant n°1 au contrat SGGPB en date du 16 novembre 2015, et avenant n°9 au contrat SNC des Grands Hommes, en date du 28 décembre 2015).

- **Représentation de la Métropole dans les instances de gestion relatives à ces parcs**

Concernant SGGPB, le principe de transfert de ces parcs a conduit à la cession des actions détenues par la ville de Bordeaux au sein de cette Société anonyme d'économie mixte (SAEML) à la Métropole, par application d'une convention de cession en date du 27 avril 2016, autorisée par délibérations concordantes du conseil de la ville de Bordeaux du 22 février 2016 et du conseil de la Métropole du 25 mars 2016. La Métropole est ainsi représentée au sein des instances de cette société depuis la cession effective des actions intervenue le 9 novembre 2016, par les administrateurs désignés par le conseil de la Métropole du 25 mars 2016.

Concernant le parking des Grands Hommes, le principe de transfert du parc a conduit à la présence de la Métropole, par le biais de ses agents dans un premier temps, au sein de l'association syndicale libre en charge de la gestion de l'ensemble immobilier duquel le parc de stationnement fait partie. Celle-ci a abouti sur l'année 2017, avec à la désignation de représentants élus de la Métropole (délibération du conseil de la Métropole du 14 avril 2017) consécutivement à la production des actes de transfert du parc.

4.5.3 Prolongation du contrat d'affermage SGGPB et travaux restant à réaliser

La période courant depuis la substitution de Bordeaux Métropole à la ville de Bordeaux (1/01/2016), au titre de délégant du contrat, ne permettait pas d'organiser l'exploitation des parcs de stationnement à l'échéance du contrat fixée au 31 mars 2016, de sorte que la continuité du service public ne pouvait être assurée au terme du contrat. Notamment, des problématiques tenant à la mise aux normes des installations du parc de stationnement Victor Hugo nécessitaient des travaux du Fermier qui ne pouvaient être menés à terme avant l'échéance du contrat alors même qu'ils contribuaient à la préservation de la sécurité des usagers de ce parc.

De ce qui précède, l'avenant n°3 au contrat d'affermage en date du 30 mars 2016, autorisé par délibération du conseil de la Métropole du 25 mars 2016, a prolongé la délégation alors en cours d'une année en application de l'article L.1411-2 du CGCT, fixant le nouveau terme du contrat au 31 mars 2017. Il a également précisé les travaux restant à réaliser par le fermier jusqu'au nouveau terme du contrat. Ces travaux ont fait l'objet d'une maîtrise d'ouvrage particulière de la part de SGGPB (à ce sujet, des précisions sont apportées, partie 1, au § spécifique à SGGPB).

4.5.4 Modification de l'actionnariat de la société délégataire BP3000

Dans le cadre du contrat de délégation de service public portant sur la construction et l'exploitation de parcs de stationnement par la société BP3000, la société maison-mère Urbis Park avait sollicité l'agrément de Bordeaux Métropole sur un projet de modification de l'actionnariat de BP3000 et de conclusion d'un nouveau contrat de prestations de services avec Urbis Park Services.

Ce projet prévoyait la cession de la totalité des actions de BP3000 à une structure nouvellement créée, Urbis Park Infrastructures. Parallèlement à cette modification de l'actionnariat, le projet prévoyait la conclusion d'un nouveau contrat de prestations de services entre BP 3000 et la société Urbis Park Services, celui-ci venant se substituer aux deux contrats actuellement en vigueur entre ces deux sociétés.

Ce projet a été autorisé par la délibération n°2015-777 du 18 décembre 2015 et par l'avenant n°4 au contrat, en date du 25 mars 2016. Cependant, avant sa mise en œuvre, ce projet d'ensemble a fait l'objet d'une évolution tenant à la substitution d'Urbis Park par Transdev Stationnement au capital des sociétés Urbis Park Infrastructures et Urbis Park Services.

Le projet complémentaire présenté ne remettait en cause ni le maintien des capacités techniques et financières du délégataire, ni la continuité du service public, ni, enfin, l'égalité des usagers devant le service public. Cependant, cette évolution impliquait une modification du schéma de la garantie contractuelle octroyée par Urbis Park à Bordeaux Métropole en application de l'article 2.1 du contrat de délégation de service public.

L'avenant n°5 au contrat de DSP en date du 9 décembre 2016, autorisé par délibération du 2 décembre 2016, a acté les évolutions par rapport au premier projet présenté. Il intègre notamment la substitution de la société Transdev SA (maison mère de la société Transdev Stationnement) à Urbis Park pour garantir, sans limite de montant, au bénéfice de Bordeaux Métropole, la bonne exécution par BP3000 de l'ensemble des obligations issues de la convention.

Le projet ainsi autorisé et acté par voie d'avenant a été mis en œuvre le 20 décembre 2016. Depuis cette date, la société délégataire BP3000 est détenue à 100% par la société Urbis Park Infrastructures composée à 90% par le groupe Banque populaire - Caisse d'épargne (BPCE) et à 10% par la société Transdev stationnement. De même, la société Urbis Park Services, prestataire de services du délégataire, est détenue à 100% par la société Transdev Stationnement.

4.6 Dossiers transverses en lien avec l'activité stationnement de la Métropole

4.6.1 Données open data 2016 sur « data.bordeaux-metropole.fr »

L'ouverture des données publiques, communément appelée « open data », est devenue une obligation pour toutes les collectivités locales de plus de 3500 habitants depuis l'adoption de la loi pour une République Numérique (loi du 7 octobre 2016). La "loi Lemaire" achève un chapitre législatif intense autour de l'open data (loi Valtere, loi Macron...). Les plus grosses collectivités se sont déjà lancées, mais de nombreuses précisions restent à apporter, relatives, par exemple, aux licences, aux formats, aux processus internes. La réutilisation des données publiques, qui est un droit depuis 2005, est présentée comme une source d'enrichissements à plusieurs titres : nouveaux services aux usagers, levier interne de modernisation, développement économique et transparence accrue. Mais elle demande aussi un gros effort de la part des administrations.

Les prescriptions de la Commission d'accès aux documents administratifs (loi CADA du 17 juillet 1978) favorisent la publication de ces données publiques. Elles imposent ainsi aux intervenants du secteur de mettre à disposition la plupart des données détenues dans le cadre de missions de service public. S'agissant de Services publics à caractère industriel et commercial (SPIC), comme c'est généralement le cas pour le stationnement, la réutilisation de ces données par des personnes privées fait l'objet d'un encadrement particulier.

C'est dans ce contexte que, courant 2013, la direction du numérique a contacté le service stationnement pour mettre en œuvre la publication libre des données relatives au stationnement dans le périmètre de Bordeaux Métropole, sous une forme « open data », ce format permettant toute requête et exploitation ultérieure par tout citoyen.

Dès le début, le centre stationnement a souhaité élargir le champ de recueil de ces données, de façon à intégrer l'ensemble des exploitants des principaux ouvrages affectés au stationnement hors voirie payant dans les 28 communes de la Métropole. Ces professionnels, privés comme publics, ont répondu favorablement. Depuis 2013, nous répétons donc cette opération chaque mois de décembre, de façon à publier, chaque début d'année, des statistiques arrêtées au 1er janvier. Elles prennent la forme de deux tableaux de synthèse présentant les principales caractéristiques des parcs.

- **Tableau de caractéristiques administratives et techniques**

Les données 2016 des 63 parkings publics payants exploités sur l'emprise de la Métropole intégraient les caractéristiques des derniers sites mis en service par la régie Parcub Bordeaux Métropole (moins Deschamps qui a fermé), Bègles Sècheries, Iddac et Beaujon. L'étendue de ce panel présenté en open data donne un aperçu de la diversité de l'offre de stationnement payant hors voirie sur Bordeaux Métropole.

Le premier tableau recense au total, 30786 places de stationnement VL hors voirie, avec 5766 dans les parcs relais du réseau TBM et 25020 dans les parkings classiques. Sur l'ensemble, on décompte aussi 546 places PMR, et 131 places équipées de prises de rechargement pour véhicules électriques. S'agissant des places destinées aux deux-roues, 1067 sont disponibles pour les deux-roues motorisés, et 677 pour les vélos ; la très grande majorité de ces derniers se répartissent entre la régie Parcub Bordeaux Métropole (400) et BP3000 (157).

A fin 2016, sont toujours répertoriées, pour chaque établissement, 31 têtes de colonnes présentant les caractéristiques administratives et techniques, avec :
Date mise à jour des données, N° d'identification du parking à la Métropole, Nom du parking, Propriétaire, Titulaire du contrat, Exploitant, Type de gestion, Secteur, N° INSEE Commune, Commune, N° identifiant d'équipement public, Année de mise en service, Type de construction, Nombre de niveaux ; Places Hors gabarit < 3,5T, Places Hors gabarit > 3,5T, Nombre de places utilisées en fourrière, Nombre de places utilisées en parc-relais (P+R), Nombre de places en parking simple tous usagers ; Total de places VL, Dont places PMR, Dont places VL électrique, Dont places Autopartage ou de type Autocool ou Citiz, Dont Covoiturage, Et dont places pour station de lavage ; Places 2 roues à moteur, Dont 2 roues à moteur électrique ; Total places vélo, Dont Places vélo électrique ; Remarques éventuelles (les services proposés par les exploitants ne sont pas tous répertoriés), et, enfin, Lien vers site web de l'exploitant.

- **Tableau comparatif de 11 tarifs types**

Le second tableau mis au point a pour vocation de comparer des tarifs types pratiqués dans ces mêmes ouvrages, que l'on soit usager horaire ou abonné, grâce à 11 tarifs représentatifs, auxquels s'ajoute, à titre de repère, le coût d'une heure de stationnement sur la voirie attenante à l'ouvrage. Y sont présentées les titres de colonnes suivants :
Exploitant, Commune, Identifiant du parking, Nom du parking ou du parc relais, Tarif pour titulaire abonnement TBC, Tarif pour NON titulaire abonnement TBC, Tarif voirie du secteur autour du park <1h, Tarif horaire <1/4h, Tarif horaire< 1/2h, Tarif horaire <1h, Tarif horaire <4h, Tarif horaire <10h, Tarif horaire <24h, Forfait nuit unique, Abonnement au mois résident, Abonnement au mois Non résident, Abonnement au mois moto, Abonnement au mois vélo, Remarques, Lien vers le site web du parking.

4.6.2 Evolution de la question des squatteurs dans les parkings

D'après les retours d'expérience des différents acteurs du secteur, il a été vérifié que la question des squatteurs se fait de plus en plus pressante depuis plusieurs années. Si cette population tâche généralement de se faire discrète, plusieurs incidents ont été recensés, et les personnels en poste sur les parkings, mais également les agents du Service circulation et stationnement de Bordeaux Métropole effectuant les visites de contrôle qualité, n'ont pas manqué de signaler l'attitude difficile de certains squatteurs.

Cette thématique étant commune à tous les exploitants, le Centre stationnement avait organisé une réunion, le 16 avril 2015, en présence de représentants des gestionnaires de

parkings (y compris de ceux qui seront rattachés à la Métropole au 1er janvier 2016), de responsables des services de police, municipale et nationale, et des services sociaux, et des agents de la Métropole impliqués dans le stationnement. Cette réunion n'avait pas pour but de fixer des solutions immuables, mais, tout en respectant la stricte autonomie décisionnelle de chacun, de la régie et des délégataires métropolitains en particulier, il s'agissait de lancer une synergie entre les différents interlocuteurs, de façon à mutualiser les solutions pour que chaque exploitant, soit à même de trouver ses propres pistes d'intervention.

Il en est ressorti un consensus, malgré un thème touchant à des paramètres humains sensibles et une problématique en prise directe avec le contexte socioéconomique (l'emploi, le logement), sur les conduites à tenir lorsque des individus peuvent être, directement ou par animal interposé, à l'origine de troubles à l'ordre public ou de mise en danger d'autrui, usagers ou personnels, mais aussi sur les questions relatives à l'intervention des forces de l'ordre, de manière à garantir la sécurité et le respect des lois dans les ouvrages.

Depuis cette rencontre, deux procédures ont tout particulièrement retenu l'attention :
-en premier lieu, pour les infractions aux règles du code de la route, si les gestionnaires de parcs désirent pouvoir faire procéder à la verbalisation des véhicules en stationnement intempestif sur les places dévolues aux PMR, et marquées à cet effet, il y a lieu, pour chacun, d'adresser à Monsieur le maire de la commune concernée, une demande d'arrêté permettant à la police municipale et à la police nationale de dresser des procès-verbaux dans l'enceinte de chaque parking. Dans ce but, une demande doit être établie pour chaque parking, avec, en pièce jointe, le relevé des places concernées et matérialisées (avec l'adresse précise de l'ouvrage, le numéro de niveau, le numéro de place et le plan par niveau correspondant).
-en second lieu, si les exploitants souhaitent faciliter l'intervention des forces de police dans leurs établissements, il y a lieu qu'ils adressent une « réquisition permanente des services de police municipale et nationale pour qu'ils interviennent dans chaque parking et dans les parties communes afférentes à ces lieux ». Cette demande, qui doit être renouvelée chaque année, doit être accompagnée des plans des sites, et adressée à :

. Monsieur le maire des communes concernées (copie au chef de la Police municipale)
. Monsieur le chef de la direction départementale de la sécurité publique,
Hôtel de police de Bordeaux, 23 rue François de Sourdis.

Sur la base de ces demandes officielles, les agents de police peuvent alors, sur simple appel du parking, procéder sur place une intervention adaptée. Pour le secteur hypercentre de Bordeaux, en plus des numéros d'appel d'urgence habituels, les exploitants peuvent joindre deux numéros, qui ont été actualisés en 2016 :
-celui de la Brigade de protection et de lutte contre les incivilités (BPLI): forte de 21 agents et de 3 cadres, cette unité de la Police municipale, créée en 2014, peut intervenir sur tout appel circonstancié au Poste central (PC) radio, au numéro 05 56 10 34 48.
-celui du commissariat de Police, 21 rue du Cerf-volant, 33000 Bordeaux, particulièrement concerné par tout incident du secteur hypercentre, que l'on peut joindre au 05 40 12 14 20.

Dans le cadre du suivi des plans qualité, nos services ont pu vérifier que cette réunion a généré une dynamique : les exploitants ont mis en place des patrouilles aléatoires durant les périodes sensibles, tout en faisant appel, lorsque nécessaire, à des interventions de la Police. Cela a permis de faire diminuer le nombre de situations conflictuelles mettant en scène des squatteurs, tout en évitant que ces personnes se reportent nécessairement sur d'autres parcs de stationnement, comme c'était le cas par le passé

4.6.3 Logistique urbaine et stationnement en ouvrage

La globalisation de l'approche de la question du stationnement, dans la thématique plus large de la mobilité durable, a amené Bordeaux Métropole à rechercher des solutions

alternatives sur un certain nombre de points. Le secteur des livraisons ne peut en effet plus se limiter à la simple mise à disposition d'emplacements de manutention sur voirie à destination des poids lourds. Le Centre stationnement et nouveaux usages de l'automobile étudie donc des solutions relatives à ce secteur de la mobilité, en particulier s'agissant des livraisons du « dernier kilomètre ».

C'est dans ce cadre que, en faisant appel aux ressources spécifiques et à l'adaptabilité de la régie Parcub Bordeaux Métropole, la Métropole a pu, en 2016, favoriser l'émergence d'une initiative privée visant à améliorer les conditions de circulation et de livraison dans le centre-ville de Bordeaux.

Bordeaux Métropole et la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Bordeaux Gironde ont en effet accompagné la société « Les triporteurs bordelais » dans la recherche de locaux et la mise en réseau de leur activité auprès des acteurs locaux de la logistique urbaine. C'est la société « Les triporteurs de l'ouest », déjà présente dans les villes de Rennes, Nantes et Angers, qui a créé cette antenne à Bordeaux en novembre 2016. Elle assure une activité de livraison urbaine du dernier kilomètre en vélos triporteurs pour le compte de professionnels du transport. Le matériel utilisé (triporteurs, remorques et caisses de conditionnement) permet de transporter et livrer tout type de marchandises. Les différentes expériences précédemment menées en France ont prouvé la pertinence du modèle économique de ce type d'Espace logistique de proximité (ELP), qui fonctionne sans subvention publique.

Parcub Bordeaux Métropole a pu accueillir cette activité par le biais d'une convention qui a permis la création d'un tel ELP dans le périmètre du parking Front du Médoc que la régie exploite au cœur du quartier Mériadeck, à proximité immédiate de l'hypercentre de Bordeaux. La société réceptionne les marchandises que plusieurs transporteurs classiques déposent chaque matin par des véhicules moyens ou gros porteurs : elle procède ensuite à leur tri et à leur chargement sur des vélos triporteurs à assistance électrique, de façon à effectuer les livraisons du centre-ville en mode doux (absence d'émission de CO_2, déplacements silencieux). Ce procédé permet ainsi de remplacer les tournées des transporteurs en véhicules thermiques dans l'hypercentre, mais également d'économiser des aller-retours au départ de leurs plateformes, situées en périphérie de l'agglomération, en massifiant dans un seul véhicule l'acheminement des marchandises jusqu'à l'ELP des Triporteurs bordelais. De plus, les vélos triporteurs ont l'avantage de pouvoir accéder facilement à l'hypercentre même en dehors des heures de livraisons autorisées (7h-11h).

Parmi ses clients transporteurs, Les triporteurs bordelais livrent le fret de DB. Schenker et de STEF, sociétés de transport qui font partie des plus gros distributeurs du centre-ville. Dans la logique de ce succès, des réflexions sont en cours pour l'implantation d'une seconde plateforme ELP dans le secteur nord du centre-ville pour la desserte des quartiers des Chartrons, des Bassins-à-flots et de Bordeaux Bastide.

4.6.4 Impact de la création du Forfait post stationnement (FPS) au 1er janvier 2018

Aux termes de la loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) promulguée le 27 janvier 2014, la réforme de décentralisation et de dépénalisation du stationnement devait entrer en vigueur au 1er janvier 2016 ; elle avait précédemment fait l'objet d'un report au 1er octobre 2016 par la loi sur la Nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe) du 7 août 2015. A l'issue d'une mise à jour amenée par la loi des finances du 29 décembre 2015, et intervenue le 6 janvier 2016, la mise en application de la dépénalisation du stationnement est finalement repoussée au 1er janvier 2018. Ces reports trouvent leur origine dans des questions de calendrier, mais surtout dans l'important travail juridique et technique nécessaire pour mettre en place cette

organisation, en particulier s'agissant du mode de recouvrement des Forfaits post stationnement (FPS).

Avec la dépénalisation du stationnement, le FPS vient se substituer à la sanction de l'amende pénale, et l'usager règle son stationnement en payant une redevance d'occupation du domaine public : les montants de la redevance et du FPS relèvent donc de l'autorité locale ; ceci devrait permettre aux élus territoriaux de mettre en cohérence le niveau de la sanction, avec celui du tarif de stationnement : en effet, le montant de l'amende forfaitaire, à 17€ sur l'ensemble du territoire national, est actuellement peu dissuasif dans les collectivités où le tarif horaire de stationnement sur voirie est conséquent.

Cette nouvelle réglementation devrait amener de notables améliorations sur le plan des impayés : l'expérience montre qu'il s'agit d'un système de stationnement décentralisé et dépénalisé dont la mise en œuvre a été couronnée de succès dans de nombreux pays. Sous réserve que deux conditions qui semblent essentielles soient remplies, ce dispositif semble faire chuter radicalement le taux d'impayés : il s'agit, d'une part, que le montant du FPS soit dissuasif, et, d'autre part, que sa mise en œuvre soit associée à des moyens de verbalisation électronique efficaces (lecteur de plaques minéralogiques automatisés et embarqués sur des véhicules motorisés).

Ainsi, par exemple, avec un FPS à 90€, Bilbao enregistre 90% de paiement du stationnement sur voirie, et avec un FPS équivalent à 20 fois le montant de la redevance de la première heure, Londres affiche pour sa part un taux de respect de 95%. Ces nouveaux outils devraient permettre de fluidifier la rotation du stationnement de surface afin que celui-ci retrouve sa destination fondamentale dans les hypercentres : le stationnement de courte durée.

Pour les exploitants de parkings hors voirie, il y a lieu d'anticiper le report de cette part du stationnement de surface qui reste à déterminer, mais qui ne devrait pas modifier sensiblement le type de fréquentation des ouvrages.

5 AVIS DE BORDEAUX METROPOLE 2016

Faisant suite à deux exercices 2014 et 2015 particulièrement actifs, 2016 a constitué, pour les parkings de Bordeaux Métropole, une année intense à plusieurs niveaux. Sur les parcs publics métropolitains, correspondant aux 31 sites gérés par la régie autonome Parcub Bordeaux Métropole et par les quatre exploitants délégués SGGPB, BP3000, Central parcs et Indigo, la fréquentation horaire reste en progression globale et les durées de stationnement, donc les tickets moyens, augmentent de 3,1% à 10,5%, portées en particulier par une mise en application fine de la tarification au quart d'heure.

Indépendamment des effets de la politique de mobilité durable, qui, année après année, porte ses fruits en termes de réduction du trafic pendulaire, les exploitants des parcs de stationnement de Bordeaux Métropole bénéficient pleinement de la dynamique touristique et commerciale de l'hypercentre en valorisant et en mutualisant le potentiel disponible dans leurs ouvrages. Les perspectives de la mise en application du forfait post stationnement par les communes au 1er janvier 2018 laissent penser que le report d'une partie du stationnement de surface vers les ouvrages va s'accentuer sensiblement.

5- ANNEXES

-Rapport 2016 d'activité de la régie Parcub Bordeaux Métropole

- Rapport 2016 d'activité de la DSP BP3000

- Rapport 2016 d'activité de la DSP Central parcs

- Rapport 2016 d'activité de la DSP Indigo

- Rapport 2016 d’activité de la DSP SGGPB

Parcub
Bordeaux Métropole

RAPPORT D'ACTIVITE 2016

En application de la loi 2002/276 du 27 février 2002, les régies dotées de la personnalité morale sont tenues de remettre chaque année un rapport annuel en vue de sa présentation devant la commission consultative des services publics locaux.

Centré sur l'exercice 2016, ce rapport donne néanmoins quelques informations relatives à l'année 2017. Depuis le 1er janvier 2011, PARCUB Bordeaux Métropole est un établissement public à double visage puisque la gestion de la fourrière qui est un service public administratif (SPA) a été transférée à la régie par Bordeaux Métropole, nouvelle activité qui s'est ajoutée à l'objet social de PARCUB et à son activité initiale qui relève d'un service public industriel et commercial (SPIC).

Comptablement, la gestion de la fourrière automobile est distincte. Pour autant, la gestion de ce service s'appuie pour partie sur des moyens communs à la gestion du SPIC et du SPA. Concrètement, PARCUB SPIC refacture un certain nombre de charges correspondant aux moyens mobilisés pour contribuer à la bonne gestion de PARCUB Fourrière. Ce dernier service fait l'objet du chapitre 4.

PARCUB, qui a remis à niveau son patrimoine, fort d'une situation financière saine est en phase active de développement en accompagnant la croissance de l'agglomération et ceci dans une logique d'établissement public. Au jour de la rédaction du présent rapport, PARCUB est engagé sur 5 parkings : Marie Brizard à Bordeaux, Grand Parc à Bordeaux, dans le cadre de la convention de partenariat avec l'établissement public Bordeaux Euratlantique sur les opérations Deschamps et Amédée St Germain à Bordeaux enfin le parking Aréna à Floirac à relativement court terme, ce qui matérialise la politique de développement engagée depuis quelques années. Il convient par ailleurs de préciser, même si cela concerne l'année 2017, qu'au 1er avril 2017, suite à une délibération de Bordeaux Métropole, PARCUB a repris l'exploitation des 3 parkings gérés par la société Grands Garages Parkings de Bordeaux dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

A noter que les rapports des années précédentes sont disponibles sur le site internet de PARCUB.

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – PRESENTATION DE PARCUB Bordeaux Métropole..... page 3

CHAPITRE 2 – ACTIVITE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE – POINTS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2016 ..... page 4

2.1 – Les points marquants de la vie sociale 2016 ..... page 4
2.2 – La politique tarifaire et les tarifs 2016 ..... page 7
2.3 – L'analyse de l'activité sous l'angle de l'évolution de la fréquentation des parkings ..... page 11
2.4 – Un niveau d'investissement et de grosses réparations qui reste soutenu..... page 20
2.5 – Les principales actions menées dans le cadre du développement de PARCUB ..... page 23
2.6 – Les réclamations des clients ..... page 32

CHAPITRE 3 – ACTIVITE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - COMPTES 2016 ..... page 33

3.1 – Section d'exploitation ..... page 33
3.2 – Section d'investissement ..... page 36
3.3 – Conclusion ..... page 37

CHAPITRE 4 – L'ACTIVITE FOURRIERE ..... page 38

4.1 – Principales caractéristiques du service .... page 38
4.2 – Eléments marquants de l'année 2016 ..... page 38
4.3 – Comptes 2016 ..... page 39

ANNEXES

ANNEXE 1 : Organigramme

ANNEXE 2 : Délibérations relatives aux tarifs 2016

ANNEXE 3 : Evolution de la fréquentation horaire parc par parc et mois par mois

ANNEXE 4 : Evolution des abonnements parc par parc et mois par mois

ANNEXE 5 : Synthèse des sinistres et des réclamations

ANNEXE 6 : Compte administratif

ANNEXE 7 : Comparatif compte administratif 2016 par rapport au compte administratif 2015 (variation en valeur et en pourcentage) – Extrait du compte de gestion établi par Mme l'Administratrice des Finances Publiques

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

CHAPITRE 1 – PRESENTATION DE PARCUB BORDEAUX METROPOLE

La régie communautaire d'exploitation de parcs de stationnement créée par le conseil communautaire du 5 avril 2004 exerce son activité sous le nom commercial, PARCUB. Alors que la Cub a le statut de métropole, a été ajouté au nom PARCUB la mention Bordeaux Métropole.

L'objet social de la régie a été élargi à 4 reprises, PARCUB pouvant avoir une activité très large dans le domaine du stationnement.

PARCUB Bordeaux Métropole est une régie dotée de la personnalité morale dont le conseil d'administration comprend 11 élus issus de Bordeaux Métropole ayant la qualité d'administrateur et donc qui ont droit de vote. Assistent également aux séances du conseil d'administration sans voix délibérative les représentants de deux associations et deux représentants du personnel.

PARCUB Bordeaux Métropole, dont le dernier organigramme à fin d'année 2016 est joint en annexe 1, gère l'ensemble des parcs de stationnement de Bordeaux Métropole qui n'ont pas fait l'objet d'une délégation de service public et tous parcs dont la régie a acquis directement la propriété ou qu'elle peut exploiter dans le cadre d'un contrat. La gestion des parkings porte sur tous les aspects allant de la gestion courante à la réalisation des investissements.

Depuis sa création, l'activité de PARCUB Bordeaux Métropole s'est accrue en cohérence avec l'élargissement de son objet social. Les dossiers qui se sont concrétisés en 2016 ou qui sont en cours de réalisation sont mentionnés ci-après en gras :

- acquisition du 1er niveau du parking Bonnac en octobre 2009,
- mandats confiés par Bordeaux Métropole à la régie pour la construction de parkings. Sur 3 mandats signés, 1 s'est concrétisé, **le parking Beaujon qui a été livré fin novembre 2016**,
- gestion du service de la fourrière automobile sur le territoire de Bordeaux Métropole à compter du 1er janvier 2011,
- validation par le conseil d'administration de PARCUB Bordeaux Métropole en octobre 2012 de la convention de partenariat PARCUB/AQUITANIS pour la construction par PARCUB sur ses fonds propres du **parking Bègles les Sècheries d'une capacité de 406 places**, **lequel a été mis en exploitation le 22 février 2016.** Il s'agit de la 1ère opération réalisée par PARCUB en maîtrise d'ouvrage direct,
- convention de partenariat avec EPA Bordeaux Euratlantique relative à la construction de 3 parkings publics dans le cadre de la ZAC St Jean Belcier,
- adoption d'une convention en décembre 2013 pour la gestion du parking de surface provisoire quai Deschamps sur une emprise foncière dont est propriétaire l'EPA Bordeaux Euratlantique et dont l'exploitation a pris fin le 15 octobre 2016,
- convention avec l'EPA Bordeaux Euratlantique pour la gestion du parking Château Descas pour une capacité de 220 places validée par le conseil d'administration en novembre 2014,
- convention PARCUB/CUB validée par le conseil d'administration du 11 juillet 2014 pour la construction et l'exploitation du **parking de 960 places Aréna attenant à la future grande salle de spectacle, livraison prévue tout début d'année 2018,**
- réalisation du **parking transitoire de surface IDDAC situé sur la commune du Bouscat à proximité immédiate du parking Denis, mis en exploitation en novembre 2016**,
- **lancement du concours de maîtrise d'œuvre sur le parking Grand Parc d'une capacité d'environ 356 places,**
- décision **d'acquisition de 115 places sur le parking Marie Brizard** pour restituer des places de surface dans le cadre de la ligne D du tramway.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Fin 2016, PARCUB Bordeaux Métropole gérait 21 parkings représentant une capacité de 9208 places VL. 3 nouveaux parkings ayant sur l'année 2016 intégré le périmètre de PARCUB (parkings Bègles les Sècheries, Beaujon et IDDAC). L'exploitation du parking Deschamps qui était un parking provisoire a cessé son activité en octobre 2016.

Ces parkings en tenant compte des places privées qui sont intégrées correspondent à une capacité de stationnement de 9770. Il est à noter qu'à l'exception de 4 parkings situés dans le centre de Mérignac, de Pessac, du Bouscat et de Bègles, tous les autres parcs sont situés sur la commune de Bordeaux.

Il convient de signaler que depuis 2016 le parking Paludate St Jean réalisé en maîtrise d'ouvrage de PARCUB d'une capacité de 566 places a été mis en service le 1er mars 2017 et que PARCUB a repris 3 parkings anciennement gérés par société Grands Garages Parkings de Bordeaux anciennement gérés dans le cadre d'une délégation de service public. A la date de rédaction du rapport annuel, PARCUB gère donc 25 parcs publics pour une capacité totale de 10 408 places.

CHAPITRE 2 – ACTIVITE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - POINTS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2016

Sur les premières années de son existence, PARCUB Bordeaux Métropole a dû mener un important programme de remise à niveau des parkings qui a été achevé. Le développement de PARCUB Bordeaux Métropole, comme cela ressort des éléments énoncés ci-dessus, permet d'accompagner de façon active le développement de l'agglomération. PARCUB est engagé juridiquement à ce jour sur 5 nouveaux parkings.

En ce qui concerne les parkings actuellement gérés, leur nombre est de 21.

Seront traités dans ce chapitre les points suivants :

1 - Les points marquants de la vie sociale 2016

2 – La politique tarifaire et les tarifs 2016

3 – L'évolution de l'activité sous l'angle de l'évolution de la fréquentation des parkings

4 – Un niveau d'investissement et de grosses réparations qui reste soutenu

5 – Les réclamations des clients

6 – Le déménagement de la fourrière

7 – Une matérialisation de la politique de croissance de PARCUB

2.1 – LES POINTS MARQUANTS DE LA VIE SOCIALE 2016

	Dates	Nombre de délibérations
Année 2015 (7 conseils d'administration)		**69**
Année 2016 (7 conseils d'administration)		**98**
1er conseil d'administration	16 février	11
2ème conseil d'administration	5 avril	18
3ème conseil d'administration	30 juin	2
4ème conseil d'administration	6 juillet	27
5ème conseil d'administration	4 octobre	20
6ème conseil d'administration	15 novembre	7
7ème conseil d'administration	6 décembre	13

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Au-delà des délibérations adoptées, chaque conseil d'administration comprend en début de séance diverses affaires qui sont présentées à titre d'information avec :

- un rapport du directeur général faisant le point sur les marchés passés entre deux conseils d'administration,
- une analyse de l'activité sous l'angle de l'évolution de la fréquentation horaire, du nombre d'abonnements, de l'évolution des recettes abonnés et horaires. Un point est fait sur les opérations neuves et sur la gestion de la fourrière.
- un point synthétique sur l'évolution des travaux,
- autres points selon les besoins.

Parmi les délibérations adoptées en 2016, certaines méritent d'être citées :

➢ Sur le plan financier, le conseil d'administration a arrêté les délibérations usuelles en la matière (budget, compte administratif, décisions modificatives, vote des tarifs, affectation des résultats).

➢ En ce qui concerne le personnel :

- accord salarial 2016,
- adaptation du tableau des effectifs,
- modalités de remboursement des frais de déplacement et de restauration.

- changement du nom commercial de la régie devenu PARCUB Bordeaux Métropole,
- chèques parkings : réduction tarifaire pour des durées différentes d'une heure ou de deux heures pleines,
- dispositions spécifiques pour l'accueil des abonnés du parking des Allées de Chartres de la Société Grands Garages Parkings de Bordeaux sur les parkings de PARCUB dans le cadre de l'Euro 2016,
- parking Centre Commercial Mériadeck : plage horaire permettant de bénéficier de l'1H30 de gratuité,
- abonnements résidents – évolution de l'offre,
- ajustement des tarifs : parking Château Descas : ajustement du tarif abonnement permanent et parking Centre Commercial Mériadeck : ajustement du tarif abonnement résident.

➢ En ce qui concerne les conventions et les marchés, de nombreuses conventions ont été adoptées par le conseil d'administration dont :

<u>Conventions</u> :

- occupation du domaine public pour mise à disposition d'espaces pour la diffusion de publicité dans les parkings gérés par PARCUB,

- PARCUB/AUCHAN relative d'une part, au transfert d'abonnements des parkings Front du Médoc et 8 mai 45 sur le niveau terrasse du parking Centre Commercial Mériadeck et d'autre part, à l'ouverture du magasin Auchan le dimanche matin,

- avenant n° 7 à la convention d'occupation du domaine public ferroviaire CUB/SNCF en date du 26 janvier 1982 et convention de maîtrise d'ouvrage unique exercée par SNCF Mobilités,

- Bordeaux Métropole et PARCUB Bordeaux Métropole : aménagement et exploitation du parking en surface dit « IDDAC » (44 sis rue Laharpe et 55 à 59 avenue d'Eysines) sur une parcelle située au Bouscat,

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

- PARCUB/EPA BORDEAUX EURATLANTIQUE pour l'aménagement et l'exploitation du parking provisoire Château Descas - Avenant n° 1 accueil de bus,

- PARCUB Bordeaux Métropole/ohmykeys,

- PARCUB Bordeaux Métropole/Société Nouvelle H. Barre,

- PARCUB/ANPAA,

- avenant n° 2 à la convention de partenariat PARCUB/EPA Bordeaux Euratlantique,

- PARCUB Bordeaux Métropole/SNCF Gares et Connexions/Suez Eau France,

- occupation du domaine public au 114 rue Georges Bonnac à Bordeaux afin de pouvoir assurer une activité présentant un intérêt au regard du plan des déplacements urbains – Mise en concurrence,

- autorisation d'occupation temporaire concernant les réseaux de communication électroniques et les infrastructures implantées par les câblo-opérateurs,

- PARCUB Bordeaux Métropole/CLEAR CHANNEL relative à l'occupation du domaine public pour mise à disposition d'espaces pour la diffusion de publicité,

- PARCUB Bordeaux Métropole/TOTAL MARKETING FRANCE pour l'acceptation des cartes privatives TOTAL GR dans les parkings de PARCUB,

- occupation du domaine public en vue de développer des activités de nettoyage de véhicules et d'activités complémentaires annexes dans les parkings exploités par PARCUB : accord tripartite PARCUB Bordeaux Métropole, Belle et Bio et la société Lavage doré.

Demande d'approbation de la procédure et autorisation de signature pour les marchés suivants :

- maintenance des réseaux d'assainissement,
- travaux d'étanchéité sur le parking Centre Commercial Mériadeck,
- mise en œuvre d'une infrastructure de virtualisation, de stockage de données et de hautes disponibilités des données informatiques,
- mise à disposition de personnel intérimaire,
- travaux relatifs à la mise en conformité accessibilité PMR des escaliers des parcs de stationnement,
- travaux relatifs à la réfection du réseau de descente des eaux de pluie du toit terrasse du parking Centre Commercial Mériadeck,
- travaux relatifs à la construction d'un ascenseur sur le parking République,
- accord cadre de travaux relatifs au traitement d'infiltration et de fissures dans les parkings,
- marché n° 12S0058 relatif aux contrats d'assurance,
- fourniture d'électricité,
- mise en conformité de la ventilation des niveaux supérieurs du parking Centre Commercial Mériadeck,
- maintenance des ascenseurs.

- parking Bègles les Sècheries :
    - o avenants aux marchés de travaux
    - o convention de prêt à usage
    - o accès gracieux à l'espace vélos des signataires de contrats d'amodiation

- parking Paludate St Jean :
    - o cession du foncier de l'emprise du parking
    - o avenants aux marchés de travaux

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

- places en abonnements accessibles dans la limite des places louées moyennant l'usage de supports d'accès en nombre non limité – Tarifs applicables

- parking Jardin de l'Ars :
  - protocole d'accord de sortie du parking Jardin de l'Ars

- parking Aréna :
  - concours de maîtrise d'œuvre
  - attribution des marchés de travaux
  - validation du coût définitif des honoraires de maitrise d'œuvre marché 2015/MO/004 Agence Rudy Ricciotti

- parking Grand Parc :
  - approbation du montage du projet – Décision de faire – Lancement du concours
  - concours de maîtrise d'œuvre – Autorisation de signer le marché

- parking Beaujon :
  - tarifs, modalités d'attribution des contrats, dispositions diverses en matière de gestion
  - tarif des amodiations pour place foisonnée – Précision

- parking Château Descas : ajustement du plafond tarifaire sur 24 H

- parking Deschamps : dispositions en cas de fin anticipée de la convention

- Opération Marie Brizard :
  - projet de parking – Suites à donner à la sollicitation de Belin l'Immobilier pour l'acquisition d'un volume du parking - Autorisation de réponse sous réserve de confirmation ultérieure par le conseil d'administration de PARCUB
  - autorisation d'acquisition de 115 places en VEFA

- parking Les Volaillers : suites à donner à la sollicitation du promoteur Les Nouveaux Constructeurs pour l'acquisition du parking – Autorisation de réponse sous réserve de confirmation ultérieure par le conseil d'administration de PARCUB

- Parking Gaumont de Talence : nouvelle proposition d'exploitation

- Parking IDDAC :
  - attribution des marchés de travaux
  - tarifs, modalités d'attribution des contrats
  - avenants aux marchés de travaux

2.2 – LA POLITIQUE TARIFAIRE ET LES TARIFS 2016

La politique tarifaire de PARCUB Bordeaux Métropole a été arrêtée dans le plan à moyen terme adopté par le conseil d'administration en octobre 2005 en cohérence avec le plan des déplacements urbains arrêté par Bordeaux Métropole. Cette politique a été réaffirmée et précisée au fur et à mesure des différents plans à moyen terme et dans le cadre de chaque budget et des délibérations relatives aux tarifs.

C'est dans ce cadre que les tarifs 2016 (voir annexe n° 2) ont été adoptés par le conseil d'administration de novembre 2015. En 2015, PARCUB s'est prononcé sur une évolution majeure de la tarification, la tarification à compter du 1er janvier 2016 étant désormais effectuée au ¼ d'heure.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Il convient de mettre en exergue quelques points essentiels en distinguant la politique abonnements de la politique horaire.

2.2.1 – Points marquants de la politique de PARCUB en matière d'abonnements

a) **Une politique volontariste vis-à-vis des résidents confortée d'année en année** :

Le quota de places réservées aux résidents a été revu à 3 reprises à la hausse depuis la création de la régie. Le dernier accroissement des quotas a fait l'objet d'une délibération en date du 19 novembre 2013.

Hors les parcs prioritairement réservés aux résidents dès lors que la demande est suffisante (rue Lhôte, Croix de Seguey et Bergonié), le quota pour les parcs de l'hypercentre est de 40 % et monte à 50 % pour les parkings Cité Mondiale et Pey-Berland.

Concernant les nouveaux parkings ouverts en 2016, le parking Bègles les Sècheries répond prioritairement aux besoins de stationnement des résidents mais également, compte tenu des besoins du quartier, complémentairement aux besoins de stationnement horaire.

Les parkings IDDAC et Beaujon doivent pouvoir répondre à l'ensemble des besoins compte tenu de leur implantation. S'ils répondent de façon forte aux besoins de stationnement résident, la réponse aux besoins de stationnement horaire est également une nécessité. La priorité est donnée aux abonnés résidents en l'encadrant par délibération :

- IDDAC par délibération du 4 octobre 2016 n° 2016/05/05P : 35 droits d'usage en abonnement ou concession sont prévus pour les résidents pour une capacité de 79 places, soit 44 %,
- Beaujon par délibération du 16 février 2016 n° 2016/01/03P : 69 droits d'usage en abonnement résident ou en concession résident peuvent être délivrés, soit pour une capacité de 92 places 75 % de la capacité du parking.

Sur ces 2 parkings, ces droits sont susceptibles d'être accrus en cas d'insuffisance d'abonnement permanent et/ou horaires.

- le bénéfice du tarif résident est réservé aux habitants et pour un seul véhicule par logement. Le périmètre pour bénéficier de cet avantage a été porté de 300 à 400 m autour de chaque parking et à 1000 m pour les parkings Front du Médoc (niveau -1), Porte de Bordeaux, Cité Mondiale, Pessac centre et Mérignac centre.

- le tarif préférentiel dit « petit rouleur » a fait l'objet d'une délibération en novembre 2011 avec réalisation des investissements nécessaires à sa mise en œuvre en 2012. Il a été opérationnel en décembre 2012 sur 8 parkings (Gambetta, Pey-Berland, République, Victoire, Cité Mondiale, Front du Médoc, 8 mai 45 et Porte de Bordeaux) qui ont dû être dotés préalablement d'un système de lecture de plaques. Cette offre a rencontré un succès immédiat. Au 1er janvier 2017, 261 abonnements étaient en cours, soit seulement après 3 ans de commercialisation 15 % du total des abonnés résidents tous parcs confondus et 19 % des abonnements résidents en retenant que les parcs proposant le tarif petit rouleur.

- En 2013, par délibération n° 2013/01/08P, un tarif préférentiel a été créé pour les voitures dites écologiques sur 7 parkings. Les résidents propriétaires d'un véhicule électrique, hybride, GNV, fonctionnant à l'éthanol, au GNV et d'un petit véhicule de moins de 3 m émettant moins de 120 g de CO^2 bénéficient d'un tarif abonnement résident minoré de 50 %. Il ne peut être cumulé avec le tarif petit rouleur. Ce système particulièrement innovant fonctionne sur 7 parkings grâce au développement d'un logiciel spécifique et les

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

équipements de lecture de plaques. Au 1er janvier 2017, 47 abonnés bénéficient de ce tarif, ce qui est un faible niveau à apprécier au regard de la proportion très marginale des véhicules écologiques en circulation en France dont le parc pour autant devrait se développer sur les années à venir. Au-delà des abonnés résidents, ce dispositif bénéficie également à des usagers horaires, ce qui est une première en France qui a été remarquée par le club, de dimension nationale, des voitures écologiques et la presse.

b) Des tarifs abonnements résidents tout particulièrement contenus et des hausses tarifaires récentes tous abonnements confondus limitées

TARIFS TTC DES ABONNEMENTS PAR MOIS ET NIVEAU PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS

Tarifs mensuels 2016 TTC (identiques à 2015)					
	Hypercentre*	**Front du Médoc et Cité Mondiale****	**Parking Victoire***	**Centre**	**Périphérie**
Tarifs permanents	121,09 €	107,10 €	102,30 €	96,04 €	60,55 €
Objectif d'écart/hyper centre	Sans objet	0%	0%	-20%	-50%
Ecart constaté en 2015		-11,6%	-15,5%	-20,7%	-50,0%
Tarifs résidents 2015	73,17 €	59,36 €	62,43 €	56,80 €	39,61 €
Objectif d'écart tarif résident / tarif permanent	- 33,3 %	- 33,3 %	- 33,3 %	- 33,3 %	- 33,3 %
Ecart constaté en 2015	-39,6%	-44,6%	-39,0%	-40,9%	-34,6%

* tarif résident Centre commercial Mériadeck de 51,17 € TTC en 2016

***Les Parcs Front du Médoc, Cité Mondiale et Victoire ont été intégrés dans le secteur hypercentre respectivement en janvier 2009 pour Front du Médoc et Cité Mondiale et en janvier 2011 pour le parking Victoire.*

Il ressort du tableau ci-dessus qu'à ce jour, les parkings de périphérie pour les tarifs résidents et permanents et ceux du centre pour les tarifs permanents correspondent aux objectifs qui avaient été fixés. Les tarifs sur les parkings Front du Médoc, Cité Mondiale et Victoire, alors qu'ils ont été rattachés à la zone hypercentre, font l'objet d'ajustements progressifs. Pour les parkings les plus sollicités qui sont situés sur Bordeaux, les abonnés résidents bénéficient de réduction d'environ 40 %, soit un niveau supérieur à la réduction tarifaire cible de 33,3 %.

Enfin, il convient d'éclairer le tableau ci-dessus en rappelant que les tarifs résidents sont restés inchangés hors ajustements pratiqués sur les parkings Front du Médoc, Cité Mondiale et Victoire afin de rapprocher les tarifs de ces parkings de ceux rattachés dès 2004 à la zone hypercentre.

A titre indicatif, pour 2017, les tarifs permanents ont été à nouveau maintenus sauf sur les parkings Cité Mondiale et Front du Médoc alors que ces tarifs doivent être progressivement accrus alors que ces parkings ont été basculés dans le secteur hypercentre.

Les tarifs résidents sont particulièrement attractifs au regard des prix pratiqués sur le marché privé.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Pour les parkings IDDAC et Beaujon, leurs tarifs ont été fixés respectivement pour le tarif résident à 45 € et à 72 € et pour les tarifs permanents à 60 € et à 80 €. Une réduction de 25 % entre tarif permanent et résident est adéquate.

2.2.2 - LES TARIFS HORAIRES (voir pour plus de détail l'annexe)

Les tarifs horaires sont déterminés en cohérence avec :

a) le plan à moyen terme,

b) les ajustements à opérer pour les parcs qui ont été rattachés antérieurement à la zone hypercentre,

c) la spécificité du parking St Jean qui est un parking de gare et de PESSAC qu'il l'est dans une moindre mesure.

Le 15 décembre 2015, par délibération n° 2015/07/02P, le conseil d'administration a fixé les tarifs au ¼ d'heure applicables à compter du 1er janvier 2016.

Ces tarifs ont été fixés sur la base des principes directeurs suivants :

- tenir compte du plan des déplacements urbains, des tarifs sur voirie et des perspectives de la dépénalisation avec des grilles tarifaires qui incitent au stationnement de longue durée sur les parkings, c'est-à-dire sur plus de 2 heures, les automobilistes devant privilégier le stationnement en ouvrage et non sur voirie,

- faire en sorte que les tarifs de journée globalement baissent,

- si des hausses sont constatées sur certaines durées de stationnement, faire en sorte qu'elles soient limitées en nombre au-delà de 2 H et toujours inférieures à 10 %, les baisses devant bien évidemment l'emporter puisque globalement, les tarifs de journée doivent baisser,

- en-dessous de 2 H, baisse globale, les créneaux comportant des hausses devant être contenus avec un peu plus de latitude que pour le stationnement au-delà de 2 H,

- maintien d'un principe d'un prix de stationnement sur la période de 20 H à 7 H contenu alors qu'il est pratiqué actuellement un forfait dès 20 H, exception faite des parkings de périphérie pour lesquels le forfait commence à compter de 19 H et pour s'achever à 7 H,

- favoriser la lisibilité de la grille tarifaire en évitant de multiplier la valeur des pas,

- retrouver un niveau de recettes toutes choses égales par ailleurs (c'est-à-dire avec une fréquentation donnée et une répartition par durée de stationnement identique) au plus près des niveaux actuels pour préserver les grands équilibres de la régie.

Malgré la stabilité des tarifs horaires antérieurs, des tarifs horaires globalement en baisse significative.

Les derniers ajustements de la grille horaire remontaient au 1er janvier 2012, seuls des ajustements mineurs ont concerné les parkings Centre Commercial Mériadeck et des parkings de l'hypercentre sur des créneaux horaires limités. De plus, la tarification sur 24 H avait été abaissée de 23 € à 19 € TTC.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Une distinction est à faire entre la tarification de nuit et la tarification de jour qui correspond à l'essentiel de la demande de stationnement sur les parkings avec un stationnement très majoritaire sur une durée de 2 H au plus voire 3 H au plus.

En période de jour, si l'on compare l'ancienne grille tarifaire à l'heure (toute heure entamée étant due), à la nouvelle grille tarifaire au ¼ d'heure, il apparaît pour les principaux parkings :

- qu'une grande majorité de créneaux horaires sont en baisse :
  - sur les parkings de l'hypercentre, 28 créneaux en baisse et seulement 5 créneaux en hausse,
  - sur les parkings du centre, 8 mai 45 et Porte de Bordeaux : 49 créneaux en baisse, 1 créneau inchangé et 2 en hausse,
  - Centre Commercial Mériadeck : 21 créneaux en baisse, 21 créneaux inchangés et 8 créneaux en hausse,
- que les baisses tarifaires sont extrêmement conséquentes sur les premières tranches horaires qui correspondent à la majorité des usages des parkings :
  - parkings hypercentre : -27,2 % entre 0 et 1 H, - 9,3 % entre 1 H et 2 H, - 8,3 % entre 2 H et 3 H,
  - parkings du centre : - 32 % entre 0 et 1 H, - 12 % entre 1 H et 2 H, - 13,9 % entre 2 H et 3 H.

La tarification de nuit concerne toujours la période 20 H – 7 H. Les 2 premiers pas sont d'1,50 € suivis de 2 pas à 0,50 € dans la limite des 5 €, soit pour une plage potentielle de 11 H qui correspond à la plage horaire de nuit.

En ce qui concerne le parking St Jean, la tarification antérieure était sur les premiers créneaux horaires établie par tranche de 10 mn. Le passage de la tarification au ¼ d'heure a conduit à retenir une grille tarifaire globalement comparable.

2.3 – L'ANALYSE DE L'ACTIVITE SOUS L'ANGLE DE L'EVOLUTION DE LA FREQUENTATION DES PARKINGS

2.3.1 – EVOLUTION DE LA FREQUENTATION HORAIRE

Est analysée ci-après l'activité depuis la création de la régie ce qui permet de cerner les évolutions majeures. Suit à cela, une analyse ciblée sur le dernier exercice permet d'apporter un éclairage plus actuel.

a) Les données de base

Le tableau synthétique qui suit peut être complété par une analyse plus fine sur la base des tableaux complémentaires remis en annexe qui retracent l'évolution de l'activité horaire parc par parc.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Fréquentation horaire en milliers										
années	**2003***	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2014/2004**	**2016/2003**
Tous parcs hors parcs provisoires	2 481,7	2 358,5	2 292,4	2 257,9	2 214,4	2 271,1	2 283,0	2 340,3	-13,3%	-5,7%
Variation d'une année à l'autre		4,1%	-2,8%	-1,5%	-1,9%	2,6%	0,5%	2,5%		
Fréquentation parking st Jean (2)	214,4	261,9	269,6	255,1	247,3	250,9	302,2	305,9	20,6%	42,7%
Gambetta	140,2	136,3	132,9	138,5	142,9	146,2	154,7	168,5	3,2%	20,2%
Tous parcs hors Saint Jean et Gambetta	2 127,1	1 960,4	1 890,0	1 864,2	1 824,2	1 874,0	1 826,1	1 866,0	-17,5%	-12,3%
Variation d'une année à l'autre		**2,6%**	**-3,5%**	**-1,4%**	**-2,1%**	**2,7%**	**-2,6%**	**2,2%**		
République	**104,0**	**79,4**	**69,6**	**55,7**	**59,2**	**64,2**	73,5	**74,0**	-34,6%	-28,9%
Tous parcs hors Saint Jean, Gambetta et République	2 023,1	1 880,9	1 820,4	1 808,5	1 765,0	1 809,8	1 752,6	1 792,0	-16,7%	-11,4%
Variation d'une année à l'autre		**2,4%**	**-3,2%**	**-0,7%**	**-2,4%**	**2,5%**	**-3,2%**	**2,2%**		
Victoire	**122,9**	**151,0**	**145,3**	**136,0**	**95,0**	**122,2**	**116,5**	**130,2**	-34,7%	5,9%
Tous parcs hors Saint Jean, Gambetta, République et Victoire	1 900,2	1 729,9	1 675,1	1 672,5	1 670,1	1 687,6	1 636,2	1 661,7	-15,0%	-12,5%
Variation d'une année à l'autre		**-5,8%**	**-3,2%**	**-0,2%**	**-0,1%**	**1,0%**	**-3,0%**	**1,6%**		
Parkings Provisoires										
Quai Deschamps						12,6	27,3	31,7		
Château Descas						1,2	23,3	48,2		

Evolution de la fréquentation horaire annuelle en milliers par parking et par zone									
	2004, % du total 2004	2012	2013	2014	2015	2016	2016/2004	2015/2014	2016/2015
Centre com. Mériadeck	54,5%	1 147,8	1 123,6	1 110,7	1 072,9	1 057,2	-26,0%	-3,4%	-1,5%
Pey Berland	13,1%	253,7	267,8	289,5	271,9	281,8	-18,0%	-6,1%	3,6%
Gambetta	5,4%	138,5	142,9	146,2	154,7	168,5	18,9%	5,8%	8,9%
République	3,8%	55,7	59,2	64,2	70,5	74,0	-24,7%	9,8%	4,9%
Cité Mondiale	2,0%	51,9	55,4	58,4	62,3	76,3	44,3%	6,7%	22,5%
Front du Médoc	1,8%	20,5	23,1	24,5	25,8	28,2	-40,4%	5,0%	9,6%
Victoire	7,1%	136,0	95,0	122,2	116,5	130,2	-30,4%	-4,7%	11,8%
total hyper centre	87,8%	**1 804,1**	**1 767,0**	**1 815,7**	**1 774,5**	**1 816,3**	-21,0%	-2,3%	2,4%
total hyper centre hors Gambetta	82,4%	**1 665,7**	**1 624,1**	**1 669,5**	**1 619,8**	**1 647,8**	-23,7%	-3,0%	1,7%
Huit Mai 1945	2,0%	40,0	42,3	42,7	45,5	48,9	-5,3%	6,7%	7,5%
Porte de Bordeaux	0,7%	18,3	21,8	23,8	26,0	33,1	73,2%	9,4%	27,1%
total centre	2,7%	**58,0**	**64,1**	**66,5**	**71,6**	**82,0**	15,9%	7,7%	14,6%
Barrière du Médoc	0,9%	81,7	73,5	72,9	69,4	65,0	184,6%	-4,8%	-6,3%
Charles de Gaulle	0,4%	28,8	24,2	23,6	26,5	29,1	152,0%	12,3%	9,7%
Pessac centre	0,3%	29,9	38,2	41,5	38,8	40,7	488,1%	-6,5%	5,0%
Bègles les Sécheries						0,4			
total périphérie	1,6%	140,0	136,0	138,0	134,7	135,3	227,4%	-2,4%	0,4%
Saint Jean	7,9%	255,1	247,3	250,9	302,2	305,9	47,1%	20,4%	1,2%
TOTAL	**100,0%**	**2 258,0**	**2 214,0**	**2 271,1**	**2 283,0**	**2 339,5**	-10,7%	0,5%	2,5%
variation n/n-1		**-1,5%**	**-1,9%**	**2,6%**	**0,5%**	**2,5%**			
TOTAL hors Saint Jean	92,1%	**2 002,9**	**1 966,7**	**2 020,2**	**1 980,8**	**2 033,6**	-15,7%	-2,0%	2,7%
variation n/n-1		**-1,0%**	**-1,8%**	**2,7%**	**-2,0%**	**2,7%**			
TOTAL hors Saint Jean et Gambetta	86,7%	**1 864,4**	**1 823,8**	**1 874,0**	**1 826,1**	**1 865,1**	-17,9%	-2,6%	2,1%
TOTAL hors Saint Jean Gamb. Rép.	82,9%	**1 808,6**	**1 764,6**	**1 809,8**	**1 755,6**	**1 791,1**	-17,5%	-3,0%	2,0%
Deschamps parc de surface provisoire				**12,6**	**27,4**	**31,7**			
Descas parc de surface provisoire					**23,3**	**48,2**			
TOTAL avec parcs provisoires				**2 283,7**	**2 333,8**	**2 419,4**		2,2%	3,7%

b) Une tendance globale défavorable depuis la création de la régie…

Pour analyser les tendances, il convient de tenir compte de l'évolution du périmètre d'activité et de toutes évolutions majeures. A ce titre, il faut observer que le parking St Jean a intégré en 2010 deux arrêts minutes et que l'évolution des plans de circulation autour de certains parkings (Gambetta et République) a pénalisé significativement ces parkings. A l'inverse, l'exploitation des parkings Deschamps et Descas, qui sont des parkings provisoires, ont bonifié l'activité globale. De plus, l'activité du parking St Jean a été fortement favorisée en 2015 avec, dans le cadre de la préparation de l'arrivée de la LGV, la fermeture des parkings Belcier et Armagnac, le parking Belcier ayant réouvert au printemps 2017.

Par ailleurs, il est à noter que le parking Victoire a été fortement pénalisé en 2013 par des travaux réalisés en surface.

Si l'on raisonne hors parkings St Jean, Gambetta, République et Victoire, l'activité est en recul de 15 % entre 2004 et 2014.

c) …mais qui semble depuis quelques années connaître une phase de stabilité voire de reprise

Dans le rapport d'activité sur l'exercice 2015, PARCUB faisait état d'une éventuelle rupture de la tendance baissière de l'activité horaire constatée depuis la création de la régie. En 2014, l'activité tous parcs confondus hors parcs provisoires avait progressé par rapport à 2013 de 2,6 %, progression qui pour autant s'expliquait pour moitié par la reprise de l'activité sur le parking Victoire après la fin des travaux de surface. En 2015, toujours tous parcs confondus et hors parcs provisoires, la progression de l'activité a été de 0,5 % et de 2,5 % en 2016.

Si l'on raisonne hors les parkings mentionnés dans le paragraphe précédent et qui ont connu des évolutions majeures, les évolutions sont respectivement de – 0,2 % en 2012, - 0,1 % en 2013, + 1 % en 2014, - 3 % en 2015, +1,6 % en 2016, ce qui correspond au final sur l'ensemble de ces années à une activité globalement stable.

La progression significative de la fréquentation en 2016 en raisonnant tous parcs confondus hors parcs provisoires, + 2,5 %, ou de 1,6 % si l'on fait abstraction complémentairement des parcs St Jean, Gambetta, République et Victoire, reste modérée en pourcentage mais pour autant significative compte tenu des évolutions constatées sur les exercices précédents. En 2016, la grille tarifaire de PARCUB a été bouleversée avec le passage au ¼ d'heure. Complémentairement, la politique du stationnement sur voirie a fortement évolué, ce qui correspond à une évolution majeure.

Aussi, face à deux évolutions extrêmement importantes, il convient d'être prudent quant à une analyse en termes de corrélation entre évolution de la fréquentation et une de ces deux évolutions majeures. Cela est d'autant plus vrai que lorsqu'une grille tarifaire est modifiée de façon majeure, que la perception de cette évolution par la clientèle n'est que progressive. Par ailleurs, la conquête d'une clientèle supplémentaire dès lors que celle-ci est suffisamment sensible à une baisse des tarifs sur les parkings ne peut se faire que progressivement.

Complémentairement, il convient de souligner que la fréquentation horaire sur les parkings historiques de l'hypercentre les plus fréquentés a évolué très favorablement en 2016 :

- Pey-Berland + 3,6 %,
- Gambetta + 8,9 %,
- République + 4,9 %,
- Cité Mondiale + 22,5 %,
- Victoire + 11,8 %.

2.3.2 – Evolution et composition des abonnements

a) Analyse globale des abonnements

Evolution et composition des abonnements

	Au 1er mai 2004	1/01/2013 tous parcs	Répartition au 1/01/2013	01/01/2014 tous parcs	Répartition au 01/01/2014	01/01/2015 tous parcs	Répartition au 01/01/2015	01/01/2016 tous parcs	Répartition au 01/01/2016	01/01/2017 tous parcs	Répartition au 01/01/2017
Résidents	**741**	**2088**	**32,3%**	**1925**	**31,2%**	**1 941**	**31,9%**	**1 932**	**32,1%**	**2 289**	**36,0%**
Permanents hors multicartes et nuit	5198	3894	60,1%	3759	60,9%	**3 691**	**60,7%**	**3 643**	**60,6%**	**3 642**	**57,2%**
Autres Multicartes & Nuits	647	492	7,6%	487	7,9%	**444**	**7,3%**	**439**	**7,3%**	**435**	**6,8%**
total hors résidents	**5845**	**4386**	**67,7%**	**4246**	**68,8%**	**4 135**	**68,1%**	**4 082**	**67,9%**	**4 077**	**64,0%**
Total général	**6586**	**6474**	**100,0%**	**6171**	**100,0%**	**6 076**	**100,0%**	**6 014**	**100,0%**	**6 366**	**100,0%**

Années	**janv-06**	**janv-07**	**janv-08**	**janv-09**	**janv-10**	**janv-11**	**janv-12**	**janv-13**	**janv-14**	**janv-15**	**janv-16**	**janv-17**
Tous profils	6684	6 891	7 121	6 470	6 921	6 771	6 647	6 474	6171	6 076	6 014	6 366
Variation d'une année à l'autre		3,1%	3,3%	-9,1%	7,0%	-2,2%	-1,8%	-2,6%	-4,7%	-1,5%	-1,0%	5,9%

Parking Provisoire et nouveaux	**janv-06**	**janv-07**	**janv-08**	**janv-09**	**janv-10**	**janv-11**	**janv-12**	**janv-13**	**janv-14**	**janv-15**	**janv-16**	**janv-17**
Bègles sécheries											**0**	**244**
Beaujon												**59**
Château Descas										**21**	**57**	**53**
IDDAC												**34**
Total parcs provisoires et nouveaux										21	57	390

Au 1er janvier 2017, les abonnements de tous types au nombre de 6 366 sont en progression de 352, soit 5,9 % par rapport au 1er janvier 2016, comme cela ressort du tableau ci-avant. Cette évolution positive s'explique par la mise en service des parkings Bègles les Sècheries, IDDAC et Beaujon qui comptabilisaient 337 abonnés au 1er janvier 2017.

Au 1er janvier 2017, ces 3 nouveaux parkings n'accueillaient que des abonnés résidents. La proportion des abonnés résidents dans le total des abonnés de 32,1 % au 1er janvier 2016 est passée à 36 % au 1er janvier 2017.

b) Evolution des abonnés résidents entre 2004 et 2017 au 1er janvier de chaque année, sauf en 2004 (Conventions longue durée et amodiations incluses

Situation au 1er janvier de l'année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	1er janv 2017/ 1er janv 2004
C.C. Mériadeck							25	45	41	61	66	98	95	109	
Pey Berland	171	208	233	255	274	265	273	288	332	362	307	326	324	344	101,2%
Gambetta	173	163	122	159	174	164	124	116	132	156	163	161	163	139	-19,7%
Bonnac	0	0	0	0	0	0	42	45	41	33	28	22	20	20	
République	107	100	93	134	141	143	143	134	144	141	134	142	151	172	60,7%
cité mondiale	115	137	153	218	252	232	236	260	296	314	293	295	299	320	178,3%
Front du Médoc	36	58	77	179	184	182	201	198	192	190	196	191	181	182	405,6%
Victoire	110	98	125	197	181	203	180	173	203	223	179	179	183	182	65,5%
Rue Lhôte		106	117	133	131	129	121	116	117	144	129	123	115	112	
total hyper centre	**712**	**870**	**920**	**1275**	**1337**	**1318**	**1345**	**1375**	**1498**	**1624**	**1495**	**1537**	**1531**	**1580**	121,9%
Huit Mai 1945	4	9	36	79	66	123	133	136	122	124	127	115	124	115	2775,0%
Bergonié	19	26	54	48	46	51	52	53	48	50	56	53	47	42	121,1%
Porte de Bordeaux	0	20	27	25	27	30	32	30	33	40	44	45	47	47	
Croix de Seguey	0	0	0	40	39	40	41	44	46	60	57	44	49	49	
Beaujon														59	
total centre	**23**	**55**	**117**	**192**	**178**	**244**	**258**	**263**	**249**	**274**	**284**	**257**	**267**	**312**	1256,5%
Barrière du Médoc	0	12	30	42	49	52	57	57	58	60	58	55	51	47	
Charles de Gaulle	6	13	22	17	18	19	24	23	28	60	21	21	25	20	233,3%
Pessac centre	0	1	10	11	13	31	77	86	80	70	67	68	54	49	
Bègles les Sécheries														244	
IDDAC														34	
total périphérie	**6**	**26**	**62**	**70**	**80**	**102**	**158**	**166**	**166**	**190**	**146**	**144**	**130**	**394**	6466,7%
Saint Jean															
TOTAL	**741**	**951**	**1099**	**1537**	**1595**	**1664**	**1761**	**1804**	**1913**	**2088**	**1925**	**1938**	**1928**	**2286**	
variation d'une année à l'autre		28,3%	15,6%	39,9%	3,8%	4,3%	5,8%	2,4%	6,0%	9,1%	-7,8%	0,7%	-0,5%	18,6%	

Château Descas												3	4	3	

Il ressort du tableau ci-dessus les principaux points suivants :

Les abonnés résidents ont connu du fait de la politique très volontariste suivie par PARCUB une évolution extrêmement favorable puisqu'au nombre de 741 au 1er janvier 2004, ils ont atteint le nombre de 2286 au 1er janvier 2017. Sans cette progression, le nombre total d'abonnés toutes catégories confondues aurait évolué de façon particulièrement défavorable.

c) Les abonnements non résidents (Conventions longue durée et amodiations incluses) – Chiffres au 1er janvier sauf pour 2004

Permanents multicartes et nuit	1er mai 2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2017/2016	Janv.2017/Mai 2004
C.C. Mériadeck	573	333	305	232	213	199	204	216	196	174	189	189	192	397	106,8%	-30,7%
Pey Berland	379	303	389	396	399	366	269	244	225	226	239	234	215	231	7,4%	-39,1%
Gambetta	479	413	410	419	438	471	430	393	398	413	410	394	395	384	-2,8%	-19,8%
Bonnac	0	0	0	0	0	0	142	170	162	156	153	151	149	142	-4,7%	
République	366	364	515	461	574	560	531	529	506	436	435	442	452	445	-1,5%	21,6%
cité mondiale	847	801	694	712	684	630	595	544	503	446	409	407	401	445	11,0%	-47,5%
Front du Médoc	750	808	882	844	869	853	811	815	766	711	717	711	661	541	-18,2%	-27,9%
Victoire	482	434	466	418	433	360	340	305	263	258	252	266	273	275	0,7%	-42,9%
Rue Lhôte																
total hyper centre	3 876	3 456	3 661	3 482	3 610	3 439	3 322	3 216	3 019	2 820	2804	2794	2738	2860	4,5%	-26,2%
Huit Mai 1945	762	806	854	814	824	795	713	670	644	625	614	523	529	456	-13,8%	-40,2%
Bergonié	0	3	9	27	6	7	7	8	6	8	5	4	4	4	0,0%	
Porte de Bordeaux	412	373	331	322	331	360	506	482	445	443	301	285	285	292	2,5%	-29,1%
Croix de Seguey																
total centre	1 174	1 182	1 194	1 163	1 161	1 162	1 226	1 160	1 095	1 076	920	812	818	752	-8,1%	-35,9%
Barrière du Médoc	149	144	121	120	110	99	109	113	109	95	88	81	81	81	0,0%	-45,6%
Charles de Gaulle	119	109	101	97	89	82	79	71	74	30	58	54	56	57	1,8%	-52,1%
Pessac centre	304	305	303	303	384	345	295	302	345	277	291	296	269	218	-19,0%	-28,3%
Bègles les Sécheries														0		
IDDAC														0		
total périphérie	572	558	525	520	583	526	483	486	528	402	437	431	406	356	-12,3%	-37,8%
Saint Jean	223	228	205	189	172	154	129	105	92	88	85	80	78	59	-24,4%	-73,5%
TOTAL	5 845	5 424	5 585	5 354	5 526	5 281	5 160	4 967	4 734	4 386	4246	4117	4040	4027	-0,3%	-31,1%
variation d'une année à l'autre		-7,2%	-2,9%	-4,1%	3,2%	-4,4%	-2,3%	-3,7%	-4,7%	-7,3%	-3,2%	-3,0%	-1,9%	-0,3%	-82,8%	
Parking Provisoire	**janv-06**	**janv-07**	**janv-08**	**janv-09**	**janv-10**	**janv-11**	**janv-12**	**janv-13**	**janv-14**	**févr-14**	**mars-14**	**janv-15**	**janv-16**	**janv-17**		
Château Descas												18	53	50		
TOTAL hors Saint Jean et Descas	5622	5196	5380	5165	5354	5127	5031	4862	4642	4298	4161					
Variation N-1		-7,6%	3,5%	-4,0%	3,7%	-4,2%	-1,9%	-3,4%	-4,5%	-7,4%	-3,2%					

Commentaires :

La baisse des abonnements non résidents de 31,1 % depuis le 1er mai 2004, soit depuis la création de la régie, est tout à fait conséquente. Entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2017, les abonnés non résidents ont été quasi stables, - 0,3 % après un recul l'année précédente de 1,9 %, lui-même précédé d'un recul de 3 %. Si les évolutions sont toujours négatives, depuis 5 ans, la baisse de l'activité abonnés non résidents enregistre une décélération et cela à périmètre d'activité constant.

Abonnés résidents et non résidents et capacité des parkings - Chiffres au 1/01/2017

	Capacité Parking VL hors places privées	Capacité Parking hors fourrière	Abonnés non résidents	en % de la capacité du parking hors fourrière	Abonnés résidents	en % de la capacité du parking hors fourrière	total abonnés	en % de la capacité du parking hors fourrière	total en % de la capacité du parking hors fourrière
C.C. Mériadeck	1 363	1363	192	14,1%	98	7,2%	290	21,3%	21,3%
Pey Berland	688	688	215	31,3%	326	47,4%	541	78,6%	78,6%
Gambetta	515	515	395	76,7%	161	31,3%	556	108,0%	108,0%
Bonnac	164	164	149	90,9%	22	13,4%	171	104,3%	104,3%
République	421	421	452	107,4%	142	33,7%	594	141,1%	141,1%
Cité Mondiale	712	712	401	56,3%	295	41,4%	696	97,8%	97,8%
Front du Médoc	1144	965	661	57,8%	191	16,7%	852	74,5%	88,3%
Victoire	455	455	273	60,0%	179	39,3%	452	99,3%	99,3%
Rue Lhôte	106	106	0	0,0%	123	116,0%	123	116,0%	116,0%
Total hyper centre ville	**5568**	**5389**	**2738**	50,8%	**1537**	28,5%	4275	79,3%	79,3%
Huit Mai 1945	726	443	529	119,4%	115	15,8%	644	88,7%	145,4%
Bergonié	64	64	4	6,3%	53	82,8%	57	89,1%	89,1%
Porte de Bordeaux	724	536	285	53,2%	45	6,2%	330	45,6%	61,6%
Croix de Seguey	40	40	0	0,0%	44	110,0%	44	110,0%	110,0%
Total centre ville	**1554**	**1083**	**818**	75,5%	**257**	23,7%	1075	99,3%	99,3%
Barrière du Médoc	132	132	81	61,4%	55	41,7%	136	103,0%	103,0%
Charles de Gaulle	290	290	56	19,3%	21	7,2%	77	26,6%	26,6%
Pessac centre	355	355	269	75,8%	68	19,2%	337	94,9%	94,9%
Total périphérie	**777**	**777**	**406**	52,3%	**144**	18,5%	550	70,8%	70,8%
Total hors Saint Jean	**7899**	**7249**	**3962**	54,7%	**1938**	26,7%	5900	81,4%	81,4%
Saint Jean	512	512	78	15,2%	0	0,0%	78	15,2%	15,2%
Total Général	**8411**	**7761**	**4040**	52,1%	**1938**	25,0%	5978	77,0%	77,0%

Les chiffres ci-dessus tiennent compte de tous les abonnements y compris les abonnements de longue durée et des amodiations.

Les pourcentages de places abonnés permanents ou résidents ramenés à la capacité du parc sont extrêmement variables d'un parking à un autre du fait des caractéristiques propres à chaque ouvrage.

Aussi, l'analyse pour les secteurs hypercentre et centre est peu pertinente alors que chacun de ces secteurs comprend des parcs très spécifiques comme le parking Centre Commercial Mériadeck qui est de fait un parking de surface commerciale. Les parkings réservés exclusivement ou de façon prioritaire à des abonnés résidents « faussent » également les chiffres par secteur.

Les abonnés tous parcs confondus et hors fourrière représentent 77 % de la capacité des parkings. Les pourcentages sur les parcs du centre de Bordeaux en dehors du parking Centre Commercial Mériadeck spécifique sont généralement proches ou supérieurs à 100 %.

Ces pourcentages soulignent l'intérêt du foisonnement qui est pratiqué sur les parkings : l'ensemble des abonnés n'étant pas tous présents en même temps, un nombre d'abonnements significatifs par rapport à la capacité du parking est possible tout en permettant d'accueillir un nombre d'usagers horaires conséquents.

d) Abonnements 2 roues (2 roues motorisés et vélos)

	Au 1er janvier 2012	Au 1er janvier 2013	Au 1er janvier 2014	Au 1er janvier 2015	Au 1er janvier 2016	Au 1er janvier 2017
2 roues motorisés	78	112	92	97	89	89
Vélos (cumul)	754	814	875	936	1001	1108
velos variation n/n-1		60	61	61	65	107

Depuis sa création, PARCUB mène une politique favorable à l'accueil des vélos et des 2 roues motorisés.

Au 1er janvier 2017, la capacité pour les vélos et les motos s'est accrue du fait de la mise en exploitation en 2016 des parkings Bègles les Sècheries et Beaujon.

Le nombre des abonnements vélos demeure marginal par rapport aux abonnements VL sans être pour autant négligeable, PARCUB apportant une offre de stationnement appréciée et génératrice marginalement de recettes pour la régie et pour les seuls abonnés 2 roues motorisés.

Pour ce qui est des vélos, seuls 15 € sont réglés à ce jour au titre des droits de souscription, l'abonnement étant gratuit. Aussi, en l'absence de paiement, les abonnés vélos ne procèdent pas à une résiliation de leur abonnement. En conséquence, il convient de souligner que la variation du nombre d'abonnés d'une année sur l'autre, de l'ordre d'une soixantaine, traduit depuis plusieurs années le fait que les espaces vélos correspondent à une vraie demande qui a conduit PARCUB à accroître depuis sa création le nombre et la capacité de ses espaces vélos et qui conduit à constater site par site, hors l'espace vélos du centre commercial Mériadeck peu utilisé, un niveau d'occupation significatif.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

2.4 – UN NIVEAU D'INVESTISSEMENT ET DE GROSSES REPARATIONS QUI RESTE SOUTENU

2.4.1 TRAVAUX RELATIFS A L'AMELIORATION DE LA QUALITE D'AMBIANCE DES PARKINGS

TRAVAUX DE PEINTURE REALISES EN 2016 PAR L'EQUIPE DE PEINTURE DE PARCUB

Sur 2016, l'accent a été mis sur la qualité de l'aspect visuel des accès et circulations des piétons à l'intérieur des parcs de stationnement : escaliers et sas d'accès, les circulations (signalisation au sol), espaces autour des salles de contrôle, pistes d'entrée et de sortie, points paiement etc.

Les parcs de stationnement ainsi traités tout au long de l'année ont été : Gambetta, République, Barrière du Médoc, Saint-Jean, Lhôte, Huit mai 45, Porte de Bordeaux, Cité Mondiale, Pessac, Mérignac, Centre commercial Mériadeck.

PARKING PEY-BERLAND :

Sur cet ouvrage, en plus de la mise en propreté des passages piétons comme décrit ci-dessus, l'escalier qui jouxte les ascenseurs extérieurs du parking sur la rue Beaubadat, avec l'accord de la copropriété a été entièrement traité (plafond, murs, marches).

De plus, suite à des réunions entre élus de la Ville, le gestionnaire du Centre commercial Saint-Christoly et PARCUB, le point paiement extérieur face aux ascenseurs (deux caisses automatiques) a été déplacé à l'intérieur du parc de stationnement et le hall repeint par l'équipe de PARCUB.

Parking DESCAS :

Dans le cadre de l'aménagement d'une aire d'accueil des bus de longue distance sur le parking Descas, l'équipe peinture a été sollicitée pour effacer les marquages des places de stationnement et pour matérialiser au sol les emplacements réservés aux bus ainsi que les passages piétons.

Zones fourrière de Front du Médoc :

Les voies de circulation, qui en cas pluie devenaient glissantes pour les engins de manutention de la fourrière, ont été traitées par une peinture spéciale anti-dérapante.

L'aspect visuel des passages des contrevenants a été également traité.

Traitement des dégradations de type tags et graffitis :

Comme chaque année, l'équipe peinture de la régie a dû intervenir sur l'ensemble des parkings de la régie pour supprimer des tags et graffitis.

2.4.2 TRAVAUX DIVERS REALISES PAR L'EQUIPE TECHNIQUE DE PARCUB

Création d'une zone d'accueil des bus longue distance sur le parc Descas

Pour répondre à un besoin de la Collectivité, PARCUB a été sollicité pour organiser une zone d'accueil des bus assurant des liaisons longue distance sur le parc de stationnement de surface Descas, quai de Paludate.

L'équipe technique, outre les travaux de peinture évoqués plus haut, a réalisé la création de la piste d'entrée des bus (travaux électriques, plots de béton, pose des barrière et borne d'entrée, lyre de réception de la lisse de barrière, reprise des circulations, ainsi que le

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

changement de la barrière de sortie), la Métropole ayant pris à sa charge les travaux de VRD.

Parking de surface IDDAC

Dans le cadre de la création de ce parc de surface, l'équipe technique est intervenue pour mettre en place, habiller, aménager un container accueillant la caisse automatique de péage ainsi que les équipements d'exploitation locaux du parking nécessaires à sa télésurveillance.

Aménagement de bureaux

Devant la nécessité de créer des bureaux supplémentaires au siège pour accueillir des nouveaux personnels, l'ancien bureau du directeur d'exploitation a été divisé en deux bureaux qui accueillent à présent son adjoint et son assistante.

Pose de panneaux d'information

32 panneaux lumineux d'informations à raison de trois en moyenne par parc ont été installés dans les parkings concernés (poser et raccorder électriquement).

Fabrication et pose de trappes de sécurité antichute :

Dans le cadre de la sécurisation des lieux de travail, l'équipe technique de PARCUB a entrepris la réalisation et la pose de trappes de sécurité sur les fosses des pompes de relevage des parkings en lieu et place des trappes existantes non conformes d'aspect.

27 trappes étant à fabriquer sur mesure et à poser, cette opération, commencée au deuxième semestre 2016, s'est prolongé sur le premier semestre 2017.

Extension de la zone fourrière de Front du Médoc :

Lors d'évènements importants organisés sur l'agglomération bordelaise, les capacités d'accueil des véhicules en fourrière sur le parc de Front du Médoc devenaient insuffisantes. C'est ainsi qu'une zone supplémentaire de stockage des véhicules mis en fourrière a été réalisée sur le niveau +1 du parking (grilles de fermeture de la zone + portail manuel).

Annexe du parking Front du Médoc rue Georges BONNAC, accueil d'un nouveau prestataire de livraison les Triporteurs Bordelais :

Un nouveau prestataire assurant des livraisons en hyper centre au moyen de triporteurs électriques occupe une partie du parking annexe de Front du Médoc, rue Georges Bonnac. L'équipe technique y a donc réalisé des travaux électriques, des grilles de séparation, portails manuels, ainsi que des protections métalliques autour des poteaux pour prévenir les heurts de la part des véhicules de manutention.

Tous parcs

Dans le cadre de l'amélioration de l'aspect visuel des cheminements piétons, il a été procédé au changement de plus de 200 coffrets métalliques d'extincteurs détériorés par des coffrets plastiques.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

2.4.3 TRAVAUX DE MISES EN CONFORMITE AU TITRE DE L'ACCESSIBILITE DES ERP AUX PERSONNES HANDICAPEES : UNE REALISATION DES DERNIERS TRAVAUX DESORMAIS ACTES SUR LA BASE DE DOSSIERS AD'AP VALIDES

Comme précisé dans les rapports annuels précédents, divers travaux au titre de l'accessibilité ont été réalisés sur les dernières années tenant compte des évolutions réglementaires.

Un échéancier des derniers travaux a été déterminé par la dépose de dossiers dits Ad'ap auprès de la Préfecture en juillet 2015.

Les avis des divers services instructeurs des municipalités concernées (Bordeaux, Mérignac, Pessac et le Bouscat) ainsi que de la Préfecture ont été rendus entre septembre et octobre 2015, tous favorables. Le dernier avis validant les dérogations demandées concernant Centre Commercial Mériadeck a été rendu le 9 mars 2016.

C'est ainsi que les procédures de consultation pour la réalisation de ces travaux ont été lancées et attribuées sur 2016. La réalisation des travaux se déroule sur 2017.

2.4.4 TRAVAUX RELATIFS A LA SECURITE DES PARKINGS

Travaux de changement et d'optimisation des équipements d'éclairage des parcs de stationnement :

Des travaux relatifs au renouvellement des équipements d'éclairage de parcs de stationnement avec optimisation des consommations électriques ont été réalisés sur 2016 et réceptionnés début 2017. Ces travaux ont consisté au remplacement des appareils d'éclairage de type fluorescents par des luminaires technologie led, couplés à un dispositif de réduction des niveaux d'éclairement en l'absence de mouvement. Ces travaux ont nécessité également sur certains parcs la réfection des tableaux électriques TGBT, armoires divisionnaires, ainsi que la modification de la disposition des appareils dans les niveaux au regard des études d'éclairement réalisées.

C'est ainsi que sur les parcs Front du Médoc, Huit mai 45 pour partie, Barrière du Médoc, République, Pessac, Mérignac, Pey-Berland, Cité Mondiale pour partie, Centre commercial Mériadeck, Lhôte, Bonnac ont été réalisées sur 2016 pour un investissement de près d'1 M€ H.T.

Une deuxième tranche de travaux concernant les parcs de stationnement non encore traités est programmée sur 2017 (Victoire, Gambetta, Porte de Bordeaux, Saint-Jean, ainsi que la deuxième phase sur les parcs Front du Médoc, Huit mai 45 et Cité mondiale).

2.4.5 Autres travaux

Construction d'un ascenseur sur le parc Front du Médoc

Dans le cadre de l'opération de construction d'un ascenseur et d'un escalier d'accès en lieu et place des anciens escaliers mécaniques, une opération préalable a été menée sur 2016 afin de procéder au retrait d'un enduit amianté recouvrant les murs et plafonds de la trémie à l'intérieur de laquelle les nouveaux équipements seront construits.
Pour la conduite de cette opération, PARCUB s'est fait accompagner par une maîtrise d'œuvre spécialisée.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Parc de stationnement Gambetta :

Dans le cadre des travaux d'amélioration de l'aspect visuel des passages piétons, des fissures en plafond laissant s'infiltrer de l'eau aux abords de la caisse automatique de l'escalier n°1 du parking, escalier très utilisé débouchant rue de Château d'eau, un nouveau procédé de traitement de l'étanchéité par l'intérieur a été testé avec succès. Ce procédé va pouvoir être mis en œuvre sur d'autres sites présentant la même pathologie (Saint-Jean, Pey-Berland, Cité Mondiale, ...)

Rénovation d'ascenseurs de parcs

Sur les parcs de stationnement Cité Mondiale, Pessac et Mérignac, des opérations de jouvence des ascenseurs étaient rendues nécessaires du fait de l'obsolescence de certains organes de ces installations d'ascenseurs.

C'est ainsi que sur le parc Cité Mondiale pourvu de deux ascenseurs duplex, les organes de traction (moteurs, treuils, câbles, poulies etc.) ont été changés ainsi que les armoires électroniques de commande, incluant tous les boutons d'appel cabines et paliers et les afficheurs des niveaux et autres dispositifs d'information usager.

Sur les parcs Pessac et Mérignac, les armoires de commande ont été changées incluant tous les boutons d'appel cabines et paliers ainsi que les afficheurs des niveaux et autres dispositifs d'information usager

Réparation de la toiture du parking Lhôte

La toiture en acier zingué présentait des fuites du fait de fissures apparues et de joints détériorés. Une opération de réfection des zones fuyardes a été réalisée.

Parking Charles de Gaulle Mérignac

Depuis le changement de disposition de la trémie de sortie du parking, des infiltrations d'eau étaient apparues en pied de mur de la nouvelle trémie. Une première opération avait eu lieu pour créer des cunettes le long des murs pour amener l'eau sur le caniveau existant en pied de rampe. Le phénomène d'infiltrations prenant de l'ampleur au fil des années, il a été nécessaire de canaliser l'eau différemment pour soulager ce caniveau et de créer des drains supplémentaires vers les descentes d'eaux pluviales existantes.

2.5 – LES PRINCIPALES ACTIONS MENEES DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE PARCUB

2.5.1 - Mandats confiés par Bordeaux Métropole :

Pour rappel (cf. rapport annuel précédent) dans le cadre de la ligne D du tramway, PARCUB était engagé sur 3 mandats avec Bordeaux Métropole. L'opération Gruet n'est pas allée à son terme. Le parking Denis a été abandonné avec une opération en substitution et la construction du parking Rex Beaujon s'est achevée au dernier trimestre 2016.

Une opération en substitution du parking DENIS au Bouscat :

La réalisation d'un parking en élévation sur le parking de surface Denis au Bouscat a été abandonnée au regard de l'opportunité d'exploiter une parcelle proche de l'avenue de la Libération donnant sur la rue Laharpe parallèle à cette dernière ainsi que sur l'avenue

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

d'Eysines. Les échanges entre Bordeaux Métropole et PARCUB sur ce dossier ont débouché sur la rédaction d'un projet de convention.
Le parking provisoire de surface IDDAC de près de 80 places a été réalisé par PARCUB et est exploité depuis le 21 Novembre 2016.

Celui-ci fera l'objet en 2017 d'amélioration par la réalisation d'un accès piéton PMR indépendant de l'accès véhicule afin d'éviter les nuisances engendrées par la circulation sauvages des mobylettes et scooters sur le parking.

Le coût d'investissement hors équipement de péage est de 176 636,69 € HT.
Ce parking provisoire est susceptible de déboucher sur la construction d'un ouvrage définitif ultérieurement.

Parc de stationnement REX BEAUJON à Bordeaux (capacité finale 92 places VL) :

A l'issue d'un concours restreint, la maîtrise d'œuvre a été confiée à l'agence d'architecture BLP. Le permis de construire a été déposé le 27 décembre 2013. Le dossier a été interrompu. Après décision du 21 juillet 2015 de la cour administrative d'appel revenant sur l'annulation en première instance de la DUP de la ligne D du tramway, le dossier a été relancé fin juillet 2015.

Les ordres de service de démarrage des travaux pour un montant de 2 455 374,43 € H.T ont été notifiés le 28 septembre 2015 lors de la première réunion de chantier.

Les travaux ont débuté à l'issue de la période de préparation le 4 novembre 2015. Durant toute l'année 2016, les travaux se sont poursuivis. La réception des travaux a été prononcée avec réserves le 20 Octobre 2016 conformément au calendrier contractuel.

Cependant, la commission de sécurité a donné un avis favorable en date du 13 octobre 2016. L'exploitation de l'ouvrage prévue début Novembre 2016 a dû être repoussée au 21 novembre 2016 pour un problème concernant les barrières périphériques de sécurité véhicules. PARCUB a en effet découvert une incohérence dans la conception de ces ouvrages réalisée par l'entreprise concernée et validée par le bureau de contrôle. Des rails de sécurité supplémentaires ont été mis en place en périphérie du bâtiment.

L'inauguration a eu lieu le 19 Novembre 2016 en présence d'Alain Juppé. Le parc a été ouvert au public le 21 Novembre 2016, après la mise en place d'une convention de mise à disposition temporaire entre Bordeaux Métropole et PARCUB.

Le processus de souscription des abonnements a été mené conformément aux dispositions arrêtées par le conseil d'administration. 44 abonnements résidents ont été délivrés et la liste d'attente comprend 33 demandes. Le bon équilibre entre abonnement et usage horaire en fonction de l'usage constaté du parking et dans le respect des dispositions de la délibération 2016/01/03P donnera lieu à toutes décisions au fur et à mesure des mois à venir.

Des avenants aux marchés de travaux pour un montant total de 225 192,82 € TTC (soit 7.64 % du coût des travaux) ont été notifiés aux entreprises.

Le coût provisoire de l'ouvrage est de 3 174 553.88 € HT y compris avenants aux marchés de travaux et hors montant des révisions estimé au plus à 11 500 € HT.

A fin Décembre 2016, PARCUB a perçu une rémunération de 101 244 € HT en sa qualité de mandataire de Bordeaux Métropole. Le solde de rémunération (pm 14 406 € HT) sera facturé à l'issue de l'année de parfait achèvement au dernier trimestre 2017.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

2.5.3 - Opérations propres de construction de parcs de stationnement :

- **Construction du parc de stationnement LES SECHERIES à Bègles (capacité finale 406 places VL) :**

Dans le cadre de la réalisation de la ZAC de la Mairie à Bègles pilotée par AQUITANIS, PARCUB construit un parc de stationnement mutable et mutualisé pour les besoins des différents programmes de la ZAC.

L'agence d'architecture DUNCAN LEWIS a été désignée lauréate du concours restreint de maîtrise d'œuvre.
Le permis de construire a été délivré le 12 septembre 2013 par la mairie de Bègles. Les études de conception ont été finalisées au cours du dernier trimestre 2013.

Par délibération en date du 14 octobre 2014, PARCUB a attribué les marchés de travaux aux entreprises pour un montant de 3 490 251 € HT. Les marchés de travaux déposés au contrôle de légalité le 20 novembre 2014 ont été notifiés aux entreprises le 28 novembre 2014.

L'ordre de service de démarrage des travaux avec une période de préparation de 2 mois a été notifié le 28 novembre 2014.

La superstructure de l'ouvrage a été entièrement terminée fin juin 2015 permettant aux corps d'états secondaires d'intervenir dès juillet 2015. L'intervention du serrurier pour la pose des façades en acier galvanisé du bâtiment s'est terminée fin janvier 2016.

La commission de sécurité et d'accessibilité s'est tenue le 11 février 2016 et a donné un avis favorable avec réserves.

Le chantier s'est déroulé conformément au calendrier d'exécution des travaux et le bâtiment a été réceptionné avec réserves le 22 février 2016.

En parallèle, l'arrêté du maire autorisant à ouvrir le parc de stationnement a été pris le 16 février 2016 et a permis une ouverture du parc de stationnement le 25 février 2016 respectant l'engagement contractuel de PARCUB avec les différents promoteurs et l'aménageur de la ZAC.

Les promoteurs Bouygues Immobilier et Aquipierre ont été les premiers à en bénéficier en prenant respectivement 80 et 127 places de stationnement en amodiation. De plus, Aquitanis a souscrit 26 contrats d'amodiation au titre de l'îlot O, les droits acquis étant effectifs à compter du 28 novembre 2016.

L'année de parfait achèvement s'est terminée le 22/02/2017. Elle a été prolongée pour 3 lots (serrurerie, électricité et étanchéité) pour des réserves apparues après réception. Celles-ci devraient être levées d'ici la fin du deuxième trimestre 2017.

Des avenants aux marchés de travaux pour un montant total de 20 954 € TTC (soit 0.50 %) ont été notifiés.

Le coût définitif de l'ouvrage est de 4 065 649,30 € HT y compris avenants aux marchés de travaux et hors montant des révisions estimé au plus à 7 100 € HT.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Construction du parc de stationnement PALUDATE à Bordeaux (capacité finale 566 places VL) :

Dans le cadre d'une convention avec l'EPA Bordeaux Euratlantique portant sur 3 parkings, PARCUB construit un parc de stationnement contigu à la future MECA quai de Paludate sur la ZAC St Jean BELCIER à Bordeaux. Il s'agit d'un parc de stationnement mutable et mutualisé pour les besoins des différents programmes de la ZAC.

Une procédure de concours de maîtrise d'œuvre a été lancée au mois de juin 2013, le lauréat a été désigné le 17 décembre 2013.

L'agence d'architecture Groupe LOISIER a été désignée lauréate du concours restreint de maîtrise d'œuvre qui s'est déroulé au cours du second semestre 2013.

Le marché de maîtrise d'œuvre après délibération du conseil d'administration de PARCUB a été notifié le 24 mars 2014. Les études de conception se sont poursuivies au cours du 1er semestre 2014 en concertation avec l'EPA Bordeaux Euratlantique/Ville de Bordeaux pour la mise au point notamment du traitement de la toiture terrasse. Le PC a été déposé le 27 juillet 2014.

A la demande de l'EPA, la capacité du parc de stationnement initialement de 380 places VL (pm coût travaux 4 890 000 € HT) a été portée à 566 places VL par l'ajout d'un niveau supplémentaire pour un coût travaux de 6 495 000 € HT suivant délibération du conseil d'administration de PARCUB du 19 décembre 2014.

La consultation des marchés de travaux initialement prévue au cours du mois de novembre 2014 a donc été repoussée.

Un avenant au contrat de maîtrise d'œuvre après avis de la CAO et délibération du CA de PARCUB a été notifié le 9 avril 2015. Il a pour objet :

- d'acter la modification du programme et la reprise des études par le maître d'œuvre,
- de fixer le nouveau coût des travaux à 6 495 000 € HT suivant l'estimation du maître d'œuvre et sur laquelle il s'engage,
- de fixer le nouveau forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre d'un montant de 575 690,36 € HT comprenant une mission complémentaire OPC, ainsi que le suivi de la charte chantier propre mise en place par l'EPA Bordeaux Euratlantique.

Le permis initial a été annulé et un nouveau permis de construire déposé le 16 février 2015 a été accordé par la ville de Bordeaux en date du 26 juin 2015.

Les marchés de travaux en appel d'offres ouvert ont fait l'objet d'un avis d'appel public à concurrence en date du 3 avril 2015.

Par délibération en date du 9 juin 2015, PARCUB a attribué les marchés de travaux aux entreprises pour un montant de 5 551 779,54 € HT. Par rapport à l'estimation maîtrise d'œuvre DCE, une économie de 18 % a été faite sur ce projet.

Les marchés de travaux déposés au contrôle de légalité le 29 juin 2015 ont été notifiés aux entreprises le 8 juillet 2015.

L'ordre de service de démarrage des travaux, avec une période de préparation de 1,5 mois, a été notifié le 8 juillet 2015.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Les travaux sur site auraient dû débuter le 24 août 2015. Cependant, l'EPA Bordeaux Euratlantique a informé tardivement PARCUB qu'une convention d'occupation précaire (COP) était nécessaire afin d'autoriser PARCUB à commencer les travaux sur la parcelle et d'utiliser les abords de celle-ci.

La mise en place de la COP a été effective le 5 octobre 2015 sans qu'un accord financier définitif ne soit trouvé. La difficulté porte sur la prise en charge de frais de l'ordre de 45 000 € HT dus principalement à des contraintes techniques données trop tardivement par l'EPA (19 000 € HT) et au décalage de démarrage du chantier (24 000 € HT). A ces frais, se rajoute le coût de l'occupation du terrain mis à disposition par l'EPA pour la réalisation des travaux du parc de stationnement (50 370,50 € HT). La prise en charge de ces travaux par l'EPA est en cours de négociation.

Les travaux n'ont donc débuté que le 5 octobre 2015, décalant la livraison prévue initialement en novembre 2016 au 31 janvier 2017.

Durant les travaux de fondation, un collecteur de refoulement d'une partie des eaux usées de la rive droite appartenant à Bordeaux Métropole a été endommagé.

Des travaux de réparation ont été entrepris par la SGAC, fermier du réseau.

Cet indicent a obligé PARCUB à reprendre le mode de fondation concernant deux pieux et a des conséquences financières et calendaires.

Le règlement de cet incident nécessite une négociation entre les différents intervenants pour valider les responsabilités de chacun.

Dans l'urgence, Bordeaux Métropole a accepté que ce réseau reste provisoirement sous l'emprise du parc de stationnement dans l'attente que celui-ci soit dévoyé par l'EPA dans le cadre de l'aménagement futur du boulevard des Frères Moga.

Il est précisé que, dans la promesse de vente, aucun réseau actif ne devait être présent sur la parcelle.

Début janvier 2016, la réparation faite par la SGAC sur le réseau EU n'a pas tenu. Le chantier du parc de stationnement sur cette zone (entrée voitures et rampes) a été interrompu du 4 janvier au 3 février 2016 (date de fin de reprise des travaux de la SGAC).

Ces aléas ont une incidence financière qui s'élève à ce jour, concernant le marché SEG FAYAT, à 69 811,32 € HT pour la modification des fondations et à 64 800 € HT pour l'interruption des travaux de la zone nord/ouest du chantier suite à la réparation défectueuse du réseau EU par la SGAC. Egalement ces travaux reportent la livraison de l'ouvrage à début mars 2017.

L'avancement des travaux a été conforme au calendrier prévisionnel recalé (livraison Mars 2017).

A ce jour, les avenants aux marchés de travaux s'élèvent à un montant total de 377 282 € TTC (soit 5.69 %). Ils sont notamment dus au percement du réseau EU et au décalage de chantier subis par PARCUB. La prise en charge d'une grande partie de ces avenants (pm de l'ordre de 228 000,00 € TTC) est en cours de négociation et fera l'objet d'une procédure devant le juge (43 260 € TTC ont déjà été acceptés par l'EPABE).

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

La commission de sécurité qui s'est tenue le 17 Février 2017 a donné un avis favorable avec réserves. Celles-ci portaient sur les accès véhicules et Pompiers non terminés par l'aménageur EPA Bordeaux Euratlantique. Ces travaux ont été finalisés du 23 au 28 Février 2017.
Le parking a pu accueillir ces premiers usagers le 1er Mars 2017 conformément aux engagements contractuels de PARCUB. La Caisse d'Epargne a notamment bénéficié de 150 places en location à 5, 10 et 15 ans.

L'inauguration s'est déroulée le 31 Mars 2017 à 17h00 en présence du président de Bordeaux Métropole et Maire de Bordeaux Alain Juppé.

Qualit Etanch attributaire du lot étanchéité a informé PARCUB être en liquidation judiciaire au 4 Janvier 2017. Quelques travaux restent à terminer et des infiltrations en toitures sont apparues. La terminaison de ces ouvrages fera l'objet de l'utilisation de la garantie financière prévue au marché. De plus, compte tenu de la complexité à identifier l'origine de ce désordre et du coût des réparations (85 000 € HT a minima suivant estimation du maître d'œuvre), une déclaration de sinistre a été faite auprès de notre assureur en dommage ouvrage.

L'achat du terrain a été finalisé par acte notarié à la fin du mois de Décembre 2016 ainsi que l'avenant 1 à la COP Mise à disposition du terrain dans lequel sont déduits les travaux réalisés et subis par PARCUB y compris le coût d'occupation du terrain pendant un mois supplémentaire à hauteur de 43 260 € TTC.

Le coût provisoire de l'ouvrage est de 7 271 447.46 € HT y compris avenants aux marchés de travaux et hors montant des révisions estimé au plus à 27 400 € HT.

- **Construction du parc de stationnement LES JARDINS DE L'ARS à Bordeaux (capacité finale 466 places VL avec une extension possible par l'ajout d'un niveau supplémentaire) :**

Dans le cadre d'une convention avec l'EPA Bordeaux Euratlantique, PARCUB devait construire un parc de stationnement rue Carles Vernet en face du MIN sur le domaine des jardins de l'Ars de la ZAC St Jean BELCIER à Bordeaux. Il s'agit d'un parc de stationnement mutualisé pour les besoins des différents programmes de la ZAC comprenant un écopoint (micro déchetterie exploitée par Bordeaux Métropole).

Le marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'une procédure de concours avait été attribué à l'agence R Architecture. Le dossier de permis de construire était prêt à l'été 2015.

La mise au point du projet a fait l'objet d'intenses concertations avec l'EPA Bordeaux Euratlantique concernant notamment le rendu des façades en résille béton préfabriquées, le rapport au sol du bâtiment ou encore le traitement de la voie d'accès des véhicules à l'éco-point et du mur pignon aveugle.

Une CAP OIN s'est déroulée le 6 Juillet 2015. Afin d'apporter toutes garanties sur l'aspect qualitatif des façades, des échantillons du panneau préfabriqué de la résille béton, des plans de détails d'exécution de sa fixation et des échantillons de couleur y ont été présentées.

Le 8 Septembre 2015 s'est déroulé un dernier échange entre l'EPA, PARCUB et sa maitrise d'œuvre. Les points ci-dessus ont été de nouveaux abordés et précisés avec, compte tenu de la diversité des points de vue, la présentation de plusieurs variantes permettant à l'EPA, en échange avec PARCUB, de se prononcer sur ses préférences.

Au final, décision a été prise par l'établissement public d'aménagement Bordeaux Euratlantique d'interrompre le projet. Alors que celui-ci contribuait à l'équilibre économique général de la convention de partenariat qui lie l'EPABE et PARCUB sur 3 parkings, l'EPABE

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

doit pouvoir maintenir cet équilibre. Dans son courrier mettant fin à l'opération, l'EPABE prévoit une compensation financière au titre des frais engagés ainsi qu'un parking en substitution. L'accord de sortie de cette opération reste à ce jour à finaliser étant précisé qu'au 1er mars 2016, les frais engagés par PARCUB au titre de l'opération sont chiffrés à la somme de 259 760,06 € TTC.

- **Construction du parc de stationnement QUAIS DE FLOIRAC à Floirac (capacité finale 962 places VL dont 162 places de surface avec une extension possible de un à deux niveaux supplémentaires) :**

Dans le cadre de la réalisation de la ZAC des Quais de Floirac pilotée par BORDEAUX METROPOLE, PARCUB construit rue Jean Alfonséa sur l'îlot J1 au Sud de la ZAC un parc de stationnement mutualisé pour les besoins des différents programmes et plus particulièrement pour ceux de la future grande salle de spectacle implantés sur la ZAC.

Une procédure de concours restreint de maîtrise d'œuvre a été lancée au mois de juillet 2014.

Par arrêté en date du 19 novembre 2014, PARCUB a validé la proposition du Jury de retenir les 3 équipes de maîtrise d'œuvre JM IBOS/M VITART, Rudy RICCIOTTI et FLINT pour participer au concours.

Par délibération du CA de PARCUB fin mars 2015 qui a validé l'avis du Jury, l'agence Rudy RICIOTTI a été désignée lauréate du concours.
Le marché de maîtrise d'œuvre a été notifié le 11 mai 2015 pour un montant initialement de 1 119 486 € HT ramené après négociations à 949 800 € HT (- 15%).

L'esquisse phase concours a nécessité un profond remaniement pour satisfaire aux exigences fonctionnelles du programme. De même, le dépassement du coût d'objectif de l'ouvrage (+4%) phase esquisse concours nécessite une optimisation financière.

L'avant Projet Sommaire (APS) a été présenté à Bordeaux Métropole (aménageur) ainsi qu'à l'architecte de la ZAC au cours des mois de juin et de juillet 2015 pour validation avant dépôt du PC.

Le dossier Avant-Projet Définitif (APD) et son estimation ont été remis par la maîtrise d'œuvre début octobre 2015.

L'estimation travaux du maître d'œuvre en phase APD est de 12 911 489.95 € HT soit une augmentation de l'ordre de 19.9 % par rapport à l'estimation concours. Cette augmentation s'explique notamment par un surcoût important des fondations profondes de 980 000 € HT (+9.1%).

En effet, suite aux investigations géotechniques complémentaires des sols (étude de type G2 AVP), la maîtrise d'œuvre en collaboration avec le bureau d'étude géotechnique a dû revoir ses fondations du fait de la mauvaise qualité des sols (sujétions de mise en œuvre plus complexe et quantité de pieux plus importante).

La rémunération définitive du maitre d'œuvre a été arrêtée par avenant 1 en date du 13 Octobre 2016 à 965 108,86 € HT.

Le dossier de demande d'étude au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact a été déposé fin octobre 2015.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Le dépôt du dossier de déclaration loi sur l'eau a été déposé. Il a nécessité de nombreuses mises au point et a été approuvé le 11 octobre 2016.

Le permis de construire a été déposé le 12 Février 2016 et sa mise au point a nécessité une réunion avec le SDIS 33 suite à des divergences sur l'adéquation de la règlementation incendie et l'image architecturale du projet. Celui-ci a été obtenu le 4 Août 2016.
La consultation des marchés de travaux en appel d'offres ouvert a fait l'objet d'un avis d'appel public à concurrence en date du 3 avril 2016.
Par délibération en date du 9 Juin 2016, PARCUB a attribué les marchés de travaux aux entreprises.
Seul le lot 8 Signalétique statique n'a pas été pourvu pour absence d'offre. Les marchés de travaux déposés au contrôle de légalité le 29 Juin 2016 ont été notifiés aux entreprises le 8 Juillet 2016.
Le lot 8 signalétique statique a donc été relancé. L'offre de l'entreprise David Davitec remise le 24 Octobre 2016 a été analysée, négociée à 173 677.87 € HT et attribuée.
Le coût total des marchés de travaux s'élève à 10 778 399.01 € HT (hors maintenance du lot péage).
Par rapport à l'estimation maîtrise d'œuvre DCE, une économie de 12.12 % a été faite mais une augmentation de 2,15 % par rapport à l'estimation concours (pm 10 552 000,00 € HT).
Le coût provisoire de l'ouvrage y compris foncier est estimé à 14 187 000 € HT.
L'ordre de service de démarrage des travaux avec une période de préparation de 2 mois a été notifié le 1 Septembre 2016.

La phase de préparation de chantier pour une durée de 2 mois a débuté le 8 septembre 2016.
Le chantier a démarré le 7 novembre 2016 par le terrassement conformément au calendrier contractuel.
Des discussions concernant le plan d'installation de chantier, notamment sur l'implantation des grues pour éviter toutes interférences avec le chantier de la grande Salle de spectacle ont abouti.
En effet, en décembre 2016, un plan d'installation a été validé tenant compte des contraintes imposées par la Grande Salle (positionnement des grues et amplitude horaire de chantier importantes). Ces nouvelles données ont conduit à modifier l'emplacement des deux grues rendues nécessaires à la construction du parking.
L'une des grues positionnée sur le parc paysager et dont le démontage ne pourra être fait qu'en Novembre 2017 repousse l'intervention du VRD pour la réalisation du sol en béton désactivé du parc extérieur.
Afin de respecter le délai initial, l'entreprise de gros œuvre a proposé une solution méthodologie de chantier pour accélérer la réalisation des planchers du parc en ouvrage (coulage ½ plancher au lieu d'un ¼ de plancher) pour un montant d'environ 280 000 € HT. Le délai de réalisation serait ainsi raccourci de 7 semaines (démontage de la grue sur le parc paysager fin septembre 2017).

Après négociation et pour tenir compte à la fois de certaines carences de l'entreprise dans la gestion de son planning et de son adaptation sans plus-value aux contraintes des chantiers voisins (grande salle de spectacle et aménagement des voiries), il a été convenu avec l'entreprise que PARCUB prendrait à sa charge 40 % du montant de la prestation soit 110 000 € HT (soit 1.45 % du montant de son marché de travaux). Cette prestation a fait l'objet d'un ordre de service d'exécution qui sera régularisé par avenant.

Pour la réalisation des fondations et notamment des pieux, une étude de pollution de sol a été réalisée par l'entreprise. Elle a conclu qu'aucun traitement spécifique de dépollution n'était nécessaire.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

- **Construction du parc de stationnement GRAND PARC à Bordeaux (capacité estimée de 355 places VL en R+3) :**

En 2015, PARCUB a fait une étude de stationnement pour mieux appréhender les besoins du secteur permettant ainsi de finaliser l'étude de faisabilité d'un parking au Grand Parc donnant rue François Lévêque dans un secteur marqué par une forte densité en logements sociaux et en fort développement alors que son offre de stationnement est actuellement totalement saturée.

Conformément à la délibération de PARCUB en date du 16 février 2016, une procédure de concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse plus a été lancée au mois de février 2016 pour la réalisation de cet ouvrage en R+2 avec possibilité d'une extension en R+3.

Par arrêté en date du 11 mai 2016, PARCUB a validé la proposition du Jury de retenir les 3 équipes de maîtrise d'œuvre Moon Safari, MORE Architecture associé à COCO Architecture et Atelier SCHALL pour participer au concours.

Le jury s'est tenu le 3 Octobre 2016 et a classé première l'équipe MORE ARCHITECTURE, mandataire et COCO Architecture associé. Les honoraires ont été négociés le 3 octobre pour tenir compte de l'estimation de PARCUB.
Bordeaux Métropole a validé lors de son conseil du 23 septembre 2016 la construction d'un ouvrage en R+3.

Aussi et suite à la modification du PLU, l'équipe de maîtrise d'œuvre a rencontré des difficultés pour concevoir les accès piétons et véhicules au parc de stationnement. En effet, le nouveau PLU demande à ce que la dalle du RDC du parking soit 15 cm plus haute que les trottoirs. En conséquence, les rampes aussi bien piétonnes que véhicules ont dû être repensées à l'intérieur du parc de stationnement.

Les études de conception sont cours avec une remise de l'APD qui s'est tenue le 6 Mars 2017.

L'estimation APD est de 4 079 269 € HT pour une estimation programme de 3 900 000 € HT, soit une augmentation acceptable de 4,6%. Cependant, cette estimation ne tient pas compte du surcoût lié aux résultats de l'étude de sol qui exige la réalisation de fondations profondes. Cette plus-value est estimée par la maîtrise d'œuvre à 170 000 € HT.

Il a été demandé à la maîtrise d'œuvre de trouver des mesures d'économie pour absorber le surcoût des fondations profondes en optimisant des solutions techniques quant à la réalisation de la structure du bâtiment et les différents lots architecturaux.

De plus, et au vu des autres projets réalisés par PARCUB, cette estimation parait élevée. Il y aura lieu de réactualiser le budget de l'opération pour prendre en compte l'estimation du coût des travaux en phase APD et valider le forfait d'honoraires définitif de la maîtrise d'œuvre.

Le dépôt du permis de construire a été reporté et déposé le 27 Mars 2016 avec une date de livraison de l'ouvrage identique (pm fin décembre 2018).

Le coût provisoire de l'ouvrage est estimé à 4 874 000 € HT (estimation phase PRO).

La consultation des travaux en marché négocié est prévue en Juin 2017 pour un démarrage courant Octobre 2017.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖹 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Une réflexion est en cours concernant la problématique du stationnement durant la période des travaux du parking avec les différents acteurs de la zone (Polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine, Aquitanis, In Cité et Bordeaux Métropole). Il est envisagé que PARCUB privatise les poches de stationnement des îlots K et L appartenant à Aquitanis durant la période de chantier du parking silo. Les recettes attendues des visiteurs horaires couvriraient l'investissement réalisé par PARCUB.

Il est précisé que la capacité actuelle de stationnement de 230 places serait portée à 280 places. Les 230 places existantes seraient réservées aux habitants des ilots k et L, la capacité supplémentaire serait disponible pour les visiteurs horaires.

2.6– LES RÉCLAMATIONS DES CLIENTS

Les réclamations qui regroupent les insatisfactions et les sinistres sont présentées sous forme de tableaux synthétiques pour les années 2015 et 2016 (annexe n° 5).

En premier lieu et pour une bonne analyse de ces chiffres, il convient de rapporter le nombre d'insatisfactions et de sinistres au niveau de l'activité de PARCUB, à savoir que PARCUB avec 9208 places a accueilli, en 2016, 2 420 251 entrées horaires et comptabilisait au 1er janvier 2017, 6366 abonnés.

Les insatisfactions au nombre de 154 en 2016 pour 130 en 2015 et les sinistres au nombre de 214 en 2016 pour 213 en 2015 retrouvent un niveau comparable à 2013 (145 insatisfactions et 202 sinistres). Ces chiffres globalement au regard du niveau d'activité sont faibles.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

CHAPITRE 3 – ACTIVITE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - COMPTES 2016

Sont présentées, ci-après, en premier lieu la section d'exploitation puis la section d'investissement avec préalablement une analyse synthétique d'ensemble.

Le compte administratif fait état dans une première colonne des crédits ouverts, ce qui correspond au budget primitif, aux décisions modificatives, qui ont été au nombre de 4 en 2016 ainsi que les virements de crédit.

Sont donnés ensuite pour la section d'exploitation le niveau des réalisations de l'exercice, les rattachements, les restes à réaliser ainsi que les crédits annulés. La section d'investissement donne pour les dépenses les mandats émis et pour les recettes les titres émis.

Pour une bonne analyse des comptes, figure, comme l'an passé, en annexe une présentation détaillée des comptes de l'année objet du rapport annuel par rapport à l'exercice précédent avec les écarts en valeur et en pourcentage d'un exercice à l'autre.

ANALYSE DES COMPTES 2016

3.1 - Section d'exploitation

Une analyse synthétique peut être réalisée en partant des principaux chiffres ci-après qui sont ensuite commentés.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖹 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Chiffres en milliers d'euros arrondis – A compter de l'année 2012, la méthodologie appliquée pour les soldes intermédiaires de gestion correspond à celle du compte de gestion hors le chiffre d'affaires dont sont déduits les tickets restaurants, part salariale

	Exercice 2015	**Exercice 2016**	**Variation 2015/2016**	
			En %	En valeur
Produits des services (chapitre 70)	14 048	14 742	+ 4,9 %	- 694
Autres produits (chapitre 75)	1 174	1 170	- 0,3 %	- 4
Chiffre d'affaires selon le logiciel Helios (hors tickets restaurants)	15 176	15 867	+ 4,5 %	+ 691
Chiffre d'affaires hors remboursement formation et hors tickets restaurants	15 143	15 861	+ 4,7 %	+ 718
Subvention d'équilibre	0	0		
Masse salariale (salaires chargés et hors intérim)	6 869	6 809	0,9 %	- 60
Charges et frais de personnel intérim inclus (chapitre 12)	7 358	7 441	+ 1,1 %	+ 83
Dotation aux amortissements et provisions (chapitre 42 hors variation de stock)	4 191	3 718	11,3 %	- 473
Résultat courant non financier	- 259	1 097		+ 1 351
Résultat financier	5	14	80 %	+ 9
Résultat courant (résultat courant non financier + résultat financier)	- 254	+ 1 111		+1 365
Résultat exceptionnel	574	205	- 64,3 %	- 369
Résultat de l'exercice avant affectation à la provision pour grosses réparations	1 105	1 566	41,7 %	+ 461
(1) Dotation à la provision pour grosses réparations	784	250	68,1 %	534
(2) Reprise sur la PGR	172	180	+ 4,7 %	+ 8
(3) Travaux de grosses réparations financés hors reprise sur la PGR	0	0		
(1) - (2) + (3) = ressource nette dégagée par PARCUB pour les grosses réparations	**612**	**70**	**- 88,6 %**	**- 542**
Résultat de la section de fonctionnement hors IS **	**321**	**1 316**	**+ 310 %**	**+ 995**
Résultat de la section de fonctionnement moins IS de l'exercice	**321**	**1 173**	**+ 265,4 %**	**852**
Résultat de la section d'investissement	**- 1 435**	**- 3 278**	**- 128,4 %**	**- 1 843**

*selon le logiciel de comptabilité publique HELIOS
**sur l'exercice ou d'un exercice antérieur

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

3.1.1 – Analyse du résultat de la section d'exploitation retraité pour une meilleure lecture sur le plan économique

En 2016, est comptabilisé à la section d'exploitation, un total de recettes de 17 258 042 € contre 16 446 756 € l'an passé. Le total des charges, charges rattachées inclus, est de 15 942 080 € en 2016 contre 16 125 854 € en 2015. L'exercice 2016 dégage un excédent de 1 315 962,19 € nettement supérieur à celui de l'exercice 2015 (pour mémoire 320 902 €).

Pour bien appréhender l'évolution du résultat, il convient de mettre en exergue les éléments d'analyse suivants :

En 2015, aucun impôt sur les sociétés n'a été comptabilisé compte tenu du bénéfice du crédit d'impôt au titre du CICE. Il est à noter qu'une partie du CICE 2015 reste reportable (92 766 €), le CICE 2016 évalué à environ 203 000 € sera quant à lui déclaré en 2017. L'IS à payer en 2017 sur l'exercice 2016 est évalué à environ 143 000 €. Aussi, le résultat comptable 2016 devrait être d'environ 1,170 M€.

PARCUB a, comme en 2015, doté en 2016 la provision pour grosses réparations au regard de l'importance des travaux programmés même si celle-ci est moindre par rapport à 2015 (en retrait de 534 K€). La reprise sur la PGR est restée inférieure à la dotation. Fin 2016, la PGR disponible est de 1 402 469 €.

Comme depuis quelques années, le résultat financier en l'absence de possibilité de placement de la trésorerie est parfaitement marginal (14 K€).

Le résultat exceptionnel positif de 574 K€ en 2015 est de 205 K€ en 2016. Ce dernier s'explique par les régularisations de charges importantes au titre de la CFE comptabilisées sur l'exercice 2016.

Il est à noter qu'en 2016, le chiffre d'affaires est bonifié par la rémunération perçue pour la réalisation du parking Beaujon en mandat pour un montant de 115 884 €, rémunération qui a un caractère exceptionnel.

Le chiffre d'affaires hors remboursement pour formation et hors tickets restaurants s'établit à 15 861 K€ (pour 15 143 K€ en 2015) en progression de 4,7 %. **Le résultat comptable avant impôt sur les sociétés s'établit à 1 315 K€. Pour une meilleure appréciation de ce chiffre, il faut rappeler que la dotation à la provision pour grosses réparations a baissé de 534 K€ en 2016 par rapport à 2015. A niveau de dotation à la PGR équivalente à l'exercice 2015, le résultat ainsi retraité avant IS s'établirait à la somme de 781 K€.**

Les recettes horaires compte tenu de la bonne tenue de la fréquentation ont progressé de 7 %, soit plus que la progression du nombre d'entrées horaires. Pour expliquer ce pourcentage, il faut mettre en exergue la forte progression horaire sur les parcs de l'hypercentre, qui ont une recette moyenne la plus élevée, et la progression de 1,2 % de l'activité horaire du parking St Jean dont la recette horaire moyenne est la plus élevée de tous les parkings. L'impact des nouveaux parkings est demeuré en 2016 encore marginal.

Les recettes abonnements, d'un montant de 5 753 K€, progressent de 5,5 %.

Le chapitre 12, charges de personnel, progresse de 1,1 %, soit un niveau bien inférieur à l'évolution du chiffre d'affaires. Il faut observer que la progression de 1,1 % du chapitre 12 est liée à la progression de l'intérim alors que la masse salariale hors intérim est en léger retrait de 0,9 %.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

3.1.2 – Autres commentaires

En matière de recettes, la redevance perçue pour compenser l'1H30 de gratuité sur le centre commercial Mériadeck est en baisse de 61 294 € ce qui s'explique par un taux d'occupation des surfaces commerciales plus faible que l'an passé.

Le remboursement des indemnités journalières s'établit à 428 K€ pour 260 K€ en 2015. Cette progression s'explique par l'importance des arrêts de longue maladie, progression qui a nécessité un recours plus important à du personnel intérimaire d'où la hausse de 142 406 € de ce poste, hausse qui demeure pour autant inférieure à la progression des remboursements mentionnés.

Comme explicité ci-avant dans le point 3.1.1, le résultat financier est marginal et cela alors même que la trésorerie de PARCUB est demeurée à un niveau important du fait de la trésorerie cumulée sur les exercices antérieurs et malgré l'importance des dépenses d'investissement réalisées sur l'exercice 2016 (l'essentiel des dépenses liées à la construction du parking Paludate St Jean, réalisation des investissements nécessaires à l'ouverture du parking IDDAC auxquels s'ajoutent notamment les investissements de renouvellement de l'éclairage).

Concernant les charges d'exploitation, il est à noter que :

- le chapitre 11, charges à caractère général, s'établit à 4 364 522 € pour 4 507 700 € en 2015, soit une diminution de 143 178 €, soit – 3,2 %,
- les consommations de fluides (eau et électricité) se sont établies à 683 515 € en 2016 pour 753 231 € en 2015. Cette diminution s'explique par la passation d'un nouveau marché et d'autre part, du fait des baisses de consommation liées à la 1ère tranche de renouvellement des équipements d'éclairage. En 2017, PARCUB bénéficiera pleinement des effets de ces investissements réalisés tout au cours de l'exercice antérieur.

Le compte 6168 « Assurances diverses » progresse de façon significative à hauteur de + 125 934 € (soit +122 %). Cette évolution s'explique par le fait que Parcub construit de nouveaux parkings et souscrit pour chaque opération une assurance au titre des dommages ouvrages, ce qui a été la cas en 2016.

Le compte 6231 « Annonces et insertions » est également en forte progression (+ 26 489 par rapport à 2015 soit 173,90 %). Cette augmentation est du en totalité au nombre croissant de publication des marchés publics passés par Parcub sur les supports de type BOAMP.

En complément des commentaires généraux apportés sur le chapitre 12 ci-dessus, il faut observer que l'exercice 2016 tout comme en 2015 a été affecté par les départs à la retraite, lesquels sont depuis quelques années, compte tenu de la pyramide des âges, plus nourris. Cela devrait être le cas également sur les années à venir. Pour mieux analyser la masse salariale, il faut observer que les remboursements correspondant aux diverses indemnités de départ perçus se sont élevés en 2016 à 41 026 € pour 80 632 € en 2015.

3.2 Section d'investissement

La section d'investissement présente un déficit de 3 278 K€ contre un déficit en 2015 de 1 435 €. Ces résultats traduisent le fait que PARCUB est dans une phase active de développement. L'exercice 2015 avait été particulièrement impacté par la construction du parking Bègles les Sècheries mis en service en février 2016 alors que l'exercice 2016 est impacté par l'importance des investissements réalisés sur le parking Paludate St Jean.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Ces déficits ne traduisent pas de difficultés économiques particulières au regard de l'importance des reports à nouveau et d'un résultat qui depuis plusieurs années est désormais excédentaire. Fin 2015, les reports à nouveau étaient de 11 234 191 € et fin 2016, ils s'établissent à 6 308 423 €. Il convient par ailleurs de préciser que la trésorerie de PARCUB demeurait à un niveau tout à fait conséquent en fin d'année 2016 + 18 173 019,56 €.

3.3 – Conclusion

L'exercice 2016 est positif en termes de résultat et, si l'on tient compte des observations faites dans l'analyse synthétique, présente une progression conséquente par rapport à 2015.

Si l'on tient compte par ailleurs du fait que le cumul des résultats antérieurs avec des reports à nouveau de la section d'investissement qui restent significatifs et une trésorerie de bon niveau, Parcub dégageant qui plus est hors nouveaux investissements une trésorerie conséquente, permettent de poursuivre la politique d'investissement entamée par PARCUB depuis quelques années dans des conditions favorables.

Le bon niveau de performance économique constaté en 2016, favorisé par un haut niveau d'activité sur le parking St Jean, fortement favorisé par l'absence de fonctionnement du parking Belcier et en fin d'année 2016 par la fermeture du parking Armagnac, devrait permettre de faire face à l'ouverture du parking Belcier réalisée au printemps 2017 puis à son extension à venir ainsi qu'à la mise en exploitation future du nouveau parking Armagnac. Pour autant, il faut souligner que l'évolution de l'activité reste, dans un contexte de profonde mutation, difficile à apprécier sachant que néanmoins la croissance de PARCUB au bénéfice de l'agglomération devrait, selon les prévisions, conforter la situation économique de PARCUB.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖹 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

CHAPITRE 4 – L'ACTIVITE FOURRIERE AUTOMOBILE

Par délibération en date du 26 novembre 2010, la Communauté urbaine de Bordeaux alors que le site historique de la fourrière situé quai du Maroc devait être libéré, a décidé, notamment au regard de l'étude de PARCUB, de transférer la gestion du service public de la fourrière à PARCUB et ceci à compter du 1er janvier 2011.

Après une phase de transition, la fourrière ayant été au départ gérée sur le site de Quai du Maroc, à compter du 1er novembre 2012, la fourrière a pu être exploitée selon la configuration prévue lors de la reprise de ce service par PARCUB, à savoir en mobilisant pour partie la capacité des parkings Front du Médoc, 8 mai 45 et Porte de Bordeaux ainsi qu'un site extérieur dédié situé à Mérignac qui permet d'accueillir les véhicules brûlés, accidentés et hors gabarit.

Ce rapport, après un rappel des principales caractéristiques du service, donne une analyse synthétique de l'activité et des comptes 2016.

4.1 – Principales caractéristiques du service

Le service est un service public administratif (SPA) alors que le reste de l'activité de PARCUB, c'est- à-dire son activité principale, correspond à un service public industriel et commercial (SPIC).

La comptabilité du SPA, service public de la Fourrière automobile, est tenue dans un budget annexe selon l'instruction comptable M14 alors que le SPIC relève de la M4.

Afin de permettre une optimisation du service de la fourrière, celui-ci s'appuie sur l'ensemble des moyens de PARCUB. Ces moyens partagés sont facturés au service de la fourrière automobile selon des règles de comptabilité analytique définies dans le cadre d'une convention passée avec Bordeaux Métropole.

Le service est ouvert aux usagers 24H/24 et permet aux contrevenants qui doivent passer par le commissariat central tout proche pour obtenir une main levée et après paiement des frais de fourrière de récupérer leur véhicule dans les meilleurs délais.

Il est à noter que les moyens techniques y compris les logiciels du service ont été intégralement renouvelés par PARCUB permettant une modernisation du service et notamment le partage de moyens informatiques avec la Police Nationale.

4.2 – Eléments marquants de l'année 2016

L'activité est en hausse en 2016 après une légère baisse de l'activité en 2015.

En 2016, l**es entrées de véhicules** se sont élevées à 15 641 pour 14 031 en 2015, soit une progression de 11.47 %.

Les opérations préalables relatives à la mise en fourrière et de début d'exécution d'enlèvement se sont élevées à 1826 véhicules en 2016 pour 1347 en 2015 soit une progression de 35,56 %

Les déplacements sans suite se sont élevés à 1 122 véhicules en 2016 pour 1 1259 en 2015 soit une baisse de 10,88 %.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

La facturation sur usagers, donc les recettes hors ventes Domaines, ferraille et casse, s'établissent à la somme de 2 082 222 € en 2016 pour 1 864 222 € en 2015 soit une progression de 11,70 %.

Cette facturation comprend en partie :

Les transactions payées, c'est-à-dire les sommes dues suite à un début d'exécution sans que les véhicules soient enlevés, ont atteint la somme de 15 321 € pour 12 726 € en 2015, soit une progression de 20,39 %.

Les frais de transport (126 € pour un VL) ont représenté une recette de 1 655 027 € en 2016, pour 1 502 574 € en 2015, soit une progression de 10,15 %.

Les expertises (conformément aux textes, l'expertise est réalisée au 3ème jour de l'entrée des véhicules sur le parc) se sont élevées à la somme de 45 120 € pour 26 015 €, soit 73,44 %. Cette hausse s'explique par la décision prise au cours de l'année 2016 par le conseil d'administration d'augmenter le prix de l'expertise. Cette décision vise à équilibrer les recettes et dépenses liées aux expertises. A titre d'information, les dépenses en 2016 liées aux expertises s'élèvent à 69 891€.

Les frais de gardiennage (10 € par jour pour un VL) atteignent la somme de 304 440 € contre 297 823 € en 2015, soit une progression de 2,22 %.

Les ferrailles et casse ont représenté une recette de 307 305 € pour 376 314 € en 2015, soit une baisse de 18,39 %.

Les ventes aux domaines ont représenté une recette de 56 987 € pour 120 640 € en 2015, soit une baisse de 52,76 %.

4.3 – Comptes 2016

Sont présentées, ci-après, en premier lieu la section d'exploitation puis la section d'investissement avec préalablement l'énonciation des points essentiels à prendre en considération pour une analyse financière.

Le service de la fourrière est un service public administratif dont la comptabilité est établie selon l'instruction comptable M14. L'ensemble des dépenses et des recettes est donné TVA incluse. Il est rappelé qu'en cas d'excédent celui-ci revient à Bordeaux Métropole. Inversement, en cas de déficit, celui-ci doit être comblé par Bordeaux Métropole, PARCUB n'ayant pas à assurer d'avance de trésorerie.

4.3.1 – Analyse de la section d'exploitation (chiffres TTC arrondis à l'entier le plus proche)

L'analyse synthétique peut être réalisée à partir des principaux chiffres qui suivent et qui sont ensuite commentés.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

	Exercice 2015	Exercice 2016	Variation en valeur	Variation en pourcentage
Produits des services (chapitre 70)	2 425 667	2 781 365	+ 355 698	+ 14,6 %
Produits exceptionnels	524	0	- 524	- 100 %
Total des recettes de la section d'exploitation	2 426 191	2 781 365	+ 355 174	+14,6 %
Charges à caractère général (chapitre 11)	1 854 748	2 003 888	+ 149 140	+8 %
Charges et frais de personnel intérim inclus (chapitre 12)	234 222	229 381	- 4 841	-2,1 %
Total des dépenses de gestion de service	2 109 187	2 549 602	+ 440 415	+ 20,9 %
Charges pour dépréciation d'actifs	411 018	63 271	- 347 747	- 84,6 %
Charges financières	0	0		
Charges exceptionnelles	68 991	19 044	- 49 947	- 72,4 %
Dotation aux amortissements et provisions (chapitre 42 hors variation de stock)	113 276	80 832	- 32 444	- 28,6 %
Résultat courant non financier	- 207 820	336 509	+ 544 329	+ 261,9 %
Résultat financier	0	0		
Résultat courant (résultat courant non financier + résultat financier)	-207 820	336 509	+ 544 329	+ 261,9 %
Résultat exceptionnel	-68 470	- 19 044	+ 49 426	- 72,2 %
Résultat de la section d'exploitation	-276 280	317 465	+ 593 930	+ 214,97 %

Pour une bonne appréciation de l'exercice 2016, il convient de rappeler qu'en 2015, du fait de la passation d'une provision pour dépréciation d'actifs de 411 018 €, le résultat de la section d'exploitation était déficitaire. Hors cette provision, le résultat de la section d'exploitation 2015 se serait élevé à la somme de 134 738 €.

En 2016, dans un contexte de plus forte activité, comme retracé ci-avant dans le point 4.4.2, le résultat de la section d'exploitation s'établit à la somme de 317 465 €. Au final, les résultats cumulés de la section de fonctionnement du service de la fourrière depuis la reprise du service par la régie en 2011 s'élèvent à 534 587,96 €. Cela correspond à un résultat excédentaire annuel moyen de la section d'exploitation d'environ 89 000 € alors que ce service était antérieurement fortement déficitaire et que, qui plus est, depuis la reprise de ce service, des investissements conséquents ont été réalisés pour moderniser le service ouvert aux usagers 24H/24, ce qui n'était pas le cas antérieurement.

Les dépenses de la section de fonctionnement se sont élevées en 2016 à la somme de 2 717 749,62 €, l'essentiel de ces charges correspond aux prestations réalisées par des tiers en exécution des marchés publics qui ont été passés. Les contrats de prestations de service (article 611) pour un montant de 1 428 146 € ont représenté 71 % des charges du chapitre 11, c'est-à-dire des charges à caractère général, et près de 53 % du total des dépenses de fonctionnement.

Les remboursements de frais à d'autres organismes, article 62878, à PARCUB en raison de la mise à disposition des surfaces d'accueil dans 3 parkings de PARCUB et du remboursement de toutes autres charges notamment la mobilisation de moyens humains hors les personnels directs du service de la fourrière se sont élevés à la somme de 477 689 €.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

Le chapitre 12 qui correspond à l'ensemble des charges directes de personnel intérim inclus, d'un montant de 229 381 € en 2016, est en retrait de 2,1 % par rapport à l'an passé. Ce chapitre ne représente que 8,5 % du total des dépenses de fonctionnement du service.

Le service n'ayant aucune dette et ne pouvant placer sa trésorerie, le résultat financier est à 0.

Le résultat exceptionnel négatif, de 19 044 €, est en retrait de 49 426 € par rapport à l'an passé.

Les dotations aux amortissements et provisions après avoir progressé significativement en 2015 de 65 405 € sont en 2016 en retrait de 32 444 € par rapport à 2015 alors que les immobilisations constituées en 2011 et amortissables sur 5 ans n'ont pas généré de charges d'amortissement en 2016 puisque ces immobilisations ont été intégralement amorties à fin 2015.

4.3.2 - Section d'investissement

Sont comptabilisés à la section d'investissement d'une part, 80 832 € de recettes au titre des amortissements des immobilisations constituées pour les besoins du service et d'autre part, en dépenses 3 127,20 € de mandats émis. Il est à noter que les investissements envisagés pour procéder de façon dématérialisée à l'établissement des fiches d'enlèvement n'ont pu être concrétisés alors que le prestataire, fournisseur exclusif, arguant de son plan de charge n'a pas dans les temps appropriés donné suite aux sollicitations de PARCUB.

La section d'investissement dégage donc un excédent de 77 704,80 €.

9 terrasse Front du Médoc – CS 11935- 33076 BORDEAUX CEDEX - ☎ 05.56.99.50.00 🖷 05.56.96.49.94
APE 5221 Z – SIRET 453 335 069 00010
http://www.parcub.com/

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 45333506900010	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT PARCUB Stationnement

POSTE COMPTABLE DE : RECETTE DES FINANCES BX METROPOL

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : PARCUB Stationnement (2)

ANNEE 2016

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 23
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 24
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 25
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 26
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 27
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 28
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 29
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées 30
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers 31
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 32
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 33
A8.3 - Opérations liées aux cessions 34
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie 35

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 37
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 39
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 40

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont budgétaires (délibération n° 2007/06/04 du 11/12/2007)

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 15 942 080,07	G 17 258 042,26	G-A 1 315 962,19
	Section d'investissement	B 11 656 340,63	H 8 378 732,36	H-B -3 277 608,27
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 4 427 648,65 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 11 234 191,38 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 27 598 420,70	Q= G+H+I+J 41 298 614,65	=Q-P 13 700 193,95

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	72 417,04	K	0,00
	Section d'investissement	F	1 648 160,09	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	1 720 577,13	= K+L	0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 16 014 497,11	= G+I+K 21 685 690,91	5 671 193,80
	Section d'investissement	= B+D+F 13 304 500,72	= H+J+L 19 612 923,74	6 308 423,02
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 29 318 997,83	= G+H+I+J+K+L 41 298 614,65	11 979 616,82

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 72 417,04	K 0,00
011	Charges à caractère général	72 417,04	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 1 648 160,09	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	532 384,01	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 070 897,82	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45811	Opération pour compte de tiers n° 1 - BEAUJON (3)	44 878,26	0,00
45821	Opération pour compte de tiers n° 1 - Recettes Parc BEAUJON (3)	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	5 417 630,26	4 343 788,88	20 733,72	72 417,04	980 690,62
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 738 190,00	7 440 691,47	0,00	0,00	297 498,53
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	47 000,00	45 003,35	0,00	0,00	1 996,65
Total des dépenses de gestion courante		**13 202 820,26**	**11 829 483,70**	**20 733,72**	**72 417,04**	**1 280 185,80**
66	Charges financières	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
67	Charges exceptionnelles	417 275,88	373 536,74	0,00	0,00	43 739,14
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**14 020 596,14**	**12 203 020,44**	**20 733,72**	**72 417,04**	**1 724 424,94**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*5 082 776,00*	*3 718 325,91*			*1 364 450,09*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 082 776,00***	***3 718 325,91***			***1 364 450,09***
TOTAL		**19 103 372,14**	**15 921 346,35**	**20 733,72**	**72 417,04**	**3 088 875,03**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	558 449,00	572 626,30	0,00	0,00	-14 177,30
70	Ventes produits fabriqués, prestations	14 498 572,00	14 742 095,19	0,00	0,00	-243 523,19
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 212 907,00	1 170 449,39	0,00	0,00	42 457,61
Total des recettes de gestion courante		**16 269 928,00**	**16 485 170,88**	**0,00**	**0,00**	**-215 242,88**
76	Produits financiers	6 000,00	14 007,24	0,00	0,00	-8 007,24
77	Produits exceptionnels	209 760,06	38 715,48	0,00	0,00	171 044,58
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**16 485 688,06**	**16 537 893,60**	**0,00**	**0,00**	**-52 205,54**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 872 618,00*	720 148,66			1 152 469,34
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 872 618,00***	***720 148,66***			***1 152 469,34***
TOTAL		**18 358 306,06**	**17 258 042,26**	**0,00**	**0,00**	**1 100 263,80**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**4 427 648,65**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	243 879,28	204 033,29	0,00	39 845,99
21	Immobilisations corporelles	2 188 897,75	1 274 481,20	532 384,01	382 032,54
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 045 552,15	6 974 234,69	1 070 897,82	2 000 419,64
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**12 478 329,18**	**8 452 749,18**	**1 603 281,83**	**2 422 298,17**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**3 298 281,54**	**2 483 442,79**	**44 878,26**	**769 960,49**
Total des dépenses réelles d'investissement		**15 776 610,72**	**10 936 191,97**	**1 648 160,09**	**3 192 258,66**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 872 618,00*	*720 148,66*		*1 152 469,34*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 872 618,00***	***720 148,66***		***1 152 469,34***
TOTAL		**17 649 228,72**	**11 656 340,63**	**1 648 160,09**	**4 344 728,00**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	310 000,00	350 000,00	0,00	-40 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	102 060,68	1 017 483,62	0,00	-915 422,94
Total des recettes d'équipement		**412 060,68**	**1 367 483,62**	**0,00**	**-955 422,94**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**3 289 000,00**	**3 292 922,83**	**0,00**	**-3 922,83**
Total des recettes réelles d'investissement		**3 701 060,68**	**4 660 406,45**	**0,00**	**-959 345,77**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*5 082 776,00*	*3 718 325,91*		*1 364 450,09*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 082 776,00***	***3 718 325,91***		***1 364 450,09***
TOTAL		**8 783 836,68**	**8 378 732,36**	**0,00**	**405 104,32**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**11 234 191,38**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	4 364 522,60		4 364 522,60
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 440 691,47		7 440 691,47
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	45 003,35		45 003,35
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	373 536,74	*0,00*	373 536,74
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*3 718 325,91*	3 718 325,91
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**12 223 754,16**	***3 718 325,91***	**15 942 080,07**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	15 942 080,07

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*539 939,58*	539 939,58
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*180 209,08*	180 209,08
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	204 033,29	*0,00*	204 033,29
21	Immobilisations corporelles (6)	1 274 481,20	*0,00*	1 274 481,20
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	6 974 234,69	*0,00*	6 974 234,69
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	2 483 442,79	*0,00*	2 483 442,79
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**10 936 191,97**	***720 148,66***	**11 656 340,63**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	11 656 340,63

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	572 626,30		572 626,30
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	14 742 095,19		14 742 095,19
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 170 449,39		1 170 449,39
76	Produits financiers	14 007,24	*0,00*	14 007,24
77	Produits exceptionnels	38 715,48	*539 939,58*	578 655,06
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*180 209,08*	180 209,08
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**16 537 893,60**	***720 148,66***	**17 258 042,26**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**4 427 648,65**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**21 685 690,91**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	350 000,00	0,00	350 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*250 000,00*	250 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	1 017 483,62	*0,00*	1 017 483,62
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*3 468 325,91*	*3 468 325,91*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	3 292 922,83	0,00	3 292 922,83
481			*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**4 660 406,45**	***3 718 325,91***	**8 378 732,36**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**11 234 191,38**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**19 612 923,74**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**5 417 630,26**	**4 343 788,88**	**20 733,72**	**72 417,04**	**980 690,62**
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	144 102,00	144 102,68	0,00	0,00	-0,68
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	780 900,00	683 715,20	0,00	0,00	97 184,80
6063	Fournitures entretien et petit équipt	267 660,31	196 678,23	6 141,30	16 370,56	48 470,22
6064	Fournitures administratives	32 728,00	16 325,71	0,00	1 845,26	14 557,03
6066	Carburants	22 000,00	17 492,80	0,00	0,00	4 507,20
6068	Autres matières et fournitures	4 300,00	1 613,79	0,00	0,00	2 686,21
611	Sous-traitance générale	188 700,00	183 507,88	0,00	200,00	4 992,12
6135	Locations mobilières	62 500,00	48 128,67	0,00	5 393,25	8 978,08
614	Charges locatives et de copropriété	380 000,00	238 624,21	0,00	0,00	141 375,79
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	350 984,18	165 142,95	476,00	34 670,45	150 694,78
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	1 000,00	422,55	0,00	0,00	577,45
61551	Entretien matériel roulant	19 801,97	13 847,26	0,00	60,91	5 893,80
6156	Maintenance	1 012 696,55	714 618,02	13 461,42	7 730,21	276 886,90
6168	Autres	320 000,00	229 127,30	0,00	0,00	90 872,70
618	Divers	8 000,00	10 706,64	0,00	0,00	-2 706,64
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	2 700,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
6226	Honoraires	132 320,00	108 940,10	0,00	6 111,00	17 268,90
6231	Annonces et insertions	45 000,00	41 718,01	0,00	0,00	3 281,99
6236	Catalogues et imprimés	3 000,00	2 349,54	0,00	0,00	650,46
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports sur achats	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6251	Voyages et déplacements	21 000,00	19 460,97	0,00	0,00	1 539,03
6257	Réceptions	12 000,00	8 192,14	0,00	0,00	3 807,86
6261	Frais d'affranchissement	49 200,00	46 896,44	0,00	0,00	2 303,56
6262	Frais de télécommunications	124 327,25	101 226,05	655,00	35,40	22 410,80
627	Services bancaires et assimilés	80 000,00	68 279,41	0,00	0,00	11 720,59
6281	Concours divers (cotisations)	3 000,00	1 300,00	0,00	0,00	1 700,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	58 610,00	60 059,69	0,00	0,00	-1 449,69
63512	Taxes foncières	900 000,00	830 676,00	0,00	0,00	69 324,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	391 000,00	390 636,64	0,00	0,00	363,36
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**7 738 190,00**	**7 440 691,47**	**0,00**	**0,00**	**297 498,53**
6211	Personnel intérimaire	618 730,00	631 294,50	0,00	0,00	-12 564,50
6312	Taxe d'apprentissage	48 210,00	46 121,64	0,00	0,00	2 088,36
6313	Participat° employeurs format° continue	86 612,00	106 399,39	0,00	0,00	-19 787,39
6411	Salaires, appointements, commissions	4 459 545,00	4 401 583,79	0,00	0,00	57 961,21
6412	Congés payés	90 000,00	2 177,00	0,00	0,00	87 823,00
6413	Primes et gratifications	58 084,00	58 061,76	0,00	0,00	22,24
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 391 033,00	1 310 304,00	0,00	0,00	80 729,00
6452	Cotisations aux mutuelles	301 426,00	255 657,54	0,00	0,00	45 768,46
6453	Cotisations aux caisses de retraites	322 370,00	299 473,30	0,00	0,00	22 896,70
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	174 802,00	150 143,00	0,00	0,00	24 659,00
6472	Versements aux comités d'entreprise	41 678,00	39 685,64	0,00	0,00	1 992,36
6475	Médecine du travail, pharmacie	12 500,00	10 557,00	0,00	0,00	1 943,00
6478	Autres charges sociales diverses	15 200,00	11 389,08	0,00	0,00	3 810,92
648	Autres charges de personnel	118 000,00	117 843,83	0,00	0,00	156,17
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**47 000,00**	**45 003,35**	**0,00**	**0,00**	**1 996,65**
6541	Créances admises en non-valeur	47 000,00	45 003,35	0,00	0,00	1 996,65
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**13 202 820,26**	**11 829 483,70**	**20 733,72**	**72 417,04**	**1 280 185,80**
66	**Charges financières (b) (5)**	**500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**417 275,88**	**373 536,74**	**0,00**	**0,00**	**43 739,14**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	372 275,88	340 262,22	0,00	0,00	32 013,66
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	45 000,00	33 274,52	0,00	0,00	11 725,48
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**
695	Impôts sur les bénéfices	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**14 020 596,14**	**12 203 020,44**	**20 733,72**	**72 417,04**	**1 724 424,94**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***5 082 776,00***	***3 718 325,91***			***1 364 450,09***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*3 510 526,00*	*3 468 325,91*			*42 200,09*
6815	*Dot. prov. pour risques exploitat°*	*1 572 250,00*	*250 000,00*			*1 322 250,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***5 082 776,00***	***3 718 325,91***			***1 364 450,09***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***5 082 776,00***	***3 718 325,91***			***1 364 450,09***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**19 103 372,14**	**15 921 346,35**	**20 733,72**	**72 417,04**	**3 088 875,03**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisionssemi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**558 449,00**	**572 626,30**	**0,00**	**0,00**	**-14 177,30**
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	180 000,00	144 964,04	0,00	0,00	35 035,96
64198	Autres remboursements	378 449,00	427 662,26	0,00	0,00	-49 213,26
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***14 498 572,00***	***14 742 095,19***	***0,00***	***0,00***	***-243 523,19***
706	Prestations de services	*13 918 843,00*	*14 305 695,78*	*0,00*	*0,00*	*-386 852,78*
7087	Remboursement de frais	*579 729,00*	*436 399,41*	*0,00*	*0,00*	*143 329,59*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 212 907,00**	**1 170 449,39**	**0,00**	**0,00**	**42 457,61**
758	Produits divers de gestion courante	1 212 907,00	1 170 449,39	0,00	0,00	42 457,61
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**16 269 928,00**	**16 485 170,88**	**0,00**	**0,00**	**-215 242,88**
76	**Produits financiers (b)**	**6 000,00**	**14 007,24**	**0,00**	**0,00**	**-8 007,24**
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	8 007,24	0,00	0,00	-8 007,24
7688	Autres	6 000,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**209 760,06**	**38 715,48**	**0,00**	**0,00**	**171 044,58**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	197 760,06	31 089,23	0,00	0,00	166 670,83
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	6 000,00	5 113,34	0,00	0,00	886,66
778	Autres produits exceptionnels	6 000,00	2 512,91	0,00	0,00	3 487,09
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**16 485 688,06**	**16 537 893,60**	**0,00**	**0,00**	**-52 205,54**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***1 872 618,00***	***720 148,66***			***1 152 469,34***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*539 940,00*	*539 939,58*			*0,42*
7815	*Rep. prov. charges d'exploitat°*	*1 332 678,00*	*180 209,08*			*1 152 468,92*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***1 872 618,00***	***720 148,66***			***1 152 469,34***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**18 358 306,06**	**17 258 042,26**	**0,00**	**0,00**	**1 100 263,80**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**4 427 648,65**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**243 879,28**	**204 033,29**	**0,00**	**39 845,99**
2051	Concessions et droits assimilés	243 879,28	204 033,29	0,00	39 845,99
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 188 897,75**	**1 274 481,20**	**532 384,01**	**382 032,54**
2111	Terrains nus	811 000,00	669 950,00	0,00	141 050,00
2135	Installations générales, agencements	1 045 000,00	300 680,41	528 343,59	215 976,00
2154	Matériel industriel	219 164,34	202 819,51	2 610,42	13 734,41
2182	Matériel de transport	28 000,00	22 829,00	0,00	5 171,00
2183	Matériel de bureau et informatique	85 733,41	78 202,28	1 430,00	6 101,13
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**10 045 552,15**	**6 974 234,69**	**1 070 897,82**	**2 000 419,64**
2313	Constructions	9 594 998,15	6 623 976,26	1 070 897,82	1 900 124,07
2315	Installat°, matériel et outillage techni	167 000,00	159 283,59	0,00	7 716,41
238	Avances commandes immo. incorp.	283 554,00	190 974,84	0,00	92 579,16
	Total des dépenses d'équipement	**12 478 329,18**	**8 452 749,18**	**1 603 281,83**	**2 422 298,17**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45811	BEAUJON (4)	3 298 281,54	2 483 442,79	44 878,26	769 960,49
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**3 298 281,54**	**2 483 442,79**	**44 878,26**	**769 960,49**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**15 776 610,72**	**10 936 191,97**	**1 648 160,09**	**3 192 258,66**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***1 872 618,00***	***720 148,66***		***1 152 469,34***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***1 872 618,00***	***720 148,66***		***1 152 469,34***
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*383 838,00*	*383 838,55*		*-0,55*
13932	*Amendes de police*	*156 102,00*	*156 101,03*		*0,97*
15722	*Provisions pour gros entretien*	*1 332 678,00*	*180 209,08*		*1 152 468,92*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 872 618,00***	***720 148,66***		***1 152 469,34***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**17 649 228,72**	**11 656 340,63**	**1 648 160,09**	**4 344 728,00**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**310 000,00**	**350 000,00**	**0,00**	**-40 000,00**
1316	Subv. équipt Autres E.P.L.	310 000,00	350 000,00	0,00	-40 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**102 060,68**	**1 017 483,62**	**0,00**	**-915 422,94**
2313	Constructions	-83 592,32	768 320,67	0,00	-851 912,99
238	Avances commandes immo. incorp.	185 653,00	249 162,95	0,00	-63 509,95
	Total des recettes d'équipement	**412 060,68**	**1 367 483,62**	**0,00**	**-955 422,94**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45821	Recettes Parc BEAUJON (3)	3 289 000,00	3 292 922,83	0,00	-3 922,83
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**3 289 000,00**	**3 292 922,83**	**0,00**	**-3 922,83**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**3 701 060,68**	**4 660 406,45**	**0,00**	**-959 345,77**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***5 082 776,00***	***3 718 325,91***		***1 364 450,09***
15722	*Provisions pour gros entretien*	*1 572 250,00*	*250 000,00*		*1 322 250,00*
28033	*Frais d'insertion*	*4 366,00*	*4 365,79*		*0,21*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*197 265,00*	*132 941,27*		*64 323,73*
28131	*Bâtiments*	*60 003,00*	*58 812,09*		*1 190,91*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*138 006,00*	*144 867,06*		*-6 861,06*
28154	*Matériel industriel*	*454 756,00*	*431 344,81*		*23 411,19*
28182	*Matériel de transport*	*31 589,00*	*29 942,72*		*1 646,28*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*31 524,00*	*32 883,32*		*-1 359,32*
28184	*Mobilier*	*389,00*	*388,98*		*0,02*
28185	*Cheptel*	*0,00*	*208,33*		*-208,33*
28231	*Bâtiments (affectation)*	*2 421 402,00*	*2 421 401,62*		*0,38*
28235	*Installations générales (affectation)*	*150 078,00*	*190 021,54*		*-39 943,54*
28254	*Instal. Matériel industriel (affect)*	*21 148,00*	*21 148,38*		*-0,38*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***5 082 776,00***	***3 718 325,91***		***1 364 450,09***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***5 082 776,00***	***3 718 325,91***		***1 364 450,09***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**8 783 836,68**	**8 378 732,36**	**0,00**	**405 104,32**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**11 234 191,38**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

Annexe n° 6

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

Annexe n° 6

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire fOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.8

A1.8 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 0,00 €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Bâtiments	50	01/04/2008
L	Agencements et installatations générales	12	01/04/2008
L	Aménagement Intérieur	15	01/04/2008
L	Cablage technique	15	01/04/2008
L	Climatisations	15	01/04/2008
L	Installation électrique	25	01/04/2008
L	Etanchéité	20	01/04/2008
L	Second Oeuvre	50	01/04/2008
L	Menuiserie Extérieure	25	01/04/2008
L	Plomberie Canalisation	25	01/04/2008
L	Revetement des sols	10	01/04/2008
L	Installations Techniques - Matériel et outillage	15	01/04/2008
L	Installations Techniques - Petit Matériel et Outil	10	01/04/2008
L	Matériel de péage	12	01/04/2008
L	Matériel Roulant	8	01/04/2008
L	Matériel de Bureau et Informatique	10	01/04/2008
L	Micro Ordiateurs	5	01/04/2008
L	Mobiliers - Sièges	7	01/04/2008
L	Mobilier - Bureau Armoire	10	01/04/2008
L	Mobilier - Pupitre	20	01/04/2008
L	Logiciels	1	01/04/2008
L	Auxiliaire Canin	6	01/04/2008

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	1 332 678,00		1 332 678,00	250 000,00	180 209,00	1 402 469,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	1 332 678,00		1 332 678,00	250 000,00	180 209,00	1 402 469,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**539 940,00**	**I**	**539 939,58**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**539 940,00**		**539 939,58**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*539 940,00*		*539 939,58*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**539 939,58**	**1 648 160,09**	**0,00**	**2 188 099,67**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**5 082 776,00**	**III**	**3 718 325,91**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**5 082 776,00**		**3 718 325,91**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
15722	*Provisions pour gros entretien*	*1 572 250,00*		*250 000,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28033	*Frais d'insertion*	*4 366,00*		*4 365,79*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*197 265,00*		*132 941,27*
28131	*Bâtiments*	*60 003,00*		*58 812,09*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*138 006,00*		*144 867,06*
28154	*Matériel industriel*	*454 756,00*		*431 344,81*
28182	*Matériel de transport*	*31 589,00*		*29 942,72*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*31 524,00*		*32 883,32*
28184	*Mobilier*	*389,00*		*388,98*
28185	*Cheptel*	*0,00*		*208,33*
28231	*Bâtiments (affectation)*	*2 421 402,00*		*2 421 401,62*
28235	*Installations générales (affectation)*	*150 078,00*		*190 021,54*
28254	*Instal. Matériel industriel (affect)*	*21 148,00*		*21 148,38*
29...	*Dépréciation des immobilisations*			
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**3 718 325,91**	**0,00**	**11 234 191,38**	**0,00**	**14 952 517,29**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**2 188 099,67**
Ressources propres disponibles	IV	**14 952 517,29**
Solde	V = IV – II (3)	**12 764 417,62**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 1 — **Intitulé de l'opération : BEAUJON Recettes Parc BEAUJON** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**0,00**	**2 121 000,00**	**2 483 442,79**	**0,00**	**-362 442,79**	**2 483 442,79**
4581 BEAUJON (2)	0,00	2 121 000,00	2 483 442,79	0,00	-362 442,79	2 483 442,79
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**2 121 000,00**	**2 483 442,79**	**0,00**	**-362 442,79**	**2 483 442,79**
RECETTES (b)	**0,00**	**2 121 000,00**	**3 292 922,83**	**0,00**	**-1 171 922,83**	**3 292 922,83**
4582 Financement par le tiers (4)	0,00	2 121 000,00	3 292 922,83	0,00	-1 171 922,83	3 292 922,83
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**2 121 000,00**	**3 292 922,83**	**0,00**	**-1 171 922,83**	**3 292 922,83**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
ACHATS :				
01/01/2016	Logiciels Windows 10- Exchange	14 989,40	14 989,40	1
03/02/2016	Adaptation logiciels pour mise en conformité avec CNIL	27 099,28	24 655,90	1
17/06/2016	Virtualisation- Audit du syst. informatique	2 000,00	1 081,97	1
02/09/2016	logiciel ACROBAT PRO DC	1 054,84	348,73	1
27/06/2016	Mise en œuvre d'une infrast. virtuelle et de stockage des données- 2016/SE/021	169 664,01	87 149,82	1
31/07/2016	Mise en place interphone de guichet- St-Jean	1 748,42	61,31	12
09/06/2016	Maitrise d'ouvrage trappe d'evacuation St Jean	30 000,00	1 125,68	15
30/04/2016	2 bornes recharge mono 16/25A	2 117,70	56,94	25
03/03/2016	travelators CCM	4 434,00	306,91	12
10/10/2016	Mission SPS- relamping	749,10	6,79	25
12/10/2016	Remplacement AUTOCOM CCM	2 395,00	44,17	12
20/10/2016	Relamping PEY-B.	2 454,50	19,58	25
20/10/2016	Relamping FDM; Bouscat; 8 Mai 45	2 189,65	17,47	25
20/10/2016	Relamping PEY-B.	11 749,60	93,74	25
20/10/2016	Relamping FDM; Bouscat; 8 Mai 45	44 657,57	356,28	25
25/10/2016	M.O pour construction d'un ascenceur- REPUBLIQUE	5 880,00	72,83	15
21/10/2016	M.O pour construction d'un ascenceur- FDM	1 148,00	15,06	15
09/11/2016	Mise en conformité & rénovation ascenseur CITE MONDIALE	4 920,00	47,50	15
28/10/2016	Contrôle technique pour des travaux d'électricité liés à l'éclairage des parcs	2 478,50	29,34	15
08/11/2016	Réf. éclairage des parcs pour l'optimisation des conso elect- REP/MERIGNAC	15 228,50	89,87	25
09/11/2016	Réf.éclairage parcs pr optim des conso elect.-Pessac, CMV, Bonnac, Lhôte	10 319,68	59,78	25
16/09/2016	Mise en conformité et rénovation d'ascenseurs	6 600,00	160,79	12
13/09/2016	Mission SPS ds le cadre de la ref. de l'eclairage- FDM, 8 MAI 45, Bouscat	625,00	7,51	25
31/03/2016	Climatiseur local TGBT- Pey-B.	2 029,60	102,04	15
29/03/2016	Isolement Acoustique du Système de Ventilation du parking Gambetta	1 900,00	120,26	12
29/03/2016	Isolement Acoustique du Système de Ventilation du parking Gambetta	998,31	63,19	12
11/02/2016	Renouvellement de dispositifs de détection de monoxyde de carbone et de monoxyde	39 110,73	2 894,13	12
11/02/2016	Renouvellement de dispositifs de détection de monoxyde de carbone et de monoxyde	4 923,00	364,29	12
01/01/2016	Isolement Acoustique du Système de Ventilation du parking Gambetta	4 700,00	391,67	12
01/01/2016	Travaux de plomberie - Fourniture et pose d'une conduite PVC - Parc FDM	3 233,00	269,42	12
01/01/2016	Isolement Acoustique du Système de Ventilation du parking Gambetta	19,91	1,66	12
01/01/2016	Isolement Acoustique du Système de Ventilation du parking Gambetta	24 813,50	2 067,79	12
01/01/2016	Isolement Acoustique du Système de Ventilation du parking Gambetta	12 329,42	1 027,45	12
01/01/2016	Isolement Acoustique du Système de Ventilation du parking Gambetta	5 186,50	432,21	12
01/01/2016	Isolement Acoustique du Système de Ventilation du parking Gambetta	643,77	53,65	12
29/11/2016	CSSI- Cité Mondiale	1 562,40	11,74	12
16/11/2016	remplacement onduleur specifique eclairage	9 335,00	97,77	12
07/11/2016	Mission CSPS- refection de l'eclairage	749,00	4,50	25
17/11/2016	controle technique pour travaux electriques liés à l'eclairage	1 916,50	9,43	25
14/12/2016	Réfection éclairage des parcs pour l'optimisation des conso électriques	12 814,32	25,21	25
05/12/2016	Mission CSPS- refection de l'eclairage	749,00	2,21	25
19/12/2016	Mise en conformité et rénovation d'ascenseurs	7 400,00	21,90	12
21/12/2016	Fourniture + pose aménagement CCM	2 998,70	7,51	12
16/12/2016	Mission CSPS- refection de l'eclairage	4 555,00	7,97	25
19/12/2016	Mise en conformité et rénovation d'ascenseurs	5 710,00	13,52	15
20/12/2016	Travaux de retrait d'un enduit amianté	24 397,50	53,33	15
16/12/2016	Réfection éclairage des parcs pour l'optimisation des conso électriques	29 836,23	52,17	25
01/01/2016	Plastron général avec afficheur Descas	1 406,68	140,67	10
01/01/2016	Batteries Saint-Jean	746,62	74,66	15
01/01/2016	Onduleur spécifique éclairage de sécurité St-Jean	8 630,00	575,33	15
01/01/2016	Démarreurs Locaux VS002/VS101/VS104- Front du Médoc	4 125,69	275,05	15
25/01/2016	Mise à niveau fichiers nouveau billet 20 €	9 000,00	700,82	12
25/01/2016	Paramétrage nouvelle tarification	8 040,00	751,28	10
29/07/2016	travelators CCM- remplacement- Wereldhave	13 302,00	377,98	15
30/06/2016	Turbine POWERCOAT	3 150,00	159,22	10
27/07/2016	Pompe hydraulique- VIVIER	4 592,96	198,28	10
13/07/2016	remplacement d'une lisse- DESCAS	2 485,35	97,33	12
23/06/2016	Mise en place Débimètre- Mérignac	3 693,80	193,77	10
28/06/2016	Mise en place Débimètre- St Jean	3 693,80	188,73	10
10/06/2016	travelators CCM- remplacement- Wereldhave	4 434,00	248,35	10

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
ACHATS :				
30/05/2016	Onduleur Mérignac	7 650,00	300,98	15
31/05/2016	Perceuse colonne 400V	6 136,22	360,46	10
29/04/2016	Moteur de roue hydraulique	7 109,10	479,77	10
23/05/2016	2 panneaux LED- FDM	2 673,62	162,90	10
30/04/2016	5 coffres "supercaisse"- 5 parcs	11 439,10	768,86	10
29/04/2016	Onduleur RIELLO SPT10000- FDM	2 720,00	183,56	10
13/01/2016	Rupteur de ticket avec 2 stockages pour lecteur de caisse auto- Gambetta	1 340,72	108,07	12
05/02/2016	M.O pour construction d'un ascenceur- REPUBLIQUE	1 852,20	111,67	15
15/03/2016	Coffre à billet + moule tirelire	1 235,80	98,59	10
31/08/2016	Climatiseur- SIEGE	6 285,44	140,82	15
31/08/2016	Climatiseur- Local serveur GAMBETTA	2 637,03	59,08	15
29/09/2016	Remplacement barrieres-	24 487,36	524,09	12
22/09/2016	2 Climatiseurs DAIKIN- SIEGE	5 544,60	102,00	15
25/02/2016	MOE remplacement groupe electrogène- FDM	3 780,00	214,13	15
08/02/2016	Remplacement d'un groupe électrogène	47 603,00	2 844,04	15
25/05/2016	Remplacement d'un groupe électrogène	9 725,66	391,51	15
30/11/2016	remise en etat borne entree	3 600,75	26,23	12
30/11/2016	Centrale Interphonie Bergonié	4 607,00	33,57	12
22/01/2016	TWINGO immat. CL-534-MB	6 653,00	783,91	8
22/01/2016	TWINGO immat. CG-116-HF	6 653,00	783,91	8
16/06/2016	TWINGO immat. CR-699-FD	7 003,00	475,96	8
06/01/2016	Portable DELL M4800	3 662,76	722,54	5
20/01/2016	Portables DELL M4800	4 103,66	778,12	5
01/01/2016	Fauteuils de bureau	910,76	91,08	10
01/01/2016	Photocopieuses Siège	34 582,00	3 458,20	10
19/08/2016	CARTE MICRO S200- P. 2 BX	2 627,40	96,91	10
28/06/2016	2 armoires metalliques	532,58	27,21	10
27/06/2016	2 fauteuils de bureaux	473,86	34,77	7
08/02/2016	Fauteuil de bureau	256,23	32,80	7
09/02/2016	Siege + accoudoirs NARVIK + fauteuil LIMA	874,00	111,56	7
06/04/2016	Imprimante HP DesignJet T930	4 453,47	328,54	10
14/09/2016	DELL Precision Tower + materiels	8 119,66	483,63	5
03/11/2016	Materiel inform. Securité + interconnexion	15 170,00	244,54	10
14/12/2016	Caisson bureau	301,14	1,48	10
01/01/2016	Chien "JIM"	1 250,00	208,33	6
	TOTAL GENERAL	881 769,16	158 447,68	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A10

SECTION D'EXPLOITATION

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	*Travaux en régie*		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	*Immobilisations incorporelles*	*0,00*
21	*Immobilisations corporelles*	*0,00*
23	*Immobilisations en cours*	*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A10

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles d'exploitation	0,00
Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation	0,00 %

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2016	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2016

Annexe n° 6

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Direction générale		1,00	0,00	**1,00**	1,00	0,00	**1,00**
Cadres		16,00	0,00	**16,00**	16,00	0,00	**16,00**
Agent de maîtrise		35,00	3,00	**38,00**	37,60	0,00	**37,60**
Employés		54,00	0,00	**54,00**	54,00	0,00	**54,00**
Ouvriers et techniciens		17,00	0,00	**17,00**	17,00	0,00	**17,00**
TOTAL GENERAL		**123,00**	**3,00**	**126,00**	**125,60**	**0,00**	**125,60**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES (uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)	C4

C4 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	19 103 372,14	15 942 080,07	72 417,04	16 014 497,11
RECETTES	22 785 954,71	21 685 690,91	0,00	21 685 690,91
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	17 649 228,72	11 656 340,63	1 648 160,09	13 304 500,72
RECETTES	20 018 028,06	19 612 923,74	0,00	19 612 923,74

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	19 103 372,14	15 942 080,07	72 417,04	16 014 497,11
RECETTES	22 785 954,71	21 685 690,91	0,00	21 685 690,91
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	17 649 228,72	11 656 340,63	1 648 160,09	13 304 500,72
RECETTES	20 018 028,06	19 612 923,74	0,00	19 612 923,74
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	36 752 600,86	27 598 420,70	1 720 577,13	29 318 997,83
TOTAL AGREGE DES RECETTES	42 803 982,77	41 298 614,65	0,00	41 298 614,65

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Annexe n° 6

REPUBLIQUE FRANÇAISE

- PARCUB FOURRIERE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 45333506900192

POSTE COMPTABLE : RECETTE DES FINANCES BX METROPOL

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : FOURRIERE (3)

ANNEE 2016

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 19
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 25
A4 - Etat des provisions 26
A5 - Etalement des provisions 27
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 28
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 29
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées 31
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 32
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 33
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 34
C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 36
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 37
C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 39
D2 - Arrêté et signatures 40

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Annexe n° 6

Code INSEE	PARCUB FOURRIERE FOURRIERE	CA 2016

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
		0	

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Annexe n° 6

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Annexe n° 6

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	2 712 749,62	G	3 030 214,62
	Section d'investissement	B	3 127,20	H	80 832,00
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	217 122,96 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	109 785,80 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	2 715 876,82	= G+H+I+J	3 437 955,38
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	2 527,52	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	2 527,52	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	2 715 277,14	= G+I+K	3 247 337,58
	Section d'investissement	= B+D+F	3 127,20	= H+J+L	190 617,80
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	2 718 404,34	= G+H+I+J+K+L	3 437 955,38

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 2 527,52	K 0,00
011	Charges à caractère général	2 527,52	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00

Annexe n° 6

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	**A2**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	2 089 983,00	2 003 888,44	0,00	2 527,52	83 567,04
012	Charges de personnel, frais assimilés	270 130,00	229 381,22	0,00	0,00	40 748,78
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	316 350,00	316 332,74	0,00	0,00	17,26
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 676 463,00**	**2 549 602,40**	**0,00**	**2 527,52**	**124 333,08**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	25 000,00	19 044,15	0,00	0,00	5 955,85
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	170 000,00	63 271,07			106 728,93
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**2 871 463,00**	**2 631 917,62**	**0,00**	**2 527,52**	**237 017,86**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*80 832,00*	*80 832,00*			*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***80 832,00***	***80 832,00***			***0,00***
TOTAL		**2 952 295,00**	**2 712 749,62**	**0,00**	**2 527,52**	**237 017,86**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 703 395,00	2 781 364,82	0,00	0,00	-77 969,82
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**2 703 395,00**	**2 781 364,82**	**0,00**	**0,00**	**-77 969,82**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	248 900,00	248 849,80			50,20
Total des recettes réelles de fonctionnement		**2 952 295,00**	**3 030 214,62**	**0,00**	**0,00**	**-77 919,62**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**2 952 295,00**	**3 030 214,62**	**0,00**	**0,00**	**-77 919,62**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **217 122,96**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

Annexe n° 6

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	80 832,00	3 127,20	0,00	77 704,80
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**80 832,00**	**3 127,20**	**0,00**	**77 704,80**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**80 832,00**	**3 127,20**	**0,00**	**77 704,80**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**80 832,00**	**3 127,20**	**0,00**	**77 704,80**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*80 832,00*	*80 832,00*		*0,00*

Annexe n° 6

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***80 832,00***	***80 832,00***		***0,00***
TOTAL		**80 832,00**	**80 832,00**	**0,00**	**0,00**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		(2) **109 785,80**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Annexe n° 6

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 003 888,44		2 003 888,44
012	Charges de personnel, frais assimilés	229 381,22		229 381,22
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	316 332,74		316 332,74
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	19 044,15	*0,00*	19 044,15
68	Dot. aux amortissements et provisions	63 271,07	*80 832,00*	144 103,07
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**2 631 917,62**	***80 832,00***	**2 712 749,62**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Différences sur réalisation d'immo. (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	3 127,20	*0,00*	3 127,20
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**3 127,20**	***0,00***	**3 127,20**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
BALANCE GENERALE DU BUDGET	**B2**

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	2 781 364,82		2 781 364,82
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	248 849,80	*0,00*	248 849,80
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**3 030 214,62**	***0,00***	**3 030 214,62**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**217 122,96**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Différences sur réalisation d'immo.*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*80 832,00*	*80 832,00*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	**80 832,00**	**80 832,00**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**109 785,80**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Annexe n° 6

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**2 089 983,00**	**2 003 888,44**	**0,00**	**2 527,52**	**83 567,04**
60611	Eau et assainissement	668,00	12,26	0,00	0,00	655,74
60612	Energie - Electricité	1 100,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
60631	Fournitures d'entretien	1 100,00	362,25	0,00	0,00	737,75
60636	Vêtements de travail	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6064	Fournitures administratives	3 700,00	1 216,13	0,00	2 527,52	-43,65
611	Contrats de prestations de services	1 477 765,00	1 428 146,27	0,00	0,00	49 618,73
6135	Locations mobilières	1 500,00	847,80	0,00	0,00	652,20
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 900,00	1 544,61	0,00	0,00	355,39
6156	Maintenance	4 650,00	2 923,32	0,00	0,00	1 726,68
6226	Honoraires	75 470,00	70 417,60	0,00	0,00	5 052,40
6236	Catalogues et imprimés	2 500,00	2 386,43	0,00	0,00	113,57
6251	Voyages et déplacements	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6257	Réceptions	800,00	597,00	0,00	0,00	203,00
6261	Frais d'affranchissement	400,00	2 553,86	0,00	0,00	-2 153,86
6262	Frais de télécommunications	8 000,00	6 208,25	0,00	0,00	1 791,75
627	Services bancaires et assimilés	4 000,00	3 699,39	0,00	0,00	300,61
6281	Concours divers (cotisations)	2 000,00	1 624,26	0,00	0,00	375,74
62878	Remb. frais à d'autres organismes	494 630,00	477 689,01	0,00	0,00	16 940,99
63512	Taxes foncières	9 000,00	3 660,00	0,00	0,00	5 340,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**270 130,00**	**229 381,22**	**0,00**	**0,00**	**40 748,78**
6218	Autre personnel extérieur	95 000,00	65 705,78	0,00	0,00	29 294,22
64111	Rémunération principale titulaires	103 000,00	95 074,14	0,00	0,00	7 925,86
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 000,00	813,66	0,00	0,00	186,34
64118	Autres indemnités titulaires	17 520,00	20 990,31	0,00	0,00	-3 470,31
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	48 000,00	42 743,20	0,00	0,00	5 256,80
6453	Cotisations aux caisses de retraites	5 610,00	4 054,13	0,00	0,00	1 555,87
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**316 350,00**	**316 332,74**	**0,00**	**0,00**	**17,26**
6541	Créances admises en non-valeur	315 060,00	315 050,74	0,00	0,00	9,26
6542	Créances éteintes	1 290,00	1 282,00	0,00	0,00	8,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**2 676 463,00**	**2 549 602,40**	**0,00**	**2 527,52**	**124 333,08**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**25 000,00**	**19 044,15**	**0,00**	**0,00**	**5 955,85**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	10 000,00	5 897,84	0,00	0,00	4 102,16
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	15 000,00	13 146,31	0,00	0,00	1 853,69
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**170 000,00**	**63 271,07**	**0,00**	**0,00**	**106 728,93**
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	170 000,00	63 271,07	0,00	0,00	106 728,93
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**2 871 463,00**	**2 631 917,62**	**0,00**	**2 527,52**	**237 017,86**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***80 832,00***	***80 832,00***			***0,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*80 832,00*	*80 832,00*			*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***80 832,00***	***80 832,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***80 832,00***	***80 832,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 952 295,00**	**2 712 749,62**	**0,00**	**2 527,52**	**237 017,86**

Annexe n° 6

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Annexe n° 6

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***2 703 395,00***	***2 781 364,82***	***0,00***	***0,00***	***-77 969,82***
70688	Autres prestations de services	*2 703 395,00*	*2 781 364,82*	*0,00*	*0,00*	*-77 969,82*
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**2 703 395,00**	**2 781 364,82**	**0,00**	**0,00**	**-77 969,82**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**248 900,00**	**248 849,80**	**0,00**	**0,00**	**50,20**
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	248 900,00	248 849,80	0,00	0,00	50,20
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**2 952 295,00**	**3 030 214,62**	**0,00**	**0,00**	**-77 919,62**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 952 295,00**	**3 030 214,62**	**0,00**	**0,00**	**-77 919,62**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**217 122,96**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Annexe n° 6

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**80 832,00**	**3 127,20**	**0,00**	**77 704,80**
2183	Matériel de bureau et informatique	80 832,00	3 127,20	0,00	77 704,80
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'équipement		**80 832,00**	**3 127,20**	**0,00**	**77 704,80**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES REELLES		**80 832,00**	**3 127,20**	**0,00**	**77 704,80**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Charges transférées (6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**80 832,00**	**3 127,20**	**0,00**	**77 704,80**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

Annexe n° 6

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***80 832,00***	***80 832,00***		***0,00***
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*	*2 388,00*		*-2 388,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*6 688,00*	*4 172,19*		*2 515,81*
281318	*Autres bâtiments publics*	*9 799,00*	*9 837,40*		*-38,40*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*29 532,00*	*6 938,55*		*22 593,45*
28138	*Autres constructions*	*27 014,00*	*0,00*		*27 014,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*0,00*	*49 569,71*		*-49 569,71*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*7 799,00*	*7 409,23*		*389,77*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*516,92*		*-516,92*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***80 832,00***	***80 832,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***80 832,00***	***80 832,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**80 832,00**	**80 832,00**	**0,00**	**0,00**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**109 785,80**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

Annexe n° 6

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Annexe n° 6

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

Annexe n° 6

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 0,00 €			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	LOGICIEL	1	30/11/2010
L	AUTRES INSTALLATIONS,MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQ	15	30/11/2010
L	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	5	30/11/2010
L	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	12	30/11/2010
L	Autres Agencements et Aménagements de terrains	50	30/11/2010

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	63 271,07		411 018,15	474 289,22	248 849,80	225 439,42
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	**IV**
ELEMENTS DU BILAN **EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**	**A6.2**

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**80 832,00**	**III** **80 832,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10224	Versements pour dépassement PLD	0,00	0,00
10225	Participation pour dépassement de COS	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**80 832,00**	**80 832,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*	*2 388,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*6 688,00*	*4 172,19*
281318	*Autres bâtiments publics*	*9 799,00*	*9 837,40*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*29 532,00*	*6 938,55*
28138	*Autres constructions*	*27 014,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*0,00*	*49 569,71*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*7 799,00*	*7 409,23*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*516,92*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**80 832,00**	**0,00**	**109 785,80**	**0,00**	**190 617,80**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**0,00**
Ressources propres disponibles	IV	**190 617,80**
Solde	V = IV – II (3)	**190 617,80**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**	**A8**

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES**	**A10.1**

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
21/06/2016	Scanner	3 127,20	0,00	5
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**3 127,20**	**0,00**	

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
Attaché Territorial		1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint Technique Territorial		2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Détaché		1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS **LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**	**C2**

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	80 832,00	3 127,20	0,00	77 704,80
RECETTES	190 617,80	190 617,80	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 952 295,00	2 712 749,62	2 527,52	237 017,86
RECETTES	3 169 417,96	3 247 337,58	0,00	-77 919,62

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées …qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	80 832,00	3 127,20	0,00	77 704,80
RECETTES	190 617,80	190 617,80	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 952 295,00	2 712 749,62	2 527,52	237 017,86
RECETTES	3 169 417,96	3 247 337,58	0,00	-77 919,62
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	3 033 127,00	2 715 876,82	2 527,52	314 722,66
TOTAL GENERAL DES RECETTES	3 360 035,76	3 437 955,38	0,00	-77 919,62

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	**C3.5**

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	80 832,00	3 127,20	0,00	77 704,80
RECETTES	190 617,80	190 617,80	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 952 295,00	2 712 749,62	2 527,52	237 017,86
RECETTES	3 169 417,96	3 247 337,58	0,00	-77 919,62
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	3 033 127,00	2 715 876,82	2 527,52	314 722,66
TOTAL GENERAL DES RECETTES	3 360 035,76	3 437 955,38	0,00	-77 919,62

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
TFPB	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

Annexe n° 6

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

ANNEXE 7 COMPARATIF COMPTES ADMINISTRATIFS 2015/2016

	SECTION D'INVESTISSEMENT- DEPENSES	2015	2016	Ecart en valeur	Ecart en %
20	***IMMOBILISATIONS INCORPORELLES***	***46 080***	***204 033***	***157 953***	***342,78%***
2033	Frais d'insertion				
2131	Bâtiments				
2135	Installations générales, agencements	282 040	300 680		6,6%
2154	Matériel industriel	158 844	202 819		27,7%
2182	Matériel de transport	13 839	22 829		65,0%
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	23 573	78 202		231,7%
2184	Mobilier			0	
2185	Cheptel	1 250			
22	***IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION***	***0***	***0***	***0***	
2238	Autre construction recue en affect. Beaujon			0	
23	***IMMOBILISATIONS EN COURS***	***4 495 461***	***6 974 233***	***2 478 772***	55,1%
2313	Construction	4 293 241	6 623 976		54,3%
2315	Installations	6 658	159 283		2292,4%
238	Avances et acomptes versés	195 562	190 974		-2,3%
45812	***Dépenses Parc Denis***	***11 400***	***0***	***-11 400***	
	TOTAL DEPENSES REELLES	**5 299 459**	**10 936 189**	**5 636 730**	***106,4%***
040	***OP. ORDRE TRANSFERT***	*712 014*	*720 149*	*8 135*	*1,1%*
1391500	Subvention travaux St Jean	383 839	383 839		0,0%
15722	Provision grosses réparations	172 074	180 209		4,7%
042	***OP. ORDRE TRANSFERT***	**0**	**0**	**0**	
				0	
22	***IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION***	***0***	***0***	***0***	***0***
2293	Droit de l'affectant			**0**	
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	**712 014**	**720 149**	**8 135**	**1,1%**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**6 011 473**	**11 656 338**	**5 644 866**	**93,9%**

ANNEXE 7 COMPARATIF COMPTES ADMINISTRATIFS 2015/2016

	SECTION D'INVESTISSEMENT- RECETTES	2015	2016	Ecart en valeur	Ecart en %
13	***Subvention d'investissement***	***0***	***350 000***		
23	***IMMOBILISATIONS EN COURS***	***83 951***	***1 017 484***	***237 169***	1112,0%
2313	Constructions	71 957	768 321		
238	Avances et acomptes versés	11 994	249 163	237 169	1977,4%
	TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT	**83 951**	**1 367 484**	**237 169**	1528,9%
45821	Recettes Parc Beaujon	300 000	3 292 923	2 992 923	997,6%
	TOTAL RECETTES REELLES	**383 951**	**4 660 406**	**4 276 455**	***1113,8%***
040	***OP. ORDRE TRANSFERT***	***4 191 865***	***3 718 326***	***-389 539***	***-11,3%***
1316	*Subvention d'investissement autres étab. Public*			***0***	
15722	Provisions pour grosses réparations	700 000	250 000	-450 000	-64,3%
28033	Amortissement frais d'insertion	19 111	4 366	-14 745	-77,2%
2805	Amortissement des logiciels	45 916	132 941	87 025	189,5%
28131	Amortissement des bâtiments	59 566	58 812	-754	-1,3%
28135	Amortissement agencements, installations	138 278	144 867	6 589	4,8%
28182	Amortissement Matériel de transport	29 102	29 943	840	2,9%
28183	Amortissement Matériel de bureau et informatique	33 981	32 883	-1 098	-3,2%
28184	Amortissement mobilier de bureau	389	389	0	***0,0%***
28284	Amortisement Mobilier reçu en affectation			0	
28238	Amortissement Construc. Recue en effect. BEAUJON			0	
15182	Autres provisions	84 000		-84 000	
2231	Batiments recus en affectation			0	
2254	Matériel recu en affectation			0	
	Total des prélèvements provenant de la section d'exploitation			**0**	
22	***IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION***	***0***		**0**	
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	**4 191 865**	**3 718 326**	**-473 539**	

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	**4 575 816**	**8 378 732**	3 802 917	***83,1%***

ANNEXE 7 COMPARATIF COMPTES ADMINISTRATIFS 2015/2016

	SECTION D'EXPLOITATION- DEPENSES	2015	2016	Ecart en valeur	Ecart en %
011	***CH. A CARACTERE GENERAL***	***4 507 700***	***4 364 523***	***-143 177***	***-3,2%***
6032	Stocks	185 837	144 103	-41 734	-22,5%
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie, etc)	753 232	683 715	-69 517	-9,2%
6063	Fournitures entretien et petit équipement	214 949	202 820	-12 129	-5,6%
6064	Fournitures administratives	20 827	16 326	-4 501	-21,6%
6066	Carburants	17 569	17 493	-76	-0,4%
6068	Autres matières et fournitures	2 227	1 614	-613	-27,5%
611	Sous traitance générale	161 813	183 508	21 695	13,4%
6135	Locations mobilières	47 165	48 129	964	2,0%
614	Charges locatives	257 633	238 624	-19 009	-7,4%
61521	Entretien et réparations biens publics	170 197	165 947	-4 250	-2,5%
61528	Entretien et réparations autres biens immobiliers		95		
61551	Entretien Matériel roulant	12 088	13 847	1 759	14,6%
6156	Maintenance	624 877	728 079	103 202	16,5%
6168	Assurances diverses	103 194	229 127	125 934	122,0%
618	Divers	9 867	10 707	840	8,5%
6226	Honoraires	104 871	108 940	4 070	3,9%
6231	Annonces et insertions	15 229	41 718	26 489	173,9%
6236	Catalogues et imprimés	1 683	2 350	667	39,6%
6251	Voyages et déplacements	15 029	19 461	4 432	29,5%
6257	Réceptions	5 250	8 192	2 942	56,0%
6261	Frais d'affranchissement	44 430	46 896	2 466	5,6%
6262	Frais de Télécommunicatuion	75 252	101 881	26 629	35,4%
627	Services bancaires et assimilés	75 502	68 279	-7 223	-9,6%
6281	Concours divers	1 350	1 300	-50	-3,7%
62833	Assinissement et nettoyage canalisations	21 449	60 060	38 611	180,0%
63512	Taxe foncières	837 766	830 676	-7 090	-0,8%
637	Autres Impôts	728 416	390 637	-337 779	-46,4%
012	***CH. DE PERSONNEL***	***7 358 231***	***7 440 691***	***82 460***	**1,1%**
6211	Personnel intérimaire	488 889	631 295	142 405	29,1%
63121	Taxe d'apprentissage	47 430	46 122	-1 308	-2,8%
6313	Participation employeur formation continue	68 071	106 399	38 328	56,3%
6411	Salaires, appointements	4 414 338	4 401 584	-12 754	-0,3%
6412	Congés payés	0	2 177	2 177	
6413	Primes de paniers	49 604	58 062	8 457	17,0%
6451	Cotisation à l'URSSAF	1 346 302	1 310 304	-35 998	-2,7%
6452	Cotisations aux Mutuelles	247 299	255 658	8 359	3,4%
6453	Cotisations aux caisses de retraites	308 239	299 473	-8 766	-2,8%
6454	Cotisations aux ASSEDIC	154 536	150 143	-4 393	-2,8%
6472	Versement au Comité d'Entreprise	40 527	39 685	-842	-2,1%
6475	Médecine du Travail	9 716	10 557	842	8,7%
6478	Autres charges sociales diverses	60 708	11 389	-49 319	-81,2%
648	Tickets restaurant	122 573	117 844	-4 729	-3,9%
65	***AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE***	***0***	***45 003***	***45 003***	
6541	Pertes sur créances irrécouvrables	0	45 003	45 003	
	TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DE SERVICE	**11 865 931**	**11 850 217**	**-15 714**	***-0,1%***
66	***CHARGES FINANCIERES***	***0***	***0***	***0***	
6615	Intérêts compte courant	0	0	0	
67	***CHARGES EXCEPTIONNELLES***	***68 057***	***373 537***	***305 480***	***448,9%***
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	*68 057*	340 262	272 205	400,0%
673	Titres annulés exercice antérieur	*0*	33 275	33 275	
022	***DEPENSES IMPREVUES***		***0***	***0***	

ANNEXE 7 COMPARATIF COMPTES ADMINISTRATIFS 2015/2016

	SECTION D'EXPLOITATION- DEPENSES	2015	2016	Ecart en valeur	Ecart en %
	Dépenses imprévues		0	0	
042	***OP. ORDRE TRANSFERT***	***4 191 865***	***3 718 326***	***-473 539***	***-11,3%***
603	Variation des stocks		0	0	
6811	Dotation aux amortissements	3 407 865	3 468 326	60 461	1,8%
6815	Dotation aux provisions grosses réparations	784 000	250 000	-534 000	-68,1%
69	**IMPOTS BENEFICE**	**0**	**0**	**0**	
6950	Impots sur le bénéfice	0	0	0	
	TOTAL DES DEPENSES	**16 125 853**	**15 942 080**	**-183 773**	***-1,1%***

ANNEXE 7 COMPARATIF COMPTES ADMINISTRATIFS 2015/2016

	SECTION D'EXPLOITATION- RECETTES	2 015	2 016	Ecart en valeur	Ecart en %
013	***ATTENUATION CHARGES***	**404 571**	**572 626**	***168 055***	***41,5%***
6032	Variation de stocks	144 103	144 964	861	0,6%
7087	Remboursement de frais	597 313	436 399	-160 913	-26,9%
75	***AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE***	**1 174 131**	**1 170 449**	***-3 682***	***-0,3%***
758	Produits divers de gestion courante	1 174 131	1 170 449		
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION DE SERVICE	**15 626 909**	**16 485 171**	***858 261***	***5,5%***
76	***PRODUITS FINANCIERS***	**5 306**	**14 007**	**8 702**	***164,0%***
764	Revenus valeurs mobilières de placement	**0**	8 007		
7688	Autres produits financiers	5 306	6 000	694	***13,1%***
77	***PRODUITS EXCEPTIONNELS***	**102 527**	**38 715**	**-63 812**	**-62,2%**
7718	Autres produits exceptionnels	100 638	31 089	-69 549	**-69,1%**
773	Mandats annulés	28	5 113	5 085	**18096,9%**
778	Autres Produits exceptionnels	1 861	2 513	652	**35,0%**
042	***OP. ORDRE TRANSFERT***	**712 014**	**720 149**	***8 135***	***1,1%***
6032	Variation de stocks				
777	Quote part des subventions d'investissement virée résultat exercice	539 940	539 940	0	***0,0%***
7815	Repirse prov. Charges d'exploitation	172 074	180 209		***4,7%***
	TOTAL RECETTES	**16 446 756**	**17 258 042**	***811 286***	***4,9%***

URBIS PARK

RÉCONCILIONS LA VILLE ET LA VOITURE







Parking Hôpital Nord 500 places, Marseille

Rapport Annuel de Délégation Société BP3000 Année 2016



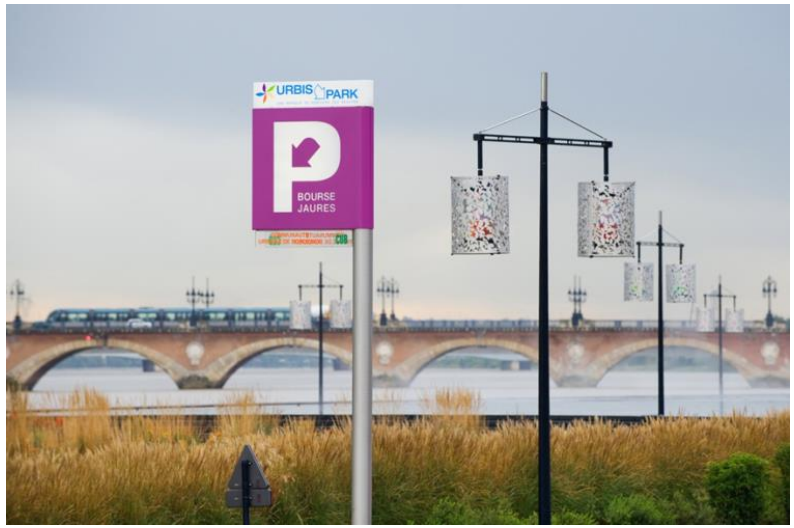
Sommaire

1. AVANT-PROPOS 3
2. CARACTERISTIQUES DES PARCS 4
3. INFORMATIONS SUR L'EXPLOITATION DES OUVRAGES 9
4. RELATIONS CLIENTS 21
5. INFORMATIONS FINANCIERES 30
6. CONCLUSION 47
7. ANNEXES 48



1. Avant-propos

Conformément à l'article L-1411-3 du code général des collectivités territoriales, nous vous remettons, en notre qualité de délégataire des parcs de stationnement Bourse, Jaurès, Tourny, Salinières et Meunier, ce présent compte rendu annuel d'activité 2016, relatif à la réalisation de notre mission de délégation de service public.



Il constitue, avec ses annexes, le rapport financier et l'analyse détaillée de l'exploitation de ces ouvrages, précisant notamment les aspects commerciaux, sécurité et qualité de service.

BP3000, filiale d'Urbis Park, a construit et exploite pour le compte de Bordeaux Métropole depuis Juin 1999, 3267 places de stationnement (autos, deux roues motorisés et vélos).

Fin 2016, BP3000 gérait ainsi ces 5 parcs de stationnement implantés dans la ville centre de Bordeaux Métropole, objets du contrat de DSP.

Conformément aux informations transmises à Bordeaux Métropole, la société BP3000 a été cédée le 20 décembre 2016 à Urbis Park Infrastructures (90% Mirova (groupe Caisse d'épargne), 10% Transdev Stationnement). Concomitamment, Urbis Park Services, société d'exploitation des parkings de BP3000, a été cédée à Transdev Stationnement comme indiqué dans le courrier transmis par Urbis Park le 17 novembre 2016.

2. Caractéristiques des parcs

2.1 Caractéristiques techniques :

Urbis Park propose à sa clientèle un total de 3 267 places réparties comme suit :

	Bourse/ Jaurès	**Tourny**	**Salinières**	**Meunier**
Véhicules	1 659	957	407	323
Vélos	60	15	62	28
Motos	44	11	16	22
Niveaux	6 & 7	2	5	4
Entrées	5 chenaux	2 chenaux	3 chenaux	2 chenaux
Sorties	2 & 4 chenaux	4 chenaux	5 chenaux	2 chenaux

Les ouvrages sont ouverts et accessibles 24h/24h.

Ils bénéficient tous d'au moins 1 ascenseur 1000 kg garantissant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et aux cyclistes.

2.2 Politique tarifaire en 2016

La politique tarifaire de BP3000 est conforme au contrat de Délégation de Service Public qu'elle a signé avec la CUB en 1999 et à ses avenants successifs n°1, 2 et 3.

Une nouvelle règlementation relative à la tarification est entrée en vigueur au 1er juillet 2015 et a substitué une tarification par pas de 15 minutes à la tarification par pas horaire existante pour les stationnements payés à la durée inférieure à douze heures.

C'est dans ce contexte que l''avenant n°3 a adopté les modalités de la mise en place des nouvelles grilles tarifaires au ¼ heure des parcs de la BP3000.

Les tarifs 2016 ont été adoptés par délibération n°2015/780 du Conseil de la Métropole du 18 décembre 2015. Ladite délibération officialise le passage à la tarification au quart d'heure au 1er janvier 2016, et a été actée par l'avenant n°3 signé par les parties à date du 28 décembre 2015.

BP3000 a proposé une grille de passage au quart d'heure dont les principes sont :

- une légère diminution de la tarification horaire diurne (-0.7%),
- un passage de 4 à 6 € du tarif maximum nuit,
- une atteinte du tarif maximal nuit progressivement après une heure de stationnement.

Les tarifs 2016

Bourse / Jean Jaurès :

Tarifs jour de 08 H 00 à 20 H 00

1/4 H	0,60 €	3 H 30	9,00 €	6 H 45	14,80 €
1/2 H	1,20 €	3 H 45	9,50 €	7 H 00	15,20 €
3/4 H	1,80 €	4 H 00	10,00 €	7 H 15	15,60 €
1 H 00	2,40 €	4 H 15	10,50 €	7 H 30	16,00 €
1 H 15	3,30 €	4 H 30	11,00 €	7 H 45	16,40 €
1 H 30	4,20 €	4 H 45	11,50 €	8 H 00	16,80 €
1 H 45	5,10 €	5 H 00	12,00 €	8 H 15	17,20 €
2 H 00	6,00 €	5 H 15	12,40 €	8 H 30	17,60 €
2 H 15	6,50 €	5 H 30	12,80 €	8 H 45	18,00 €
2 H 30	7,00 €	5 H 45	13,20 €	9 H 00	18,40 €
2 H 45	7,50 €	6 H 00	13,60 €	10 H 00	20,00 €
3 H 00	8,00 €	6 H 15	14,00 €	11 H 00	21,10 €
3 H 15	8,50 €	6 H 30	14,40 €	12 H 00	21,10 €

Tarifs nuit 20 H 00 à 08 H 00

1/4 H	1,50 €
1/2 H	3,00 €
3/4 H	4,50 €
1 H 00	6,00 €
2 H 00	6,00 €

Tarifs abonnements

	Résident	Non Résident	MOTO
Mensuel	79,70 €	159,40 €	35,30 €
Trimestriel	236,00 €	472,00 €	104,50 €
Semestriel	470,00 €	940,00 €	208,20 €
Annuel	927,70 €	1 855,40 €	410,80 €

Le passage au 1/4h de la tarification se caractérise principalement par :

- Une 1ere heure inchangée à 2.4 €
- Une 2eme heure à 6 €
- Un passage à 6€ du forfait nuit

Les abonnements évoluent de 0.7 % en moyenne

La politique tarifaire de BP3000 reste très avantageuse pour les résidents avec une réduction de 50% minimum sur le tarif non résident

Tourny :

Tarifs jour de 08 H 00 à 20 H 00

1/4 H	0,60 €	3 H 30	9,00 €	6 H 45	14,80 €
1/2 H	1,20 €	3 H 45	9,50 €	7 H 00	15,20 €
3/4 H	1,80 €	4 H 00	10,00 €	7 H 15	15,60 €
1 H 00	2,40 €	4 H 15	10,50 €	7 H 30	16,00 €
1 H 15	3,30 €	4 H 30	11,00 €	7 H 45	16,40 €
1 H 30	4,20 €	4 H 45	11,50 €	8 H 00	16,80 €
1 H 45	5,10 €	5 H 00	12,00 €	8 H 15	17,20 €
2 H 00	6,00 €	5 H 15	12,40 €	8 H 30	17,60 €
2 H 15	6,50 €	5 H 30	12,80 €	8 H 45	18,00 €
2 H 30	7,00 €	5 H 45	13,20 €	9 H 00	18,40 €
2 H 45	7,50 €	6 H 00	13,60 €	10 H 00	20,00 €
3 H 00	8,00 €	6 H 15	14,00 €	11 H 00	21,10 €
3 H 15	8,50 €	6 H 30	14,40 €	12 H 00	21,10 €

Tarifs nuit 20 H 00 à 08 H 00

1/4 H	1,50 €
1/2 H	3,00 €
3/4 H	4,50 €
1 H 00	6,00 €
2 H 00	6,00 €

Tarifs abonnements

	Résident	Non Résident	MOTO
Mensuel	83,00 €	165,90 €	35,30 €
Trimestriel	245,70 €	491,20 €	104,50 €
Semestriel	489,50 €	978,40 €	208,20 €
Annuel	966,10 €	1 931,00 €	410,80 €

Le passage au 1/4h de la tarification se caractérise principalement par :

- Une 1ere heure abaissée à 2.4 €
- Une 2eme heure à 6 €
- Un passage à 6€ du forfait nuit

Les abonnements évoluent de 1 % en moyenne

La politique tarifaire de BP3000 reste très avantageuse pour les résidents avec une réduction de 50% minimum sur le tarif non résident

Salinières & Meunier :

Tarifs jour de 08 H 00 à 20 H 00

1/4 H	0,50 €	3 H 30	5,40 €	6 H 45	9,30 €
1/2 H	1,00 €	3 H 45	5,70 €	7 H 00	9,60 €
3/4 H	1,50 €	4 H 00	6,00 €	7 H 15	9,90 €
1 H 00	2,00 €	4 H 15	6,30 €	7 H 30	10,20 €
1 H 15	2,40 €	4 H 30	6,60 €	7 H 45	10,50 €
1 H 30	2,80 €	4 H 45	6,90 €	8 H 00	10,80 €
1 H 45	3,20 €	5 H 00	7,20 €	8 H 15	11,10 €
2 H 00	3,60 €	5 H 15	7,50 €	8 H 30	11,40 €
2 H 15	3,90 €	5 H 30	7,80 €	8 H 45	11,70 €
2 H 30	4,20 €	5 H 45	8,10 €	9 H 00	12,00 €
2 H 45	4,50 €	6 H 00	8,40 €	10 H 00	12,00 €
3 H 00	4,80 €	6 H 15	8,70 €	11 H 00	12,00 €
3 H 15	5,10 €	6 H 30	9,00 €	12 H 00	12,00 €

Tarifs nuit 20 H 00 à 08 H 00

1/4 H	1,50 €
1/2 H	3,00 €
3/4 H	4,50 €
1 H 00	6,00 €
2 H 00	6,00 €

Tarifs abonnements

	Résident	Non Résident	MOTO
Mensuel	53,00 €	101,00 €	35,30 €
Trimestriel	156,90 €	299,00 €	104,50 €
Semestriel	312,60 €	595,70 €	208,20 €
Annuel	616,90 €	1 175,60 €	410,80 €

Le passage au 1/4h de la tarification se caractérise principalement par :

- Une 1ere heure inchangée à 2 €
- Une 2eme heure inchangée 3.6 €
- Un passage à 6 € du forfait nuit

Les abonnements évoluent de 0.7 % en moyenne

La politique tarifaire de BP3000 reste très avantageuse pour les résidents avec une réduction de 50% minimum sur le tarif non résident

3. Informations sur l'exploitation des ouvrages

3.1 Evolution de la fréquentation

Afin d'analyser les évolutions de comportement des usagers, nous présentons l'évolution des données de fréquentations des ouvrages sur plusieurs années.

Nous rappelons ainsi l'historique depuis 2012, suivi de l'analyse par site des fréquentations horaires et abonnés.

Sont ainsi précisés :

- L'évolution de la répartition des abonnés résidents / non-résidents,
- L'évolution de la proportion abonnés / nombre de places,
- Les temps moyens de stationnement horaires et abonnés et taux d'occupation.

La fréquentation horaire :

Après la crise économique de 2008, les années 2009 à 2015 ont vu progressivement remonter la fréquentation à 1 264 000 clients horaires annuels.

L'année 2016 affiche une fréquentation équivalente à celle de 2015, malgré l'incendie de Salinières de janvier 2016 et sa perte d'environ 12000 visiteurs horaires.

Le détail par parc est présenté en annexe1.

Caractéristiques majeures :

- **La grille tarifaire de passage au ¼ h proposée par Urbis Park Services n'a pas eu d'impact négatif sur la fréquentation de ses ouvrages**.

- La fréquentation des parcs de centre-ville (Tourny et Bourse Jaurès) continue de bénéficier d'un emplacement central en lien avec les pôles d'attractivité commerçants d'une ville toujours en développement.

- Les animations en lien avec les Quais de Garonne (fête du Fleuve, fête de la musique, Epicuriales, Hermione) ont dynamisé l'activité des parcs de Tourny et Bourse Jaurès sans en pénaliser l'accessibilité.

- L'Euro 2016 a fortement animé le Centre ville, avec un impact significatif sur nos ouvrages proches de la fan zone.

Evolution mensuelle BP3000 tous parcs						
	Fréquentation horaire					
Années	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2016/2015
Mois						
Janvier	91 834	89 947	94 550	100 237	101 111	6%
Février	81 489	86 592	90 892	89 095	88 670	-2%
Mars	95 534	103 363	101 569	100 055	98 117	-1%
Avril	92 580	97 552	97 738	95 224	102 041	-3%
Mai	90 284	99 959	101 341	102 281	105 633	1%
Juin	92 619	97 682	102 750	103 829	111 029	1%
Juillet	97 136	84 677	102 449	101 062	108 994	-1%
Août	82 648	89 152	100 322	104 099	101 582	4%
Septembre	90 992	96 293	92 713	101 609	101 758	10%
Octobre	104 019	111 263	120 646	127 176	122 859	5%
Novembre	98 212	99 772	107 481	105 143	101 682	-2%
Décembre	125 298	128 048	130 082	135 074	119 772	4%
Total	***1 142 645***	***1 184 300***	***1 242 533***	***1 264 884***	***1 263 248***	***0%***

- Le développement touristique de la Ville, « Best European Destination » continue de profiter au stationnement.

	Evolution de la répartition de la Fréquentation Horaire									
	2012		2013		2014		2015		2016	
	F°	Repart°	F°	Repart°	F°	Repart°	F°	Repart°	F°	Repart°
Bourse / Jaurès	523 687	45,8%	557 708	47,1%	594 493	47,8%	611 889	48,4%	609 090	48,2%
Tourny	562 020	49,2%	576 651	48,7%	569 411	45,8%	570 950	45,1%	577 640	45,7%
Salinières	56 245	4,9%	40 006	3,4%	63 310	5,1%	61 657	4,9%	50 786	4,0%
Meunier	693	0,1%	9 935	0,8%	15 319	1,2%	20 388	1,6%	25 732	2,0%
Tous parcs	***1 142 645***	***100%***	***1 184 300***	***100%***	***1 242 533***	***100%***	***1 264 884***	***100%***	***1 263 248***	***100%***

La fréquentation horaire s'articule différemment selon les 2 typologies de parcs : ceux d'hyper centre-ville (Bourse/Jaurès et Tourny) et ceux de centre-ville (Salinières et Meunier).

L'hyper centre-ville

Bourse/Jaurès confirme son attrait et sa fonctionnalité. Accessible aisément depuis les Quais, il est devenu le parking préféré des touristes. Bourse-Jaurès draine les flux touristiques des quais. 2016 et a confirmé cette tendance en 2016.

Tourny demeure cependant le parc historique des bordelais, et prisé des clients des institutions bancaires et des commerçants historiques de la Place Tourny. Il incarne le parking d'habitués par excellence, accessible de toutes les directions.

Ces 2 parkings sont des références en matière d'occupation et de turn-over à la place :

- Tourny : 1,65 client horaire / jour / place.
- Bourse Jaurès : 1.01 client horaire / jour / place

Le centre-ville

Salinières a connu le 26 janvier 2016 un incendie d'origine électrique dans les locaux ERDF. Cet incendie a provoqué la fermeture du parking jusqu'au 6 avril 2016. Les abonnés ont été transférés sur Bourse / Jaures le temps des expertises et travaux nécessaires à sa remise en exploitation.

Dès sa réouverture, le parking a recouvré en quelques mois sa clientèle abonnée et horaire normatives, affichant même un pic de fréquentation en octobre à 6800 clients horaires.

Meunier continue de progresser. La suppression de places de stationnement en voirie, une attractivité du secteur portée par les réaménagements sur Euratlantique et Saint-Michel, des réhabilitations immobilières, des programmes de constructions, des nouveaux résidents de quartier contribuent simultanément à cette dynamique positive.

En concertation avec Bordeaux Métropole, Meunier a été rebaptisé « Parking Meunier – Saint Jean », favorisant ainsi sa fréquentation de clientèle, tout particulièrement lors des travaux d'aménagement du quartier de la Gare Saint Jean.

Le nombre d'abonnés :

Evolution du nombre d'abonnés global sur les parcs :

Evolution du nombre d'abonnés									
2013		2014		2015		2016		*Var. 20162015*	
R	NR	R	NR	R	NR	R	NR	*R*	*NR*
1 281	1 030	1 382	1 035	1 570	955	1 721	980	*10%*	*3%*
1 366	1 045	1 381	1 030	1 567	952	1 337	943	*-15%*	*-1%*
1 401	1 047	1 388	1 025	1 595	954	1 358	925	*-15%*	*-3%*
1 407	1 049	1 375	1 012	1 622	958	1 777	941	*10%*	*-2%*
1 399	1 037	1 393	1 014	1 679	961	1 773	932	*6%*	*-3%*
1 033	1 030	1 388	1 005	1 656	962	1 743	924	*5%*	*-4%*
1 010	1 007	1 408	1 017	1 648	955	1 734	929	*5%*	*-3%*
1 337	1 023	1 399	1 005	1 629	957	1 751	915	*7%*	*-4%*
1 342	1 064	1 444	995	1 689	982	1 773	926	*5%*	*-6%*
1 375	1 032	1 476	973	1 754	993	1 768	935	*1%*	*-6%*
1 389	1 029	1 496	964	1 745	991	1 792	943	*3%*	*-5%*
1 388	1 031	1 538	957	1 746	973	1 787	948	*2%*	*-3%*
1 304	***1 036***	***1 422***	***1 003***	***1 658***	***966***	***1 693***	***937***	***2%***	***-3%***

	Evolution de la répartition des abonnés															
	2013				2014				2015				2016			
	R	NR	Total	Répart°	R	NR	Total	Répart°	R	NR	Total	Répart°	R	NR	Total	Répart°
Bourse / Jaurès	779	454	1 233	53%	808	427	1 235	51%	843	407	1 249	48%	899	408	1 307	48%
Tourny	171	565	736	31%	212	561	773	32%	281	543	824	31%	318	512	831	31%
Salinières	278	9	287	12%	306	8	314	13%	416	10	425	16%	388	10	398	15%
Meunier	83	7	91	4%	96	7	103	4%	119	7	126	5%	157	8	166	6%
Tous parcs	***1 311***	***1 035***	***2 346***	***100%***	***1 422***	***1 003***	***2 425***	***100%***	***1 658***	***966***	***2 625***	***100%***	***1 762***	***938***	***2 701***	***100%***

Le détail de chaque parc est présenté en annexe 2

La tendance observée depuis 2013 sur Bourse et Tourny relative à la perte des abonnés non-résidents perdure. De nombreuses sociétés, administrations, et entreprises quittent l'hyper centre-ville au profit des nouvelles zones d'affaires telles les Bassins à flots et Euratlantique.

En retraitant l'incidence du sinistre de Salinières, l'augmentation des abonnés résidents s'établit à +4,8 %.

Comme en 2015, cette hausse sensible des résidents démontre parfaitement l'attrait actuel de la Ville de Bordeaux, son classement comme « Ville préférée des français », et la modification structurelle de nombreux bureaux de Centre-ville en logements.

Les efforts commerciaux et de communication d'Urbis Park Services à destination des résidents contribuent aussi à leur forte augmentation.

Bourse Jaurès reste le parc de référence : sa capacité permet d'absorber des abonnés sans pénaliser sa fréquentation horaire.

Tourny reste très attractif pour les résidents compte tenu de son positionnement géographique privilégié.

Salinières reste un parc à vocation résidentielle. De nouveaux commerces et restaurants s'ouvrent progressivement dans le quartier, mais ne génèrent pas encore significativement de recettes « non résidentes ».

Meunier constitue ses clientèles horaires et abonnés qui se fidélisent : le parc possède dorénavant ses habitués. Son accessibilité, sa modernité et sa propreté séduisent les riverains.

	Evolution de la proportion d'abonnés / nbre places								
		2013		2014		2015		2016	
	Places	Abonnés	%	Abonnés	%	Abonnés	%	Abonnés	%
Bourse / Jaurès	**1 659**	1 233	74%	1 235	74%	1 249	75%	1 307	79%
Tourny	**957**	736	77%	773	81%	824	86%	831	87%
Salinières	**407**	287	70%	314	77%	425	105%	398	98%
Meunier	**323**	91	28%	103	32%	126	39%	166	51%
Tous parcs		***2 346***	***70%***	***2 425***	***72%***	***2 625***	***78%***	***2 701***	***81%***

Urbis Park Services a renforcé sa communication envers les résidents : mise en place d'écrans lumineux de renseignements sur Salinières et Meunier, mail d'information de la « Maison Urbis Park », mailings de masse, campagnes publicitaires dans les magasines locaux, et offre fréquemment des promotions à la souscription des abonnements.

Le renforcement des centralisations, péage, interphonies et vidéo, les outils modernes de communication, la formation et la stabilité des équipes d'exploitation alimentent un contact clientèle privilégié de proximité sur les sites avec les résidents.

BOURSE JAURES	Horaires	Abonnés
Capacité	1 659	
Taux d'occupation moyen sur 24 heures	59%	
Durée moyenne de stationnement	3h 18mn	22 h 35 mn
Analyse et évolution / 2015	1,0%	13,0%

Les durées de stationnement horaires demeurent stables sur Bourse et Tourny, et augmentent sur Meunier et Salinières.

TOURNY	Horaires	Abonnés
Capacité	957	
Taux d'occupation moyen sur 24 heures	59%	
Durée moyenne de stationnement	3h 14mn	15 h 50 mn
Analyse et évolution / 2015	0,0%	18%

La modification de la proportion d'abonnés résidents modifie fortement à la hausse les durées moyennes pour tous les sites.

SALINIERES	Horaires	Abonnés
Capacité	407	
Taux d'occupation moyen sur 24 heures	52%	
Durée moyenne de stationnement	4h 18mn	31 h 05 mn
Analyse et évolution / 2015	6,1%	18%

Les taux d'occupation des parcs évoluent en fonction de l'augmentation du nombre d'abonnés, de la fréquentation horaire et du temps moyen de stationnement.

MEUNIER	Horaires	Abonnés
Capacité	329	
Taux d'occupation moyen sur 24 heures	41%	
Durée moyenne de stationnement	7h 24mn	34 h 30 mn
Analyse et évolution / 2015	27,0%	34%

Bourse, Tourny affichent un taux d'occupation équivalent à 2015. Meunier augmente sensiblement.

3.2 Le programme des travaux réalisés & GER

L'année 2016 a été marquée par la campagne de travaux suivante sur l'ensemble des parcs de la Délégation de Service Public :

Bourse	
GROS OEUVRE	30 K€
PEINTURE	70 K€
ELECTRICITE (courants faibles/forts)	23 K€
PROTECTION INCENDIE	5 K€
CLIM/ VENTILATION/ DESEMFUMAGE	9 K€
MATERIEL DE PEAGE	8 K€
Total Bourse	145 K€

Jaures	
SIGNALETIQUE	6 K€
PEINTURE	90 K€
ELECTRICITE (courants faibles/forts)	27 K€
PROTECTION INCENDIE	3 K€
CLIM/ VENTILATION/ DESEMFUMAGE	11 K€
MATERIEL DE PEAGE	14 K€
Total Jaures	151 K€

Meunier	
Total Meunier	0 K€

Salinieres	
SIGNALETIQUE	6 K€
ELECTRICITE (courants faibles/forts)	15 K€
PROTECTION INCENDIE	1 K€
ASCENSEURS	0 K€
CLIM/ VENTILATION/ DESEMFUMAGE	8 K€
Total Salinieres	31 K€

Tourny	
SIGNALETIQUE	1 K€
GROS OEUVRE	9 K€
SECOND ŒUVRE	6 K€
PEINTURE	6 K€
ELECTRICITE (courants faibles/forts)	6 K€
PROTECTION INCENDIE	13 K€
Total Tourny	40 K€

Total général	**367 K€**

Soit un montant de rénovation sur l'année 2016 de **367 k€** au titre du plan de gros entretien, de renouvellement et de modernisation de nos ouvrages.

Le Plan d'affaires contractuel prévoit un investissement en matière de Gros Entretien & Renouvellement (GER) d'un montant de 19 100 k€ sur la durée du contrat.

Au 31/12/16, le montant investi au titre du GER depuis le début du contrat est de **4 481 k€** sur l'ensemble des parkings.
Pour l'année 2017, la société BP3000 prévoit d'investir **1 165 k€** en euros constants.

Le plan GER contractuel parking par parking est annexé aux présentes.

Pour chaque parking, ce plan est détaillé poste par poste pour les 10 prochaines années du contrat. Au-delà, compte tenu de la difficulté d'anticiper notamment les évolutions technologiques, le plan GER se résume à une provision linéaire par parking qui devra être détaillée ultérieurement en partenariat avec Bordeaux Métropole.

Les tableaux ci-dessous constituent la synthèse financière du plan GER contractuel.

	Nombre/Plc	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Années 10 à 30
		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 - 2042
PARKING JAURES	927	329 710 €	102 890 €	33 156 €	33 156 €	33 156 €	227 373 €	33 156 €	410 067 €	2 686 010 €
PARKING BOURSE	694	192 677 €	97 855 €	24 420 €	63 316 €	24 420 €	156 354 €	24 420 €	357 881 €	2 010 885 €
PARKING TOURNY	950	463 393 €	188 527 €	24 929 €	24 929 €	24 929 €	200 177 €	24 929 €	264 181 €	2 752 653 €
PARKING SALINIERES	408	145 805 €	53 741 €	15 358 €	54 878 €	15 358 €	116 829 €	15 358 €	226 412 €	1 182 192 €
PARKING MEUNIER	329	33 556 €	13 321 €	13 321 €	29 961 €	13 321 €	83 979 €	13 321 €	262 435 €	953 287 €
		1 165 141,47 €	**456 333,63 €**	**111 183,63 €**	**206 239,63 €**	**111 183,63 €**	**784 711,94 €**	**111 183,63 €**	**1 520 976,81 €**	**9 585 026,63 €**

3.3 Commissions de sécurité

Pas de Commissions de sécurité en 2016.

3.4 Partenariats locaux

Urbis Park est partenaire de nombreuses manifestations, commerces et espaces culturels locaux :

- Grand Théatre et TNBA de Bordeaux
- Office de Tourisme
- Epicuriales
- Palais de la Bourse
- Hôtels et restaurants

Urbis Park a soutenu :

- Les Sapeurs-pompiers « Bordeaux 18 », les brigades d'interventions de la Communauté Urbaine de Bordeaux,
- Le Marathon de Bordeaux
- L'annuaire des Maires de la Gironde
- Etablissement Français du Sang.

4. Relations clients

4.1 Enquête de satisfaction clients

Chaque année, Urbis Park fait réaliser par une enquête BVA destinée à mesurer la qualité perçue des parkings ainsi que le degré de satisfaction des clients interrogés.

Au titre de l'année 2016, cette étude auprès de 838 interviews réalisées dans 4 parkings dont : 590 clients occasionnels, et 248 clients abonnés.

Les questions posées concernaient 3 types de thématiques :

- La mobilité urbaine et l'utilisation des nouveaux modes de déplacement
- La satisfaction globale des clients Urbis Park
- La satisfaction détaillée des clients Urbis Park

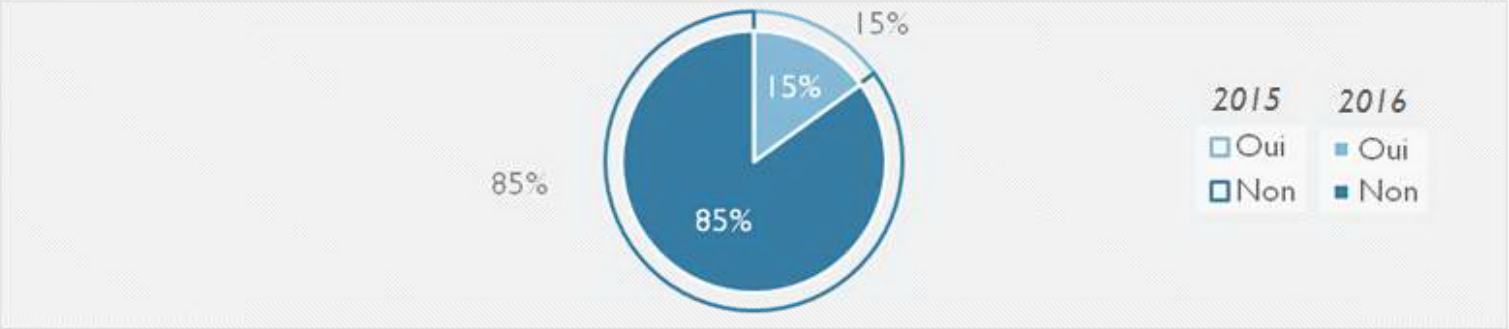
Nom du Parc	Nombre de personnes interrogées	Nombre de clients occasionnels	Nombre de clients abonnés
BORDEAUX BOURSE/JAURES	200	154	46
BORDEAUX MEUNIER	202	93	109
BORDEAUX SALINIERES	200	125	75
BORDEAUX TOURNY	236	218	18
TOTAL	**838**	**590**	**248**

Les pages suivantes présentent la synthèse de cette enquête.

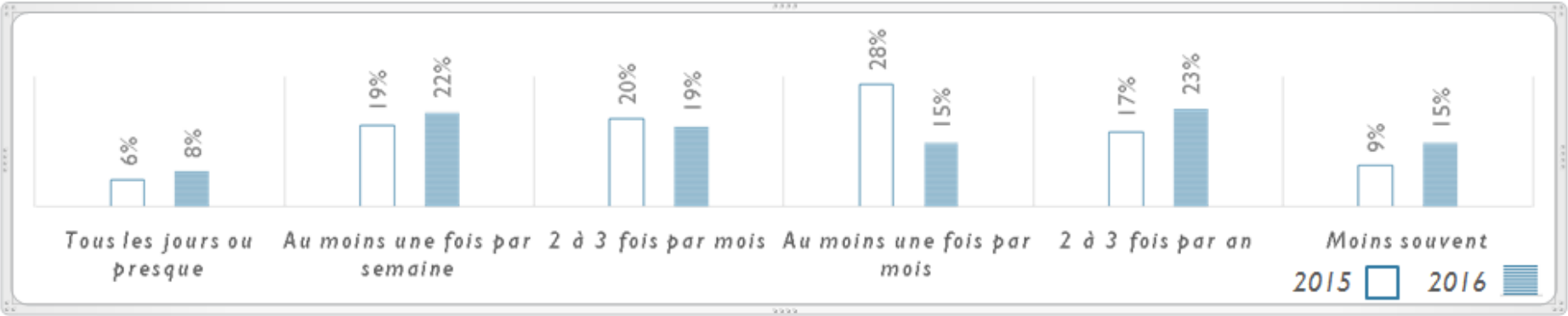
Thème 1 : Sur la mobilité urbaine et l'utilisation des nouveaux modes de déplacement ; BlueCub et VCub

Utilisation du libre-service VCUB :

Utilisez-vous le service de vélo en libre-service VCUB ? (Effectif : 838 répondants)



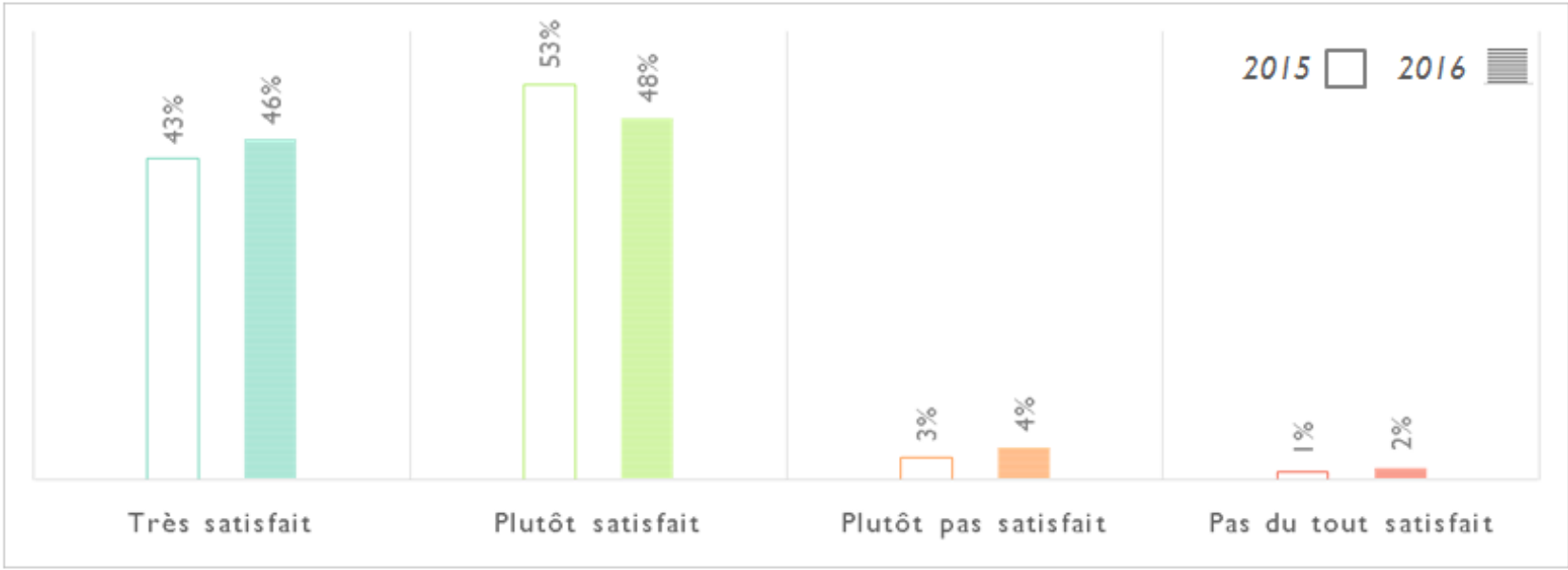
A quelle fréquence utilisez-vous le service de vélo en libre-service VCUB ? (Effectif : 124 utilisateurs du libre-service VCUB interrogés)



Thème 2 : Sur la satisfaction globale des clients Urbis Park Services

Satisfaction globale des personnes interrogées :

Concernant votre expérience du jour, diriez-vous que vous êtes globalement, très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait, pas du tout satisfait, de ce parking ? (Effectif : 824 répondants)

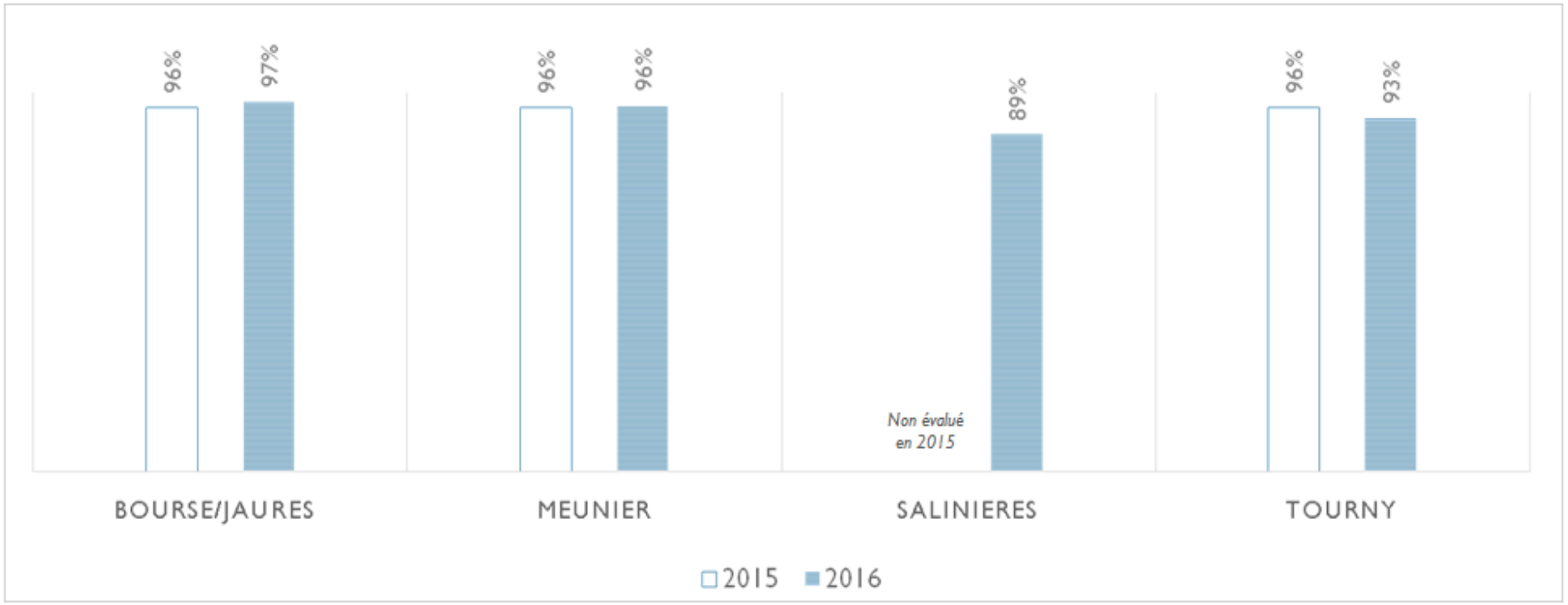


94% des clients sont satisfaits

Occasionnels : 96%
Abonnés : 90%

Satisfaction globale des personnes interrogées (tout à fait satisfait et plutôt satisfait) :

Concernant votre expérience du jour, diriez-vous que vous êtes globalement, très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait, pas du tout satisfait, de ce parking ? (Effectif : **824** répondants)

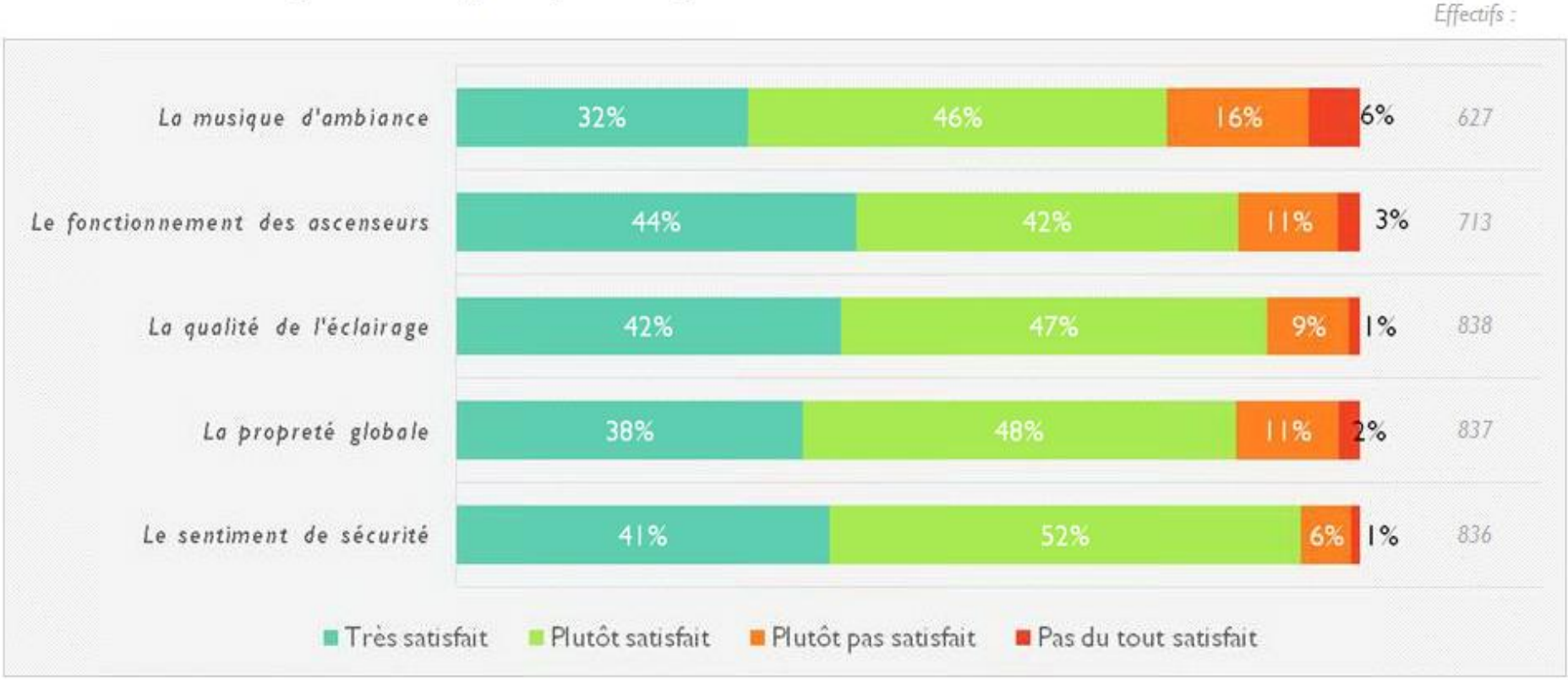


Thème 3 : Sur la satisfaction détaillée des clients Urbis Park Services

- Ressenti général sur les parkings et leur fonctionnement

Satisfaction détaillée du parc :

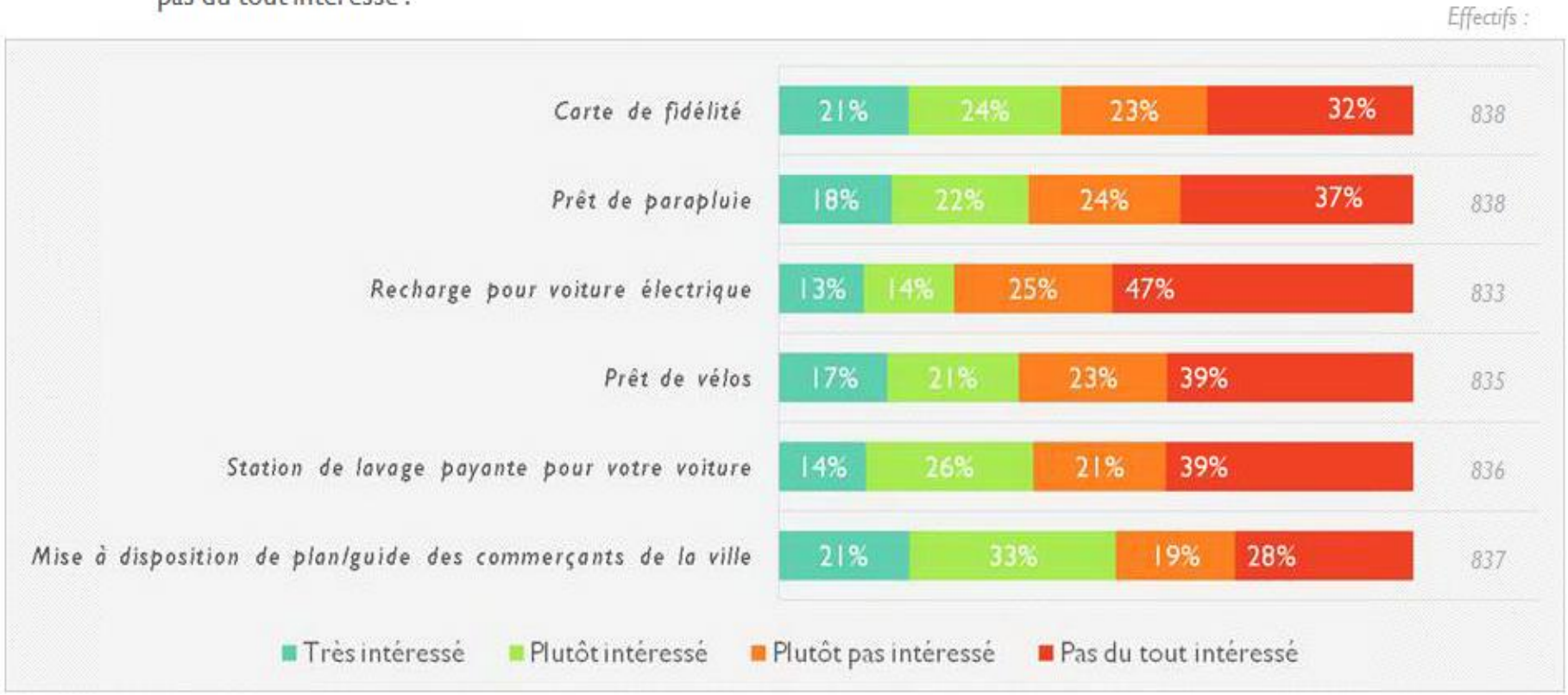
Nous aimerions connaître votre satisfaction sur différents points, pour chacun d'entre eux vous me direz si vous êtes très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait, pas du tout satisfait ?



- Les attentes des clients

L'intérêt du client sur des produits ou services :

Nous souhaiterions connaître votre degré d'intérêt sur des produits ou services qui pourraient être mis à votre disposition. Pour chacun d'entre eux, vous me direz si vous êtes très intéressé, plutôt intéressé, plutôt pas intéressé, pas du tout intéressé ?



4.2 Satisfaction clients et esprit de services

L'écoute et la satisfaction clients sont au cœur de la stratégie marketing d'Urbis Park Services. En complément aux enquêtes BVA, plusieurs outils ont été mis en place permettant aux clients de s'exprimer et de nous faire part de leurs commentaires.

Numéro CRISTAL : 0970 60 99 55

609 appels ont été reçus sur 2016 via notre numéro Cristal.

Ces appels relatifs à des demandes de renseignements ont été traités dans un délai de 72 heures : renseignements sur tarifications, disponibilités d'abonnements, prise de RDV avec les responsables et chefs de parcs, incidences des festivités sur l'accès aux sites, etc..

Sondages instantanés via la technologie QR Code : Via un code barre apposé sur les caisses automatiques, le client peut « flasher » le code et remplir un questionnaire de satisfaction en ligne.

Site internet actualisé régulièrement.

Ces efforts en matière de relation clients trouvent également leur illustration dans les nouveaux services ainsi qu'au moyen de la Maison du stationnement implantée en cœur de ville.







La Maison du stationnement

Implantée au 6, rue Saint Rémi, La Maison du stationnement est ouverte à tous les clients des parkings.
Le personnel apporte assistance et réponses sur :

- La vente d'abonnements et de cartes résidents,
- Le guidage des touristes,
- Les informations tarifaires des parkings,
- Les services mobilités disponibles à l'échelle de Bordeaux Métropole.



Mail « Maison Urbis Park » : bordeaux.maison-stationnement@transdev.com

Ce mail reçoit toutes les demandes les plus variées des clients, avec un délai réponse de 72 heures. 245 mails ont été reçus en 2016.

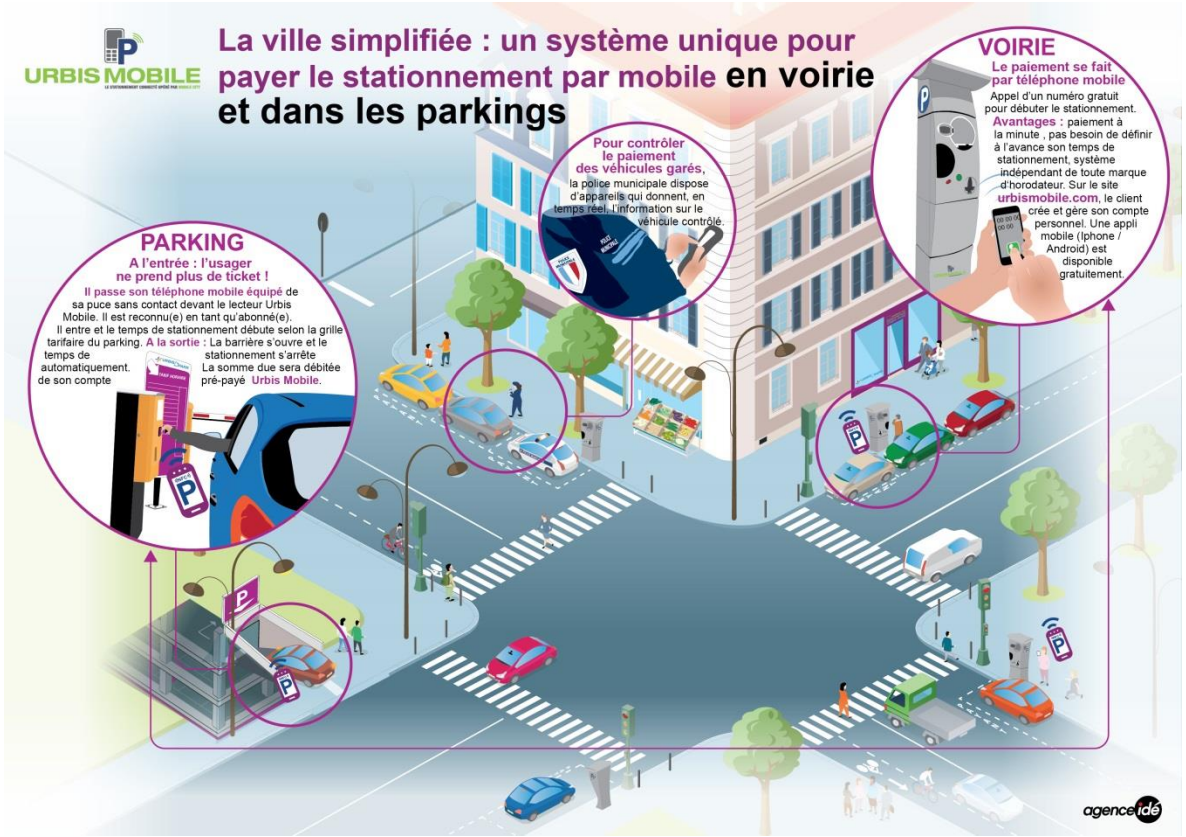
4.3 Les nouvelles technologies en matière de paiement

Depuis le mois de février 2014, le paiement dématérialisé, système Urbis Mobile et bornes de péages NFC, connait un succès toujours croissant.

Paiement sans contact NFC

Pour les clients détenteurs d'une carte bancaire et/ou un téléphone sans contact (dit « NFC »), le règlement du stationnement est possible hors les caisses automatiques.

Cette innovation est le résultat des changements des matériels de péage intervenus durant l'année 2014 et achevé en mars 2015 avec Tourny.



Urbis Mobile : un système unique de paiement en voirie et dans les parkings

En juillet 2014, Urbis Park a lancé le système Urbis Mobile qui permet de payer son stationnement par téléphone mobile sur voirie et dans les parkings.

Les 5 parkings souterrains gérés par Urbis Park à Bordeaux ont été équipés et permettent aux clients d'avoir un compte stationnement unique.

30000 clients étaient abonnés à ce service au 31 décembre 2016.

5. Informations financières

La présentation des informations financières s'effectuera en deux parties :

- Evolution globale des recettes par parc
- Evolutions du compte d'exploitation

5.1 Recettes horaires et abonnés :

BOURSE / JAURES

Evolution des recettes Horaires							
Mois	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Var. 16/15**
Janvier	218 118	214 394	216 199	238 579	258 734	290 885	12%
Février	176 978	177 782	193 080	199 843	227 478	251 674	11%
Mars	214 116	222 096	253 736	253 960	264 956	280 936	6%
Avril	229 366	215 760	253 709	261 860	252 235	283 845	13%
Mai	208 110	220 026	271 538	266 282	284 570	316 796	11%
Juin	247 295	236 488	277 826	270 582	277 754	352 640	27%
Juillet	251 982	247 898	243 487	282 616	293 092	357 441	22%
Août	223 503	224 715	241 894	303 868	347 092	343 244	-1%
Septembre	225 618	226 347	257 525	254 530	300 486	302 536	1%
Octobre	257 926	245 783	297 354	360 214	384 523	374 120	-3%
Novembre	204 913	244 893	251 621	291 234	306 758	292 140	-5%
Décembre	301 809	322 109	352 076	387 979	422 754	326 620	-23%
Total	***2 759 733***	***2 798 291***	***3 110 044***	***3 371 547***	***3 620 432***	***3 772 877***	***4,2%***

Evolution des recettes Abonnés							
Mois	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Var. 16/15**
Janvier	104 756	104 964	100 482	103 339	101 998	108 073	6%
Février	105 048	107 573	101 341	104 593	101 693	108 858	7%
Mars	106 112	109 054	101 239	103 335	103 835	109 618	6%
Avril	105 755	106 509	103 632	102 800	103 749	109 784	6%
Mai	105 556	107 673	101 073	103 582	104 310	107 445	3%
Juin	106 512	106 387	101 558	103 328	104 935	110 510	5%
Juillet	105 130	107 449	101 821	99 832	104 850	112 670	7%
Août	104 607	105 301	102 286	101 786	103 542	107 900	4%
Septembre	107 479	100 426	101 440	101 167	109 576	113 328	3%
Octobre	106 329	104 483	102 244	99 076	109 423	110 119	1%
Novembre	107 751	105 641	99 132	97 259	109 890	111 604	2%
Décembre	108 564	101 429	100 957	104 812	110 060	112 222	2%
Total	***1 273 598***	***1 266 887***	***1 217 205***	***1 224 909***	***1 267 861***	***1 322 131***	***4,3%***

Evolution des recettes globales							
Mois	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Var. 16/15**
Janvier	322 874	319 359	316 681	341 918	360 732	398 958	11%
Février	282 026	285 354	294 421	304 436	329 171	360 532	10%
Mars	320 228	331 150	354 975	357 295	368 791	390 554	6%
Avril	335 120	322 269	357 341	364 660	355 984	393 629	11%
Mai	313 666	327 698	372 611	369 864	388 880	424 241	9%
Juin	353 807	342 875	379 384	373 910	382 689	463 150	21%
Juillet	357 112	355 347	345 308	382 448	397 942	470 111	18%
Août	328 110	330 016	344 179	405 654	450 634	451 144	0%
Septembre	333 097	326 772	358 965	355 697	410 062	415 864	1%
Octobre	364 255	350 266	399 598	459 290	493 946	484 239	-2%
Novembre	312 663	350 533	350 753	388 493	416 648	403 744	-3%
Décembre	410 373	423 538	453 033	492 791	532 814	438 842	-18%
Total	***4 033 331***	***4 065 178***	***4 327 249***	***4 596 456***	***4 888 293***	***5 095 007***	***4,2%***

L'évolution positive des recettes est la conséquence de différents facteurs :

- Horaires :
  - Des mois de juin et juillet en forte augmentation de fréquentation due à l'Euro 2016
  - Un début d'année porté par l'inauguration de la « Promenade Sainte Catherine »
  - Des dimanches toujours plus fréquentés
  - La fréquentation de fin d'année a été perturbée par la mise en peinture des niveaux -1 et -2 de l'ensemble du site

- Abonnés :
  - Un nombre d'abonnés globalement stable pour les non-résidents, mais en hausse de 7% pour les résidents

TOURNY

Evolution des recettes Horaires							
Mois	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Var. 16/15**
Janvier	260 803	257 124	261 432	282 983	277 539	278 392	0%
Février	219 494	222 057	243 367	243 859	233 269	257 170	10%
Mars	257 200	254 777	268 637	273 456	261 728	286 972	10%
Avril	251 809	263 348	267 869	267 718	263 221	291 969	11%
Mai	241 055	251 281	270 501	272 098	278 623	283 097	2%
Juin	275 454	255 422	293 866	269 592	291 542	301 811	4%
Juillet	279 016	273 817	261 101	273 947	280 283	293 464	5%
Août	227 052	224 258	268 875	253 316	265 843	272 281	2%
Septembre	249 134	252 701	277 649	234 534	273 464	272 711	0%
Octobre	292 417	295 572	308 372	325 709	340 731	333 393	-2%
Novembre	262 980	273 980	282 932	278 687	288 228	286 810	0%
Décembre	353 125	338 428	345 621	328 643	364 430	358 184	-2%
Total	***3 169 540***	***3 162 766***	***3 350 222***	***3 304 542***	***3 418 901***	***3 516 254***	***2,8%***

Evolution des recettes Abonnés							
Mois	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Var. 16/15**
Janvier	79 371	79 854	82 626	88 674	91 919	93 467	2%
Février	77 585	80 328	83 764	85 784	90 092	94 110	4%
Mars	76 516	82 844	84 345	86 798	91 811	93 811	2%
Avril	77 300	82 429	82 699	87 191	88 745	93 070	5%
Mai	80 147	84 520	84 983	88 331	93 042	89 820	-3%
Juin	76 117	85 676	87 007	88 368	93 481	92 815	-1%
Juillet	76 063	82 383	77 313	88 476	92 854	92 602	0%
Août	75 761	82 794	81 718	88 995	90 078	92 157	2%
Septembre	78 913	83 834	87 140	89 868	94 078	91 249	-3%
Octobre	79 698	81 766	81 125	88 616	89 554	94 281	5%
Novembre	78 992	83 403	84 454	88 194	90 618	92 347	2%
Décembre	90 932	82 304	84 707	92 718	95 243	87 513	-8%
Total	***947 395***	***992 136***	***1 001 881***	***1 062 013***	***1 101 515***	***1 107 242***	***0,5%***

Evolution des recettes Globales							
Mois	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Var. 16/15**
Janvier	340 174	336 978	344 058	371 657	369 458	371 859	1%
Février	297 078	302 385	327 131	329 643	323 361	351 280	9%
Mars	333 716	337 621	352 982	360 254	353 539	380 782	8%
Avril	329 110	345 777	350 568	354 909	351 966	385 040	9%
Mai	321 202	335 801	355 484	360 429	371 665	372 917	0%
Juin	351 571	341 099	380 873	357 960	385 023	394 626	2%
Juillet	355 080	356 200	338 414	362 423	373 137	386 066	3%
Août	302 813	307 052	350 594	342 311	355 921	364 438	2%
Septembre	328 047	336 535	364 789	324 402	367 542	363 960	-1%
Octobre	372 115	377 338	389 497	414 325	430 285	427 674	-1%
Novembre	341 972	357 384	367 386	366 881	378 846	379 158	0%
Décembre	444 057	420 732	430 328	421 361	459 673	445 697	-3%
Total	***4 116 934***	***4 154 901***	***4 352 103***	***4 366 555***	***4 520 416***	***4 623 496***	***2,3%***

L'évolution positive des recettes est la conséquence de différents facteurs :

- Horaires :
  - Un premier trimestre 2016 soutenu par l'inauguration de la « Promenade Sainte Catherine »
  - Une fréquentation annuelle stable à 1,2 %,
  - Des dimanches toujours plus fréquentés

- Abonnés :
  - Un nombre d'abonnés résidents en forte hausse de 13%, qui compense la perte de 6% des abonnés non-résidents

SALINIERES

Evolution des recettes Horaires							
Mois	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Var. 16/15**
Janvier	15 670	15 794	14 466	15 872	24 023	14 711	-39%
Février	14 592	13 738	15 144	14 004	20 641	Fermé	NC
Mars	17 929	17 568	19 349	20 338	24 710	Fermé	NC
Avril	18 445	18 392	19 266	15 310	21 308	16 071	-25%
Mai	19 473	18 084	16 393	21 512	23 930	22 346	-7%
Juin	20 573	20 994	0	26 197	20 105	27 092	35%
Juillet	21 239	20 776	1 526	22 927	24 327	28 015	15%
Août	18 285	17 073	7 759	23 974	28 334	24 869	-12%
Septembre	21 293	22 189	10 571	23 292	23 069	24 414	6%
Octobre	21 980	20 045	12 882	26 220	24 370	32 666	34%
Novembre	17 245	18 700	11 909	26 516	17 771	28 388	60%
Décembre	17 128	20 234	18 561	26 005	21 925	26 755	22%
Total	***223 852***	***223 586***	***147 825***	***262 167***	***274 513***	***245 327***	***-10,6%***

Evolution des recettes Abonnés							
Mois	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Var. 16/15**
Janvier	16 431	15 220	15 158	14 476	17 237	18 470	7%
Février	15 975	14 682	14 920	13 119	17 201	Fermé	NC
Mars	15 973	15 402	14 603	12 603	17 597	Fermé	NC
Avril	15 653	15 907	15 169	13 257	18 785	18 325	-2%
Mai	15 622	15 901	15 937	12 756	19 663	13 668	-30%
Juin	15 422	15 752	0	13 453	19 756	18 116	-8%
Juillet	15 361	15 377	0	14 316	19 046	16 206	-15%
Août	15 273	14 954	14 699	13 251	15 559	17 609	13%
Septembre	15 418	15 264	15 126	14 016	18 605	17 589	-5%
Octobre	15 777	14 254	5 785	14 619	20 958	16 605	-21%
Novembre	15 623	14 896	13 771	14 576	20 593	14 323	-30%
Décembre	15 493	15 141	14 264	15 634	19 724	17 727	-10%
Total	***188 021***	***182 749***	***139 432***	***166 076***	***224 724***	***168 638***	***-25,0%***

Evolution des recettes Globales							
Mois	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Var. 16/15**
Janvier	32 100	31 013	29 624	30 348	41 260	33 181	-20%
Février	30 567	28 419	30 064	27 123	37 842	Fermé	NC
Mars	33 901	32 970	33 952	32 941	42 307	Fermé	NC
Avril	34 098	34 299	34 435	28 567	40 093	34 396	-14%
Mai	35 095	33 985	32 330	34 268	43 593	36 014	-17%
Juin	35 995	36 746	0	39 650	39 861	45 208	13%
Juillet	36 601	36 153	1 526	37 243	43 373	44 221	2%
Août	33 558	32 026	22 458	37 225	43 893	42 478	-3%
Septembre	36 711	37 453	25 697	37 308	41 674	42 003	1%
Octobre	37 757	34 299	18 667	40 839	45 328	49 271	9%
Novembre	32 868	33 596	25 680	41 092	38 364	42 711	11%
Décembre	32 621	35 374	32 825	41 639	41 649	44 482	7%
Total	***411 872***	***406 335***	***287 258***	***428 243***	***499 237***	***413 964***	***-17,1%***

L'évolution de -17.1 % s'explique par l'incendie du 26 janvier 2016 ayant entraîné la fermeture du site pendant 2 mois.

Retraitée de cette interruption, l'évolution des recettes demeure stable.

- Horaires :
  - Le marché de Saint Michel géographiquement plus proche depuis 2014, et un dynamisme du quartier porté par des ouvertures de bars & restaurants soutiennent la fréquentation générale horaire.
  - Le succès constant de la « Plaine des Sports »

- Abonnés :
  - Un nombre d'abonnés en légère baisse afin de permettre de satisfaire les horaires.

MEUNIER

Evolution des recettes Horaires							
Mois	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Var. 16/15**
Janvier			1 936	6 552	9 415	13599	44%
Février			3 708	5 346	7 883	11570	47%
Mars			3 195	6 270	9 841	15404	57%
Avril			4 159	6 106	11 095	14323	29%
Mai			3 628	6 875	10 235	13276	30%
Juin			3 343	7 579	9 326	17465	87%
Juillet			3 159	4 493	5 745	7763	35%
Août			4 382	4 184	5 757	5990	4%
Septembre			4 926	8 389	10 016	11480	15%
Octobre			6 036	8 416	11 949	13239	11%
Novembre		706	5 959	10 226	12 724	29863	111%
Décembre		2 083	5 784	10 490	12 206	30805	152%
Total	***8***	***2788***	***5 0215***	***8 4926***	***116 192***	***181 777***	***56,4%***

Evolution des recettes Abonnés							
Mois	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**Var. 16/15**
Janvier			2 446	4 437	5 198	6 859	32%
Février			2 919	4 596	5 082	7 077	39%
Mars			3 395	4 695	5 339	7 601	42%
Avril			3 797	4 486	5 421	6 761	25%
Mai			3 791	4 299	5 686	7 690	35%
Juin			3 972	4 224	5 296	7 446	41%
Juillet			3 821	4 106	4 675	6 790	45%
Août			3 746	3 702	4 749	6 641	40%
Septembre			3 476	4 875	5 431	7 409	36%
Octobre			4 756	4 875	6 331	7 712	22%
Novembre		407	4 896	4 862	6 915	7 804	13%
Décembre		1 947	5 013	5 076	6 833	7 615	11%
Total		***2 354***	***46 028***	***54 233***	***66 956***	***87 405***	***30,5%***

Evolution des recettes globales							
Mois	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 16/15
Janvier			4 382	10 989	14 613	20 458	40%
Février			6 627	9 942	12 965	18 647	44%
Mars			6 590	10 965	15 180	23 005	52%
Avril			7 956	10 592	16 516	21 084	28%
Mai			7 419	11 174	15 921	20 966	32%
Juin			7 315	11 803	14 622	24 911	70%
Juillet			6 980	8 599	10 420	14 553	40%
Août			8 128	7 886	10 506	12 631	20%
Septembre			8 402	13 264	15 447	18 889	22%
Octobre			10 792	13 291	18 280	20 951	15%
Novembre		1 113	10 855	15 088	19 639	34 667	77%
Décembre		4 029	10 797	15 566	19 039	38 420	102%
Total		***5 142***	***96 243***	***139 159***	***183 148***	***269 181***	***47,0%***

L'évolution positive des recettes s'explique comme suit :

- Horaires :
  - Une nouvelle clientèle « gare Saint Jean » fréquente le site.
  - L'aménagement local des places en voirie favorise la fréquentation.
  - La fréquentation annuelle a ainsi augmenté de 26 %,

- Abonnés :
  - Un nombre d'abonnés en très forte hausse de 32 %, exclusivement de résidents
  - Des projets de rénovations et réhabilitations soutiennent la demande d'abonnements

Tous parcs

Evolution des recettes globales						
2011	2012	2013	2014	2015	2016	Var. 16/15
695 149	687 351	694 745	754 912	786 063	824 456	5%
609 671	616 159	658 243	671 144	703 339	730 459	4%
687 845	701 741	748 499	761 455	779 817	794 342	2%
698 328	702 345	750 300	758 728	764 559	834 149	9%
669 963	697 484	767 844	775 735	820 059	854 137	4%
741 373	720 720	767 572	783 323	822 195	927 895	13%
748 792	747 700	692 228	790 713	824 872	914 951	11%
664 481	669 094	725 358	793 076	860 954	870 691	1%
697 855	700 760	757 853	730 671	834 725	840 716	1%
774 127	761 903	818 554	927 745	987 839	982 134	-1%
687 504	742 626	754 674	811 554	853 497	860 279	1%
887 050	883 673	926 983	971 357	1 053 175	967 441	-8%
8 562 138	***8 631 556***	***9 062 853***	***9 530 413***	***10 091 094***	***10 401 649***	***3,1%***

L'évolution globale des recettes reste très positive portée par l'accessibilité et l'attractivité toujours constante des deux parcs d'hyper-centre Tourny et Bourse Jaurès, et par un essor de Meunier.

Salinières, après une période de reconquête de sa clientèle suite à la fermeture due à l'incendie, arrive à optimisation en fin d'année.

L'évolution du nombre d'abonnés résidents confirme la tendance observée en 2015 en matière de modification d'usage des bâtiments de centre-ville (bureaux transformés en habitations), et attrait de la ville.

En synthèse, l'évolution des recettes de 3,1%, malgré le sinistre de Salinière et les travaux de peinture sur Bourse Jaures, traduit le dynamisme et l'attractivité de la ville.

Ces dernières restent cependant très en dessous des prévisions du compte d'exploitation prévisionnel du contrat de délégation de service public

5.2 Comptes d'exploitation :

Vous trouverez en annexe les comptes sociaux de l'entreprise (Bilan et Compte de résultat)

Le compte d'exploitation présenté reflète le compte de résultat social. Seuls quelques reclassements font différer la présentation.

Les charges et produits sont affectés directement par parc quand cela est possible. Pour les charges et produits non affectés, ils sont répartis sur les ouvrages au prorata des produits d'exploitation.

Le coût de gestion par la société Urbis Park Services est facturé sur une base régie par une convention et établi à 9% du chiffre d'affaires de la société.

Valeur en K€	MEUNIER		SALINIERES		TOURNY		BOURSE & JAURES		BP 3000 consolidé	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Cash flow courant d'exploitation	124	- 50	138	148	3 574	3 438	3 614	3 247	7 450	6 783
Evolution en%	*ns*		*-6,5%*		*4,0%*		*11,3%*		*9,8%*	
€ par place	*385€ / place*	*-154€ / place*	*326€ / place*	*349€ / place*	*3 577€ / place*	*3 441€ / place*	*2 231€ / place*	*2 004€ / place*	*2 213€ / place*	*2 015€ / place*

Le cash-flow courant d'exploitation : Le cash-flow d'exploitation passe de 6 783 k€ en 2015 à 7450 k€ en 2016, soit une variation de + 7,6 %.

Cette évolution traduit l'augmentation du CA conjointe à une maîtrise des charges demeurant stables.

Le cash-flow de Meunier, négatif en 2015, confirme sa montée en puissance et atteint les 124 k€ notamment grâce à une augmentation du chiffre d'affaires de 42,9%.

Pour Salinière, la fermeture due au sinistre impacte son chiffre d'affaires, en baisse (-9.4%).

Quant à Tourny et Bourse & Jaures, leur cash–flow atteint respectivement une croissance de 4% et 11% permise par l'accroissement du volume d'activité sur les parcs.

5.2.1 Analyse et évolution du CA 2016 :

COMPTE D EXPLOITATION 2016 - STE BP 3000										
Valeur en K€	**MEUNIER**		**SALINIERES**		**TOURNY**		**BOURSE & JAURES**		**BP 3000 consolidé**	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Abonnements	87	67	205	224	1 107	1 100	1 323	1 268	2 723	2 659
Amodiations	25	23	19	19	35	35	62	33	141	109
Clientèle horaire	182	116	244	274	3 516	3 418	3 801	3 621	7 743	7 429
Total recettes parking	294	206	468	517	4 658	4 553	5 186	4 922	10 607	10 197
Evolution en%	*42,9%*		*-9,4%*		*2,3%*		*5,4%*		*4,0%*	
€ par place	*910€ / place*	*637€ / place*	*1 104€ / place*	*1 219€ / place*	*4 663€ / place*	*4 557€ / place*	*3 201€ / place*	*3 038€ / place*	*3 151€ / place*	*3 029€ / place*
Autres recettes	5	- 1	3	- 4	61	58	37	46	105	99
Total autres recettes	5	- 1	3	- 4	61	58	37	46	105	99
Total du Chiffre d'affaires	299	205	471	513	4 719	4 610	5 223	4 968	10 712	10 296
	46,0%		*-8,2%*		*2,4%*		*5,1%*		*4,0%*	
	925€ / place	*634€ / place*	*1 111€ / place*	*1 209€ / place*	*4 724€ / place*	*4 615€ / place*	*3 224€ / place*	*3 067€ / place*	*3 182€ / place*	*3 059€ / place*
Reprises de provisions d'exploitation	-	0	-	0	-	2	-	2	-	5
Transfert de charges d'exploitation	2	0	143	0	-	13	56	10	201	23
Total des produits d'exploitation	**300**	**205**	**614**	**513**	**4 719**	**4 626**	**5 279**	**4 980**	**10 913**	**10 323**

Meunier :

- L'augmentation de CA se justifie par la montée en puissance conjointe des horaires (+30,6%) et abonnés (+56,5%).
- Les travaux de restructuration du quartier Saint Michel et de la Gare (Euratlantique) contribuent à la fréquentation générale de l'ouvrage.
- Le nouveau nom « Parking Meunier – Saint Jean » a drainé de nombreux clients pendant les travaux de la gare.

Salinières :

- La baisse du CA se justifie par la fermeture pendant 2 mois du site suite à l'incendie du 26 janvier 2016.
- Notons néanmoins qu'aux recettes 2016, s'ajoute 18,2 k€ et 18,6 k€, correspondant aux recettes du mois de février et de mars des abonnées de Salinière, redirigés vers les autres parkings de la société BP3000.
- Le parking a rapidement recouvré sa clientèle dès sa réouverture, jusqu'à atteindre 49k€ HT en octobre

Tourny :

- Le CA est en légère progression entre 2016 et 2015.
- Une fréquentation stable des horaires.
- Augmentation sensible du nombre d'abonnés résidents qui compense les départs des non-résidents.

Bourse & Jaurès :

- Le CA progresse de 206 k€, soit + 4% par rapport à 2015.
- Cette augmentation se répartit conjointement sur les horaires (+4%), et sur les abonnés (+4%), (essentiellement des résidents).
- Le parc continue de bénéficier du déplacement du barycentre de la ville vers le fleuve et de la grande attractivité des Quais de Garonne et de ses festivités.

Les recettes globales progressent de 3.1 %, soient +311 k€ par rapport à 2015.

- Clientèle horaire : +3.9 %
- Clientèle abonnés : +0.9 %.

- **<u>Les amodiations</u>** sont en progression importante (+ 24 amodiations vs. 2015). De nombreux projets d'investissements immobiliers justifient cette hausse constante.

Année	Bourse Jaures	Tourny	Salinière	Meunier	TOTAL
2000	0	0	0	0	**0**
2001	0	0	0	0	**0**
2002	0	0	0	0	**0**
2003	4	0	4	0	**8**
2004	11	30	0	0	**41**
2005	0	0	0	0	**0**
2006	0	0	0	0	**0**
2007	3	0	3	0	**6**
2008	6	0	0	0	**6**
2009	1	0	0	0	**1**
2010	1	0	2	0	**3**
2011	5	1	3	0	**9**
2012	1	0	3	1	**5**
2013	1	8	2	15	**26**
2014	35	0	0	1	**36**
2015	26	1	3	0	**30**
2016	3	0	17	4	**24**
TOTAL	97	40	37	21	**195**

REPARTITION AMODIATIONS vs CONTRAT DSP

	Bourse & Jaurès	Salinières	Meunier	Tourny
Amodiations	86 sur 86	22 sur 22	17 sur 17	40 sur 51
Amodiations libres	30 sur 86			

Total	195 sur 262

Le potentiel amodiable s'établit à **67 places.** Les **30 amodiations libres** sont mobilisées pour **Bourse et Jaures** (11 places), **Salinières** (15 places) et **Meunier** (4 places).

5.2.2 Charges d'exploitation

Valeur en K€	MEUNIER		SALINIERES		TOURNY		BOURSE & JAURES		BP 3000 consolidé	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Maintenance	- 17	- 22	- 30	- 31	- 32	- 38	- 107	- 109	- 186	- 201
Entretien	- 4	- 1	- 168	- 4	- 12	- 27	- 36	- 47	- 220	- 71
Locations mobilières	- 1	- 2	- 2	- 4	- 4	- 6	- 6	- 7	- 12	- 20
Fournitures techniques et d'exploitation	- 3	- 4	- 8	- 10	- 19	- 36	- 53	- 38	- 83	- 87
Frais de fonctionnement (assurances, transport de fonds, fluides, …)	- 34	- 34	- 44	- 44	- 96	- 98	- 176	- 173	- 350	- 349
Charges de gestion des parcs	- 58	- 63	- 252	- 86	- 164	- 204	- 378	- 375	- 851	- 729
Impôts & Taxes	- 47	- 66	- 36	- 78	- 151	- 192	- 199	- 335	- 433	- 671
Urbis Park	- 18	- 19	- 47	- 48	- 428	- 402	- 462	- 454	- 920	- 922
Personnels extérieurs	- 73	- 94	- 96	- 103	- 300	- 258	- 496	- 406	- 965	- 861
Charges de personnel	- 55	- 113	- 143	- 151	- 729	- 660	- 958	- 859	- 1 885	- 1 783
Evolution en%	*-51,1%*		*-5,3%*		*10,4%*		*11,5%*		*5,7%*	
€ par place	*-171€ / place*	*-350€ / place*	*-337€ / place*	*-356€ / place*	*-729€ / place*	*-660€ / place*	*-591€ / place*	*-530€ / place*	*-560€ / place*	*-530€ / place*
Délégation de siège	- 17	- 12	- 38	- 44	- 87	- 117	- 102	- 134	- 243	- 308
Redevance pour concession	-	-	- 7	- 7	- 14	- 14	- 29	- 29	- 50	- 50
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charge indirectes de gestion courante	- 17	- 12	- 44	- 51	- 102	- 131	- 131	- 163	- 294	- 358
Charges d'exploitation hors amort.	- 176	- 254	- 476	- 365	- 1 145	- 1 188	- 1 666	- 1 733	- 3 463	- 3 540
Dotation aux amortissements	- 344	- 343	- 450	- 476	- 357	- 384	- 2 363	- 2 356	- 3 513	- 3 558
Charges à répartir	- 3	- 0	- 4	- 1	- 44	- 9	- 49	- 9	- 101	- 19
Provision pour risques et charges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provision pour grosse réparations	- 59	- 59	- 91	- 91	- 6	- 6	- 465	- 465	- 621	- 621
Provision pour renouvellement	-	- 0	- 0	- 0	0	-	0	0	0	0
Dotation nette aux amortissement & aux provisions	- 405	- 402	- 545	- 567	- 407	- 398	- 2 877	- 2 830	- 4 234	- 4 197

Les charges sont maîtrisées et stables : 3 463 k€ en 2016, 3 540 k€ en 2015 :

Charges de personnel : Nous constatons une augmentation des charges de personnel de 12,1%.

Cette augmentation est portée par les parcs Bourse & Jaures (9%) ainsi de Tourny (6%).

Celle-ci s'explique principalement par un important accroissement d'activité.

Autres charges :

Salinière : le sinistre a généré des travaux importants, qui ont fait l'objet d'un remboursement (+142 k€ transfert de charges d'exploitation).

Tourny : des économies ont été réalisées notamment en matière de fournitures notamment du fait de la mise en place de travaux de GER important.

Les autres charges de gestion restent globalement stables.

Provision pour risques & charges : pas de dotation supplémentaire. Aucun nouveau sinistre ou litige sur l'année 2016 hormis sur Salinière.

Impôts et taxes : Nous constatons une économie de 238 k€, dû principalement, à des dégrèvements de taxe foncière.

En effet, en juin 2016, suite à différents échanges avec la société BP3000, la division des affaires juridiques de la DRFIP en charge du dossier a accepté :

- d'une part, de prendre en compte les nouvelles surfaces métrées qui ont été déclarées dans le cadre de l'instance (avec plans justificatifs),

- et d'autre part, d'appliquer finalement un abattement de -10% sur la valeur locative de l'ensemble des parkings concernés, afin notamment de tenir compte des différences de superficies entre nos locaux et le terme de comparaison.

L'ensemble de ces éléments a donc conduit les services fiscaux à prononcer des dégrèvements de taxes foncières sur les propriétés bâties, au titre des années 2012 à 2015, concernant les parkings Jaurès, Bourse, Salinières et Tourny, pour un montant total de 265 641 euros, dont le détail par parc et par année concernée est le suivant :

En €	Rappel TF 2015	Dégrèvements prononcés				
		2012	2013	2014	2015	Total
Bourse	67 982	11 243	11 512	11 649	12 193	**46 597**
Jaurès	106 324	27 800	28 465	28 804	30 147	**115 216**
Tourny	88 066	13 975	14 308	14 480	15 153	**57 916**
Salinières	43 221	11 078	11 342	11 479	12 013	**45 912**
Total	**305 593**	64 096	65 627	66 412	69 506	**265 641**

Dotations aux amortissements et aux provisions : augmentation due aux charges à repartir.

Il s'agit de la constatation en charge de la partie non amortie des frais de montage de la convention de crédit suite son remboursement anticipé le 20 décembre 2016. Ce remboursement anticipé est consécutif des titres de la société BP3000 à la société Urbis Park Infrastructures (90% Mirova et 10% Transdev Stationnement).

5.2.3 Compte d'exploitation 2016

Valeur en K€	MEUNIER		SALINIERES		TOURNY		BOURSE & JAURES		BP 3000 consolidé	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Abonnements	87	67	205	224	1 107	1 100	1 323	1 268	2 723	2 659
Amodiations	25	23	19	19	35	35	62	33	141	109
Clientèle horaire	182	116	244	274	3 516	3 418	3 801	3 621	7 743	7 429
Total recettes parking	294	206	468	517	4 658	4 553	5 186	4 922	10 607	10 197
Autres recettes	5	1	3	4	61	58	37	46	105	99
Total autres recettes	5	1	3	4	61	58	37	46	105	99
Total du Chiffre d'affaires	299	205	471	513	4 719	4 610	5 223	4 968	10 712	10 296
	46,0%		*-8,2%*		*2,4%*		*5,1%*		*4,0%*	
	925€ / place	*634€ / place*	*1 111€ / place*	*1 209€ / place*	*4 724€ / place*	*4 615€ / place*	*3 224€ / place*	*3 067€ / place*	*3 182€ / place*	*3 059€ / place*
Reprises de provisions d'exploitation	-	0	-	0	-	2	-	2	-	5
Transfert de charges d'exploitation	2	0	143	0	-	13	56	10	201	23
Total des produits d'exploitation	**300**	**205**	**614**	**513**	**4 719**	**4 626**	**5 279**	**4 980**	**10 913**	**10 323**
Charges de gestion des parcs	- 58	- 63	- 252	- 86	- 164	- 204	- 378	- 375	- 851	- 729
Impôts & Taxes	- 47	- 66	- 36	- 78	- 151	- 192	- 199	- 335	- 433	- 671
Charges de personnel	- 55	- 113	- 143	- 151	- 729	- 660	- 958	- 859	- 1 885	- 1 783
Evolution en%	*-51,1%*		*-5,3%*		*10,4%*		*11,5%*		*5,7%*	
€ par place	*-171€ / place*	*-350€ / place*	*-337€ / place*	*-356€ / place*	*-729€ / place*	*-660€ / place*	*-591€ / place*	*-530€ / place*	*-560€ / place*	*-530€ / place*
Charge indirectes de gestion courante	- 17	- 12	- 44	- 51	- 102	- 131	- 131	- 163	- 294	- 358
Charges d'exploitation hors amort.	- 176	- 254	- 476	- 365	- 1 145	- 1 188	- 1 666	- 1 733	- 3 463	- 3 540
Cash flow courant d'exploitation	**124**	**- 50**	**138**	**148**	**3 574**	**3 438**	**3 614**	**3 247**	**7 450**	**6 783**
Evolution en%	*ns*		*-6,5%*		*4,0%*		*11,3%*		*9,8%*	
€ par place	*385€ / place*	*-154€ / place*	*326€ / place*	*349€ / place*	*3 577€ / place*	*3 441€ / place*	*2 231€ / place*	*2 004€ / place*	*2 213€ / place*	*2 015€ / place*
Dotation nette aux amortissement & aux provisions	- 405	- 402	- 545	- 567	- 407	- 398	- 2 877	- 2 830	- 4 234	- 4 197
Résultat d'exploitation	**- 281**	**- 451**	**- 407**	**- 419**	**3 167**	**3 039**	**737**	**417**	**3 216**	**2 586**
Evolution en%	*-37,8%*		*-3,0%*		*4,2%*		*76,6%*		*24,4%*	
€ par place	*-869€ / place*	*-1 397€ / place*	*-959€ / place*	*-989€ / place*	*3 170€ / place*	*3 043€ / place*	*455€ / place*	*257€ / place*	*955€ / place*	*768€ / place*

6. Conclusion

Conformément aux informations transmises à Bordeaux Métropole, la société BP3000 a été cédée le 20 décembre 2016 à Urbis Park Infrastructures (90% Mirova (groupe Caisse d'épargne), 10% Transdev Stationnement). Concomitamment, Urbis Park Services, société d'exploitation des parkings de BP3000, a été cédée à Transdev Stationnement comme indiqué dans le courrier transmis par Urbis Park le 17 novembre 2016.

L'activité des parcs Bordelais a été dynamique sur l'année 2016, avec une satisfaction générale très affirmée de la clientèle.

Le passage de la tarification au ¼ heure réalisé début 2016 n'a pas eu d'incidence sur les habitudes et usages des clients.

Les produits d'exploitation 2016 restent en deçà des projections initiales définies dans le plan d'affaires prévisionnel du contrat DSP.

Le développement de l'attractivité des parcs bordelais constituera une priorité pour la société BP3000 en 2017, tout en maintenant son haut niveau de qualité de service et d'écoute clients.

7. Annexes

Annexe 1 – Evolution annuelle de la fréquentation par ouvrage :

BOURSE / JAURES

Années / Mois	Evolution mensuelle – Horaire 2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2016/2015	Abonnés 2015 R	2015 NR	2016 R	2016 NR	Variation 2016/2015
Janvier	40 983	39 522	42 517	45 269	48 821	8%	817	394	868	413	6%
Février	35 665	37 005	37 782	40 577	42 494	5%	817	400	881	409	6%
Mars	42 981	48 104	45 880	46 607	47 251	1%	826	398	889	399	5%
Avril	40 711	45 878	45 017	44 367	47 247	6%	828	399	901	404	6%
Mai	41 387	48 820	46 897	48 184	51 901	8%	845	398	907	407	6%
Juin	44 609	49 661	47 866	47 632	54 773	15%	826	401	879	401	4%
Juillet	45 171	43 858	50 137	49 158	55 834	13%	825	397	894	406	6%
Août	41 692	42 236	52 717	57 110	53 463	-7%	839	401	895	408	5%
Septembre	41 463	44 911	44 956	50 013	49 432	-1%	864	420	904	410	2%
Octobre	46 201	52 446	64 394	63 818	59 722	-6%	875	433	906	407	0%
Novembre	45 193	45 036	50 908	51 130	46 566	-9%	865	427	924	413	3%
Décembre	57 631	60 231	65 422	68 024	51 586	-25%	883	412	934	421	5%
Total	***523 687***	***557 708***	***594 493***	***611 889***	***609 090***	***-0,5%***					

Annexe 1 – Evolution annuelle de la fréquentation par ouvrage :

TOURNY

Evolution mensuelle											
	Horaire						Abonnés				
Années	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2016/2015	2015		2016		Variation 2016/2015
Mois							R	NR	R	NR	
Janvier	46 777	46 109	46 493	47 687	46 743	-2%	269	544	291	548	3%
Février	42 256	44 391	48 282	41 792	44 039	5%	262	535	303	527	4%
Mars	47 802	49 142	49 155	45 954	48 542	5%	263	539	313	516	3%
Avril	47 216	45 947	47 441	44 263	48 669	9%	268	542	318	517	3%
Mai	44 411	46 354	47 704	46 833	46 685	0%	282	545	322	507	0%
Juin	42 797	47 338	47 390	50 091	48 205	-4%	287	547	322	507	-1%
Juillet	46 809	40 188	46 194	45 670	46 595	2%	286	544	322	508	0%
Août	37 043	44 133	41 508	40 245	42 463	5%	283	545	318	492	-2%
Septembre	44 089	46 962	41 066	44 882	45 453	1%	296	544	322	499	-2%
Octobre	52 729	54 068	48 567	55 833	54 158	-3%	297	542	333	510	0%
Novembre	48 099	50 370	48 785	47 676	47 038	-1%	292	546	333	510	1%
Décembre	61 992	61 649	56 826	60 024	59 050	-2%	286	543	322	507	0%
Total	***562 020***	***576 651***	***569 411***	***570 950***	***577 640***	***1,2%***					

Annexe 1 – Evolution annuelle de la fréquentation par ouvrage :

SALINIERES

Evolution mensuelle												
	Horaire						Abonnés					
Années	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2016/2015	2015		2016		Variation 2016/2015
Mois							R	NR	R	NR	
Janvier	4 074	3 876	4 101	5 533	3 350	-53%	377	9	415	12	11%
Février	3 568	4 251	3 734	5 215	0	-140%	382	9			
Mars	4 751	5 417	5 261	5 705	0	-108%	396	10			
Avril	4 653	4 885	4 173	4 800	3 497	-31%	411	10	399	12	-2%
Mai	4 486	4 094	5 419	5 357	4 685	-12%	435	10	378	11	-13%
Juin	5 213	0	6 155	4 604	5 459	14%	435	8	385	10	-11%
Juillet	5 156	27	5 265	5 242	5 446	4%	430	9	370	9	-14%
Août	3 913	2 124	5 369	5 744	4 781	-18%	402	7	384	8	-4%
Septembre	5 440	3 461	5 520	5 051	5 156	2%	405	10	387	9	-5%
Octobre	5 089	3 653	6 300	5 396	6 877	24%	439	11	366	9	-17%
Novembre	4 736	3 176	6 032	4 161	5 844	28%	441	11	370	9	-16%
Décembre	5 166	5 042	5 981	4 849	5 691	14%	436	11	370	9	-15%
Total	***56 245***	***40 006***	***63 310***	***61 657***	***50 786***	***-17,6%***					

Annexe 1 – Evolution annuelle de la fréquentation par ouvrage :

MEUNIER

Années / Mois	Evolution mensuelle – Horaire 2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2016/2015	Abonnés 2015 R	2015 NR	2016 R	2016 NR	Variation 2016/2015
Janvier		440	1 439	1 748	2 197	31%	107	8	147	7	34%
Février		945	1 094	1 511	2 137	57%	106	8	153	7	40%
Mars		700	1 273	1 789	2 324	42%	110	7	156	10	42%
Avril		842	1 107	1 794	2 628	75%	115	7	159	8	37%
Mai		691	1 321	1 907	2 362	34%	117	8	166	7	38%
Juin		683	1 339	1 502	2 592	81%	108	6	157	6	43%
Juillet		604	853	992	1 119	15%	107	5	148	6	38%
Août		659	728	1 000	875	-17%	105	4	154	7	48%
Septembre		959	1 171	1 663	1 717	5%	124	8	160	8	27%
Octobre		1 096	1 385	2 129	2 102	-2%	143	7	163	9	15%
Novembre	184	1 190	1 756	2 176	2 234	3%	147	7	165	11	14%
Décembre	509	1 126	1 853	2 177	3 445	68%	141	7	161	11	16%
Total	***693***	***9 935***	***15 319***	***20 388***	***25 732***	***26,2%***					

Annexe 2 – Evolution annuelle du nombre d'abonnés par ouvrage :

BOURSE / JAURES

Années	Evolution du nombre d'abonnés									
	2013		2014		2015		2016		*Var. 2016/2015*	
Mois	**R**	**NR**	**R**	**NR**	**R**	**NR**	**R**	**NR**	***R***	***NR***
Janvier	709	452	811	444	817	394	868	413	*6%*	*5%*
Février	793	455	805	443	817	400	881	409	*8%*	*2%*
Mars	812	456	813	443	826	398	889	399	*8%*	*0%*
Avril	806	459	810	433	828	399	901	404	*9%*	*1%*
Mai	799	446	810	434	845	398	907	407	*7%*	*2%*
Juin	782	452	810	428	826	401	879	401	*6%*	*0%*
Juillet	762	454	817	429	825	397	894	406	*8%*	*2%*
Août	754	456	791	429	839	401	895	408	*7%*	*2%*
Septembre	735	488	803	427	864	420	904	410	*5%*	*-2%*
Octobre	788	451	799	410	875	433	906	407	*4%*	*-6%*
Novembre	803	443	808	406	865	427	924	413	*7%*	*-3%*
Décembre	804	437	820	397	883	412	934	421	*6%*	*2%*
Total	***779***	***454***	***808***	***427***	***843***	***407***	***899***	***408***	***7%***	***0%***

Annexe 2 – Evolution annuelle du nombre d'abonnés par ouvrage :

TOURNY

Années	Evolution du nombre d'abonnés									
	2013		2014		2015		2016		*Var. 2016/2015*	
Mois	**R**	**NR**	**R**	**NR**	**R**	**NR**	**R**	**NR**	***R***	***NR***
Janvier	164	569	180	575	269	544	291	548	*8%*	*1%*
Février	166	574	184	571	262	535	303	527	*16%*	*-1%*
Mars	170	574	186	566	263	539	313	516	*19%*	*-4%*
Avril	169	570	189	566	268	542	318	517	*19%*	*-5%*
Mai	172	573	195	567	282	545	322	507	*14%*	*-7%*
Juin	172	572	200	562	287	547	322	507	*12%*	*-7%*
Juillet	167	546	200	575	286	544	322	508	*13%*	*-7%*
Août	163	545	215	566	283	545	318	492	*12%*	*-10%*
Septembre	177	554	232	555	296	544	322	499	*9%*	*-8%*
Octobre	178	561	245	544	297	542	333	510	*12%*	*-6%*
Novembre	176	565	254	541	292	546	333	510	*14%*	*-7%*
Décembre	176	575	264	543	286	543	322	507	*13%*	*-7%*
Total	***171***	***565***	***212***	***561***	***281***	***543***	***318***	***512***	***13%***	***-6%***

Annexe 2 – Evolution annuelle du nombre d'abonnés par ouvrage :

SALINIERES

Années	Evolution du nombre d'abonnés									
	2013		2014		2015		2016		*Var. 2016/2015*	
Mois	R	NR	R	NR	R	NR	R	NR	*R*	*NR*
Janvier	344	7	300	8	377	9	415	12	*10%*	*33%*
Février	333	13	300	8	382	9	Fermé	Fermé	*NC*	*NC*
Mars	339	12	295	8	396	10	Fermé	Fermé	*NC*	*NC*
Avril	348	15	286	7	411	10	399	12	*-3%*	*20%*
Mai	349	12	293	8	435	10	378	11	*-13%*	*10%*
Juin	0	0	290	9	435	8	385	10	*-11%*	*25%*
Juillet	0	0	307	8	430	9	370	9	*-14%*	*0%*
Août	337	12	301	7	402	7	384	8	*-4%*	*14%*
Septembre	343	12	304	7	405	10	387	9	*-4%*	*-10%*
Octobre	312	9	324	9	439	11	366	9	*-17%*	*-18%*
Novembre	313	9	328	9	441	11	370	9	*-16%*	*-18%*
Décembre	312	8	348	9	436	11	370	9	*-15%*	*-18%*
Total	***278***	***9***	***306***	***8***	***416***	***10***	***382***	***10***	***-8%***	***2%***

Annexe 2 – Evolution annuelle du nombre d'abonnés par ouvrage :

MEUNIER

Années	Evolution du nombre d'abonnés									
	2013		2014		2015		2016		*Var. 2016/2015*	
Mois	**R**	**NR**	**R**	**NR**	**R**	**NR**	**R**	**NR**	***R***	***NR***
Janvier	64	2	91	8	107	8	147	7	*37%*	*-13%*
Février	74	3	92	8	106	8	153	7	*44%*	*-13%*
Mars	80	5	94	8	110	7	156	10	*42%*	*43%*
Avril	84	5	90	6	115	7	159	8	*38%*	*14%*
Mai	79	6	95	5	117	8	166	7	*42%*	*-13%*
Juin	79	6	88	6	108	6	157	6	*45%*	*0%*
Juillet	81	7	84	5	107	5	148	6	*38%*	*20%*
Août	83	10	92	3	105	4	154	7	*47%*	*75%*
Septembre	87	10	105	6	124	8	160	8	*29%*	*0%*
Octobre	97	11	108	10	143	7	163	9	*14%*	*29%*
Novembre	97	12	106	8	147	7	165	11	*12%*	*57%*
Décembre	96	11	106	8	141	7	161	11	*14%*	*57%*
Total	***83***	***7***	***96***	***7***	***119***	***7***	***157***	***8***	***32%***	***18%***

Annexe 3 – Comptes sociaux de l'entreprise

(1)

BILAN - ACTIF

DGFiP **N° 2050 2017**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SA BP 3000 — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 6 Rue SAINT REMY 33000 BORDEAUX — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 4 3 1 6 1 6 4 2 4 0 0 0 6 2 — Néant ☐ *

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Exercice N clos le, 31122016 Net 3	N-1 31122015 Net 4
		Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
		Frais de développement *	CX		CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	36 956	AG 18 394	18 561	2 546
		Fonds commercial (1)	AH		AI		
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO		
		Constructions	AP	99 791 806	AQ 13 561 156	86 230 650	87 339 558
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	35 287	AS 34 487	799	1 080
		Autres immobilisations corporelles	AT	299 234	AU 151 256	147 977	141 892
		Immobilisations en cours	AV	221 438	AW	221 438	79 476
		Avances et acomptes	AX		AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
		Autres participations	CU		CV		
		Créances rattachées à des participations	BB		BC		
		Autres titres immobilisés	BD		BE		
		Prêts	BF		BG		
		Autres immobilisations financières*	BH	1 296	BI	1 296	1 296
		TOTAL (II)	BJ	100 386 020	BK 13 765 296	86 620 724	87 565 852
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
		En cours de production de biens	BN		BO		
		En cours de production de services	BP		BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
		Marchandises	BT		BU		
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		13 627
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	543 031	BY	543 031	545 712
		Autres créances (3)	BZ	3 458 875	CA	3 458 875	68 507
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE		
		Disponibilités	CF	1 304 189	CG	1 304 189	662 000
Comptes de régularisation		Charges constatées d'avance (3)*	CH	65 401	CI	65 401	79 799
		TOTAL (III)	CJ	5 371 497	CK	5 371 497	1 369 647
		Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				100 594
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
		Ecarts de conversion actif* (VI)	CN				
		TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	105 757 518	1A 13 765 296	91 992 222	89 036 093

Renvois : (1) Dont droit au bail : | (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP | (3) Part à plus d'un an CR

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : | Stocks : | Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition** DGFiP **N° 2051 2017**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SA BP 3000 — Néant ☐ *

			Exercice N	Exercice N – 1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 8 384 688)	DA	8 384 688	8 384 688
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		16 265 521
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG		
	Report à nouveau	DH	(208 401)	(18 076 140)
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	2 353 262	1 602 217
	Subventions d'investissement	DJ	9 623 322	9 993 450
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	20 152 870	18 169 737
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN	25 757 934	23 572 179
	TOTAL (II)	DO	25 757 934	23 572 179
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ	9 357 316	8 736 508
	TOTAL (III)	DR	9 357 316	8 736 508
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU		33 917 590
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	33 656 820	73 880
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	5 040	5 040
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	193 821	1 169 093
	Dettes fiscales et sociales	DY	111 270	196 608
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	5 761	88 308
	Autres dettes	EA	19 642	382 437
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	2 731 744	2 724 710
	TOTAL (IV)	EC	36 724 100	38 557 669
	Ecarts de conversion passif* **(V)**	ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	91 992 222	89 036 093

RENVOIS				
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
(2)	Dont Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
	Dont Ecart de réévaluation libre	1D		
	Dont Réserve de réévaluation (1976)	1E		
(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *	EF		
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	840 221	3 612 540
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

3 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)** DGFiP **N° 2052 2017**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SA BP 3000 — Néant ☐ *

			Exercice N				Exercice (N – 1)
			France	Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB	FC		
	Production vendue biens *	FD		FE	FF		
	Production vendue services *	FG	10 712 184	FH	FI	10 712 184	10 295 502
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	10 712 184	FK	FL	10 712 184	10 295 502
	Production stockée*				FM		
	Production immobilisée*				FN		
	Subventions d'exploitation				FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)				FP	466 278	28 724
	Autres produits (1) (11)				FQ	10	16
	Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR	11 178 474	10 324 243
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*				FS		
	Variation de stock (marchandises)*				FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*				FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*				FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*				FW	2 979 487	2 820 188
	Impôts, taxes et versements assimilés*				FX	698 757	670 719
	Salaires et traitements*				FY		
	Charges sociales (10)				FZ		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux amortissements*				GA	2 048 648	4 197 343
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux provisions*				GB		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions*				GC		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions				GD		
	Autres charges (12)				GE	2 235 839	50 083
	Total des charges d'exploitation (4) (II)				GF	7 962 732	7 738 335
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					GG	3 215 741	2 585 907
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* **(III)**				GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré* **(IV)**				GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL	22 165	496
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM		
	Différences positives de change				GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO		
	Total des produits financiers (V)				GP	22 165	496
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*				GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR	984 307	1 252 286
	Différences négatives de change				GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT		
	Total des charges financières (VI)				GU	984 307	1 252 286
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV	(962 141)	(1 251 789)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW	2 253 599	1 334 118

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

4 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)**

DGFiP **N° 2053 2017**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SA BP 3000 — Néant ☐ *

			Exercice N	Exercice N - 1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	185	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	370 128	371 855
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	370 314	371 855
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE		(28 890)
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH		(28 890)
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	370 314	400 745
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise **(IX)**		HJ		
Impôts sur les bénéfices * **(X)**		HK	270 652	132 646
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	11 570 954	10 696 594
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	9 217 692	9 094 377
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	2 353 262	1 602 217

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY		
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1G		
(3) Dont	– Crédit–bail mobilier *	HP		
	– Crédit–bail immobilier	HQ		
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1H		
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	22 165	496
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	904 915	17 378
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX		
(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC		
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
(9)	Dont transferts de charges	A1	466 278	23 724
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4		
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives **A6**		obligatoires **A9**	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

5

IMMOBILISATIONS

DGFiP N° 2054 2017

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SA BP 3000 — Néant ☐ *

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

CADRE A — IMMOBILISATIONS

			Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice (1)	Augmentations: Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence (2)	Augmentations: Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste (3)
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I	CZ	D8	D9
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	KD 15 294	KE	KF 21 662
CORPORELLES	Terrains		KG	KH	KI
	Constructions — Sur sol propre — Dont Composants L9		KJ	KK	KL
	Constructions — Sur sol d'autrui — Dont Composants M1		KM 99 399 842	KN	KO 193 678
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions * — Dont Composants M2		KP 198 286	KQ	KR
	Installations techniques, matériel et outillage industriels — Dont Composants M3		KS 35 287	KT	KU
	Autres immobilisations corporelles — Installations générales, agencements, aménagements divers *		KV 205 918	KW	KX 24 816
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport*		KY	KZ	LA
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de bureau et mobilier informatique		LB 68 499	LC	LD
	Autres immobilisations corporelles — Emballages récupérables et divers *		LE	LF	LG
	Immobilisations corporelles en cours		LH 79 476	LI	LJ 141 961
	Avances et acomptes		LK	LL	LM
		TOTAL III	LN 99 987 311	LO	LP 360 456
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence		8G	8M	8T
	Autres participations		8U	8V	8W
	Autres titres immobilisés		1P	1R	1S
	Prêts et autres immobilisations financières		1T 1 296	1U	1V
		TOTAL IV	LQ 1 296	LR	LS
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			ØG 100 003 902	ØH	ØJ 382 118

CADRE B — IMMOBILISATIONS

			Diminutions: par virement de poste à poste (1)	Diminutions: par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence (2)	Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice (3)	Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence: Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice (4)
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I	IN	CØ	DØ	D7
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	IO	LV	LW 36 956	1X
CORPORELLES	Terrains		IP	LX	LY	LZ
	Constructions — Sur sol propre		IQ	MA	MB	MC
	Constructions — Sur sol d'autrui		IR	MD	ME 99 593 520	MF
	Constructions — Inst. gales, agencts et am. des constructions		IS	MG	MH 198 286	MI
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		IT	MJ	MK 35 287	ML
	Autres immobilisations corporelles — Inst. gales., agencts, aménagements divers		IU	MM	MN 230 735	MO
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport		IV	MP	MQ	MR
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de bureau et informatique, mobilier		IW	MS	MT 68 499	MU
	Autres immobilisations corporelles — Emballages récupérables et divers *		IX	MV	MW	MX
	Immobilisations corporelles en cours		MY	MZ	NA 221 438	NB
	Avances et acomptes		NC	ND	NE	NF
		TOTAL III	IY	NG	NH 100 347 767	NI
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence		IZ	ØU	M7	ØW
	Autres participations		IØ	ØX	ØY	ØZ
	Autres titres immobilisés		I1	2B	2C	2D
	Prêts et autres immobilisations financières		I2	2E	2F 1 296	2G
		TOTAL IV	I3	NJ	NK 1 296	2H
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			I4	ØK	ØL 100 386 020	ØM

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

6 **AMORTISSEMENTS** DGFiP N° 2055 2017

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SA BP 3000 — Néant ☐ *

CADRE A — SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement **TOTAL I**		CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles **TOTAL II**		PE	12 747	PF	5 647	PG		PH	18 394
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR	12 116 754	PS	1 282 306	PT		PU	13 399 061
	Inst. générales, agencements, aménagements des constructions	PV	141 815	PW	20 280	PX		PY	162 095
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	34 206	QA	280	QB		QC	34 487
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales., agencements, aménagements divers	QD	93 982	QE	10 492	QF		QG	104 474
	Matériel de transport	QH		QI		QJ		QK	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	38 543	QM	8 238	QN		QO	46 782
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL III		QU	12 425 302	QV	1 321 599	QW		QX	13 746 901
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	12 438 049	ØP	1 327 246	ØQ		ØR	13 765 296

CADRE B — VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables	DOTATIONS Colonne 1 Différentiel de durée et autres		DOTATIONS Colonne 2 Mode dégressif		DOTATIONS Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		REPRISES Colonne 4 Différentiel de durée et autres		REPRISES Colonne 5 Mode dégressif		REPRISES Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel		Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais établissements **TOTAL I**	M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6	
Autres immob. incorporelles **TOTAL II**	N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1	
Terrains	Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Constructions — Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6	
Constructions — Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4	
Constructions — Ins. gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2	
Inst. techniques mat. et outillage	T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	
Autres immobilisations corporelles — Inst. gales, agenc am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7	
Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5	
Autres immobilisations corporelles — Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3	
Autres immobilisations corporelles — Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1	
TOTAL III	X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8	
Frais d'acquisition de titres de participation **TOTAL IV**	NL						NM						NO	
Total général (I+II+III+IV)	NP		NQ		NR		NS		NT		NU		NV	
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)	NW		**Total général non ventilé (NS+NT+NU)**		NY		**Total général non ventilé (NW-NY)**		NZ					

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler	100 594		Z9	100 594	Z8	
Primes de remboursement des obligations			SP		SR	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

7

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

DGFiP N° 2056 2017

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SA BP 3000

Néant ☐ *

	Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A–II) *	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN		TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
	TOTAL I	3Z		TS		TT		TU	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y		4Z		5A	
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	1 932 219	5H		5J		5K	1 932 219
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO	6 804 288	EP	620 808	EQ		ER	7 425 096
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V		5W		5X		5Y	
	TOTAL II	5Z	8 736 508	TV	620 808	TW	(1)	TX	9 357 316
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations – incorporelles	6A		6B		6C		6D	
	sur immobilisations – corporelles	6E		6F		6G		6H	
	sur immobilisations – titres mis en équivalence	Ø2		Ø3		Ø4		Ø5	
	sur immobilisations – titres de participation	9U		9V		9W		9X	
	sur immobilisations – autres immobilisations financières (1)*	Ø6		Ø7		Ø8		Ø9	
	Sur stocks et en cours	6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients	6T		6U		6V		6W	
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X		6Y		6Z		7A	
	TOTAL III	7B		TY		TZ		UA	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	8 736 508	UB	620 808	UC	(1)	UD	9 357 316
	Dont dotations et reprises – d'exploitation			UE		UF			
	Dont dotations et reprises – financières			UG		UH			
	Dont dotations et reprises – exceptionnelles			UJ		UK			

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39–1–5e du C.G.I **10**

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

8

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *

DGFiP N° 2057 2017

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SA BP 3000 — Néant ☐ *

CADRE A — ÉTAT DES CRÉANCES

			Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US	
	Autres immobilisations financières	UT	1 296	UV		UW	1 296
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA					
	Autres créances clients	UX	543 031		543 031		
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* U0)	Z1					
	Personnel et comptes rattachés	UY					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ					
	Etat et autres collectivités publiques — Impôts sur les bénéfices	VM	279 000		279 000		
	Etat et autres collectivités publiques — Taxe sur la valeur ajoutée	VB	31 759		31 759		
	Etat et autres collectivités publiques — Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN	265 641		265 641		
	Etat et autres collectivités publiques — Divers	VP					
	Groupe et associés (2)	VC	2 649 123		2 649 123		
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	233 350		233 350		
	Charges constatées d'avance	VS	65 401		65 401		
	TOTAUX	VT	4 068 604	VU	4 067 308	VV	1 296
RENVOIS (1)	Montant des – Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	Montant des – Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE					
RENVOIS (2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					

CADRE B — ÉTAT DES DETTES

			Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y				
Autres emprunts obligataires (1)		7Z				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG				
	à plus d'1 an à l'origine	VH				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	33 386 168	2 015 561	4 965 983	26 404 623
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	193 821	193 821		
Personnel et comptes rattachés		8C				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D				
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E				
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	106 917	106 917		
	Obligations cautionnées	VX				
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	4 353	4 353		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J	5 761	5 761		
Groupe et associés (2)		VI				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	19 642	19 642		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		Z2				
Produits constatés d'avance		8L	2 731 744	840 221	709 592	1 181 930
TOTAUX		VY	36 448 408	VZ 3 186 278	5 675 575	27 586 554
RENVOIS (1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ	33 318 929	(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VL	
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	33 916 772			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

9

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

DGFiP **N° 2058-A 2017**

Désignation de l'entreprise : SA BP 3000

Néant ☐ *

Exercice N, clos le : 31122016

I. RÉINTÉGRATIONS

BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE WA 2 353 262

Charges non admises en déduction du résultat fiscal

Rémunération du travail (entreprises à l'IR)	de l'exploitant ou des associés					WB	
	de son conjoint		moins part déductible*		à réintégrer :	WC	
Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci–dessous)	WD		Amortissements excédentaires (art. 39–4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	WE		XE	
Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39–4 du C.G.I.)	WF		Taxe sur les voitures particulières des sociétés (entreprises à l'IS)	WG			
Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option	RA		(Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)	RB	)		
Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058–B, cadre III)	WI		Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067–BIS)	XX		XW	
Amendes et pénalités	WJ		Charges financières (art. 212 **bis**) *	XZ			
Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*						XY	
Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)						I7	270 652
Quote–part : Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE	WL		Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI	L7		K7	

Régimes d'imposition particuliers et impositions différées

Moins-values nettes à long terme	– imposées au taux de 15 % ou de 19 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)	I8
	– imposées au taux de 0 %	ZN
Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs*	– Plus–values nettes à court terme	WN
	– Plus–values soumises au régime des fusions	WO
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)		XR

Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *	Intérêts excédentaires (art. 39–1–3° et 212 du C.G.I.)	SU		Zones d'entreprises* (activité exonérée)	SW	WQ
	Déficits étrangers antérieurement déduit par les PME (art. 209C)	SX		Quote–part de 12 % des plus–values à taux zéro	M8	
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage						Y1
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage						Y3
TOTAL I						WR 2 623 914

II. DÉDUCTIONS

PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE WS

Quote–part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. *	WT
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058–B, cadre III)	WU

Régimes d'imposition particuliers et impositions différées

Plus-values nettes à long terme	– imposées au taux de 15 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)	WV
	– imposées au taux de 0 %	WH
	– imposées au taux de 19%	WP
	– imputées sur les moins–values nettes à long terme antérieures	WW
	– imputées sur les déficits antérieurs	XB
Autres plus–values imposées au taux de 19 %		I6
Fraction des plus–values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*		WZ
Régime des sociétés mères et des filiales * Produit net des actions et parts d'intérêts :	(Quote–part des frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation 2A)	XA

Mesures d'incitation

Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre–mer*.							ZY	
Majoration d'amortissement*							XD	
Abattement sur le bénéfice et exonérations*	Reprise d'entreprises en difficultés (44 *septies*)	K9		Entreprises nouvelles 44 *sexies*	L2	Jeunes entreprises innovantes (44 *sexies* A)	L5	XF
	Pôle de compétitivité hors CICE (44 *undecies*)	L6		Sociétés investissement immobilier cotée (art. 208C)	K3	Zone de restructuration de la défense (44 *terdecies*)	PA	
	Zone franche urbaine –TE (44 octies, octies A)	ØV		Bassin d'emploi à redynamiser (44 *duodecies*)	1F	Zone franche d'activité (44 *quaterdecies*)	XC	
				Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies)			PC	
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)							XS	
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé	Dont déduction exceptionnelle pour investissement	X9		Créance dégagée par le report en arrière de déficit	ZI	)	XG	
Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage							Y2	
TOTAL II							XH	

III. RÉSULTAT FISCAL

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :	bénéfice **(I moins II)**	XI	2 623 914
	déficit **(II moins I)**	XJ	
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)*		ZL	
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)*		XL	1 811 957
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)		XN	811 957
		XO	

Cegid Group

10 **DÉFICITS, INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER ET PROVISIONS NON DÉDUCTIBLES**

DGFiP **N° 2058-B 2017**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SA BP 3000 — Néant ☐ *

I. SUIVI DES DÉFICITS

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4	11 797 783
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058–A)	K5	1 811 957
Déficits reportables (différence K4–K5)	K6	9 985 826
Déficits de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO)	YJ	
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)	YK	9 985 826

II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES

Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1e bis Al. 1er du CGI, dotations de l'exercice	ZT	

III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

(à détailler sur feuillet séparé)	Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice	
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1e bis Al. 2 du CGI *	ZV		ZW	
Provisions pour risques et charges *				
	8X		8Y	
	8Z		9A	
	9B		9C	
Provisions pour dépréciation *				
	9D		9E	
	9F		9G	
	9H		9J	
Charges à payer				
	9K		9L	
	9M		9N	
	9P		9R	
	9S		9T	
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A :	YN		YO	
	ligne WI		ligne WU	

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 *septies* du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1		

ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS (art. L3113–1 et L3211–1 du code des Transports) (case à cocher)	XU	☐

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.
(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

Cegid Group

(11) **TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS**

DGFiP N° 2058-C 2017

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SA BP 3000 — Néant ☐ *

ORIGINES				AFFECTATIONS			
	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC	(18 076 140)		Affectations aux réserves – Réserve légale	ZB	
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	1 602 217		– Autres réserves	ZD	
	Prélèvements sur les réserves	ØE			Dividendes	ZE	
					Autres répartitions	ZF	(16 265 521)
					Report à nouveau	ZG	(208 401)
	TOTAL I	ØF	(16 473 923)		(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) **TOTAL II**	ZH	(16 473 923)

DISTRIBUTIONS (Article 235*ter* ZCA)

Montant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 235 *ter* ZCA au titre de l'exercice — XV

RENSEIGNEMENTS DIVERS		Exercice N :	Exercice N – 1 :
ENGAGEMENTS — Engagements de crédit–bail mobilier (Précisez le prix de revient des biens pris en crédit–bail J7)	YQ		
ENGAGEMENTS — Engagements de crédit–bail immobilier	YR		
ENGAGEMENTS — Effets portés à l'escompte et non échus	YS		
DÉTAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES — Sous–traitance	YT	1 859 542	1 781 028
— Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois J8)	XQ	43 874	55 943
— Personnel extérieur à l'entreprise	YU		
— Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)	SS	66 890	77 677
— Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages	YV		
— Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles ES)	ST	1 009 179	905 538
Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052	ZJ	2 979 487	2 820 188
IMPÔTS ET TAXES — Taxe professionnelle *, CFE, CVAE	YW	340 093	337 172
— Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers ZS)	9Z	358 664	333 547
Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052	YX	698 757	670 719
T.V.A. — Montant de la T.V.A. collectée	YY	10 732 629	2 066 263
— Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations	YZ	545 022	497 504
DIVERS — Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS 1 ou modèle 2460 de 2012) *	ØB		
— Montant de la plus–value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *	ØS		
— Effectif moyen du personnel * (*dont* : apprentis : handicapés) :	YP		
— Effectif affecté à l'activité artisanale	RL		
— Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *	ZK		% 0.90 %
— Numéro du centre de gestion agréé * XP		— **Filiales et participations:** (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI) Si oui cocher 1 Sinon 0	ZR
— Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 *bis* du CGI pour l'entreprise donatrice	RG		
— Montant de l'investissement qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 *octies*	RH		

REGIME DE GROUPE *

Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.	JA	Plus-values à 15%	JK	Plus-values à 0%	JL		
		Plus-values à 19%	JM	Imputations	JC		
Groupe : résultat d'ensemble.	JD	Plus-values à 15%	JN	Plus-values à 0%	JO		
		Plus-values à 19%	JP	Imputations	JF		

Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale — JH — N° SIRET de la société mère du groupe — JJ

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058–NOT pour le régime de groupe).

Cegid Group

12 **DÉTERMINATION DES PLUS ET MOINS-VALUES** DGFiP **N° 2059-A 2017**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SA BP 3000 — Néant [X] *

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

		Nature et date d'acquisition des éléments cédés* ①	Valeur d'origine* ②	Valeur nette réévaluée* ③	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt ④	Autres amortissements* ⑤	Valeur résiduelle ⑥
I. Immobilisations*	1						
	2						
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8						
	9						
	10						
	11						
	12						

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

		Prix de vente ⑦	Montant global de la plus-value ou de la moins-value ⑧	Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées* — Court terme ⑨	Long terme ⑩ — 19 %	Long terme ⑩ — 15 % ou 16 %	Long terme ⑩ — 0 %	Plus-values taxables à 19 % (1) ⑪
I. Immobilisations*	1							
	2							
	3							
	4							
	5							
	6							
	7							
	8							
	9							
	10							
	11							
	12							
II - Autres éléments	13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés		+				
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés		+				
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale		+				
	16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée		+				
	17	Résultats nets de concession ou de sous concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans						
	18	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice						
	19	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme						
	20	Divers (détail à donner sur une note annexe) *						
		CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑨						
		CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑩		**(A)**	**(B) (ventilation par taux)**			**(C)**
		CADRE C : autres plus-values taxables à 19 % ⑪						

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

Cegid Group

13

AFFECTATION DES PLUS-VALUES A COURT TERME ET DES PLUS-VALUES DE FUSION OU D'APPORT

DGFiP **N° 2059-B 2017**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SA BP 3000 — Néant [X] *

A ÉLÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES À COURT TERME

(à l'exclusion des plus–values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

Origine		Montant net des plus-values réalisées*	Montant antérieurement réintégré	Montant compris dans le résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
Plus-values réalisées au cours de l'exercice	Imposition répartie				
	sur 3 ans (entreprises à l'IR)				
	sur 10 ans				
	sur une durée différente (art 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI)				
	TOTAL 1				

	Imposition répartie		Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs	sur 3 ans au titre de	N-1				
		N-2				
	Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater du CGI) (à préciser) au titre de :	N-1				
		N-2				
		N-3				
		N-4				
		N-5				
		N-6				
		N-7				
		N-8				
		N-9				
	TOTAL 2					

B PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS

Cette rubrique ne comprend pas les plus–values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.

☐ Plus–values de fusion, d'apport partiel ou de scission (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)

☐ Plus–values d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés)

Origine des plus-values et date des fusions ou des apports	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
TOTAL				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

14 **SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME** **DGFiP N° 2059-C** **2017**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SA BP 3000 Néant X *

Rappel de la plus ou moins–value de l'exercice relevant du taux de 15 % ❶ ou 16 % ❷ .	
Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a *sexies*–0 bis du CGI) ❶ *.	
Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a *sexies*–0 du CGI) ❶ *.	

❶ Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
❷ Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

Origine ①		Moins-values à 16 % ②	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16 % ③	Solde des moins-values à 16 % ④
Moins–values nettes	N			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1			
	N-2			
	N-3			
	N-4			
	N-5			
	N-6			
	N-7			
	N-8			
	N-9			
	N-10			

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS *

Origine ①		Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter
		À 19 %, 16,5 % (1) ou à 15 % ②	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a *sexies*–0 du CGI) ③	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a *sexies*–0 *bis* du CGI) ④	À 15 % Ou À 16,5 %(1) ⑤	⑥	col ⑦ = ②+③+④–⑤–⑥ ⑦
Moins-values nettes	N						
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1						
	N-2						
	N-3						
	N-4						
	N-5						
	N-6						
	N-7						
	N-8						
	N-9						
	N-10						

(1) Les plus–values et les moins–values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

15

RÉSERVE SPÉCIALE DES PLUS VALUES A LONG TERME
RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS

DGFiP **N° 2059-D 2017**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

Désignation de l'entreprise : SA BP 3000

Néant [X] *

I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N

		Sous–comptes de la réserve spéciale des plus–values à long terme				
		taxées à **10** %	taxées à **15** %	taxées à **18** %	taxées à **19** %	taxées à **25** %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N – 1)	1					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	2					
TOTAL (lignes 1 et 2)	3					
Prélèvements opérés – donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4					
Prélèvements opérés – ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	5					
TOTAL (lignes 4 et 5)	6					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 – ligne 6)	7					

II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5e,6e,7e alinéas de l'art. 39-1-5e du CGI)

montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ①	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ②	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤
		donnant lieu à complément d'impôt ③	ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

16

DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE

DGFiP **N° 2059-E** **2017**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SA BP 3000 — Néant ☐ *

Exercice ouvert le : 01012016 et clos le : 31122016 Durée en nombre de mois : 12

Si l'entreprise est membre d'une intégration fiscale, indiquez le SIREN et la dénomination de la société tête de groupe :

I Production de l'entreprise

Ventes de marchandises	OA	
Production vendue – Biens	OB	
Production vendue – Services	OC	10 712 184
Production stockée	OD	
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	
Subventions d'exploitation reçues	OF	
Autres produits de gestion courante hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun	OH	10
Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	466 278
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
Plus–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
TOTAL 1	OM	11 178 474

II Consommation de biens et services en provenance de tiers (1)

Achats de marchandises (droits de douane compris)	ON	
Variation de stocks (marchandises)	OO	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris)	OP	
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	OQ	
Autres achats et charges externes, à l'exception des loyers et redevances	OR	2 935 613
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	OS	
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU	
Autres charges de gestion courante hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun	OW	50 084
Moins–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si attachées à une activité normale et courante	OY	
Taxes sur le C.A.autre que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs...), T.I. P.P.	OZ	
Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	O9	
TOTAL 2	OJ	2 985 697

III Valeur ajoutée produite

Calcul de la Valeur Ajoutée TOTAL 1 - TOTAL 2	OG	8 192 777

IV Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1330–CVAE pour multi–établissements et sur le 1329)	SA	8 192 777

Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE

Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono–établissement au sens de la CVAE (cf. notice de la déclaration n° 1330–CVAE–SD), compléter le cadre ci–dessous et la case SA, vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330–CVAE–SD.

MONO ÉTABLISSEMENT au sens de la CVAE	EV	X
Chiffre d'affaires de référence CVAE	GX	11 178 474

Période de référence	GY	0	1	/	0	1	/	2	0	1	6	GZ	3	1	/	1	2	/	2	0	1	6
Date de cessation												HR			/			/				

Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

17 **COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL** **DGFiP N° 2059-F** **2017**

Formulaire obligatoire
(article 38 de l'ann. III au CGI)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1 / 1 **(1)**

Néant *

EXERCICE CLOS LE 31122016 N° SIRET 43161642400062

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SA BP 3000

ADRESSE (voie) 6 Rue SAINT REMY

CODE POSTAL 33000 VILLE BORDEAUX

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise	P1	1	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P3	524 043
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise	P2		Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P4	

I – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique SAS Dénomination URBIS PARK INFRASTRUCTURES

N° SIREN (si société établie en France) 811937259 % de détention 100.00 Nb de parts ou actions 524 043

Adresse : N° 21 Voie quai d'Austerlitz

Code Postal 75013 Commune PARIS 13E Pays FRA

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

II – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre **(2)** Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : **N°** Voie

Code Postal Commune Pays

Titre **(2)** Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

18

FILIALES ET PARTICIPATIONS

DGFiP **N° 2059-G 2017**

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

1 / 1 **(1)**

Néant X *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 31122016

N° SIRET 4 3 1 6 1 6 4 2 4 0 0 0 6 2

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SA BP 3000

ADRESSE (voie) 6 Rue SAINT REMY

CODE POSTAL 33000 VILLE BORDEAUX

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE	P5	0

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

DÉTAIL DES CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE CA20CHAAVA

Désignation de l'entreprise **SA BP 3000** **31/12/2016**
6 RUE SAINT REMY

33000 BORDEAUX
431616424 IS2

Charges constatées d'avance, libellé	Date Période		Montants		
			Exploitation	Financier	Exceptionnel
ASSURANCE DO	01112012	31102022	65 401		

Cegid Group

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

N° 2065-SD
2017

Exercice ouvert le	01012016	et clos le	31122016	Régime simplifié d'imposition	
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe				Régime Réel normal	X
Si PME innovantes, cocher la case					

Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209–0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case

Si entreprise soumise au dépôt de la déclaration pays par pays n°2258–SD (art. 223–I–1 *quinquies* C), cocher la case

Si entreprise établie en France et appartenant à un groupe étranger, désignée pour le dépôt (art. 223–I–2 *quinquies* C), cocher la case

Si autre entité située en France ou dans un pays ou territoire soumis au dépôt de la déclaration, désignée pour le dépôt, indiquer le nom et la localisation (adresse et pays)

A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Désignation de la société:	Adresse du siège social :
SA BP 3000	
SIRET 4 3 1 6 1 6 4 2 4 0 0 0 6 2	
Adresse du principal établissement:	Ancienne adresse en cas de changement:
6 Rue SAINT REMY 33000 BORDEAUX	

REGIME FISCAL DES GROUPES

Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante

Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère:

SIRET

B ACTIVITE

Activités exercées: Services auxiliaires des transports terr

Si vous avez changé d'activité, cochez la case

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf.notice de la déclaration n°2065)

1 **Résultat fiscal** Bénéfice imposable à 33,1/3 % : 811 957 — Bénéfice imposable à 15 % et/ou 28%* — Déficit

2 **Plus–values**

PV à long terme imposables à 15 % — Résultat net de la concession de licences d'exploitation de brevets au taux de 15 %

PV à long terme imposables à 19% — Autres PV imposables à 19% — PV à long teme imposables à 0% — PV exonérées art. 238*quindecies*

3 **Abattements et exonérations notamment entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches**

Entreprises nouvelles art. 44 *sexies* — Jeunes entreprises innovantes — Zones franches urbaines — Pôle de compétitivité

Entreprises nouvelles art. 44 *septies* — Zones franches d'activités art. 44 *quaterdecies* — Autres dispositifs — Zone de Restructuration de la défense, art. 44 *terdecies*

Sociétés d'investissements immobiliers cotées — Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou – selon le cas) — Plus–values exonérées relevant du taux à 15 %

4 **Option pour le crédit d'impôt outre–mer :**

Dans le secteur productif, art. 244 quater W — Dans le secteur du logement social, art. 244 quater X

D IMPUTATIONS (cf.notice de la déclaration n°2065)

1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt

2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre–Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité.

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf.notice de la déclaration n°2065)

Recettes nettes soumises à la contribution 2,5%

Vous devez obligatoirement déposer votre déclaration n°2065–SD par voie dématérialisée . Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2% prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr. Les notices des liasses fiscales sont désormais uniquement accessibles sur le site www.impots.gouv.fr.

Viseur conventionné — Visa : CGA

Nom, adresse, téléphone, Télécopie

– du professionnel de l'expertise comptable : .....

..... *Tél :* .....

– du conseil : .....

..... *Tél :* .....

– de l'association agréée : .....

..... *Tél :* .....

– N° d'agrément de l'AA :

* Pour les entreprises avec un exercice ouvert à compter du 1er janvier 2017 et ayant cessé en 2017, préciser le taux d'impôt sur les sociétés appliqué et la ventilation éventuelle entre les deux taux en annexe libre de la liasse fiscale (cf. les précisions portées sur la notice du formulaire n° 2065–SD, à la rubrique "NOUVEAUTES").

Cegid Group

N° 2065 bis-SD

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS - ANNEXE A LA DÉCLARATION N° 2065

2017

SA BP 3000
431616424 IS2

31/12/2016

F RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS DISTRIBUÉS

Montant global brut des distributions (1)	Payées par la société elle–même	a		Payées par un établissement chargé du service des titres	b		

Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) (2)		(c)	
Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées		(d)	
Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci–dessus (3)		(e)	
		(f)	
		(g)	
		(h)	
Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (4)		(i)	
Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI		(j)	
Montant des revenus répartis (5)	**Total (a à h)**		

G RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS *(si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)*

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48–3 à 6 ann. III au CGI) : – SARL – tous les associés ; – SCA – associés gérants ; – SNC ou SCS – associés en nom ou commandités ; – SEP et sté de copropriétaires de navires – associés, gérants ou coparticipants.	Pour les S.A.R.L. : Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Année au cours de laquelle le versement a été effectué	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, rembourse–ments forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société. Montant des sommes versées :				
			à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement		à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6	
				Indemnités forfaitaires	Remboursements	Indemnités forfaitaires	Remboursements
1	2	3	4	5	6	7	8

H DIVERS

* NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

* ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

I CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION

RÉMUNÉRATIONS		MOINS–VALUES A LONG TERME IMPOSEES A 15%	
Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés (a)		MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice	
		MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice	
Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages (b)		MVLT réalisée au cours de l'exercice	
		MVLT restant à reporter	

Cegid Group

REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOTS DE L'EXERCICE

2069RCI

Au titre de l'année N

SA BP 3000
431616424 IS2

31/12/2016

Désignation et n° siren de la société membre de groupe pour lequel le formulaire est déposé SA BP 3000 431616424	Néant	X
	PME au sens communautaire	
Désignation et n° siren de la société tête de groupe	Société bénéficiant du régime fiscal des groupes	

I – REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOT DISPENSES DE DECLARATION SPECIALE

Crédit d'impôt	Montant

Réduction d'impôt en faveur du mécenat – montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'UE ou de l'EEE	

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (complément)

dont crédit d'impôt relatif aux rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM	
Dont montant préfinancé	
Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt hors rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM	
Montant des rémunérations n'excédant pas 2,5 SMIC versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM	
Montant des rémunérations (hors DOM) éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L.3141–30 du code du travail	
Montant des rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur des indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L. 3141–30 du code du travail	
Quote–part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés	

II – CREDITS D'IMPOT AVEC DEPOT OBLIGATOIRE D' UNE DECLARATION SPECIALE

Crédit d'impôt	Montant

Crédit d'impôt en faveur de la recherche – dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses situées dans les DOM	

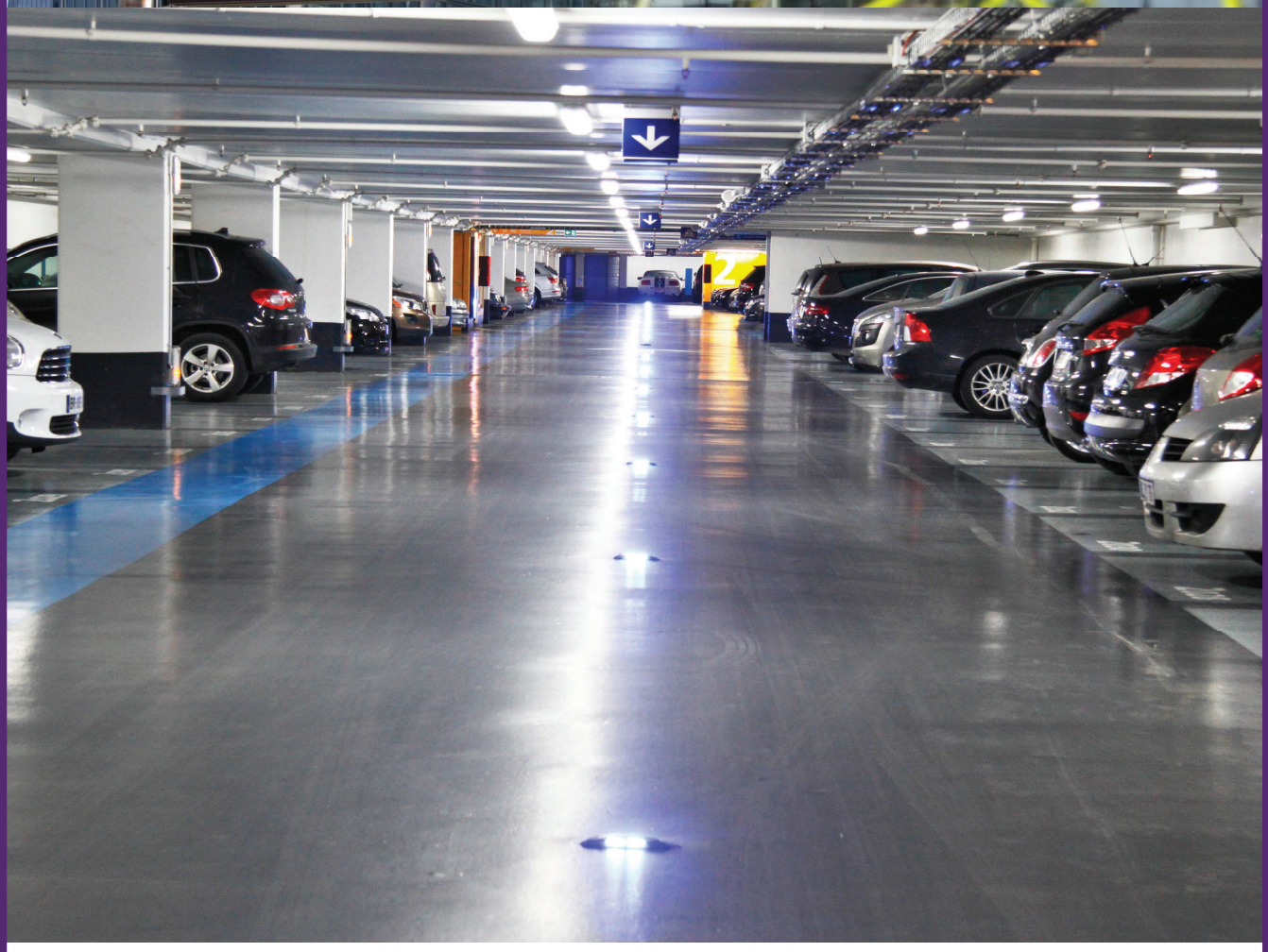
PRECISIONS SUR L'UTILISATION DES CREDITS D'IMPOTS (Utilisation de la valeur AUT – Autres crédits d'impôts)

III – CAS PARTICULIERS

	Crédit d'impôt	Montant
CI déposé en cas de cessation au titre de l'année N		
CI déposé au titre de l'année civile N-2, N-1 en cas d'exercice de plus de 12 mois		

Cegid Group





Délégation de service public-Bordeaux Métropole
Parc de stationnement Camille Jullian

Compte rendu d'activité 2016

CENTRAL PARCS

Analyse des conditions d'exploitation

BILAN ANNUEL D'ACTIVITES 2016

1. Rappel des caractéristiques de l'offre du délégataire

Parc de stationnement souterrain CAMILLE JULLIAN
Sis sous la place Camille Jullian à Bordeaux
Accès par la rue du Pas Saint-Georges
Capacité : 338 places, toutes non réservées -pas d'amodiation

2. La tarification

a. Tarifs en vigueur pour l'année 2016

HORAIRES

Durée de stationnement de 8h00 à 20h00		Tarifs TTC	Tarifs TTC par tranche de 15 minutes
0:01	0:15	1,20 €	1,20 €
0:16	0:30	2,40 €	1,20 €
0:31	0:45	2,70 €	0,30 €
0:46	1:00	2,90 €	0,20 €
1:01	1:15	4,10 €	1,20 €
1:16	1:30	5,30 €	1,20 €
1:31	1:45	6,10 €	0,80 €
1:46	2:00	6,30 €	0,20 €
2:01	2:15	7,30 €	1,00 €
2:16	2:30	7,70 €	0,40 €
2:31	2:45	7,90 €	0,20 €
2:46	3:00	8,20 €	0,30 €
3:01	3:15	9,20 €	1,00 €
3:16	3:30	9,70 €	0,50 €

3:31	3:45	9,90 €	0,20 €
3:46	4:00	10,20 €	0,30 €
4:01	4:15	11,00 €	0,80 €
4:16	4:30	11,20 €	0,20 €
4:31	4:45	11,40 €	0,20 €
4:46	5:00	11,60 €	0,20 €
5:01	5:15	12,60 €	1,00 €
5:16	5:30	13,00 €	0,40 €
5:31	5:45	13,20 €	0,20 €
5:46	6:00	13,40 €	0,20 €
6:01	6:15	14,40 €	1,00 €
6:16	6:30	14,80 €	0,40 €
6:31	6:45	15,10 €	0,30 €
6:46	7:00	15,40 €	0,30 €
7:01	7:15	16,40 €	1,00 €
7:16	7:30	16,80 €	0,40 €
7:31	7:45	17,10 €	0,30 €
7:46	8:00	17,40 €	0,30 €
8:01	8:15	18,40 €	1,00 €
8:16	8:30	18,80 €	0,40 €
8:31	8:45	19,00 €	0,20 €
8:46	9:00	19,00 €	0,00 €

Tarification forfait soirée 20h00 - 8h00		**Tarifs TTC**	**Tarifs TTC par tranche de 15 minutes**
0:01	0:15	2,00 €	2,00 €
0:16	0:30	3,50 €	1,50 €
0:31	0:45	5,00 €	1,50 €
0:46	1:00	6,50 €	1,50 €
1:01	1:15	7,80 €	1,30 €
1:16	1:30	7,80 €	0,00 €

ABONNES

ABONNEMENTS RESIDENTS	JOUR	NUIT	Variation 2016/2015 €	Variation 2016/2015 %
Mensuel	120 €	58 €	-	0%
Trimestriel	360 €	174 €	-	0%
Semestriel	640 €	320 €	-	0%
annuel	1200 €	580 €	-	0%

ABONNEMENTS Non -RESIDENTS	€	Variation 2016/2015 €	Variation 2016/2015 %
Mensuel	155 €	-	0 %
Trimestriel	465 €	-	0 %
Semestriel	810 €	-	0 %
annuel	1550 €	-	0 %

b. Analyse de la tarification - comparaison 2015/2016

HORAIRES hors forfaits soirée		Tarif 2015	Tarif 2016	variation en €	Variation en %
0:01	0:15	2,60 €	1,20 €	- 0,20 €	-7,69%
0:16	0:30	2,60 €	2,40 €	- 0,20 €	-7,69%
0:31	0:45	2,60 €	2,70 €	0,10 €	3,85%
0:46	1:00	2,60 €	2,90 €	0,30 €	11,54%
1:01	1:15	5,70 €	4,10 €	- 1,60 €	-28,07%
1:16	1:30	5,70 €	5,30 €	- 0,40 €	-7,02%
1:31	1:45	5,70 €	6,10 €	0,40 €	7,02%
1:46	2:00	5,70 €	6,30 €	0,60 €	10,53%
2:01	2:15	7,90 €	7,30 €	- 0,60 €	-7,59%
2:16	2:30	7,90 €	7,70 €	- 0,20 €	-2,53%
2:31	2:45	7,90 €	7,90 €	- €	0,00%
2:46	3:00	7,90 €	8,20 €	0,30 €	3,80%
3:01	3:15	9,90 €	9,20 €	- 0,70 €	-7,07%
3:16	3:30	9,90 €	9,70 €	- 0,20 €	-2,02%
3:31	3:45	9,90 €	9,90 €	- €	0,00%

3:46	4:00	9,90 €	10,20 €	0,30 €	3,03%
4:01	4:15	11,70 €	11,00 €	- 0,70 €	-5,98%
4:16	4:30	11,70 €	11,20 €	- 0,50 €	-4,27%
4:31	4:45	11,70 €	11,40 €	- 0,30 €	-2,56%
4:46	5:00	11,70 €	11,60 €	- 0,10 €	-0,85%
5:01	5:15	13,40 €	12,60 €	- 0,80 €	-5,97%
5:16	5:30	13,40 €	13,00 €	- 0,40 €	-2,99%
5:31	5:45	13,40 €	13,20 €	- 0,20 €	-1,49%
5:46	6:00	13,40 €	13,40 €	- €	0,00%
6:01	6:15	15,90 €	14,40 €	- 1,50 €	-9,43%
6:16	6:30	15,90 €	14,80 €	- 1,10 €	-6,92%
6:31	6:45	15,90 €	15,10 €	- 0,80 €	-5,03%
6:46	7:00	15,90 €	15,40 €	- 0,50 €	-3,14%
7:01	7:15	19,00 €	16,40 €	- 2,60 €	-13,68%
7:16	7:30	19,00 €	16,80 €	- 2,20 €	-11,58%
7:31	7:45	19,00 €	17,10 €	- 1,90 €	-10,00%
7:46	8:00	19,00 €	17,40 €	- 1,60 €	-8,42%
8:01	8:15	19,00 €	18,40 €	- 0,60 €	-3,16%
8:16	8:30	19,00 €	18,80 €	- 0,20 €	-1,05%
8:31	8:45	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
8:46	9:00	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
9:01	9:15	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
9:16	9:30	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
9:31	9:45	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
9:46	10:00	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
10:01	10:15	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
10:16	10:30	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
10:31	10:45	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
10:46	11:00	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
11:01	11:15	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
11:16	11:30	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
11:31	11:45	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%
11:46	24:00	19,00 €	19,00 €	- €	0,00%

HORAIRES forfaits soirée		**Tarif 2015**	**Tarif 2016**	**variation en €**	**variation en %**
0:01	0:15	6,50 €	2,00 €	- 4,50 €	-69,23%
0:16	0:30	6,50 €	3,50 €	- 3,00 €	-46,15%
0:31	0:45	6,50 €	5,00 €	- 1,50 €	-23,08%
0:46	1:00	6,50 €	6,50 €	- €	0,00%
1:01	1:15	6,50 €	7,80 €	1,30 €	20,00%
1:16	1:30	6,50 €	7,80 €	1,30 €	20,00%
1:31	1:45	6,50 €	7,80 €	1,30 €	20,00%
1:46	2:00	6,50 €	7,80 €	1,30 €	20,00%
2:01	12:00	6,50 €	7,80 €	1,30 €	20,00%

3. La fréquentation pour 2016

a. La fréquentation par parc de stationnement

Mois	Fréquentation					
	Horaires		Abonnés		Ammodiations	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Janvier	11 020	12 159	194	204		
Février	10 548	12 257	197	194		
Mars	11 133	12 923	198	193		
Avril	12 268	13 663	206	192		
Mai	12 496	11 268	208	187		
Juin	9 567	11 979	201	201		
Juillet	12 195	11 772	199	191		
Août	12 267	12 303	188	175		
Septembre	12 462	11 970	202	190		
Octobre	14 055	15 564	199	203		
Novembre	11 481	14 996	198	207		
Décembre	13 854	17 692	199	181		
TOTAUX	143 346	158 546	2 389	2 318	0	0
riation 2015/20	10,60%		-2,97%		0	0

b. La fréquentation – tableau récapitulatif

sans objet (1 seul parc)

c. Analyse de la fréquentation et de son évolution sur l'année et en comparaison à n-1

Nombre	Total de places	338
	Abonnés (en moyenne)	199
	dont abonnés résidents	73
	Entrées clients horaire (moyenne mensuelle)	11 945
Répartition de l'occupation	Horaires	71%
	Abonnés	29%
Taux d'occupation moyen du parc sur 24h		54%
Ticket moyen de stationnement horaire		8,81 €

4. Compte de résultats et bilan des recettes et des dépenses pour 2014

a. Les recettes et les dépenses

Mois	Recettes HT				Dépenses HT			
	Horaires		Abonnés		Horaires		Abonnés	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Janvier	77 877	91 426	18 315	65 126	79 578	83 201	18 715	59 268
Février	67 457	87 562	18 499	9 061	68 930	79 685	18 904	8 246
Mars	69 933	94 054	19 119	14 361	71 460	85 593	19 537	13 069
Avril	80 910	96 821	19 787	15 480	82 677	88 111	20 219	14 087
Mai	81 632	81 625	20 215	13 130	83 415	74 282	20 657	11 949
Juin	61 836	91 784	20 102	13 097	63 187	83 528	20 541	11 919
Juillet	79 922	87 251	19 541	14 686	81 667	79 403	19 968	13 365
Août	87 418	93 485	18 603	10 386	89 327	85 076	19 009	9 452
Septembre	79 389	92 989	19 555	12 168	81 123	84 624	19 982	11 073
Octobre	92 578	114 644	19 060	27 398	94 600	104 331	19 476	24 934
Novembre	75 031	100 317	20 113	14 155	76 670	91 293	20 552	12 881
Décembre	97 713	129 628	19 023	6 908	99 848	117 967	19 439	6 287
TOTAL 2016		1 161 584		215 956		1 057 094		196 530
TOTAL N-1	951 696		231 932		972 483		236 998	

Nota : les 4 colonnes « dépenses HT » du tableau ci-dessus ont été renseignée à partir des dépenses annuelles ventilées au prorata des 4 colonnes « recettes HT ». Il est précisé que les recettes ventilées sont les recettes lissées HT. (Annexe 1 « état récapitulatif des recettes TTC 2015 »)

b. Analyse du compte de résultats pour l'année et comparaison avec n-1

La fréquentation horaire payante est en hausse de 10,6% et la recette progresse de 22%. La fin des travaux de la rue de la Ferme de Richemond associé au renforcement du jalonnement du parking intervenu en début d'année, ont fortement contribué à ce résultat. La proximité du centre commercial de la « Promenade Sainte Catherine » continue à drainer de nouveau clients vers le parc en journée

Au global, le chiffre d'affaire du parc Camille Jullian pour l'année 2016, s'élève à 1 381 K €HT, en hausse de 16% par rapport à 2015. Le remboursement du prêt à la CUB de 208 K€ H.T a été payé pour la cinquième année .Prêt qu'il faut rembourser pendant encore 10 ans.

Le résultat s'établit à 113 K€ avant impôts.

5. Exercice 2016

a. Recettes et dépenses par chapitre comptable

COMPTE DE RESULTAT DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIQUE	ANNEE 2015	ANNEE 2016
Recettes Horaires	951 696	1 161 584
Compléments de recettes		-
Recettes abonnement et locations	231 932	215 956
Amodiation - droits		-
Publicité	3 738	3 694
Location de surfaces commerciales		-
Amodiation - remboursement de charges		-
Prestation de service		-
Produits des activités annexes (régularisation CA exercice antérieur)	- 709	- 35 234
Chiffre d'affaires net du parc de stationnement	**1 186 657**	**1 346 000**
Subvention d'exploitation		
Remboursement des assurances		
Reprise sur amortissement, provision, transfert de charges		
Reprise de provisions pour grosses réparations et rénovations		
Produits divers		
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	**1 186 657**	**1 346 000**
Energie, consommables	- 53 998	- 55 368
Entretien, maintenance et réparations (dont nettoyage parking)	- 64 490	- 51 246
Charges de rénovation	- 7 148	- 14 877
Assurances	- 7 134	- 2 324
Honoraires et autres services extérieurs	- 16 475	- 23 234
Rémunération du personnel	- 182 808	- 199 980
Autres charges du personnel	- 18 512	- 20 130
Autres charges de fonctionnement	- 14 980	- 14 458
Taxe CET (CFE_CVAE)	- 47 722	- 61 464
Taxe foncière	- 28 785	- 30 437
Taxe divers	- 724	-
Redevance due au délégant	- 23 457	- 26 989
Charges de structure (financement) remboursement crédit	- 445 129	- 459 533
Total charges directes	**- 911 362**	**- 960 039**
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**275 295**	**385 961**
DAP sur immobilisation	- 17 442	- 16 616
DAP de caducité	- 32 278	- 32 704
DAP de caducité :amortissement capital emprunt CUB	- 101 487	- 101 487
DAP pour charges à répartir et grosses réparations		-
DAP pour risques et charges		-
DAP pour dépréciation (Plan GER)	- 9 513	- 9 513
Total des DAP	**- 160 720**	**- 160 321**
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**- 1 072 082**	**- 1 120 360**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**114 575**	**225 640**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIERES	**- 17 589**	**- 13 454**
INTERETS DE L'EMPRUNT CUB	**- 119 810**	**- 119 810**
Produits exceptionnels sur opération de gestion : Avenant N°4	18 144	20 802
Produits exceptionnels sur opération en capital		-
Total produits exceptionnels	**18 144**	**20 802**
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	-	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		
Total charges exceptionnelles	-	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**18 144**	**20 802**
TOTAL CHARGES	**- 1 209 481**	**- 1 253 624**
TOTAL PRODUITS	**1 204 801**	**1 366 801**
RESULTAT AVANT IMPOTS sur les sociétés et participation	**- 4 680**	**113 178**

B. analyse prévisionnelle pour l'année 2016

La mise en œuvre d'un nouveau système de péage au mois de juin 2016, incluant la lecture de plaque minéralogique, l'acceptation de tous types de moyens de paiement, le lecteur QR code, la gestion en temps réel des incidents d'exploitation, devrait permettre la fidélisation des clients du Parc et la stabilisation de son équilibre économique

6. Les conditions d'exploitation pour 2016

En Juin 2016, le parc Camille Jullian a été doté d'un nouveau péage associant modernité et confort.

Le système ABACUS BLUE LINE, inclus tout ce qui se fait de mieux aujourd'hui pour faciliter l'accès aux automobilistes

7. La politique qualité



L'accueil de milliers de clients horaires et de plusieurs dizaines d'abonnés dans le parking Camille Jullian nécessite la mise en œuvre de méthodes de gestion et d'exploitation efficaces.

Nos agents participent activement au nettoyage et à l'entretien de l'ouvrage tout en assurant un accueil des clients :

- L'entretien des accès piétons et des espaces accueil, le nettoyage des tâches d'huile sont effectués quotidiennement ;
- Les dégradations dues aux actes de vandalisme et de salissure sont réparées dans un minimum de temps ;
- Toute réclamation, quel qu'en soit l'objet, est traitée sans tarder. Une solution adaptée est apportée à chaque situation ;
- La gestion des flux importants de véhicules nécessite une attention soutenue pour permettre un accès facile et assurer une rotation optimale ;
- Un traitement rapide et performant des demandes d'abonnement permet de satisfaire le maximum de clients.

Le parking Camille Jullian offre à sa clientèle de nombreux services destinés à rendre son utilisation plus agréable.

Nons considérons le parking comme un espace de transition entre 2 modes de déplacement : la voiture et la marche à pied. C'est pourquoi nous avons développé une plate-forme de services gratuits de nature à faciliter la vie du piéton et rendre plus agréable la perception du parking.



Plus que des places de parking, le Parc Camille Julian, en développant une politique de services complémentaires du stationnement, met à la disposition des automobilistes un ensemble de prestations personnalisées dans ses parcs.

Mesure de la qualité

- *Visite mystère*

Cette étude permet de mesurer l'accueil du personnel, la qualité de service, la propreté, la signalétique ainsi que le bon fonctionnement des équipements. Un enquêteur (prestataire extérieur) se fait passer pour un client potentiel et note sur une grille mise en place avec la Direction Commerciale et Marketing, différents points précités. (Détail annexe 2)

Le parc Camille Jullian a obtenu la note de 20/20

Le hub de services

Pour susciter l'envie de fréquenter le parc et contribuer à l'attractivité du centre-ville, le parc Camille Julian propose sa plate-forme des services gratuits.

Horaires d'ouverture

Le parc de stationnement Camille Julian est ouvert 24/24 7/7 afin de donner satisfaction au plus grand nombre d'automobilistes possible. S'il est fermé la nuit, l'accès piéton reste néanmoins accessible aux clients muni de leur ticket de parking ou de la carte qui leur a servi lors de leur entrée en voiture. Ils peuvent ainsi récupérer leur véhicule à toute heure.



Le prêt de parapluie

Les jours d'intempéries, l'automobiliste qui se gare peut demander à l'espace accueil de se faire prêter un parapluie durant le temps de son stationnement. Il remet son ticket d'entrée qui lui sera rendu à son retour au parc, en échange de la restitution du parapluie.



Le stationnement offert le jour de l'anniversaire

Afin de créer un lien de sympathie personnalisé avec ses clients le parc Camille Julian a conçu pour eux une offre au fort contenu affectif : le jour de leur anniversaire, les clients du parc se voient offrir leur stationnement, dans la limite de 24 heures.

Le service accompagnement

Certains clients ont besoin d'être aidés ou rassurés. Ce service est mis en place selon deux modes :
Permanent lorsqu'il s'agit de porter assistance à notre clientèle : femme enceinte, personne à mobilité réduite, poussette,... mais aussi à tout client qui le demande.
Ponctuel au moment des fêtes, des soldes ou des évènements locaux exceptionnels.

Le prêt de cabas

De façon identique au service parapluie, les clients du parc peuvent emprunter gratuitement un panier ou un caddie® le temps de leur stationnement. Utile pour faire les courses en centre-ville.



Le kit de dépannage
En cas de panne de son véhicule (batterie à plat, pneu crevé ...), tout client peut bénéficier de l'assistance du personnel d'exploitation du parking (prêt de booster de démarrage, de bombe anti-crevaison, appel d'un dépanneur ...).





Radio INDIGO
Basée sur une technologie de web radio, elle est disponible à la fois dans les parkings en ouvrage mais aussi à partir de son Smartphone ou du site internet.
S'appuyant sur une technologie connectée toujours plus innovante, elle vous permet de diffuser des messages informatifs et touristiques, de promouvoir les événements - sportifs ou culturels - qui font l'actualité du quartier des Grands hommes, d'alerter sur la tenue de travaux ou d'un événement extraordinaire.

Vos messages peuvent être diffusés selon des stratégies "mono-parking" ou plus globale.
Au-delà de la playlist du programme en haute qualité, cette nouvelle plate-forme propose également des points réguliers sur l'actualité de la musique classique et sur vos événements. Tous les messages diffusés dans vos parkings seront ainsi directement intégrés dans l'ensemble de ces outils.
Il vous sera également possible d'utiliser Radio INDIGO comme outil de promotion de vos événements culturels, de votre politique de tourisme, grâce à la diffusion de messages dans d'autres villes françaises ou étrangères de votre choix et dans lesquelles INDIGO est présent.

Le kiosque de presse gratuite
Un présentoir de presse est mis à disposition des clients des parkings, lesquels pourront bénéficier gratuitement, grâce à différents partenariats mis en place par notre société, de plusieurs titres de presse gratuits et/ou payants (presse généraliste, économique, sportive, loisirs ...)



Les moyens de paiement

CARTE TOTAL GR

Pour faciliter la vie des professionnels, Indigo propose dans le parc le paiement du stationnement à l'aide de la carte TOTAL GR. Près de 2.000.000 de professionnels français sont détenteurs de la carte TOTAL GR. Avec cette carte le stationnement consommé chez INDIGO est facturé mensuellement et évite au client la production fastidieuse de notes de frais.



CARTES BANCAIRES

Le paiement par carte bancaire facilite la vie des automobilistes, c'est pourquoi INDIGO le propose dans le parc et permet aux clients, pour gagner du temps, de payer sur les bornes de sortie.



Tarif résidents

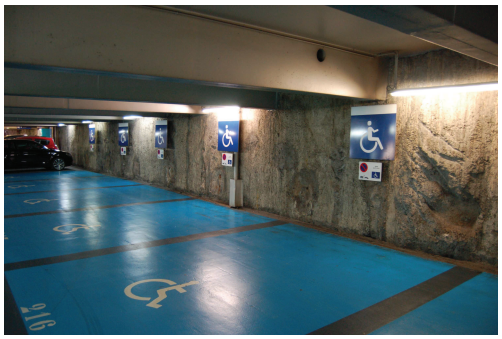
Un tarif spécial résidents est accordé aux automobilistes pour leur permettre de disposer, dans des conditions économiques privilégiées, d'une offre de stationnement à proximité de leur domicile.



Accueil des personnes à mobilité réduite

Le parc Camille Julian attache une grande importance au fait de faciliter l'accès au stationnement et à ses services pour les personnes à mobilité réduite.
Lors des travaux réalisés dans le parc des efforts spécifiques sont faits pour améliorer les conditions d'accueil en supprimant, autant qu'il est possible, les obstacles physiques que les personnes à mobilité réduite peuvent rencontrer. L'ergonomie des places de stationnement qui leur sont réservées fait l'objet d'un soin particulier.





La loi du 11 février 2005 a créé une dynamique nouvelle en faveur de l'accessibilité de "tous à tout". Deux aspects ont particulièrement été mis en avant lors de sa rédaction:

- l'accessibilité "de tous" en prenant en compte tous les types de handicap

- l'accessibilité "à tout" en développant le thème de la continuité du déplacement depuis la voirie jusqu'au cadre bâti en passant par les transports

En date du 23 septembre 2015, l'ouvrage a été déclaré accessible aux personnes en situation de handicap.

Le descriptif des travaux de mise en conformité qui ont été engagés figure en page 19.



La télé-opération à distance

En dehors des heures de présence du personnel sur site ou en cas d'indisponibilité du personnel (maintenance, accueil d'un usager,...) les systèmes de phonie, d'alarmes techniques et de vidéo ainsi que les installations de péage et de contrôle d'accès de nos parcs sont directement reliés au Centre National de Télé-Opération (CNTO) de INDIGO.

Cette centralisation sur la GTC permet également d'assurer la surveillance et la supervision des parcs de stationnement à toute heure et à tout moment, activités que INDIGO regroupe sous le terme de Télé-opération.

En effet, pour améliorer la gestion des alarmes et l'information de la Clientèle, INDIGO a développé un Système d'Aide à l'Exploitation (S.A.E). Nos parcs de stationnement sont donc équipés d'une box informatique sur laquelle sont reprises :

- les alarmes technique (alimentation électrique, pompes de relevage, intrusion, effraction caisse automatique ...) ;
- la vidéosurveillance ;
- les commandes principales des équipements de péage et contrôle d'accès ;
- l'interphonie (points de phonie situés sur les bornes d'entrée / sortie et sur les caisses automatiques, accès piétons).

Lorsque le personnel d'exploitation n'est pas présent sur le site 24h/24, toutes les alarmes techniques ou informations relatives à la sécurité sont reprises :

- défaut d'alimentation électrique ;
- défaut des pompes de relevage ou dépassement de niveau d'eau maxi dans la fosse de relevage ;
- défaut des ascenseurs ;
- défaut de ventilation ;
- défaut du contrôle d'accès ;
- détection incendie ;

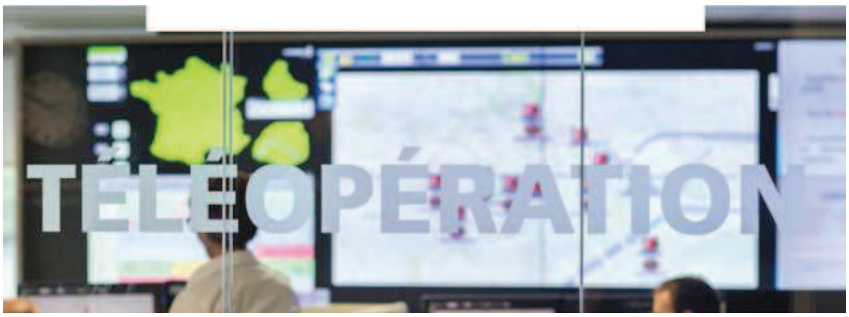
L'ensemble des évènements (alarme, appel, intervention, panne, ...) est tracé et centralisé par le Système d'Aide aux Consignes (S.A.C.) :

- Chaque information reçue déclenche une fiche de consigne spécifique permettant à l'opérateur de la traiter immédiatement et efficacement.
- Chaque évènement est tracé par nature, horaire, durée, délai d'intervention, délai de résolution,
- Ces informations sont accessibles en temps réel aux équipes d'exploitations locales ainsi qu'aux équipes du siège.

L'Opérateur du CNTO peut ainsi :

- recevoir un appel provenant d'un client depuis une borne d'interphonie,
- localiser ce client, puisqu'il dispose, sur son écran, des plans du parc (plans en 3D et en couleurs, dont l'ergonomie et la lisibilité ont été particulièrement soignées, avec localisation de tous les points de passage et équipements

importants du parc et identification visuelle du point de phonie depuis lequel l'appel est effectué),
- visualiser le client grâce à la vidéosurveillance,
- converser avec ce client dans de très bonnes conditions d'audition (liaison à haut débit sécurisée),
- effectuer les opérations courantes : ouverture de barrière pour un abonné ayant oublié son badge, ouverture d'une porte d'entrée piéton (pour un client horaire ayant oublié son ticket dans son véhicule…),
- faire intervenir l'astreinte ou l'équipe technique en cas de problème ou de dysfonctionnement.





Le parking connecté

La clientèle doit pouvoir s'informer facilement sur les parcs de stationnement, INDIGO propose donc de nombreux outils de communication :

un site internet permettant de repérer les parkings, de connaitre les services et de s'abonner rapidement et facilement.

<u>Focus sur le site internet :</u>
Tout ce que vous voulez savoir sur INDIGO se trouve sur **www.indigo.fr**



Les internautes peuvent apprécier des chapitres étayés, réorganisés sur : l'entreprise, ses métiers, ses implantations, son

actualité...
Un chapitre est notamment dédié aux services avec le détail de l'offre INDIGO.
Le site lui-même devient un espace de service puisqu'il comporte un volet interactif conçu à l'attention des clients : il permet en effet aux automobilistes de se renseigner sur le prêt de vélo d'une part, sur les possibilités de stationnement par ville d'autre part.
Sans même se rendre sur place, le client peut planifier et organiser son déplacement dans une ville inconnue. En cela, le site apparaît non plus seulement comme une vitrine de l'entreprise mais bien comme un outil au service de l'internaute.
Le site Internet a pour vocation de générer du trafic dans nos parkings.
Il est voulu pour être un levier afin d'attirer des clients au niveau du centre-ville (Bons Plans, informations,...).

INDIGO se positionne alors comme un partenaire de la ville et de sa politique culturelle et commerciale.



L'application Park Indigo

Au-delà de simples places de parking, Indigo a pour ambition de proposer des services qui facilitent la mobilité individuelle et le stationnement en ville. Elle s'appuie sur une offre personnalisée et numérique et sur une modernisation continue de nos installations.

Une dématérialisation, au service de l'utilisateur comme du délégant

L'excellence technologique et opérationnelle doit se mettre au service de l'utilisateur comme du délégant. Le parking connecté s'inscrit dans une démarche de dématérialisation qui vise à simplifier, fiabiliser et sécuriser les échanges. C'est pourquoi Indigo a équipé une grande partie de ses parcs de stationnement d'outils numériques tels que des caméras de reconnaissance de plaques d'immatriculation (LMP), des lecteurs QR-codes et des spots NFC. Le parking connecté, dont les flux d'informations sont dématérialisés, améliore la qualité de l'expérience utilisateur et renforce la sécurisation des recettes.
Dans le respect de cette démarche, Indigo s'efforce de limiter l'obligation de prendre un ticket. C'est pourquoi, l'entreprise a lancé en 2015, en ouvrage en France, le premier service d'accès et de paiement automatique utilisant la reconnaissance de plaques d'immatriculation (LPM).

Se déplacer en toute facilité, avec l'application Park Indigo

Afin d'accompagner le client dans son parcours, Indigo développe et met à jour régulièrement son application Park Indigo. En offrant des services de localisation de parkings, de paiement mobile ou encore de géolocalisation in situ dans certains pays, l'entreprise met en œuvre le parking intelligent connecté à l'utilisateur.



Nous contacter

Numéro AZUR

Les clients ont aujourd'hui un besoin légitime de s'exprimer pour faire notamment part de leurs suggestions, remarques, réclamations ou encore demander des renseignements.
INDIGO a créé, il y a 10 ans, un service relations clients. Nos clients peuvent nous contacter par :

Courrier : Indigo- Immeuble Ile-de-France – Bâtiment A – 4 place de la Pyramide 92800 PUTEAUX / LA DEFENSE
internet : clients@vincipark.com
téléphone : n° AZUR 810 26 3000 – 24h/24 – 7j/7
Application Smartphone

Les appels du numéro Azur sont analysés, une réponse est systématiquement apportée et l'analyse régulière des remontées ainsi collectées permet d'améliorer la qualité du service.





Sur les 12 derniers mois, le n°AZUR 0 810 26 3000 a traité **6 259** appels pour la France, **dont 30 pour le Parc Camille Jullian**:

Visite Mystère

Dans une optique d'amélioration constante de sa qualité, Indigo réalise des audits mystères tout au long de l'année. Pour mesurer la propreté de ses ouvrages, ainsi que la qualité du service proposé, des enquêtes mystères sont réalisées plusieurs fois par an par un cabinet externe. Ce dernier se base sur une grille qui s'aligne sur le parcours du client automobiliste et piéton et permet une attention sur tous les points jugés irritants par ce dernier.
Des appels mystères sont réalisés auprès du Centre National de Télé-Opération, du Service Clients et des Boutiques Indigo. Ces appels ont pour but d'évaluer la qualité de l'accueil, du traitement de la demande et de la prise de congé. Les visites sont effectuées pour mesurer plusieurs critères dont notamment la propreté, l'entretien et la maintenance du parc. (Résultats détaillés en annexe)

Le parc Camille Jullian àa obtenu la note de 70,3%



La formation et le Campus Indigo

Plan de formation

La formation est tout particulièrement orientée sur l'accueil et la relation commerciale pour que les équipes INDIGO adoptent un fonctionnement, une organisation et une attitude en droite ligne avec la stratégie commerciale et marketing de l'entreprise.

Chaque employé de INDIGO, quel que soit son niveau hiérarchique, reçoit, a minima, une formation sur ce thème au sein Du Campus INDIGO

Ces formations sont dispensées au sein du Campus , soit au siège à Puteaux/ La Défense, soit au sein d'un des 5 parkings de France.

L'encadrement (directeurs régionaux, directeur de secteur, responsables de district) suit un cycle de formation axé sur le management des équipes, le dynamisme commercial et la gestion de la relation client.
Cette école joue également un rôle d'ascenseur social en détectant les employés à fort potentiel. Ceux-ci suivent alors un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) d'une durée de neuf mois (commercial, management, droit social, assurances, gestion commerciale). Au terme de la formation, un diplôme de manager d'exploitation leur est remis. Ils font l'objet d'un suivi particulier de la part du service RH, afin de leur permettre d'évoluer vers un poste correspondant aux connaissances et compétences acquises et ceci au cours de l'année suivant l'obtention du CQP.

Le campus INDIGO dispense également des formations techniques et réglementaires (entretien des équipements, matériels de péage et de contrôle d'accès, sécurité et protection incendie, gestion commerciale,...).

Quart d'heure Sécurité

Pour ancrer l'attitude prévention santé sécurité VINCI Park met en place les « ¼ heure sécurité » ce moyen de communication efficace permet la transmission des informations, la gestion des retours et le traitement des problèmes santé sécurité identifiés.

Le fait de réunir dans un temps très court notre personnel permet de s'assurer de la compréhension des messages transmis et d'aller également au-delà d'une simple transmission de consignes et d'échanges : c'est l'objet du quart d'heure santé sécurité sur le terrain.





En 2016 sur le Parc Camille Jullian il y a eu **29 participations** aux ¼ heures de sécurité

8. La politique sécurité

Devant la recrudescence de présence de Sans Domicile Fixe dans le parking, les actions suivantes ont été menées au cours de l'année 2016 :

- Rondes de nuit effectuées régulièrement par une société de gardiennage du lundi au dimanche selon une programmation aléatoire
- Appels systématiques par les agents en poste auprès du commissariat de Police le plus proche en cas de besoin
- Appels auprès des organismes sociaux de la ville

9. Les évènements et les actions menées au cours de l'année 2015

- **Renouvellement du système de péage**

Un nouveau système de péage est venu équiper le parc Camille Jullian en Juin 2016.

Distribué par DESIGNA France, le matériel ABACUS BLUE EDITION permet d'offrir aux clients du parc, le meilleur de la technologie:

- Paiement sans contact



- Ticket à code barre



- Lecture de plaque minéralogique



- Lecteur QR-code



Caisses Automatiques

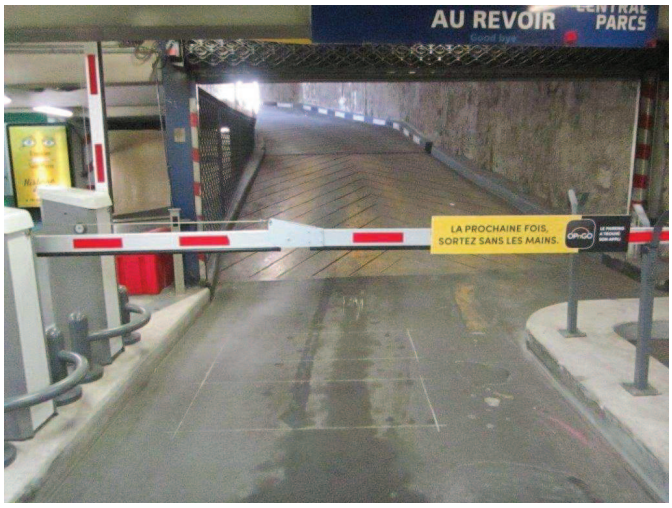


Equipements Entrées/sorties



Modification de la configuration de la sortie véhicule

Afin que la sortie soit plus confortable pour les automobilistes, les 2 chenaux précédemment existants, ont été détruits pour ne faire qu'un à présent offrant une largeur de piste proche de 3mètres.



Caméra de Lecture de plaque minéralogique





- Travaux au Poste TGBT

Des travaux importants sur les contacteurs du TGBT ont été confiées à une entreprise spécialisée afin de garantir la parfaite alimentation électrique des équipements de l'ouvrage



- Remplacement des luminaires défectueux



- Remplacement des pompes de relevage



10. Les actions à prévoir pour 2017

- **Maintenance et remplacement des portes coupe-feu du site**
- **Diagnostique sécurité incendie et moyens de secours**
- **Mise en pression des colonnes sèches**
- **Travaux de maintenance de la source centrale**





BORDEAUX METROPOLE

Délégation de service public
Parc de stationnement Grands Hommes

Compte rendu d'activité 2016

INDIGO

1. Présentation générale



Le parc de stationnement Grands Hommes à BORDEAUX est exploité par la société du Parking des Grands Hommes, une société du groupe INDIGO, dans le cadre d'un contrat de concession en date du 14 juin 1988.

La capacité totale de l'ouvrage est de 454 emplacements (dont 10 places PMR), répartis sur 6 niveaux de sous-sol, dont 410 places publiques et 44 places privées.

L'exploitation courante des équipements est assurée, sous l'entière responsabilité de la Société du Parking des Grands Hommes, par la société INDIGO Park, filiale du groupe INDIGO dédiée à l'exploitation.

Localement, la responsabilité de l'exploitation est assurée par Cyrille RICHARD assisté de 3 agents d'exploitation, sous la supervision du Responsable de District, Jean Christophe DUCHANGE, du Directeur de Secteur, Eric GRAND et de Marc WENCEL, Directeur Régional.

L'équipe du parc bénéficie, par ailleurs, des compétences et de l'assistance de la Base Locale d'Intervention déployés par INDIGO à Bordeaux pour assurer la gestion de ses parcs de stationnement. Elle comprend notamment, un agent de maintenance en charge d'exécuter les petits travaux d'entretien du site et d'un agent en charge de la qualité de l'ouvrage qui veille au bon état de propreté des parcs.

Cette équipe, assistée des services fonctionnels du siège de INDIGO basé à Paris La DEFENSE, assurent :

- le suivi et le contrôle de l'exploitation,
- la gestion commerciale du site,
- les relations avec l'autorité délégante,
- la gestion administrative et financière de l'exploitation.

Les recettes 2016 (données statistiques) se sont établies à 2 114 291€ TTC, en **hausse de 4,5%** par rapport à l'exercice précédent (2 023 941€ TTC).

La fréquentation horaire est en progression de 5,1% par rapport à 2015, et le nombre d'abonnés est en baisse de 1.7% sur la même période.

2. Comptes de la délégation

2.1 Tarification du parc

La tarification en vigueur au 31/12/2016 s'établit comme suit :

Tarifs jour de 8H à 20H		
Temps	**Tarifs**	
15	0,60	0,60
30	1,20	0,60
45	1,70	0,50
60	1,90	0,20
75	2,80	0,90
90	3,50	0,70
105	4,20	0,70
120	4,40	0,20
135	5,30	0,90
150	5,60	0,30
165	5,90	0,30
180	6,20	0,30
195	7,00	0,80
210	7,30	0,30
225	7,60	0,30
240	7,90	0,30
255	8,70	0,80
270	9,00	0,30
285	9,30	0,30
300	9,60	0,30
315	10,40	0,80
330	10,70	0,30
345	11,00	0,30
360	11,30	0,30
375	12,10	0,80
390	12,40	0,30
405	12,70	0,30
420	13,00	0,30
435	13,40	0,40
450	13,80	0,40
465	14,20	0,40
480	14,60	0,40
495	15,00	0,40
510	15,40	0,40
525	15,80	0,40
540	16,20	0,40
555	16,60	0,40
570	17,00	0,40
585	17,40	0,40
600	17,80	0,40
615	18,20	0,40
630	18,60	0,40
645	19,00	0,40
Tarif maximum de 8H à 20H	19,00	

Tarifs nuit de 20H à 8H		
Temps	**Tarifs**	
15	1,20	1,2
30	2,40	1,2
45	3,60	1,2
60	4,50	0,9
Tarif maximum de 20H à 8H	4,50	

Abonnement trimestriel	368 €
Abonnement annuel	1472 €
Prélèvement Mensuel Automatique	115 €

Les tarifs d'abonnements sont inchangés depuis 2011.

2.2. Etat récapitulatif des recettes TTC

L'état récapitulatif des recettes TTC (document statistique) est joint en annexe 1. Il décrit, mois par mois, l'évolution de la fréquentation horaire, du nombre d'abonnés, des recettes horaires, abonnés et autres, comparée à l'exercice précédent.

Au global, le chiffre d'affaires du parc des Grands Hommes s'établit en hausse de 4,5 % à 2 114 291€ TTC.

La fréquentation horaire payante représente 276 129 visiteurs en 2015, contre 262 770 en 2015, soit une hausse de 5,1 %.

Le ticket moyen est de à 5,89 € TTC en hausse (+5,2%) par rapport à l'exercice précédent.

Le tarif « Nuit », particulièrement attractif, continue à séduire une clientèle désireuse de passer sa soirée en centre-ville.

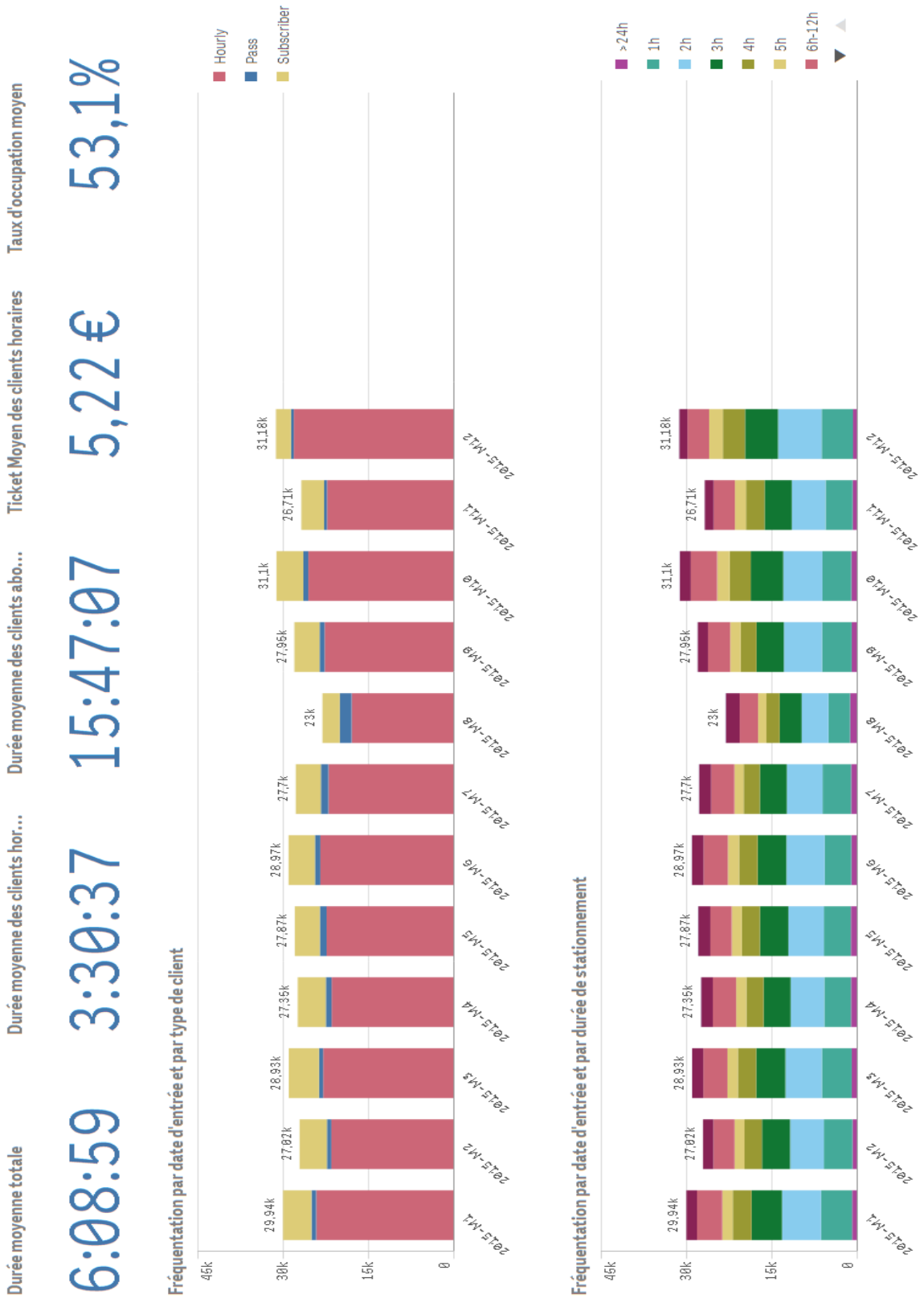
Un partenariat a été mis en place avec les principaux hôtels de centre-ville depuis août 2012, afin de proposer à leurs clients des tarifs préférentiels applicables selon la durée de leurs séjours. Cette action nommée « un Parking pour votre Hôtel » a remporté sur l'année 2016, un grand succès auprès des hôteliers et de leurs clients.

Enfin, pour satisfaire la demande des clients les plus fidèles, le paiement par carte à décompte rechargeable a été mis en place. Cette carte rechargeable permet à nos clients de rentrer et sortir sans passer par les caisses automatiques.

Ces produits « divers » ont généré une recette de 201 566€ TTC en 2016 contre 212 702€ TTC en 2015.

Les données statistiques extraites du péage nous ont permis de faire l'analyse suivante sur l'activité du Parc des Grands Hommes (document non comptable).

Analyse de l'activité du Parc Grands Hommes :



2.3 Compte-rendu financier

Le compte de résultat de la délégation, pour l'année 2016, est joint en annexe 2.

Le résultat s'entend avant rémunération des capitaux propres engagés et impôts sur les sociétés.

3. Analyse de la qualité du service

3.1 Qualité de l'accueil et confort de la clientèle

L'accueil de milliers de clients horaires et de plusieurs dizaines d'abonnés dans le parking Grands Hommes nécessite la mise en œuvre de méthodes de gestion et d'exploitation efficaces.

Nos agents participent activement au nettoyage et à l'entretien de l'ouvrage tout en assurant un accueil des clients :

- L'entretien des accès piétons et des espaces accueil et le nettoyage des tâches d'huile sont effectués quotidiennement ;
- Les dégradations dues aux actes de vandalisme et les salissures sont réparées dans un minimum de temps ;
- Toute réclamation, quel qu'en soit l'objet, est traitée sans tarder. Une solution adaptée est apportée à chaque situation ;
- La gestion des flux importants de véhicules nécessite une attention soutenue pour permettre un accès facile et assurer une rotation optimale ;
- Un traitement rapide et performant des demandes d'abonnement permet de satisfaire le maximum de clients ;
- Informer les usagers sur les moyens de règlements mis à leur disposition et leurs modalités d'utilisation (Carte Total GR, Caisses automatiques, Badge Liber'T) ;
- Assurer la meilleure accessibilité possible des usagers et garantir une rotation optimale des places de stationnement ;
- Ecouter et apporter des renseignements clairs et précis en face à face ou par voie d'interphone aux clients ;
- Faire preuve de compréhension et de sens commercial dans les situations les plus complexes ;
- Surveiller l'espace de stationnement par le biais de rondes régulières ;
- Faire respecter le règlement intérieur du Parc.



Exploitation - Qualité, confort, sécurité

Le parking Grands Hommes offre à sa clientèle de nombreux services destinés à rendre son utilisation plus agréable.

Nons considérons le parking comme un espace de transition entre 2 modes de déplacement : la voiture et la marche à pied. C'est pourquoi nous avons développé une plate-forme de services gratuits de nature à faciliter la vie du piéton et rendre plus agréable la perception du parking.



Plus que des places de parking, le Parc Grands Hommes, en développant une politique de services complémentaires du stationnement, met à la disposition des automobilistes un ensemble de prestations personnalisées dans ses parcs.



Le hub de services

Pour susciter l'envie de fréquenter le parc et contribuer à l'attractivité du centre-ville, le parc Grands Hommes propose sa plate-forme des services gratuits.

Horaires d'ouverture
Le parc de stationnement Grands Hommes est ouvert 24/24 7/7 afin de donner satisfaction au plus grand nombre d'automobilistes possible. S'il est fermé la nuit, l'accès piéton reste néanmoins accessible aux clients muni de leur ticket de parking ou de la carte qui leur a servi lors de leur entrée en voiture. Ils peuvent ainsi récupérer leur véhicule à toute heure.



Le prêt de parapluie
Les jours d'intempéries, l'automobiliste qui se gare peut demander à l'espace accueil de se faire prêter un parapluie durant le temps de son stationnement. Il remet son ticket d'entrée qui lui sera rendu à son retour au parc, en échange de la restitution du parapluie.



Le stationnement offert le jour de l'anniversaire
Afin de créer un lien de sympathie personnalisé avec ses clients le parc Grands Hommes a conçu pour eux une offre au fort contenu affectif : le jour de leur anniversaire, les clients du parc se voient offrir leur stationnement, dans la limite de 24 heures.

Le service accompagnement
Certains clients ont besoin d'être aidés ou rassurés. Ce service est mis en place selon deux modes :

Permanent lorsqu'il s'agit de porter assistance à notre clientèle : femme enceinte, personne à mobilité réduite, poussette,… mais aussi à tout client qui le demande.
Ponctuel au moment des fêtes, des soldes ou des évènements locaux exceptionnels.

Le prêt de cabas
De façon identique au service parapluie, les clients du parc peuvent emprunter gratuitement un panier ou un caddie® le temps de leur stationnement. Utile pour faire les courses en centre-ville.



Le kit de dépannage
En cas de panne de son véhicule (batterie à plat, pneu crevé …), tout client peut bénéficier de l'assistance du personnel d'exploitation du parking (prêt de booster de démarrage, de bombe anti-crevaison, appel d'un dépanneur …).





Radio INDIGO
Basée sur une technologie de web radio, elle est disponible à la fois dans les parkings en ouvrage mais aussi à partir de son Smartphone ou du site internet.
S'appuyant sur une technologie connectée toujours plus innovante, elle vous permet de diffuser des messages informatifs et touristiques, de promouvoir les événements - sportifs ou culturels - qui font l'actualité du quartier des Grands hommes, d'alerter sur la tenue de travaux ou d'un événement extraordinaire.

Vos messages peuvent être diffusés selon des stratégies "mono-parking" ou plus globale.

Au-delà de la playlist du programme en haute qualité, cette nouvelle plate-forme propose également des points réguliers sur l'actualité de la musique classique et sur vos événements. Tous les messages diffusés dans vos parkings seront ainsi directement intégrés dans l'ensemble de ces outils.
Il vous sera également possible d'utiliser Radio INDIGO2 comme outil de promotion de vos événements culturels, de votre politique de tourisme, grâce à la diffusion de messages dans d'autres villes françaises ou étrangères de votre choix et dans lesquelles INDIGO est présent.

Le kiosque de presse gratuite
Un présentoir de presse est mis à disposition des clients des parkings, lesquels pourront bénéficier gratuitement, grâce à différents partenariats mis en place par notre société, de plusieurs titres de presse gratuits et/ou payants (presse généraliste, économique, sportive, loisirs …)

Les moyens de paiement

Carte Total GR
Pour faciliter la vie des professionnels, Indigo propose dans le parc le paiement du stationnement à l'aide de la carte TOTAL GR. Près de 2.000.000 de professionnels français sont détenteurs de la carte TOTAL GR. Avec cette carte, le stationnement consommé chez INDIGO est facturé mensuellement et évite au client la production fastidieuse de notes de frais.



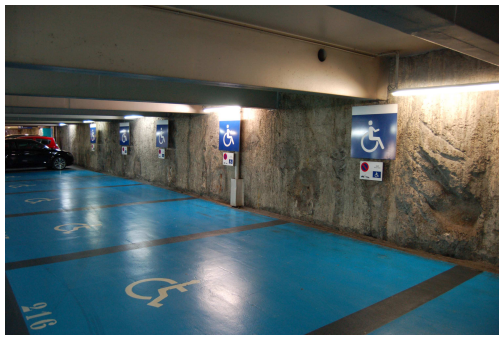
Cartes Bancaires
Le paiement par carte bancaire facilite la vie des automobilistes, c'est pourquoi INDIGO le propose dans le parc et permet aux clients, pour gagner du temps, de payer sur les bornes de sortie.

Télépéage – Badge Liber't
Pour permettre aux automobilistes de gagner du temps, le parc des Grands Hommes a adopté le Télépéage par badge Liber't. Déjà utilisé pour les péages d'autoroutes, le Télépéage permet un appréciable gain de temps en offrant à ses 2.500.000 détenteurs de payer en une fois, chaque mois, leurs péages d'autoroutes et leur temps de stationnement consommé dans les différents parcs où ils ont utilisé ce moyen de paiement.

Accueil des personnes à mobilité réduite

Le parc Grands Hommes attache une grande importance au fait de faciliter l'accès au stationnement et à ses services pour les personnes à mobilité réduite.
Lors des travaux réalisés dans le parc des efforts spécifiques sont faits pour améliorer les conditions d'accueil en supprimant, autant qu'il est possible, les obstacles physiques que les personnes à mobilité réduite peuvent rencontrer. L'ergonomie des places de stationnement qui leur sont réservées fait l'objet d'un soin particulier.





La loi du 11 février 2005 a créé une dynamique nouvelle en faveur de l'accessibilité de "tous à tout". Deux aspects ont particulièrement été mis en avant lors de sa rédaction:

- l'accessibilité "de tous" en prenant en compte tous les types de handicap

- l'accessibilité "à tout" en développant le thème de la continuité du déplacement depuis la voirie jusqu'au cadre bâti en passant par les transports

En date du 23 septembre 2015, l'ouvrage a été déclaré accessible aux personnes en situation de handicap.



La télé-opération à distance

En dehors des heures de présence du personnel sur site ou en cas d'indisponibilité du personnel (maintenance, accueil d'un usager,…) les systèmes de phonie, d'alarmes techniques et de vidéo ainsi que les installations de péage et de contrôle d'accès de nos parcs sont directement reliés au Centre National de Télé-Opération (CNTO) de INDIGO.

Cette centralisation sur la GTC permet également d'assurer la surveillance et la supervision des parcs de stationnement à toute heure et à tout moment, activités qu'INDIGO regroupe sous le terme de Télé-opération.

En effet, pour améliorer la gestion des alarmes et l'information de la Clientèle, INDIGO a développé un Système d'Aide à l'Exploitation (S.A.E). Nos parcs de stationnement sont donc équipés d'une box informatique permettant de téléopérer à distance :

- les alarmes technique (alimentation électrique, pompes de relevage, intrusion, effraction caisse automatique …) ;
- la vidéosurveillance ;
- les commandes principales des équipements de péage et contrôle d'accès ;
- l'interphonie (points de phonie situés sur les bornes d'entrée / sortie et sur les caisses automatiques, accès piétons).

Lorsque le personnel d'exploitation n'est pas présent sur le site 24h/24, toutes les alarmes techniques ou informations relatives à la sécurité sont reprises :

- défaut d'alimentation électrique ;
- défaut des pompes de relevage ou dépassement de niveau d'eau maxi dans la fosse de relevage ;
- défaut des ascenseurs ;
- défaut de ventilation ;
- défaut du contrôle d'accès ;
- détection incendie.

L'ensemble des évènements (alarme, appel, intervention, panne, …) est tracé et centralisé par le Système d'Aide aux Consignes (S.A.C.) :

- Chaque information reçue déclenche une fiche de consigne spécifique permettant à l'opérateur de la traiter immédiatement et efficacement.
- Chaque évènement est tracé par nature, horaire, durée, délai d'intervention, délai de résolution.
- Ces informations sont accessibles en temps réel aux équipes d'exploitations locales ainsi qu'aux équipes du siège.



L'Opérateur du CNTO peut ainsi :

- recevoir un appel provenant d'un client depuis une borne d'interphonie,
- localiser ce client, puisqu'il dispose, sur son écran, des plans du parc (plans en 3D et en couleurs, dont l'ergonomie et la lisibilité ont été particulièrement soignées, avec localisation de tous les points de passage et équipements importants du parc et identification visuelle du point de phonie depuis lequel l'appel est effectué),
- visualiser le client grâce à la vidéosurveillance,
- converser avec ce client dans de très bonnes conditions d'audition (liaison à haut débit sécurisée),
- effectuer les opérations courantes : ouverture de barrière pour un abonné ayant oublié son badge, ouverture d'une porte d'entrée piéton (pour un client horaire ayant oublié son ticket dans son véhicule…),
- faire intervenir l'astreinte ou l'équipe technique en cas de problème ou de dysfonctionnement.

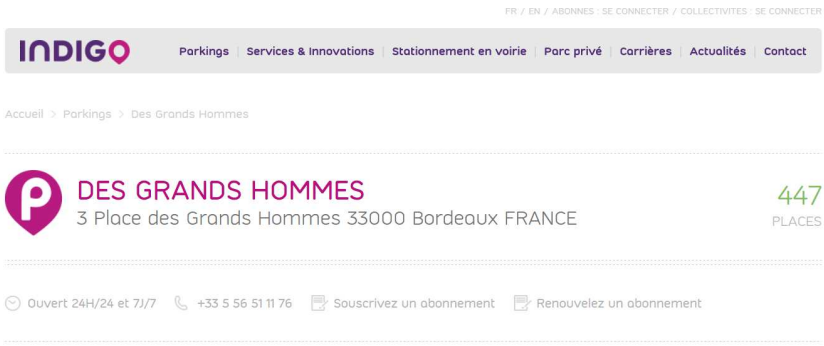
Le parking connecté

Site Internet

La clientèle doit pouvoir s'informer facilement sur les parcs de stationnement, INDIGO propose donc de nombreux outils de communication :

un site internet permettant de repérer les parkings, de connaitre les services et de s'abonner rapidement et facilement.

Tout ce que vous voulez savoir sur INDIGO se trouve sur **www.indigo.fr**



Les internautes peuvent apprécier des chapitres étayés, réorganisés sur : l'entreprise, ses métiers, ses implantations, son actualité…
Un chapitre est notamment dédié aux services avec le détail de l'offre INDIGO.
Le site lui-même devient un espace de service puisqu'il comporte un volet interactif conçu à l'attention des clients : il permet en effet aux automobilistes de se renseigner sur le prêt de vélo d'une part, sur les possibilités de stationnement par ville d'autre part.
Sans même se rendre sur place, le client peut planifier et organiser son déplacement dans une ville inconnue. En cela, le site apparaît non plus seulement comme une vitrine de l'entreprise mais bien comme un outil au service de l'internaute.
Le site Internet a pour vocation de générer du trafic dans nos parkings.
Il est voulu pour être un levier afin d'attirer des clients au niveau du centre-ville (Bons Plans, informations,…).

INDIGO se positionne alors comme un partenaire de la ville et de sa politique culturelle et commerciale.



L'application Park Indigo

Au-delà de simples places de parking, Indigo a pour ambition de proposer des services qui facilitent la mobilité individuelle et le stationnement en ville. Elle s'appuie sur une offre personnalisée et numérique et sur une modernisation continue de nos installations.

Une dématérialisation, au service de l'utilisateur comme du délégant.

L'excellence technologique et opérationnelle doit se mettre au service de l'utilisateur comme du délégant. Le parking connecté s'inscrit dans une démarche de dématérialisation qui vise à simplifier, fiabiliser et sécuriser les échanges. C'est pourquoi Indigo a équipé une grande partie de ses parcs de stationnement d'outils numériques tels que des caméras de reconnaissance de plaques d'immatriculation (LMP), des lecteurs QR-codes et des spots NFC. Le parking connecté, dont les flux d'informations sont dématérialisés, améliore la qualité de l'expérience utilisateur et renforce la sécurisation des recettes.

Dans le respect de cette démarche, Indigo s'efforce de limiter l'obligation de prendre un ticket. C'est pourquoi, l'entreprise a lancé en 2015, en ouvrage en France, le premier service d'accès et de paiement automatique utilisant la reconnaissance de plaques d'immatriculation (LPM).

Se déplacer en toute facilité, avec l'application Park Indigo.

Afin d'accompagner le client dans son parcours, Indigo développe et met à jour régulièrement son application Park Indigo. En offrant des services de localisation de parkings, de paiement mobile ou encore de géolocalisation in situ dans certains pays, l'entreprise met en œuvre le parking intelligent connecté à l'utilisateur.



Nous contacter

Les clients ont aujourd'hui un besoin légitime de s'exprimer pour faire notamment part de leurs suggestions, remarques, réclamations ou encore demander des renseignements.
INDIGO a créé, il y a 10 ans, un service relations clients. Nos clients peuvent nous contacter par :

Courrier : Indigo- Immeuble Ile-de-France – Bâtiment A –
4 place de la Pyramide
92800 PUTEAUX / LA DEFENSE
internet : clients@vincipark.com
téléphone : n° AZUR 810 26 3000 – 24h/24 – 7j/7
Application Smartphone

Les appels du numéro Azur sont analysés, une réponse est systématiquement apportée et l'analyse régulière des remontées ainsi collectées permet d'améliorer la qualité du service.





Sur les 12 derniers mois, le n°AZUR 0 810 26 3000 a traité **18 857 appels** pour la France, **dont 38 pour le Parc des Grands Hommes.**



La formation et le Campus Indigo

Plan de formation

La formation est tout particulièrement orientée sur l'accueil et la relation commerciale pour que les équipes INDIGO adoptent un fonctionnement, une organisation et une attitude en droite ligne avec la stratégie commerciale et marketing de l'entreprise.

Chaque employé de INDIGO, quel que soit son niveau hiérarchique, reçoit, a minima, une formation sur ce thème au sein Du Campus INDIGO.

Ces formations sont dispensées au sein du Campus, soit au siège à Paris La Défense, soit au sein d'un des 5 parkings école de France.

L'encadrement (directeurs régionaux, directeur de secteur, responsables de district) suit un cycle de formation axé sur le management des équipes, le dynamisme commercial et la gestion de la relation client.

Cette école joue également un rôle d'ascenseur social en détectant les employés à fort potentiel. Ceux-ci suivent alors un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) d'une durée de neuf mois (commercial, management, droit social, assurances, gestion commerciale). Au terme de la formation, un diplôme de manager d'exploitation leur est remis. Ils font l'objet d'un suivi particulier de la part du service RH, afin de leur permettre d'évoluer vers un poste correspondant aux connaissances et compétences acquises et ceci au cours de l'année suivant l'obtention du CQP.

Le campus INDIGO dispense également des formations techniques et réglementaires (entretien des équipements, matériels de péage et de contrôle d'accès, sécurité et protection incendie, gestion commerciale,...).

Quart d'heure Sécurité

Pour ancrer l'attitude prévention santé sécurité INDIGO met en place les « ¼ heure sécurité ». Ce moyen de communication efficace permet la transmission des informations, la gestion des retours et le traitement des problèmes santé sécurité identifiés.

Le fait de réunir dans un temps très court notre personnel permet de s'assurer de la compréhension des messages transmis et d'aller également au-delà d'une simple transmission de consignes et d'échanges : c'est l'objet du quart d'heure santé sécurité sur le terrain.





En 2016 au Parc des Grands Hommes il y a eu **45 participations** aux ¼ heures de sécurité.

3.2 Communication et Actions commerciales

Cette année encore, des actions et animations commerciales ont été menées dans le but de valoriser les parcs et d'en développer l'activité :

Indigo partenaire officiel du film « Papa ou Maman 2 »



Leader mondial du stationnement, Indigo accompagne la sortie en salle le 7 décembre du film « Papa ou Maman 2 », réalisé par Martin Bourboulon avec Marina Foïs et Laurent Lafitte. Dans le deuxième volet de cette comédie familiale drôle et décalée, le personnage interprété par Marina Foïs occupe en effet la fonction d'ingénieure conductrice de travaux chez Indigo.

L'occasion pour les spectateurs de découvrir les coulisses du métier du stationnement à travers plusieurs scènes du film dont une séquence tournée sur le chantier du nouveau parking de la gare Saint Jean à Bordeaux et une autre dans laquelle les locaux d'Indigo ont été entièrement reproduits.
Ce partenariat est également l'opportunité de valoriser les métiers techniques du stationnement et de démontrer que ces derniers ne sont pas uniquement réservés qu'aux hommes.

Pour promouvoir la sortie du film, un dispositif de communication complet a été déployé dans les parkings via une campagne d'affichage, un spot radio, des encarts dédiés en caisse et bornes de paiement ainsi que des manchons sur les barrières de péages.

La Campagne de rentrée 2016



Une campagne nationale a été affichée dès le 05 octobre 2016 dans nos parcs en France via les réseaux Clear Channel et les supports d'affichage Indigo.

Cette campagne avait pour objectif de réaffirmer nos engagements autour de la propreté, de la sécurité, de la maintenance et de l'accueil clients, et de rappeler que les collaborateurs d'Indigo sont au service de nos clients, engagés opérationnellement.

« Un Parking pour votre Hôtel »



Les clients des hôtels situés à proximité du Parking Grands Hommes bénéficient de tarifs préférentiels en fonction de la durée de leur séjour. Cette action commerciale s'inscrit dans une démarche plus globale relative à la promotion et au développement des activités d'affaire et de tourisme dans l'hyper centre de la ville.

En 2016, 9380 clients ont bénéficié de cette offre contre 10449 en 2015.

Nouvelles tenues de travail



2016, a vu l'arrivée de nouvelles tenues de travail Indigo alliant modernité et adaptabilité à nos métiers. Chaque salarié a reçu sa nouvelle dotation au mois de mai.

3.3 La mesure de la qualité

Visites mystères

Dans une optique d'amélioration constante de sa qualité, Indigo réalise des audits mystères tout au long de l'année. Pour mesurer la propreté de ses ouvrages, ainsi que la qualité du service proposé, des enquêtes mystères sont réalisées plusieurs fois par an par un cabinet externe. Ce dernier se base sur une grille qui s'aligne sur le parcours du client automobiliste et piéton et permet une attention sur tous les points jugés irritants par ce dernier.

Des appels mystères sont réalisés auprès du Centre National de Télé-Opération, du Service Clients et des Boutiques Indigo. Ces appels ont pour but d'évaluer la qualité de l'accueil, du traitement de la demande et de la prise de congé. Les visites sont effectuées pour mesurer plusieurs critères dont notamment la propreté, l'entretien et la maintenance du parc. (Résultats détaillés en annexe 6)

4. Annexes aux conditions d'exécution du service public

4.1 Descriptif des équipements gérés

Le parc de stationnement des Grands Hommes offre une capacité de 454 emplacements, répartis sur 6 niveaux de sous-sol, dont 410 places publiques et 44 places privées (séparées de la partie publique par une grille d'entrée et une autre de sortie).

Accès et sorties :

Le parc dispose de :

- 1 accès véhicules équipé de 2 chenaux Place des Grands Hommes ;
- 1 sortie véhicules équipée de 2 chenaux Rue Jean-Jacques Rousseau ;
- 2 accès piétons desservant :
  - Place des Grands Hommes, face à la rue Buffon (escalier + ascenseur niveau –7 → 0),
  - Place des Grands Hommes, face rue Voltaire (escalier + ascenseur niveau –6 → 0).

Les clients ont aussi la possibilité, via les escaliers, d'accéder directement au marché municipal, au niveau –1.

Horaires d'ouverture :

Le parc est ouvert au public 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Les accès piétons, pour des raisons de sécurité et de tranquillité, peuvent être fermés, à certaines périodes de la nuit, par des portes dont l'ouverture est asservie à un lecteur de titre magnétique. L'accès est permanent pour les abonnés. L'accès piétons et la sortie des véhicules sont également possible pour les clients horaires ayant conservé sur eux leur titre de stationnement.

Principaux équipements :

Les principaux équipements techniques du parc sont les suivants :

- Installations de péage et de contrôle d'accès de marque DESIGNA comprenant :
  - 2 chenaux d'entrée
  - 2 chenaux de sortie
  - 3 caisses automatiques dont une accessible aux personnes handicapées (espèces, carte bancaire, carte TOTAL GR et carte Amex)
  - 1 centrale de gestion
  - 3 équipements d'interphonie
- 1 détection incendie de marque DEF
- 1 détection CO de marque DRAEGER
- 1 ensemble de ventilateur/extracteur
- 1 groupe électrogène de marque CUMINS
- 1 ensemble de vidéo surveillance comprenant 28 caméras, 2 écrans, 1 stockeur numérique
- 1 ensemble de sonorisation de marque BOUYER

- 1 baie comprenant les équipements nécessaire au contrôle à distance du parc :

  - 1 boitier AXISAT
  - 1 écran de contrôle 19 pouces de marque NEC
  - 1 PC gestion de marque DEXIAN et son logiciel AXIOME
  - 1 Onduleur SPX 2200 de marque EATON

L'entretien du péage, de la détection incendie, de la détection CO, des extincteurs sont réalisé dans le cadre de contrats d'entretien.

Les autres équipements sont entretenus par les équipes techniques d'INDIGO.

La vérification des installations électriques est réalisée par un bureau de contrôle.

4.2 Principaux travaux réalisés en 2016

Tout au long de l'année, le Parc Grands Hommes a fait l'objet d'une attention particulière quant à l'entretien régulier des espaces piétonniers et de stationnement par nos équipes dédiées à la qualité de l'ouvrage.
De plus notre équipe de maintenance, à travers de multiples actions à veiller particulièrement au bon état d'entretien des matériels qui équipe le parc.

Nos prestataires tels que les bureaux de contrôle, équipementier de péage et organisme de sécurité sont intervenus à notre demande afin de garantir le parfait fonctionnement de nos équipements d'accès et de sécurité.

4.3 Travaux prévus en 2017

Les principaux travaux prévus en 2017 sont les suivants :

- Installations d'un nouveau système de vidéo-surveillance du site comprenant 20 caméras haute définition, 2 stockeurs numériques et un nouvel écran de contrôle, ces travaux ayant pour objectif d'améliorer la sécurité globale de l'ouvrage.

- Remplacement d'une porte coupe-feu de compartimentage.

5. Annexes

Annexe 1 Etat récapitulatif des recettes TTC
Annexe 2 Comptes de la délégation
Annexe 3 Notes financières
Annexe 4 Données patrimoniales au 31/12/2016
Annexe 5 Liasse fiscale
Annexe 6 Résultats des visites mystères

INDIGO

Annexe 1

INDIGO

Tableau de bord Annuel

Document non comptable

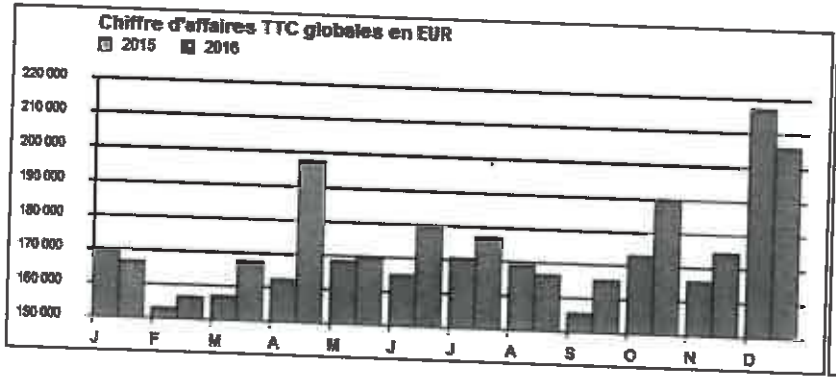
Parc	330004 - Des Grands Hommes,Bordeaux
Période de référence	Décembre 2016 sur 36 Mois
Montants	TTC
Recettes	lissées
Type de contrat	Concession

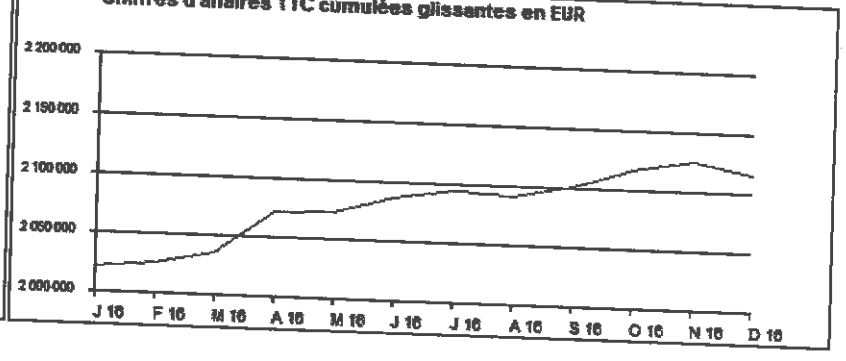
DR	Centre Sud Ouest
Fin de contrat	13/06/2021

Nb places publiques	410
Nb pl. amodiées ou vendues	37
Nb pl. amodiables	13
Nb total places	447

Tarif 1° heure (EUR)	1.7
Tarif abo. annuel (EUR)	1472

Mois	Fréquentation					Chiffres d'affaires TTC					Statistiques	
	Nb sorties horaires		Nb abonnés	Nb locations	Nb ammodiat.	Horaire [1]	Abonnements [2]	locations [3]	Divers [4]	TOTAL CA TTC 1+2+3+4	Ticket moyen	Variation Ticket moyen D 2015/D 2016
	payantes	Gratuites										
Janvier	23 468	1 747	233	0	30	125 866	26 868	500	13 208	166 442	5,4	-3,0 %
Février	21 972	1 560	235	0	37	114 902	27 344	500	13 385	156 131	5,2	-4,5 %
Mars	23 413	1 903	229	0	37	125 962	26 738	500	14 294	167 494	5,4	-2,1 %
Avril	23 455	1 734	232	0	37	154 459	26 878	500	15 473	197 311	6,6	+17,5 %
Mai	23 196	1 981	232	0	37	124 641	26 871	500	17 440	169 451	5,4	-2,9 %
Juin	24 940	1 932	231	0	37	139 713	26 503	500	12 759	179 475	5,6	+5,4 %
Juillet	22 570	2 364	228	0	37	127 266	26 265	500	22 745	176 776	5,6	-0,1 %
Août	19 155	2 423	225	0	37	107 062	26 818	500	31 652	166 032	5,6	-2,9 %
Septembre	21 087	1 446	239	0	38	128 628	27 536	500	8 693	165 358	6,1	+21,0 %
Octobre	25 070	1 149	241	0	38	158 874	28 089	500	2 179	189 642	6,3	+18,1 %
Novembre	21 109	851	238	0	38	144 957	27 576	500	1 272	174 305	6,9	+18,9 %
Décembre	26 694	1 185	241	0	38	175 670	27 881	500	1 825	205 876	6,6	-0,6 %
TOTAL	276 129	20 275	2 804	0	441	1 628 000	325 366	6 000	154 925	2 114 291	5,9	+5,2 %
Rappel année 2015												
D 2015	26 050	4 096	240	0	38	172 416	27 972	500	16 110	216 997		
cumul à D 2015	262 770	49 334	2 853	0	455	1 473 580	331 646	6 000	212 701	2 023 934		
var 2015/2016	+5,1 %	-58,9 %	-1,7 %		-3,1 %	+10,5 %	-1,9 %	0,0 %	-27,2 %	+4,5 %		





Copyright INDIGO

Annexe 2

COMPTES DU DELEGATAIRE

PARC DE STATIONNEMENT	LES GRANDS HOMMES
DELEGANT	VILLE DE BORDEAUX
DELEGATAIRE	SNC DU PARC DES GRANDS HOMMES
ANNEE	2016

Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2015

EN H.T.	Année 2015	Année 2016
Horaires parcs	1 397 660	1 465 793
Abonnés parcs	274 152	269 487
Voirie		
Garantie de recettes villes		
Prestation de services		
Activité de Contrôle		
Appels de charges amodiataires		
Activités annexes	9 654	9 677
Sous Total Chiffre d'Affaires	43 918	47 883
Subventions d'exploitation	1 725 385	1 792 840
Autres Produits		
Sous Total Autres Produits	9 414	11 286
Total Produits d'Exploitation	9 414	11 286
	1 734 799	**1 804 126**
Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)	-253 769	-210 124
Personnel Contrat à Durée Determinée		
Autre Personnel externe et Frais Divers	-2 636	-2 442
Personnel Intérimaire d'Exploitation	-10 321	-13 911
Prestations de Nettoyage		
Prestations de Gardiennage		
Sous Total Frais de Personnel	-266 726	-226 478
Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-17 921	-14 817
Entretien : Contrats	-9 638	-15 278
Electricité, Fluides	-35 314	-35 530
Autres Prestations Sous Traitées		
Frais de Télécommunication	-4 563	-3 855
Location Matériel d'Exploitation	-80	-78
Sous Total Autres Frais d'Exploitation	-67 516	-69 559
Actions Commerciales	-1 274	-409
Collecte de Fonds et Traitements Bancaires	-12 046	-9 894
Frais Administratifs et Divers	-1 017	-479
Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-14 338	-10 782
Total Charges Directes d'Exploitation	**-348 580**	**-306 819**
Police d'Assurances	-11 991	-10 666
Sinistres	-590	-919
Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-33 715	-37 144
Redevances Aux Concédants	-203	-127
Taxes et Versements Assimilés	-103 074	-110 187
Autres Charges et Provisions Courantes	-153	-10 950
Charges de Gros Entretien	-1 804	
Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-44 133	-39 442
Frais Généraux Siège	-107 786	-122 809
Total Autres Charges d'Exploitation	-303 451	-332 245
Total Autres Charges d'Exploitation	**-303 451**	**-332 245**
Total Charges d'Exploitation	**-652 031**	**-639 064**
Autres Charges Non Courantes		-4 842
Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport	-1 224	-868
Dotations aux amortissements d'Exploitation	-243 315	-244 197
Autres Provisions Non Courantes		
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-244 539	-249 906
Total Charges Non Courantes	**-244 539**	**-249 906**
EBIT	**838 230**	**915 156**
Frais Financiers	-86 965	-67 892
Total Frais Financiers	-86 965	-67 892
Total Frais Financiers	**-86 965**	**-67 892**
Resultat Net avant Impots	**751 265**	**847 263**
Impots sur les sociétés	**-258 661**	**-291 713**
Resultat Net après Impots	**492 604**	**555 550**

Annexe 3

INDIGO

ETABLISSEMENT DES COMPTES RETRAÇANT LA TOTALITE DES OPERATIONS AFFERENTES A L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (données comptables – exercice 2016)

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (loi n° 95.127 du 8 février 1995) ou à l'article 52 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession conclus à partir du 1er avril 2016, notre société est tenue de présenter à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public.

L'article R 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales- CGCT- (décret n° 2005-236 du 14 mars 2005) ou l'article 33 du décret du n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession conclus à partir du 1er avril 2016, sont venus encadrer son contenu en énumérant les « *données comptables* » qui doivent figurer depuis 2006 dans le compte-rendu retraçant les opérations de l'exercice comptable :

a- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours.
Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon les critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes et notamment les charges de structure ;

b- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;

c- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;

d- Un compte-rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;

e- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;

f- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;

g- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;

h- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.

Plus précisément, vous trouverez dans notre rapport les éléments répondant aux points rappelés ci-dessus, étant précisé que notre société s'est rapprochée du modèle préconisé par l'ordre des experts comptables (« le rapport annuel du délégataire de service public », édité par Le courrier des Maires et des Elus Locaux)

Vous trouverez joint au compte annuel de résultat de l'exploitation les pièces suivantes :

- Présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel (a/b).
- Annexe 1- règles et méthodes comptables (a/b), intégrant la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel d'exploitation de la délégation (e)
- Annexe 2 – gestion des services communs (a/b).

INDIGO

A la lumière des explications données par l'ordre des experts comptables dans l'ouvrage relatif au rapport annuel du délégataire de service (analyse de l'obligation et du contenu du rapport à jour du décret du 14 mars 2005), la rubrique relative à l'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat (I-c) de l'article R 1411-7 du CGCT et I.1°.c) de l'article 33 du décret du 1er février 2016), a pour objet les acquisitions ou cessions de biens immeubles intervenus dans le cadre du contrat.

Concernant le compte-rendu de situation des biens et immobilisations (art. R 1411-7 CGCT I-d) ou article 33 – II –1°.a) – du décret du 1er février 2016), nous vous renvoyons d'une part au descriptif des équipements visés dans le rapport, et d'autre part le cas échéant au programme prévisionnel d'investissement pour l'exercice 2016.

Ensuite, l'inventaire des biens de la délégation, prévu au paragraphe I – g) de l'article R 1411-7 CGCT ou au paragraphe II-1°.c) de l'article 33 du décret du 1er février 2016 est intégré dans le rapport.

Il est complété par un état récapitulatif des investissements immobilisés nécessaires à l'exploitation du service public délégué réalisés au cours de l'exercice 2016 (art. R 1411-7 CGCT I- e et art. 33 – II-1°.b) du décret du 1er février 2016), ainsi qu'un état des autres dépenses de renouvellement (ayant la nature de charge) réalisées dans l'année (art. R 1411-7 CGCT – I-f ou article 33 I-1°.d).).

Enfin, à ce jour, seuls la reprise du personnel affecté à l'exécution de chaque contrat et le cas échéant les contrats de crédit-bail, nous semblent devoir être recensés comme des engagements à incidences financières nécessaires à la continuité du service public délégué (art. R 1411-7 – I – h ou art. 33- II.1°.d) du décret du 1er février 2016).

Par la production de ce rapport, notre société a rempli les obligations qui lui sont imposées par les articles L 1411-3 et R-1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, ou par l'article 52 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 33 de son décret d'application applicables aux contrats de concession conclus à partir du 1er avril 2016. Il sera présenté lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée Délibérante qui prend acte de sa transmission.

Dans le cadre plus général de son droit de contrôle, le délégant peut souhaiter avoir communication d'éléments supplémentaires, en dehors des obligations liées à la remise du rapport du délégataire. Notre société apportera bien entendu toutes les réponses utiles. Si la communication de ces éléments est souhaitée en vue de l'Assemblée Délibérante ayant pour objet de prendre acte de la transmission du rapport, nous vous remercions de bien vouloir nous réserver un délai raisonnable de préparation et de réponse.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport dont le délégant souhaiterait avoir communication dans le cadre de son droit de contrôle, sont tenues à sa disposition.

Puteaux – La Défense, le 21 avril 2017

Le Directeur Administratif et Financier
Ghislaine MATTLINGER

INDIGO

PRESENTATION DES METHODES ET DES ELEMENTS DE CALCUL ECONOMIQUE ANNUEL ET PLURIANNUEL
(Article R 1411-7 I- a et b du CGCT et article 33 du décret n°2016-86 du 01/02/2016 –I.1°.a et b)

- Les méthodes et éléments de calcul économique sont identiques et homogènes pour l'ensemble des sociétés françaises du groupe INDIGO.
- La structure analytique de notre société est identique à celle des autres sociétés du groupe.
- Le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société.
- Dans tous les cas, les éléments comptables, financiers et économiques présentés dans le rapport du délégataire émanent des états financiers de la comptabilité générale du délégataire ou du siège auquel il se rattache, établis conformément aux principes du Plan Comptable Général. Ils ont pour vocation la présentation économique des données financières de la DSP sur la durée du contrat et retracent la réalité économique du service.

Les principaux éléments concourant à l 'établissement du compte annuel de résultat d'exploitation se composent en:

1. <u>Produits et charges directs</u>

Les opérations sont directement affectables au contrat ou à l'ouvrage. C'est le cas de la plus grande partie des postes figurant au compte de résultat :

- Produits : chiffre d'affaires, subvention d'exploitation et appels de charges amodiataires, ainsi que les produits divers.

- Charges: frais de personnel, frais d'entretien, maintenance et réparation, coûts liés à l'énergie et aux consommables, autres services extérieurs et honoraires, frais de fonctionnement administratifs et commerciaux, frais de sinistres nets de remboursement d'assurances, redevances et loyers dues au concédant, Contribution Economique Territoriale et Taxes foncières, charges de gros entretien et les charges de crédit-bail (amortissement et intérêts) le cas échéant.

2. <u>Charges calculées</u>

Il s'agit essentiellement de la quote-part annuelle d'amortissement[1] liée à l'investissement d'origine et aux investissements de renouvellement, ainsi que les dotations aux amortissements de fin de contrat qui sont constatées dès que la durée d'utilité des équipements excède la durée du contrat et que le délégataire a l'obligation de les remettre gratuitement au délégant au terme normal du contrat.

Les règles et modalités comptables sont décrites dans l'annexe 1.

---

[1] Hors impairment tests: Le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société en excluant à compter de l'exercice 2015 l'impact des impairment tests, en cohérence avec la présentation de l'inventaire du patrimoine de la délégation de service public.

3. Charges indirectes

Elles recouvrent l'ensemble des frais communs nécessaires à plusieurs ouvrages ou contrats. Ceux-ci sont mutualisés au sein de de sociétés prestataires

a. Les frais de structure

Les frais de structure relatifs à l'exercice 2016 sont facturés au moyen d'une clé de répartition dont le mécanisme est décrit à l'annexe 2.

b. Les polices d'assurances

Elles sont négociées annuellement au niveau du groupe INDIGO, afin de bénéficier d'économies d'échelles et regroupent :
- la Responsabilité Civile d'exploitation,
- la police Dommages parcs et locaux d'exploitation.

Elles sont affectées à chaque site d'exploitation au prorata du chiffre d'affaires généré par celui ci.

c. Les charges financières

Quel que soit le mode de financement de l'ouvrage ou du contrat (emprunt ou fonds propres), il en résulte nécessairement une charge financière représentative du coût de ce financement.

Au sein du groupe INDIGO, il est réalisé une affectation standard de cette charge financière. Pour l'exercice 2016, il est appliqué un pourcentage de 5,5 % à la valeur non amortie, hors incidences des éventuelles dépréciations d'actifs au 31/12/2015. Le taux est représentatif du coût des capitaux engagés par le groupe INDIGO.

* *
*

INDIGO

ANNEXE 1

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice ont été établis dans le respect des principes généraux comptables et conformément aux conventions, règles et méthodes d'évaluation générales comptables. Les comptes arrêtés au 31 décembre 2016 ont été préparés dans le respect des conventions générales prescrites par le plan comptable général, issu du règlement ANC n° 2014-03.

Par ailleurs, la société applique les dispositions comptables du règlement ANC n°2015-06 relatif au fonds commercial et au mali technique. L'application de ce règlement n'a pas de d'incidence sur les comptes de la société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation du patrimoine de la concession est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

(a) Les concessions

Sous cette rubrique figurent les droits d'entrée versés pour l'exploitation de certains parcs de stationnement ainsi que les immobilisations du domaine concédé incluant tout type d'immobilisations, revenant au concédant sans indemnité, au terme normal du contrat de concession. Il s'agit principalement :

- de gros-œuvre et de certains biens non renouvelables. Ces biens sont évalués à leur coût historique. Ces ouvrages ainsi que les droits d'entrée sont amortis linéairement sur la durée des contrats concernés sauf pour certains qui ont été dotés, à leur origine, d'un plan d'amortissement progressif.
- d'agencements renouvelables, d'installations techniques et de matériels amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation.

(b) Les autres immobilisations incorporelles

Sous cette rubrique figurent notamment les logiciels. Ils sont amortis selon leur nature sur des durées variant de 1 à 5 ans.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les investissements propres à la société. Il s'agit de :

(a) constructions :

Parcs en pleine propriété ou bien acquis dans le cadre de baux à construction ou de baux emphytéotiques. Ces immobilisations sont évaluées et amorties linéairement sur une durée de 30 à 50 ans.

(b) matériels et outillages et autres immobilisations corporelles :

Ces éléments sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis selon la durée de vie du bien. Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

Immobilisations	Durée	Mode
Installations technique, matériel et outillage	2 à 30 ans	linéaire
Installation générale, agencement, aménagement	7 à 10 ans	linéaire
Matériel de transport	4 ans	linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	linéaire
Mobilier	7 à 9 ans	linéaire

La société applique les modalités d'amortissements dites de durée de vie utile. Ces modalités consistent à amortir le dernier renouvellement sur la durée résiduelle du contrat.

3. Provisions

Renouvellement et grosses réparations :

Sauf obligation contractuelle il n'est pas constitué de provision de renouvellement ou grosses réparations dans la mesure où ces dépenses sont immobilisées selon les méthodes décrites aux points 1 et 2.

INDIGO

ANNEXE 2

GESTION DES FRAIS DE STRUCTURE
Exercice 2016

A. Description du mécanisme de gestion des frais de structure du groupe INDIGO

Conformément aux règles d'organisation du groupe INDIGO, motivée par des objectifs de rationalisation et d'harmonisation des moyens mis en œuvre, la Société Délégataire confie aux sociétés compétentes du groupe, la société Indigo Park (nouvelle dénomination de VINCI Park Services) et la société Infra Park depuis 2015, des missions de prestations de services pour l'exploitation des sites gérés par le groupe.

Les moyens des sociétés Indigo Park et Infra Park comprennent ainsi les services dits communs correspondant aux services administratifs et fonctionnels du groupe INDIGO répartis géographiquement entre le siège social à Puteaux et les Directions Régionales.

Cette organisation permet aux sociétés Infra Park et Indigo Park de disposer de moyens, notamment humains, importants et spécialisés, au bénéfice de l'ensemble des sociétés du groupe.

Ces frais de structure sont supportés par la Société Délégataire selon la méthode décrite ci-dessous.

B. Clé de répartition des frais de structure - Eléments chiffrés

La clé de répartition des frais de structure repose sur le chiffre d'affaires.

Ainsi, concernant l'exercice 2016, l'affectation des frais de structure correspond à 8,95% du chiffre d'affaires prévisionnel du contrat de délégation de service public.

C. Gestion de l'Activité par les frais de structure

Indigo Park assure ainsi des missions de gestion technique, administrative, commerciale et comptable afférente à l'exploitation et exécute toutes les tâches relevant d'une gestion courante de ladite exploitation. A cette fin, la Société Indigo Park remplit notamment les missions suivantes :

1. <u>Exécution directe de l'activité</u>
   - Recrutement et gestion administrative du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,
   - Etablissement de la paie du personnel,
   - Suivi des litiges et des contentieux prud'homaux,
   - Animation des instances sociales représentatives et relations avec les syndicats patronaux et des salariés,
   - Mise en œuvre du plan de formation professionnelle continue,
   - Etablissement des statistiques d'exploitation, des rapports d'activité et de tous autres documents auxquels la société est assujettie légalement ou contractuellement.

2. <u>Missions techniques</u>
   - Suivi technique des sites de stationnement (parcs ou voirie) dont la gestion a été confiée à la Société ou dont elle est propriétaire et de leurs équipements,
   - Entretien des sites précités,
   - Maintenance et entretien des équipements précités,
   - Choix des et relations avec les fournisseurs, le cas échéant conformément aux et avec le bénéfice des conditions d'achat propres au groupe INDIGO,
   - Perception et collecte des recettes pour le compte de la Société,
   - Relations avec les usagers/utilisateurs et les clients amont,
   - Mise en œuvre de la politique de qualité et de services du groupe INDIGO, ainsi que de sa charte graphique et de ses normes en matière d'aménagement et de signalétique,
   - Application des dispositions contractuelles et réglementaires,
   - Application et contrôle du respect des règles de sécurité,
   - Recrutement et gestion du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,
   - Etablissement des statistiques, des rapports d'activité et plus généralement de tous autres documents à la production desquels la Société est assujettie légalement ou contractuellement, aux fins de validation par la Société et envoi par cette dernière, en tant que de besoin, aux destinataires concernés,
   - Définition des conditions d'exploitation et surveillance générale de l'exploitation.

INDIGO

3. Missions commerciales
   - Etudes de marché,
   - Prospection et animation commerciales,
   - Etude des produits et tarifs.

4. Missions administratives
   - Suivi de la réglementation spécifique à l'Activité,
   - Suivi des dossiers contentieux,
   - Suivi et rédaction de contrats et d'avenants,
   - Etablissement des contrats d'abonnements et de location ou de cession de droits d'occupation,
   - Gestion des assurances (polices et sinistres).

5. Gestion de la société délégataire
   - Gestion du système informatique et mise en place de nouveaux logiciels et équipements,
   - Contrôle de gestion, suivi budgétaire,
   - Elaboration, mise en place et suivi des procédures comptables,
   - Gestion de la trésorerie et des financements, négociation auprès des organismes bancaires des conditions de crédit ou de placement,
   - Tenue de la comptabilité et établissement des déclarations fiscales,
   - Etablissement de la consolidation et du reporting de gestion selon les normes appliquées par le Groupe INDIGO,
   - Relations avec les Commissaires aux comptes,
   - Gestion des réunions ou décisions des organes sociaux et plus généralement toutes tâches relevant du droit des sociétés.

Infra Park consent une licence d'utilisation de ses marques et noms de domaine à la Société Délégataire et lui apporte son expertise dans les domaines suivants :

1. Politique de marque
   Définition, coordination de la politique d'image du Groupe en France et à l'international, validation des évènementiels, de la communication externe et interne, actions de développement et de suivi propre au Groupe.

2. Stratégie, études, développement
   Définition des axes de stratégie, du marketing et de la communication du Groupe, réflexion sur les opérations de croissance externe ou de partenariat, validation des opérations retenues, réalisation d'études de marché et d'une veille concurrentielle.

3. Financement
   Opérations de financements long terme, gestion des taux d'intérêt et du change, cautionnements et garanties, opérations en capital, prêts, relations avec les banques et les organismes de notation, politique de financement.

4. Innovation
   Promotion, coordination, impulsion et validation des innovations retenues.

5. Audit interne
   Sécurisation des données informatiques et monétiques, de création de valeur des organisations.

Les sociétés Indigo Park et Infra Park interviennent sous le contrôle et la responsabilité de la société Délégataire qui reste, en tout état de cause le seul et unique cocontractant de la collectivité déléguante.

Annexe 4

Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2016

Bordeaux Des Grands Hommes

LIBELLE DE COMPTE	Valeur brute au 31/12/2016H.T	Dotations 2016	Cumul dotations 2016	VNC 31/12/2016
BIENS DE RETOUR NON RENOUVELABLES	2 439 184,28	147 838,96	1 778 914,38	660 269,90
MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	222 305,29	22 307,00	129 970,76	92 334,53
AGENC. AMENAG. INSTALL. EN CONCESSION	681 277,41	68 226,17	416 159,98	265 117,43
BIENS DE RETOUR	3 342 766,98	238 372,13	2 325 045,13	1 017 721,85
MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAGE	54 061,16	5 251,30	34 397,05	19 664,11
INST.GEN.AG.AMENAG.CONST.&TERR.	4 190,00	419,00	3 888,09	301,91
MATERIEL AUTOMOBILE	1 571,07	0,00	1 571,07	0,00
MOBILIER ET MATERIEL INFORMATIQUE	4 298,63	0,00	4 298,65	0,00
MOBILIER DE BUREAU ET DE MAGASIN	11 017,23	867,78	11 017,23	0,00
BIENS DE REPRISE*	75 138,09	6 538,08	55 172,09	19 966,02
TOTAL Bordeaux Des Grands Hommes	3 417 905,07	244 910,21	2 380 217,22	1 037 687,87

**quote part des actifs immobilisés détenus par Indigo Park*

Parc de stationnement Bordeaux Des Grands Hommes

en euros H.T.	2016
Immobilisations valeur Comptable Brute	3 417 905
Immobilisations valeur comptable nette	1 037 688
Immobilisation en cours	36 279
Dont montant cumulé des amortissements de durée de vie utile	69 781

Annexe 5

CERTIFIÉ CONFORME A L'ORIGINAL

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

BILAN - ACTIF

DGFiP N° 2050 2017

Désignation de l'entreprise : SNC DU PARC DES GRANDS HOMMES — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 0000 PLACE DES GRANDS HOMMES 33000 BORDEAUX — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 3 4 7 8 9 4 2 4 8 0 0 0 3 3 — Néant ☐ *

Exercice N clos le, 31/12/2016

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Net 3
	Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
	Frais de développement *	CX		CQ		
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	3 342 767	AG	2 325 045	1 017 722
	Fonds commercial (1)	AH		AI		
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	36 279	AM		36 279
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO		
	Constructions	AP		AQ		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR		AS		
	Autres immobilisations corporelles	AT		AU		
	Immobilisations en cours	AV		AW		
	Avances et acomptes	AX		AY		
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
	Autres participations	CU		CV		
	Créances rattachées à des participations	BB		BC		
	Autres titres immobilisés	BD		BE		
	Prêts	BF		BG		
	Autres immobilisations financières*	BH		BI		
	TOTAL (II)	BJ	3 379 046	BK	2 325 045	1 054 001
ACTIF CIRCULANT — STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
	En cours de production de biens	BN		BO		
	En cours de production de services	BP		BQ		
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
	Marchandises	BT		BU		
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		
ACTIF CIRCULANT — CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	62 990	BY	9 454	53 537
	Autres créances (3)	BZ	63 222	CA		63 222
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
ACTIF CIRCULANT — DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE		
	Disponibilités	CF	46 804	CG		46 804
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH		CI		
	TOTAL (III)	CJ	173 016	CK	9 454	163 562
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
	Ecarts de conversion actif* (VI)	CN				
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	3 552 062	1A	2 334 499	1 217 563

Renvois : (1) Dont droit au bail : | (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP | (3) Part à plus d'un an CR

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : | Stocks : | Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition**

DGFiP N° 20512017

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SNC DU PARC DES GRANDS HOMMES

Néant ☐ *

				Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 7 625)		DA	7 625
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		DB	
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK	)	DC	
	Réserve légale (3)		DD	
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1		DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ	)	DG	
	Report à nouveau	)	DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	919 893
	Subventions d'investissement		DJ	
	Provisions réglementées *		DK	
		TOTAL (I)	DL	927 518
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM	
	Avances conditionnées		DN	
		TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP	
	Provisions pour charges		DQ	
		TOTAL (III)	DR	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS	
	Autres emprunts obligataires		DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	0
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI	)	DV	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	11 315
	Dettes fiscales et sociales		DY	38 864
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ	36 666
	Autres dettes		EA	172 489
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)		EB	30 710
		TOTAL (IV)	EC	290 045
	Ecarts de conversion passif*		ED	
		(V)	EE	
		TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		1 217 563

RENVOIS				
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital		1B	
(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
		Ecart de réévaluation libre	1D	
		Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *		EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	271 105
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

3 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)** DGFiP N° 2052 2017

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SNC DU PARC DES GRANDS HOMMES — Néant ☐ *

			Exercice N			
			France	Exportations et livraisons intracommunautaires		Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA	0	FB	FC	0
	Production vendue : biens *	FD		FE	FF	
	Production vendue : services *	FG	1 804 126	FH	FI	1 804 126
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	1 804 126	FK	FL	1 804 126
	Production stockée*				FM	
	Production immobilisée*				FN	
	Subventions d'exploitation				FO	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)				FP	264
	Autres produits (1) (11)				FQ	1
	Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR	1 804 390
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*				FS	
	Variation de stock (marchandises)*				FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*				FU	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*				FV	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*				FW	527 235
	Impôts, taxes et versements assimilés*				FX	95 113
	Salaires et traitements*				FY	
	Charges sociales (10)				FZ	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION : Sur immobilisations – dotations aux amortissements*				GA	238 526
	DOTATIONS D'EXPLOITATION : Sur immobilisations – dotations aux provisions*				GB	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION : Sur actif circulant : dotations aux provisions*				GC	9 300
	DOTATIONS D'EXPLOITATION : Pour risques et charges : dotations aux provisions				GD	
	Autres charges (12)				GE	8 483
	Total des charges d'exploitation (4) (II)				GF	878 658
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					GG	925 732
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)				GH	
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)				GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL	55
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM	
	Différences positives de change				GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO	
	Total des produits financiers (V)				GP	55
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*				GQ	
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR	1 052
	Différences négatives de change				GS	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT	
	Total des charges financières (VI)				GU	1 052
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV	-997
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW	924 735

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

4 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)

DGFiP N° 2053 2017

Désignation de l'entreprise SNC DU PARC DES GRANDS HOMMES

Néant ☐ *

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	4 842
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	4 842
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	-4 842
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(IX)	HJ	
Impôts sur les bénéfices *	(X)	HK	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	1 804 445
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	884 552
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	919 893

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1G	
(3) Dont	– Crédit–bail mobilier *	HP	
	– Crédit–bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1H	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	55
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	1 052
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	
(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	264
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	8 354
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6	obligatoires A9	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
VNC MIS AU REBUT	4 842	

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

5 **IMMOBILISATIONS**

DGFiP N° 2054 2017

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise SNC DU PARC DES GRANDS HOMMES — Néant ☐ *

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

CADRE A IMMOBILISATIONS

				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice 1	Augmentations: Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2	Augmentations: Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I	CZ		D8	D9
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	KD	3 384 956	KE	KF 43 517
CORPORELLES	Terrains		KG		KH	KI
	Constructions — Sur sol propre	Dont Composants L9	KJ		KK	KL
	Constructions — Sur sol d'autrui	Dont Composants M1	KM		KN	KO
	Constructions — Installations générales, agencements et aménagements des constructions *	Dont Composants M2	KP		KQ	KR
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	Dont Composants M3	KS		KT	KU
	Autres immobilisations corporelles — Installations générales, agencements, aménagements divers *		KV		KW	KX
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport*		KY		KZ	LA
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de bureau et mobilier informatique		LB		LC	LD
	Autres immobilisations corporelles — Emballages récupérables et divers *		LE		LF	LG
	Immobilisations corporelles en cours		LH		LI	LJ
	Avances et acomptes		LK		LL	LM
		TOTAL III	LN		LO	LP
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence		8G		8M	8T
	Autres participations		8U		8V	8W
	Autres titres immobilisés		1P		1R	1S
	Prêts et autres immobilisations financières		1T		1U	1V
		TOTAL IV	LQ		LR	LS
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		ØG	3 384 956	ØH	ØJ 43 517

CADRE B IMMOBILISATIONS

				Diminutions: par virement de poste à poste 1	Diminutions: par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence 2	Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice 3	Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence: Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I	IN		CØ	DØ	D7
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	IO		LV 49 427	LW 3 379 046	1X
CORPORELLES	Terrains		IP		LX	LY	LZ
	Constructions	Sur sol propre	IQ		MA	MB	MC
	Constructions	Sur sol d'autrui	IR		MD	ME	MF
	Constructions	Inst. gales, agencts et am. des constructions	IS		MG	MH	MI
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		IT		MJ	MK	ML
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales., agencts, aménagements divers	IU		MM	MN	MO
	Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	IV		MP	MQ	MR
	Autres immobilisations corporelles	Matériel de bureau et informatique, mobilier	IW		MS	MT	MU
	Autres immobilisations corporelles	Emballages récupérables et divers *	IX		MV	MW	MX
	Immobilisations corporelles en cours		MY		MZ	NA	NB
	Avances et acomptes		NC		ND	NE	NF
		TOTAL III	IY		NG	NH	NI
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence		IZ		ØU	M7	ØW
	Autres participations		IØ		ØX	ØY	ØZ
	Autres titres immobilisés		I1		2B	2C	2D
	Prêts et autres immobilisations financières		I2		2E	2F	2G
		TOTAL IV	I3		NJ	NK	2H
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		I4		ØK 49 427	ØL 3 379 046	ØM

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

(7) **PROVISIONS INSCRITES AU BILAN**

DGFiP N° 2056 2017

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SNC DU PARC DES GRANDS HOMMES — Néant ☐ *

	Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A–II) *	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN		TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
	TOTAL I	3Z		TS		TT		TU	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y		4Z		5A	
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J		5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V		5W		5X		5Y	
	TOTAL II	5Z		TV		TW		TX	
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations – incorporelles	6A		6B		6C		6D	
	sur immobilisations – corporelles	6E		6F		6G		6H	
	sur immobilisations – titres mis en équivalence	Ø2		Ø3		Ø4		Ø5	
	sur immobilisations – titres de participation	9U		9V		9W		9X	
	sur immobilisations – autres immobilisations financières (1)*	Ø6		Ø7		Ø8		Ø9	
	Sur stocks et en cours	6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients	6T	153	6U	9 300	6V		6W	9 454
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X		6Y		6Z		7A	
	TOTAL III	7B	153	TY	9 300	TZ		UA	9 454
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	153	UB	9 300	UC		UD	9 454
	Dont dotations et reprises – d'exploitation			UE	9 300	UF			
	Dont dotations et reprises – financières			UG		UH			
	Dont dotations et reprises – exceptionnelles			UJ		UK			

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39–1–5° du C.G.I — 10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

8 ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *

DGFiP N° 2057 2017

Désignation de l'entreprise : SNC DU PARC DES GRANDS HOMMES

CADRE A ÉTAT DES CRÉANCES

Néant ☐ *

			Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US	
	Autres immobilisations financières	UT		UV		UW	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA					
	Autres créances clients	UX	62 990		62 990		
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO)	ZI					
	Personnel et comptes rattachés	UY					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ					
	Etat et autres collectivités publiques – Impôts sur les bénéfices	VM					
	Etat et autres collectivités publiques – Taxe sur la valeur ajoutée	VB	5 630		5 630		
	Etat et autres collectivités publiques – Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN					
	Etat et autres collectivités publiques – Divers	VP	0		0		
	Groupe et associés (2)	VC	0		0		
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	57 591		57 591		
	Charges constatées d'avance	VS					
	TOTAUX	VT	126 212	VU	126 212	VV	
RENVOIS (1)	Montant des – Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	Montant des – Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE					
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					

CADRE B ÉTAT DES DETTES

			Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y				
Autres emprunts obligataires (1)		7Z				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	0	0		
	à plus d'1 an à l'origine	VH				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A				
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	11 315	11 315		
Personnel et comptes rattachés		8C				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D				
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E				
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	36 467	36 467		
	Obligations cautionnées	VX				
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	2 397	2 397		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J	36 666	36 666		
Groupe et associés (2)		VI	159 829	159 829		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	12 660	12 660		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		Z2				
Produits constatés d'avance		8L	30 710	11 771	18 940	
TOTAUX		VY	290 045	VZ 271 105	18 940	
RENVOIS (1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VL	
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

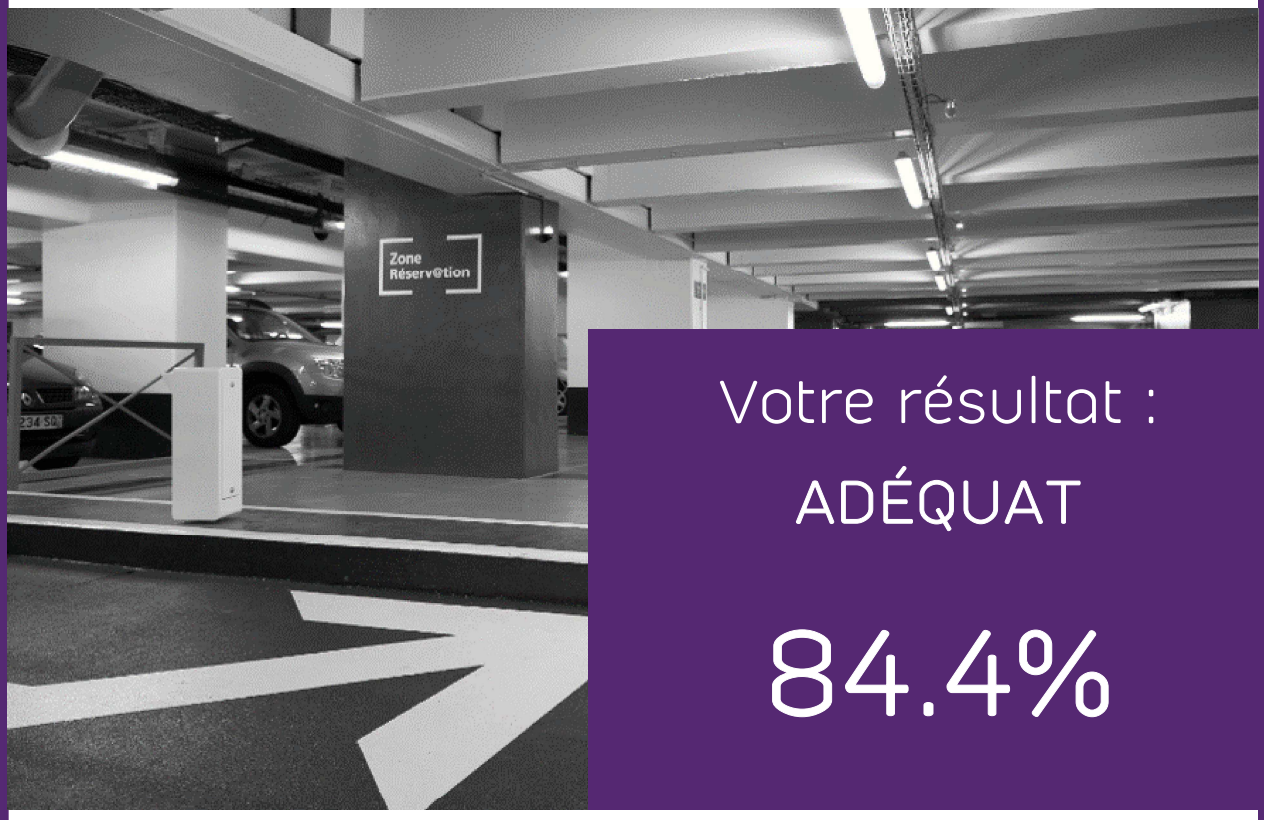
1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

Annexe 6

RAPPORT AUDIT MYSTÈRE

Des Grands Hommes - Bordeaux
Décembre 2016
Réseau : Indigo
Direction régionale : CSO
Secteur : Aquitaine



Votre résultat :

ADÉQUAT

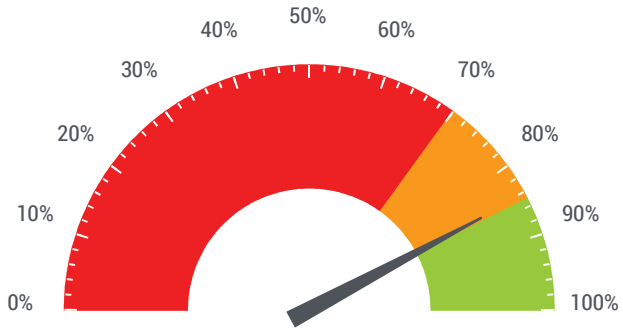
84.4%

INDIGO

Rapport Audit Mystère

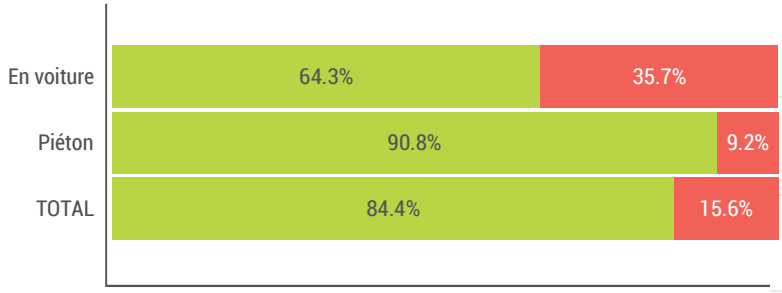
330004 - Des Grands Hommes, Indigo, CSO, Aquitaine, Bordeaux

SCORE DE L'ENQUÊTE



84.4%

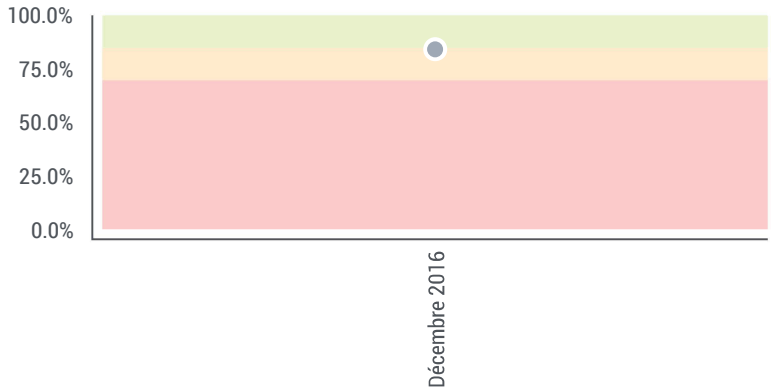
RÉSUMÉ DE LA SECTION



	ACTUEL	PRÉCÉDENT	DIFF.
En voiture	64.3%	-	-
Piéton	90.8%	-	-
TOTAL	**84.4%**	-	-

ACTUEL: 2016-12
PRÉCÉDENT: ENQUÊTE PRÉCÉDENTE (-)

TENDANCE GÉNÉRALE



VOTRE RANG

	ACTUEL	PRÉCÉDENT	DIFF.
Ensemble de l'entreprise	182 (de 428)	-	
National	182 (de 428)	-	

ACTUEL: DÉCEMBRE 2016
PRÉCÉDENT

© DROIT D'AUTEUR 2017

RAPPORT DE CRÉATION: 2017-02-06 15:53

RÉSULTAT PAR QUESTION

SECTIONS/QUESTIONS	ACTUEL DÉCEMBRE 2016	GLOBAL
PAS DANS LA SECTION	-	-
69/ (NPS) Sur une échelle de 0 à 10, comment recommanderiez-vous ce parking à votre famille, à vos amis ? (0 = je ne recommande pas du tout, 10 je recommande totalement).	0 / 0	-
EN VOITURE	64.3%	64.3%
1/ Le revêtement des murs et du sol sont propres (pas de tag sur les murs, pas de déchets au sol etc) ?	1 / 1	100.0%
2/ Au moins 50% des éclairages fonctionnent ?	1 / 1	100.0%
3/ Remarquez-vous des stickers, étiquettes autocollantes sur les rambardes ou sur les murs ?	1 / 1	100.0%
4/ Les chasse-roues sont propres (ne pas pénaliser les traces de gomme de pneus) ?	1 / 1	100.0%
5/ La porte et le panneau « Bienvenue avancez jusqu'à la porte » sont propres et les luminaires sont en bon état ?	1 / 1	100.0%
8/ L'affichage sur la borne de péage est en bon état et lisible (Il n'y a pas de stickers autres que ceux de la marque Indigo, de la marque OPnGO ainsi que des stickers Télépéage) ?	1 / 1	100.0%
9/ Les bornes de péage sont propres (pas de poussières, de déchets...) ?	1 / 1	100.0%
10/ La barrière est propre (absence de stickers, peinture en bon état, pas de détritus insérés dans la barrière) ?	1 / 1	100.0%
11/ La barrière est en bon état de fonctionnement ?	1 / 1	100.0%
12/ Présence de poubelles à la sortie (pour les tickets, mégots etc) ?	0 / 14	0.0%
13/ Les ilots sont propres (pas de poussières, de déchets...) ?	1 / 1	100.0%
15/ Les panneaux de signalétique sont propres, lisibles et en bon état ?	1 / 1	100.0%
16/ L'allée de circulation est propre (pas d'encombrants, pas de traces etc) ?	2 / 2	100.0%
17/ L'éclairage est homogène dans l'allée de circulation (systématiquement au moins 1 néon sur 2 fonctionne) ?	1 / 1	100.0%
19/ La peinture blanche est propre (pas de marque de salissure) ?	1 / 1	100.0%
20/ L'éclairage fonctionne au moins à 50% ?	1 / 1	100.0%
21/ Les chasse-roues sont propres (il ne doit pas y avoir de déchets mais les traces de pneus sont tolérées) ?	1 / 1	100.0%
23/ La numérotation des places est propre et lisible, au sol et aux murs ?	0 / 1	0.0%
24/ L'arrière de la place est propre (cunette et/ou wheel-stop) ?	10 / 10	100.0%
PIÉTON	90.8%	90.8%
26/ Il y a une odeur de propreté (pas d'odeur d'urine) ?	2 / 2	100.0%
27/ La radio fonctionne dans tout le parc et respecte le niveau sonore ?	0 / 10	0.0%
28/ Il y a des flaques rémanentes au sol ? Les flaques d'eau sont comprises dans cet item si le temps n'est pas pluvieux mais qu'il y a des flaques dans le parc.	20 / 20	100.0%
29/ Je remarque des encombrants ?	1 / 1	100.0%

SECTIONS/QUESTIONS	ACTUEL DÉCEMBRE 2016	GLOBAL
31/ Les poubelles sont propres, non abîmées, et en nombre suffisant (je croise au moins une poubelle sur mon passage) ?	1 / 1	100.0%
32/ Les poubelles sont remplies aux 2/3 maximum ?	1 / 1	100.0%
34/ L'affichage désignant la sortie PMR (personne à mobilité réduite) est propre et lisible ?	1 / 1	100.0%
35/ Les extincteurs sont propres et l'entretien est à jour ?	1 / 1	100.0%
36/ Un panneau d'informations sur la boutique est présent et à jour ? (Si le parc est dans un cluster et ce parc n'a pas de boutique : un panneau d'informations concernant la Boutique doit être présent. Si le parc est dans un cluster et ce parc est la boutique : les informations affichées dans la boutique doivent être à jour. Le parc n'est pas en cluster, il est autonome : les informations affichées à l'accueil sont à jour).	20 / 20	100.0%
37/ Les escaliers sont propres et secs (absence de moisissures et de flaques) ?	20 / 20	100.0%
38/ Il y a des bandes antidérapantes sur les marches ?	0 / 1	0.0%
39/ Y a-t-il des tags, des dégradations, des marques de cigarettes etc... ?	2 / 2	100.0%
40/ Il y a une odeur de propreté ?	6 / 6	100.0%
42/ Le bouton d'appel est présent, visible, en fonctionnement et propre ?	1 / 1	100.0%
43/ Il y a une odeur de propreté ?	1 / 1	100.0%
44/ Une poubelle est présente à proximité de l'entrée de l'ascenseur ?	12 / 12	100.0%
45/ La cage d'ascenseur fonctionne, est propre et sans dégradation ?	20 / 20	100.0%
47/ Il y a une odeur de propreté ?	6 / 6	100.0%
48/ Il y a des bandes antidérapantes sur les marches ?	0 / 1	0.0%
49/ L'affichage est propre et sans dégradation ?	1 / 1	100.0%
50/ Le contrôle d'accès et le bouton d'appel sont présents, très visibles, en fonctionnement et propres ?	1 / 1	100.0%
51/ Les portes fonctionnent, sont propres et sans dégradations ?	1 / 1	100.0%
52/ La caisse automatique est propre et en bon état ?	1 / 1	100.0%
TOTAL	84.4%	84.4%

Le point d'exclamation rouge indique les questions avec un impact le plus négatif sur votre score global.

© DROIT D'AUTEUR 2017

RAPPORT DE CRÉATION: 2017-02-06 15:53

ZONES IMPORTANTES

	SCORE MANQUANT / POSSIBLE
En voiture 12/ Présence de poubelles à la sortie (pour les tickets, mégots etc) ?	14 / 14
Piéton 27/ La radio fonctionne dans tout le parc et respecte le niveau sonore ?	10 / 10
En voiture 23/ La numérotation des places est propre et lisible, au sol et aux murs ?	1 / 1

Améliorer votre performance sur ces questions vous aurait permis d'augmenter votre score pour cette visite de 14.5%, vous donnant un total de 98.8%.

Les questions ci-dessus sont celles pour lesquelles vous n'avez pas obtenu la totalité de vos points, et qui impactent négativement votre score global. Si vous concentrez vos efforts sur ces critères à l'avenir, votre score global augmentera.

© DROIT D'AUTEUR 2017

Rapport Audit Mystère

Emplacement: 330004 - Des Grands Hommes - CSO - Aquitaine - Bordeaux -, Bordeaux, 33000

Date: 2016-12-16

Temps: 10:33

Score global: 84.39% (146 / 173)

En voiture — 64.29% (27 / 42)

1 - L'entrée : Fronton/travée — 100.00% (5 / 5)

1/ Le revêtement des murs et du sol sont propres (pas de tag sur les murs, pas de déchets au sol etc) ? 1/1

A) Oui

2/ Au moins 50% des éclairages fonctionnent ? 1/1

A) Oui

3/ Remarquez-vous des stickers, étiquettes autocollantes sur les rambardes ou sur les murs ? 1/1

B) Non

4/ Les chasse-roues sont propres (ne pas pénaliser les traces de gomme de pneus) ? 1/1

A) Oui

5/ La porte et le panneau « Bienvenue avancez jusqu'à la porte » sont propres et les luminaires sont en bon état ? 1/1

A) Oui

6/ S'il y a un dysfonctionnement dans le parking, il est signalé par un affichage (ex : ascenseur en panne) ?

N / A

2 - Barrière de péage d'entrée -

7/ Les tarifs sont affichés ?

A) Oui

3 - Barrière de péage d'entrée et de sortie 26.32% (5 / 19)

8/ L'affichage sur la borne de péage est en bon état et lisible (Il n'y a pas de stickers autres que ceux de la marque Indigo, de la marque OPnGO ainsi que des stickers Télépéage) ? 1/1

A) Oui

9/ Les bornes de péage sont propres (pas de poussières, de déchets…) ? 1/1

A) Oui

10/ La barrière est propre (absence de stickers, peinture en bon état, pas de détritus insérés dans la barrière) ? 1/1

A) Oui

11/ La barrière est en bon état de fonctionnement ? 1/1

A) Oui

12/ Présence de poubelles à la sortie (pour les tickets, mégots etc) ? 0/14

B) Non

Commentaire: Aucune poubelle à la sortie ne permet de laisser les divers déchets.

13/ Les ilots sont propres (pas de poussières, de déchets…) ? 1/1

A) Oui

14/ Le bouton d'appel est très visible ?

A) Oui

4 - Dans les allées de circulation 100.00% (4 / 4)

15/ Les panneaux de signalétique sont propres, lisibles et en bon état ? 1/1

A) Oui

16/ L'allée de circulation est propre (pas d'encombrants, pas de traces etc) ? 2/2

A) Oui

17/ L'éclairage est homogène dans l'allée de circulation (systématiquement au moins 1 néon sur 2 fonctionne) ? 1/1

A) Oui

18/ Le guidage à la place fonctionne à 100% (les ampoules ne sont pas grillées, les capteurs fonctionnent correctement) ? L'essentiel dans ce critère étant que lorsque le voyant est vert : la place soit vraiment libre. Et si le voyant est rouge : la place soit vraiment occupée. Peu importe s'il n'y a pas de lumière lorsqu'une place est occupée, l'essentiel à mesurer ici est la véracité de l'information lorsque les voyants sont de couleur => l'enquêteur doit mentionner s'il y a des dysfonctionnements (plus de 2 dysfonctionnement : point non accordé)

N / A

5 - Rampes d'accès (couloirs entre deux étages) 100.00% (3 / 3)

19/ La peinture blanche est propre (pas de marque de salissure) ? 1/1

A) Oui

20/ L'éclairage fonctionne au moins à 50% ? 1/1

A) Oui

21/ Les chasse-roues sont propres (il ne doit pas y avoir de déchets mais les traces de pneus sont tolérées) ? 1/1

A) Oui

6 - Les places de stationnement 90.91% (10 / 11)

22/ Les délimitations des places sont propres, lisibles, au sol ET/OU au mur ?

A) Oui

23/ La numérotation des places est propre et lisible, au sol et aux murs ? 0/1

B) Non

Commentaire: La peinture de numérotation usée à de nombreux endroits.



24/ L'arrière de la place est propre (cunette et/ou wheel-stop) ? 10/10

A) Oui

25/ Les panneaux de fond de place sont propres et homogènes (places Famille, Handicapées, Petits véhicules etc) ?

A) Oui

Piéton 90.84% (119 / 131)

7 - Je sors de mon véhicule 68.75% (22 / 32)

26/ Il y a une odeur de propreté (pas d'odeur d'urine) ? 2/2

A) Oui

27/ La radio fonctionne dans tout le parc et respecte le niveau sonore ? 0/10

B) Non

Commentaire: Aucune musique n'est diffusée dans le parking.

28/ Il y a des flaques rémanentes au sol ? Les flaques d'eau sont comprises dans cet item si le temps n'est pas pluvieux mais qu'il y a des flaques dans le parc. 20/20

B) Non

8 - Je me dirige vers la sortie piétons 100.00% (25 / 25)

29/ Je remarque des encombrants ? 1/1

B) Non

30/ La signalétique est claire, propre et visible et le générateur de sortie est en bon état de fonctionnement ?

A) Oui

31/ Les poubelles sont propres, non abîmées, et en nombre suffisant (je croise au moins une poubelle sur mon passage) ? 1/1

A) Oui

32/ Les poubelles sont remplies aux 2/3 maximum ? 1/1

A) Oui

33/ Les blocs de secours (BAES) et les renforts sont en bon état (non abimés et éclairés) ?

A) Oui

34/ L'affichage désignant la sortie PMR (personne à mobilité réduite) est propre et lisible ? 1/1

A) Oui

35/ Les extincteurs sont propres et l'entretien est à jour ? 1/1

A) Oui



36/ Un panneau d'informations sur la boutique est présent et à jour ? (Si le parc est dans un cluster et ce parc n'a pas de boutique : un panneau d'informations concernant la Boutique doit être présent. Si le parc est dans un cluster et ce parc est la boutique : les informations affichées dans la boutique doivent être à jour. Le parc n'est pas en cluster, il est autonome : les informations affichées à l'accueil sont à jour). 20/20

A) Oui

9 - Je prends les escaliers — 96.67% (29 / 30)

37/ Les escaliers sont propres et secs (absence de moisissures et de flaques) ? 20/20

A) Oui

38/ Il y a des bandes antidérapantes sur les marches ? 0/1

B) Non

Commentaire: Les escaliers sont propres et ne présentent aucun déchet mais ils présentent des traces d'usure importantes et pas de bandes anti dérapantes.



39/ Y a-t-il des tags, des dégradations, des marques de cigarettes etc… ? 2/2

B) Non

40/ Il y a une odeur de propreté ? 6/6

A) Oui

41/ L'affichage est propre, sans dégradation et à jour ?

B) Non

Commentaire: L'affichage des panneaux est en mauvais état et mal entretenu. Présence de chewing gum incrusté.





42/ Le bouton d'appel est présent, visible, en fonctionnement et propre ? 1/1

A) Oui

10 - Dans l'ascenseur 100.00% (33 / 33)

43/ Il y a une odeur de propreté ? 1/1

A) Oui

44/ Une poubelle est présente à proximité de l'entrée de l'ascenseur ? 12/12

A) Oui

45/ La cage d'ascenseur fonctionne, est propre et sans dégradation ? 20/20

A) Oui

11 - Le local d'accueil / La boutique -

46/ A. Il s'agit de la boutique du cluster : Elle est bien indiquée, propre, lumineuse et chartée ?

A) Oui

46/ B. La boutique du cluster n'est pas dans ce parc : Le local d'accueil / ancienne boutique est occultée et l'extérieur est propre ?

N / A

46/ C. Il s'agit d'un parc indépendant : Le local d'accueil est bien indiqué, propre et lumineux ?

N / A

12 - La cage de sortie — 90.91% (10 / 11)

47/ Il y a une odeur de propreté ? 6/6

- (●) A) Oui
- ( ) B) Non

48/ Il y a des bandes antidérapantes sur les marches ? 0/1

B) Non

Commentaire: Pas de bandes antidérapantes dans tous les escaliers.

49/ L'affichage est propre et sans dégradation ? 1/1

A) Oui

50/ Le contrôle d'accès et le bouton d'appel sont présents, très visibles, en fonctionnement et propres ? 1/1

A) Oui

51/ Les portes fonctionnent, sont propres et sans dégradations ? 1/1

A) Oui

52/ La caisse automatique est propre et en bon état ? 1/1

A) Oui

13 - Les toilettes accessibles au public — -

54/ Vous êtes allé(e) dans les toilettes :

D) NA, pas de toilettes

69/ (NPS) Sur une échelle de 0 à 10, comment recommanderiez-vous ce parking à votre famille, à vos amis ? (0 = je ne recommande pas du tout, 10 je recommande totalement). 0/0

6

70/ Pourquoi ?

Commentaire: Le parking est en bon état général. Une odeur agréable règne à l'intérieur du parking. Cependant, mauvais état des escaliers dont la peinture est usée et passée et manque d'entretien des panneaux d'indications aux différents niveaux.

71/ Merci de télécharger ici votre ticket de parking :

Score global: 84.39% (146 / 173)



330004 - CSO - Aquitaine - Bordeaux -,Bordeaux, 33000

2016-12-16

137549



330004 - CSO - Aquitaine - Bordeaux -,Bordeaux, 33000

2016-12-16

137571



INDIGO
PARC GRANDS HOMMES
33000 BORDEAUX
CAISSE AUTO 31
RECU NO : 365399

TICKET HORAIRE
No 01 013 1327285
ENTR. 16.12.16 10.33
PAYE. 16.12.16 10.58

PRIX : 1.20 EUR
PAYE : 1.20 EUR

TVA20.0% : 0.20 EUR
H.TAXE : 1.00 EUR
---
0 Jr 0 Hr 25 Mn

MERCI ET BON VOYAGE

330004 - CSO - Aquitaine - Bordeaux -,Bordeaux, 33000
2016-12-16
137572

RAPPORT D'ACTIVITE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016

AFFERMAGE DES SITES DE STATIONNEMENT

PARKING VICTOR HUGO

GARAGE ALSACE LORRAINE

PARC DES ALLEES DE CHARTRES/BRISTOL

PARTIE I COMPE-RENDU ANNUEL TECHNIQUE ET FINANCIER PARKING VICTOR HUGO 3

1. COMPTE RENDU ANNUEL TECHNIQUE 4
1.1 PRESENTATION DES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 4
1.2 EVOLUTION GENERALE DES EQUIPEMENTS 4
1.3 RELEVE ANNUEL DES EVENEMENTS 5
1.4 ORGANISATION DU SERVICE ET MODIFICATIONS EVENTUELLES 7
1.5 MOYEN MIS AU SERVICE DE L'INFORMATION 7
1.6 ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE 8

2. COMPTE RENDU ANNUEL FINANCIER 12
2.1 GRILLE TARIFAIRE 12
2.2 TAUX D'OCCUPATION MENSUEL 13
2.3 REPARTITION DE L'OCCUPATION PAR TYPE D'USAGER 14
2.4 DUREES MOYENNES DE STATIONNEMENT 15
2.5 CARACTERISTIQUES DE LA FREQUENTATION ABONNE 16
2.6 CARACTERISTIQUES DE LA FREQUENTATION HORAIRE 20

PARTIE II ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE PARKING VICTOR HUGO 25

1. LE SERVICE RENDU AUX USAGERS 26
1.1 ENQUETE DE SATISFACTION DE LA CLIENTELE 26
1.2 EVALUATION DE L'ACCUEIL-CLIENT 30
1.3 CONCLUSIONS 33

2. LE NOMBRE ET LA NATURE DES INCIDENTS 34

3. DESCRIPTIF DE L'EFFECTIF DU SERVICE 36

4. ENTRETIEN DES EQUIPEMETS ET DES INSTALLATIONS 37

PARTIE III COMPE-RENDU ANNUEL TECHNIQUE ET FINANCIER GARAGE ALSACE 38

1. COMPTE RENDU ANNUEL TECHNIQUE 39
1.1 PRESENTATION DES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 39
1.2 EVOLUTION GENERALE DES EQUIPEMENTS 39
1.3 RELEVE ANNUEL DES EVENEMENTS 39
1.4 ORGANISATION DU SERVICE ET MODIFICATIONS EVENTUELLES 39
1.5 MOYEN MIS AU SERVICE DE L'INFORMATION 40
1.6 ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE 41

2. COMPTE RENDU ANNUEL FINANCIER 43
2.1 GRILLE TARIFAIRE 43
2.2 TAUX D'OCCUPATION MENSUEL 43
2.3 DUREES MOYENNES DE STATIONNEMENT 44
2.4 CARACTERISTIQUES DE LA FREQUENTATION ABONNE 45

PARTIE IV ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE GARAGE ALSACE 47

1. LE SERVICE RENDU AUX USAGERS 48
1.1 ENQUETE DE SATISFACTION DE LA CLIENTELE 48
1.2 EVALUATION DE L'ACCUEIL-CLIENT 51
1.3 CONCLUSIONS 53

2. LE NOMBRE ET LA NATURE DES INCIDENTS 54

3. DESCRIPTIF DE L'EFFECTIF DU SERVICE 54

4. ENTRETIEN DES EQUIPEMETS ET DES INSTALLATIONS 55

PARTIE V COMPE-RENDU ANNUEL TECHNIQUE ET FINANCIER PARC A. DE CHARTRES 56

1. COMPTE RENDU ANNUEL TECHNIQUE 57
1.1 PRESENTATION DES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 57
1.2 EVOLUTION GENERALE DES EQUIPEMENTS 57
1.3 RELEVE ANNUEL DES EVENEMENTS 58
1.4 ORGANISATION DU SERVICE ET MODIFICATIONS EVENTUELLES 60
1.5 MOYEN MIS AU SERVICE DE L'INFORMATION 61
1.6 ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE 62

2. COMPTE RENDU ANNUEL FINANCIER 65
2.1 GRILLE TARIFAIRE 65
2.2 TAUX D'OCCUPATION MENSUEL 66
2.3 REPARTITION DE L'OCCUPATION PAR TYPE D'USAGER 67
2.4 DUREES MOYENNES DE STATIONNEMENT 68
2.5 CARACTERISTIQUES DE LA FREQUENTATION ABONNE 69
2.6 CARACTERISTIQUES DE LA FREQUENTATION HORAIRE 72

PARTIE VI ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE PARC ALLEES DE CHARTRES 78

1. LE SERVICE RENDU AUX USAGERS 79
1.1 ENQUETE DE SATISFACTION DE LA CLIENTELE 79
1.2 EVALUATION DE L'ACCUEIL-CLIENT 86
1.3 CONCLUSIONS 88

2. LE NOMBRE ET LA NATURE DES INCIDENTS 89

3. DESCRIPTIF DE L'EFFECTIF DU SERVICE 90

4. ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ET DES INSTALLATIONS 91

PARTIE VII COMPTES DE RESULTAT REALISES DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2015 93

PARTIE I

COMPTE – RENDU ANNUEL TECHNIQUE ET FINANCIER

PARKING VICTOR HUGO

1– COMPTE RENDU ANNUEL TECHNIQUE

1-1- PRESENTATION DES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Plusieurs faits marquants sont à noter pour cette période d'exploitation, comme l'indique la liste non exhaustive ci-dessous :

- Mise en place de la tarification au quart d'heure à compter du 1er Janvier 2016
- Travaux durant l'exercice du parc de stationnement entrainant des modifications des sens de circulation et des fermetures partielles de certaines zones
- Mise sur liste d'attente des abonnements en raison des fermetures partielles de certaines zones de stationnement entrainant une baisse temporaire du nombre de places à disposition
- Fermeture de la zone de stationnement sous-sol jusqu'à la fin des travaux prévus de mise en sécurité incendie
- Fermeture de la zone de stationnement terrasse jusqu'à la fin des travaux de réfection de l'étanchéité

1-2- EVOLUTION GENERALE DES EQUIPEMENTS

• L'historique

Gestionnaire et exploitant du parking depuis sa création, en 1960, notre société a entrepris de nombreuses réalisations notamment ces dernières années.

En 2005, des travaux de restructuration de la salle de contrôle ont été entrepris en même temps que son agrandissement. Un emplacement dédié à la réception de la clientèle y a été crée. La zone de paiement a aussi été restructurée pour une meilleure visibilité de la part de nos usagers. Le niveau rez-de-chaussée et le niveau entresol ont entièrement été repeints. Un nouveau dispositif de vidéo-surveillance a été mise en place comprenant 16 caméras, une matrice d'enregistrement et un PC de réception permettant de visionner en temps réel les images provenant des caméras implantées sur d'autres sites comme le garage Alsace Lorraine et le parc des Allées de Chartres.

En 2006, devant la demande croissante en stationnement de deux roues, deux nouveaux locaux pour les motos ont été crées au niveau de l'entresol.

En 2008, les deux cages d'escaliers allant du rez-de-chaussée à la terrasse ont été entièrement repeintes et les deux ascenseurs ont été remis à neuf.

En 2009, le niveau R1 a été entièrement repeint.

En mars 2010, l'ensemble du matériel de péage a été remis à neuf lors du passage à la norme CB 5.2 au niveau des caisses de paiement et des bornes de sortie.

En 2011, suite à nos engagements et dans le but d'accroître la qualité du service rendu à notre clientèle, 4 bornes pour le rechargement des véhicules électriques ont été mises en service sur le parc de Victor Hugo, niveau rez-de-chaussée et R+1. Deux places supplémentaires pour les personnes à

mobilité réduite ont été crées au niveau rez-de-chaussée. De plus, le local du R+1, a été remis aux normes électriques et entièrement repeint.

En 2012, les canalisations de notre Réseau Incendie Armé au niveau 1 et au niveau 2 ont été reprises et les détecteurs incendie au niveau sous-sol ont été remplacés. La signalisation existante au niveau du 1er étage a quant à elle été revue et les blocs secours au niveau sous-sol, rez-de-chaussée et entresol ont été remplacés.

En 2013, le renouvellement partiel du matériel de lutte incendie a été entrepris avec la mise sous coffret avec alarme des extincteurs et la pose des nouveaux plans d'intervention et d'évacuation. Un défibrillateur cardiaque externe automatique a été aussi installé. Au niveau des peintures, il est à noter, la réfection de l'intégralité de la zone de paiement et des cages d'escaliers ainsi que la reprise de l'intégralité du marquage au sol du niveau « Terrasse ».

En 2014, le renouvellement du matériel de lutte incendie a été achevé. Un défibrillateur cardiaque externe automatique a été aussi installé. La totalité du matériel nécessaire à l'enregistrement des caméras de vidéo-protection a été changé. Au niveau des cages d'escaliers desservant le niveau Entresol et Sous-sol, des mains courantes ont été mises en place.

En 2015, une nouvelle adduction téléphonique et une nouvelle d'adduction d'eau ont été posés dans l'enceinte du parc de stationnement. De plus, le changement de la terrasse au sous-sol d'une canalisation de collecte des eaux pluviales a été entrepris.

D'autres réalisations ont eu lieu durant notre exploitation comme notamment l'amélioration de l'installation électrique.

• Les réalisations sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2016

En Juin 2016 : Début des travaux de mise en sécurité Incendie du parking Victor Hugo.

1-3- RELEVE ANNUEL DES EVENEMENTS

Une liste des événements ayant eu un impact réel sur le fonctionnement du parking Victor Hugo est présentée ci-dessous.

• DIMANCHE 3 Janvier 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

• DIMANCHE 7 Février 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

• DIMANCHE 28 Février 2016

La sortie côté Victor Hugo a été fermée pendant environ 1 heure en raison du défilé du carnaval des deux rives.

• DIMANCHE 6 Mars 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

- DIMANCHE 3 Avril 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

- SAMEDI 9 Avril 2016

En raison du déroulement du marathon de Bordeaux Métropole, il fut impossible d'entrer et de sortir du parc de stationnement de 18h30 à 1h30.

- DIMANCHE 1er Mai 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

- DIMANCHE 5 Juin 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

- DIMANCHE 3 Juillet 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

- DIMANCHE 7 Août 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

- DIMANCHE 4 Septembre 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

- DIMANCHE 12 Septembre 2016

Début des travaux de flocage des étages supérieurs du parking. Des zones sont régulièrement fermées à la clientèle pour permettre le déroulement de ces travaux.

- DIMANCHE 2 Octobre 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

- LUNDI 3 Octobre 2016

Fermeture du niveau Terrasse pour les travaux de réfection de l'étanchéité menés par Bordeaux Métropole.

- DIMANCHE 6 Novembre 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

- DIMANCHE 4 Décembre 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible à la clientèle horaire par le cours Victor Hugo.

Il est à noter qu'en raison des travaux menés dans l'enceinte du parking, l'entrée et la sortie des différents niveaux du parc de stationnement ont été ponctuellement impactées par des changements de sens de circulation des voies d'accès et des fermetures partielles de certaines zones. Des déviations pour nos usagers furent mises en place en fonction des possibilités.

1-4- ORGANISATION DU SERVICE ET MODIFICATIONS EVENTUELLES

Le parc de stationnement Victor Hugo est ouvert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Les résidents et autres abonnés peuvent entrer et sortir du parc en permanence grâce à leur badge d'accès. La clientèle horaire peut entrer en prenant un ticket et sortir du parc en permanence après paiement.

De façon générale nous assurons une présence physique sur le site du 24h/24h et 7j/7.

Globalement, le nombre d'heures de présence effective sur site rémunérées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 est de 9000 heures, correspondant en présence à 5 postes en équivalent temps plein.

1-5- MOYEN MIS AU SERVICE DE L'INFORMATION

L'information passe par différents vecteurs et supports :

- L'information permanente : signalétique, information dans les parcs, site internet
- L'information ponctuelle sous forme de « publicité »

Les principaux vecteurs de communication sont :

- Les affichages intérieurs
- Le site internet de la SGGPB : *www.sggparkingbordeaux.fr*
- Les dépliants distribués sur les parcs
- Les courriers d'information

Accueil et information des usagers							
Accueil physique : lieu	Parking Victor Hugo						
	Lundi	*Mardi*	*Mercr.*	*Jeudi*	*Vend.*	*Sam.*	*Dim.*
Accueil physique : horaires	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24
Accueil téléphonique : horaires	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24
Accueil via phonie : horaires	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24
Messagerie et e.mail	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24
Délais de réponse aux courriers et réclamations des usagers	2 à7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j
Présence technique	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24

1-6- ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans la suite de sa Charte municipale d'écologie urbaine et de développement durable, la Ville de Bordeaux a adopté son agenda 21 lors du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

L'agenda 21 local fixe aux collectivités un cadre de référence pour examiner leurs politiques, leurs projets et leurs pratiques au regard du développement durable. La relation qui nous unit à la collectivité se devant d'être basée sur une confiance mutuelle et sur le respect des obligations de l'autre, notre société s'est engagée pleinement auprès de la mairie de Bordeaux dans cette démarche.

• Action 1: Réserver des emplacements pour les véhicules électriques

Quatre places de stationnement pour le rechargement de véhicules électriques sont en service sur le parc de stationnement. Au cours de la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016, 153 rechargements de véhicules électriques ont été répertoriés par nos services.

• Action 2: Accroître le nombre d'emplacements pour les personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre des travaux de mise en sécurité incendie du parc de stationnement, 14 places « personne à mobilité réduite » seront implantées au niveau RDC. Trois abonnements « personne à mobilité réduite » ont été délivrés par nos services au cours de la période de référence.

• Action 3: Accroître les déplacements du personnel de la société par des transports moins polluants

Un agent est titulaire d'un abonnement de transport en commun et utilise ce mode de transport pour les déplacements domicile-travail et entre les différents sites de stationnement. La SGGPB assume à sa charge la moitié du coût de cet abonnement.

En outre, régulièrement nos agents d'exploitation utilisent les modes de mobilité alternatifs (à pied, en vélo électrique ou en transport en commun) pour nos déplacements intrasites. Pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016, plus de 1500 déplacements intrasites ont été effectués grâce à un de ces modes de mobilité.

• Action 4: Mettre gratuitement à la disposition de structures gestionnaires de covoiturage des places de stationnement

Deux places de stationnement sont mises gratuitement à la disposition de la société Citiz sur l'enceinte du parking Victor Hugo.

• Action 5: Lutter contre les nuisances sonores par un réglage optimal des équipements de péage et une vérification régulière.

La spécificité du matériel de péage implanté sur le parc de stationnement Victor Hugo, barrière levante équipée de lisse pendulaire non articulée auto-freinante sans lyre de repose, permet d'éviter tout risque de nuisances sonores de ces équipements.

Cinquante deux contrôles du bon fonctionnement de ces équipements ont été effectués.

• Action 6: Limiter la consommation d'eau sur l'ensemble des sites.

Une opération de sensibilisation permanente, via un affichage auprès du personnel, est effectuée sur la limitation de la consommation d'eau et les principes simples à respecter.

La consommation annuelle sur l'ensemble du parc de stationnement Victor Hugo est de 184 m3, soit une hausse de 21.85 % (ou 33 m3) de la consommation par rapport à l'exercice antérieur. Cette augmentation est liée principalement aux travaux menés sur le parc de stationnement qui nécessitent une forte consommation d'eau (flocage, nettoyage...).

• Action 7: Maîtriser la consommation d'énergie des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

Deux écrans de caisses ont été remplacés par des écrans à LED à basse consommation sur l'ensemble du site. Une unité centrale a aussi été remplacée durant la période.

• Action 8: Réduire la consommation électrique générale sur le parking

Quatre blocs d'éclairage de sécurité ont été remplacés par de nouveaux modèles à LED basse consommation et haute durée de vie. Quinze réglettes à néons ont été remplacées par des éclairages basse consommation à LED.

Une opération de sensibilisation permanente via un affichage auprès du personnel est effectuée sur la limitation de la consommation et les principes simples à respecter.

La consommation annuelle sur l'ensemble du parc de stationnement Victor Hugo est de 350 408 kWH, soit une hausse de 7.33 % (ou 23 916 kWH) de la consommation par rapport à l'exercice antérieur. Cette augmentation est liée principalement aux travaux menés sur le parc de stationnement qui nécessitent une forte consommation d'électricité.

• Action 9: Réduction de la consommation de papier

La consommation de papier pour le parc de stationnement Victor Hugo a été d'environ 8 200 feuilles de papier pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, soit une réduction d'environ 9,76% par rapport à l'année dernière.

La priorité à l'archivage informatique des documents internes à la société, la réutilisation de papier déjà imprimé et l'impression recto-verso a permis de réduire la consommation de papier.

• Action 10: Utilisation de papier recyclable ou recyclé

La société des Grands Garages Parkings de Bordeaux utilise uniquement du papier 100 pour 100 recyclable, sans chlore, de label PEFC. La certification PEFC du papier garantit le respect des fonctions environnementales, économiques et sociales des forêts. Cette certification permet d'assurer le renouvellement de la forêt, tout en préservant l'eau, les sols, la faune et la flore de ce milieu naturel.

Depuis 2010, les rouleaux de papier permettant l'impression des tickets d'entrée et des reçus de paiement ont été remplacés, malgré le surcoût, par du papier recyclable garanti sans Bisphénol A.

• Action 11: Veille technologique pour les équipements de l'ensemble du site de stationnement

L'ensemble des blocs d'éclairage de sécurité est remplacé au fur et à mesure des dysfonctionnements constatés par de nouveaux modèles à LED plus performant au niveau de la consommation d'énergie et à haute durée de vie.

L'ensemble des réglettes à néons est remplacé au fur et à mesure des dysfonctionnements constatés par des modèles à LED plus performant au niveau de la consommation d'énergie et à haute durée de vie.

Le critère « empreinte écologique » rentre en compte dans le choix du matériel informatique lors du remplacement du matériel existant, en choisissant dès que cela est possible la plus haute catégorie d'efficacité électrique.

• Action 12 : Tri sélectif des ordures « internes » de la société

Les ordures « internes » de la société comprenant du papier, des cartons ou du métal sont déposées régulièrement après des centres de tri ouverts par la Métropole de Bordeaux. Les néons sont déposés auprès de nos fournisseurs pour recyclage en contrepartie de l'écotaxe payée lors de l'achat.

Une opération de sensibilisation permanente, via un affichage auprès du personnel, est effectuée sur les principes de tri sélectif à respecter.

Deux nouveaux containeurs ont été mis à disposition pour la collecte des déchets du site de stationnement.

• Action 13: Utilisation de produits d'entretien biodégradables

L'intégralité des produits d'entretien utilisés par la société des Grands Garages Parkings de Bordeaux sont conçus et fabriqués sous un système de management de la qualité et de l'environnement certifié ISO 9001, ISO 14001 et en accord avec le programme industriel européen « **Chartre du Nettoyage Durable** » selon lequel les entreprises tiennent compte de la durabilité dans le développement et la production de leurs produits.

• Action 14: Introduire les critères de développement durable dans l'acte d'achat et dans les choix d'investissement

A chaque projet d'achat ou d'investissement est pris en compte le coût global de l'opération : coût d'investissement, coût environnemental et coût d'exploitation.

2 – COMPTE RENDU ANNUEL FINANCIER

2-1- GRILLE TARIFAIRE

Mise en place au 1er Janvier 2016 d'une nouvelle grille tarifaire au quart d'heure.

	JOUR	8h - 20h
1 heure	1/4	0,60 €
	2/4	1,20 €
	3/4	1,70 €
	4/4	2,20 €
2 heures	1/4	2,70 €
	2/4	3,20 €
	3/4	3,70 €
	4/4	4,20 €
3 heures	1/4	4,70 €
	2/4	5,20 €
	3/4	5,70 €
	4/4	6,20 €
4 heures	1/4	6,60 €
	2/4	7,00 €
	3/4	7,40 €
	4/4	7,80 €
5 heures	1/4	8,10 €
	2/4	8,40 €
	3/4	8,70 €
	4/4	9,00 €
6 heures	1/4	9,30 €
	2/4	9,60 €
	3/4	9,80 €
	4/4	10,00 €
7 heures	1/4	10,20 €
	2/4	10,40 €
	3/4	10,60 €
	4/4	10,80 €
8 heures	1/4	11,00 €
	2/4	11,20 €
	3/4	11,40 €
	4/4	11,60 €
9 heures	1/4	11,80 €
	2/4	12,00 €
	3/4	12,20 €
	4/4	12,40 €
10 heures	1/4	12,60 €
	2/4	12,80 €
	3/4	13,00 €
	4/4	13,00 €
11 heures	1/4	13,00 €
	2/4	13,00 €
	3/4	13,00 €
	4/4	13,00 €
12 heures	1/4	13,00 €
	2/4	13,00 €
	3/4	13,00 €
	4/4	13,00 €

	NUIT	20h - 8h
1 heure	1/4	0,50 €
	2/4	1,00 €
	3/4	1,50 €
	4/4	2,00 €
2 heures	1/4	3,00 €
	2/4	4,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
3 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
4 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
5 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
6 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
7 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
8 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
9 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
10 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
11 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
12 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €

Toute tranche tarifaire entamée est due

TICKET PERDU = 18€

TARIFS	ABONNEMENT	
Mensuel 24h/24h	Résident	68 €
Mensuel 24h/24h	Etudiant	70 €
Mensuel 24h/24h	Mobilité réduite	68 €
Mensuel 24h/24h	Normal	80 €
Mensuel 24h/24h	Sous-sol	85 €
Mensuel 24h/24h	Deux roues	30 €
Permanent	Vélo	15 €

TARIFS	CHEQUES PARKING	
	Commerçant - 100	**90 €**
	Marché VH - 100	**75 €**

2-2- TAUX D'OCCUPATION MENSUEL

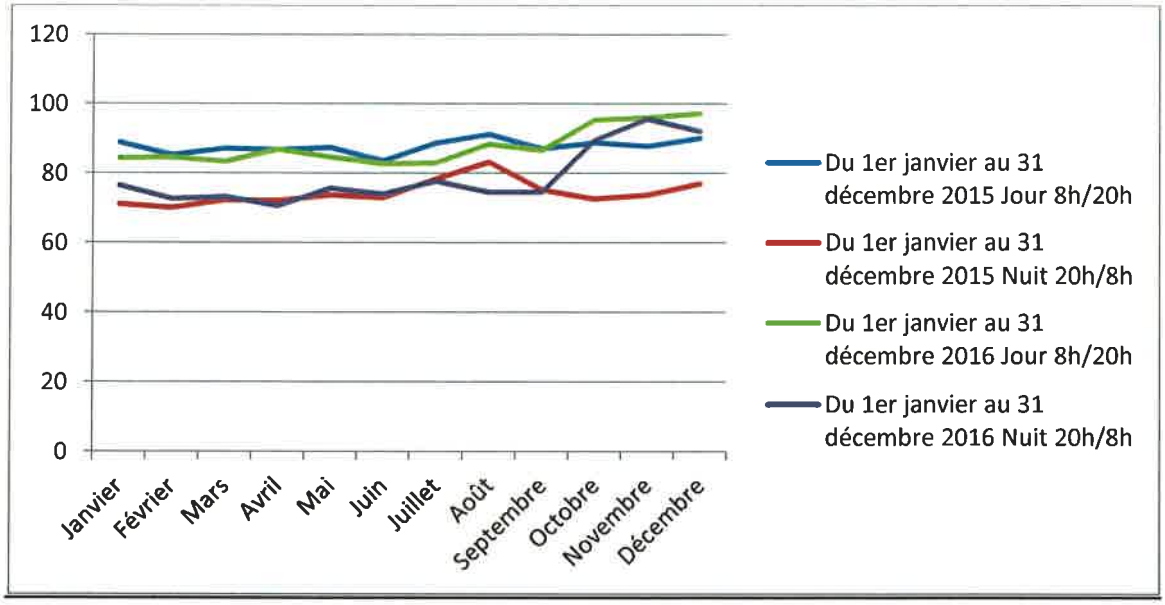
Les données du tableau ci-dessous sont exprimées en pourcentage par rapport aux 712 places constituant le parc de stationnement Victor Hugo. Une distinction est faite entre l'occupation en journée (de 8 heures à 20 heures) et l'occupation en soirée (de 20 heures à 8 heures).

Le taux d'occupation correspondant au rapport entre le nombre moyen de véhicules en stationnement et le nombre total de places, les données du tableau ci-dessous sont donc exprimées en pourcentage par rapport aux 712 places constituant le parc de stationnement Victor Hugo.

Une distinction est faite entre l'occupation diurne (de 8 heures à 20 heures) et l'occupation nocturne (de 20 heures à 8 heures). Pour rappel, les taux d'occupations de l'année 2015 sont donnés.

	Du 1er janvier au 31 décembre 2015		Du 1er janvier au 31 décembre 2016	
	Jour 8h/20h	Nuit 20h/8h	Jour 8h/20h	Nuit 20h/8h
Janvier	88,89	71,23	84,34	76,58
Février	85,26	70,07	84,58	72,65
Mars	87,17	72,33	83,33	73,21
Avril	86,73	72,09	86,84	70,52
Mai	87,38	73,81	84,69	75,75
Juin	83,54	72,93	82,70	74,04
Juillet	88,66	78,36	83,01	77,73
Août	91,23	83,22	88,32	74,47
Septembre	87,07	75,29	86,56	74,62
Octobre	88,83	72,64	95,36	89,57
Novembre	87,74	73,73	96,09	95,59
Décembre	90,08	76,98	97,21	92,16

Evolution du taux d'occupation mensuel

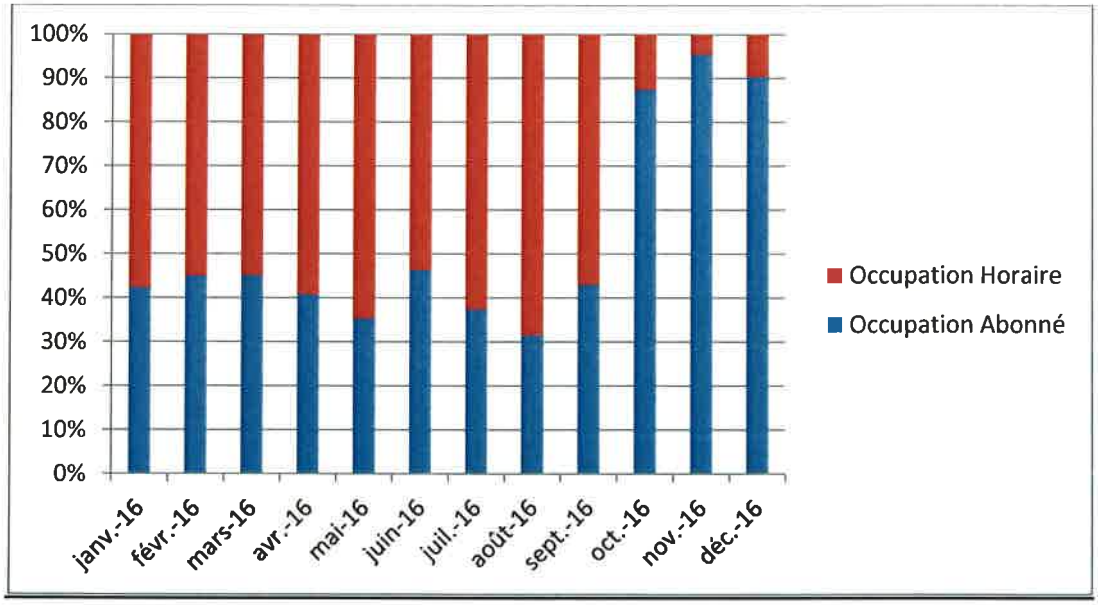


2-3- REPARTITION DE L'OCCUPATION PAR TYPE D'USAGER

Les données du tableau ci-dessous sont exprimées en pourcentage. Une distinction a été faite entre la clientèle horaire et abonnée.

	Occupation Abonné	Occupation Horaire
Janvier 2016	42,28	57,72
Février 2016	44,98	55,02
Mars 2016	45,06	54,94
Avril 2016	40,76	59,24
Mai 2016	35,23	64,77
Juin 2016	46,33	53,67
Juillet 2016	37,35	62,65
Août 2016	31,50	68,50
Septembre 2016	43,03	56,97
Octobre 2016	87,44	12,56
Novembre 2016	95,47	4,53
Décembre 2016	90,35	9,65

Répartition de l'occupation selon le type d'usager pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016

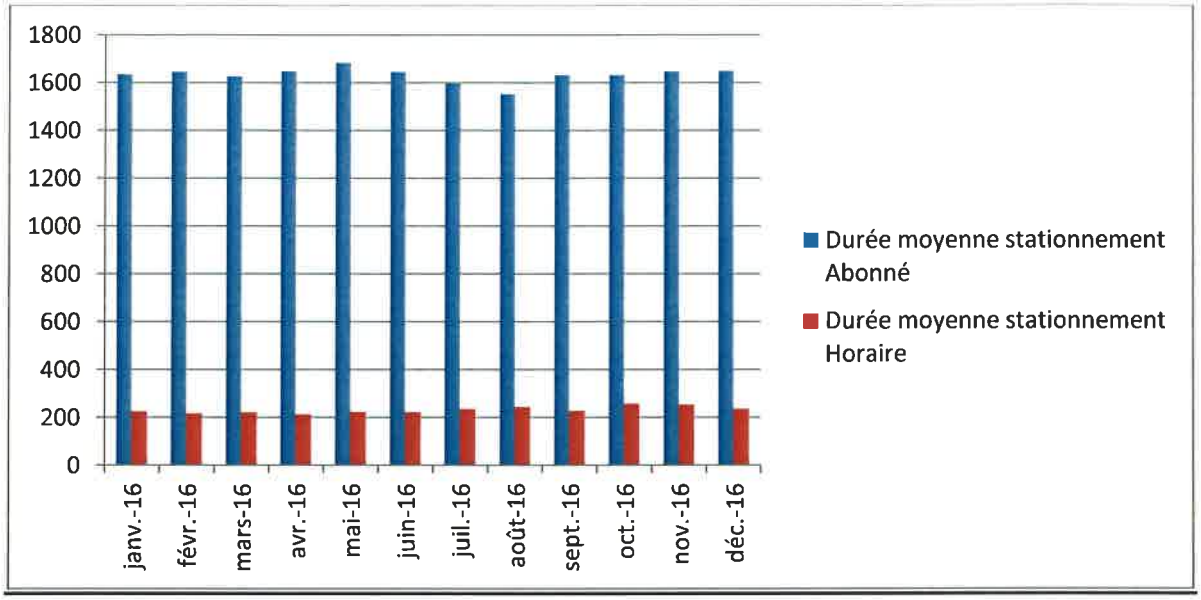


2-4- DUREES MOYENNES DE STATIONNEMENT

Les durées moyennes de stationnement selon le type d'usager (abonné ou horaire) pour le parc de stationnement Victor Hugo sont présentées dans le tableau ci-dessous. Les durées de stationnement sont exprimées en minutes. Une distinction est faite entre la durée moyenne de stationnement de la clientèle horaire et abonnée.

	Durée moyenne stationnement Abonné	Durée moyenne stationnement Horaire
Janvier 2016	1634	225
Février 2016	1645	217
Mars 2016	1626	221
Avril 2016	1648	213
Mai 2016	1683	224
Juin 2016	1645	222
Juillet 2016	1596	236
Août 2016	1553	244
Septembre 2016	1631	227
Octobre 2016	1632	257
Novembre 2016	1646	253
Décembre 2016	1649	235

Durées moyennes de stationnement selon le type d'usager pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016



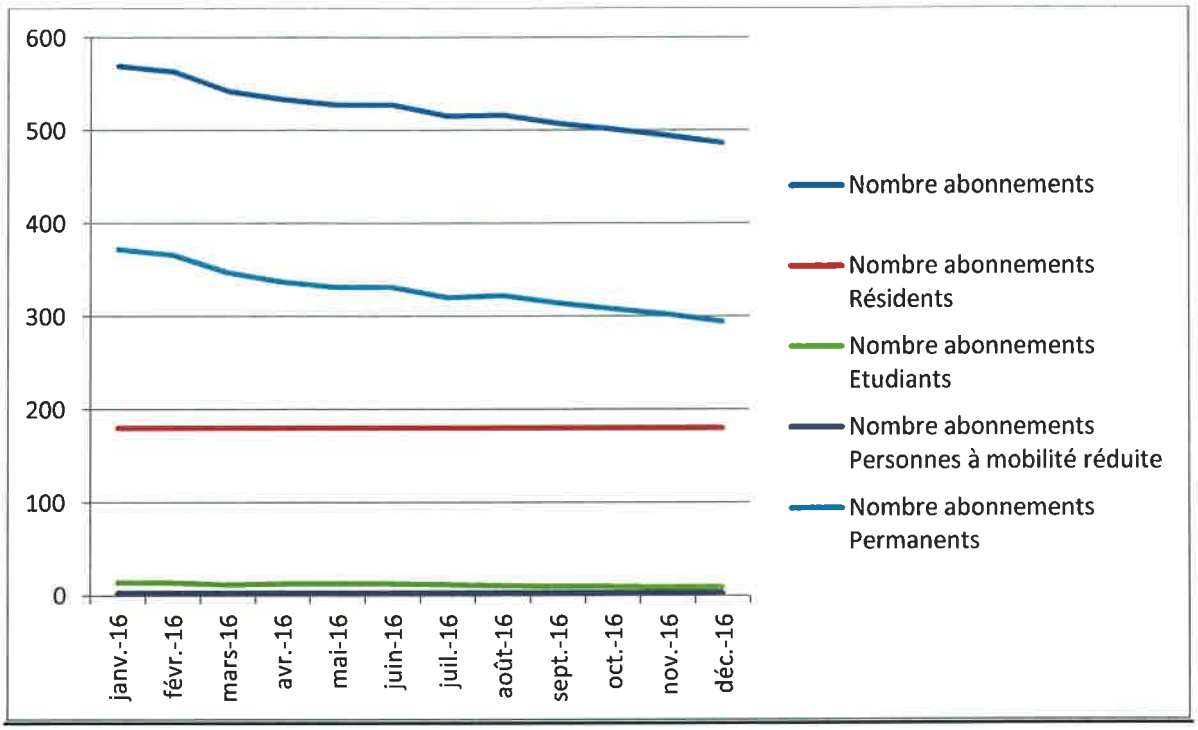
2-5- CARACTERISTIQUES DE LA FREQUENTATION ABONNE

Le tableau ci-dessous présente la répartition des abonnements en cours par catégories d'usagers sur la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 ainsi que le chiffre d'affaire « abonné » mensuel hors taxe.

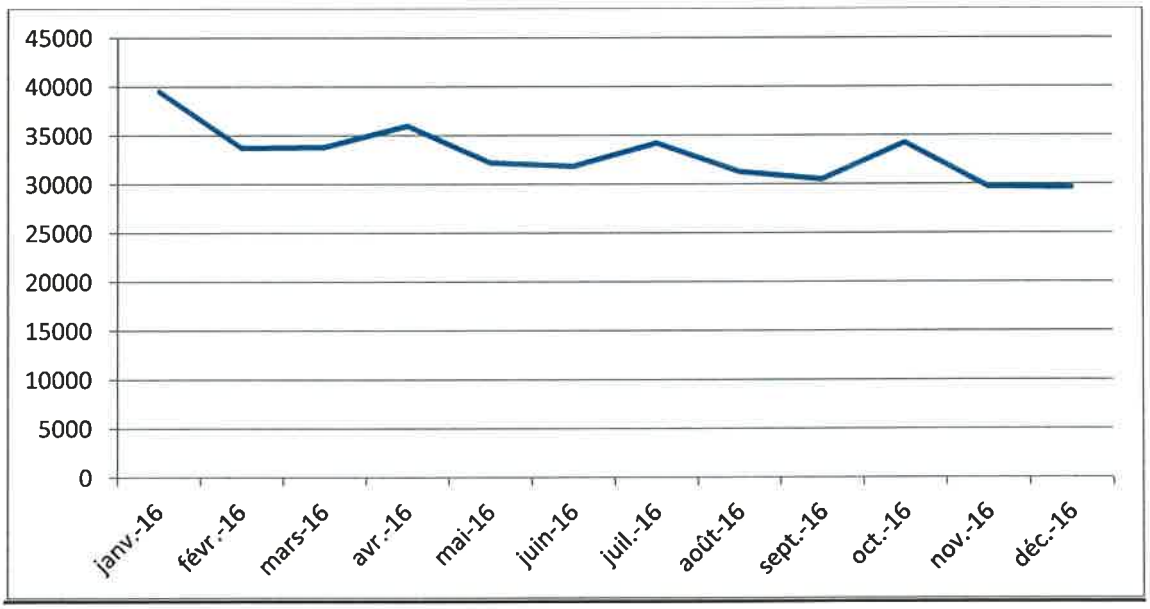
Il est à noter qu'une liste d'attente pour les abonnements a été mise en place en raison de la baisse de la capacité d'accueil du Parking Victor Hugo.

	Nombre abonnements	Nombre abonnements Résidents	Nombre abonnements Etudiants	Nombre abonnements Personnes à mobilité réduite	Nombre abonnements Permanents	Chiffre affaire Abonnements HT
Janvier 2016	569	180	14	3	372	39482
Février 2016	563	180	14	3	366	33706
Mars 2016	542	180	12	3	347	33795
Avril 2016	533	180	13	3	337	35982
Mai 2016	527	180	13	3	331	32215
Juin 2016	527	180	13	3	331	31843
Juillet 2016	515	180	12	3	320	34194
Août 2016	516	180	11	3	322	31280
Septembre 2016	507	180	10	3	314	30495
Octobre 2016	501	180	10	3	308	34230
Novembre 2016	494	180	9	3	302	29748
Décembre 2016	486	180	9	3	294	29636
						396 606

Evolution de la structure des abonnements pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016



Evolution du chiffre d'affaires « abonné » pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016

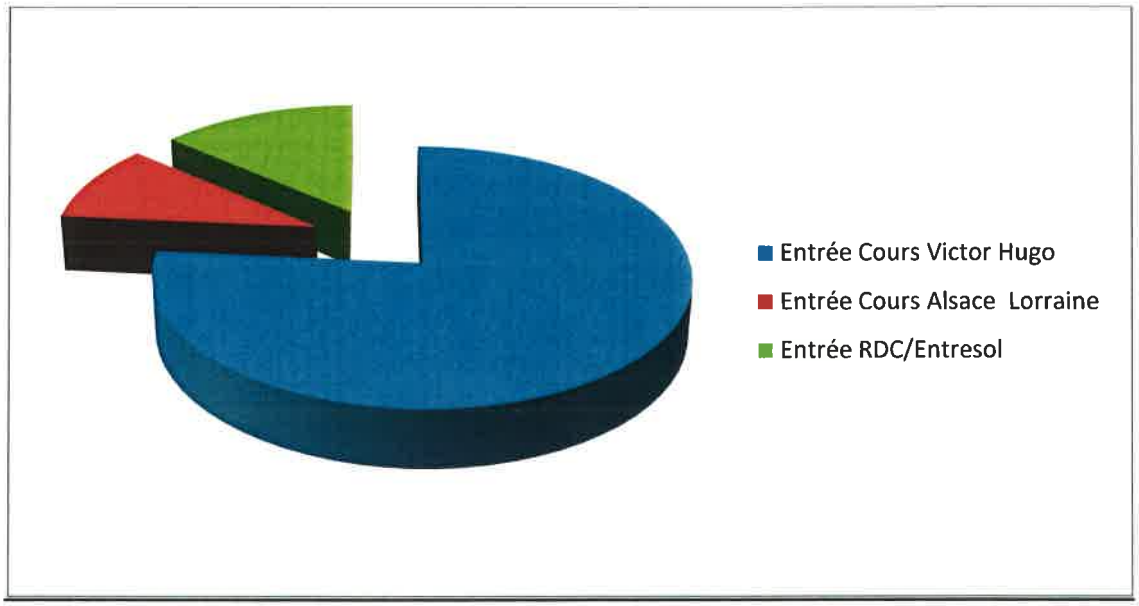


Répartition des entrées de la clientèle abonnée pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016

Entrées

	Nombre entrées	% par rapport Zone	% par rapport Parc	Moyenne entrées/jour
Entrée Cours Victor Hugo	113 488	88,51%	76,43%	311
Entrée Cours Alsace Lorraine	14 731	11,49%	9,92%	40
Sous total Zone 1	128 219	100%	86,35%	351
Entrée RDC/Entresol	20 276	100%	13,65%	56
Sous total Zone 2	20 276	100%	13,65%	56
Entrée Sous-sol	0	0%	0%	0
Sous total Zone 3	0	0%	0%	0
Total	148 495		100,00%	407

Graphique de la répartition des entrées de la clientèle abonnée pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016

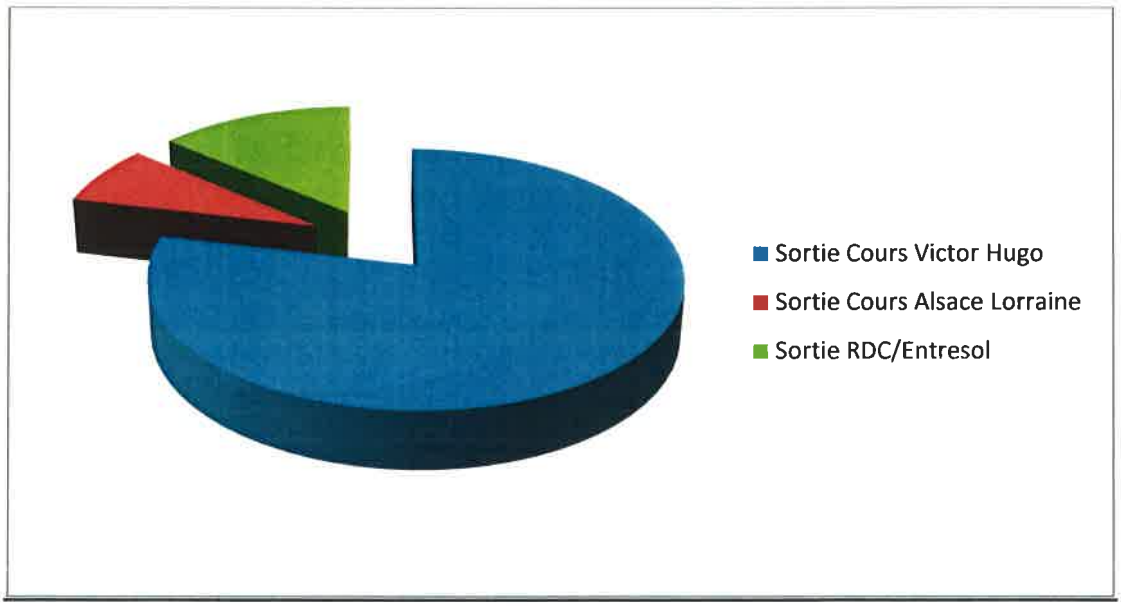


Répartition des sorties de la clientèle abonnée pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016

Sorties

	Nombre sorties	% par rapport Zone	% par rapport Parc	Moyenne sorties/jour
Sortie Cours Victor Hugo	116 354	89,59%	78,62%	319
Sortie Cours Alsace Lorraine	11 335	10,41%	7,66%	31
Sous total Zone 1	127 689	100%	86,28%	350
Sortie RDC/Entresol	20 304	100%	13,72%	56
Sous total Zone 2	20 304	100%	13,72%	56
Sortie Sous-sol	0	0	0	0
Sous total Zone 3	0	0	0	0
Total	147 993		100,00%	406

Graphique de la répartition des sorties de la clientèle abonnée pour la période 1er janvier au 31 décembre 2016

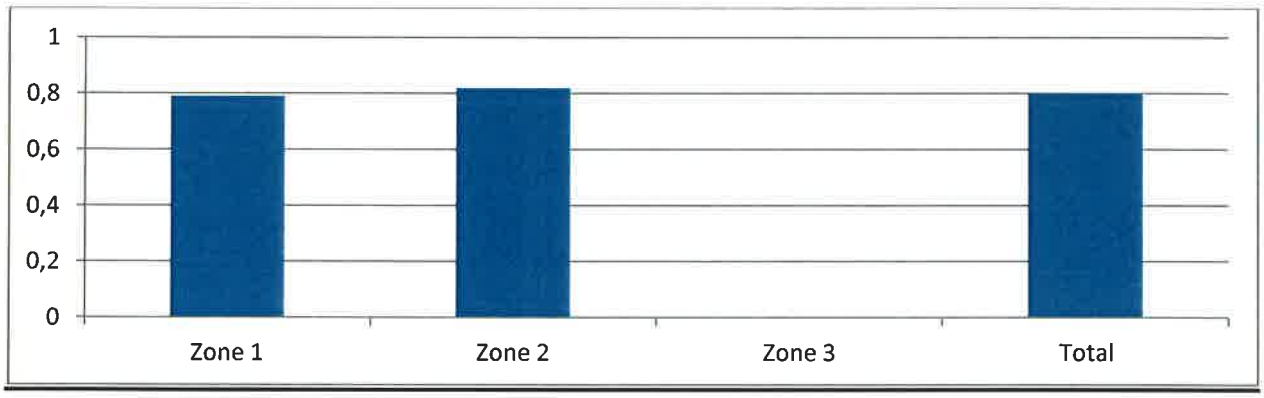


Coefficient de foisonnement

Le foisonnement est le phénomène selon lequel tous les titulaires d'un abonnement dans un parc de stationnement ne sont pas présents simultanément ce qui permet d'optimiser la fréquentation horaire.

Le "coefficient de foisonnement" des abonnés est égal au rapport entre la valeur maximale du nombre d'abonnés présents simultanément et le nombre total d'abonnés.

	Coefficient de foisonnement
Zone 1	0,79
Zone 2	0,82
Zone 3	0
Total	0,80

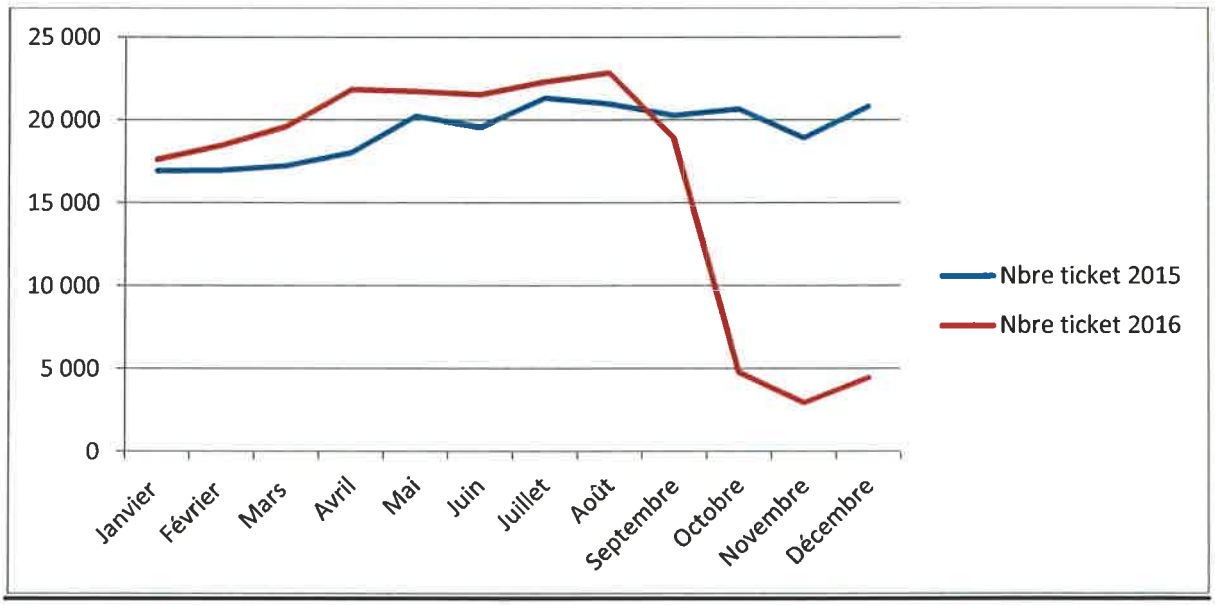


2-6- CARACTERISTIQUES DE LA FREQUENTATION HORAIRE

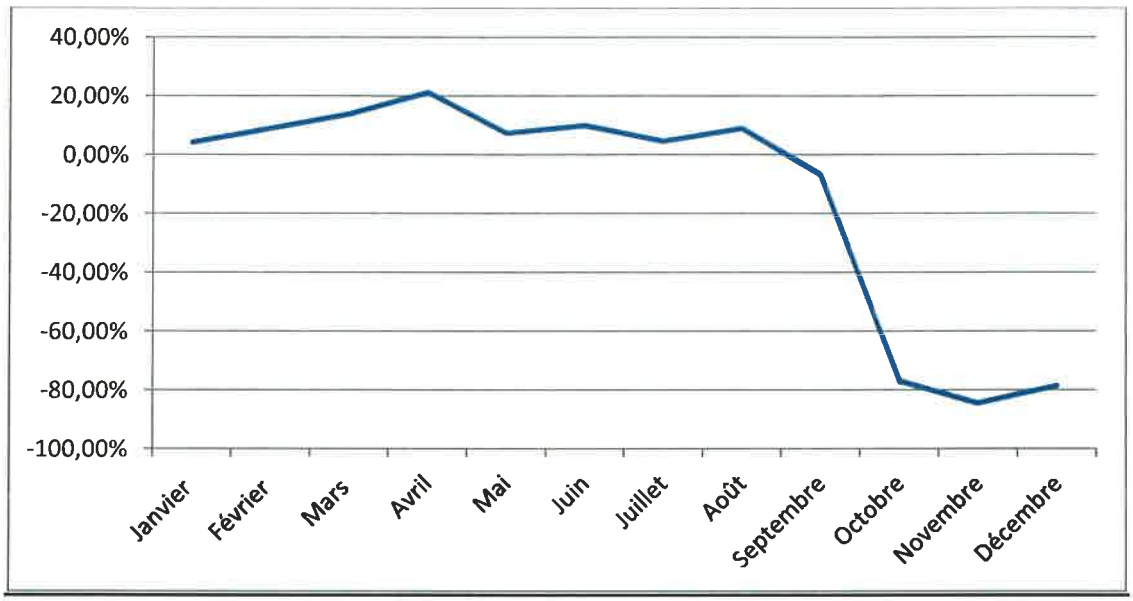
Les données du tableau ci-dessous reprennent les différentes caractéristiques de la fréquentation horaire sur la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 : nombre de tickets d'entrée, nombre de tickets réglés en espèces, nombre de tickets réglés en carte bleue, nombre de tickets réglés en paiement mixte (au minimum deux types de paiements), nombre de tickets réglés en chèque parking, nombre de tickets gratuits (du fait de la demi-heure gratuite), chiffre d'affaire mensuel hors taxe et la valeur du ticket moyen.

Evolution de la fréquentation horaire

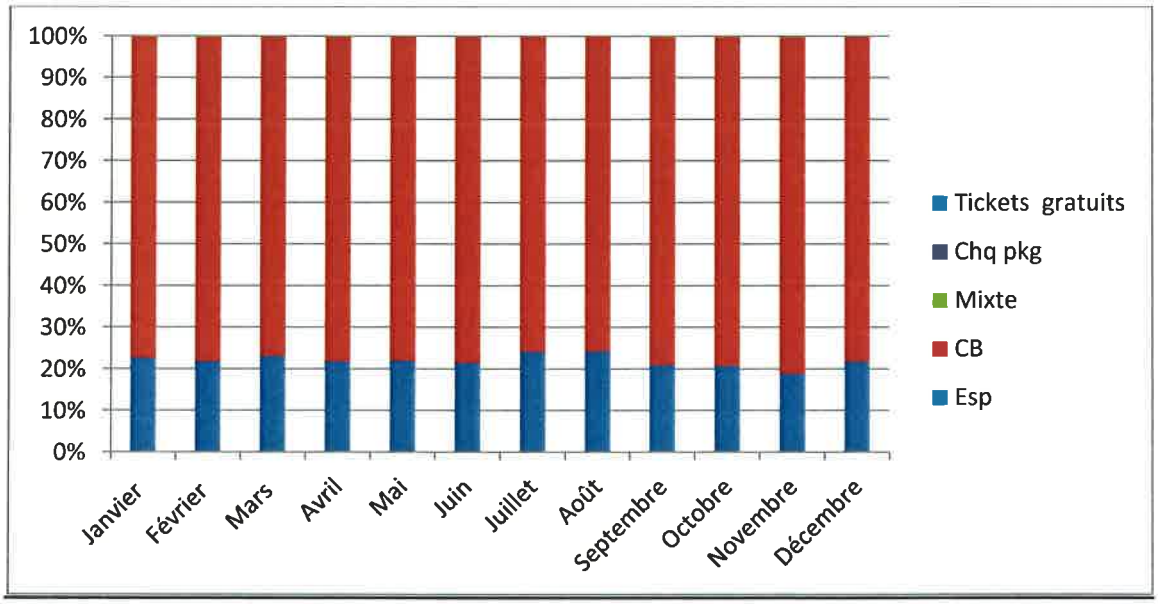
Mois	Nbre Ticket période 2015	Nbre Ticket période 2016	Evolution entre les deux périodes	Paiement Horaires				Tickets	CA Horaire HT		Ticket Moyen HT
				Esp	CB	Mixte	Chq pkg	gratuits	total	dont CB	
Janvier	16 925	17621	4,11%	3985	13610	26	0	0	81586	68977	4,63
Février	16 959	18470	8,91%	4004	14433	33	0	0	85664	71905	4,64
Mars	17 236	19626	13,87%	4519	15078	26	3	0	90122	75413	4,59
Avril	18 024	21841	21,18%	4733	17067	31	10	0	98097	83697	4,49
Mai	20 238	21729	7,37%	4763	16945	16	5	0	101601	85011	4,68
Juin	19 578	21532	9,98%	4616	16887	24	5	0	102872	86007	4,78
Juillet	21 331	22312	4,60%	5380	16918	11	3	0	107385	88816	4,81
Août	20 969	22851	8,98%	5529	17315	2	5	0	117375	94346	5,14
Septembre	20 276	18930	-6,64%	3941	14958	22	9	0	88366	74601	4,67
Octobre	20 670	4793	-76,81%	993	3792	4	4	0	23356	19758	4,87
Novembre	18 927	2942	-84,46%	551	2383	5	3	0	14411	12402	4,90
Décembre	20 812	4461	-78,57%	967	3486	2	6	0	21541	18700	4,83
Total	231 945	197 108	-15,02%	43981	152 872	202	53	0	932 376	779 633	4,73



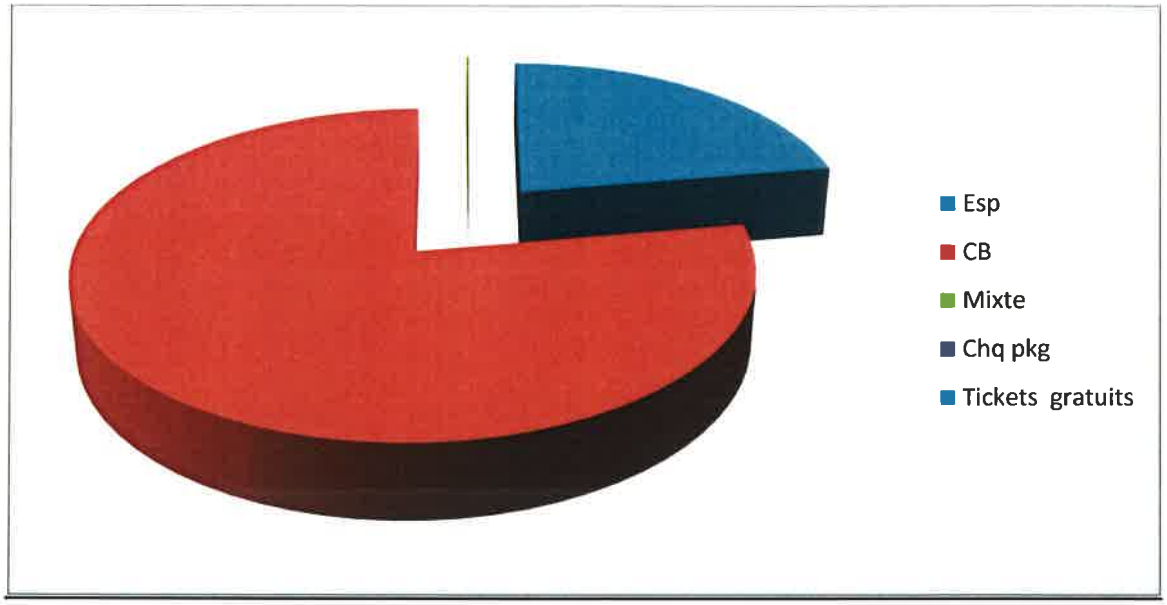
Evolution de l'indice de variation de la fréquentation horaire



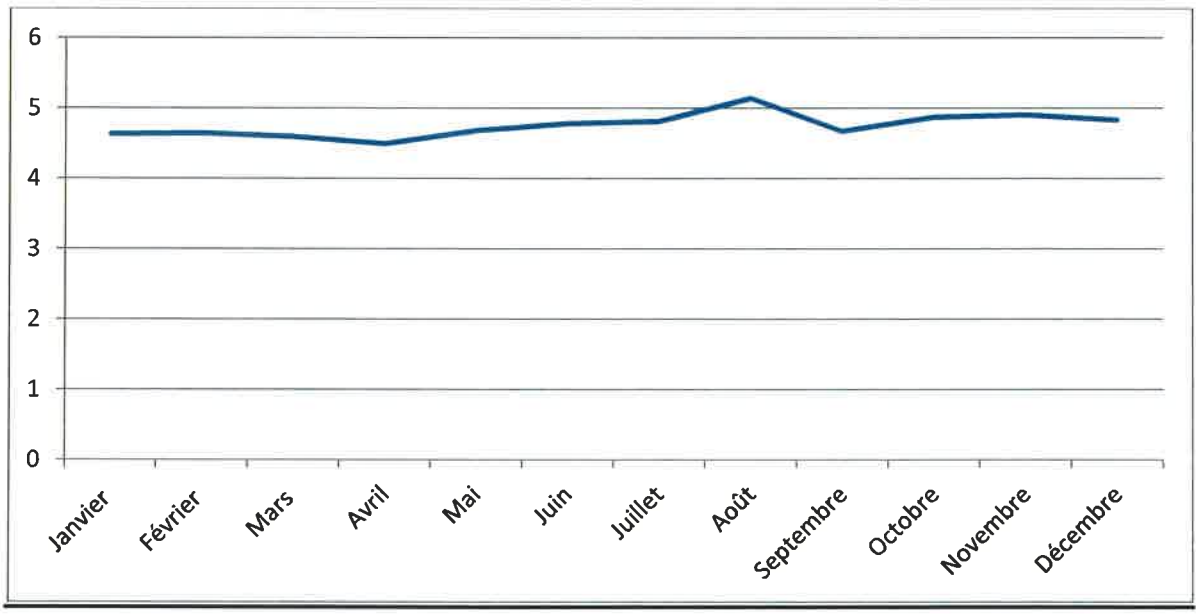
Structure mensuelle de la fréquentation horaire



Structure annuelle de la fréquentation horaire



Evolution mensuelle du ticket moyen HT



Répartition des tickets selon la durée de stationnement

TRANCHE		QUANTITE VEHICULES	TAUX	CUMUL
1 heure	1/4	4885	2,48%	2,48%
	2/4	10459	5,31%	7,79%
	3/4	11679	5,93%	13,72%
	4/4	12941	6,57%	20,29%
2 heures	1/4	12970	6,58%	26,87%
	2/4	12466	6,32%	33,19%
	3/4	12231	6,21%	39,40%
	4/4	11509	5,84%	45,24%
3 heures	1/4	10435	5,29%	50,53%
	2/4	9662	4,90%	55,43%
	3/4	8500	4,31%	59,74%
	4/4	7695	3,90%	63,64%
4 heures	1/4	6782	3,44%	67,08%
	2/4	6211	3,15%	70,23%
	3/4	5402	2,74%	72,97%
	4/4	4622	2,34%	75,31%
5 heures	1/4	4226	2,14%	77,45%
	2/4	3714	1,88%	79,33%
	3/4	3175	1,61%	80,94%
	4/4	2947	1,50%	82,44%
6 heures	1/4	2469	1,25%	83,69%
	2/4	2235	1,13%	84,82%
	3/4	1893	0,96%	85,78%
	4/4	1700	0,86%	86,64%
7 heures	1/4	1454	0,74%	87,38%
	2/4	1256	0,64%	88,02%
	3/4	1080	0,55%	88,57%
	4/4	937	0,48%	89,05%
8 heures	1/4	777	0,39%	89,44%
	2/4	674	0,34%	89,78%
	3/4	621	0,32%	90,10%
	4/4	626	0,32%	90,42%
9 heures	1/4	549	0,28%	90,70%
	2/4	573	0,29%	90,99%
	3/4	550	0,28%	91,27%
	4/4	551	0,28%	91,55%
10 heures	1/4	559	0,28%	91,83%
	2/4	485	0,25%	92,08%
	3/4	451	0,23%	92,31%
	4/4	424	0,22%	92,53%
11 heures	1/4	433	0,22%	92,75%
	2/4	420	0,21%	92,96%
	3/4	439	0,22%	93,18%
	4/4	421	0,21%	93,39%
12 heures	1/4	457	0,23%	93,62%
	2/4	423	0,21%	93,83%
	3/4	449	0,23%	94,06%
	4/4	459	0,23%	94,29%
+ 12 heures		11232	5,71%	100,00%
TOTAL		**197108**	**100,00%**	**100,00%**

PARTIE II

ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE

PARKING VICTOR HUGO

1– LE SERVICE RENDU AUX USAGERS

1-1- ENQUETE DE SATISFACTION DE LA CLIENTELE

a. Description de l'enquête

Objectif

L'objectif de l'enquête menée par la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux est de savoir :

- D'où proviennent les automobilistes garés sur le parking Victor Hugo.
- Pour quelle activité les personnes viennent stationner sur le parking Victor Hugo.
- Combien de temps leur véhicule reste stationné en moyenne sur le parking.
- La satisfaction de la clientèle par rapport à différents critères

Conditions de l'enquête

L'enquête a eu lieu sur le parking Victor Hugo les jours suivants :

- Jeudi 12 Mai 2016
- Vendredi 3 juin 2016

L'enquête a été menée par le personnel de la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux. Placé à côté des caisses de paiement, pendant que les usagers du parking payaient leur ticket ainsi qu'à une sortie pour interroger les abonnés; le personnel leur a proposé le questionnaire suivant:

47 personnes au total ont été interrogées.

b. Résultats

Un abonné	29
Un client horaire	18

Lieu de provenance

	Total	Abonné	Horaire
Bordeaux hyper-centre	18	15	3
Bordeaux hors hyper-centre	9	6	3
Métropole de Bordeaux hors Bordeaux	11	5	6
Gironde hors Métropole de Bordeaux	4	3	1
Aquitaine hors Gironde	1	0	1
France hors Aquitaine	3	0	3
Etranger	1	0	1

Raison du stationnement dans le parc

	Total	Abonné	Horaire
Je suis résident du quartier	23	21	2
Je travaille dans le quartier	10	8	2
Tourisme	3	0	3
Visite (ex: Rdv médecin...)	1	0	1
Shopping	10	0	10
Loisirs	0	0	0
Autres	0	0	0

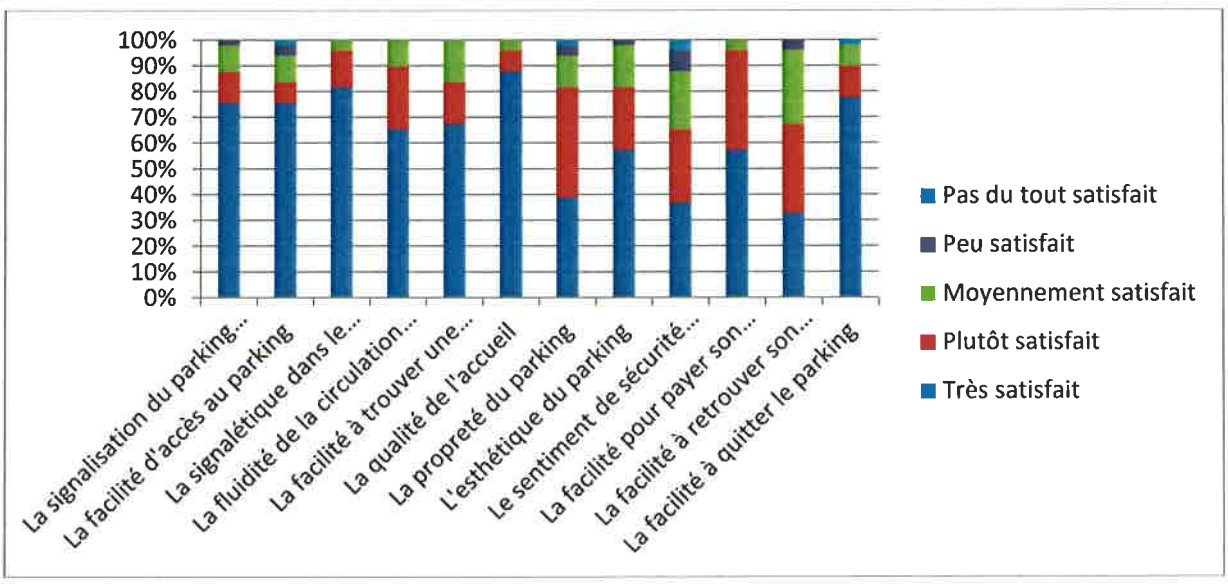
Fréquence de stationnement dans le parc

	Total	Abonné	Horaire
Tous les jours	20	20	0
Plusieurs fois par semaine	9	7	2
1 fois par semaine	5	1	4
1 fois tous les 15 jours	3	0	3
1 fois par mois	5	1	4
1 fois par trimestre	0	0	0
1 fois par semestre	1	0	1
1 fois par an	1	0	1
C'est la première fois	3	0	3

Durée de stationnement prévue ou habituelle dans le parc

	Total	Abonné	Horaire
Moins d'une heure	7	0	7
Moins de deux heures	5	0	5
Moins de trois heures	0	0	0
Moins de quatre heures	1	1	0
Moins de cinq heures	1	0	1
Moins de six heures	4	2	2
Entre 6 heures et 12 heures	7	7	0
Pour la journée	8	6	2
Pour plusieurs jours	14	13	1

	Très satisfait	Plutôt satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait
La signalisation du parking en approche	37	6	5	1	0
La facilité d'accès au parking	37	4	5	2	1
La signalétique dans le parking	40	7	2	0	0
La fluidité de la circulation dans le parking	32	12	5	1	0
La facilité à trouver une place dans le parking	33	8	8	0	0
La qualité de l'accueil	43	4	2	0	0
La propreté du parking	21	19	6	2	1
L'esthétique du parking	12	28	8	1	0
Le sentiment de sécurité dans le parking	18	14	11	4	2
La facilité pour payer son parking	28	19	2	0	0
La facilité à retrouver son véhicule	16	17	14	2	0
La facilité à quitter le parking	38	6	4	0	1



Lieu de provenance

La grande majorité des utilisateurs du parking Victor Hugo provient des différentes communes de la région bordelaise. La relative faible proportion des bordelais de l'hyper-centre utilisant ce parking, mis à part les résidents du quartier montre une utilisation importante de la mobilité douce (vélo, transport en commun, marche à pied) pour les trajets intra-centre ville.

Objet de la visite

La majorité des usagers abonnés du parking Victor Hugo stationnent leurs véhicules pour des raisons liées à leur lieu de résidence, forte proportion de résidents, et à leur travail. Pour les usagers horaires, le stationnement est surtout lié au travail, au tourisme et au shopping.

Fréquence de stationnement et durée de stationnement

Il y a une indéniable corrélation entre la fréquence, la durée de stationnement et la catégorie des usagers.

Les usagers stationnant le plus régulièrement et le plus longtemps leur véhicule sur le parking Victor Hugo sont des abonnés. A contrario, les usagers horaires stationnent moins souvent et pour des durées moins importantes.

Il est évident que le prix attractif des abonnements comparé au tarif horaire encourage les usagers stationnant régulièrement et pour des durées importantes sur le parking Victor Hugo à s'abonner.

1-2- EVALUATION DE L'ACCUEIL-CLIENT

a. Description de l'enquête

Des critères d'évaluation ont été définis pour élaborer une grille permettant de quantifier la satisfaction perçue de la clientèle sur les dix principes de base de l'accueil-client.

Ces dix indicateurs de la qualité du service d'accueil sont transposés en 22 questions qui évaluent tant les perceptions que les attentes qu'a la clientèle de ce service sur des points bien définis. Un sondage est quant à lui élaboré pour saisir au plus juste l'opinion de la clientèle sur les différentes étapes du stationnement dans l'enceinte des parcs.

Conditions de l'enquête

L'enquête a eu lieu sur le parking Victor Hugo les jours suivants :

□□Jeudi 12 Mai 2016
□□Vendredi 3 juin 2016

L'enquête a été menée par le personnel de la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux. Placé à côté des caisses de paiement, pendant que les usagers du parking payaient leur ticket ainsi qu'à une sortie pour interroger les abonnés; le personnel leur a proposé le questionnaire suivant:

31 personnes au total ont été interrogées.

b. Résultats

Un abonné	22
Un client horaire	9

Note de 1 à 5:

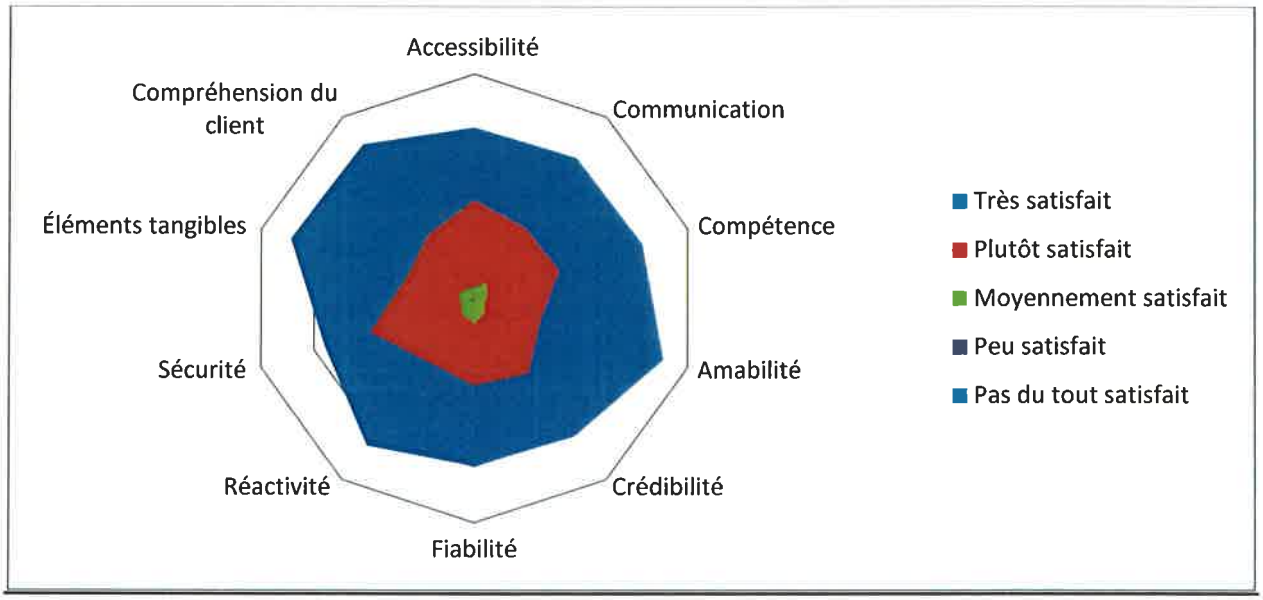
- 1 : Pas du tout satisfait
- 2 : Peu satisfait
- 3 : Moyennement satisfait
- 4 : Plutôt satisfait
- 5 : Très satisfait

	5	4	3	2	1
1. Le matériel est bien entretenu	16	12	3	0	0
2. Le parc de stationnement et les locaux sont attrayants.	22	9	0	0	0
3. Le personnel a une présentation soignée.	21	9	1	0	0
4. Les supports associés au service (tels que les affichages, brochures ou communiqués) sont attrayants.	26	5	0	0	0
5. La SGGPB respecte les délais qu'elle s'est engagée à tenir.	21	10	0	0	0
6. Lorsqu'un client rencontre un problème, la SGGPB tâche d'y remédier avec promptitude.	16	13	2	0	0
7. La SGGPB fournit un service correct dès la première fois.	22	8	0	1	0
8. La SGGPB fournit ses services dans les délais convenus.	24	7	0	0	0
9. La SGGPB insiste pour établir des documents exempts d'erreurs.	22	7	1	1	0
10. Le personnel vous indique précisément le moment auquel les services seront exécutés.	16	13	2	0	0
11. Le personnel fournit un service rapide.	19	11	1	0	0
12. Le personnel est toujours prêt à vous aider.	26	5	0	0	0
13. Le personnel est toujours disponible pour répondre à vos demandes.	18	10	2	1	0
14. L'attitude du personnel vous inspire confiance.	28	3	0	0	0
15. Vous vous sentez en sécurité dans le parc de stationnement	14	11	4	2	0
16. Le personnel est aimable en toute circonstance.	24	7	0	0	0
17. Le personnel dispose des connaissances nécessaires pour vous renseigner.	20	9	2	0	0
18. La SGGPB vous accorde une attention particulière.	17	12	2	0	0
19. Les horaires de présence sont pratiques pour l'ensemble de ses clients.	25	6	0	0	0
20. La SGGPB emploie un personnel qui vous accorde une attention particulière.	19	11	1	0	0
21. La SGGPB a à coeur de vous satisfaire.	23	8	0	0	0
22. Le personnel comprend vos besoins spécifiques.	22	8	1	0	0

Indice de répartition des réponses selon dix principes de base de l'accueil-client

	Très satisfait	Plutôt satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait
Accessibilité	61	35	4	1	0
Communication	62	31	7	0	0
Compétence	63	32	5	1	0
Amabilité	71	25	4	0	0
Crédibilité	61	33	6	0	0
Fiabilité	60	31	9	1	0
Réactivité	65	28	7	1	0
Sécurité	56	39	5	2	0
Éléments tangibles	69	25	6	0	0
Compréhension du client	68	28	4	1	0

Représentation graphique de la qualité de l'accueil-client



1-3- CONCLUSIONS

A la vue des résultats de cette enquête, l'évaluation de l'accueil-client est bonne, certains aspects sont à travailler pour encore accroître cette dernière.

Points forts

- La compréhension du client
- La communication
- L'amabilité
- La crédibilité

Orientations des futures mesures d'amélioration de l'accueil-client

- La sécurité

2– LE NOMBRE ET LA NATURE DES INCIDENTS

Dimanche 3 Janvier 2016

Un véhicule a heurté la lisse de la barrière d'entrée côté Cours Victor Hugo. Déplacement de l'astreinte technique pour changement de la lisse.

Mercredi 6 Janvier 2016

Des marginaux agressent verbalement les usagés du parc de stationnement. Appel auprès de la Police Nationale pour faire évacuer les perturbateurs.

Vendredi 15 Janvier 2016

Des marginaux se droguent dans l'enceinte du parc de stationnement. Appel auprès de la Police Nationale pour le signaler.

Jeudi 21 Janvier 2016

Un client horaire est venu se plaindre d'un vol à l'intérieur de son véhicule. Orientation des usagers auprès du Commissariat du Cerf Volant pour un dépôt de plainte.

Lundi 1er Février 2016

Un abonné est venu se plaindre d'une altercation avec un autre usager du parc de stationnement, tout en refusant de donner son nom.

Samedi 13 Février 2016

Dégradation de la porte d'entrée « piéton » située côté rue Sainte Catherine. Fermeture provisoire de cette entrée jusqu'à réparation.

Lundi 15 Février 2016

Plusieurs véhicules dégradés durant la nuit, vitres cassées. Orientation des usagers auprès du Commissariat du Cerf Volant pour un dépôt de plainte.

Mardi 16 Février 2016

Barrière d'entrée zone endommagée par un véhicule. Réparation de la barrière par l'agent de quart.

Vendredi 8 Avril 2016

Le bac à sable contre l'incendie a été jeté à l'intérieur des escaliers. Fermeture de la cage d'escalier jusqu'à la fin du nettoyage

Samedi 9 Avril 2016

Altercation entre l'agent de quart et une abonnée au sujet de l'interdiction de sortir du parc de stationnement en raison du déroulement du Marathon de Bordeaux. La personne, refusant de rester dans le parking, a forcé la barrière pour sortir.

Mercredi 20 Avril 2016

Barrière de sortie côté rue Ravez forcée par un individu en scooter. Réparation de la barrière par l'agent de quart.

Lundi 4 Mai 2016

Un véhicule a heurté la lisse de la barrière de sortie côté Cours Victor Hugo. Déplacement de l'astreinte technique pour changement de la lisse.

Jeudi 19 Mai 2016

Paiement impossible en CB du fait de la perte de la connexion internet. Relance des routeurs, le système est de nouveau opérationnel.

Vendredi 17 Juin 2016

Bris de la vitre arrière sur un véhicule durant la nuit. Après constatation du propriétaire, aucun objet n'a été dérobé. Orientation de l'usager auprès du Commissariat du Cerf Volant pour un dépôt de plainte.

Vendredi 26 Juin 2016

Un abonné est venu se plaindre du vol de la plaque d'immatriculation de son véhicule dans le parking. Orientation de l'usager auprès du Commissariat du Cerf Volant pour un dépôt de plainte.

Mercredi 29 Juin 2016

Problème de comptabilisation de la sortie des cartes « abonnés ». Télé-intervention prévue Jeudi 30 Juin pour reconstitution des tables informatiques endommagées.

Vendredi 22 Juillet 2016

Un véhicule a heurté la lisse de la barrière de sortie donnant sur la Rue Ravez. Déplacement de l'astreinte technique pour changement de la lisse.

Lundi 25 Juillet 2016

Un client horaire est venu se plaindre d'une tentative d'effraction sur son véhicule. Orientation de l'usager auprès du Commissariat du Cerf Volant pour un dépôt de plainte.

Jeudi 11 Août 2016

Enlèvement de quatre véhicules en stationnement abusif par la Police Municipale.

Mercredi 31 Août 2016

Un abonné est venu se plaindre de l'effraction de son véhicule. Orientation de l'usager auprès du Commissariat du Cerf Volant pour un dépôt de plainte.

Jeudi 15 Septembre 2016

Un véhicule a heurté la lisse de la barrière de sortie donnant sur la rue Ravez. Déplacement de l'astreinte technique pour changement de la lisse.

Jeudi 22 Septembre 2016

Un client horaire est venu se plaindre d'un vol commis à l'intérieur de son véhicule. Orientation de l'usager auprès du Commissariat du Cerf Volant pour un dépôt de plainte.

Mercredi 12 Octobre 2016

Une abonnée est venue se plaindre d'une tentative de vol à l'intérieur de son véhicule. Orientation de l'usager auprès du Commissariat du Cerf Volant pour un dépôt de plainte.

Jeudi 10 Novembre 2016

Un véhicule a heurté la lisse de la barrière de sortie donnant sur le cours Victor Hugo. Déplacement de l'astreinte technique pour changement de la lisse.

Samedi 26 Novembre 2016

Plusieurs véhicules dégradés durant la nuit, balais essuie-glaces arrachés. Orientation des usagers auprès du Commissariat du Cerf Volant pour un dépôt de plainte.

Mardi 6 Décembre 2016

Un abonné est venu se plaindre que son véhicule avait été dégradé volontairement. Orientation de l'usager auprès du Commissariat du Cerf Volant pour un dépôt de plainte.

3– DESCRIPTIF DE L'EFFECTIF DU SERVICE

Globalement, le nombre d'heures de présence effective sur site rémunérées du 1er janvier au 31 décembre 2016 est de 9000 heures, correspondant en présence à 5 postes en équivalent temps plein.

L'encadrement du personnel, la responsabilité du fonctionnement du site, la qualité du service et nos exigences de proximité avec la clientèle nous ont conduits à proposer une structure composée d'un responsable d'exploitation, d'une assistante de direction, de six agents d'exploitation (deux de niveau Maîtrise et quatre de niveau Ouvriers/Employés).

Les tâches de chacun permettent de répondre aux obligations locales.

Responsable d'exploitation : Cadre

- Encadrement de l'ensemble des agents
- Responsable de l'organisation
- Responsable du suivi du budget
- Assure le contact permanent avec la direction et la collectivité
- Assure la maintenance et l'exploitation des sites sur ses heures de présence
- Contrôle interne de la qualité sur les différents sites
- En charge de la stratégie d'amélioration de la fréquentation des sites
- Etablit le suivi d'exploitation

Assistante de direction : Maîtrise

- Enregistrement de la comptabilité
- Suivi des comptes
- Assure la facturation des abonnements
- Assure le suivi des encaissements
- Gestion quotidienne de la trésorerie

Assistant d'exploitation : Maîtrise

- Assure le fonctionnement et le maintien de la qualité du service
- Assure la maintenance et l'exploitation sur ses heures de présence
- Assure la surveillance du site, l'accueil des usagers, l'entretien et le nettoyage
- Assure une astreinte technique sur les trois parcs de stationnement

Agent d'exploitation : Ouvriers/Employés

- ❒ Assure le fonctionnement et le maintien de la qualité du service
- ❒ Assure la maintenance et l'exploitation sur ses heures de présence
- ❒ Assure la surveillance du site, l'accueil des usagers, l'entretien et le nettoyage

4– ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ET DES INSTALLATIONS

Comme il a était précisé dans les grilles d'évaluation du respect des normes Qualité en annexe de notre offre, la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux s'est engagée sur des fréquences de nettoyage des installations et des équipements pour le parc de stationnement Victor Hugo:

Zone de circulation des piétons : Fréquence journalière de nettoyage

→ *Zones de paiement*

- ◻ Caisses automatiques : Propreté, lisibilité, absence de tags
- ◻ Poubelles : Poubelles vidées

→ *Zone intérieure suivant les limites de propriété*

- ◻ Zones piétonnières : Absence de détritus et déchets
- ◻ Ascenseurs : Propreté, absence de tags
- ◻ Escaliers : Propreté
- ◻ Poubelles : Poubelles vidées

Zone de circulation des véhicules : Fréquence journalière de nettoyage

→ *Travées d'entrée et de sortie*

- ◻ Rampes d'accès: Absence de détritus
- ◻ Contrôleurs ou bornes : Lisibilité, absence de tags
- ◻ Ilôts et trottoirs: Absence de détritus
- ◻ Bandes de circulation : Absence de détritus

→ *Bandes de circulation dans le parking*

- ◻ Sols: Absence de détritus

Zone de stationnement des véhicules: Fréquence journalière de nettoyage

- ◻ Sols: Absence de détritus

Toutes signalisations: Fréquence journalière de nettoyage

- ◻ Panneaux de circulation : Propreté, lisibilité, absence de tags
- ◻ Information clientèle: Propreté, lisibilité, absence de tags

Locaux d'exploitation: Fréquence journalière de nettoyage

Lavage des sols: Un lavage mécanisé hebdomadaire des sols est effectué

PARTIE III

COMPTE – RENDU ANNUEL TECHNIQUE ET FINANCIER

GARAGE ALSACE LORRAINE

1– COMPTE RENDU ANNUEL TECHNIQUE

1-1- PRESENTATION DES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Plusieurs faits marquants sont à noter pour cette année d'exploitation, comme l'indique la liste non exhaustive ci-dessous :

- Maintien de la grille tarifaire abonnée en vigueur
- L'ensemble des places du garage est réservé aux abonnements résidents

1-2- EVOLUTION GENERALE DES EQUIPEMENTS

• L'historique

Tout comme le parking Victor Hugo ou le parc de stationnement sis allées de Chartres et de Bristol, d'importants travaux ont été entrepris sur le garage cours Alsace Lorraine.

Une nouvelle gestion vidéo a été mise en place comprenant 6 caméras pour permettre la surveillance du site depuis le poste de contrôle lors des heures de présence d'un agent, couplé à un report d'images en permanence vers le parking Victor Hugo.

Dans un souci d'améliorer la sécurité dans l'enceinte du garage, l'ensemble du système de détection incendie et de détection CO/NO a été modernisé.

D'autres réalisations ont eu lieu pour accroître la qualité du service fourni à nos usagers : l'ascenseur a été remplacé et l'ensemble de l'éclairage du garage a été changé.

1-3- RELEVE ANNUEL DES EVENEMENTS

• SAMEDI 9 Avril 2016

En raison du déroulement du marathon de Bordeaux Métropole, il fut impossible d'entrer et de sortir du parc de stationnement de 18h30 à 1h30.

1-4- ORGANISATION DU SERVICE ET MODIFICATIONS EVENTUELLES

Le garage Alsace Lorraine est ouvert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Les résidents peuvent entrer et sortir du garage en permanence grâce à leur badge d'accès. La clientèle horaire n'est pas acceptée sur ce garage.

De façon générale nous assurons une présence physique sur le site du lundi au samedi de 12 heures à 13 heures.

Globalement, le nombre d'heures de présence effective sur site rémunérées du 1er janvier au 31 décembre 2016 est de 320 heures, correspondant en présence à 1/6 de poste en équivalent temps plein.

En dehors de ces périodes, il a été mis en place une astreinte téléphonique permanente basée sur le parking Victor Hugo et du personnel a été placé en astreinte technique (deux agents de maîtrise et le responsable d'exploitation) pour intervenir sur le parc.

1-5- MOYENS MIS AU SERVICE DE L'INFORMATION

L'information passe par différents vecteurs et supports :

- L'information permanente : signalétique, information dans les parcs, site internet
- L'information ponctuelle sous forme de « publicité »

Les principaux vecteurs de communication sont :

- Les affichages intérieurs
- Le site internet de la SGGPB : *www.sggparkingbordeaux.fr*
- Les dépliants distribués sur les parcs
- Les courriers d'information

Accueil et information des usagers							
Accueil physique : lieu	**Garage Alsace Lorraine**						
	Lundi	*Mardi*	*Mercr.*	*Jeudi*	*Vend.*	*Sam.*	*Dim.*
Accueil physique : horaires	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	
Accueil téléphonique : horaires	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	
Accueil via phonie : horaires	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	
Accueil via interphonie : horaires	13h-12h	13h-12h	13h-12h	13h-12h	13h-12h	13h-12h	24h/24
Messagerie et e.mail	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24
Délais de réponse aux courriers et réclamations des usagers	2 à7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j
Présence technique	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	12h-13h	
Astreinte technique	13h-12h	13h-12h	13h-12h	13h-12h	13h-12h	13h-12h	24h/24

1-6- ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans la suite de sa Charte municipale d'écologie urbaine et de développement durable, la Ville de Bordeaux a adopté son agenda 21 lors du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

L'agenda 21 local fixe aux collectivités un cadre de référence pour examiner leurs politiques, leurs projets et leurs pratiques au regard du développement durable. La relation qui nous unit à la collectivité se devant d'être basée sur une confiance mutuelle et sur le respect des obligations de l'autre, notre société s'est engagée pleinement auprès de la mairie de Bordeaux dans cette démarche.

• Action 3: Accroître les déplacements du personnel de la société par des transports moins polluants

Un agent est titulaire d'un abonnement de transport en commun et utilise ce mode de transport pour les déplacements domicile-travail et entre les différents sites de stationnement. Conformément à nos engagements, la SGGPB assume à sa charge la moitié du coût de cet abonnement.

En outre, régulièrement nos agents d'exploitation utilisent les modes de mobilité alternatifs (à pied, en vélo électrique ou en transport en commun) pour nos déplacements intrasites. Pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2016, plus de 1500 déplacements intrasites ont été effectués grâce à un de ces modes de mobilité.

• Action 5: Lutter contre les nuisances sonores par un réglage optimal des équipements de péage et une vérification régulière.

Cinquante deux contrôles du bon fonctionnement de ces équipements ont été effectués.

• Action 6: Limiter la consommation d'eau sur l'ensemble des sites.

Une opération de sensibilisation permanente, via un affichage auprès du personnel, est effectuée sur la limitation de la consommation d'eau et les principes simples à respecter.

La consommation annuelle sur l'ensemble du parc de stationnement Alsace Lorraine est de 14 m3, soit une baisse de 17.65 % (ou 3 m3) de la consommation par rapport à l'exercice antérieur.

• Action 7: Maîtriser la consommation d'énergie des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

Une caméra de vidéo-protection a été remplacée par une caméra IP.

• Action 8: Réduire la consommation électrique générale sur le parking

Vingt trois blocs d'éclairage de sécurité ont été remplacés par de nouveaux modèles à LED basse consommation et haute durée de vie. Vingt réglettes à néons ont été remplacées par des éclairages basse consommation à LED.

Une opération de sensibilisation permanente via un affichage auprès du personnel est effectuée sur la limitation de la consommation et les principes simples à respecter.

La consommation annuelle sur l'ensemble du parc de stationnement Alsace Lorraine est de 131 211 kWH, soit une hausse de 19.26 % (ou 25 278 kWH) de la consommation par rapport à l'exercice antérieur.

• Action 9: Réduction de la consommation de papier

La consommation de papier pour le parc de stationnement Alsace Lorraine a été d'environ 1000 feuilles de papier pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, soit une réduction d'environ 9,09% par rapport à l'année dernière.

La priorité à l'archivage informatique des documents internes à la société, la réutilisation de papier déjà imprimé et l'impression recto-verso a permis de réduire la consommation de papier.

• Action 10: Utilisation de papier recyclable ou recyclé

La société des Grands Garages Parkings de Bordeaux utilise uniquement du papier 100 pour 100 recyclable, sans chlore, de label PEFC. La certification PEFC du papier garantit le respect des fonctions environnementales, économiques et sociales des forêts. Cette certification **permet d'assurer le renouvellement de la forêt, tout en préservant l'eau, les sols, la faune et la flore** de ce milieu naturel.

• Action 11: Veille technologique pour les équipements de l'ensemble du site de stationnement

L'ensemble des blocs d'éclairage de sécurité est remplacé au fur et à mesure des dysfonctionnements constatés par de nouveaux modèles à LED plus performant au niveau de la consommation d'énergie et à haute durée de vie.

L'ensemble des réglettes à néons sera remplacé au fur et à mesure des dysfonctionnements constatés par des modèles à LED plus performant au niveau de la consommation d'énergie et à haute durée de vie.

Le critère « empreinte écologique » rentre en compte dans le choix du matériel informatique lors du remplacement du matériel existant, en choisissant dès que cela est possible la plus haute catégorie d'efficacité électrique.

• Action 12 : Tri sélectif des ordures « internes » de la société

Les ordures « internes » de la société comprenant du papier, des cartons ou du métal sont déposées régulièrement après des centres de tri ouverts par la Métropole de Bordeaux.

Les néons sont déposés auprès de nos fournisseurs pour recyclage en contrepartie de l'écotaxe payée lors de l'achat.

Une opération de sensibilisation permanente, via un affichage auprès du personnel, est effectuée sur les principes de tri sélectif à respecter.

• Action 13: Utilisation de produits d'entretien biodégradables

L'intégralité des produits d'entretien utilisés par la société des Grands Garages Parkings de Bordeaux sont conçus et fabriqués sous un système de management de la qualité et de l'environnement certifié ISO 9001, ISO 14001 et en accord avec le programme industriel européen « **Chartre du Nettoyage Durable** » selon lequel les entreprises tiennent compte de la durabilité dans le développement et la production de leurs produits.

• Action 14: Introduire les critères de développement durable dans l'acte d'achat et dans les choix d'investissement

A chaque projet d'achat ou d'investissement est pris en compte le coût global de l'opération : coût d'investissement, coût environnemental et coût d'exploitation.

2 – COMPTE RENDU ANNUEL FINANCIER

2-1- GRILLE TARIFAIRE

TARIFS	ABONNEMENT	
Mensuel 24h/24h	Résident	85 €

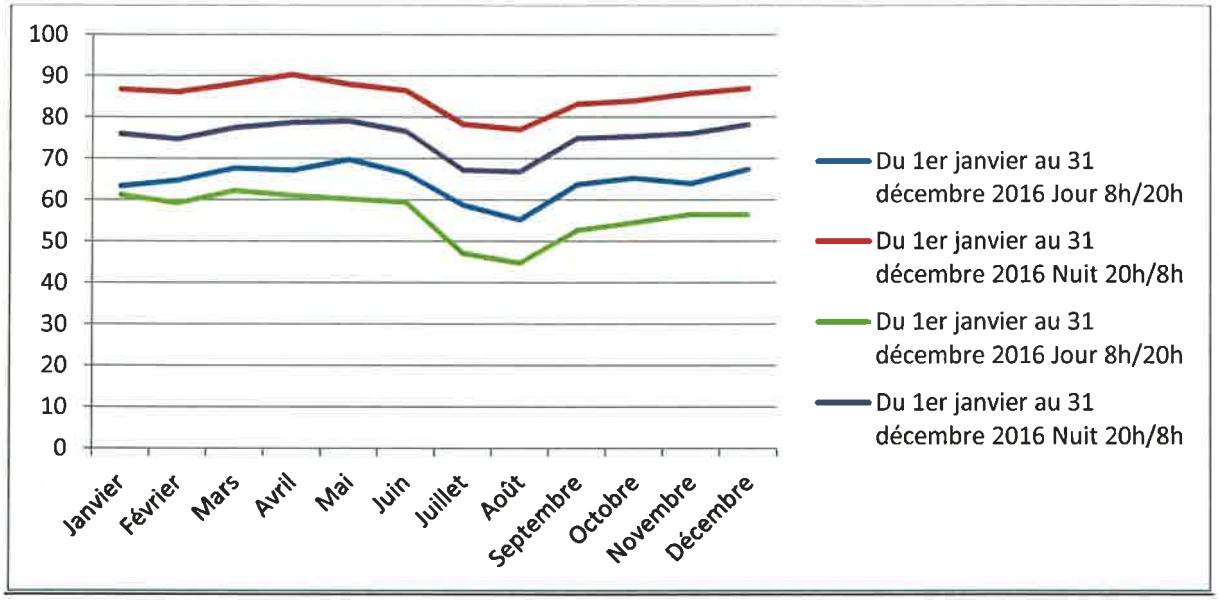
2-2- TAUX D'OCCUPATION MENSUEL

Le taux d'occupation correspondant au rapport entre le nombre moyen de véhicules en stationnement et le nombre total de places, les données du tableau ci-dessous sont donc exprimées en pourcentage par rapport aux 128 places constituant le garage Alsace Lorraine.

Une distinction est faite entre l'occupation diurne (de 8 heures à 20 heures) et l'occupation nocturne (de 20 heures à 8 heures). Pour rappel, les taux d'occupations de l'année 2015 sont donnés.

	Du 1er janvier au 31 décembre 2016		Du 1er janvier au 31 décembre 2016	
	Jour 8h/20h	Nuit 20h/8h	Jour 8h/20h	Nuit 20h/8h
Janvier	63,33	86,74	61,26	76,01
Février	64,77	86,12	59,25	74,77
Mars	67,68	88,12	62,26	77,48
Avril	67,14	90,31	61,13	78,72
Mai	69,78	88,02	60,21	79,08
Juin	66,42	86,45	59,48	76,59
Juillet	58,79	78,36	47,14	67,24
Août	55,23	77,07	44,76	66,88
Septembre	63,77	83,21	52,67	74,92
Octobre	65,31	84,02	54,49	75,38
Novembre	64,01	85,77	56,56	76,09
Décembre	67,49	87,03	56,41	78,21

Evolution du taux d'occupation mensuel

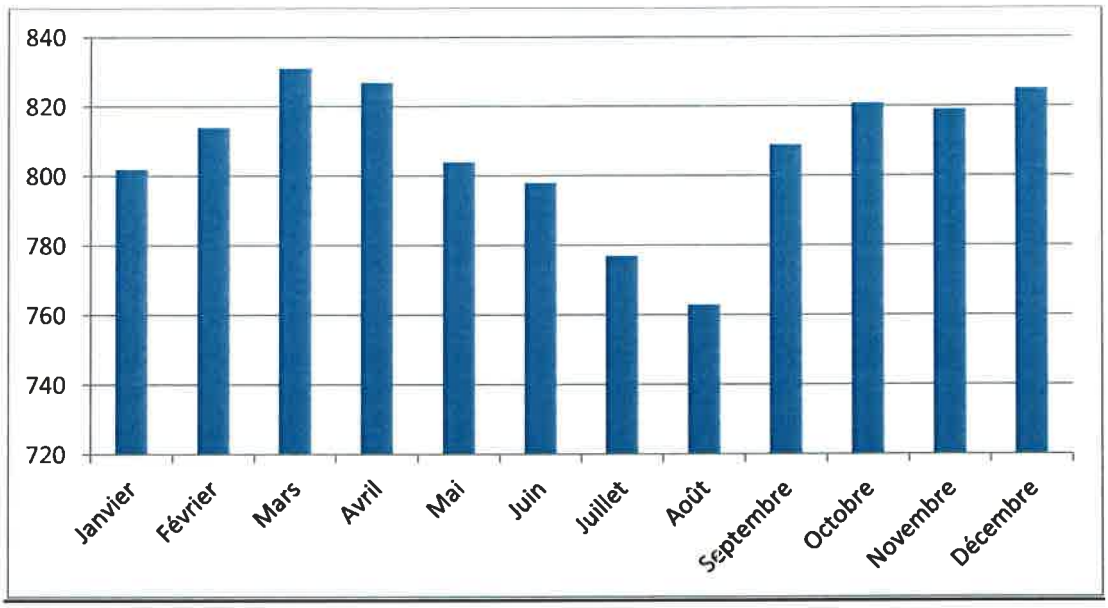


2-3- DUREES MOYENNES DE STATIONNEMENT

Les durées moyennes de stationnement pour le garage Alsace Lorraine sont présentées dans le tableau ci-dessous. Les durées de stationnement sont exprimées en minutes.

	Année 2015	Année 2016
Janvier	813	802
Février	826	814
Mars	830	831
Avril	822	827
Mai	812	804
Juin	814	798
Juillet	789	777
Août	797	763
Septembre	803	809
Octobre	832	821
Novembre	821	819
Décembre	841	825

Durées moyennes de stationnement « Abonné » pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016



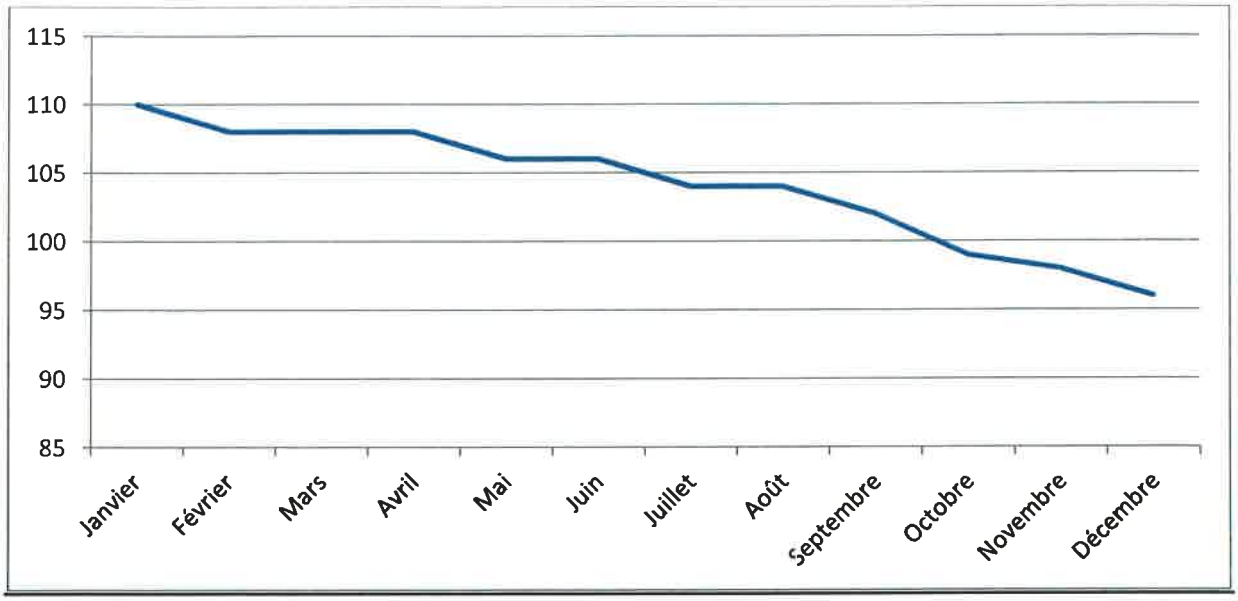
2-4- CARACTERISTIQUES DE LA FREQUENTATION ABONNE

Le tableau ci-dessous présente la répartition des abonnements en cours par catégories d'usagers sur la période du 1er janvier 2015 au 31 mars 2016 ainsi que le chiffre d'affaire « abonné » mensuel hors taxe.

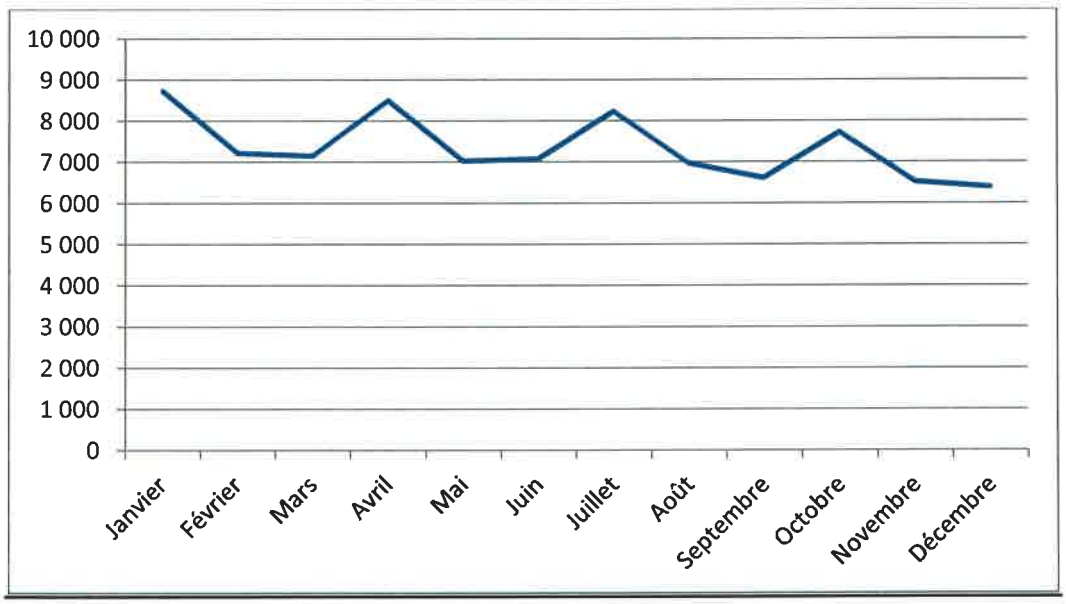
Il est à noter qu'une liste d'attente a été mise en place à partir du mois de novembre 2015.

	Nombre abonnements Résidents	Chiffre affaire Abonnements HT
Janvier	110	8 728
Février	108	7 225
Mars	108	7 154
Avril	108	8 500
Mai	106	7 029
Juin	106	7 083
Juillet	104	8 233
Août	104	6 975
Septembre	102	6 612
Octobre	99	7 721
Novembre	98	6 516
Décembre	96	6 391
		88 167

Evolution de la structure des abonnements sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2016



Evolution du chiffre d'affaires « abonné » HT sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2016



PARTIE IV

ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE

GARAGE ALSACE LORRAINE

1– LE SERVICE RENDU AUX USAGERS

1-1- ENQUETE DE SATISFACTION DE LA CLIENTELE

a. Description de l'enquête

Objectif

L'objectif de l'enquête menée par la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux est de savoir :

- La satisfaction de la clientèle par rapport à différents critères.

Conditions de l'enquête

L'enquête a eu lieu sur le garage Alsace Lorraine les jours suivants :

- Mardi 12 Avril 2016, 9:00 – 12:00
- Mercredi 13 Avril 2016, 9:00 – 12:00

L'enquête a été menée par un étudiant et le personnel de la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux. Ils se sont placés à la sortie pour interroger les abonnés; ils leur ont proposé le questionnaire suivant:

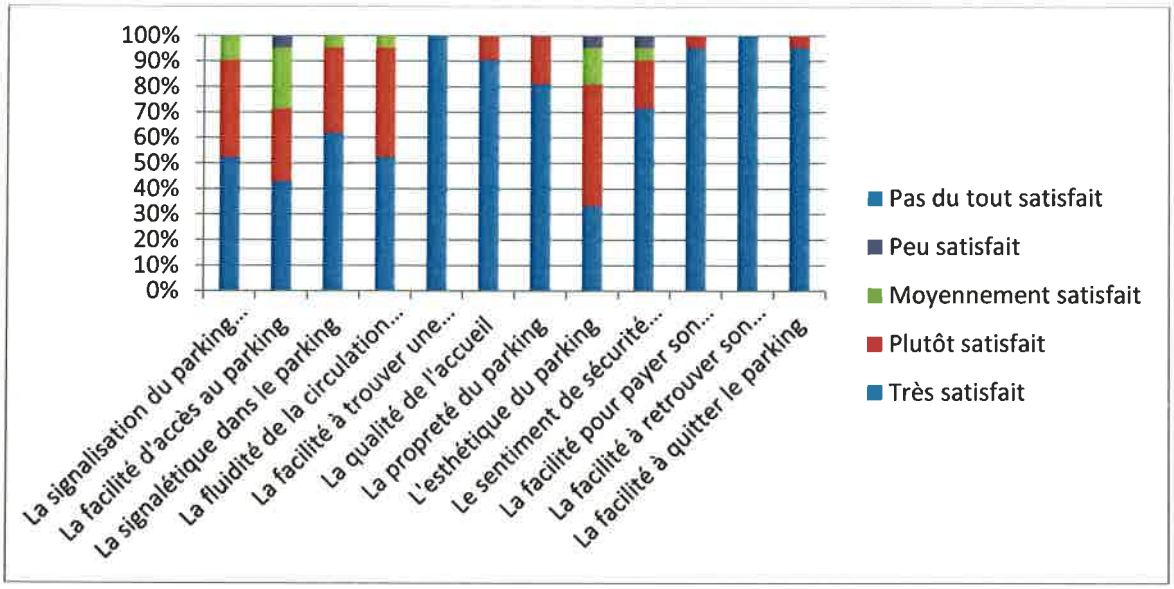
21 personnes au total ont été interrogées.

b. Résultats

Réponses au questionnaire de satisfaction clientèle

	Très satisfait	Plutôt satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait
La signalisation du parking en approche	11	8	2	0	0
La facilité d'accès au parking	9	6	5	1	0
La signalétique dans le parking	13	7	1	0	0
La fluidité de la circulation dans le parking	11	9	1	0	0
La facilité à trouver une place dans le parking	21	0	0	0	0
La qualité de l'accueil	19	2	0	0	0
La propreté du parking	17	4	0	0	0
L'esthétique du parking	7	10	3	1	0
Le sentiment de sécurité dans le parking	15	4	1	1	0
La facilité pour payer son parking	20	1	0	0	0
La facilité à retrouver son véhicule	21	0	0	0	0
La facilité à quitter le parking	20	1	0	0	0

Répartition des réponses au questionnaire de satisfaction clientèle



Les actions à mener pour accroître la satisfaction client doivent porter principalement sur la signalétique à l'approche du parc de stationnement, sur la facilité à accéder à celui-ci, la fluidité de circulation à l'intérieur, le sentiment de sécurité et l'esthétique du garage.

1-2- EVALUATION DE L'ACCUEIL-CLIENT

a. Description de l'enquête

Des critères d'évaluation ont été définis pour élaborer une grille permettant de quantifier la satisfaction perçue de la clientèle sur les dix principes de base de l'accueil-client.

Ces dix indicateurs de la qualité du service d'accueil sont transposés en 22 questions qui évaluent tant les perceptions que les attentes qu'a la clientèle de ce service sur des points bien définis. Un sondage est quant à lui élaboré pour saisir au plus juste l'opinion de la clientèle sur les différentes étapes du stationnement dans l'enceinte des parcs.

Conditions de l'enquête

L'enquête a eu lieu sur le garage Alsace Lorraine les jours suivants :

□□Mardi 12 Avril 2016, 9:00 – 12:00
□□Mercredi 13 Avril 2016, 9:00 – 12:00

L'enquête a été menée par un étudiant et le personnel de la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux. Ils se sont placés à la sortie pour interroger les abonnés; ils leur ont proposé le questionnaire suivant:

Le questionnaire est présenté en annexe.

15 personnes au total ont été interrogées.

b. Résultats

Réponses au questionnaire de qualité accueil-client

Note de 1 à 5:

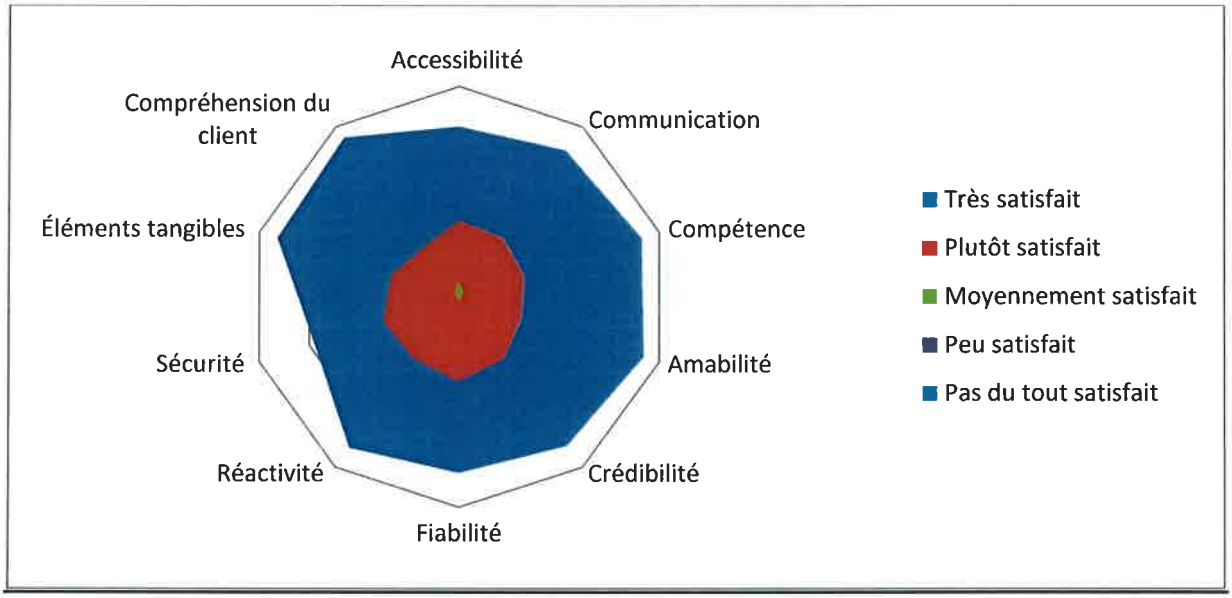
- 1 : Pas du tout satisfait
- 2 : Peu satisfait
- 3 : Moyennement satisfait
- 4 : Plutôt satisfait
- 5 : Très satisfait

	5	4	3	2	1
1. Le matériel est bien entretenu	13	2	0	0	0
2. Le parc de stationnement et les locaux sont attrayants.	11	2	1	1	0
3. Le personnel a une présentation soignée.	15	0	0	0	0
4. Les supports associés au service (tels que les affichages,brochures ou communiqués) sont attrayants.	13	1	1	0	0
5. La SGGPB respecte les délais qu'elle s'est engagée à tenir.	14	0	1	0	0
6. Lorsqu'un client rencontre un problème, la SGGPB tâche d'y remédier avec promptitude.	13	1	1	0	0
7. La SGGPB fournit un service correct dès la première fois.	13	1	1	0	0
8. La SGGPB fournit ses services dans les délais convenus.	14	0	1	0	0
9. La SGGPB insiste pour établir des documents exempts d'erreurs.	12	2	1	0	0
10. Le personnel vous indique précisément le moment auquel les services seront exécutés.	12	2	1	0	0
11. Le personnel fournit un service rapide.	14	1	0	0	0
12. Le personnel est toujours prêt à vous aider.	15	0	0	0	0
13. Le personnel est toujours disponible pour répondre à vos demandes.	15	0	0	0	0
14. L'attitude du personnel vous inspire confiance.	15	0	0	0	0
15. Vous vous sentez en sécurité dans le parc de stationnement	10	2	2	1	0
16. Le personnel est aimable en toute circonstance.	15	0	0	0	0
17. Le personnel dispose des connaissances nécessaires pour vous renseigner.	12	2	1	0	0
18. La SGGPB vous accorde une attention particulière.	13	1	1	0	0
19. Les horaires de présence sont pratiques pour l'ensemble de ses clients.	10	3	1	1	0
20. La SGGPB emploie un personnel qui vous accorde une attention particulière.	14	1	0	0	0
21. La SGGPB a à coeur de vous satisfaire.	14	1	0	0	0
22. Le personnel comprend vos besoins spécifiques.	14	0	1	0	0

Indice de répartition des réponses selon dix principes de base de l'accueil-client

	Très satisfait	Plutôt satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait
Accessibilité	65	29	6	0	0
Communication	69	28	3	0	0
Compétence	73	26	1	0	0
Amabilité	74	25	1	0	0
Crédibilité	70	29	1	0	0
Fiabilité	67	32	1	0	0
Réactivité	71	29	0	0	0
Sécurité	58	30	6	6	0
Éléments tangibles	73	27	0	0	0
Compréhension du client	75	23	2	0	0

Représentation graphique de la qualité de l'accueil-client



1-3- CONCLUSIONS

A la vue des résultats de cette enquête, l'évaluation de l'accueil-client est bonne, certains aspects sont à travailler pour encore accroître cette dernière.

Points forts

- La compréhension du client
- L'amabilité
- La crédibilité
- La réactivité

Orientations des futures mesures d'amélioration de l'accueil-client

- La sécurité

2– LE NOMBRE ET LA NATURE DES INCIDENTS

Vendredi 8 Juillet 2016

Eclatement de la canalisation d'évacuation des pompes de relevage, fort écoulement d'eau au niveau -5. Mise à l'arrêt des pompes jusqu'à la réparation de celles-ci. Réparation effectuée le Mardi 12 Juillet 2016.

Jeudi 6 Octobre 2016

Un abonné a percuté le portail d'entrée n'ayant pas attendu l'ouverture complète de celui-ci. Portail sorti de son rail. Déplacement de l'astreinte pour la remise en route du portail.

3– DESCRIPTIF DE L'EFFECTIF DU SERVICE

Globalement, le nombre d'heures de présence effective sur site rémunérées du 1er janvier au 31 décembre 2016 est de 320 heures, correspondant en présence à 1/6 de poste en équivalent temps plein.

L'encadrement du personnel, la responsabilité du fonctionnement du site, la qualité du service et nos exigences de proximité avec la clientèle nous ont conduits à proposer une structure composée d'un responsable d'exploitation, d'une assistante de direction, de six agents d'exploitation (deux de niveau Maîtrise et quatre de niveau Ouvriers/Employés).

Les tâches de chacun permettent de répondre aux obligations locales

Responsable d'exploitation : Cadre

- Encadrement de l'ensemble des agents
- Responsable de l'organisation
- Responsable du suivi du budget
- Assure le contact permanent avec la direction et la collectivité
- Assure la maintenance et l'exploitation des sites sur ses heures de présence
- Contrôle interne de la qualité sur les différents sites
- En charge de la stratégie d'amélioration de la fréquentation des sites
- Etablit le suivi d'exploitation

Assistante de direction : Maîtrise

- Enregistrement de la comptabilité
- Suivi des comptes
- Assure la facturation des abonnements
- Assure le suivi des encaissements
- Gestion quotidienne de la trésorerie

Assistant d'exploitation : Maîtrise

- Assure le fonctionnement et le maintien de la qualité du service
- Assure la maintenance et l'exploitation sur ses heures de présence
- Assure la surveillance du site, l'accueil des usagers, l'entretien et le nettoyage
- Assure une astreinte technique sur les trois parcs de stationnement

Agent d'exploitation : Ouvriers/Employés

- ❒ Assure le fonctionnement et le maintien de la qualité du service
- ❒ Assure la maintenance et l'exploitation sur ses heures de présence
- ❒ Assure la surveillance du site, l'accueil des usagers, l'entretien et le nettoyage

4– ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ET DES INSTALLATIONS

Comme il a était précisé dans les grilles d'évaluation du respect des normes Qualité en annexe de notre offre, la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux s'est engagée sur des fréquences de nettoyage des installations et des équipements pour le garage Alsace Lorraine:

Zone de circulation des piétons : Fréquence journalière de nettoyage

- □ Ascenseur : Absence de détritus et déchets
- □ Escalier : Absence de détritus et déchets
- □ Zones piétonnières : Absence de détritus et déchets
- □ Poubelles : Poubelles vidées

Zone de circulation des véhicules : Fréquence journalière de nettoyage

→ *Travées d'entrée et de sortie*

- □ Rampes d'accès : Absence de détritus

→ *Bandes de circulation dans le parking*

- □ Sols: Absence de détritus

Zone de stationnement des véhicules: Fréquence journalière de nettoyage

- □ Sols: Absence de détritus

Toutes signalisations: Fréquence journalière de nettoyage

- □ Panneaux de circulation : Propreté, lisibilité, absence de tags
- □ Information clientèle: Propreté, lisibilité, absence de tags

Local d'exploitation: Fréquence journalière de nettoyage

PARTIE V

COMPTE – RENDU ANNUEL TECHNIQUE ET FINANCIER

PARC ALLEES DE CHARTRES

1– COMPTE RENDU ANNUEL TECHNIQUE

1-1- PRESENTATION DES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Plusieurs faits marquants sont à noter pour cette année d'exploitation, comme l'indique la liste non exhaustive ci-dessous :

- Contingentement du nombre d'abonnés entrainant une stagnation du chiffre d'affaire « abonné »
- Mise en place de la tarification au quart d'heure à compter du 1er Janvier 2016
- Fermeture du parc de stationnement du 8 Juin au 10 Juillet en raison de l'Euro de football

1-2- EVOLUTION GENERALE DES EQUIPEMENTS

• L'historique

Depuis Octobre 2005, notre société assure la gestion et l'exploitation du parc de stationnement sis allées de Chartres et de Bristol conformément au contrat d'affermage signé le 10 Octobre 2005 puis à celui signé le 23 Décembre 2008.

Dans le cadre de ces contrats, de nombreuses réalisations ont été effectuées sur le parc tout au long de la durée de l'exploitation.

En premier lieu, tous les équipements de péage ont été remplacés, après dépose et mise en décharge en accord avec la ville de Bordeaux du matériel précédent Parcomatic hors service, par du matériel neuf de marque PARK3000 fourni par la société C.I.A.N.T et maintenu par Parking Consulting. La mise en service a été réalisée en octobre 2005.

Une gestion vidéo a été mise en place avec 6 caméras pour permettre la surveillance du parc depuis le poste de contrôle en journée et avec un report d'images et l'enregistrement sur le poste de contrôle central situé au parking Victor Hugo. La surveillance depuis le parking Victor Hugo s'effectue en dehors des heures de présence d'un agent sur le parc. Elle est effective depuis mai 2006.

Depuis mai 2007, deux entrées Allées de Chartres et Allées de Bristol, et une sortie côté Allées de Chartres, ont été adaptées au parc de véhicules légers de 395 places. A la demande de la Mairie de Bordeaux par avenant du 16 avril 2007 nous avons aménagé un parc de 12 places avec une entrée et une sortie sur les Allées de Bristol, mis en service le 24 mai 2007, pour accueillir les cars de tourisme. Cette opération a permis une augmentation de 15 places pour les véhicules légers et la suppression de la zone réservée aux abonnés de 80 places en la reliant à la zone du parc initialement principal de 300 places pour ne faire qu'une seule zone de 395 places abonnés et horaires.

En 2009, vingt arceaux à vélo ont été implantés sur le parc de stationnement conformément à nos engagements auprès de la mairie de Bordeaux liés à notre Charte d'écologie urbaine et de développement durable.

En mars 2010, le matériel de péage a été remis à neuf lors du passage à la norme CB 5.2 au niveau des caisses de paiement et des bornes de sortie. Une deuxième sortie côté Allées de Bristol a été

ouverte, avec l'implantation d'une nouvelle caméra de vidéo-surveillance, répondant à la demande de notre clientèle pour améliorer les flux de circulation à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur du parc de stationnement.

En juin 2010, le revêtement des voies de circulation du parc de stationnement pour véhicules légers a été intégralement refait en enrobé dans un souci d'améliorer la qualité du service rendu à nos usagers.

En 2011, le marquage au sol de l'ensemble du parc des Allées de Chartres a été repris. En outre, les contours de protection des pieds des arbres ont été déposés et refaits. Deux bornes pour le rechargement des véhicules électriques ont été installées.

En 2012, la signalisation existante sur l'ensemble du parc de stationnement a été refaite. Il a aussi été entrepris la réfection d'une partie du système de clôture, la reprise d'une partie de l'éclairage ou la réfection de l'évacuation des eaux pluviales au niveau de la salle de contrôle.

En 2013, un défibrillateur cardiaque externe automatique a été installé et le gestionnaire d'enregistrement vidéo a été remplacé.

En 2014, le marquage au sol de l'ensemble du parc des Allées de Chartres a été repris. En outre, l'ensemble des barrières séparant le parc de stationnement pour les véhicules légers et celui réservé aux cars de tourisme ont été changées. Les différents compteurs électriques sur le parc de stationnement ont aussi été remplacés.

En 2015, le changement d'une partie des caméras de vidéo-protection a été entrepris. De plus, la reprise du barriérage automatique d'une partie du parc de stationnement pour les véhicules légers a été engagée.

• Les réalisations sur la période du 1er janvier 2016 au 31 Décembre 2016

Durant l'année 2016, l'ensemble de la signalétique portant sur la tarification a été changé, la salle de contrôle a été entièrement repeinte et une partie des évacuations des eaux pluviales a été reprise.

D'autres réalisations ont eu lieu durant la période, comme le remplacement d'une partie du barriérage ou la reprise partielle de l'éclairage du parc.

1-3- RELEVE ANNUEL DES EVENEMENTS

Une liste des événements ayant eu un impact réel sur le fonctionnement du parc des Allées de Chartres est présentée ci-dessous.

• DIMANCHE 3 Janvier 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

• DIMANCHE 7 Février 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

• Du VENDREDI 4 Mars 2016 au DIMANCHE 27 Mars 2016

En application du contrat d'affermage signé avec la Mairie de Bordeaux, 150 cartes d'accès ont été mises à disposition pour toute la durée de la Foire aux Plaisirs se déroulant sur l'Esplanade des Quinconces.

• DIMANCHE 6 Mars 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

- DIMANCHE 3 Avril 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

- SAMEDI 9 Avril 2016

En raison du déroulement du marathon de Bordeaux Métropole, il fut impossible d'entrer et de sortir du parc de stationnement de 18h30 à 1h30.

- DIMANCHE 1er Mai 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

- DIMANCHE 5 Juin 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

- Du MERCREDI 8 Juin 2016 au DIMANCHE 10 Juillet 2016

Par arrêté préfectoral, fermeture complète du parc de stationnement en raison de l'Euro de football et de sa FAN ZONE.

- DIMANCHE 3 Juillet 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

- DIMANCHE 7 Août 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

- DIMANCHE 4 Septembre 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

- DIMANCHE 12 Septembre 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

- DIMANCHE 2 Octobre 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

- Du VENDREDI 7 Octobre 2016 au MERCREDI 2 Novembre 2016

En application du contrat d'affermage signé avec la Mairie de Bordeaux, 150 cartes d'accès ont été mises à disposition pour toute la durée de la Foire aux Plaisirs se déroulant sur l'Esplanade des Quinconces.

• DIMANCHE 6 Novembre 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

• DIMANCHE 4 Décembre 2016

Journée « Dimanche sans voiture », en raison du périmètre de sécurité mis en place, le parking est uniquement accessible par l'Allée de Bristol.

1-4- ORGANISATION DU SERVICE ET MODIFICATIONS EVENTUELLES

Le parc de stationnement sis allées de Chartres et de Bristol est ouvert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Les résidents et autres abonnés peuvent entrer et sortir du parc en permanence grâce à leur badge d'accès. La clientèle horaire peut entrer en prenant un ticket et sortir du parc en permanence après paiement.

En fonction des besoins, la présence sur le site a été redéployée au-delà de ces horaires notamment :

• Les dimanches du mois de décembre et d'activité commerciale en liaison avec les manifestations bordelaises (cirque Gruss, Foires aux plaisirs, Foires à la brocante, la fête du fleuve, lors de l'ouverture des commerces le dimanche...)

• Le jour férié du 1er mai, du 8 mai et du 1er novembre.

De façon générale nous assurons une présence physique sur le site du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures 30.

Listes des manifestations bordelaises :

- **Cirque Grûss du 14 Janvier au 10 Février 2016**
- **Foire aux plaisirs du 4 Mars au 27 Mars 2016**
- **Foire à la brocante du 22 Avril au 8 Mai 2016**
- **Foire aux plaisirs du 7 octobre au 2 novembre 2016**
- **Foire à la brocante du 18 novembre au 4 décembre 2016**
- **Ouverture des commerces les dimanches 4, 11 et 18 décembre 2016**

Globalement, le nombre d'heures de présence effective sur site rémunérées pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016 est de 3500 heures, correspondant en présence à 2 postes en équivalent temps plein.

En dehors de ces périodes, il a été mis en place une astreinte téléphonique permanente basée sur le parking Victor Hugo et du personnel a été placé en astreinte technique (deux agents de maîtrise et le responsable d'exploitation) pour intervenir sur le parc.

1-5- MOYENS MIS AU SERVICE DE L'INFORMATION

Les principaux vecteurs de communication sont :

- ❑ Les affichages intérieurs
- ❑ Le site internet de la SGGPB : *www.sggparkingbordeaux.fr*
- ❑ Les dépliants distribués sur les parcs
- ❑ Les courriers d'information

Accueil et information des usagers	**Parc sis allées de Chartres et de Bristol**						
	Lundi	*Mardi*	*Mercr.*	*Jeudi*	*Vend.*	*Sam.*	*Dim.*
Accueil physique : horaires	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	
Accueil téléphonique : horaires	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	
Accueil via phonie : horaires	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	
Accueil via interphonie : horaires	18h30-9h	18h30-9h	18h30-9h	18h30-9h	18h30-9h	18h30-9h	24h/24
Messagerie et e.mail	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24	24h/24
Délais de réponse aux courriers et réclamations des usagers	2 à7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j	2 à 7 j
Présence technique	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	9h-18h30	
Astreinte technique	18h30-9h	18h30-9h	18h30-9h	18h30-9h	18h30-9h	18h30-9h	24h/24

1-6- ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans la suite de sa Charte municipale d'écologie urbaine et de développement durable, la Ville de Bordeaux a adopté son agenda 21 lors du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

L'agenda 21 local fixe aux collectivités un cadre de référence pour examiner leurs politiques, leurs projets et leurs pratiques au regard du développement durable. La relation qui nous unit à la collectivité se devant d'être basée sur une confiance mutuelle et sur le respect des obligations de l'autre, notre société s'est engagée pleinement auprès de la mairie de Bordeaux dans cette démarche.

De nombreuses actions liées au respect d'un développement durable ont été entreprises sur le parc de stationnement des Allées de Chartres :

• Action 1: Réserver des emplacements pour les véhicules électriques

Deux places de stationnement pour le rechargement de véhicules électriques sont en service sur le parc de stationnement.

Au cours de la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016, 29 rechargements de véhicules électriques ont été répertoriés par nos services.

• Action 2: Accroître le nombre d'emplacements pour les personnes à mobilité réduite.

Deux abonnements au tarif « personnes à mobilité réduite » ont été délivré sur la période.

• Action 3: Accroître les déplacements du personnel de la société par des transports moins polluants

Un agent est titulaire d'un abonnement de transport en commun et utilise ce mode de transport pour les déplacements domicile-travail et entre les différents sites de stationnement. Conformément à nos engagements, la SGGPB assume à sa charge la moitié du coût de cet abonnement.

En outre, régulièrement nos agents d'exploitation utilisent les modes de mobilité alternatifs (à pied, en vélo électrique ou en transport en commun) pour nos déplacements intrasites. Pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016, plus de 1500 déplacements intrasites ont été effectués grâce à un de ces modes de mobilité.

• Action 4: Mettre gratuitement à la disposition de structures gestionnaires de covoiturage des places de stationnement

Deux places de stationnement sont mises gratuitement à la disposition de la société Citiz sur l'enceinte du parc des Allées de Chartres.

• Action 5: Lutter contre les nuisances sonores par un réglage optimal des équipements de péage et une vérification régulière.

La spécificité du matériel de péage implanté sur le parc de stationnement des Allées de Chartres, barrière levante équipée de lisse pendulaire non articulée auto-freinante avec lyre de repose, permet d'éviter tout risque de nuisances sonores de ces équipements.

Cinquante deux contrôles du bon fonctionnement de ces équipements ont été effectués.

• Action 6: Limiter la consommation d'eau sur l'ensemble des sites.

Une opération de sensibilisation permanente, via un affichage auprès du personnel, est effectuée sur la limitation de la consommation d'eau et les principes simples à respecter.

La consommation annuelle sur l'ensemble du parc de stationnement des Allées de Chartres est de 6 m3, soit une baisse de 14.28 % (ou 1 m3) de la consommation par rapport à l'exercice antérieur.

• Action 7: Maîtriser la consommation d'énergie des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

Les deux écrans tactiles des caisses de paiement ont été remplacées par des écrans avec une meilleure efficacité énergétique.

• Action 8: Réduire la consommation électrique générale sur le parking

Une opération de sensibilisation permanente via un affichage auprès du personnel est effectuée sur la limitation de la consommation et les principes simples à respecter.

La consommation annuelle sur l'ensemble du parc de stationnement des Allées de Chartres est de 28 902 kWH, soit une baisse de 15,78 % (ou 5 419 kWH) de la consommation par rapport à l'exercice antérieur.

• Action 9: Réduction de la consommation de papier

La consommation de papier pour le parc de stationnement des Allées de Chartres a été d'environ 2500 feuilles de papier pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015, soit une réduction d'environ 3,84% par rapport à l'année dernière.

La priorité à l'archivage informatique des documents internes à la société, la réutilisation de papier déjà imprimé et l'impression recto-verso a permis de réduire la consommation de papier.

• Action 10: Utilisation de papier recyclable ou recyclé

La société des Grands Garages Parkings de Bordeaux utilise uniquement du papier 100 pour 100 recyclable, sans chlore, de label PEFC. La certification PEFC du papier garantit le respect des fonctions environnementales, économiques et sociales des forêts. Cette certification permet d'assurer le renouvellement de la forêt, tout en préservant l'eau, les sols, la faune et la flore de ce milieu naturel.

Depuis 2010, les rouleaux de papier permettant l'impression des tickets d'entrée et des reçus de paiement ont été remplacés, malgré le surcoût, par du papier recyclable garanti sans Bisphénol A.

• Action 11: Veille technologique pour les équipements de l'ensemble du site de stationnement

L'ensemble des têtes de candélabres sont remplacés au fur et à mesure des dysfonctionnements constatés par de nouvelles têtes plus performantes au niveau de la consommation d'énergie pour un même rendu lumineux. Sur l'année 2016, 16 têtes de candélabres ont été remplacées.

Le critère « empreinte écologique » rentre en compte dans le choix du matériel informatique lors du remplacement du matériel existant, en choisissant dès que cela est possible la plus haute catégorie d'efficacité électrique.

• Action 12 : Tri sélectif des ordures « internes » de la société

Les ordures « internes » de la société comprenant du papier, des cartons ou du métal sont déposées régulièrement après des centres de tri ouverts par la Métropole de Bordeaux.

Une opération de sensibilisation permanente, via un affichage auprès du personnel, est effectuée sur les principes de tri sélectif à respecter.

• Action 13: Utilisation de produits d'entretien biodégradables

L'intégralité des produits d'entretien utilisés par la société des Grands Garages Parkings de Bordeaux sont conçus et fabriqués sous un système de management de la qualité et de l'environnement certifié ISO 9001, ISO 14001 et en accord avec le programme industriel européen « **Chartre du Nettoyage Durable** » selon lequel les entreprises tiennent compte de la durabilité dans le développement et la production de leurs produits.

• Action 14: Introduire les critères de développement durable dans l'acte d'achat et dans les choix d'investissement

A chaque projet d'achat ou d'investissement est pris en compte le coût global de l'opération : coût d'investissement, coût environnemental et coût d'exploitation.

2 – COMPTE RENDU ANNUEL FINANCIER

2-1- GRILLE TARIFAIRE

Mise en place au 1er Janvier 2016 d'une nouvelle grille tarifaire au quart d'heure.

	JOUR	8h - 20h
1 heure	1/4	0,60 €
	2/4	1,20 €
	3/4	1,70 €
	4/4	2,20 €
2 heures	1/4	2,70 €
	2/4	3,20 €
	3/4	3,70 €
	4/4	4,20 €
3 heures	1/4	4,70 €
	2/4	5,20 €
	3/4	5,70 €
	4/4	6,20 €
4 heures	1/4	6,60 €
	2/4	7,00 €
	3/4	7,40 €
	4/4	7,80 €
5 heures	1/4	8,10 €
	2/4	8,40 €
	3/4	8,70 €
	4/4	9,00 €
6 heures	1/4	9,30 €
	2/4	9,60 €
	3/4	9,80 €
	4/4	10,00 €
7 heures	1/4	10,20 €
	2/4	10,40 €
	3/4	10,60 €
	4/4	10,80 €
8 heures	1/4	11,00 €
	2/4	11,20 €
	3/4	11,40 €
	4/4	11,60 €
9 heures	1/4	11,80 €
	2/4	12,00 €
	3/4	12,20 €
	4/4	12,40 €
10 heures	1/4	12,60 €
	2/4	12,80 €
	3/4	13,00 €
	4/4	13,00 €
11 heures	1/4	13,00 €
	2/4	13,00 €
	3/4	13,00 €
	4/4	13,00 €
12 heures	1/4	13,00 €
	2/4	13,00 €
	3/4	13,00 €
	4/4	13,00 €

	NUIT	20h - 8h
1 heure	1/4	0,50 €
	2/4	1,00 €
	3/4	1,50 €
	4/4	2,00 €
2 heures	1/4	3,00 €
	2/4	4,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
3 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
4 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
5 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
6 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
7 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
8 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
9 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
10 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
11 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €
12 heures	1/4	5,00 €
	2/4	5,00 €
	3/4	5,00 €
	4/4	5,00 €

Toute tranche tarifaire entamée est due

TICKET PERDU = 18€

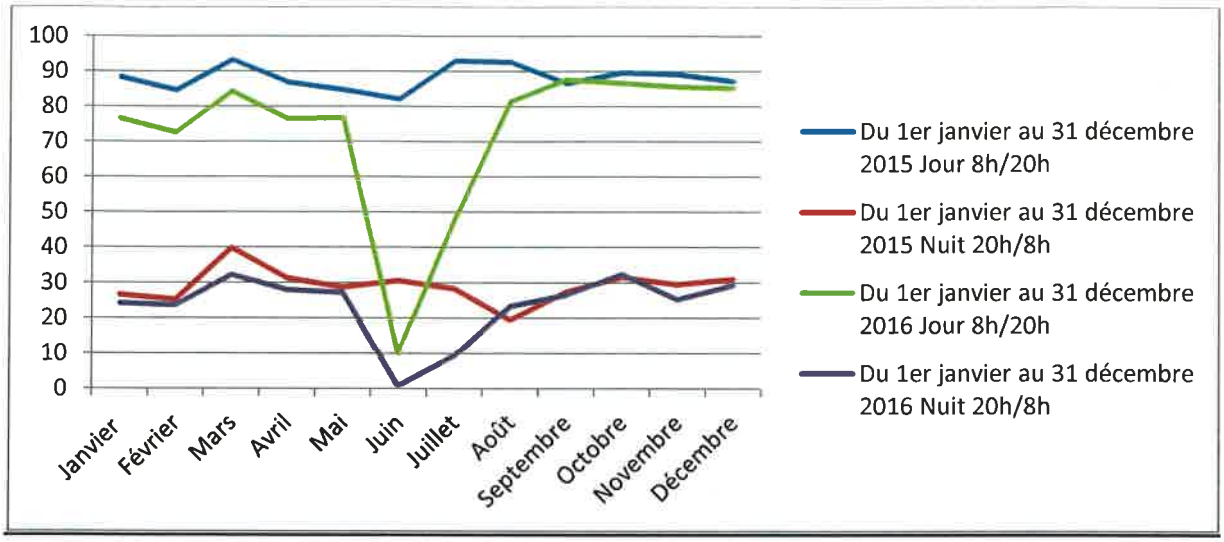
TARIFS	ABONNEMENT	
Mensuel 24h/24h	Résident	50 €
Mensuel 24h/24h	Etudiant	50 €
Mensuel 24h/24h	Mobilité réduite	50 €
Mensuel 24h/24h	Normal	85 €
EMPLACEME	NTS RESERVES AUX	CARS DE TOURISME
Matin	8h à 13h	10 €
Après-Midi	13h à 19h	10 €
Soirée	19h à 2h le lendemain	15 €
Journée	8h à 19h	15 €
Nuit	19h à 8h le lendemain	20 €
24 heures	8h à 8h le lendemain	25 €
TARIFS	CHEQUES PARKING	
	100	**90 €**

2-2- TAUX D'OCCUPATION MENSUEL

Le taux d'occupation correspondant au rapport entre le nombre moyen de véhicules en stationnement et le nombre total de places, les données du tableau ci-dessous sont donc exprimées en pourcentage par rapport aux 412 places constituant le parc de stationnement sis allées de Chartres et de Bristol. Une distinction est faite entre l'occupation diurne (de 8 heures à 20 heures) et l'occupation nocturne (de 20 heures à 8 heures). Pour rappel, les taux d'occupations pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 sont donnés.

Evolution du taux d'occupation mensuel

	Du 1er janvier au 31 décembre 2015		Du 1er janvier au 31 décembre 2016	
	Jour 8h/20h	Nuit 20h/8h	Jour 8h/20h	Nuit 20h/8h
Janvier	88,34	26,63	76,58	24,11
Février	84,58	25,24	72,65	23,63
Mars	93,21	39,82	84,21	32,24
Avril	86,84	31,28	76,52	27,96
Mai	84,69	28,67	76,75	27,11
Juin	82,04	30,55	10,04	1,10
Juillet	93,01	28,32	47,73	9,33
Août	92,62	19,40	81,47	23,35
Septembre	86,56	27,33	87,62	26,53
Octobre	89,59	31,62	86,57	32,40
Novembre	89,09	29,47	85,59	25,22
Décembre	87,16	31,07	85,16	29,26

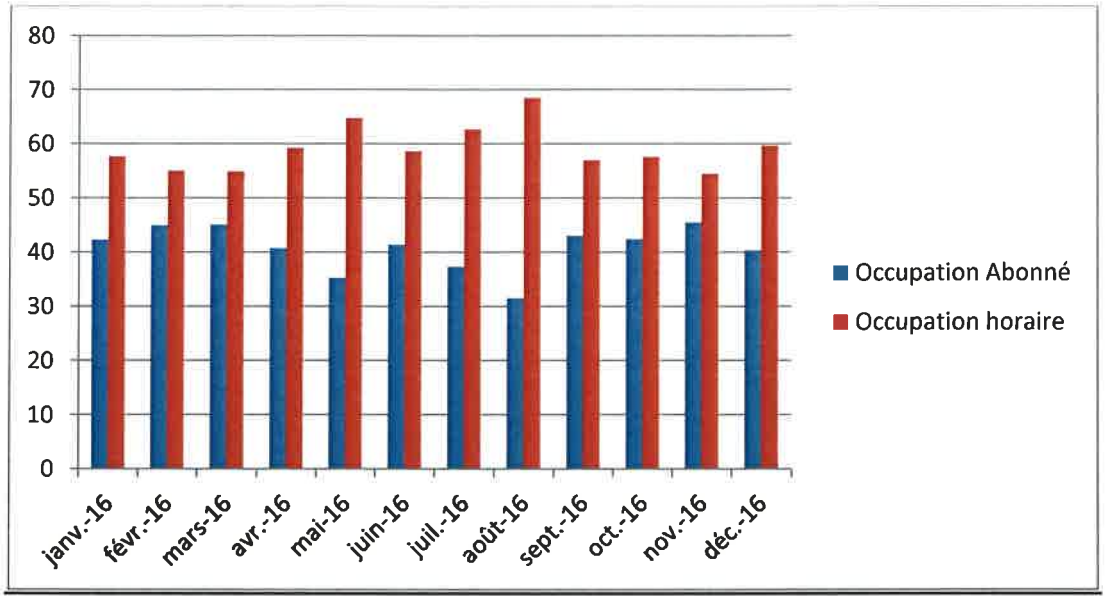


2-3- REPARTITION DE L'OCCUPATION PAR TYPE D'USAGER

Les données du tableau ci-dessous sont exprimées en pourcentage. Une distinction a été faite entre la clientèle horaire et abonnée.

	Occupation Abonné	Occupation horaire
Janvier 2016	42,28	57,72
Février 2016	44,98	55,02
Mars 2016	45,06	54,94
Avril 2016	40,76	59,24
Mai 2016	35,23	64,77
Juin 2016	41,33	58,67
Juillet 2016	37,35	62,65
Août 2016	31,50	68,50
Septembre 2016	43,03	56,97
Octobre 2016	42,44	57,56
Novembre 2016	45,47	54,53
Décembre 2016	40,35	59,65

Répartition de l'occupation selon le type d'usager pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016

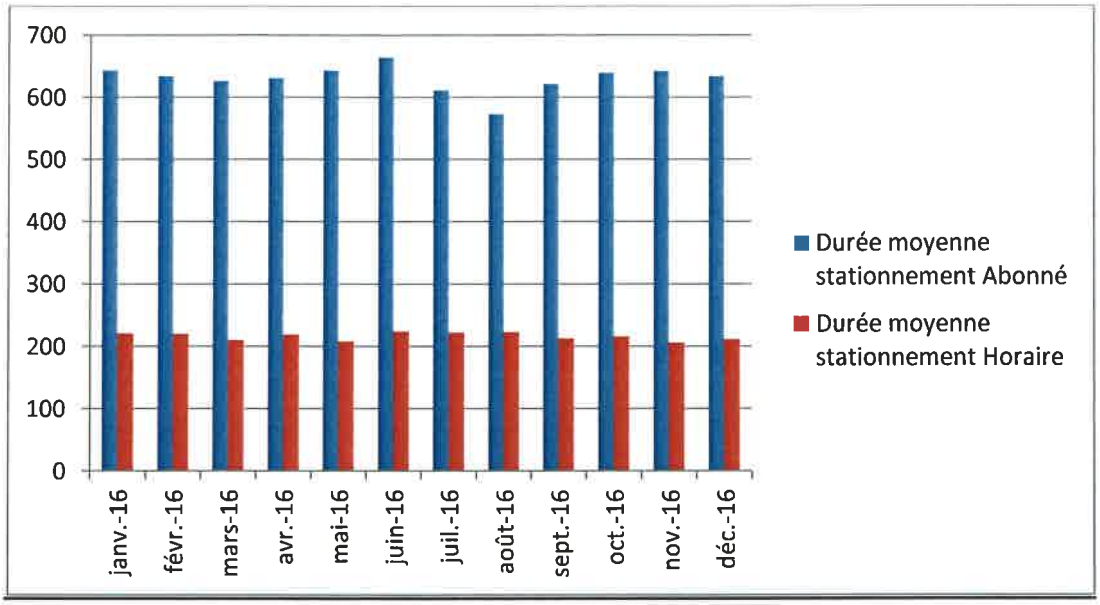


2-4- DUREES MOYENNES DE STATIONNEMENT

Les durées moyennes de stationnement selon le type d'usager (abonné ou horaire) pour le parc de stationnement sis allées de Chartres et de Bristol sont présentées dans le tableau ci-dessous. Les durées de stationnement sont exprimées en minutes. Une distinction est faite entre la durée moyenne de stationnement de la clientèle horaire et abonnée.

	Durée moyenne stationnement Abonné	Durée moyenne stationnement Horaire
Janvier 2016	643	221
Février 2016	634	220
Mars 2016	626	210
Avril 2016	631	219
Mai 2016	643	208
Juin 2016	664	224
Juillet 2016	611	222
Août 2016	573	223
Septembre 2016	621	213
Octobre 2016	639	216
Novembre 2016	642	206
Décembre 2016	634	211

Durées moyennes de stationnement selon le type d'usager pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016



2-5- CARACTERISTIQUES DE LA FREQUENTATION ABONNE

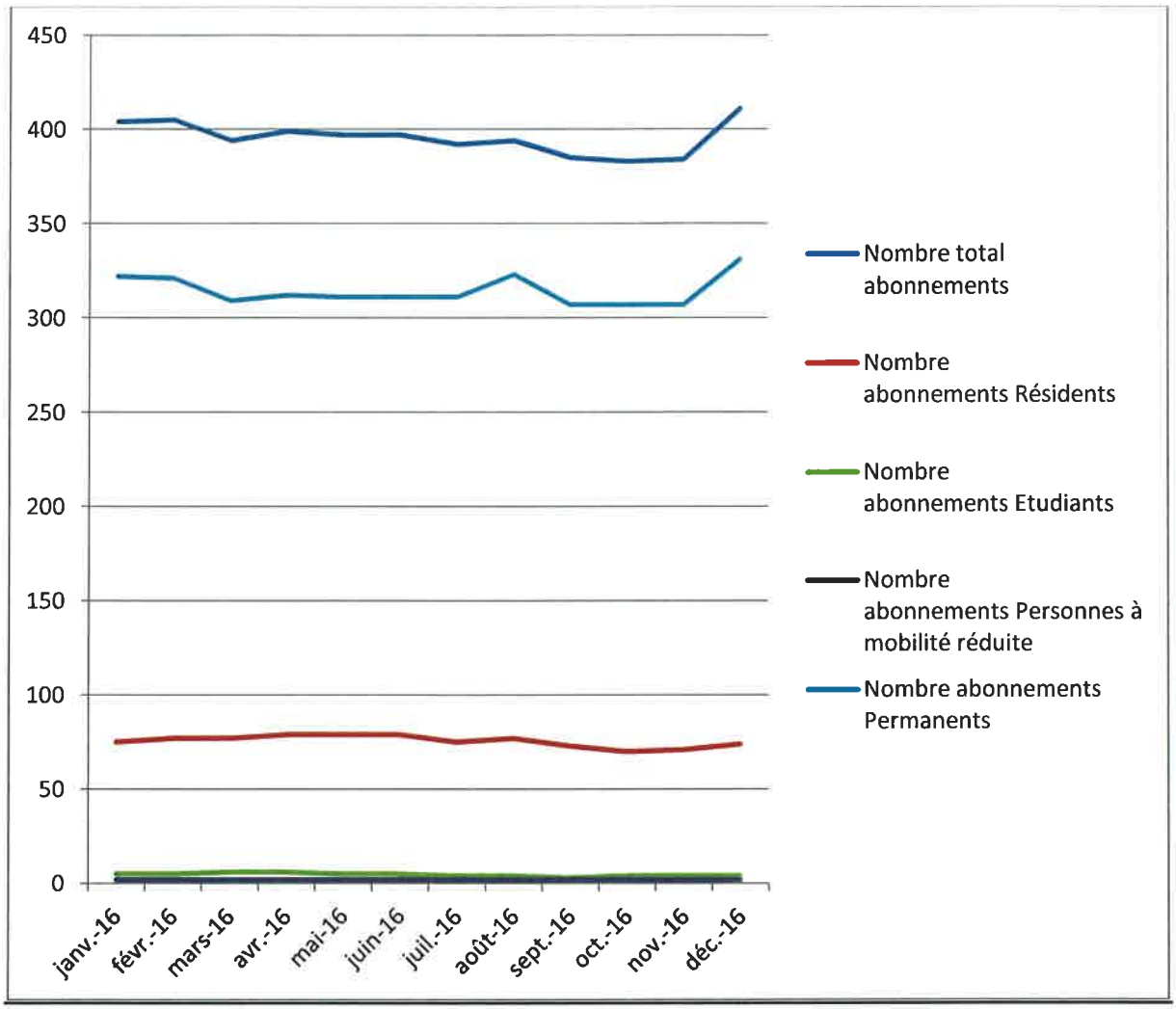
Le tableau ci-dessous présente la répartition des abonnements en cours par catégories d'usagers sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2016 ainsi que le chiffre d'affaire « abonné » mensuel hors taxe.

Il est à noter qu'une liste d'attente pour les abonnements permanents a été mise en place sur la période de référence.

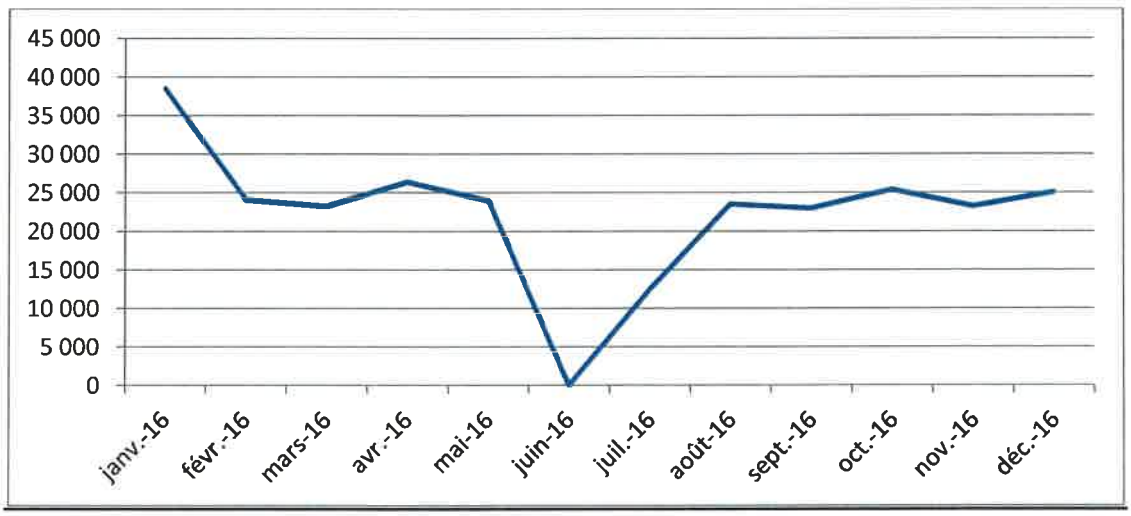
Il est à noter qu'aucun abonnement résident ou personnes à mobilité réduite n'a été refusé sur la période de référence.

	Nombre abonnements Total	Nombre abonnements Résidents	Nombre abonnements Etudiants	Nombre abonnements Personnes à mobilité réduite	Nombre abonnements Permanents	Chiffre affaire Abonnements HT
Janvier 2016	404	75	5	2	322	38 481
Février 2016	405	77	5	2	321	24 093
Mars 2016	394	77	6	2	309	23 276
Avril 2016	399	79	6	2	312	26 394
Mai 2016	397	79	5	2	311	23 993
Juin 2016	397	79	5	2	311	0
Juillet 2016	392	75	4	2	311	12 512
Août 2016	394	77	4	2	323	23 537
Septembre 2016	385	73	3	2	307	22 960
Octobre 2016	383	70	4	2	307	25 395
Novembre 2016	384	71	4	2	307	23 208
Décembre 2016	411	74	4	2	331	25 066
						268 915

Evolution de la structure des abonnements pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016



Evolution du chiffre d'affaires « abonné » HT pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016

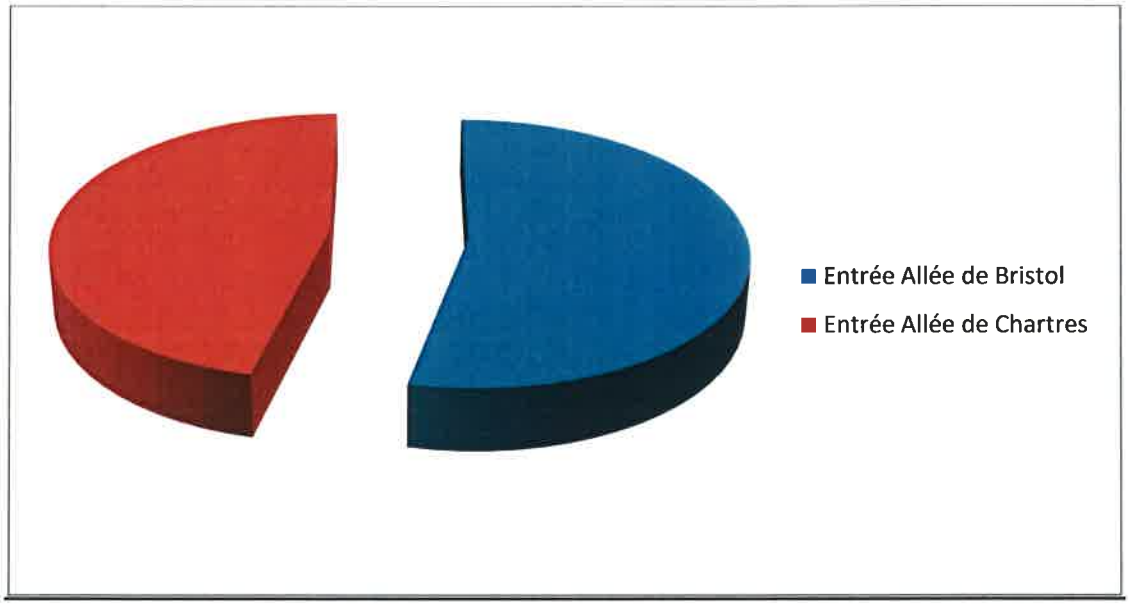


Répartition des entrées de la clientèle abonnée pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016

Entrées

	Nombre entrées	% par rapport Zone	% par rapport Parc	Moyenne entrées/jour
Entrée Allée de Bristol	49 692	53,54%	53,54%	136
Entrée Allée de Chartres	43 121	46,46%	46,46%	118
Total	92 813		100,00%	254

Graphique de la répartition des entrées de la clientèle abonnée pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016



Répartition des sorties de la clientèle abonnée pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016

Sorties

	Nombre sorties	% par rapport Zone	% par rapport Parc	Moyenne sorties/jour
Sortie Allée de Bristol	43 958	47,29%	47,29%	121
Sortie Allée de Chartres	48 996	52,71%	52,71%	134
Total	92954		100,00%	254

Graphique de la répartition des sorties de la clientèle abonnée pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016



Coefficient de foisonnement

Le foisonnement est le phénomène selon lequel tous les titulaires d'un abonnement dans un parc de stationnement ne sont pas présents simultanément ce qui permet d'optimiser la fréquentation horaire.

Le "coefficient de foisonnement" des abonnés est égal au rapport entre la valeur maximale du nombre d'abonnés présents simultanément et le nombre total d'abonnés.

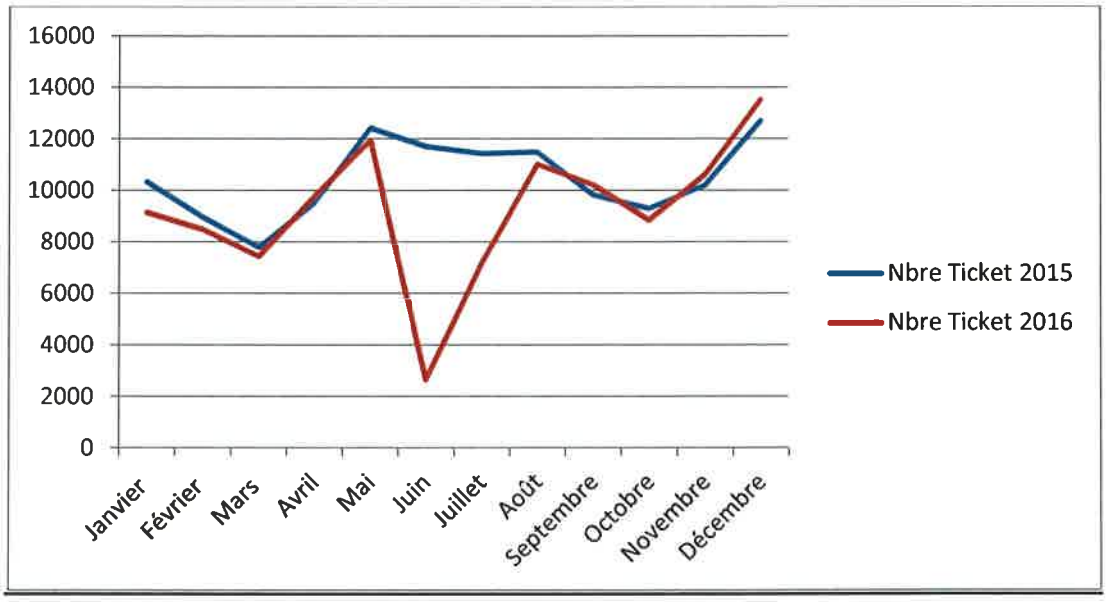
	Coefficient de foisonnement
Zone 1	0,71
Total	0,71

2-6- CARACTERISTIQUES DE LA FREQUENTATION HORAIRE

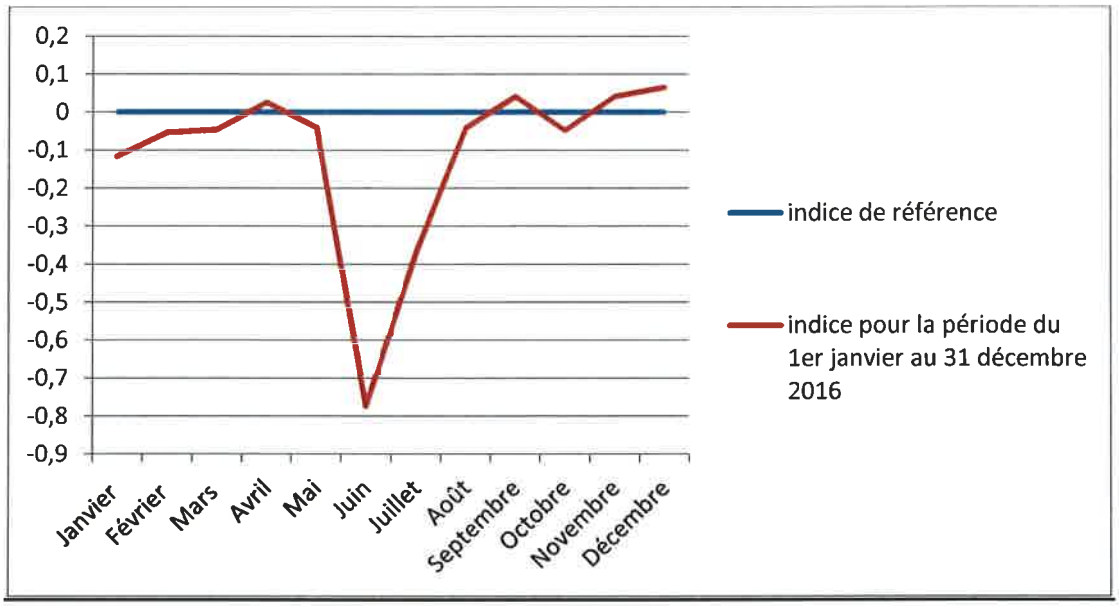
Les données du tableau ci-dessous reprennent les différentes caractéristiques de la fréquentation horaire sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2016 : nombre de tickets d'entrée, nombre de tickets réglés en espèces, nombre de tickets réglés en carte bleue, nombre de tickets réglés en paiement mixte (au minimum deux types de paiements), nombre de tickets réglés en chèque parking, nombre de tickets gratuits (du fait de la demi-heure gratuite), chiffre d'affaire mensuel hors taxe et la valeur du ticket moyen.

Mois	Nbre Ticket 2015	Nbre Ticket 2016	Evolution entre les deux périodes	Paiement Horaires				Tickets Gratuits	CA Horaire HT		Ticket Moyen HT
				Esp	CB	Mixte	Chq pkg		total	dont CB	
Janvier	10334	9 148	-11,48%	1 120	8 028	0	0	0	49 115	45 080	5,37
Février	8963	8 492	-5,25%	937	7 555	0	0	0	45 401	42 188	5,35
Mars	7794	7 443	-4,50%	1 439	6 004	0	0	0	37 659	32 708	5,06
Avril	9509	9 760	2,64%	1 685	8 075	0	0	0	50 544	44 930	5,18
Mai	12432	11 956	-3,83%	2 289	9 667	0	0	0	61 779	51 859	5,17
Juin	11705	2 646	-77,39%	435	2 211	0	0	0	13 882	11 791	5,25
Juillet	11431	7 192	-37,08%	1 517	5 675	0	0	0	38 614	32 389	5,37
Août	11495	11 018	-4,15%	2 553	8 465	0	0	0	61 038	48 274	5,54
Septembre	9816	10 224	4,16%	1 999	8 225	0	0	0	54 604	45 634	5,34
Octobre	9298	8 848	-4,84%	1 840	7 008	0	0	0	45 492	38 473	5,14
Novembre	10201	10 625	4,16%	1 604	9 021	0	0	0	54 690	47 859	5,15
Décembre	12703	13 530	6,51%	2 230	11 300	0	0	0	69 912	61 430	5,17
Total	125 681	110 882	-11,78%	19 648	91 234	0	0	0	582 730	502 615	5,26

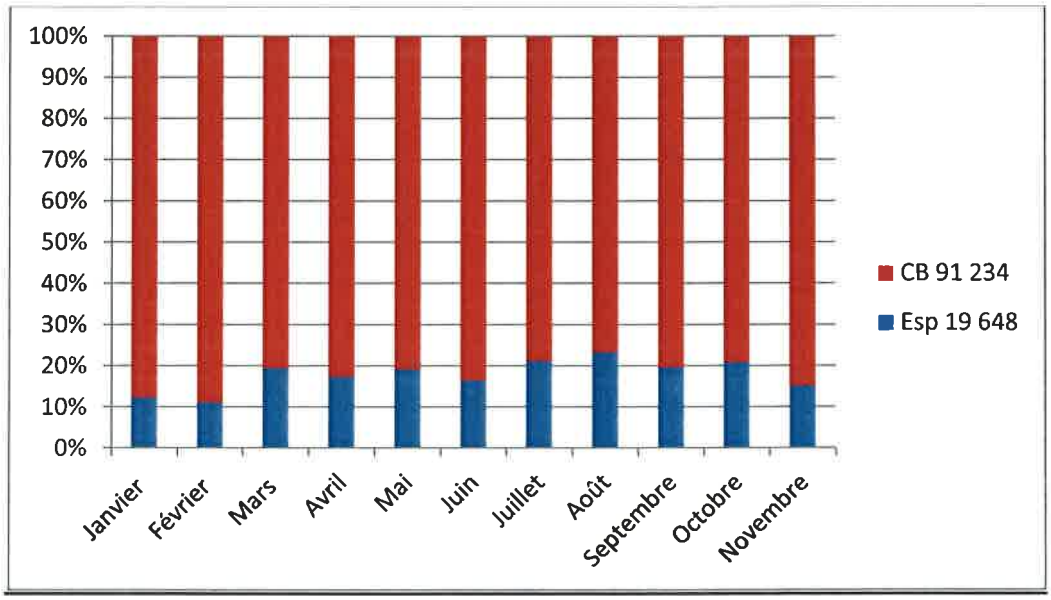
Evolution de la fréquentation horaire



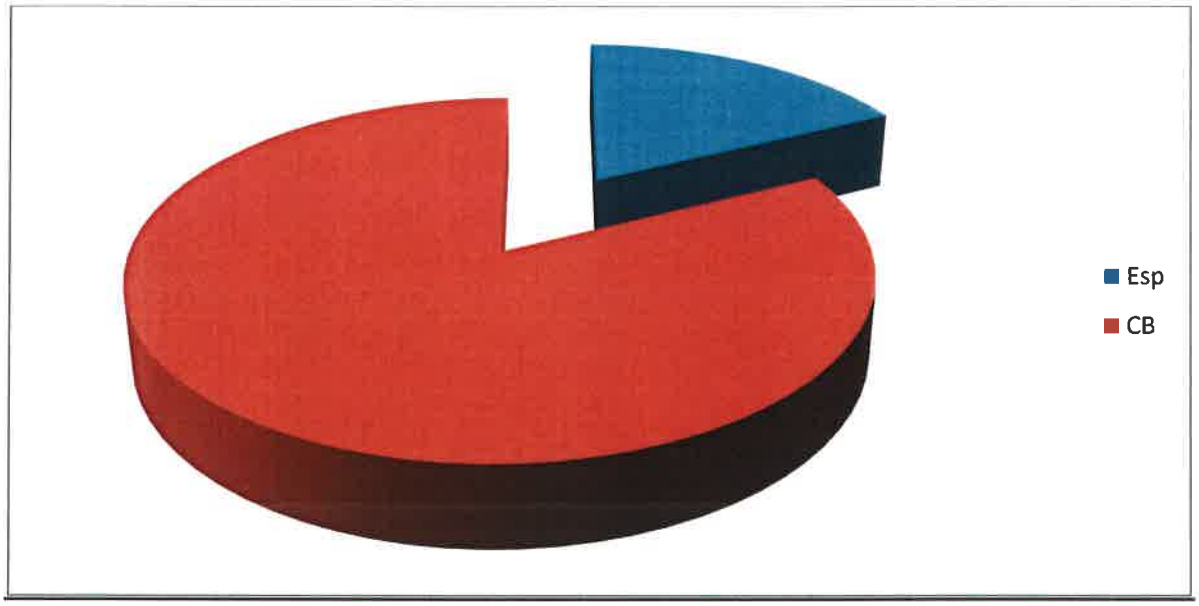
Evolution de l'indice de variation de la fréquentation horaire



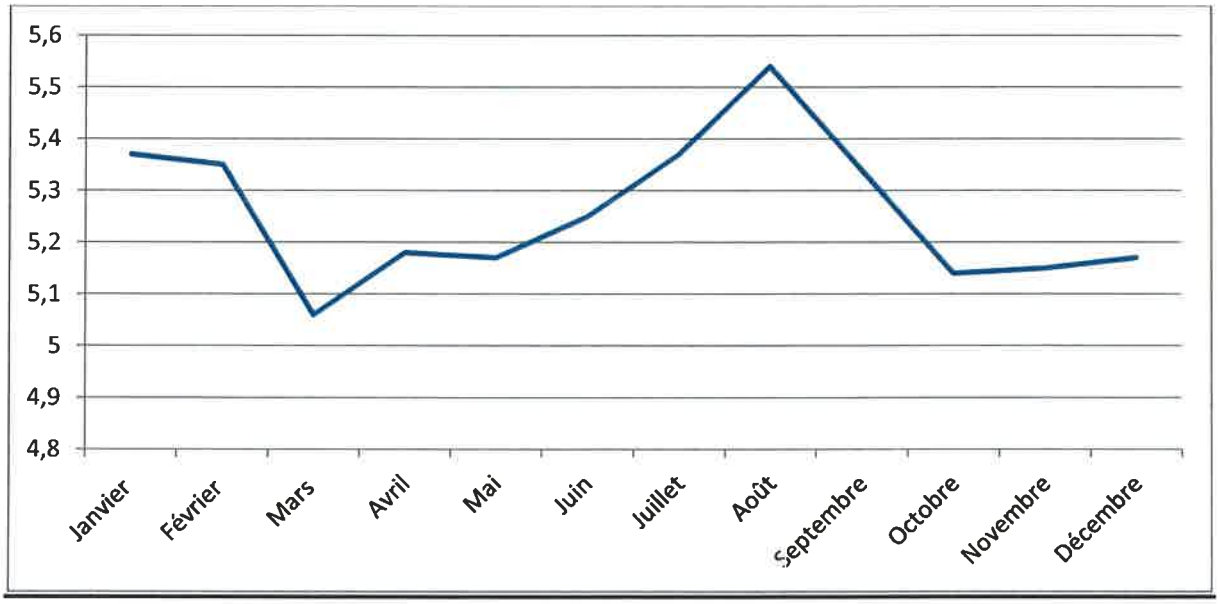
Structure mensuelle de la fréquentation horaire



Structure annuelle de la fréquentation horaire



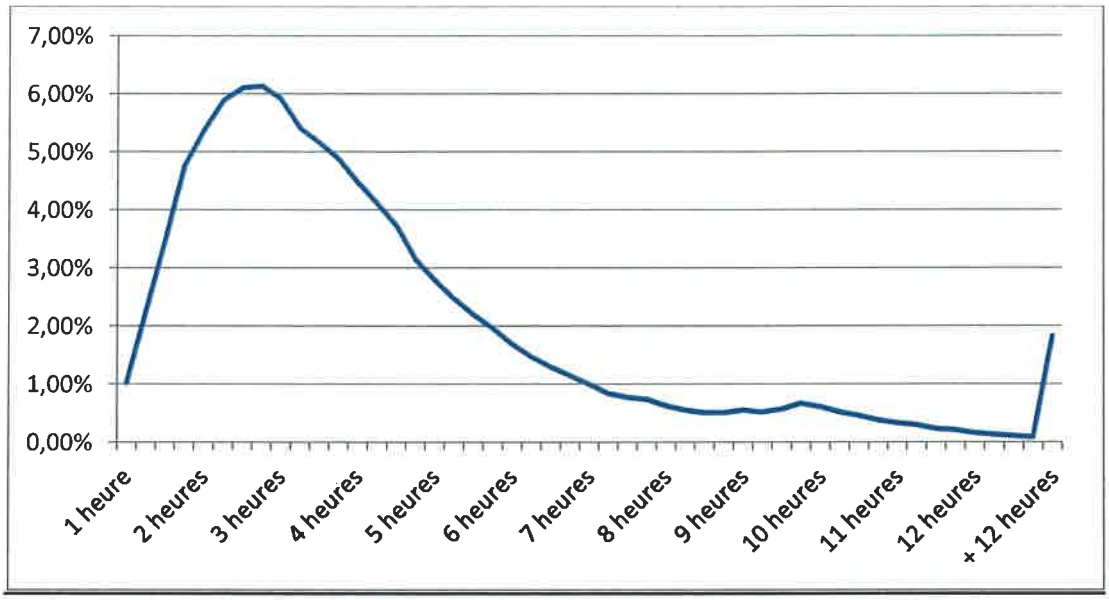
Evolution mensuelle du ticket moyen HT



Répartition des tickets selon la durée de stationnement

TRANCHE		QUANTITE VEHICULES	TAUX	CUMUL
1 heure	1/4	1132	1,02%	1,02%
	2/4	2493	2,25%	3,27%
	3/4	3834	3,46%	6,73%
	4/4	5278	4,76%	11,49%
2 heures	1/4	5964	5,38%	16,87%
	2/4	6523	5,88%	22,75%
	3/4	6764	6,10%	28,85%
	4/4	6801	6,13%	34,98%
3 heures	1/4	6548	5,91%	40,89%
	2/4	5992	5,40%	46,29%
	3/4	5708	5,15%	51,44%
	4/4	5404	4,87%	56,31%
4 heures	1/4	4957	4,47%	60,78%
	2/4	4561	4,11%	64,89%
	3/4	4129	3,72%	68,61%
	4/4	3493	3,15%	71,76%
5 heures	1/4	3090	2,79%	74,55%
	2/4	2743	2,47%	77,02%
	3/4	2440	2,20%	79,22%
	4/4	2177	1,96%	81,18%
6 heures	1/4	1879	1,69%	82,87%
	2/4	1628	1,47%	84,34%
	3/4	1444	1,30%	85,64%
	4/4	1274	1,15%	86,79%
7 heures	1/4	1111	1,00%	87,79%
	2/4	928	0,84%	88,63%
	3/4	856	0,77%	89,40%
	4/4	816	0,74%	90,14%
8 heures	1/4	694	0,63%	90,77%
	2/4	607	0,55%	91,32%
	3/4	569	0,51%	91,83%
	4/4	561	0,51%	92,34%
9 heures	1/4	609	0,55%	92,89%
	2/4	576	0,52%	93,41%
	3/4	629	0,57%	93,98%
	4/4	738	0,67%	94,65%
10 heures	1/4	676	0,61%	95,26%
	2/4	576	0,52%	95,78%
	3/4	512	0,46%	96,24%
	4/4	422	0,38%	96,62%
11 heures	1/4	368	0,33%	96,95%
	2/4	329	0,30%	97,25%
	3/4	256	0,23%	97,48%
	4/4	236	0,21%	97,69%
12 heures	1/4	178	0,16%	97,85%
	2/4	142	0,13%	97,98%
	3/4	124	0,11%	98,09%
	4/4	96	0,09%	98,18%
+ 12 heures		2017	1,82%	100,00%
TOTAL		**110 882**	**100,00%**	**100,00%**

Graphique de la répartition des tickets selon la durée de stationnement



PARTIE VI

ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE

PARC ALLEES DE CHARTRES

1– LE SERVICE RENDU AUX USAGERS

1-1- ENQUETE DE SATISFACTION DE LA CLIENTELE

a. Description de l'enquête

Objectif

L'objectif de l'enquête menée par la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux est de savoir :

- D'où proviennent les automobilistes garés sur le parc des Allées de Chartres.
- Pour quelle activité les personnes viennent stationner sur le parc des Allées de Chartres.
- Combien de temps leur véhicule reste stationné en moyenne sur le parc.
- La satisfaction de la clientèle par rapport à différents critères.

Conditions de l'enquête

L'enquête a eu lieu sur le parc des Allée de Chartres Allée de Bristol les jours suivants :

- Jeudi 7 Avril 2016
- Vendredi 8 Avril 2016
- Mardi 17 Mai 2016
- Samedi 21 Mai 2016

L'enquête a été menée par le personnel de la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux. Placé à côté des caisses de paiement, pendant que les usagers du parking payaient leur ticket ainsi qu'à une sortie pour interroger les abonnés; le personnel leur a proposé le questionnaire suivant:

88 personnes au total ont été interrogées.

b. Résultats

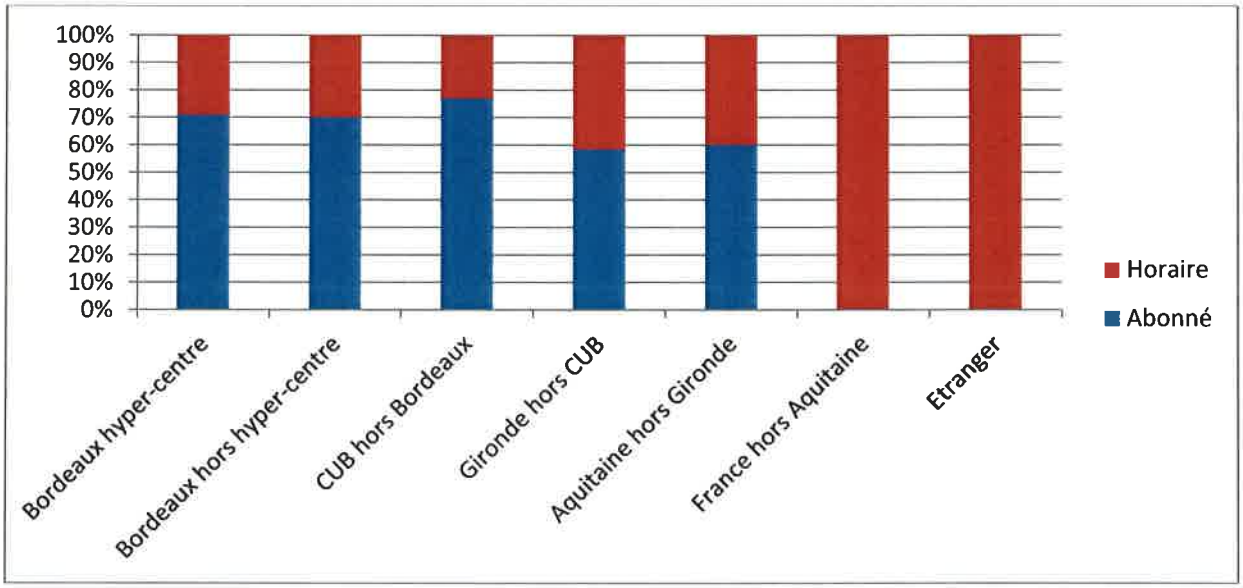
Catégories de clientèle interrogées

Un abonné	53
Un client horaire	35

Lieu de provenance de la clientèle

	Total	Abonné	Horaire
Bordeaux hyper-centre	24	17	7
Bordeaux hors hyper-centre	20	14	6
CUB hors Bordeaux	13	10	3
Gironde hors CUB	12	7	5
Aquitaine hors Gironde	9	5	4
France hors Aquitaine	8	0	8
Etranger	2	0	2
	88	53	35

Graphique sur la provenance de la clientèle

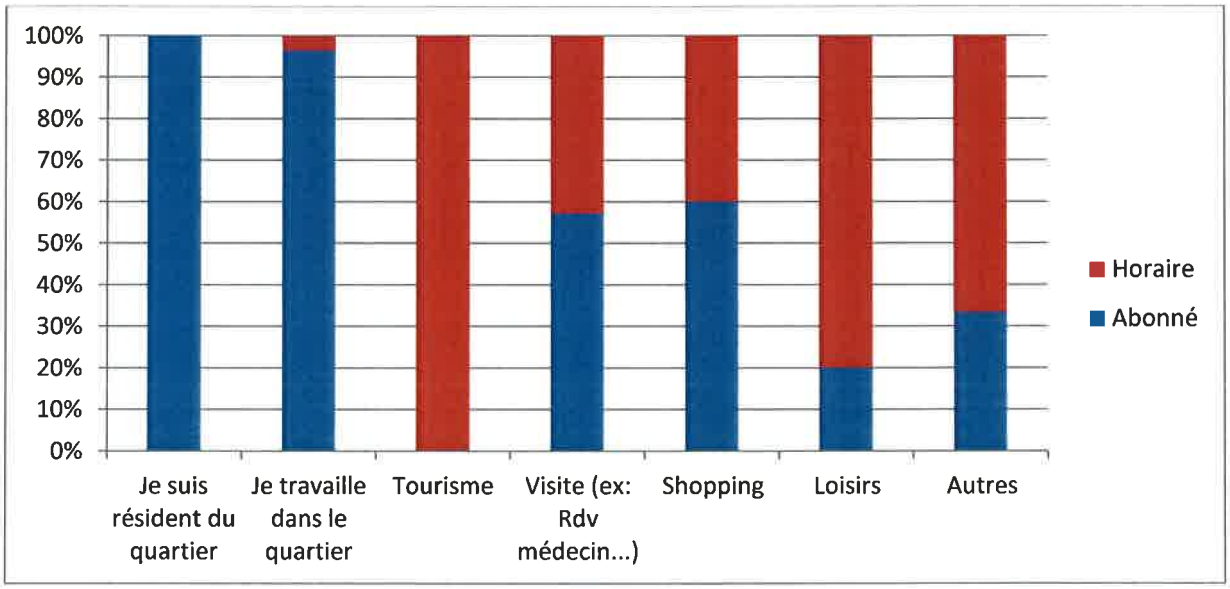


La grande majorité des utilisateurs du parc des Allées de Chartres provient des différentes communes de la région bordelaise. La faible proportion des bordelais intra-muros utilisant ce parking, mis à part les résidents du quartier montre une utilisation importante de la mobilité douce (vélo, transport en commun, marche à pied) pour les trajets intra-centre ville.

Raisons du stationnement dans le parc de la clientèle

	Total	Abonné	Horaire
Je suis résident du quartier	7	7	0
Je travaille dans le quartier	27	26	1
Tourisme	9	0	9
Visite (ex: Rdv médecin...)	7	4	3
Shopping	20	12	8
Loisirs	15	3	12
Autres	3	1	2
	88	53	35

Graphique des raisons du stationnement de la clientèle

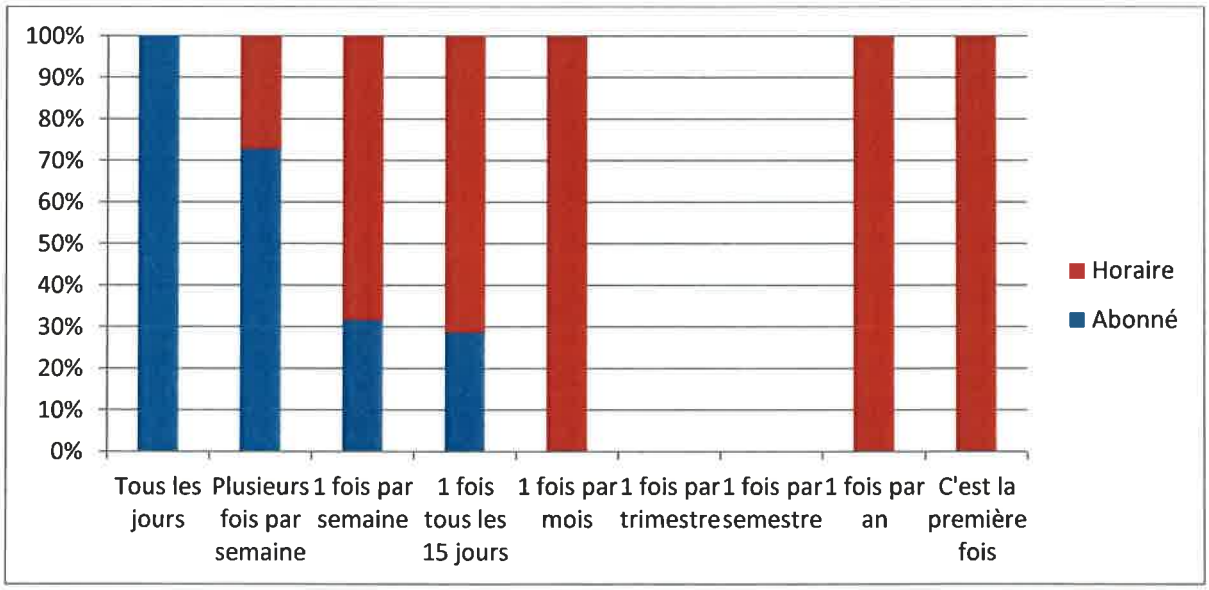


La majorité des usagers abonnés du parc des Allées de Chartres stationnent leurs véhicules pour des raisons liées à leur lieu de résidence ou leur travail. Pour les usagers horaires, le stationnement est surtout lié à des shopping, au tourisme, aux loisirs et aux visites.

Fréquence de stationnement dans le parc de la clientèle

	Total	Abonné	Horaire
Tous les jours	21	21	0
Plusieurs fois par semaine	33	24	9
1 fois par semaine	19	6	13
1 fois tous les 15 jours	7	2	5
1 fois par mois	3	0	3
1 fois par trimestre	0	0	0
1 fois par semestre	0	0	0
1 fois par an	1	0	1
C'est la première fois	4	0	4
	88	53	35

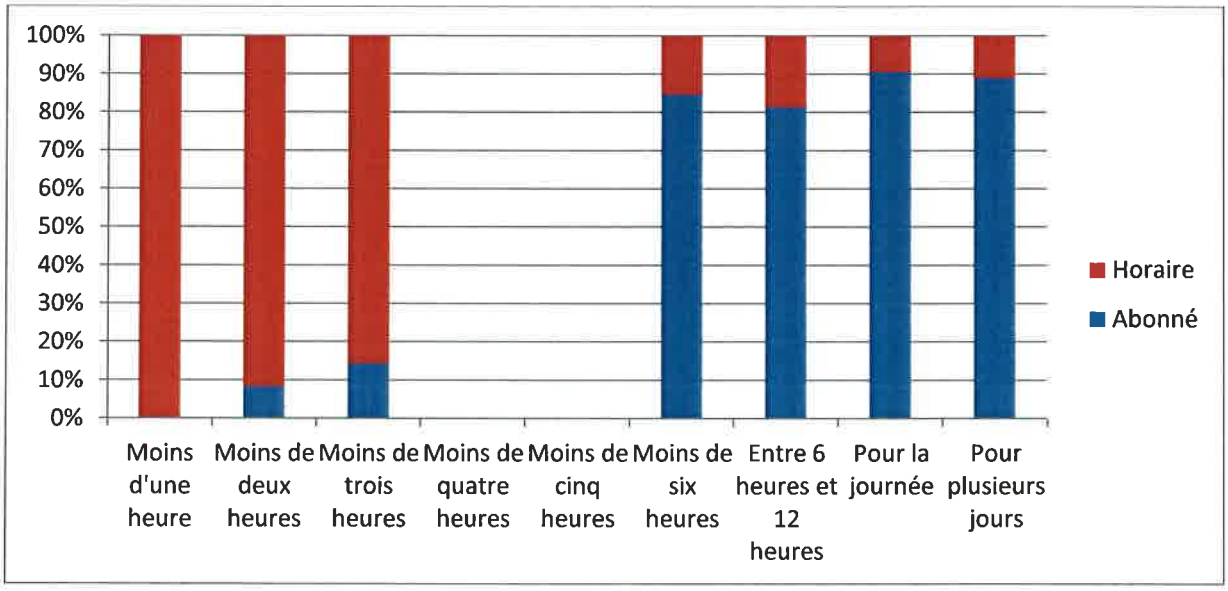
Représentation des fréquences de stationnement de la clientèle



Durée de stationnement prévue ou habituelle dans le parc de la clientèle

	Total	Abonné	Horaire
Moins d'une heure	4	0	4
Moins de deux heures	11	0	11
Moins de trois heures	14	2	12
Moins de quatre heures	0	0	0
Moins de cinq heures	0	0	0
Moins de six heures	13	11	2
Entre 6 heures et 12 heures	16	13	3
Pour la journée	21	19	2
Pour plusieurs jours	9	8	1
	88	53	35

Répartition de la durée de stationnement de la clientèle



Il y a une indéniable corrélation entre la fréquence, la durée de stationnement et la catégorie des usagers.

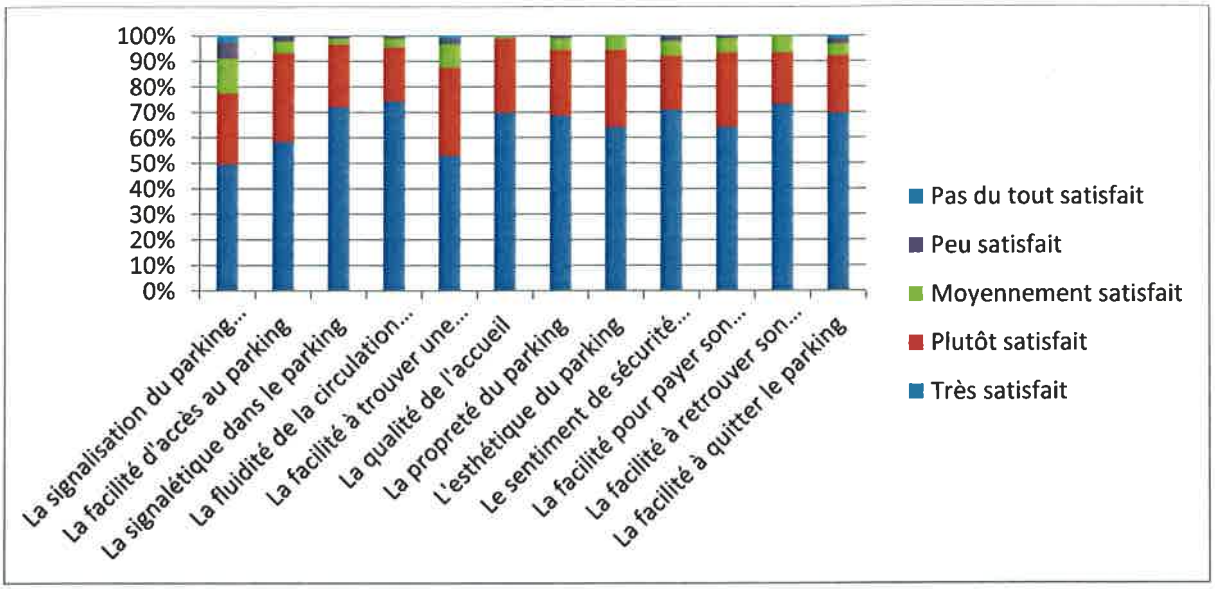
Les usagers stationnant le plus régulièrement et le plus longtemps leur véhicule sur le parc des Allées de Chartres sont des abonnés. A contrario, les usagers horaires stationnent moins souvent et pour des durées moins importantes.

Il est évident que le prix attractif des abonnements comparé au tarif horaire encourage les usagers stationnant régulièrement et pour des durées importantes sur le parc des Allées de Chartres à s'abonner.

Réponses au questionnaire de satisfaction clientèle

	Très satisfait	Plutôt satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait
La signalisation du parking en approche	44	25	12	6	2
La facilité d'accès au parking	52	31	4	2	0
La signalétique dans le parking	64	22	2	1	0
La fluidité de la circulation dans le parking	66	19	3	1	0
La facilité à trouver une place dans le parking	47	31	8	2	1
La qualité de l'accueil	62	26	1	0	0
La propreté du parking	61	23	4	1	0
L'esthétique du parking	57	27	5	0	0
Le sentiment de sécurité dans le parking	63	19	5	2	0
La facilité pour payer son parking	57	26	5	1	0
La facilité à retrouver son véhicule	65	18	6	0	0
La facilité à quitter le parking	62	20	4	2	1

Répartition des réponses au questionnaire de satisfaction clientèle



Les actions à mener pour accroître la satisfaction client doivent porter principalement sur la signalétique à l'approche du parc de stationnement et sur la facilité à accéder à celui-ci.

1-2- EVALUATION DE L'ACCUEIL-CLIENT

a. Description de l'enquête

Des critères d'évaluation ont été définis pour élaborer une grille permettant de quantifier la satisfaction perçue de la clientèle sur les dix principes de base de l'accueil-client.

Ces dix indicateurs de la qualité du service d'accueil sont transposés en 22 questions qui évaluent tant les perceptions que les attentes qu'a la clientèle de ce service sur des points bien définis. Un sondage est quant à lui élaboré pour saisir au plus juste l'opinion de la clientèle sur les différentes étapes du stationnement dans l'enceinte des parcs.

Conditions de l'enquête

L'enquête a eu lieu sur le parking des Allées de Chartres les jours suivants :

- Jeudi 7 Avril 2016
- Vendredi 8 Avril 2016
- Mardi 17 Mai 2016
- Samedi 21 Mai 2016

L'enquête a été menée par le personnel de la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux. Placé à côté des caisses de paiement, pendant que les usagers du parking payaient leur ticket ainsi qu'à une sortie pour interroger les abonnés; le personnel leur a proposé le questionnaire suivant:

47 personnes au total ont été interrogées.

b. Résultats

Catégories de clientèle interrogées

Un abonné	34
Un client horaire	13

Réponses au questionnaire de qualité accueil-client

Note de 1 à 5:

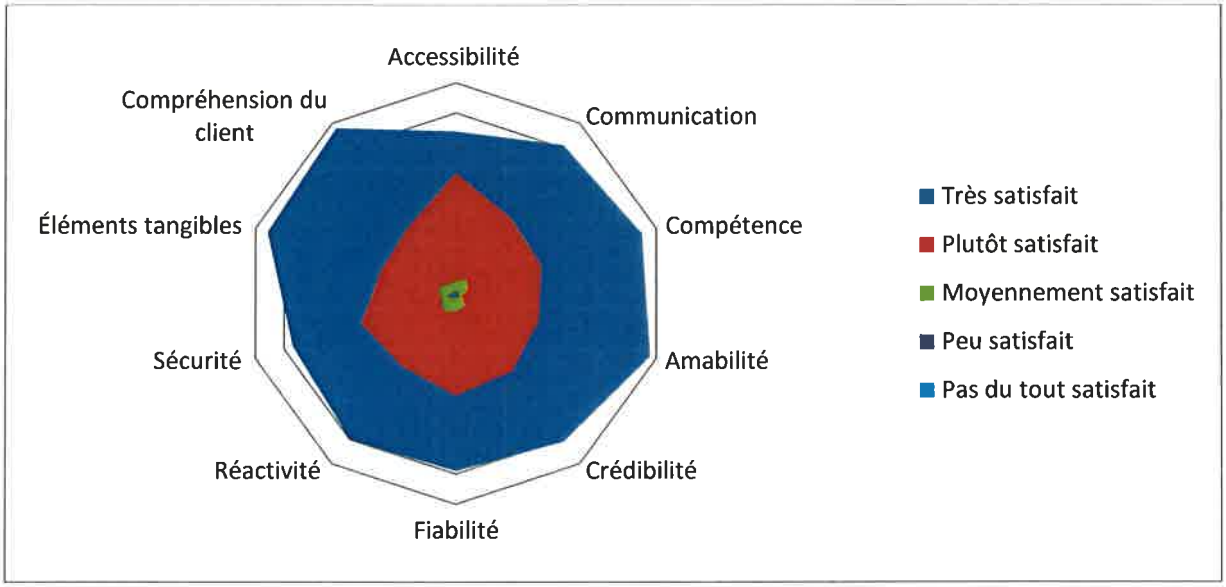
- 1 : Pas du tout satisfait
- 2 : Peu satisfait
- 3 : Moyennement satisfait
- 4 : Plutôt satisfait
- 5 : Très satisfait

	5	4	3	2	1
1. Le matériel est bien entretenu	32	12	2	1	0
2. Le parc de stationnement et les locaux sont attrayants.	33	12	2	0	0
3. Le personnel a une présentation soignée.	30	14	3	0	0
4. Les supports associés au service (tels que les affichages,brochures ou communiqués) sont attrayants.	30	12	4	1	0
5. La SGGPB respecte les délais qu'elle s'est engagée à tenir.	36	10	1	0	0
6. Lorsqu'un client rencontre un problème, la SGGPB tâche d'y remédier avec promptitude.	29	14	3	1	0
7. La SGGPB fournit un service correct dès la première fois.	33	11	2	1	0
8. La SGGPB fournit ses services dans les délais convenus.	31	14	2	0	0
9. La SGGPB insiste pour établir des documents exempts d'erreurs.	34	10	2	1	0
10. Le personnel vous indique précisément le moment auquel les services seront exécutés.	32	12	2	0	1
11. Le personnel fournit un service rapide.	32	13	2	0	0
12. Le personnel est toujours prêt à vous aider.	31	13	1	1	1
13. Le personnel est toujours disponible pour répondre à vos demandes.	39	8	0	0	0
14. L'attitude du personnel vous inspire confiance.	37	9	1	0	0
15. Vous vous sentez en sécurité dans le parc de stationnement	30	14	2	1	0
16. Le personnel est aimable en toute circonstance.	34	10	2	1	0
17. Le personnel dispose des connaissances nécessaires pour vous renseigner.	32	11	1	2	1
18. La SGGPB vous accorde une attention particulière.	33	11	2	1	0
19. Les horaires de présence sont pratiques pour l'ensemble de ses clients.	32	12	3	0	0
20. La SGGPB emploie un personnel qui vous accorde une attention particulière.	33	10	3	1	0
21. La SGGPB a à coeur de vous satisfaire.	33	12	2	0	0
22. Le personnel comprend vos besoins spécifiques.	34	10	2	1	0

Indice de répartition des réponses selon dix principes de base de l'accueil-client

	Très satisfait	Plutôt satisfait	Moyennement satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait
Accessibilité	54	40	4	1	1
Communication	61	31	6	1	1
Compétence	65	30	4	1	0
Amabilité	68	29	2	1	0
Crédibilité	61	32	5	2	0
Fiabilité	59	34	6	1	0
Réactivité	60	30	7	2	1
Sécurité	57	33	5	3	2
Éléments tangibles	66	26	6	1	1
Compréhension du client	68	27	4	1	0

Représentation graphique de la qualité de l'accueil-client



1-3- CONCLUSIONS

A la vue des résultats de cette enquête, l'évaluation de l'accueil-client est bonne, certains aspects sont à travailler pour encore accroître cette dernière.

Points forts

- La compréhension du client
- L'amabilité
- La crédibilité

Orientations des futures mesures d'amélioration de l'accueil-client

- L'accessibilité du service
- La sécurité

2– LE NOMBRE ET LA NATURE DES INCIDENTS

Du Mercredi 13 Janvier 2016 au Mardi 26 Janvier 2016

Carte mère et processeur de la caisse 38 hors services, obligation de fonctionner avec une seule caisse de paiement ce qui a augmenté fortement les délais d'attente au niveau des caisses de paiement. Quelques réclamations d'usagers traités par nos services.

Samedi 13 Février 2016

Un usager horaire est venu se plaindre que la vitre arrière de son véhicule avait été brisée dans l'après-midi. Un sac de voyage aurait été volé. Orientation de l'usager auprès du Commissariat central de Bordeaux pour un dépôt de plainte.

Mardi 23 Février 2016

Un usager horaire a percuté avec son véhicule une voiture en stationnement. Prise des coordonnées de cette personne pour les transmettre au propriétaire de la voiture endommagée.

Vendredi 4 Avril 2016

Bris de la vitre conducteur sur un véhicule durant la nuit. Après constatation du propriétaire, aucun objet n'a été dérobé.

Vendredi 22 Avril 2016

Durant la nuit, les deux rétroviseurs d'un véhicule ont été arrachés.

Vendredi 6 Mai 2016

Bris de la vitre arrière sur un véhicule durant la nuit. Un sac de voyage aurait été volé. Orientation de l'usager auprès du Commissariat central de Bordeaux pour un dépôt de plainte.

Samedi 14 Mai 2016

La lisse de la barrière de la sortie côté Allées de Bristol a été forcée. Déplacement de l'astreinte technique pour changement de la lisse.

Mardi 12 Juillet 2016

La vitre du lecteur optique de la sortie donnant sur l'allée de Chartres a été dégradée. Changement de la pièce dans la matinée.

Mardi 9 Août 2016

Un abonné est venu nous avertir que son véhicule avait été vandalisé (rayures). Orientation de l'usager auprès du Commissariat central de Bordeaux pour un dépôt de plainte.

Jeudi 22 Août 2016

Le lecteur CB de la sortie donnant sur l'allée de Chartres est hors service. Changement du lecteur dans la journée.

Dimanche 4 Septembre 2016

La lisse de la barrière de l'entrée « Cars de tourisme a été forcée durant la nuit. Déplacement de l'astreinte technique pour changement de la lisse.

Jeudi 15 Septembre 2016

La vitre du lecteur optique de la sortie donnant sur l'allée de Bristol a été dégradée. Changement de la pièce dans la matinée.

Samedi 24 Septembre 2016

Un client horaire est venu se plaindre de l'effraction de son véhicule. Orientation de l'usager auprès du Commissariat Central pour un dépôt de plainte.

Samedi 8 Octobre 2016

La lisse de la barrière de la sortie côté Allées de Chartres a été forcée. Déplacement de l'astreinte technique pour changement de la lisse.

Dimanche 23 Octobre 2016

Un client horaire est venu se plaindre de l'effraction de son véhicule. Orientation de l'usager auprès du Commissariat Central pour un dépôt de plainte.

Mardi 8 Novembre 2016

L'imprimante de l'entrée du parc « Cars de tourisme » est hors service. Changement de celle-ci dans la journée.

Jeudi 24 Novembre 2016

La lisse de la barrière de la sortie côté Allées de Bristol a été forcée. Déplacement de l'astreinte technique pour réglage de la lisse.

Vendredi 9 Décembre 2016

Bris de la vitre conducteur sur un véhicule durant la nuit. Après constatation du propriétaire, plusieurs CD et une paire de lunette de soleil ont été dérobés. Orientation de l'usager auprès du Commissariat Central pour un dépôt de plainte.

Jeudi 15 Décembre 2016

L'imprimante de l'entrée Allée de Bristol est hors service. Changement de celle-ci dans la journée.

3– DESCRIPTIF DE L'EFFECTIF DU SERVICE

Globalement, le nombre d'heures de présence effective sur site rémunérées pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016 est de 3500 heures, correspondant en présence à 2 postes en équivalent temps plein.

L'encadrement du personnel, la responsabilité du fonctionnement du site, la qualité du service et nos exigences de proximité avec la clientèle nous ont conduits à proposer une structure composée d'un responsable d'exploitation, d'une assistante de direction, de six agents d'exploitation (deux de niveau Maîtrise et quatre de niveau Ouvriers/Employés).

Les tâches de chacun permettent de répondre aux obligations locales

Responsable d'exploitation : Cadre

- Encadrement de l'ensemble des agents
- Responsable de l'organisation
- Responsable du suivi du budget
- Assure le contact permanent avec la direction et la collectivité
- Assure la maintenance et l'exploitation des sites sur ses heures de présence
- Contrôle interne de la qualité sur les différents sites
- En charge de la stratégie d'amélioration de la fréquentation des sites
- Etablit le suivi d'exploitation

Assistante de direction : Maîtrise

- Encadrement de l'ensemble des agents
- Responsable de l'organisation
- Responsable du suivi du budget
- Assure le contact permanent avec la direction et la collectivité
- Assure la maintenance et l'exploitation des sites sur ses heures de présence
- Contrôle interne de la qualité sur les différents sites
- En charge de la stratégie d'amélioration de la fréquentation des sites
- Etablit le suivi d'exploitation

Assistant d'exploitation : Maîtrise

- Assure le fonctionnement et le maintien de la qualité du service
- Assure la maintenance et l'exploitation sur ses heures de présence
- Assure la surveillance du site, l'accueil des usagers, l'entretien et le nettoyage
- Assure une astreinte technique sur les trois parcs de stationnement

Agent d'exploitation : Ouvriers/Employés

- Assure le fonctionnement et le maintien de la qualité du service
- Assure la maintenance et l'exploitation sur ses heures de présence
- Assure la surveillance du site, l'accueil des usagers, l'entretien et le nettoyage

4– ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ET DES INSTALLATIONS

Comme il a était précisé dans les grilles d'évaluation du respect des normes Qualité en annexe de notre offre, la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux s'est engagée sur des fréquences de nettoyage des installations et des équipements pour le parc de stationnement des Allées de Chartres:

Zone de circulation des piétons : Fréquence journalière de nettoyage

→ *Zones de paiement*

- Caisses automatiques : Propreté, lisibilité, absence de tags
- Poubelles : Poubelles vidées

→ *Zone intérieure suivant les limites de propriété*

- Zones piétonnières : Absence de détritus et déchets
- Poubelles : Poubelles vidées

Zone de circulation des véhicules : Fréquence journalière de nettoyage

→ *Travées d'entrée et de sortie*

- □ Contrôleurs ou bornes : Lisibilité, absence de tags
- □ Ilôts et trottoirs: Absence de détritus
- □ Bandes de circulation : Absence de détritus

→ *Bandes de circulation dans le parking*

- □ Sols: Absence de détritus

Zone de stationnement des véhicules: Fréquence journalière de nettoyage

- □ Sols: Absence de détritus

Toutes signalisations: Fréquence journalière de nettoyage

- □ Panneaux de circulation : Propreté, lisibilité, absence de tags
- □ Information clientèle: Propreté, lisibilité, absence de tags

Local d'exploitation: Fréquence journalière de nettoyage

La spécificité du parc de stationnement des Allées de Chartres génère une obligation de ramassage des feuilles et de leur enlèvement.

Nos agents ont régulièrement nettoyé les zones de stationnement grâce à des souffleurs thermiques dorsaux, les feuilles ensuite ont été enlevées sur les voies de circulation par des balayeuses du groupe Véolia et recyclées pour un volume d'environ 40 tonnes.

PARTIE VII

COMPTES DE RESULTAT

REALISES du 1er JANVIER au 31 DECEMBRE 2016

Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux

TOTAL DSP - Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux		
Budget de dépenses	Prévisionnel	Réalisé
	2016	2016
Mois d'exploitation	12	12
ACHATS	**154 847**	**153 396**
Carburant et divers	445	
EDF GDF	60 691	46 861
Eau	2 519	1 657
Produits entretien mat consommables	9 900	12 279
Fournitures ent. Petit équip.	2 940	2 088
Interventions et entretien (contrat péage)	26 248	45 251
Consommables d'exploitation (tickets)	5 776	1 843
Fournitures de bureau	4 408	5 588
Sous-traitance nettoyage	36 751	36 585
Sous-traintance gardiennage et astreintes	4 724	1 244
Tenue du personnel	445	
SERVICES EXTERIEURS	**964 903**	**828 952**
Gros travaux	770 000	695 996
Gros entretien et réparations	29 000	38 974
Entretien divers et maintenance	110 778	65 589
Honoraires CC et divers	23 624	233
Primes d'assurance	31 501	28 160
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**70 873**	**54 880**
Publicité	3 694	1 406
Transport et déplacements	1 784	1 337
Frais postaux et télécom	28 872	31 894
Commissions CB	36 523	20 243
IMPOTS ET TAXES	**102 541**	**104 051**
CFE	38 438	41 911
Taxe foncière	64 103	62 140
FRAIS DE PERSONNEL	**425 775**	**431 607**
Salaires	279 932	285 515
Charges sociales	145 843	146 092
AUTRES CHARGES DE GESTION	-	-
Frais généraux de siège répartie DSP	-66 118	-56 546
Frais généraux de siège à répartir	66 118	56 546
S/T TOTAL CHARGES HT	**1 718 939**	**1 572 886**
REDEVANCES	**1 202 699**	**1 138 400**
TOTAL CHARGES	**2 921 638**	**2 711 286**
TOTAL RECETTES PARCS	**2 342 510**	**2 281 654**
DOTATION PROVISIONS	**37 000**	**218 780**
REPRISE DOTATION PROVISIONS	**665 000**	**662 135**
RESULTAT avant IS	**48 872**	**13 723**

Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux

SIEGE DSP

	2016	2016
Budget de dépenses	Prévisionnel	Réalisé
Actualisation		
Mois d'exploitation	12	12
ACHATS	**3 134**	**6 387**
Carburant et divers		
EDF GDF	915	221
Eau	26	
Produits entretien mat consommables	426	1 244
Fournitures ent. Petit équip.	332	327
Interventions et entretien (contrat péage)		
Consommables d'exploitation (tickets)		
Fournitures de bureau	1 435	4 595
Sous-traitance nettoyage		
Sous-traintance gardiennage et astreintes		
Tenue du personnel		
SERVICES EXTERIEURS	**32 667**	**6 007**
Gros travaux		
Gros entretien et réparations		
Entretien divers et maintenance	7 105	4 191
Honoraires CC et divers	23 624	233
Primes d'assurance	1 938	1 583
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**11 298**	**13 807**
Publicité	1 267	601
Transport et déplacements	232	970
Frais postaux et télécom	9 544	12 006
Commissions CB	255	230
IMPOTS ET TAXES	**875**	**522**
CFE	875	522
Taxe foncière		
FRAIS DE PERSONNEL	**18 144**	**29 823**
Salaires	11 725	19 826
Charges sociales	6 419	9 997
AUTRES CHARGES DE GESTION	**-66 118**	**-56 546**
Frais généraux de siège répartis DSP	-66 118	-56 546
TOTAL CHARGES HT	**0**	**0**

Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux

Parc VICTOR HUGO

Nombre de places DSP : 712

	2016	2016
Budget de dépenses	Prévisionnel	Réalisé
Actualisation		
Mois d'exploitation	12	12
ACHATS	**96 721**	**84 455**
Carburant et divers	386	
EDF GDF	41 051	32 428
Eau	2 315	1 512
Produits entretien mat consommables	6 708	7 074
Fournitures ent. Petit équip.	1 494	747
Interventions et entretien (contrat péage)	12 967	17 337
Consommables d'exploitation (tickets)	4 551	1 100
Fournitures de bureau	1 987	415
Sous-traitance nettoyage	21 639	23 220
Sous-traintance gardiennage et astreintes	3 237	622
Tenue du personnel	386	
SERVICES EXTERIEURS	**854 026**	**769 752**
Gros travaux	770 000	695 996
Gros entretien et réparations	29 000	38 974
Entretien divers et maintenance	38 213	19 598
Honoraires CC et divers		
Primes d'assurance	16 813	15 184
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**36 314**	**24 096**
Publicité	2 034	805
Transport et déplacements	981	11
Frais postaux et télécom	11 035	10 602
Commissions CB	22 264	12 678
IMPOTS ET TAXES	**83 939**	**87 073**
CFE	29 241	33 893
Taxe foncière	54 698	53 180
FRAIS DE PERSONNEL	**284 693**	**290 963**
Salaires	187 085	191 997
Charges sociales	97 608	98 966
AUTRES CHARGES DE GESTION	**37 687**	**32 231**
Frais généraux de siège	37 687	32 231
TOTAL CHARGES HT	**1 393 380**	**1 288 570**

Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux

Garage ALSACE LORRAINE

Nombre de places DSP : 128

	2016	2016
Budget de dépenses	Prévisionnel	Réalisé
Actualisation		
Mois d'exploitation	12	12
ACHATS	**15 295**	**18 306**
Carburant et divers	20	
EDF GDF	10 544	9 862
Eau	102	75
Produits entretien mat consommables	910	1 302
Fournitures ent. Petit équip.	557	507
Interventions et entretien (contrat péage)	2 656	6 022
Consommables d'exploitation (tickets)		28
Fournitures de bureau	355	289
Sous-traitance nettoyage		221
Sous-traintance gardiennage et astreintes	131	
Tenue du personnel	20	
SERVICES EXTERIEURS	**28 373**	**31 669**
Gros travaux		
Gros entretien et réparations		
Entretien divers et maintenance	26 248	29 795
Honoraires CC et divers		
Primes d'assurance	2 125	1 874
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**3 209**	**3 835**
Publicité	131	
Transport et déplacements	172	11
Frais postaux et télécom	2 906	3 824
Commissions CB		
IMPOTS ET TAXES	**14 959**	**15 922**
CFE	5 554	6 962
Taxe foncière	9 405	8 960
FRAIS DE PERSONNEL	**10 056**	**13 207**
Salaires	6 819	8 780
Charges sociales	3 237	4 427
AUTRES CHARGES DE GESTION	**5 289**	**4 525**
Frais généraux de siège	5 289	4 525
TOTAL CHARGES HT	**77 181**	**87 464**

Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux

Parc des ALLEES DE CHARTRES - ALLEES DE BRISTOL

Nombre de places DSP : 412

	2016	2016
Budget de dépenses	Prévisionnel	Réalisé
Actualisation		
Mois d'exploitation	12	12
ACHATS	**39 697**	**44 248**
Carburant et divers	39	
EDF GDF	8 181	4 350
Eau	76	70
Produits entretien mat consommables	1 856	2 659
Fournitures ent. Petit équip.	557	507
Interventions et entretien (contrat péage)	10 625	21 892
Consommables d'exploitation (tickets)	1 225	715
Fournitures de bureau	631	289
Sous-traitance nettoyage	15 112	13 144
Sous-traitance gardiennage et astreintes	1 356	622
Tenue du personnel	39	
SERVICES EXTERIEURS	**49 837**	**21 524**
Gros travaux		
Gros entretien et réparations		
Entretien divers et maintenance	39 212	12 005
Honoraires CC et divers		
Primes d'assurance	10 625	9 519
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**20 052**	**13 142**
Publicité	262	
Transport et déplacements	399	345
Frais postaux et télécom	5 387	5 462
Commissions CB	14 004	7 335
IMPOTS ET TAXES	**2 768**	**534**
CFE	2 768	534
Taxe foncière		
FRAIS DE PERSONNEL	**112 882**	**97 614**
Salaires	74 303	64 912
Charges sociales	38 579	32 702
AUTRES CHARGES DE GESTION	**23 142**	**19 790**
Frais généraux de siège	23 142	19 790
TOTAL CHARGES HT	**248 378**	**196 852**

Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux

Détail des recettes

PARC VICTOR HUGO	Base Annuelle	2016 Prévisionnel	2016 Réalisé
Horaires			
Places payantes offres totales	712	712	712
Places payantes rotatives	252	252	252
Frèquentation annuelle	193 023	199 273	197 108
Rotations	2,13	2,50	2,50
Durée de stationnement	2,50	2,50	2,50
Tarif horaire	2,15	2,15	2,20
Ticket moyen	5,00	5,00	5,68
Recettes horaires TTC	**962 205**	**967 221**	**1 118 851**
Abonnements			
Abonnements mensuels permanents	488 040	501 440	329 107
Abonnements résidents permanents	146 880	146 820	110 100
Recettes abonnements TTC	**634 920**	**648 260**	**475 927**
Total recettes (CA TTC)	**1 597 125**	**1615481,00**	**1 594 778,00**
Total recettes (CA HT)	**1 332 011**	**1369910,87**	**1 328 981,00**
Produits constatés d'avance			
Transfert de charges			**2 458,00**
Produits exceptionnels			**4 848,00**
Charges exceptionnels			
RESULTAT D'EXPLOITATION			
Recettes du parking	1 332 011	1369910,87	1 336 287,00
Charges d'exploitation du parking	583 890	1393380,00	1 288 570,00
Excédent brut d'exploitation	748 122	-23469,13	47 717,00
Amortissement des investissements	18 000	18000,00	18 000,00
Dotation provisions			181 780,00
Reprise provisions gros travaux	821 250	665000,00	662 135,00
Résultat d'exploitation	730 122	623530,87	510 072,00
Frais financier			
Résultat brut	730 122	623530,87	510 072,00
Redevance Ville de Bordeaux	510 000	510000,00	510 000,00
Redevance, part variable	46 155	46155,60	101 084,00
Résultat net avant impôts	173 966	67375,27	-101 012,00

Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux

Détail des recettes		2016	2016
Garage ALSACE LORRAINE	**Base Annuelle**	**Prévisionnel**	**Réalisé**
Horaires			
Pas d'horaires sur ce parc			
Recettes horaires TTC	**0**	**0**	**0**
Abonnements			
Abonnements mensuels permanents	0	0	0
Abonnements résidents permanents	103110	103110	105800
Recettes abonnements TTC	**103110**	**103110**	**105800**
Total recettes (CA TTC)	**103110**	**103 110**	**105800,00**
Total recettes (CA HT)	**86011,70**	**86011,70**	**88167,00**
Produits constatés d'avance			
Transfert de charges			
Produits exceptionnels			
Charges exceptionnelles			
RESULTAT D'EXPLOITATION			
Recettes du parking	86011,70	86 011,70	88 167,00
Charges d'exploitation du parking	86545,52	77 181,00	87 464,00
Excédent brut d'exploitation	-533,82	8 830,70	703,00
Amortissement des investissements	1000,00	1 000,00	1 000,00
Dotation provisions			
Reprise provisions gros travaux			
Résultat d'exploitation	-1533,82	7 830,70	-297,00
Frais financier			
Résultat brut	-1533,82	7 830,70	-297,00
Redevance Ville de Bordeaux	21000,00	21 000,00	21 000,00
Redevance, part variable			
Résultat net avant impôts	-22533,82	-13 169,30	-21 297,00

Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux

Détail des recettes		2016	2016
Parc Allées Chartres/Bristol	**Base Annuelle**	**Prévisionnel**	**Réalisé**
Horaires			
Places payantes offres totales	412	412	412
Places payantes rotatives	172	172	172
Frèquentation période	110 235	117 735	110 882
Rotations	2,43	2,50	2,50
Durée de stationnement	2,70	2,70	2,70
Tarif horaire	2,00	2,00	2,20
Ticket moyen	6,05	6,05	6,31
Recettes horaires TTC	**760 297**	**760 297**	**699 276**
Abonnements			
Abonnements mensuels permanents	327 210	334 710	280 699
Abonnements résidents permanents	30 000	30 000	42 000
Recettes abonnements TTC	**357 210**	**364 710**	**322 699**
Total recettes (CA TTC)	**1117506,75**	**1 125 007,00**	**1 021 975,00**
Total recettes (CA HT)	**874487,00**	**886 587,00**	**851 645,00**
Produits constatés d'avance			
Transfert de charges			**126,00**
Produits exceptionnels			**5 429,00**
Charges exceptionnelles			
RESULTAT D'EXPLOITATION			
Recettes du parking	874487,00	886 587,00	857200,00
Charges d'exploitation du parking	233431,57	248 382,00	196852,00
Excédent brut d'exploitation	641055,43	638 205,00	660348,00
Amortissement des investissements	18000,00	18 000,00	18000,00
Dotation provisions			
Reprise provisions gros travaux			
Résultat d'exploitation	623055,43	620 205,00	642348,00
Frais financier			
Résultat brut	623055,43	620 205,00	642348,00
Redevance Ville de Bordeaux	470000,00	470 000,00	470002,00
Redevance, part variable	57359,05	57 360,00	36314,00
Résultat net avant impôts	95 696,38	92 845,00	136032,00

Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux

Détail des recettes			
		2016	2016
Total DSp	**Base Annuelle**	**Prévisionnel**	**Réalisé**
Horaires			
Places payantes offres totales	1124	1124	1124
Places payantes rotatives	372	372	372
Frèquentation période	303 258	317 008	307 990
Rotations	2,40	2,40	2,40
Durée de stationnement	2,70	2,70	2,70
Tarif horaire	2,20	2,20	2,20
Ticket moyen	5,85	5,75	5,90
Recettes horaires TTC	**1 722 502**	**1 727 518**	**1 818 127**
Abonnements			
Abonnements mensuels permanents	815 250	836 150	609 806
Abonnements résidents permanents	279 990	279 930	257 900
Recettes abonnements TTC	**1 095 240**	**1 116 080**	**904 426**
Total recettes (CA TTC)	**2 817 741,75**	**2 843 598,00**	**2 722 553,00**
Total recettes (CA HT)	**2 292 509,70**	**2 342 509,57**	**2 268 793,00**
Produits constatés d'avance			
Transfert de charges			**2 584,00**
Produits exceptionnels			**10 277,00**
Charges exceptionnelles			
RESULTAT D'EXPLOITATION			
Recettes du parking	2 292 509,82	2 342 509,57	2 281 654,00
Charges d'exploitation du parking	903 866,60	1 718 943,00	1 572 886,00
Excédent brut d'exploitation	1 388 643,22	623 566,57	708 768,00
Amortissement des investissements	37 000,00	37 000,00	247 590,00
Reprise Dotation aux amortissements			
Reprise provisions gros travaux	821 250,00	665 000,00	654 935,00
Résultat d'exploitation	621 521,61	628 035,70	642 051,00
	730 121,61	623 530,87	474 062,00
Frais financier			
Résultat brut	1 351 643,22	1 251 566,57	1 116 113,00
Redevance Ville de Bordeaux	1 001 000,00	1 001 000,00	1 001 002,00
Redevance, part variable	103 514,25	103 515,60	60 950,00
Résultat net avant impôts	247 128,97	147 050,97	54 161,00